



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques
n^{os} 133 et 134 p. 07-52

Questions au
Gouvernement p. 52-99

2023-2028

n° 55



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques p. 07-52

133^e séance du mercredi 18 mars 2026 p. 07-24

134^e séance du mercredi 18 mars 2026 p. 24-52

Questions au Gouvernement p. 52-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

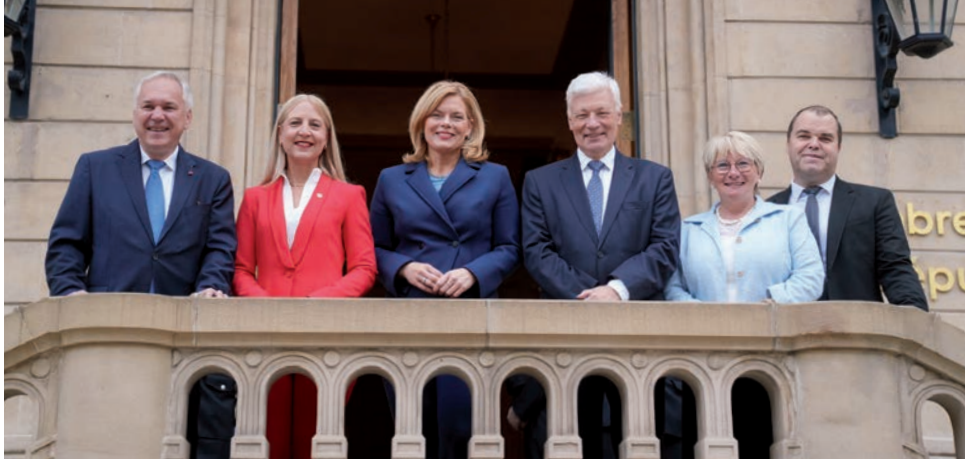
Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
05/06/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Président de la Chambre a réuni ses homologues germanophones au Luxembourg



Les Présidents des Parlements d'Autriche, de Suisse, d'Allemagne, du Luxembourg, de la Communauté germanophone de Belgique et du Liechtenstein (de gauche à droite) se sont réunis au Luxembourg.

Depuis 2016, les Présidents des Parlements germanophones se réunissent chaque année, à tour de rôle, dans un pays différent afin d'échanger sur des

thématiques et défis communs. Cette année, c'était au tour de M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, d'accueillir ses homologues

germanophones, à savoir la Présidente du Bundestag allemand, Mme Julia Klöckner, le Président du Landtag du Liechtenstein, M. Manfred Kaufmann, le Président du Conseil national autrichien, M. Walter Rosenkranz, la Présidente du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, ainsi que la Vice-Présidente du Conseil national suisse, Mme Katja Christ.

Au programme du sommet, qui a eu lieu les 18 et 19 mai 2026, figurait notamment la présentation des grandes lignes du « Stress test des institutions démocratiques du Luxembourg », une étude menée par la Cellule scientifique de la Chambre visant à identifier les vulnérabilités institutionnelles et à évaluer la solidité des garde-fous protégeant la démocratie luxembourgeoise.

Le programme s'est poursuivi par un échange entre les Présidents sur la situation politique actuelle dans leurs pays respectifs ainsi qu'une audience auprès de S.A.R. le Grand-Duc.

L'année prochaine, les Présidents des Parlements germanophones se réuniront en Autriche.

Que faire si un jour, un courant autoritaire prenait le pouvoir au Grand-Duché ?

C'est la question centrale du « Stress test des institutions démocratiques du Luxembourg », dont la première partie a été présentée le 18 mai 2026 à l'occasion du sommet des Présidents des Parlements germanophones au Luxembourg.

Le Luxembourg est solidement ancré dans un réseau d'engagements internationaux : membre fondateur du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, il bénéficie de mécanismes de protection supranationaux dont la robustesse est généralement tenue pour acquise. Mais que se passerait-il si un Gouvernement décidait de s'en affranchir ? Le droit international constituerait-il alors une garantie réelle contre les dérives autoritaires, ou se heurterait-il à des limites qui en réduiraient l'effectivité concrète ?

Face à ses homologues des Parlements germanophones, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a présenté la première thématique du « Stress test des institutions démocratiques », qui aborde cette question à travers trois notes de recherche.

Le droit international, une garantie contre les dérives autoritaires ? « Oui, mais ! »

Le Président de la Chambre a présenté les conclusions des trois notes consacrées à cette question. Celles-ci sont convergentes : « Nous avons, dans le droit international, un outil de garantie contre les dérives autoritaires, mais il doit être utilisé de manière juste par tous les acteurs concernés. » Les garanties existent, mais leur efficacité dépend de deux conditions : la volonté des acteurs de les mobiliser et leur capacité à agir à temps – avant qu'un régime autoritaire ne parvienne à les neutraliser.

La suite du Stress test : l'équilibre des pouvoirs

La deuxième partie du Stress test, attendue d'ici fin de l'année, portera sur la solidité de l'équilibre



La première partie du « Stress test des institutions démocratiques du Luxembourg » a été présentée aux Présidents des Parlements germanophones réunis au Luxembourg.

institutionnel garanti par la Constitution luxembourgeoise. À ce sujet, le Président de la Chambre a expliqué à ses homologues que l'objectif sera d'analyser la séparation et l'équilibre des pouvoirs en cas de dérive autoritaire, la protection de l'opposition parlementaire, le cadre juridique régissant l'élection des députés ou encore le risque d'une mauvaise utilisation des règles internes du Parlement. C'est à partir de cette deuxième thématique que les six Présidents germanophones ont échangé sur les défis auxquels leurs parlements respectifs font face aujourd'hui.

Un signal commun : la démocratie n'est plus une évidence

Au-delà des questions techniques, les Présidents ont abordé la question de la confiance envers la démoc-

ratie. Le constat est largement partagé : celle-ci ne peut plus être tenue pour acquise. Une résilience sociale est désormais nécessaire pour la défendre activement.

Retrouvez toutes les informations relatives au « Stress test des institutions démocratiques » en scannant le code QR suivant :



Le résumé thématique de la première partie du Stress test se trouve à la page 06 de ce numéro.

Cérémonie annuelle du « Memorial Day »



Le Président de la Chambre a rendu hommage aux soldats américains décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

Aux États-Unis, le « Memorial Day » rend hommage aux femmes et aux hommes décédés dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'armée américaine. Tous les ans, ce jour se célèbre le dernier lundi de mai.

Lors de la cérémonie commémorative au cimetière militaire américain à Hamm, organisée par l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg en date du 23 mai 2026, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé que des valeurs telles que la liberté d'expression ou le fait de vivre sans crainte ont été « chèrement acquises, comme en témoigne cet endroit ». Il a souligné à cette occasion la nécessité de continuer à défendre ces valeurs, qui ne sauraient être considérées comme acquises.

« Les générations qui nous ont précédés ont combattu pour des valeurs qui ne sont jamais acquises. Elles doivent être défendues par tous ceux qui y sont attachés. »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Le cimetière militaire américain est le lieu de repos de plus de 5.000 soldats américains, dont beaucoup ont perdu la vie lors de la bataille des Ardennes pendant la Deuxième Guerre mondiale entre décembre 1944 et janvier 1945. Le cimetière est également le lieu de repos du général George S. Patton.

Démocratie, État de droit et cohésion européenne au centre des échanges de l'APCE à Monaco



Mme Octavie Modert (2^e à gauche) a représenté la Chambre des Députés auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Monaco.

Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), a participé à la Commission permanente de l'APCE, organisée sous la présidence de la Principauté de Monaco en date du 22 mai 2026. Dans le cadre de ces travaux, Mme Modert a échangé avec ses homologues sur plusieurs enjeux majeurs, notamment le déficit démocratique, le renforcement des contre-pouvoirs et l'impact de l'intelligence artificielle.

Dialogue et engagement autour des valeurs européennes

En amont de la réunion de la Commission permanente, Mme Modert a également participé à la réunion des « Femmes@PACE » en présence de S.A.S. la Princesse Charlène de Monaco. Lors de cet échange, la Princesse a souligné l'importance de réunir des femmes engagées de toute l'Europe afin de favoriser le dialogue et la coopération autour de sujets essentiels, tels que la

dignité humaine, la solidarité et la protection des personnes les plus vulnérables. Elle a également souligné le rôle du sport comme force d'unité et de cohésion.

L'État de droit au cœur des priorités de la présidence monégasque

Pour la première fois depuis l'adhésion de la Principauté au Conseil de l'Europe, cette présidence monégasque du Comité des ministres entend donner la priorité à la protection effective de tous les citoyens européens à travers une organisation efficace, crédible et capable de tenir ses engagements.

« Le Conseil de l'Europe est la conscience de l'Europe. »

Thomas Brezzo, Président du Conseil national de Monaco

Face aux défis contemporains et futurs du continent, la primauté de l'État de droit demeure le fondement

essentiel sur lequel toute action doit être construite. Les atteintes répétées à l'ordre international, ainsi que le recul observé de la démocratie et des droits de l'homme, mettent à l'épreuve la cohésion de nos sociétés et la crédibilité de nos institutions. Dans ce contexte, mettre fin à la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine et garantir que les violations ne restent pas sans conséquences constituent des impératifs urgents.

Mise à jour de la « Liste des critères de l'État de droit » de la Commission de Venise

Un des rapports examinés lors de la Commission permanente portait sur la « Liste des critères de l'État de droit » de la Commission de Venise. L'APCE a appelé unanimement les États membres ainsi que les États observateurs de la Commission de Venise à intégrer systématiquement cette liste actualisée dans leurs processus internes d'élaboration législative et de révision constitutionnelle.

« Nous devons prendre en compte de nouvelles réalités. »

Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

Mme Modert est intervenue en soutien à ce rapport. Elle a souligné qu'un recul démocratique peut être observé de nos jours, y compris dans des démocraties établies. Elle a mis en évidence le fait que les démocraties doivent faire face à de nouvelles réalités et a salué les efforts entrepris pour actualiser la liste des critères de l'État de droit de la Commission de Venise.

Elle a également salué le travail mené conjointement par la Commission de Venise et le Conseil de l'Europe afin de renforcer les institutions démocratiques, notamment par la mise à disposition d'outils nécessaires à leur contrôle et à leur équilibre.

Sans données, pas de mesures efficaces pour l'égalité des genres



La Directrice du EIGE, Mme Carlien Scheele (à droite), et la Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, Mme Mandy Minella (à gauche)

Les membres de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ont reçu la Directrice du European Institute for Gender Equality (EIGE), Mme Carlien Scheele, qui leur a présenté les dernières publications de l'agence européenne et souligné l'importance des données dans la conception de mesures politiques. La Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, Mme Yuriko Backes, s'était également jointe aux discussions.

Une politique d'égalité des genres fondée sur des données probantes

Depuis 2006, les publications du EIGE sont la boussole à laquelle se fient tant les institutions européennes que les États membres de l'Union européenne pour dessiner leurs politiques en matière d'égalité des genres et au-delà. C'est notamment

sur l'aspect transversal de la problématique de l'égalité des genres que se focalisent les travaux du EIGE. Les expertes parlent ainsi du « gender mainstreaming », c'est-à-dire la prise en compte de la dimension du genre dans la conception de toute politique publique.

« Behind all data, there is a lived experience. »

Carlien Scheele, Directrice du EIGE

Au Luxembourg, l'Observatoire de l'égalité entre les genres a la charge de collecter les données détenues par l'État et les mettre à disposition des politiques, des professionnels dans le domaine, mais aussi à tout internaute intéressé par la thématique. Le 10 octobre 2024, la Chambre des Députés a décidé de donner

une assise légale à cet organe afin de garantir sa pérennité.

Durant l'échange de vues, les députés se sont notamment intéressés au concept de la violence économique, forme de violence qui se base sur des contraintes d'ordre économique et financier. En guise d'illustration, les expertes du EIGE citent les résultats de l'Eurobaromètre 2024 selon lesquels 53 % des hommes entre 18 et 24 ans jugent acceptable qu'un homme contrôle les finances de sa femme. Parmi les remèdes proposés : une éducation financière et une sensibilisation plus poussées.

En 2025, le Luxembourg occupait la 9^e place du Gender Equality Index au sein de l'UE. « Les progrès des dix dernières années sont évidents avec un écart salarial sur le revenu par heure inversé et un taux d'emploi féminin élevé », a déclaré Mme Scheele lors de la présentation face aux députés. « Toutefois, les domaines qui requièrent le plus d'attention sont l'écart de pension entre les genres et la participation des femmes dans les organes décisionnels, que ce soit dans le secteur privé ou dans la sphère politique », a-t-elle encore ajouté.

Un constat qui persiste dans toute l'UE est celui de l'écart dans la répartition du travail du « care », c'est-à-dire la prise en charge des personnes et des choses. Une étude du EIGE de 2024 montre que 41 % des femmes contre 20 % des hommes sondés passent plus de 35 heures par semaine à prendre soin de leurs enfants entre 0 et 11 ans. Cette disparité au niveau de la prise en charge des propres enfants engendre une capacité restreinte d'occuper un emploi à temps plein, ce qui, à son tour, limite l'indépendance financière potentielle des femmes et contribue à leur vulnérabilité envers des violences économiques.

La conclusion commune des députés, de la Ministre ainsi que de la Directrice du EIGE coule de source : les progrès sont évidents, mais on est encore loin d'une égalité des genres complète.

Réduire l'accès à la consommation des drogues et combattre les réseaux de crimes organisés

M. Gilles Baum, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE), et M. Claude Haagen, membre de cette délégation, ont assisté à la 2^e Conférence interparlementaire sur la lutte contre le crime organisé dans la région de l'OSCE, qui a eu lieu à Rome les 14 et 15 mai 2026. La session a figuré sous le titre « STOPDRUGS » et a visé à sensibiliser les parlementaires par rapport aux moyens pour réduire l'accès à la consommation ainsi qu'au combat contre les réseaux de crimes organisés.

Lors de trois séances, différents sujets ont été abordés avec des spécialistes : le danger que représentent le fentanyl et les opioïdes synthétiques, la prévention et les thérapies ainsi que les possibilités d'agir contre les réseaux criminels et les flux d'argent y associés.

En marge de la conférence, les parlementaires ont eu l'occasion d'assister à une audience privée auprès du Pape Léon XIV réservée aux membres de l'AP-OSCE.



Recherche scientifique au Parlement

Le droit international est-il une garantie contre les dérives autoritaires ?

Le Luxembourg, État de tradition moniste et membre fondateur du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, s'inscrit dans un environnement normatif supranational dense qui, à la fois, conditionne et soutient la protection des droits fondamentaux et l'état de droit. Force est cependant de constater que les engagements internationaux dérangent les autocrates lorsqu'ils arrivent au pouvoir, en ce qu'ils sont susceptibles de freiner la mise en œuvre de leur projet autoritaire et l'expansion de leurs prérogatives.

Ce constat nous pousse à formuler la préoccupation suivante : en dépit de l'attachement du Luxembourg au respect des engagements internationaux, le droit international constituerait-il une garantie effective contre les dérives autoritaires ?

Afin d'aborder cette problématique, la première thématique du Stress test des institutions démocratiques s'articule autour des questions fondamentales suivantes : dans quelle mesure les juridictions européennes, la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'homme peuvent-elles constituer des leviers de protection externe, et à quelles conditions leurs mécanismes exercent-ils une contrainte effective sur un État qui s'écarterait des standards de l'état de droit ? Quelles garanties le droit international offre-t-il, dans l'ordre juridique luxembourgeois, contre les atteintes aux droits fondamentaux et à l'état de droit ? Quelles en sont les limites face à un gouvernement ou à un législateur déterminé à les contourner ? Quelle est leur effectivité concrète, c'est-à-dire leur capacité à être mobilisées par les acteurs judiciaires et institutionnels pour faire obstacle à des mesures liberticides ?

Trois notes de recherche répondent successivement à ces questions.

La première note de recherche analyse **le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne comme gardienne fonctionnelle de l'état de droit dans le champ d'application du droit de l'Union**. Elle met en évidence le noyau dur que la jurisprudence a construit autour du Traité sur l'Union européenne et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, notamment au regard de la question de l'indépendance des juridictions. Ce noyau dur est mobilisable tant à l'encontre de réformes législatives que de pratiques administratives persistantes compromettant l'application effective du droit de l'Union. L'analyse souligne néanmoins le caractère fonctionnel et conditionné de ce contrôle : la Cour de justice de l'Union européenne ne sanctionne pas les dérives illibérales en tant que telles, mais leurs effets concrets sur les mécanismes européens, et son intervention demeure structurellement dépendante de l'activation des voies procédurales existantes par les juridictions nationales et la Commission européenne.

La deuxième note de recherche examine la **Convention européenne des droits de l'homme comme instrument constitutionnel de « l'ordre public européen » et la « boîte à outils » que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a progressivement élaborée face aux processus de dérive illibérale**. Elle identifie les ressources normatives et procédurales disponibles telles que le contrôle de l'indépendance judiciaire, la protection des contre-pouvoirs institutionnels et des acteurs de la société civile ou les mécanismes d'urgence, avant d'en examiner les limites structurelles et les conditions concrètes de mobilisation dans le contexte luxembourgeois. L'analyse conclut sur le paradoxe structurel du système conventionnel : filet externe contraignant et indépendant des dynamiques politiques nationales, son efficacité reste néanmoins conditionnelle, supposant que les voies de recours internes n'aient pas été instrumentalisées et que les États conservent une disposition minimale à respecter l'autorité de la Cour.

La troisième note de recherche examine **la résilience des institutions luxembourgeoises face aux dérives autoritaires, sous l'angle de la protection du droit international**. Elle établit d'abord la solidité de la tradition moniste luxembourgeoise et du principe de primauté du droit international sur l'ensemble des normes internes, y compris constitutionnelles, principe consacré par la jurisprudence et faisant l'objet d'un consensus doctrinal et institutionnel. L'analyse évalue ensuite les capacités des institutions étatiques, à savoir les autorités juridictionnelles et le Conseil d'État, à mobiliser les traités internationaux contre des normes liberticides, tout en soulignant les limites structurelles de ces garanties. Le Conseil d'État et son rôle pour limiter les atteintes aux libertés feront l'objet d'une attention particulière : au-delà de la nature non contraignante des avis qu'il rend, le droit en vigueur offre la possibilité d'affaiblir l'institution. Des modifications législatives pourraient enfin substantiellement affecter son autorité.

Ensemble, ces analyses tracent un tableau nuancé. Le droit international offre au Luxembourg un ensemble de garanties dont la solidité tient autant à l'architecture normative qu'à la culture juridictionnelle et à l'indépendance de ses institutions. La tradition moniste luxembourgeoise et la primauté du droit international constituent, à cet égard, un terrain particulièrement favorable à l'effectivité des mécanismes de protection européens. Mais ces garanties ne sont pas imperméables aux velléités autoritaires. Leur effectivité repose en définitive sur la volonté des acteurs judiciaires et institutionnels de les mobiliser. À cela s'ajoute le facteur temporel : la lenteur relative inhérente aux procédures juridictionnelles, nationales comme européennes, offre aux gouvernants autoritaires une fenêtre d'action

pour consolider leur emprise bien avant que la sanction judiciaire n'intervienne. Or, c'est précisément tout cela qu'un régime autoritaire cherchera à neutraliser en premier lieu, conscient que droit international et démocratie se soutiennent mutuellement.

Le droit international et la démocratie libérale entretiennent, en effet, une relation de réciprocité structurelle : loin de constituer une entrave à la souveraineté des États, le respect des normes et des juridictions internationales est une condition du maintien de la démocratie elle-même¹. Leur contestation fragilise simultanément les fondements normatifs qui protègent la démocratie de l'intérieur. Or, tant au sein des régimes illibéraux que, ponctuellement, au sein d'États démocratiques confrontés à des priorités politiques immédiates, la tentation de s'affranchir de contraintes supranationales reste réelle. La présente thématique du Stress test des institutions démocratiques au Luxembourg tente d'explorer cette tension entre l'effectivité théorique des garanties internationales et les pressions auxquelles elles pourraient être soumises en pratique.

Racha El Herfi, Résumé thématique « Le droit international est-il une garantie contre les dérives autoritaires ? », Stress test des institutions démocratiques, Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Luxembourg, 30 avril 2026

Retrouvez les trois notes de recherche en scannant les codes QR suivants :

Julie Kaprielian, « La Cour de justice de l'Union européenne est-elle un rempart contre les dérives autoritaires ? »



Racha El Herfi, « Le rôle de la Cour européenne des droits de l'homme face à l'émergence d'un régime illibéral »



Marie Marty, « Le droit international entre les mains des institutions nationales : un rempart contre les dérives autoritaires ? »



Protection des consommateurs

8646 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne le Conseil de la consommation et le règlement en ligne des litiges de consommation, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/3228 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 abrogeant le règlement (UE) n° 524/2013 et modifiant les règlements (UE) 2017/2394 et (UE) 2018/1724 en vue de l'abandon de la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges

Le projet de loi s'inscrit dans une démarche d'adaptation du cadre juridique en matière de protection des consommateurs et poursuit, à ce titre, un double objectif.

En premier lieu, il vise à moderniser la composition ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil de la consommation, organe consultatif tripartite institué auprès du ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions. Après près de vingt années d'activité, le Conseil a mené une réflexion interne sur ses méthodes de travail qui a abouti à plusieurs propositions approuvées par ses membres. Le projet de loi entend intégrer ces propositions dans le Code de la consommation. Il prévoit notamment d'élargir la composition du Conseil en portant de quatre à cinq le nombre de représentants pour chacun des groupes qui y sont représentés ainsi que d'étendre la faculté de solliciter l'avis du Conseil – jusqu'alors réservée au seul ministre compétent – aux représentants des consommateurs et aux organisations patronales selon des modalités qui seront précisées par règlement grand-ducal.

En second lieu, le projet de loi vise à adapter le Code de la consommation afin de tenir compte de l'abandon de la plateforme européenne de règlement en ligne

des litiges (RLL), consécutif à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2024/3228 du 19 décembre 2024. Cette plateforme, destinée à faciliter le règlement extrajudiciaire des litiges transfrontaliers en ligne, n'ayant pas rencontré l'usage escompté au regard des coûts qu'elle engendrait, les dispositions du Code de la consommation qui y faisaient référence sont devenues sans objet et sont, par conséquent, appelées à être supprimées.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 22/10/2025
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Président : M. Jeff Boonen) :

- 23/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 26/02/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 12/03/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/03/2026

Loi du 23 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 233, page 1

133^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. Déclaration gouvernementale de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

3. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des mesures prises par le Gouvernement en réaction à la stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

Exposé : M. Franz Fayot (intervention de M. Tom Weidig) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Laurent Zeimet (interventions de M. Franz Fayot) | M. Gusty Graas | M. Fred Keup (interventions de M. Sven Clement, M. Georges Engel et M. Gilles Baum) | Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup) | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. Franz Fayot (parole après

p. 07

p. 07

p. 15

ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. le Premier ministre Luc Frieden) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Fred Keup (parole après ministre) (interventions de M. Laurent Zeimet) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Franz Fayot (parole après ministre) (interventions de M. le Premier ministre Luc Frieden) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. David Wagner (parole après ministre) (interventions de Mme Diane Adehm et M. Laurent Zeimet) | M. le Premier ministre Luc Frieden

Motion 1 : M. Laurent Zeimet | M. Gusty Graas | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | M. Franz Fayot

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, Ministre

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Déclaration gouvernementale de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement

Mir héieren haut de Moien d'Deklaratioun vum Här Xavier Bettel, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, iwwert

d'Entwécklungshëllef. Här Kooperatiounsminister, Dir hutt d'Wuert. Här Kooperatiounsminister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stinn haut virun Iech a menger Fonctioun als Kooperatiounsminister, an et sinn och d'Aktualitéit an déi vill Aktivitéite vum der Lëtzebuerger Kooperatioun, iwwert déi ech och gläich wäert schwätzen. Mee ech muss awer gläichzäitig och d'Kap vum Ausseminister ubehalen, well d'Kooperatioun gëtt wéi vill aner Politickberäicher och zollid geréselt vum enger onstabiller Welt.

D'Fro, déi sech haut stellt, ass, wou, an enger Welt, an där all Gewëssheeten net méi ze gëlle schéngen, eng Lëtzebuerger Kooperatioun hir Plaz fënnt. Wéi

kënne mir mat anere Länner zesummeschaffen, wann et keng Plaz gëtt, wou een e richtegen Dialog kann hunn a wou een och iwwer schwiereg Theemen an heiansdo och méi delikat Theemen iwwerhaupt nach schwätzen dierf? Wéi kënne mer laangfristeg mat lokalen Autoritéite Projeten ausschaffen, wann d'Sécherheet vun onsen eegene Mataarbechter an och vun de Beneficiairë vun deene Projeten net sécher ass? Wéi kënne mir weltwäit Mënscherechter stäerken, wa Regierungen an aner Acteuren ëmmer méi geziilt géint d'Zivillpopulatioun virginn?

Ëmmer nei Krisenherden entstinn, aler flamen erëm op – mir gesinn et all Dag leider an der Aktualitéit. Vill gëtt geschwat iwwert de Krich am Noen Osten, mee wéineg awer iwwert déi mënschlech Konsequenzen,

déi dee Krich wäert hunn op déi vulnerabelst Communautéiten, déi einheimesch an och déi aner. Ech denken un déi Honnerttausenden Afghanen am Iran, un d'syresch Flüchtlingen am Libanon an déi Communautéiten, déi an enger ganzer Regioun am Fong forcéiert sinn, hiert eegent Doheem ze verloossen.

Vill aner Krise ginn och erëm schnell vergiess, mee déi betrafte Mënsche leide weider. Hiert Leed bleift do a si brauchen och weider Hëllef, och wann et eng Léisung ginn ass bei engem Konflikt. De politesche Klima a verschiddene vun eise Partnerlänner, mee och d'Sécherheetslag, de Recul vun der Demokratie an dem Respekt vun de Mënscherechter hunn eis gezwongen, wéi Dir wësst, verschidde Programmer ofzeschleissen an Ambassaden a Büroer vu LuxDev och zouzemaachen. Et ce n'est pas de gaieté de cœur. De multilaterale Kanal ass genausou am Émbroch, an enger Period, wou d'UNO an de Multilateralismus als Konzept am Fong, als Fundament souguer, a Fro gestallt ginn a vill vun hiren Agencé mat drastesche Budgetskierzunge konfrontéiert sinn. Och d'humanitär Hëllef steet ënner Drock, esouwuel wat hir Prinzipien ugeet wéi d'Finanzementer, während gläichzäiteg d'Besoine wierklech net erfoginn – au contraire!

Och d'Lëtzebuurger Kooperatioun ass am Émbroch, mee gutt opgestallt a prett, fir trotz deene ville Changementer an dëser Welt eng sënnvoll Contributioun am Kampf géint d'Aarmut kënnen ze leeschten. Dat verlaangt vill perséinlechen Asaz vun onsen Ekkipen, Loscht u Moderniséierung an och Ustrengunge bei eise Partner, hei zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland.

An deenen nächste Jore muss mir eis och weiderhin d'Moyene ginn, fir an enger Welt, déi sech extreem séier ännert, eis Wäerter kënnen héichzehalen. D'Lëtzebuurger Kooperatioun ass nach méi agill, effikass an impaktorientéiert ginn, fir an Zukunft net nëmmen eng qualitativ héichwärtig Kooperatioun ze erhalen, mee fir och eis fundamental Wäerter vu Solidaritéit, vu Partnerschaft a vu Multilateralismus ze verdeedegen. An enger Welt, wou Wäerter, Normen a Reegele mat Féiss getréppelt ginn, ass d'Lëtzebuurger Kooperatioun e wichtegt Signal, dass och an turbulenten Zäiten, a schwierigen Zäiten, a komplizierten Zäite konstruktiv zesummegeschafft ka ginn an een och optimisteschesch no vir ka kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Determinatioun, eise Prinzipien a Wäerter trei ze bleiwen, an d'Noutwendegkeet, sech och unzepassen, waren d'Leitmotiv vun eiser Aarbecht säit menger leschter Deklaratioun hei op dëser Tribün d'lescht Joer am Februar.

Ugefaange mat der bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht. Mir sinn dofir bekannt, zuverlässeg an effizient Partner ze sinn. Mir hunn ons op eng limitéiert Zuel vu Partner konzentréiert. On ne fait pas tout partout, mee och eeben, fir eis do kënnen ze konzentréieren an och laangfristeg kënnen ze engagéieren. Déi Aart nohalteg Entwécklung, bei där mir eis Partnerlänner ënnerstëtzen, brauch nämlech och Zäit, fir hir Friichten a positiv Resultater ze weisen.

Fir op zolitte Fundamenter kënnen ze bauen, brauch et e Sockel vu gemeinsame Wäerter. Net nëmme Wäerter, mee och Vertrauen, e gemeinsamt Versteesdemech, e Respekt, eng Ecoute, de Versteesdemech vun deenen Objektiv, déi een och wëll errechen. Dat klängt elo einfach esou banal, wann een dat seet, mee an Zäite wéi deenen, an deene mer am Moment liewen, ass dat keng Selbstverständlechkeet. An dofir reevalüiere mir och ëmmer ons Aart a Weis, wéi mir schaffen, mat weem a wou.

Fir kënnen ze schaffen, brauch een och finanziell Moyenen. Provisoresch Zuelen, déi eis virleien,

weisen, dass mir mat engem Prozentsaz vun iwwer 0,99 % vum RNB dat quantitativ Zil vun 1 % esou gutt wéi erreecht hunn. En termes absolut huet dat d'lescht Joer ronn 615 Milliounen Euro duergestallt. Déi zwo grous Opdeelungen a bilateral a multilateral Hëllef belafe sech op ongeféier 73 % fir déi bilateral a 27 % fir déi multilateral. D'humanitär Hëllef, déi zur bilateraler Hëllef gerechent gëtt, huet ronn 19 % vun deem Ganze representéiert. Déi Pourcentage si plus ou moins vergelijkbar mat deene vun 2024, a mir plangen och an déi Richtung fir dëst Joer.

Wat déi weider Entwécklung vun Kooperatiounsbudget ugeet fir déi nächst Joren, ass d'Regierung och amgaang ze préiwen, wéi mir an enger Zukunft, wou den Drock op d'Staatsfinanze weider wäert klammen, am Fong deen Engagement, esou wéi et am Koalitionsaccord och steet, deen 1 % vum RNB als Entwécklungshëllef ze investéieren, kënnen bäibehalen, eis méi no un den OCDE-Krittären orientéieren an och gläichzäiteg méi effikass ënnert deene verschiddene Ministären zesummeschaffen, déi Fongen ausginn, déi als Entwécklungshëllef ze gesi sinn an och zielen.

Ech war viru Kuerzem nach mam Lex Delles a mam Serge Wilmes am Cap Vert. Déi maachen och Entwécklungsprojeten. Et ass mir wichtig, dass een awer en Iwwerbléck huet, wat alles an d'Entwécklungspolitik drakënnt. An dofir si mer amgaangen, mat der Economie, mat de Finanzen do eis méi prezis all déi Projeten unzekucken. Et gëtt der och nach an der Educatioun, et cetera, et cetera, mee et ass awer wichtig, dass mer eng Kéier en Iwwerbléck hunn, wat mer do alles maachen.

Mir sinn do mam Finanzministère och amgaangen, eng budgetär Trajectoire bis 2030 – dat ass jo och den Zildatum fir d'Objectifs du développement durable – auszeschaffen. An ech sinn och besonnesch mam Umwelt- a Klimaminister Serge Wilmes am Gespräch, well et grad um Niveau vun den internationale Klimafinanzementer Iwwerschneidunge gëtt, wou mer och mussen méi kohärent zesummeschaffen. Et huet kee Wäert, dass jiddwereen och Kooperatiounspolitik mécht an a sengem Eck seng Zëppche kacht. D'Theema ass komplex an op der Intersektioun vu verschiddene Politikberäicher, Prioritéiten an och Objektiv. Ech wollt dofir der Chamber proposéieren, Här President, soubal wéi et méiglech ass, och zu dësem spezifeschen Thema en Débat de consultation hei kënnen ze organiséieren, fir eeben dee Sujet hei ze abordéieren.

Fir op d'Wäerter zrëckzekommen, Här President: Ech hat d'lescht Joer ugedeit, dass eisen Dialog mat den deemools nach relativ neien Autoritéiten am Senegal sech verschlechtert hätt. Entre-temps hunn ech d'Decisioun geholl, an et war och keng einfach Decisioun, Här President, keen neie Kooperatiounsprogramm unzufänke mam Senegal. Eis bilateral Projete lafen aus, de Büro vu LuxDev gouf och staark reduzéiert. Trotz villen Efforten, fir en neien Accord général de coopération ze verhandelen an de fénnefte PIC op de Wee ze bréngen, huet de Senegal eis finalement kloer ze verstoe ginn, dass mir trotz deenen 30 Joer Partnerschaft am Fong hinne sollen d'Suen iwwerweisen a roueg sinn.

Esou eng Kooperatiounspolitik maachen ech net! Et geet drëms, wann Der Dialog sicht, wann Der iwwer Mënscherechter wëllt diskutéieren, dass een och en Interlocuteur huet. An ech mengen, dat, wat d'Aktualitéit och elo beweist ... An ech hat mer erlaabt – erlaabt! –, virun zéng Deeg e Post ze maachen, wou ech gesot hunn, ech géif mer Suerge maachen, dass Homosexualitéit a Bisexualitéit am Senegal esou wéi Zoophilie oder Nekrophilie géife consideréiert ginn.

Ech krut genuch Messagen, dass ech am Fong iwwerhaupt kee Recht hätt ze liewen an ech soll mech aus dem Senegal eraushalen, well mir géife jo och keng Bigamie oder keng Excisiounen autoriséieren. Ech wëll just drun erënneren, dass Homosexualitéit kee Choix ass! An dee schwéiersten ass, sech selwer ze akzeptéieren.

Här President, dowéinst hate mir Gespréicher a mir hu probéiert, Gespréicher ze fannen. Ech hat e Gespräch mam President a mam Premierminister. Mir haten e Gespräch mam Kooperatiounsminister a Wirtschaftsminister. Den Ausseminister huet mer geschriwwen, an ech hunn em och gesot, e soll op Lëtzebuerg kommen, fir dass mer kënnen kucken, wéi mer do aus där Sakgaass erauskommen. Mee ech hu keng Nouvellë kritt. Mee ech muss Iech soen, dass ech wierklech iwwert déi Situatioun ... Well haut sinn et déi Schwul, muer sinn et d'Fraen, iwwermuer sinn et d'reliéis Minoritéiten. Wann een eng Kéier d'Aen zoumécht, wann ee géint Minoritéite facht, da gëtt et keng Excuse, wann duerno déi nächst kommen. An dowéinst sinn ech der Meinung, dass et och wichtig ass, en Zeechen ze setzen.

Mee dat heite war scho virun, well Dir wësst jo, dass ech als neie Minister och Konditiounen gesat hunn, dat heescht an den Accords de coopération, dass, wann – wann! – Réckschrëtter ..., well ech kréie jo dann doudsécher nees vun deem engem a vun deem aneren de Reproche gemaach, mir géifen eis do améschen. Mir froe just, dass, wa Réckschrëtter kommen, mer en Dialog solle féieren, fir iwwert déi Réckschrëtter ze diskutéieren.

Wann e Land mir kloer seet, mir hätte kee Recht, mat hinnen iwwert déi Saachen ze diskutéieren, ass déi Vertrauensbasis net do, fir mat hinne kënnen ze schaffen. Ech imposéiere kengem eppes. Ech froen net, dass eis Reegelen d'Reegelen an anere Länner solle sinn – loin de là! Mee wann et Rechter gëtt an déi Rechter vun haut op muer verschwannen, muss een op d'mannst kënnen driwwer diskutéieren, soss huet et och kee Wäert, op enger Vertrauensbasis wëllen zesummeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Merci.

A propos vun der Noperschaft vum Senegal: Ech hunn d'lescht Joer och hei annoncéiert, dass mir eis och aus dem Sahel zeréckzéie géifen. Entre-temps sinn déi meescht bilaterale Projeten och am Zentralsahel ausgelaf an eis Ambassade goufen och zougemaach. Dat war keen einfachen Exercice, dee mir awer elo mat Succès ofgeschloss hunn. An ech soen och mengen Ekkipen an och deene vun der LuxDev Merci fir hir Aarbecht an deem Kontext, notamment deenen, déi bis zum Schluss och sur place bliwwen sinn an och do dee ganze Schluss ofgewéckelt hunn.

Mee esou wéi ech och schon deemools behaupt hunn: Dat wëll net heeschen, dass mer d'ONGen oder de Multilateralismus ophalen an deene Länner. Dat Eenzegt, wat ass: Als neie Kooperatiounsminister war den éischten Dossier, deen ech kritt hunn, dass ech sollt mat engem Kapitän oder mat engem Kape-rol oder mat engem Kolonell ënnerschreiwen, engem Putschist. An ech muss Iech soen, ech hu Problemer, fir mat engem net demokratesche Vertrieder e Kontrakt ze ënnerschreiwen, fir hinnen direkt Suen ze ginn, virun allem wann een net wëllkomm ass. Ech mengen, dass d'Kooperatiounspolitik net déi ass, dass ee soll de rouden Teppich erausgeluecht kréien. Mee et muss een awer op d'mannst en oppent Ouer hunn an och kënnen mateneen diskutéieren.

Am Sahel lafen awer déi regional Projeten iwwert d'LuxDev souwéi d'ONGen a multilateral Agencé weider. 2025 goufen 18 ONGDe mat iwwer 9 Milliounen ënnerstëtzt, mat Interventiounen am Gesondheetswiesen, am Entrepreneuriat, an der Bildung an am Beräich vun der Sanitär- a Waasserversuergung. D'positiv Impakter fir d'Bevëlkerung sinn däitlech, mee de Kontext gëtt och fir d'ONGen net méi einfach, au contraire, déi lescht Zäit.

D'Radikaliséierung an d'Verbreedung vum dschihadisteschen Terrorismus bleiwen och am Sahel weiderhin eng vun de gréissten Erausforderungen. D'Onsécherheet an d'Onstabilitéit an deenen dräi Länner am Zentralsahel reechen haut bis an d'Grenzregiounen vum Norde vum Benin an och vum Togo.

An dese Länner si mir elo aktiv. Mir wëllen dem benineschen an togoleesesche Vollek zur Säit stoen an d'Efforte vun de béide Regierungen an der Preventioun vum Terrorismus an an der Entwécklung vun hire Länner ënnerstëtzen, dëst och duerch innovativ Approchen, zesumme mat onsen europäesche Partner am Kader vum Global Gateway an och Team-Europe-Initiativen, a Beräicher wéi zum Beispill der Digitaliséierung, der Cybersécherheet, mee och den inklusive Finanzen an der beruflecher Ausbildung am Tourismus oder an der Hotellerie mat Lëtzebuurger Partner, wéi der ONG ADA oder och der Hotelschoul vun Dikrech. Mir bleiwen eise Prinzippien a Wäerter trei a passen eis do och un.

Mir hunn um afrikanesche Kontinent eng Partnerschaft, déi sech wierklech erverdeet. Dat ass de Cap Vert, eng staark an och eng stabil Demokratie. Am Abrëll 2025 war ech justement zu Praia am Kader vun der 24. Commission de partenariat. D'Ministren Delles a Wilmes, wéi ech scho virdru gesot hunn, waren och do, well och hir Ministèren iwwert de Klima- an Energiefong Programmer ënnert dem PIC V matfinanzéiert hunn.

Dir erënnert Iech: Am August 2025 gouf et e Stuerm, den Erin, deen déi Insele schlëmm traff huet. Eng Rei Inseln hu schlëmm gelidden a Mënscheliwe sinn dobäi verluer gaangen. Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext och direkt mobiliséiert a seng Hëllef ugebueden. D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet dunn direkt och Material aus onsem Stock iwwert den europäesche Mechanismus vum Katastropheschutz geholl an och eng Kontributioun un d'International Federatioun vum Roude Kräiz gemaach. Ausserdeem hu mir d'LuxDev mandatéiert, e Programm zur Rehabilitatioun nom Stuerm ëmzesetzen, mat engem Fokus op d'Waasser- an och d'Assainissementsinfrastrukturen esouwéi och op d'Schoukantinnen.

An deem Kontext war och den Engagement vun der capverdianescher Diaspora zu Lëtzebuerg bemierkenswäert, also wéi dat Engagement komm ass. An do hu mer och gekuckt, wéi mer hinne kéinten hëlfen, fir den Transport ze organiséieren. Et si véier Container mat Hëllefsgidder gesammelt an och fortgeschéckt ginn.

Ech war elo zu São Vicente, fir dee sechste PIC ze ënnerschreiwen, vun 2026 bis 2030. An ech muss Iech soen, ech konnt do och sur place d'Resultater gesi vun der Kooperatioun, wéi dee leschte Stuerm komm ass, wou alles zerstéiert ginn ass. Dir hutt op eng Kéier näischt méi – näischt méi! Alles ass fort. Op dem Maart, ob dat Maartsleit sinn, ob dat Bauere sinn, déi alles verléieren. Ech war Schoule besichen, eng Rëtsch vu Projeten, déi mat der Lëtzebuurger Kooperatioun konnte gemaach ginn. An ech muss Iech soen, dass se am Cap Vert ganz genau wëssen, wou Lëtzebuerg läit. Dat soll net eis Prioritéit sinn, mee si vergiessen net deen, deen hinnen hëlleft. An do hu mir wierklech e ganz, ganz gudder Ruff.

Mir passen och hei eis Engagementer un. Op Basis vun engem zolitte Parteneriat bleiwe mir och weider am Cap Vert héich engagéiert, wou mir och flexibel op der Regierung hir Prioritéiten zesummen aginn.

Aner Länner, wou mir och schonn op eng méi laangjäreg Partnerschaft kënnen zrëckkucken, sinn de Laos an och d'Mongolei. Eis Kooperatioun am Laos, déi gëtt et säit 1997. An déi huet am Fong do och dozou bäigedroen, de Gesondheetssecteur ze stäerken, d'lokal Entwécklung ze fërderen an d'Kompetenze vun de jonke Generatiounen auszubauen.

Dat heescht net, dass mer elo säit 1997 ëmmer dat selwecht maachen. D'Besoinen evoluéieren. Innovatioun ass gefrot. Mir passen eis un. Mat eisem Projet PaReCIDS, ëmgesat vum Luxembourg Institute of Health an dem Institut Pasteur am Laos, huet Lëtzebuerg zu Vientiane och e lao-lëtzebuergesche Fuerschlaboratoire opgebaut, dee sech op d'Iwwerwaachung an d'Fuerschlung vun infektiöse Krankheete spezialiséiert huet. Zum Beispill während der Covidpandemie huet dese Laboratoire och eng ganz, ganz wichteg Roll gespilt, andeem en am Fong Diagnosticke gemaach huet an déi wëssenschaftlech Analys vum Virus an der Region och konnt genau analyséieren.

Dëst, Här President, illustréiert am Fong, wéi onst Land, Lëtzebuerg, seng wëssenschaftlech Expertis och an internationale Partnerschaften mobiliséiere kann, fir am Fong d'Resilienz vun de Gesondheets-systemer an eise Partnerlänner nohalteg kënnen ze stäerken.

En anert Beispill am Laos ass och d'Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht beim Ausbau vum Rechtsstaat an engem bessere Fonctionnement vun hirem Rechtssystem. Eng zentral Roll ass och do déi, wou mer zesumme bei der juristescher Ausbildung mat der Droitsfakultéit vun der Uni Lëtzebuerg zu enger Stärkung vun den nächste Generatiounen vun de Juristinnen a vun de Juristen am Laos bäidroen. Parallell dozou ginn och Fachleit aus der Justiz an aus dem Finanzsecteur forméiert, besonnesch a Beräicher wéi Antikorruptioun a Bekämpfung vu Geldwäsch.

Mir hunn och eppes, wat een net sollt vergiessen, am Laos. Dat sinn d'Minnen. D'Minne sinn nach ee wëssen: Wann e Bauer – oder seng Kanner oder seng Fra – op e Feld schaffe geet, huet een net ëmmer d'Garantie, dass en heemkënn, well et gëtt nach ëmmer där Streeminnen, a virun allem dass e ganz heemkënn. An dat ass jo dat Perverst bei deene Minnen: De But ass jo net, dass ee stierft, mee dass ee liewenslänglech blesséiert ass an am Fong eng Laascht ass fir d'Allgemengheet. Dat ass dat, wat de Feind deemools och gemengt huet. An och wann de Krich schonn esou vill Jore fäerdeg ass, gëtt et haut nach ëmmer Victiminnen, an dat soll een net vergiessen. An dat ass genau dat, wat och riskéiert, an der Ukrain déi nächst 10 oder 15 Joer d'Situatioun ze sinn.

An der Mongolei, Här President, wou mer dëst Joer eise 25. Anniversaire vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht feieren, ënnerstëtze mir op Demande vun der Regierung d'Schafung vun engem neien nationalen Zentrum fir kardiovaskulär Krankheeten zu Ulaanbaatar. Mat eisem Bäitrag finanzéiert Lëtzebuerg am Fong och d'Bereetstelle vu moderne medezinneschen Ekipementer, déi technesch Koordinatioun an eng spezialiséiert Expertis. Parallell dozou gëtt och de Bau vum Zentrum duerch e Prêt vun der Europäescher Bank fir Rekonstruktioun an Entwécklung gedroen.

Ech ka mech nach erënneren, wéi mer viru Joren am Fong och d'Telemedezinn an der Mongolei finanzéiert

hunn, wat et erlaabt ... D'Mongolei ass méi grouss wéi Lëtzebuerg. Bon, et si vill Länner méi grouss wéi Lëtzebuerg, Här President, mee d'Mongolei ass e ganz, ganz grousst Land. A wann een dann net zu Ulaanbaatar wunnt – oder a verschidde grouse Länner, wann een net an enger Haaptstad wunnt –, sinn d'Soins médicaux ganz, ganz schwéier. An do bréinge mer et fäerdeg, duerch d'Telemedezinn awer och op méi reculéierte Plazen an deene ganz, ganz grouse Länner och e Recht – e Recht! – op Soinen an op Diagnostics médicaux kënnen ze hunn.

A mir gesinn am Fong hei bei deem heite Beispill, wou mer mat der BERD zesummeschaffen, wéi mer zesumme Synergien mat anere Partneren och sichen, besonnesch zum Beispill mat Entwécklungsbanken, déi iwwer substanzuell finanziell Moyenen eeben och verfügen. An duerch esou complémentaire Partnerschaften kënnen mir Projeten erméiglechen, déi an hirer Gréisst an och an hiren Ambitiounen am Fong méi grouss si wéi dat, wat mer selwer kéinte realiséieren.

An engem internationale Kontext, an deem och den Drock op d'Entwécklungszesummenaarbecht zouhëlt, gëtt et also ëmmer méi wichteg, och nei Approchen ze fannen, innovativ Finanzéierungsinstrumenter ze mobiliséieren, d'Stäerkt vu verschidde Partner zesummenzibréngen an d'Zesummenaarbecht mat Entwécklungsbanken, dem Privatsecteur an am Fong net traditionelle Bailleuren och ze verdéieren. Genee duerch esou Partnerschaften kënnen mir och an Zukunft mat onsen Engagementer e staarken an nohaltegen Impakt errechen.

Am Kosovo, wou mer elo zënter iwwer 25 Joer schaffen, huet d'Zesummenaarbecht an de leschte Joren am Beräich vun der Kardiologie eng besonnesch strateegesch Bedeitung kritt. Mat der Expertis vun onsem nationalen Häerzinstitut INCCI konnt zu Prizen eng modern Interventionskardiologie opgebaut ginn, dorënner e CathLab, dat et erlaabt, liewensretend Prozeduren eech bei kardiologeschen Noutfäll séier duerchzuführen. Den INCCI huet dobäi seng technesch Expertis, international Standarden an och gezielt Formatiounen fir medezinnescht Personal erabruucht. Esou entsteet eng staark Basis fir d'Moderniséierung vun de kardiovaskuläre Servicer an de geziilten Transfert vum Lëtzebuurger Knowhow am Dëngscht vun enger besserer Gesondheetsversuergung och do.

Am wirtschaftleche Beräich ënnerstëtzt Lëtzebuerg och gezielt de Privatsecteur am Kosovo. Zesumme mam kosovaresche Minister fir Industrie, Entrepreneuriat a Commerce gouf eng Innovationsfërderline lancéiert, déi Startups a klengen a mittelständeschen Entrepreneuren dobäi hëlleft, innovativ Projeten ze entwéckelen an och ëmzesetzen.

Méi generell wëlle mir Innovatioun, Investitiounen an Exporter fërderen an och Kontakter a Partnerschaften mat Lëtzebuurger Entrepreneuren erméiglechen. Esou droe mir och dozou bäi, nohaltege wirtschaftleche Wuesstem an nei Beschäftigungsméiglechkeeten am Kosovo ze schafen.

An ech géif mer just och wënschen, Här President, dass eng politesch Stabilitéit am Kosovo elo géif kommen. Si haten elo vill Walen. Ech weess, dass do elo déi lescht Wochen och vill diskutéiert ginn ass iwwert d'Präsidentchaftskandidatin an dass se sech do net eens gi sinn, mat engem Risk nees vun neie Walen, wou den Här Kurti déi lescht Walen awer gewonnen huet. Mir brauchen och stabil Regierungen. Wéi ech virdru vu Vertraue geschwat hunn: Wann do eng Regierung all sechs Méint wiesselt, ass et schwéier, eng Vertrauensrelatioun opzubauen.

Mir sinn och, Här President, zanter den 90er-Joren aktiv an Zentralamerika, deemools fir Friddens- an Demokratisationsprozesser am El Salvador an Nicaragua no Jore vu Krich a Biergerkrich ze begleeden. De Kontext ass haut radikal anescht, an och eis Presenz huet sech do radikal weiderentwéckelt.

Am Kader vun eiser regionaler Kooperationsapproche an Zentralamerika, wou eis frësch ageweiten Ambassade a Costa Rica justement als regionalen Hub agéiert, konnt ech mir leschten November sur place och selwer e Bild maache vun de Projeten, déi d'Lëtzebuerger Kooperatioun do an där Region ënnerstëtzt.

Op menger Visitt an der Region hunn ech fir d'éischt den El Salvador ënnert dem Mandat vun der Haute Représentante vun der EU fir d'Aussen- an d'Sécherheetspolitik Kaja Kallas besicht. Ech hunn et wichteg fonnt, dat Vertrauen ze kréie vun der Kommissioun, fir am Numm vu ganz Europa Missiounen als Lëtzebuerger Aussen- a Kooperationsminister, mee och mat enger europäescher Kap kënnen ze hunn an do déi 27 Länner och am El Salvador kënnen ze verrieden.

Den El Salvador huet mir erklärt, wéi wichteg et wier, dass se elo géifen déi ganz Kriminalitéit an de Grëff kréien. Ech hu gesot: „Dat ass eng Saach, mee d'Demokratie an d'Rechter ass eng aner Saach.“ An dofir muss een de richtegen Equilibre fannen, well haut kann een en Held sinn, mee wann den Held net weess, wéini op eng Kéier déi Circonstance-exceptionellen duerginn, dann ass een op eng Kéier net méi en Held op der internationaler Tribün. An do wéinsten hunn ech bei de Kolleegen am El Salvador och wierklech op den État de droit nach eng Kéier insistéiert. A laut deenen Echangingen, déi ech och hat mat de Leit, sinn d'Leit zefridden, dass do méi Sécherheet elo do ass, mee et dierf een net e Système permanent d'exception, d'urgence, dat heescht, wou am Fong déi grouss demokratesch Prinzippien op eng Kéier net méi gëllen an eng Zivillgesellschaft dann och manner Rechter kritt, op eng Kéier als normal Situatioun empfangen.

Dat heescht, et soll een och bei Entwécklungsprojeten oder bei Echanging mat Politiker kënnen eierlechen Dialog hunn. An ech hat deen och mat El Salvador. Mir si ganz gutt empfaange ginn an haten och eng Vertrauensrelatioun, wou een dann eeben an deem Kontext och déi Saache ka soen. Mee ech muss Iech just soen: Den El Salvador war ee vun deene geféierlechste Länner op der Welt. Dat ass elo net méi de Fall, mee wéi gesot, den État de droit muss nach ëmmer de Backbone si vun all de Länner.

Mir hunn do eng Rei Projete besicht, déi vu Lëtzebuerg an eeben och vun der Europäescher Unioun ënnerstëtzt ginn, ënner anerem am Beräich vum Entrepreneuriat féminin an och Formatiounsprogrammer fir jonk Leit am digitale Secteur.

Ech sinn duerno an de Guatemala gefuer, wou ech en MoU ënnerschriwwen hu betreffend d'Negociatioun vun engem Accord général de coopération. Dëst schreift sech och an dee Kontext a vun der Diversifikatioun vun eise Partnerlänner an erlaabt et och, d'Presenz vun der Lëtzebuerger Kooperatioun an deser Region weider ze stärken.

A Costa Rica konnt ech mer och e Bild maache vum Impakt vun der regionaler Flüchtlingskris an de Konsequenzen op déi betraffe Leit. Et ass jo eng ganz komesch Situatioun, well ganz vill Leit wëllen an Amerika goen an da bleiwe se awer um Wee stoen, well se net eropkommen oder well se wëssen, dass se wéineg Chancen hunn, och unzekommen. An do muss ee wëssen, dass d'Leit alles stoe gelooss hunn

an am Fong dans l'inconnu fortginn an heiansdo mat manner gudder Situatiounen do, wou se ukommen, wéi do, wou se fortgaange sinn.

Mir hunn och e Projet ënnerschriwwen mat der Cour interaméricaine des droits de l'homme, déi am Fong e wichtige regionalen Acteur ass an der Verteidigung vun de Mënscherechter. Also den Hub rondërem Costa Rica ass amgaangen, wierklech konkret Formen unzuhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Kooperatioun an den existente Partnerlänner ass also am Wandel. A mir hunn eis aus verschiddene Kontexter zréckgezunn, mir hunn anerer verstärkt oder eis innovativ un nei Besoinen ugepasst. Gläichzäitig hu mer awer och an nei Partnerschaften investéiert, déi eise bilaterale Reseau an Zukunft komplettéiere wäerten.

Ech hat et ugekënnegt d'lescht Joer hei, Här President, dass mer op e Wee géinge goe mat engem Fokus op Afrika, wat och am Koalitionsaccord steet, deen de Kontinent als Prioritéit definéiert, an am Respekt och vun onsem Engagement, fir am Fong méi wéi 20 % vun onsem Budget an déi am mannsten entwéckelt Länner ze investéieren. En éischt Resultat vun deem Exercice ass, datt mir Ufank Februar zu Lilongwe waren an do en Accord général de coopération mat der Regierung vun der Republik Malawi ënnerschriwwen hunn. Et ass den Ufank vun enger Relatioun, déi mer lues a lues mussen opbauen.

De Malawi huet am September eng transparent a friddlech demokratesch Alternance gewisen, wat um Kontinent, muss ech Iech awer soen, an Afrika, luewenswäert an ervirzesträichen och ass. De Malawi ass eent vun deenen ärmste Länner op der Welt, en enclavéierte Staat am südlechen Afrika, deen um 172. Rang vum Indice de développement humain klasséiert ass.

Wéi bei all neier Partnerschaft ass eng Adaptatiounsphas néideg: d'Verständnis vun engem neie regionale Kontext an d'Berécksichtigung vu spezifischen Erausforderungen, dorënner d'Tatsaach, dass d'Region oft vun extreemem Wieder getraff gëtt, a virun allem datt de Malawi am Moment och ënner enger schwéierer wirtschaftlecher Kris leit. Trotz deesen Erausforderunge weist d'Bevëlkerung vum Malawi am Fong och eng staark Resilienz.

Ech muss Iech awer och soen, Här President, dass ech bei där Visitt dem President vum Malawi, dem President Peter A. Mutharika, seng Oppenheet a seng Franchise immens geschat hunn. Hien huet am Fong d'Erausforderungen, mat deenen de Malawi konfrontéiert ass, kloer benannt an och seng Responsabilitéit zënter senger Wal fir en zweeten, net konsekutive Mandat ënnerstrach. En huet mer selwer gesot, an där Bilaterale, déi ech hat: „I was kicked out of office, but I'm back.“ Ech héieren dat net oft, well meeschtens soe se: „I will be for a long time in office“, mee net, dass een erausflitt an nees erëmkënnit duerch demokratesch Wälen. Dofir ass dat wierklech ze ënnersträichen. A mir sinn eis och eens, dass déi Relatioun mam Malawi am Fong op Transparenz, op Dialog an och op Vertraue baséiere sollt – dat, wat ech bei aneren afrikanesche Länner vermessen. Sorry, mee dat ass awer d'Realitéit!

Als nächst Schrëtt wäerte mir och elo gemeinsam identifizéieren, a wéi enge Beräicher mir an Zukunft zesummeschaffe wäerten, a probéieren, schnell a konkret och éischt Appuien op d'Been ze stellen.

Och mam Noper Sambia si mir amgaang, en Accord général de coopération ze finanzéieren. Déi frësch akreditéiert sambesch Ambassadrice koom direkt vum

Palais an de Ministère de la Coopération, fir eeben och des Dossiere virunzebréngen.

Ech erënneren och hei drun, dass ech ufanks des Joers annoncéiert hat, dass mer eise diplomatesche Reseau an Ostafrika komplettéieren duerch d'Ouverture am Laf vun nächste Joer vun enger Ambassade mat engem residente Chef de poste zu Nairobi am Kenia, deen dann och a Malawi an a Sambia soll kokreditéiert ginn. Dir wësst jo, dass déi Iddi vun deenen Hubbe vun der viregter Regierung eppes ass, wat och ganz positiv Experienze mat sech bruecht huet.

Och an Asie baue mer nei Partenariater op. Esou hu mir a Kambodja 2025 mat der Ënnerschrëft vum Accord général de coopération de Grandstee fir eng nei bilaterale Zesummenaarbecht geluecht. Op där Basis kënnen mir konkret Projeten an de Beräicher Gesondheet, beruflech Ausbildung a lokal Entwécklung op de Wee bréngen. Mir sinn och am Deminage tätég a mir verfolgegen an deem Kontext och mat Opmerksamkeit déi regional Entwécklung an d'Spannungen an der Region a féieren och e kontinuierlechen diplomateschen Dialog mat eise Partner.

Am Bhutan konzentréiert sech eis Kooperatioun op d'berufflech Ausbildung am Tourismus an der Hospitalitéit. An ech wëll och do wierklech der Hotelschoul e grouss Merci soen, der EHTL, an och hirem Direkter, dem Här Lanners. Ech muss Iech soen, dass do d'Zesummenaarbecht wierklech exemplaresch geet. Déi hunn nämlech de Royal Institute for Tourism and Hospitality. Wéi ech do mam Premier en Echange hat, hu se mer eebe matgedeelt, dass bei hinnen den Tourismus amgaangen ass, sech wierklech staark ze entwéckelen, mee dass se e Manque hu vu Main-d'oeuvre, déi qualifizéiert ass an der Hospitalitéit.

An ech sinn och ganz frou doriwwer, datt och op déi Projete vun de viregte Regierungen – ça date – vun deenen Hotelschoule weider wierklech eng Prioritéit gesat gëtt an deene Länner. Fir déi, déi an de Cap Vert waren: De Gros vun de Leit, déi am Cap Vert Iech zerwéieren, waren an der Lëtzebuerger Hotelschoul. Déi hunn do geléiert kachen, déi hunn do geléiert zerwéieren, déi hunn do geléiert, Gestiouen ze maachen, déi hunn do geléiert, wéi een d'Hospitalitéit mécht. Dir wësst, dass mer dat och an enger Rëtsch vu Länner hunn, an dat gëtt deene Leit net nëmme eng Formatioun, mee et gëtt deene Leit virun allem eng Zukunft. Et gëtt deene Leit eng Aarbecht.

An am Bhutan hu se elo d'Situatioun, dass se ... Si sinn zimmlech selektiv sinn, also si wëlle kee Massentourismus, mee wann den Tourismus kënnit, dann hate se elo d'Formatioun vun deene Leit proposéiert kritt vun enger franséischer ..., also et ass jo egal, vu wou se kënnit, mee vun enger Schoul, déi esou Formatiounen och mécht. Mee dat huet ganz, ganz vill hire Budget impaktéiert. Dofir si mer amgaang ze kucken, do zesumme mat der Hotelschoul déi Kompetenze vun de jonke Leit ze stäerken an och hir Perspektiven um Aarbechtsmarché ze verbessern, am Kontext am Fong vun engem nohaltege Konzept an engem méi héichwärtigen Tourismus mat niddregen Impakter. An ech sinn och ganz, ganz frou, wann dat elo Réalitéit gëtt.

Et gëtt och Partenariater, Här President, déi aus der Urgence gebuer sinn. Op zwou spezifesch Situatioune wéilt ech e bësse méi détailléiert agoen. Dat sinn d'Programmer an der Ukrain, deem gréisste Beneficiaire vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, deen nach ëmmer ënnert dem russeschen Aggressionskrich leit, an dem Noen Osten, wou déi humanitär Situatioun sech weiderhin an engem alarméierende Rhythmus verschlechtert.

An der Ukrain huet Lëtzebuerg iwwer 123 Milliounen Euro un Entwécklungsgelder fir den Opbau vum Land investéiert. Eng Zomm, déi zousätzlech ass zu dem Effort de défense, mee net manner wichteg, well et geet net nëmmen ëm den Effort de défense, et geet och ëm d'Aide humanitaire. De Gros vun dëser Zomm ass fir d'Regioun Krywyj-Rih-Rajon geplangt, eng Regioun, déi zanter dem Krich och extreem gelidden huet wéinst der Zerstéierung vu Schoulen an Energieinfrastrukturen, wirtschaftleche Schwieeregkeeten a mënschlechem Misär.

Loosst mech hei, Här President, op dräi Punkten agoen:

Eng Kéier d'Energie: D'Russen hunn 2025 vill kritesch Infrastrukturen an Energieanlagen an der Ukrain zerstéiert, sief dëst Schoulen, Klinicken oder och Wunnengen. Mir hunn doropshin dem Ukraine Energy Support Fund weider Ënnerstëtzung verséichert an och eise bilaterale Projet an der Regioun vu Krywyj Rih ugepasst, fir de Bewunner, déi bis zu minus 20 Grad dëse Wanter haten, séier Ënnerstëtzung kënnen zouzesoen.

Deen zweete Punkt ass dee vun der mentaler Gesondheet. De Projet zu Krywyj Rih gouf mat engem Volet fir d'mental Gesondheet an de Soutien psychosocial renforcéiert. Et gëtt leider ëmmer méi kloer, wéi wichteg déi mental Gesondheet virun allem och bei Kanner, Veteranen an och bei Erwuessener gëtt, wann d'Ukrain erëm durabel soll opgebaut ginn. Dowéinst hu mer och am Abrëll 2025 der Olena Zelenska Foundation eng Contributioun gemaach, duerch déi méi vulnerabel Kanner kënnen ënnerstëtzt ginn.

An den Deminage, Här President – ech hunn et och scho virdu gesot, wéi ech iwwer verschidde Länner an Asie geschwat hunn –, bleift och nach wichteg. An ech wäert herno nach eng Kéier drop zréckkommen.

A leider ass de Krich an der Ukrain nach net eriwuer. An d'Ukrainer wäerte weiderhin op eis Ënnerstëtzung ugewise sinn a wäerten och op ons ziele kënnen. Mir dierfen de Krich net vergiessen, Här President. Et ass mënschlech am Moment, dass bal net méi iwwer d'Ukrain geschwat gëtt, well den Iran d'Nouvelles dominéiert. Mee et soll een dofir net mengen, dass et den Noen Osten an d'Ukrain net méi gëtt.

Am Noen Osten, Här President, verschlechtert sech d'humanitär Situatioun weiderhin an engem alarméierende Rhythmus. Zanter vill ze laanger Zäit liewe ganz Bevëlkerungsgruppen am Zentrum vu Gewaltzyklen, déi ni zur Rou schéngen ze kommen. Nach virun e puer Méint waren der vill, déi geduecht hunn, datt d'Situatioun net kéint nach méi dramatesch ginn. Haut muss mer feststellen, dass se nach méi komplex ginn ass an datt et och erëm d'Zivillbevëlkerung ass, déi deen deierste Präis dofir bezilt.

An dësem déif onstabile Kontext huet Lëtzebuerg sech fir Bestännegkeet, Solidaritéit an och de Respekt vum internationalen humanitäre Recht entscheet. Eis Kooperatiounspolittik baséiert zanter jeehier op dëse Wäerter. Mir hunn eis Engagementer weider verstärkt, esou wéi d'Besoin geklomme sinn.

An der Gazasträif erfuere den déi massiv Zerstéierungen eng dringend, koordinéiert an effektiv Aktioun. Zesumme mat eisen europäesche Partner analyséiere mir aktuell, op wéi eng Manéier mer och zur Rekonstruktioun kënnen bäidrogen, ouni dobäi parallell Strukturen ze féerden, déi am Fong de besteende Multilateralismussystem kéinte konkurrenzéieren oder schwächen.

Ech hat jo och iwwer dee Peace Board geschwat. De But ass, Friden ze kréien, mee mir sinn amgaangen, de Multilateralismus – ech hunn och meng Kap vum

Ausseminister haut un – füttizemaachen, andeem mer parallell Strukturen organiséieren, déi am Fong Problemer, regional Problemer an am Fong international Problemer, solle reegelen, wat eng pur Missioun ass vun der UNO.

A wann ech vun der UNO schwätzen, Här President, an ech kommen och net dolaanscht, well ech wäert och nach iwwer de Libanon schwätzen: Am Moment ass amgaangen, eppes ze geschéien, ob dat am Westjordanland ass oder am Libanon, wou Israel Saache mécht, déi net akzeptabel sinn, Här President. Déi Annexioun vis-à-vis vun ... Also d'Colonen hunn am Fong eng fräi Bunn. Si kënnen maachen, wat se wëllen. Et ass keen, dee se kritiséiert. Ass Israel am Moment amgaangen, de Süde vum Libanon wëllen ze annexéieren, wëllen en Deel vum Süde vum Libanon ze kréien? Wa mer do näischt soen, Här President, a roueg sinn, wéi solle mir dann de Chineese soen, dass et problematesch ass, wa se Taiwan géifen huelen? Wéi solle mer de Russe soen, dass et problematesch ass, dass se d'Ukrain ugräifen? Mir kënnen net akzeptéieren, dass en Nopeschland haut kann decidéieren, wat mat sengem Noper geschitt!

An dofir, Här President – ech si vläicht Entwécklungsminister, mee haut als Ausseminister –, provozéiere mir selwer och Krisen an d'internationaalt Recht, wat fir mech awer d'Défense principale ass vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, eis Garantie, dass mer respektéiert ginn, gëtt haut mat Féiss getréppelt. An ech sinn dofir der Meenung, dass et immens wichteg ass an deem heite Kontext, net déi nächst Kris, net nëmmen an Deeler vum Libanon, mee am ganze Libanon, ze provozéieren. Ech wëll wierklech alles maachen, wat mer diplomatesch kënnen hunn, fir dat och ze evitéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, och am Westjordanland sinn eis Entwécklungsprojeten ni ënnerbrach ginn, och net an deene schwéierste Momenter. Mir hunn do mat eise Partner weidergeschafft, well mir et als essentiel ugesinn, d'laangfristeg Efforten och dann ze halen, wann d'Sécherheitssituatioun sech verschlechtert.

Well mir weiderhi fest dovunner iwwerzeegt sinn, dass d'Zweestaateléisung déi eenzeg realistesch a gerecht Perspektiv fir en dauerhafte Friden ass, hu mir rezent eng Bähëllef fir 5 Milliounen fir d'Palästinensesch Autoritéit validéiert.

An deem Kontext wëll ech just soen, dass och d'Palästinensesch Autoritéit virum Kollaps steet. Et sinn e puer Milliarde Suen, déi Israel zréckhält. Et si Steiergelder, déi d'Palästinenser zegutt hunn, déi nach ëmmer net bezuelt gi sinn. Ech hat virgëschter eng Reunions zu Bréissel, wou ech d'Fro gestallt hunn, wéini dat géif geschéien. Mir kréien ëmmer gesot, mir géifen et gesot kréien, dat géif eng Kéier kommen. Ech muss Iech soen: Wann een och nach déi ganz Fonctionnairen, de ganze Staat, de ganze Fonctionnement vum Staat net méi ka finanzéieren, hu mer alleguerten en Deel Responsabilitéit, wann dat geschitt, Här President.

Fir eis gëtt déi Bähëllef vun deene 5 Milliounen iwwer de Palästineno-europäesche Mechanismus fir d'Gestioun vun der sozioekonomescher Hëllef PEGASE verdeelt, deen och d'Haaptinstrument ass vun der Europäescher Unioun, fir d'Palästinensesch Autoritéit ze ënnerstëtzen, mat héije Standarde vun Transparenz a Rechenschaftspflicht.

Eis Ënnerstëtzung fir d'UNRWA gouf och ni ënnerbrach, och wann et net ëmmer populär ass. Ech weess, dass ech kritiséiert gi sinn, well mer d'UNRWA

ënnerstëtzt hunn. An ech weess, dass och international verschidde Länner gesot hunn, si géifen d'UNRWA net méi ënnerstëtzen.

Här President, ech hunn et schon e puermol op där Tribün gesot: D'UNRWA ass vläicht net perfekt, mee et ass keng Alternativ ginn. Wann een a Palästina war, ass et keng Schoul, keng Educatioun, kee Soin, keng Distributioun vun Iesse ginn ouni d'UNRWA. A mir gesinn, wéi d'UNRWA fort war, wéi vill Leit gestuerwe sinn, well se just Iesse wollte siche goen. Dowéinst, si war net perfekt. Dofir gëtt de Rapport Colonna ëmgesat, fir déi UNRWA undcontestéiert ze maachen. Mee einfach ze soen: „Mir halen elo mat der UNRWA op“, war och, d'Leit a Palästina ze condemnéieren.

An dowéinst hu mir de Géigendeel gemaach. Mir ënnerstëtzen aktiv d'Arbecht vun der Agence a gläichzäiteg och hir Efforten, fir hir intern Garantie- a Kontrollmechanismen och erëm ze stäerken, besonnesch wat d'Neutralitéit ugeet, e Prinzip, dee fir eis och ganz, ganz wichteg ass. D'UNRWA ass keng Agence vun enger Hamas, net eng Agence vun enger Hisbolah, net eng Agence vun engem Mossad. D'UNRWA ass eng UN-Agence, an eng UN-Agence als terroristesch Organisatioun ze gesinn, ass – nach eng Kéier –, dat ganz internationaalt Recht mat Féiss ze tréppelen!

Här President, nient Palästina bleiwe mir och an anere Länner vun der Regioun engagéiert, wou humanitär Krise weider bestinn. Och an engem regionalen Ëmfeld, dat vun Onsicherheit, Leed an Onstabilitéit gepräägt ass, bleift Lëtzebuerg voll a ganz engagéiert. Ech war selwer d'lescht Joer e puermol an der Regioun, a meng Beamte maache weider regelméissig Reesen an och de Suivi sur place, nach am Januar elo a Palästina, Jordanien an och Libanon, fir den direkte Kontakt mat eise Partner, mee och mat de Beneficiairen ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech elo illustréiert, wéi eis bilateral Partnerschaften amgaange sinn, ze evoluéieren: Et kommen der op en Enn, déi bestoend ginn ugepasst an neier gi forméiert.

D'Kris, déi de Multilateralismus haut duerchlieft – an domat och de System vun de Vereenten Nationen –, ass genausou déifgräifend. Si betrëfft net nëmmen déi rechtlich, politesch a sécherheetspolitesch Dimensionen, mee och d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Geopolitesch Spannungen, eng ëmmer méi markant Afrostellung vum internationale Recht, vun internationalen Institutionen an d'Decisionen vu verschiddene grouse Bailleuren – an och där an Europa – hunn déi multilateral Architektur am Fong geschwächt, déi mir an de leschte Joerzénge opgebaut hunn. Am Entwécklungsberäich schätzen d'Veereent Nationen, dass all Joer bal 4.000 Milliarden Dollar feelen, fir d'Ziler fir nohalteg Entwécklung erreechen ze kënnen. Dës Entwécklung setzt déi Institutionen ënner staarken Drock, déi eng zentral Roll spille fir d'international Stabilitéit, fir d'Reduktioun vun der Aarmut, fir d'global Gesondheet an och fir de Schutz vun de Mënscherechter.

An dëser schwieereger Zäit huet Lëtzebuerg eng kloer Positioun: Mir bleiwen e stabillen, zuverlässigen an engagéierte Partner vum multilaterale System. An enger Welt, déi ëmmer méi fragmentéiert ass a vu Krisen duercherëstelt gëtt, bleift de Multilateralismus net nëmme relevant, an onsen Aen ass e virun allem indispensable.

Et geet dofir net nëmmen ëm Budgeten. Säit der zweeter Trump-Administratioun sinn déi universal Wäerter a Rechter, déi schon duerch populistesch a radikal Tendenzen an eiser Gesellschaft hannerfrot

goufen, nach méi fragill. De Multilateralismus steet am Géigesaz zu deem, wat esou Regierungen an hir Ënnerstëtzer wëllen imposéieren: la loi du plus fort. De multilaterale System schützt dogéint déi Prinzippien, déi mir als universell ugesinn: d'Mënscherechter, d'Souveränitéit vun de Staaten, hir territorial Integritéit an hir Onofhängegkeet.

Ënnert dese Konditiounen war et ons dofir wichteg, eng kloer Linn ze zéien: Mir zéien eis net zeréck. Am Géigendeel, mir halen un eisen Engagementer fest a stärke se och do, wou et néideg ass. Bei den Neiverhandlungen vu verschiddene strateegesche Partnerschaften mat UN-Agencë fir d'Period 2026-2029 hu mir garantéiert, datt op d'mannst den Niveau vun de viregte Bäitrag erhale bleift. Am September zu New York hunn ech nei Accorde mat Unicef, FNUAP, PNUD an ONU Femmes ënnerschriwwen. Dës Partnerschaften bilden am Fong d'Grundlag vun eise multilaterale Engagementer fir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030.

Mee a verschiddene Fäll si mir nach méi wäit gaang. Wa wichteg Organisatiounen ënner Drock geroden duerch Budgetskierzungen oder politesch Attacken, huet Lëtzebuerg säi Support geziilt verstärkt. Dat géllt beispillsweis fir d'Weltgesundheitsorganisatioun, an engem Kontext, wou grouss Bailleure sech och zeréckgezunn hunn, fir d'UNRWA, déi ech grad scho genannt hat, an och fir d'ONU Femmes, wou mir eisen eegene Bäitrag an der neier Partnerschaft verduebelt hunn.

Parallell dozou, Här President, hu mir och aner Partenerariater erneiert oder ausgebaut, mam Global Fund, mat Gavi, mat der OIT an och mat engem verstärkter Support fir den Héichkommissariat fir d'Mënscherechter, besonnesch a Palästina an och an Ostafrika. Dës Entscheedungen reflektéieren am Fong eng essentiell Iwwerzeugung: Wann de multilaterale System fragill ass, gëtt d'Zouverlässigkeet vun eise Partner nach méi wichteg.

D'Resultater vun deem Engagement si siichtbar. D'Partnerschafte mam Global Fund hunn zum Beispill dozou bäigedroen, dass an deene leschten 20 Joer d'Stierflechkeet duerch Aids, Tuberkulos a Malaria ëm 63 % zeréckgaangen ass. Eis Ënnerstëtzung fir d'OMS huet Reforme vun de Gesundheitssystemer an Entwécklungslänner an den Ausbau vun engem universellen Zougang zu Gesundheitsservicer gefërdert.

An de Multilateralismus investéieren heescht och an d'Mënschen investéieren, déi en droen. Dofir hu mir decidéiert, d'Presenz vu Lëtzebuerger am UN-System ze stärke. 2025 hu mir eis Investitiounen an d'mënschlech Ressourcë verviefacht an 2026 ginn ongeféier 20 Poste finanziert: jonk Professioneller, detachéiert Experten an UN-Fräiwëlleger. Dat ass eng Investitioun an Expertise, a Visibilitéit, an déi konstruktiv Presenz vu Lëtzebuerger am System.

Dës Engagement geet Hand an Hand mat engem méi exigenten Dialog mat eise Partnerengenen. Mir erwaarden, datt si sech op hire Kärmandat konzentréieren, Duplikatiounen ofbauen, Interventiounen besser koordinéieren an och hir Strukturen un d'Realitéten um Terrain upassen. Dës Erwaardungen reflektéieren och d'Fuerderung vun eise Partnerlänner, déi sech méi national Verantwortung an eng besser Mobiliséierung vun eegener Ressourcë wënschen.

Mir ënnerstëtzen dofir och Approchen, déi zousätzlech Finanzéierung mobiliséieren, iwwer Innovatiounen, wéi déi vum FENU, vum FIDA oder d'Initiative vun ONU Femmes, déi ënner anerem och Gender Bonds op de Wee bruecht hunn.

De multilaterale System, Här President, muss sech weiderentwéckelen, fir relevant ze bleiwen. Lëtzebuerg

ënnerstëtzt dofir och voll a ganz d'Reformefforten am Kader vun der UN80-Initiativ. Et kann een nëmme verbesseren, wat existéiert, an näischt verbesseren, wann een et gläichzäitig zerstéiert. Dofir bleiwe mir e festen Ënnerstëtzer vum multilaterale System an de fundamentale Rechter. Mir maachen dat politesch an duerch konkret finanziell Engagementer.

Här President, eis Reformprioritéite sinn d'Verbetterung vun der Koordinatioun am System, d'Reduktioun vun institutionelle Siloen an d'Erhéijung vun der Effikassitéit um Terrain.

De Multilateralismus geet duerch eng Zäit vum Zweifel. Mee d'Erausforderungen vun eise Joerhonnert – Klimawandel, Pandemien, humanitär Krisen, Ongläichheeten – ka kee Land eleng meeschteren. An deem Sënn wäerte mir mat eiser Aarbecht an de Vereenten Natiounen an an den internationalen Institutiounen och konsequent virufieren. Mir bleiwen also och an deem Beräich eise Prinzippien a Wäerter trei a passen eis gläichzäitig och un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ëmmer méi Länner a Regione constatéiert een och eng Ënnerdréckung vun der Zivillgesellschaft. D'Aschränkung vun der Versammlungs-, Ausdrucks- a Biergerbedeelungsfräiheet schwäche ganz weesentlech d'Acteuren aus der Zivillgesellschaft. An esou engem Kontext ass et essentiel, dës Acteure weider ze stäerken a se ze schützen, well si eng Schlüsselroll spillen an der Verdeenegung vun de fundamentale Rechter, der sozialer Kohäsion an och der demokratescher Resilienz.

D'Aschränkung vun de fundamentale Fräiheeten a Rechter – och an Europa – ass net banal. Et ass e kloert Warnsignal fir d'Demokratie. Eng Aschränkung vun der Handlungsfreiheet vun den Zivillorganisationsen bedeit och eng Schwächung vun den demokratesche Géigekräften a bréngt domat am Fong och de Rechtsstaat a Gefor.

An deem Kontext setzt Lëtzebuerg e kloert politesch Zeechen. Andeem mir eis fir eng staark, engagéiert Zivillgesellschaft asetzen an an de Kapazitéitsopbau vun den Entwécklungs-ONGDen investéieren, affirméiere mir eng Visioun vun der Kooperatioun, déi op Wäerter, Partnerschaft a Solidaritéit baséiert – an net op transaktionale Logiken.

Am Ausland setzt sech Lëtzebuerg aktiv fir d'Vedeenegung vun der Zivillgesellschaft an. Eist Land féiert e permanenten Dialog mat Regierungen, déi d'Handlungsméiglechkeete vun den Zivillgesellschaftsorganisatiounen wëllen aschränken. Mir ënnerstëtzen d'ONGDen an hir Partnern, sief et, fir sech nei ze etabléieren oder present ze bleiwen. Dës Aktioun baut op eng enk Koordinatioun mat anere bilaterale Partner an internationalen Organisatiounen op, souwéi op d'Sensibiliséierungsarbecht, déi de lokalen Autoritéiten däitlech mécht, dass d'Bedeedegung vun hirer eegener Zivillgesellschaft am Fong en Avantage fir déi national Entwécklung an och fir déi laangfristeg Stabilitéit duerstelle soll a muss a kann.

D'Aktivitéiten, Här President, vun eise lëtzebuergeschen ONGDen decken e breede Spektrum of: Mënscherechter, Liewensmittelsécherheet a landwirtschaftlech Entwécklung, Bildung, de Schutz vu Kanner géint Ausbeutung a Mënschenhandel an och nach vill méi.

Well de Gros vun de Mëttel, déi mobiliséiert ginn, ëffentlech Gelder sinn, hunn d'ONGDen och eng duebel Verantwortung: eng rigouréis Gestiouen ze garantéieren an hir Resultater transparent ze dokumentéieren, fir d'Kredibilitéit an d'Effikassitéit vum Secteur weider ze stäerken. De Kapazitéitsopbau bleift dofir eng absolutt Prioritéit.

An deem Kader goufen och d'Formatiounen vum Cercle des ONGD ausgebaut an d'Conditions générales aktualiséiert, fir am Fong d'Lektiounen aus de leschte Joren ze integréieren an d'Erwaardungen an d'ONGDen ze preziséieren, ouni dobäi d'Diversitéit an den associative Charakter ze verléieren, déi d'Stärkt vum Secteur ausmaachen.

Niewent de Projeten am globale Süde sinn eis ONGDen och am Beräich vun der Sensibiliséierung hei zu Lëtzebuerg aktiv. Am Mäerz 2024 gouf d'Reform vum Secteur vun der Sensibiliséierungsarbecht annoncéiert an huet am Fong vill Kritik kritt. D'Reform hätt – laut deenen haarde Stëmmen dobaussen – just e Mangel u Previsibilitéit fir d'ONGDe bruecht. Si gouf dem Enn vun engem System, dee fonctionéiert hätt, gläichgestallt.

Haut gesi mir am Fong eng aner Realitéit a virun allem d'Friichte vun enger Reform, déi de Secteur net geschwächt huet, mee gestärkt huet. D'Reform huet de Secteur zu enger neier Maturitéit gefouert. D'ONGDen, déi selwer eng ganz aktiv Roll während deem Prozess haten, erkennen haut selwer un, datt d'Reform néideg a strukturéierend war. Haut gëtt et souguer ONGDen, déi nach net vum Ausseministère agreéiert sinn, déi sech gären deem neie Kader uschlësse géifen.

E grouse Merci géllt op deser Plaz selbstverständlech och den ONGDen an dem Cercle, deenen och permanent ... Et sinn ëmmer Negociatiounen, et sinn Diskussiounen, mir sinn eis net ëmmer direkt eens, mee zum Schluss ass et wichteg, dass mer an déi selwecht Richtung kucken. An ech wëll och dofir meng Beamten an dem Cercle e grouse Merci soe fir déi konstruktiv Echangingen.

Säit der Annonce am Mäerz 2024 gouf e Cadre sectoriel partagé ausgeschafft, eng gemeinsam Visioun mat kloer Missiounen an Ziler bis 2035. Dës Approche stäerkt de Secteur, férdert och Synergien a mécht den Impakt iwwer fest definéiert Indicateure méi transparent.

Nieft deem gemeinsame Kader goufen och d'Methodologie an d'Conditions générales fir d'Sensibiliséierungsarbecht vun den ONGDen iwwerschaaft. Wou de Gros vun den ONGDen aktuell eng éischter kuerzfristeg Projetsapproche haten, wäert et an Zukunft eng méi laangfristeg Approche mat Programmer iwwer fënnf Joer ginn. D'ONGDe wäerten an Zukunft och méi zesummeschaffen: D'Programmer wäerten, esou wéi an der Pilotphas am Joer 2025, vun zwou oder méi ONGDen ëmgesat ginn. Dat bedeit méi Previsibilitéit an och Programmer mat méi Impakt.

De Cercle des ONGD wäert och an Zukunft op Basis vun enger Konventioun iwwer fënnf Joer mam Ministère zesummeschaffen. Finanziell Previsibilitéit an d'Méiglechkeet, strateegesch virzegoen, ginn hei natierlech och Hand an Hand.

A mir schaffe weider un enger Maison des ONGD. D'Maison des ONGD wäert am Fong och eng Vitriinn gi fir d'ONGDen a fir de Secteur. Et geet drëms, et sichtbar ze maachen. Mir hunn och en Haus identifizéiert a mir sinn och amgang, do seriö drun ze schaffen. An ech sinn och ganz, ganz frou, Iech kënnen ze annoncéieren, dass mer et do wäerte fäerdegbréngen, op engem Rez-de-chaussée Plazen ze hunn. An dat, wat ech am Kapp hunn – mee dat sinn elo nach Negociatiounen, déi mer mat hinne mussen hunn –, ass, dass ënnen en Espace commun ass, wou dann och d'ONGDe kënnen hir Aarbecht presentéieren, dass een dann e Mount eepes presentéiert, eng Ausstellung, dat heescht, dass een och Artisten aus deene Länner huet, wou ee kann d'Produiten, den Artisanat aus deene Länner och ka kafe goen, a wou

een am Fong eng Plaz mécht, wou een en Dialog kann hunn iwwert d'Kooperatioun: „Wat ass d'Kooperatioun?“, a vläicht den een oder deen anere sensibiliséieren.

Wa mer eng Bibliothéik op de Rez-de-chaussée maachen: Éischtens ass et eng Rue commerciale. Et ass an der Avenue de la Liberté, wa mer eis do installéieren. Wa mer eng Bibliothéik maachen, riskéiere mer, wéineg Leit unzezéien. An de But ass wierklech, dass mer Leit kréien, déi erakommen an do och Loscht hunn, Zäit ze verbréngen, an net d'Gefill hunn, si hätten Zäit verluer.

An et ass dorun, wou mer alleguerten zesumme wëlle schaffen, well och de Benevollen ... Här President, erlaabt mer och, wa mer vun ONGe schwätzen, de Benevolle Merci ze soen, well eng ONG géif net fonctionéieren ouni déi Benevoll, déi dra schaffen, déi Sue sammelen, déi och sur place ginn. An ech gesi jo och, ob dat bei de mediacellen ass oder bei all deenen aneren ONGen, wéi vill Leit sech do wierklech engagéieren an datt dat am Fong, ech wëll net soen „hiren Hobby“ ginn ass, mee eng Passioun ginn ass, déi wierklech net ze ënnerschätzen ass. A wann de Staat misst all déi Benevollen do finanzéieren, da kann ech Iech soen, dass de Finanzminister ganz, ganz rose mat mer wär.

Während der ganzer Reform, Här President, huet de Ministère d'ONGDe weiderhi finanziell ënnerstëtzt. 2025 konnte si och Pilotprojeten ëmsetzen. Dëst huet hinnen engersäits Kontinuitéit an der Aktivitéit bruecht an och anerersäits d'Méiglechkeet ginn, nei Projete mat neie Partner, neie Methoden an neien Aktivitéiten ze testen. All Konsortium vun zwou oder méi ONGen huet seng Erfahrungen aus dese Pilotprojete gezunn an dës och mam Secteur gedeelt.

Dës Reform vun der Sensibiliséierung, elo Weltbiergerbildung genannt, hat net als Zil an huet net dozou gefouert, de Budget vun den ONGDen ze reduzéieren. Evolutioun an Adaptatioun en vue vu bessere Resultater – och an dësem Beräich si mir, mengen ech, op der richteger Spuer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wësst, war de leschte Freideg den Tom Fletcher, den UNO-Coordinateur fir humanitär Hëllef, zu Besuch zu Lëtzebuerg, fir derfir ze suergen, dass bei allem Iwwerdross mat de ville Krisen d'Schicksal vun deene villen direkt betroffene Mënschen net vergiess gëtt an all eis humanitär Acteuren och an Zukunft hëllef kennen.

An ech hu mer och erlaabt, Här President, gëschter ze rappeléieren, dass den Här Fletcher eis matgedeelt huet, dass ... Am Fong reegt sech jiddwereen am Moment op iwwert de Gas an de Pétrol am Détroit d'Ormuz. Dat ass doudsécher eppes, wat e wirtschaftlechen Impakt huet, mee Dir musst wëssen, dass d'humanitär Hëllef an d'Essen och net duerchkommen, dat heescht, dass dat nieft enger ekonomescher Kris och nach eng humanitär Kris ka mat sech bréngen. Mir sinn der Meinung, dass et ganz, ganz wichtig ass, dass een dat och net aus den Ae verléiert a just op de Pétrol an op de Gas kuckt, well wann d'Leit duerno déi humanitär Hëllef net kënnen kréien, dann hu mer och eng Responsabilitéit fir den Desaster, deen do ka geschéien.

Ech mengen, Här President, dass 2025 dat schwierregst Joer fir den humanitäre System an der rezenter Geschicht war. Wéinst weltwäite Budgetskierzung sinn Zéngdausende Poste bei lokalen an och internationalen ONGen an natierlech och bei der UNO ofgeschafft ginn. Dat waren net nëmme ganz schwierreg Momenter fir déi vill leidenschaftlech humanitär Mataarbechter, mee och eng global Tragedie fir all

déi Mënschen, déi grad elo liewenswichtig Ënnerstëtzung brauchen. Leider hunn 2025 och eng 340 humanitär Acteuren hiert Liewe gelooss. Fir 2026 ginn der scho 26 gezielt. Déi Leit si gestuerwen, just well se anere Leit wollten hëllef goen. Ech wëll just drun erënneren, dass et och en Droit humanitaire gëtt, an déi Leit sinn do, fir aner Leit ze schützen. An datt déi ëmbruecht ginn, seet wierklech viles aus iwwert déi haiteg Situatioun.

Laut dem Global Humanitarian Overview vun de Vereenten Natiounen fir 2025 hunn 305 Milliounen Mënschen humanitär Hëllef gebraucht. Fir dese Besoinen nozekommen, huet d'humanitär Communautéit en Oupriff fir d'Finanzéierung vu 47 Milliarden Dollar lancéiert. D'finanziell Contributiounen wuessen awer net am selwechte Mooss wéi d'Besoinen. D'lescht Joer sinn nëmme 43 % vun gefuerderte Bättrag mobiliséiert ginn, wat zu deene grad genannte Budgetskierzung gefouert huet.

Lëtzebuerg huet d'Finanzéierung vu senge laangjäreg Partner awer weidergefouert mat engem Gesamtbudget vun 115 Milliounen Euro fir humanitär Interventiounen. Op déi Manéier hu mir eise minimale Seuil vu 15 % fir humanitär Finanzementer vun der APD souguer iwwerschritt.

Leider gesäit d'Situatioun, Här President, och dëst Joer net besser aus – ganz am Géigendeel! Et feelt weider massiv un humanitäre Mëttelen. Et war e Moment laang populär, ze behaupten, et géing een elo „more with less“ maachen. Dat ass groben Unfug! Mir gesinn, dass dat net geet.

Eis Partner si sech eens, dass si elo „manner mat manner“ fir déi betraffe Populatiounen musse maachen. Wéinst de Kierzung vun de Budgeten huet och missen eng brutal Prioriséierung vun de Beneficiairen duerchgefouert ginn, a grad do, wou déi mannsten Opmierksamkeet besteet.

Ech wëll dës Deklaratioun och dofir notzen, fir e Moment un déi Länner a Kontexter ze denken, déi oft net méi vun de Meedien opgegraff ginn. Kricher a Gewalt, Här President, sinn nach ëmmer den Haapt-dreiwier vun humanitäre Krisen, an dat gesi mer am Sudan, am Südsudan, an der Demokratescher Republik Kongo, am Myanmar oder an Haiti, fir der nëmme e puer ze nennen.

An deem Sënn wärte mir als Lëtzebuerg se weider ënnerstëtzen, ënner anerem duerch déi nei strateegesch Kadere fir d'Period 2027-2030, déi mat verschiddene vun eisen Haaptpartner dëst Joer ënnerschriwwen ginn. Esou kënnen mir hinnen och an Zukunft eng gewësse Previsibilitéit garantéieren.

Mir gesinn haut, Här President, eng kloer Tendenz, dass dat internationaalt humanitært Recht ëmmer manner respektéiert gëtt. Ech wëll dofir och op eng global Initiativ vun Internationale Komitee vun Roude Kräiz hiweisen, déi am Fong d'Zil huet, dat internationaalt humanitært Recht ze stäerken. Si gouf 2024 gestart a soll 2026 a Jordanie mat engem Treffen op héijem Niveau ofgeschloss ginn. D'Zil vun dëser Initiativ, déi mir als Lëtzebuerg och staark ënnerstëtzen, ass, konkret an och ëmsetzbar Recommendationen kënnen auszeschaffen, fir am Fong sécherzestellen, dass dat internationaalt humanitært Recht net nëmme besser respektéiert gëtt, mee an Zukunft och ugepasst ka ginn.

Ech gesinn op menge Reesen, dass den humanitäre Secteur, Här President, mat villen Defie confrontéiert gëtt. Wéi ech viru Kuerzem am Malawi war, war ech e Camp besichen, den Dzaleka-Camp. De Malawi, ech hunn Iech et virdu gesot, ass eent vun den ärmste Länner op der Welt, an do konnt ech mer e gutt Bild maachen. De Malawi huet schon net vill, mee si

hunn e Camp, dee fir 12.000 Leit geplangt war. Do sinn am Moment 60.000 Leit, dorënner vill Kanner. Déi meescht Flüchtlinge kommen aus der DRC, dem Burundi an aus dem Ruanda, net fir e bessert Liewen ze fannen, wéi ech mat hinne geschwat hunn, mee iwwerhaupt fir ze iwwerliewen. An am Moment sinn awer keng Sue méi do, fir se ze ernieren. An déi Leit sur place hu mir gesot: „Mir hu Plaz fir 12.000 Leit, mir hunn net fir méi Budget a mir hunn am Moment 60.000 Leit. Dat heescht, mir riskéieren, e Camp ze hunn, wou d'Leit näischt méi z'esse kréien an deenen nächste Méint.“

Hei gesäit een engersäits den direkten Impakt vum Ewechfale vun der internationaler humanitärer Hëllef an anerersäits d'Konsequenze vu Konflikter, déi sech méinten-, wann net jorelaang hinzéien an esou och eng ganz Region destabiliséiere kënnen.

Niewent de Kricher huelen awer och Naturkatastrophen, déi ouni vill Virwarnung optrieden, nach ëmmer zou. Wann 2025 an deem Sënn zwar kee Rekordjoer war, da gesäit een awer, dass d'Tendenz a Richtung ëmmer méi staark Stierm geet, ëmmer méi schro Iwwerschwemmungen an ëmmer méi zerstéierend Wëllfeier. Lëtzebuerg probéiert, op dës Tendenz ze reagéieren a sech besser opzestellen, fir op d'Konsequenze vun esou Naturkatastrophen och kënnen ze reagéieren.

Virun zwee Joer hu mer och ugefaangen, Här President, e Stock vun humanitären Artikelen opzebauen, dee complementaire ass zu eisem Telekommunikationsprojet emergency.lu. Mat der Hëllef vun eisem Stock si mir bereet, bannent e puer Deeg liewenswichtig Artikelen, also zum Beispill Generatricen, Decken, Abrien, am Fong alles ausser Liewensmëttel quasi iwwerall an d'Welt ze schécken, mat oder ouni Satellitematerial.

2025 war dat éischt Joer, wou eise Stock richtig zum Asaz koom, an dat mat groussen Erfolleg. Sait dem Opbau vum Stock konnte mir insgesamt op sechs Katastrophe reagéieren, op d'Äerdbiewen am Myanmar an op d'tropesche Stierm am Cap Vert, Jamaika, Vietnam, Sri Lanka a Mosambik. Duerch déi sëllegen Artikelen, déi mir op Stock hunn, an déi héich Reaktivitéit vun onsen Ekippe war et eis méiglech, bannent enger kuerzer Zäit op d'Oupriff no internationaler Hëllef ze reagéieren. Meeschtens scho bannent Stonne konnte si den Transport vun essentiellen Hëllefsgidder an déi betraffe Gebidder organiséieren. Lëtzebuerg ass hei quasi regelméisseg bei deene Länner, déi am séierste reagéieren, a setzt esou och seng international Solidaritéit ganz konkret ëm.

Eise Stock gouf och ganz rezent, ufanks des Joer, am Kader vun der Kris an der Ukrain mobiliséiert, wou mir am Fong konnte Generatricen a Material fir den humanitären Deminage an d'Ukrain schécken.

Am Januar huet och den Zyklon Fytia am Mosambik kombinéiert mat staarkem Reefall an de Woche virdu fir massiv Iwwerschwemmung gesuergt. Lëtzebuerg konnt hei séier op den Oupriff no internationaler Hëllef reagéieren an huet Waasserpumpelen aus sengem eegene Stock mobiliséiert. Zousätzlech huet de Grand-Duché och engem vun eise strateegesch Partner, dem PAM, finanziell Ënnerstëtzung ginn, fir Hëllefoperationen op der Plaz ze ënnerstëtzen. Nëmme e puer Wochen drop huet den Zyklon Gezani Madagaskar getraff. Als Reaktioun hu mir eis emergency.lu-Satellitemarkommunikationsplattform mobiliséiert a se op Toamasina geschéckt, déi Stad, déi laut hirer Regierung zu iwwer 70 % zerstéiert gouf.

Gläichzäiteg wëlle mir weiderhin eis Léisungen am Kommunikatiounsberäich a Katastropheregionen asetzen. Eis emergency.lu-Plattform huet iwwert

d'lescht Joer op sëllege Plazen eeben och fir Konnektivitéit gesuergt. Mir ënnerstëtzen humanitäreit Personal a schafen am Fong déi ideal Konditiounen, fir effektiv um Terrain ze schaffen an och d'Koordinatiounsstrukture sur place ze ënnerstëtzen, wéi zum Beispill op Madagaskar oder am Panama. Mee mir hëllef an och, d'Connectivitéit fir déi betrafte Communautéiten ze hunn. A wann den Telefonsreseau gestierzt ass an Dir hutt guer keng Nouvelles, gleeft mer, ass et net nëmme fir d'humanitär Hëllef, mee och fir d'Famill, fir ze wëssen, wat geschitt ass mat hiren eegene Memberen, wichteg, dass et do eng Connectivitéit gëtt.

D'Connectivitéit a Krisensituatioun, Här President, ass keen Nice-to-have. Et ass am Fong d'Garantie, dass déi betrafte Populatiounen Accès zu Informatiounen hunn an d'Koordinatioun och effikass fonctionéiere kann.

Doriwwer eraus, Här President, ware mir am leschte Joer och aktiv, wann et dorëms gaang ass, medezinesch Evakuatiounen ze organiséieren. Esou hu mir zum Beispill eng Rei Flich an europäesch Länner organiséiert, fir d'Leit aus Gaza aus medezinesche Grënn ze evakuéieren. Och beim Feier an enger Disco an Nordmazedonien konnte mir séier Flich organiséieren, fir schwéier verbrannte Patienten aus dem Land auszefléien. An et brauch een net ëmmer wäit sichen ze goen: Och an der Schwäiz, wéi dee Brand war zu Crans-Montana, konnte mer hëllef, Leit aus der Schwäiz a Richtung Däitschland ze evakuéieren. Jo, dat klengt Lëtzebuerg hëllef och deenen aneren, net nëmme an Afrika, an Asien, och den europäesch Länner. Dat ass och den Esprit de solidarité.

Dir gesitt, Här President, dass mir op operationellem Plang weider amgaange sinn, eis unzepassen, fir kënnen am Fong op eng ganz Panoplie vun Evenementer esou séier wéi méiglech ze äntweren. Mee wéi scho virdrun ugedeit, sinn eis humanitär Partner haut leider operationell manner gutt opgestallt, soudass mir decidéiert hunn, Weeër ze fannen, fir do, wou méiglech, méi antizipativ ze schaffen, andeems mir op nei Technologien zeréckgräifen. Hei stinn d'Lëtzebuurger Expertisen an Infrastrukturen och am Mëttelpunkt.

Ech wëilt hei dräi Beispiller ginn. Mir hunn eng ganz Rei international Partnerschaften opgestallt, notament mam Welternährungsprogramm, also mam PAM, mam UN-Flüchtlingswierk, dem UNHCR, a mat der UN OCHA, déi am Fong zesumme mam LIST Kënschtlech Intelligenz notzen an och Satellitbilder, fir kuerzfristeg Naturkatastrophe virauszegesinn a fir d'Zerstéierung no Katastrophe séier analyséieren ze kënnen. Den UNHCR huet och wëlles, dëst Joer säin Accélérateur am LIST a Betrib ze huelen, mam Zil, innovativ Projeten ze entwéckelen an ze begleeden, déi ganz konkret Léisunge fir d'Besoin vu Flüchtlingen ubidden.

De Shelter Research Project vun der Lëtzebuurger Croix-Rouge huet als Zil, innovativ, nohalteg a qualitativ héichwäerteg Léisunge fir Noutabriren ze entwéckelen an ze verbesseren, besonnesch a Krisen- a Katastrophesituatiounen. Déi Abrie benotze lokal Materialer, déi d'Flüchtlinge kennen, a sinn ausserdeem klimatesch a kulturell u verschidden humanitär Krisen ugepasst.

Am humanitären Deminage, deen et erméiglecht, kontaminéiert Terrainen erëm fir d'Landwirtschaft an als Liewensgrondlag vun der Bevëlkerung notzbar ze maachen, engagéiert sech Lëtzebuerg weider verstärkt säit der russescher Invasioun vun der Ukrain, an zwar natierlech an der Ukrain, mee och a Kambodja an am Laos. Lëtzebuerg huet sech als wichtegen Acteur am Beräich vun der Innovatioun

etabliert. Eis Ekippen entwéckelen aktuell mam Geneva International Centre for Humanitarian Demining, enger Schwäizer humanitärer Stéftung, eng 3D-Database vun de verschiddenen explosive Munitionstypen. Déi Base de données soll duerno och zu Lëtzebuerg stockéiert sinn a wäert spéiderhin den Acteuren am humanitären Deminage fir näischt offréiert ginn, fir datt si och innovativ Solutiounen entwéckele kënnen, déi dës extreem geféierlech Aarbecht méi effikass an och sécher maachen.

Jo, Här President, och an der Kooperatioun kann een Technologie a Fuerschung „made in Luxembourg“ fir den humanitäre Secteur benotzen, an et ass eng intelligent Manéier, fir d'humanitär Aarbecht och effikass ze maachen. An dat ass och an deem Konzept vun der ganzer AI-Strategie, dass mer et fäerdegbréngen, souguer d'AI hei matanzebannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Technologie, Fuerschung an Innovatioun „made in Luxembourg“ ass allgemeng an deene leschte Joren ëmmer méi zu engem wichtige Vecteur ginn, fir de positiven Impakt vun der Lëtzebuurger Kooperatioun ze verstärken, net nëmme am humanitäre Beräich.

De Volet inklusiv Finanzen ass e gutt Beispill, fir dës Approche och zesumme kënnen ze illustréieren. Déi verschidden Initiativen, déi mir an deene leschte Joren entwéckelt hunn, erméiglechen et eis, iwwert déi traditionell Methode vun der Entwécklungshëllef erauszegoen: Finanzstréim gi gezielt op effizient Léisunge gerichtet, déi op déi wichtegst Entwécklungsdefie vun eiser Zäit äntweren an aktiv zu der wirtschaftlecher Resilienz an och sozialer Stabilitéit vun onse Partnerlänner bäidroen.

En anert konkret Beispill vun engem innovativen Partneriat ass eis Zesummenaarbecht mat dem Luxembourg House of Financial Technology, dem LHOFT. Säit 2018 ënnerstëtze mir am Kader vum Programm „Catapult: Inclusioun“ all Joer tëschen 10 a 15 Fin-Techs aus Afrika, fir hir Kapazitéiten ze stäerken a sech och weider Finanzementer vun Investisseuren ze sichen.

Ech war viru Kuerzem och am Kenia, wou mer do och eng Reunions haten, wou mer och d'Projete presentéiert kritt hunn. An déi Leit sinn och immens dankbar, well de But ass jo, fir sech widerzeentwéckelen. Ech hu jo ëmmer gesot: An der Kooperatioun geet et jo net nëmme drëms, de Fësch ze ginn. Wann ee fësche kann, ass dat och eng wichteg Etapp. A wann een och en Développement économique kann an deem Land ënnerstëtzen, ass dat och eppes, wat mer wëlle widerdrécken.

Opgrund vun grousser Succès fënnt dëst Joer, nieft dem „Catapult“-Programm um afrikanesche Kontinent, fir d'éischt Kéier och eng Editioun an Zentralamerika statt an och a Südostasien. Fir d'Chaîne de financement op eng essentiel Aart a Weis an deem Kontext ze vervollstännegen, hu mir virun e puer Wochen och en Trust Fund zesumme mat der Asian Development Bank an dem LHOFT lancéiert.

Fir déi nohalteg Entwécklungsziler ze errechen, brauche mir och de Privatsecteur. Dat hunn ech och schonn a menger Deklaratioun vu 2025 ënnerstrach. Déi öffentlech Entwécklungsgelder eleng gi bei Wäitem net duer, fir den enorme Besoin an den Entwécklungslänner gerecht ze ginn. Mir brauchen dofir laangfristeg an nohalteg Finanzementer, un deenen och de Privatsecteur sech bedeelegt.

An deem Kontext positionéiert sech och d'Global-Gateway-Strategie vun der Europäescher Unioun. Ech hat dës Strategie schonn d'lescht Joer ugeschwat. A wann Dir Iech erënnert, war ech och nach skeptesch doriwwer, wat d'Roll vun der Kooperatioun dodra soll

sinn a wéi interesséiert Lëtzebuurger Entrepreneuren, grad och Kleng- a Mëttelbetreiber, am Fong sech kéinten doranner erëmfannen.

D'Kommissioun huet viru Kuerzem de sougenannten „Investment Hub“ lancéiert, eng Plattform, wou Entrepreneuren am Fong Investitiounsprojete kënnen annonciéieren, Partner sichen an och Hëllef vum öffentleche Secteur kënnen fannen, wann de Projet och zeréckbehalte gëtt. Lëtzebuurger Projete gi kuerz vun engem nationale Komitee gepréift, ier se der Kommissioun dann och ënnerbreet ginn, déi sech engagéiert huet, déi Dossierer och schnell ze traitéieren. Den Invest ass privat. Öffentlech Hëllef kënnen de Risiko aschränken oder och zum Beispill duerch eng Berufsausbildung an deem Entwécklungsland, wou de Projet stattfënnt, dozou bäidroen, dass et eng qualifizéiert Main-d'oeuvre gëtt.

Ech wëll elo hei och net an den Detail goen, mee awer ukënnegen, dass an engem Mount en Evenement fir d'Lëtzebuurger Entrepreneuren stattfënnt, dee mir mat der Europäescher Investitiounsbank an der Chambre de Commerce organiséieren, wou déi ganz Strategie an och den Investment Hub wäerte virgestallt ginn an d'Kommissioun och wäert kënnen Ried an Äntwert stoen.

An deem Kontext schafft d'Lëtzebuurger Kooperatioun och mam Privatsecteur an onse Partnerlänner, well och d'Entrepreneuren e wichtige Motor fir d'Innovatioun an d'Entwécklung sinn.

Ech ginn Iech e Beispill. Am Kader vun eisem globale Programm fir de Soutien vun Privatsecteur contribuéiert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef 27 Milliounen iwwer fënnf Joer. Dësen Investissement erlaabt et eis, ongeféier 15 Milliounen Euro vum Privatsecteur ze mobiliséieren als Kofinanzement fir déi subventionéiert Projeten. Dësen öffentlechen Investissement mobiliséiert op dës Manéier och eng privat Contributioun. Gläichzäitig gëtt esou d'Innovatioun gestärkt an Aarbechtsplaze ginn och geschaf.

Am Kader vun onsem Instrument, fir de Privatsecteur ze ënnerstëtzen, engagéiert sech d'Kooperatioun fir d'Conduite responsable des entreprises. Mir orientéieren eis dobäi un de Prinzipien vun der OECD an de Vereenten Natiounen iwwert d'Entrepreneuren an och d'Mënscherechter. Due Diligence spillt eng zentral Roll an der Business Partnership Facility, dem LuxAid Challenge Fund an dem LuxAid Demonstration Fund. Dofir ass eise finanzielle Soutien u konkret Engagementer fir verantwortungsbewusst wirtschaftlecht Handele fir Gesellschaft an Ëmwelt gebonnen.

Här President, ech sinn elo mat Iech duerch eis Hauptaktionsfelder gaangen, déi bilateral Partnerschaften, d'UNO an déi multilateral Agencen, d'humanitär Hëllef, d'Finance inclusive, d'Privatsecteursinstrumenter. Ech hunn net alles erwänt, wat passéiert ass. Dofir gëtt et och eise Rapport annuel.

Ech wëll awer hei, ier ech ganz fäerdeg sinn, menge ganzen Ekippen aus dem Kooperationsministère ënnert der Leedung vu sengem Direkter, dem Här Ternes, an eise Soudirekteren e ganz, ganz grousser Merci soe fir d'Aarbecht, déi se maachen. Ech wëll elo net meng Ekippe selwer luewen, mee et si Beamten, déi och nach eng Cause hunn, déi hinnen esou um Häerz läit, dass se sech wierklech engagéieren fir all eenzelen Dossier, all eenzelne Projet. Mir hu Leit hei zu Lëtzebuerg, mir hu Leit am Ausland, mir hu Leit bei der LuxDev, Leit, déi a schwieriger Situatiounen sinn, déi net alleguete just an engem Büro setzen, mee och reegelméisseg um Terrain déi schwieriger Situatiounen och materliewen, mir hunn d'ONGen, déi Benevollen, déi ech virdrun och zitéiert hunn. All déi Leit, déi sech dofir engagéieren, maachen eis d'Aen

op, wéi eng Chance mer hunn, Här President, och hei ze sinn.

Mir sinn eis ganz oft net bewosst ..., an ech weess, dass d'Kooperatiounspolittick deem engen oder deem aneren net ëmmer gefält, andeem e seet: „Muss dat dote sinn?“ Ech kann Iech just soen: Dëst Land war och eng Kéier en aarmt Land. Ech hunn et schonn hei eng Kéier gesot. Mir waren en aarmt Land. Am 19. Joerhonnert si vill Leit geflücht. En Drëttel vun eiser Populatioun ass geflücht a mir waren Immigréierter. Mir si fortgaangen an Amerika, well mer hei net genuch hate fir ze iessen. An dunn hu mer d'ARBED gehat an dunn hu mer d'Finanze gehat, dunn hu mer d'Fonge gehat, dunn hu mer d'Satellit gehat, dunn hu mer RTL gehat, dunn hu mer all déi Projete vun der Kommunikatioun a vun deene gehat, déi haut d'Richesse vu Lëtzebuerg och maachen. Ech kann Iech just soen, dass mer deemools och frou waren, wa mer op d'Kooperatioun vun anere Länner konnten zielen.

An hautdesdaags, wa mer eis d'Fro stellen, ob d'Kooperatioun nach nëtzlech ass: Ech kann Iech just soen, mir sinn innovativ, mir si vertrauensvoll, mir baséieren op Wäerter, mir imposéieren net, mir diktéieren net, mir respektéieren. Mee mir sollen eis och bewosst sinn, dass, wa mir eis d'Fro stellen, ob mir waarm oder kal iessen, verschidde Mammae sech froen, ob se iwwerhaapt dës Woch hire Kanner eppes fir ze iesse kënnen ginn, wa mer als Politiker eng Stonn an der Ukrain sinn, en Dag an der Ukrain sinn an da mussen eng hallef Stonn an e Shelter goen, dat fir d'Leit 12 Méint, 365 Deeg am Joer ass, dass verschidde Leit, wa mir musse wéinst dem Covid doheemleiwien an eis iergeren, frou wieren, wa se doheemleiwie kënnen, mee wéinst de Kricher mussen hir Plaze verloossen, dass verschidde Leit duerch Naturkatastrophen alles verléieren, dat, wat Dir opgebaut hutt während 20, 30, 40 Joer, duerch eng Naturkatastroph alles verluer hutt a keen Daach iwwert dem Kapp hutt. Wann et dann ze vill ass, 1 % – 1 %! – auszeginn, fir ze kucken, deene Leit net heiansdo einfach e méi schéint, mee just en dignet Liewen, en Iwwerliewe kënnen ze offréieren, ech schumme mech, wann dat eng Schan wär, dass d'Lëtzebuurger géife soen, dat wier net gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Kooperatiounsminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef féiert d'Chamber en Donneschdeg de Mëtten.

Mir maachen elo eng Ënnerbriechung vun eiser Sëtzung. Mir fueren um 10.30 Auer erëm mat eiser Sëtzung weider.

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 10.16 heures.)

(La séance publique est reprise à 10.31 heures.)

3. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des mesures prises par le Gouvernement en réaction à la stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

D'Sëtzung geet elo erëm weider mat enger Aktualitéitsstoun iwwert d'Reaktioun vun der Regierung op d'national Sécherheetsstrategie vun den USA, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) festgehalen. Den Auteur huet 10 Minuten, all Fraktiounen a Sensibilitéit 5, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Zeimet,

den Här Graas, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Clement an den Här Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Franz Fayot als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Ausseminister, wéi den amerikanesche Vizepräsident Vance Ufank 2025 zu Münche seng Brandried gehalen huet géint Europa, hunn déi meescht nach gehofft, dat wier en Ausrutscher. Mee am November 2025 huet d'Trump-Administratioun dat schwaarz op wäiss bestätegt a Form vun enger neier National-Security-Strategie. An déi huet et a sech.

(Brouhaha)

Eis Allianz ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, ech géing ëm e bësse Rou heibanne bidden, well et ass soss schwéier fir den Här Fayot ze schwätzen. Merci. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Eis Allianz ass aus amerikanescher Siicht ekonomesch total onfair, d'europäesch Zivilisatioun steet wéinst Massenimmigratioun kuerz virum Ënnergang a mir gi souwisou vu China a Russland komplett dominéiert.

Wat hei vun der Trump-Administratioun proposéiert gëtt, ass natierlech aus europäescher Siicht total inakzeptabel. An et muss een dat wierklech liesen, dat Dokument. An ech géif Iech invitéieren, dat ze maachen, wann Der et net scho gemaach hutt.

Éischtens gëtt gefuerdert, dass keng sougenannt „Ingerence“ an den American Way of Life duerch eis restriktiv a woke Norme geschitt, déi dem Trump senge Sponsoren aus der Tech en Dar am A sinn.

Zweetens gëtt eng unilateral amerikanesch Dominanz vun eiser Economie an eng gezielt Dependance vis-à-vis vun hire Finanzmäert, dem Silicon Valley a vun hirem Pétrol a Gas gefuerdert.

Drëttens: keng amerikanesch Steiersue méi fir europäesch Defense. Wuelgemierkt dierfe mer awer nach weider hir Waffe kafen.

A véiertens sollte mer och endlech zu eiser – wuelverstane wäisser – Zivilisatioun zeréckfannen, andeems mer rietsextrem Patrioten un d'Rudder loosse.

Wat sech hannert där Doktrinn verstoppt, inspiréiert vu Leit wéi dem Stephen Miller, engem averéierte wäisse Supremacist, sinn en fait en fin de compte haaptsächlech ekonomesch Interëten, duerchgesat duerch d'Kraaft, ouni den Droit. Här Ausseminister, wéi Der elo just gesot hutt, la loi du plus fort.

Par rapport zu deenen Injonctiounen, Diktater an Amëschungen an eis Wale gëtt et fundamental zwou Attitüden. Et kann ee mordikus a géint all Tatsaachen un der Ofhängegkeet vun den USA festhalen, wéi déi meescht EU-Länner, alle viraus Däitschland, dat bis elo gemaach hunn.

Dobäi muss ee soen, dass d'Decisioun vun den europäesche Länner, sech net un den USA an Israel hirem Krich géint den Iran ze bedeelegen an dem Trump seng Hëllefsmemande am Détroit d'Ormuuz ze refuséieren, wierklech ze begréissen ass. A villäicht ass dat e Schrëtt an d'Richtung vun engem neien europäesche Selbstbewusstsein an och an d'Richtung zu enger strateegescher Autonomie vun Europa, wéi se haaptsächlech vun President Macron aus Frankräich ëmmer erëm gefuerdert gëtt. A villäicht mécht och d'Beispill vum spuenesche Premier Pedro Sánchez hei Schoul, dee mat kloer Wierder déi sëlleg Violatioune

vum internationale Recht duerch d'USA an Israel verurteelt huet.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, dës faschistesche an imperialistesche Tendenzen aus dem Wäissen Haus – an déi Wierder sinn net iwwerdrifwen – maachen eis grouss Suergen. D'Trump-Administratioun huet e Plang fir Europa, an deen ass an direkter Kontradiktioun mat eise Wäerter vun Offenheet, Solidaritéit, eisen europäesche Fräiheeten, eisem Humanismus.

Et geet am Fong drëm, Europa futti ze maache vu bannen. A mir wëssen, dass et och bei eis Relaise gëtt fir esou eng Polittick, hei och an der Chamber. Mir hu viru Kuerzem gesinn, net méi spët wéi d'lescht Woch, dass d'Theorie vum Grand remplacement och bei eis scho laang ukomm ass iwwert d'Motioun vun der ADR zur Natalitéit. An deemnächst wäerte mer dann och kënnen eng iwwert d'Migratioun hei am Haus diskutéieren. Dat ass ganz kloer.

M. Tom Weidig (ADR) | Gutt!

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Dir fannt dat gutt. Dat ass, mengen ech, e ganz kloer Bekenntnis zu deem, wat ech elo just gesot hunn.

D'Fro bleift: Wéi positionéiert d'Regierung sech? Kucke mer der Realitéit an d'An a probéieren, resolutt mat eisen europäesche Partner eis Autonomie vis-à-vis vun den USA opzebauen um Plang vun der Energie, der Verdeedegung, der Economie, mat engem staarke Bekenntnis zu Mënscherechter an internationalem Recht? Oder gi mer kleng bäi bei all Demande an all, et muss een och soen, Erpressung, déi vum Trump senger Clique kënn?

Ech si mer bewosst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat keng einfach Tâche ass fir d'Regierung. Dat ass eng ganz schwierig. A mir hunn dat och scho matgemaach ënnert der viregter Trump-Administratioun, allerdéngs e bësse manner schlëmm a mat e bësse manner Pressioun, wéi dat elo de Fall ass. Ech weess, dass dat eng Gratwanderung ass, an ech maachen Tech do kee Reproche, dass Der dat lichtfäerteg einfach op d'Spill setzt. Mee mir maachen eis trotzdem Suergen, dass Der um falsche Kurs sidd.

Déi rezent Informatioun, dass d'Spuerkeess d'Bankkonte vum Internationale Strofgerichtshaff zougemaacht huet, huet eis interpelléiert. Den Yves Cruchten huet heizou déi éischte Question parlementaire gestallt, op déi e keng ganz kloer Äntwert krut. An d'Sam Tanson huet d'lescht Woch an enger Question orale nogehaakt, virun, wéi gesot, enger Woch.

Mir wëssen, dass d'Spuerkeess d'Regierung ëm hir Meenung gefrot huet. An do hätt se am Fong misse gesot kréien, dass dat net a Fro kënn, d'Konte vun engem Piliere vun internationalem Rechtssystem zouzemaachen. Dat kloert Bekenntnis wär wierklech hei an eisen Aen ubruecht gewiescht. Mee genee dat ass net geschitt.

An de Finanzminister huet och erklärt firwat. D'Lëtzebuurger Banken a Betriber mussen weiderhi Geschäfte mat den Amerikaner maache kënnen. Jo. An dofir huet eis Staatsbank misse a vorauselendem Gehorsam och hypotheetesche Sanktioune suivéieren. An ech soen „hypotheetesche“, well d'Cour pénale internationale stoung guer net ënner Sanktioune. Si huet dat gemaach, obwuel se et am Fong guer net hätt misse maachen. Si huet eng ganz limitéiert Expositioun an Imbricatioun an den Dollarraum – eng vun deene wéinege Banken, déi an där Situatioun ass. Et gëtt der net vill, déi esou onofhängeg u sech sinn.

An dofir wär et an eisen Ae wichteg gewiescht, wierklech dee Piliere vun der internationaler Rechtsarchitektur hei ze schützen. Et mécht eis Suergen, dass ënnert

dësen Ëmstänn decidéiert gouf, dëst Geriicht net ze schützen. E Geriicht, dat do ass, fir Responsabeler fir Krichsverbriechen a Verbrieche géint d'Mënschlecheet zur Rechenschaft ze zéien. Eng direkt Ierfschaft aus der Nokrichszäit. Eng Instanz, wéi gesot, déi et ze verteidege gëllt géint Ugrëff aus dem Wäissen Haus, aus dem Kreml a vu Jerusalem.

A grad dat ass an dësem Fall net geschitt. An ech géif Iech dofir gären nach eng Kéier froen, Dir Häre Ministeren, firwat Der do net reagéiert hutt. Well international Ofkommen an Institutiounen sinn als klengt Land eisen eenzege Schutz, an dat säit eiser Onofhängegkeet.

Här Ausseminister, Dir hutt elo just an Är Ried zur Kooperatioun e vibrante Plädoyer gehale fir de Respekt vum internationale Recht a vun de Mënscherechter. An Dir hutt nach eng Kéier drop higewisen, zu Recht, dass dat wierklech fir eis existenziell ass. Net vill Länner op der Welt sinn esou kleng wéi mir. Net vill Länner op der Welt, ech géif soe bal keent, sinn esou ugewisen op international Solidaritéit an och op en zolitten a robusten internationale Rechtskader. Dat hei ass fir eis wierklech existenziell.

Datt déi Grouss et mat Féiss trëppelen an aushölen, dat gesi mer scho säit Laangem, dat gesi mer des Leschteren ëmmer méi. Mee wann déi Kleng, deenen hiert Iwwerliewen drun hänkt, ufänken, do net ze resistéieren, da liewe mer an enger ganz geféierlecher Welt.

Et gëtt aner Aktiounen a Versämnisse, déi eis Suerge maachen. Keng ferm Condamnatioun vun den oppene Bréch mam internationale Rechter a Venezuela an am Iran, nëmme laang Communiquéen, déi schlussendlech awer net vill aussoen. Keng konsequent Mesüeren, fir déi ongeheierlech Verbrieche vun Israel a Gaza ze verhënnern, wéi Sanktiounen oder Embargoen, well gewosst ass, dass d'USA dat net gäre gesinn. Par contre grouss Oppenheet fir den amerikanesche Plädoyer, fir ëmmer méi Deregulatioun ze fuerderen, géint den Interessi vum europäesche Bierger, vun eiser Ëmwelt a vun eiser Privatsphär.

An deem Kontext ginn dann Treffte mat amerikanesche Lobbyiste gemaach, wéi d'SOMO dat reveléiert huet, déi fir esou Mesüre pushen. An dat gëtt dann duerno probéiert, am Kader vu Question-parlementairen awer trotzdeem e bëssen ënnert den Teppech ze kieren. Mir gesinn ausserdeem och eng ëmmer méi restriktiv Immigratiounspolitik, wuel bemierkt net vis-à-vis vun Talents fir d'Finanzplatz oder fir d'Tech.

Nach eng Kéier: Ech verstinn, dass et net einfach ass. Vun den Amerikaner am Stach gelooss ze ginn, déi eis am Zweete Weltkrich vun den Nazie befreit hunn, ass fir jiddwereen en Trauma zu Lëtzebuerg. Mee mir mussen dat aus Realismus an och wierklech mat Suerg a mat Bléck op d'Zukunft maachen.

Mir sinn der Meenung, dass mer eis net kënnen hei eleng vun eisen Emotiounen leede loossen. Dofir fuerdere mir d'Regierung och op, all Bréch mam internationale Recht mat deene fermste Wiederer ze verurteilen, déi international Institutiounen, vun deene mer Member sinn, mat alle Mëttelen ze verteidegen, eis Diplomatie konsequent an den Déngscht vun der Defense vun eisem gemeinsamen Interessi ze setzen, dat heescht, d'Vëlkerrecht mat alle Mëttelen ze verteidegen an ze developpéieren, a finalement d'Aktivatioun vum Blockingstatute op europäeschem Niveau ze fuerderen, fir d'CPI an d'Partnerorganisatiounen a Banke géint weider Repercussioune vun amerikanesche Sanktiounen ze schützen.

An an deem Sënn géif ech och gären eng Motioun hannerleeën, Här President, déi ech elo just nach Zäit hat, mat de Kollege vun deene Lénken ofzeschwätzen. Do ass mer eppes dotëschent geroden. Mat deene Gréngen ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

déi gréng sinn och domadder ok. Ech ginn déi dann elo sichen an da ginn ech Iech se.

(Hilarité et interruptions)

Bon, ech ginn Iech déi da spéider.

(Hilarité)

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que

– *le respect du droit international et du multilatéralisme constitue un intérêt vital pour le Luxembourg, dont la sécurité et la prospérité reposent sur l'existence de règles et d'institutions internationales fortes ;*

– *les développements récents sur la scène internationale témoignent d'une remise en cause croissante de l'ordre juridique international et d'une multiplication d'atteintes aux principes fondamentaux du droit international ;*

– *une diplomatie cohérente et fondée sur des principes constitue un instrument essentiel pour défendre les intérêts du pays ;*

– *la défense de l'État de droit international, des droits humains et des mécanismes de justice internationale représente un élément central de la politique étrangère luxembourgeoise et européenne,*

invite le Gouvernement à

– *condamner avec la plus grande fermeté toute violation du droit international, et à adopter une position publique claire et cohérente en faveur du respect des règles internationales ;*

– *œuvrer activement, au niveau de l'Union européenne, pour l'activation du mécanisme dit de « statut de blocage », dans le but d'assurer la protection de la Cour pénale internationale et des entités coopérant avec celle-ci contre les effets de décisions et législations extraterritoriales de pays tiers ;*

– *défendre activement, par tous les moyens possibles, les institutions internationales dont le Luxembourg est membre ;*

– *mettre la diplomatie luxembourgeoise au service de la défense et du développement du droit international par des initiatives concrètes au niveau européen et multilatéral.*

(s.) Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Gitt mir se effektiv eran, fir datt jiddweree se ka liesen am Laf vum Debat.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot, datt en eis invitéiert, iwwert déi amerikanesch Sécherheetsstrategie ze diskutéieren oder iwwert d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu där selwechter. Mee mir hunn elo grad den Aussen- a Kooperatiounsminister héieren, deen eigentlech scho bal indirekt dorobber geäntwert huet, well e ganz kloer Wieder fonnt huet, wat de Respekt vum internationale Recht ugeet. En huet ganz kloer och gesot, wéi d'Regierung verschidden

Interventiounen gesäit, déi vum amerikanesche President an deene leschte Woche lancéiert goufen. Esou kënne mir also net wierklech novollzéien, wou d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zur Politick aus dem Wäissen Haus onkloer wier.

Ech mengen, mir hu schonn dacks d'Geleeënheet hei gehat, eis doriwwer auszetausche bei sëllegen Debaten iwwert d'Aussepolitik, net zulescht elo. An ech denken, datt e grouse Konsens hei am Haus doriwwer besteet, datt mer déi Ausriichtung vun der amerikanescher Politick a vum Här Trump am Besonneschen net deelen, datt mer dat bedauern.

An ech hat schonn eng Kéier hei gesot: Wa mir an der amerikanescher Politick wieren, da géif de Gros vum Haus, mat e puer Ausnamen, sech warscheinlech an där selwechter Partei erëmfannen a mir géifen innerhalb vun där Partei warscheinlech awer déi selwecht Debate féieren, well mer net um selwechte Flillek vläicht vun där selwechter Partei wieren.

Dat hëlleft eis awer elo net weider, well mir si keng Amerikaner a mir hunn och net bei de leschten amerikanesche Wale gewielt. D'Amerikaner hunn e Choix geholl. Dee musse mer akzeptéieren. Mat deem musse mer elo nach e puer Joer op d'mannst liewen. An et ass jo net déi éischte Kéier. Den Här Trump war jo schonn eng Kéier President vun de Vereenegte Staaten, a seng Politick war net weesentlech anescht. Si war vläicht nach net esou ... Si war vläicht nach e Stéck manner radikal, well nach e puer, wann ech dat dierf esou soen, e bësse méi verstänneg Leit em e waren, déi awer all entre-temps ecartéiert goufen. Mee an der Ausriichtung war et awer net ganz aneschters.

An deemools waart Der jo an der Verantwortung. Dir hat den Ausseminister, dee sécher emol kloer Wieder fonnt huet, mee an der Aktioun awer vläicht dann heiansdo hannendrugehaangen huet. Well och deemools huet den Här Trump schonn drop oppmierksam gemaach, a virun him och schonn den Här Obama, datt d'Europäer endlech misste méi Verantwortung fir hir eegen Defense iwwerhuelen. Dat ass awer leider net geschitt. Et ass souguer deelweis vu Ministeren aus Äre Reien deemools refuséiert ginn.

Mir bedauern dat haut, an Dir warscheinlech och, datt mir eis net vill méi fréi als Europäer dorëms bekëmmert hunn a gekuckt hunn, datt mir eis Defense selwer kéinten organiséieren. Well wann Der wëllt, datt mer nach méi mat der Fauscht op den Dësch schloen als Lëtzebuurger, ech mengen, dat kënne mer maachen, mee dat wäert net ganz vill Wierkung weisen. Wa mir et als Europäer kéinte maachen, hätt dat méi Wierkung sécherlech. Mee da musse mir dozou och amstand sinn. Et ass eeben nun emol esou: Wann een an der Defense net opgestallt ass, da kritt ee manner nogelasschert, fir net ze soen a verschiddenen Deeler vun der Welt iwwerhaupt net nogelasschert.

An op dee Wee wëlle mir als Regierungspartei jo goen an dee Wëllen huet d'Regierung iwwert déi verschidde Ministere schonn dacks ënnerstrach. An déi Mesüre ginn och an d'Wëer geleet, zesumme mat europäesche Partner, zesumme mat de Partner an der NATO. An dann hoffe mir, datt mer déi breed Ënnerstëtzung dann am Haus hei och hunn, fir eeben eis Defenseausgaben eropzefueren a fir e staarke Partner an der NATO ze ginn, en europäesche staarke Partner an der NATO ze ginn, fir datt mer eis Defense selwer kënnen assuréieren. Well dat ass jo awer eng vun den Haaptaufgaben vun engem Staat an och vun enger Europäescher Unioun, datt mer eis Grenze kënne selwer schützen an datt mer eis selwer kënne verteidegen an eeben net op iergendeen aneren ugewise sinn. Mee am Moment si mir dat awer nach.

A mir mécht Suerger, wann ech den Här Trump gesinn am Wäissen Haus op sengem Pult déi international Situatioun analyséieren a kommentéieren op eng Aart a Weis, wéi ee se och an diverse Caféë vläicht heiansdo zu spéider Stonn matkritt, a wann en dann awer schonn esou ënnerschwelleg ze verstoe gëtt: „Majo, wann d'Europäer net geschwé reagéieren, majo dann, d'Ukrain ass wäit vun eis ewech“, dat huet e schonn e puermol gesot, „da mussen mir si och do net weider ënnerstëtzen.“ Dat mécht mir awer Suerger, well en esou onberechenbar ass a vläicht heiansdo awer Saache mengt, déi en einfach mol esou dohinner geheet.

Dofir, ech denken, Dir hutt Recht, dass mir allegueren déi Ausriichtung vun der Politik net deelen. Dir hutt och Recht, dass mir mussen onofhängeg ginn. A mir sinn och der Meenung, dass mer nëmmen aus der Stärker eraus kënnen nach méi kloer Wieder fannen. An dofir ënnerstëtze mer d'Regierung op deem Wee an ech hoffen de Gros vum Haus hei och.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet.

M. Franz Fayot (LSAP) | Däerf ech him eng Fro stellen?

M. Claude Wiseler, Président | Wann den Här Zeimet d'accord ass, dass den Här Fayot em eng Fro stellt, dann ... Här Zeimet?

(Assentiment)

Den Här Zeimet huet dat gär. Här Fayot.

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat war elo Är Interpretatioun. Ech verwiere mech net. Ech sinn iwwerrascht, dass et zu mengen Ausféierungen eng Fro gëtt.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Majo, wonnerbar.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech hat gemengt, déi wären esou kloer gewiescht.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et ass elo um Här Fayot an dann duerno um Här Zeimet fir ze äntweren.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ok, wonnerbar. Ech sinn och frou, dass en dat gär huet. Da si mir allen zwee frou.

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat war den Här Präsident.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här Zeimet, ech wollt Iech eng Remark maachen an eng kuerz Fro stellen. Dir sot: „Déi éischt Trump-Administratioun war net ganz anescht.“ Ech sinn do net enger Meenung mat Iech. Si war wuel och schonn affirmativ vis-à-vis géint China. Dat heescht, dee geopolitische Match huet sech deemools schonn ofgespillt. Dat krute mir och hei ze spieren. Et war sécher eng aner, well net dee selwechte Plang do war. Dës Kéier ass déi Administratioun ugetruede mat engem Plang 2025, dee vun der Heritage Foundation ausgeschafft gouf, deen effektiv op en zivilisatoreschen Émbau gesat huet, op en haarden Immigratiounskurs gesat huet, eng Attaque en règle géint d'internationaalt Recht. Dat war an der éischer Administratioun net do an dat ass dës Kéier do. An dat ass brandgeféierlech.

Dann eng Fro: Dir hutt gesot, et wären LSAP-Ministere gewiescht, déi sech géint déi Autonomie gewiert hätten oder déi dat net hätte wëlle matdroen. An ech wollt Iech froen, wourun Der dat festmaacht a wien Der domadder viséiert hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, also, den éischen Deel war éischer e Kommentar. An d'Fro war, u wat ech dat festmaachen. Dat maachen ech un Ausso fest, déi den deemolege Vizepremier Étienne Schneider gemaach huet 2018 iwwert d'NATO- a Verdeedegungsausgaben, wou zitéiert ginn ass: „Den Étienne Schneider refuséiert dem Donald Trump seng Fuerderung, den NATO-Defensibudget op 2 % ze erhéijen. Lëtzebuerg soll seng Verdeedegungspolitik net ënner politischem Drock aus Washington definéieren.“ Voilà.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat huet awer näischt mat der europäescher strateegescher Autonomie ze dinn.

M. Laurent Zeimet (CSV) | A sou?

(Interruptions)

Wann Dir et esou gesitt. Ech interpretéieren et anescht. Well wa mer méi fréi reagiert hätten op déi Kritik, déi vun den Amerikaner zanter Jore gemaach gëtt un den Europäer am Kader vun der NATO – an ech soen et nach eng Kéier: net eréischt zanter dem Här Trump, mee och schonn ënnert dem Här Obama –, da wäre mer haut vläicht e Schratt weider wéi dat, wou mer elo dru sinn. Mir sinn an enger, ech soen elo mol, onglécklecher Situatioun – et kéint een nach aner Wieder fannen –, well mir hunn, wann d'Amerikaner sech zrëckzéien, keng Defense. Ech fannen dat net be-rouegend!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, zënter dass den Donald Trump nees am Oval Office sétz – dat ass jo elo bal 15 Méint hier –, huet d'Welt sech ganz kloer verännert, awer mat Sécherheet net onbedéngt ëmmer zum Gudden.

An deem 29 Säite laange Strategiepabeier, dee mer jo elo de Moien hei diskutéieren, wou ech dem Här Fayot och Merci soen, dass en dat op den Ordre du jour gesat huet, do spiert ee jo ganz séier eraus, dass Amerika sech selwer wëll als déi beschten Natioun duerstellen. An dee Pabeier ass jo och ganz kloer op de President Trump axéiert.

Eppes muss een zumindest hei ervirhiewen: An deem Pabeier gëtt eng kloer, eng onmësverständnislech Sprooch geschwat. Besonnesch mir Europäer, mengen ech, wëssen elo spéitstens no deem Pabeier, wou mer mat eisem Partner do dru sinn.

De Geescht vun der MAGA-Politik ass ouni Zweifel och omnipresent, an d'Interesse vun de Vereenegte Staate ginn natierlech ëmmer erëm do an de Vierdergrond gestallt. D'USA wëlle ganz kloer d'Welt dominéieren. D'USA gesi virun allem ee grouse Feind. Dat ass China. D'USA wëlle sech virun allem an indopazifische Raum méi engagéieren.

„Allianzen“ ass glécklecherweis kee Friemwuert an deem Strategiepabeier. Dat muss een awer hei ënnersträichen. Allerdéngs mussen sech dann déi Alliiéiert un d'US-Normen halen. Dat ass och eppes, wat een awer hei muss nach eng Kéier kloer betounen.

Wat d'Veerdeedegungspolitik ubelaangt, ech mengen, do ass keen neie Moment agetrueden. D'Amerikaner hunn och schonn ënnert de Virgänger vum Här Trump ëmmer erëm drop higewisen, dass mir Europäer mussen méi Effort maachen, wat d'Veerdeedegungspolitik ubelaangt, wat eis Contributioun zur NATO ubelaangt. Dat hu mer jo och entre-temps esou decidéiert.

Ee Volet, deen natierlech ëmmer erëm hei erëm-kënnt, dat ass d'Migratioun. D'Migratioun gëtt quasi als eppes Béises dohinnergestallt vun den

Amerikaner. Ganz kloer gëtt d'Ausso gemaach, dass si d'Migratioun wäerte wëlle stoppen. Dat ass eng Approche, eng gesellschaftspolitesch Approche, déi mir an eiser Kultur hei esou net kënnen deelen.

Natierlech ass et och wéineg iwwerraschend, dass hei den Akzent virun allem op d'Ekonomie an op de Business gesat gëtt. Een Thema gëtt komplett ignoréiert. Dat ass den Thema Émwelt. Deen zielt net fir d'US-Amerikaner. De Klimawandel, dat ass en Tabu. Dat ass natierlech och eppes, wat contraire zu deem steet, wat mir an Europa awer hei esou aneschters gesinn. Jiddefalls, eppes muss een elo schonn zu deemem Zäitpunkt soen: dass leider déi US-Administratioun hei kee Sënn huet fir eng nohalte Welt. Dat ass natierlech ganz schlecht.

An dann natierlech, an dat ass dat, wat eis besonnesch muss interpelléieren, geet et op der Sait 25 natierlech richtig lass, wou am Fong geholl eng Bewäertung dann iwwert de Kontinent Europa gemaach gëtt. Et kann ee scho bal soen, mir kréien d'Levitte gelies.

Do gëtt ganz kloer behaupt, d'Migratioun wier schold drun, dass d'Europäer hir Identitéit verluer hätten, et géing an Europa keng fréi Meenungsäusserung méi ginn. Dat muss ee sech emol virstellen, dass esou Ausso grad vun engem Regimm, kann ee scho bal soen, kommen, deen amgaangen ass, a Richtung – an dat soen ech ganz éierlech – faschistesche Staat ze goen, deen d'Institutionen net respektéiert! Dee geheet dann den Europäer vir, dass mir keng fréi Meenungsäusserung méi géinge kennen an d'politisch Oppositioun géing ënnerdréckt ginn. Ma da solle se mol kloer Beweiser bréngen!

Ech mengen, mir sinn nach déi Länner, wou am Fong geholl nach reegelrecht Walen ofgehal ginn a wou leider – leider, muss ee jo soen – ëmmer méi Leit un d'Muecht kommen, wou mer léiwer hätten, dat wier net de Fall.

Jiddefalls, spéitstens da muss ee sech awer ganz seriö Fro stellen. An et kommen dann natierlech och Erënnungen un déi Ried, déi de Vize Vance zu München de 14. Februar d'lescht Joer gehalen huet.

Inakzeptabel ass jiddefalls awer och d'Behauptung, wéi wa mir Europäer praktesch dru schold wieren, dass déi Relatioun mat Russland net méi géing an deem Mooss funktionéieren, wéi dat de Moment ass. Mir sinn am Endeffekt dach déi Béis, dass dee Krich do u sech declenchéiert ginn ass. Ech mengen, do ass jiddefalls och e Wëllen ze erkennen, dass d'USA vläicht net méi bereet sinn, mat aller Determinanz d'Ukrain an Zukunft wëllen ze ënnerstëtzen.

Dat do muss eis natierlech interpelléieren. Mir mussen jiddefalls als Europa ganz kloer vill méi Selbstbewusstsein entwéckelen. Dat wëllt net heeschen, dass mer d'Partnerschaft mat den USA solle fale loosse. Mee wann een éierlech ënner Partner schwätzt, da muss een awer och kënnen engem aneren d'Mee-ning soen.

An eppes, wat ech awer och besonnesch nach hei wëll ënnersträichen: Do gëtt quasi en Opruff gemaach, wéi hei an Europa soll gewielt ginn! Do solle patriotesch Parteie gewielt ginn. A mer wësse jo, wat fir eng Gesellen dat sinn. Da soen ech awer ganz éierlech: Da kënnen mir eis awer och d'Recht eraushuelen, och emol Walempfeelunge vis-à-vis vun den Amerikaner ze ginn! Do soen ech ganz éierlech: Ma léif Amerikaner, da wielt bei de Midterms d'Demokraten!

Jiddefalls, als Konklusioun muss ee ganz kloer hei soen: Déi drastesch Kursännerung, déi mer de Moment erkennen, déi kënnen mer als Europäer esou net stillschweigend hinuelen. Mir mussen méi selbstbewusst

ginn, mir musse méi onofhängeg ginn, besonnesch wat d'Energie ubelaangt, besonnesch wat d'Defensepolitick ubelaangt. Jiddefalls, Europa huet ganz villes ze verteidegen, vill Wäerter ze verteidegen. An ech gesinn Europa net an Zukunft als Vasall vun US-Amerika.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. D'Wuert huet elo den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegeen, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dem Här Fayot soe mer Merci fir déi Heure d'actualité haut iwwert d'national Sécherheestsstrategie, wou geschwat gëtt iwwer Ingerence an d'EU-Innepolitick oder d'Länner vun der EU.

Et kann een eng Vue hu wéi den Här Fayot. Dat ass richtig. Et kann een och e bëssen eng aner hunn. A mir hunn eng liicht aner.

A loosst mech direkt kloer sinn: D'Opreegung, déi hei awer opgefouert gëtt, déi ass awer relativ selektiv an och e bëssen onglafwierdeg. D'Realitéit, déi nämlech ignoréiert gëtt, ass déi, dass eng Ingerence an aner Länner och vun europäesche Länner gemaach gëtt an och vun der EU gemaach gëtt iwwer eng ganz Partie Programmer, net ëmmer esou direkt, mee iwwer ONGen oder Projeten, déi finanzéiert ginn a verschidene Beräicher, wéi zum Beispill Migratioun, Gesellschaftspolitick, an anere Länner.

Dat ass legitim, kann ee soen, mee féiert dozou, dass eng bestëmmte politesch Richtung strukturell gestärkt gëtt. An dat gesinn déi Länner och – mir hu virdrun iwwer Kooperatioun geschwat – als Ingerence.

A wéi war et dann an de leschte Joren? Wéi oft hu mer hei Warnungen héieren, och vu Lëtzebuurger Politiker, vun europäesche Politiker, Kommentarer an och e ganz kloert Parteianhuelen an den amerikanesche Walen? Wéi vill Leit hunn och hei an Europa kloer opgeruff, fir d'Kamala Harris ze wielen an net den Trump? Mir hunn eis iwwregens an deem amerikanesche Walkampf komplett erausgehale waren neutral. An ech ginn Iech e ganz kokasst Beispill. Dat war nach den Här Asselborn. Dee war Ausseminister 2017, wou dee gesot huet am franséische Presidentschaftswalkampf, d'Madamm Le Pen misst gestoppt ginn. Stellt Iech emol vir, en auslänneschen Ausseminister seet am lëtzebuergesche Walkampf: „D'LSAP muss gestoppt ginn!“ Dann ass d'Opreegung grouss.

(Brouhaha)

Mee mir kënnen et awer mat deenen anere maachen. An dat ass puer Hypokrisie! Dat ass d'Duebelmoral, déi hei herrscht.

Ech wollt awer net nëmmen op d'Form agoen, mee och op den Inhalt. An dat ass dat, wat och schonn ugeschwat ginn ass. Firwat kritiséieren d'USA? Et ass jo net den Här Trump, deen dee Pabeier do geschriwwen huet. Dat ass jo Amerika. Firwat kritiséieren déi Europa? Net well se eis Géigner sinn. Am Géigendeel, si gesinn eis als Partner. A si gesinn eis als Partner, well mer fundamental déi selwecht Basis hunn: Fräiheet, Demokratie, Rechtsstaat. Mir gehéiere mat Amerika zum selwechten Zivilisationsraum a si waren ëmmer eis Partner.

An et geet nach méi wäit. An den USA spillt d'Hierkonft eng wichteg Roll, méi wéi bei eis. An duerfir versti mir vläicht net ëmmer hir Iwwerleung. Si gesi sech jo selwer als europäeschstämmeg, als Iren, Däitscher, Italieener a vill och als Lëtzebuergesch. Si si souzoesoe reegelrecht – an Dir hutt alleguer Famill do – eis Cousinen. A si hunn eis zweemol befreit am leschte Joerhonnert. A si sinn eise stäerksten

NATO-Partner. An dowéinst wëllen d'USA am Fong, an dat ass dat, wat se bezwecken, e staarkt a selbstbewusst Europa a kee schwaache Kontinent. An dowéinst ass et och legitim, dass Partner sech géigesäitig soen, wa se mengen, dass eppes net richtig leeft.

A mir musse mol éierlech sinn: Duerch d'Massenimmigratioun ass d'Situatioun a villen europäesche Länner aus dem Gläichgewicht geroden. Parallellgesellschaften, Onsécherheet, Polariséierung an der Politick – dat dierf een dach net einfach ignoréieren!

(Interruptions)

De Brexit ass komm no 2015 duerch d'Migratioun. D'Ophiewe vum Schengen-Accord kënnt duerch d'Migratioun. An all déi Parteien, déi Dir jo guer net un der Muecht wëllt hunn, sinn haut an deene meeschten europäesche Länner déi stäerkste Kräften, an dat duerch d'Massenimmigratioun! Dat heescht, déi politesch Stabilitéit, déi Der ëmmer wollt, déi ass hin. An dat ass d'Resultat vun där Massenimmigratioun.

Dann en zweete Punkt, dat ass dat, wat se soen iwwert de Green Deal. De Green Deal ass en ideologesche Projet géint d'Industrie. D'Energiepräisser explodéieren, Milliounen Aarbechtsplaze sinn a Gefor, während China an d'USA ëmmer weider produzéieren. De Green Deal ass wirtschaftleche Selbstmord! Dat ass d'Realitéit. Do hu se Recht.

An drëttens dann d'Meenungsfräiheet. Digital Services Act, Cancel Culture: Misslibeg Meenunge ginn net méi gär gesinn hei an Europa a ville Länner.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | An Amerika gëtt ee mam Doud bedrot!

M. Fred Keup (ADR) | An eng Demokratie muss kritesch Stëmmen aushalen, léif Kollegeen, an net d'Bierger aschüchteren!

(Coups de cloche de la présidence)

D'Meenungsfräiheet steet a villen europäesche Länner ënner Drock. An et brauch ee just net wäit kucken ze goen. An Däitschland, do war eng Affär, do war een, deen hat „Schwachkopf“ gesot fir de Minister Habeck, an du krut en eng Hausdurchsuchung. Op deem Punkt si mer ukomm an Däitschland! An dat ass dat, wat si kritiséieren. Dat ass d'Realitéit. An déi eigentlech ...

M. Georges Engel (LSAP) | An Amerika gi se erschoss!

M. Fred Keup (ADR) | ... Fro ass net: Dierfen d'USA dat soen? D'Fro ass: Hu mir de Courage, och eis als Europäer selwer an de Spigel ze kucken? An hutt Dir dee Courage? Well et ass net esou einfach, wéi Dir hei sot.

Mir als ADR soe kloer: Mir wëllen eng staark transatlantesche Partnerschaft baséierend op Respekt a Gläichgewicht. Mir wëllen en Europa, dat seng Problemer awer unerkennt, seng Bierger eescht hält a seng Zukunft an d'Hand hält. An eng Kritick vun engem Frënd ass keng Bedroung, si ass eng Chance. Loosst eis dës Debatt notzen, net fir politesch Punkten hei ze sammelen, mee fir Lëtzebuerg an Europa méi staark ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Gilles Baum (DP) | Wéi kann een esou naiv sinn?!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson. Madamm Tanson.

(Interruption)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Pardon?

(Interruption)

Jo, et ass ëmmer d'Fro, ob een dat seet, wat een ursprüngelech wollt soen, oder ob een op dat ageet, wat grad gesot ginn ass. Bon, ech kommen elo leider net derlaanscht, och nach eng Kéier ...

(Interruption)

Nee, mee d'Fro, déi ech mer wierklech gestallt hunn, Här Keup, wéi ech Iech nogelauschert hunn, ass, ob Der dee Pabeier iwwerhaupt gelies hutt, ëm deen et hei geet.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, natierlech!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well u sech, op där enger Säit sot Der, mir sollten d'Amerikaner gewäerde loosse, a si eigentlech – well dat ass jo dat, wat wierklech de Problem ass – sech net un d'internationaalt Recht halen. Bei hinnen – ech mengen, dat ass e klengen Detail, deen Der elo vläicht vergiess hutt – gëtt et relativ vill Debatten, well Leit an der leschter Zäit erschoss gi sinn, well se hir Meenung geäussert hunn. Ech mengen net, dass dat d'Situatioun ass, weeder hei am Land nach an aneren.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Ma well se hir Meenung zum Ausdrock bruecht hunn an op Manifestatiounen waren. Herno ware se dout. Voilà, dat ass awer de Fait.

M. Fred Keup (ADR) | Dat stëmmt net!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A, dat stëmmt net. Ok, dann hunn ech vläicht alternativ Noriichtequellen dee Moment.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert! Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Respektiv Dir sot, et wier esou eng grouss Meenungsfräiheet an den USA. Do sinn Unien, déi net méi déi néideg Fonge kréien, ganz wichteg Unien, déi net méi fondéiert gi vum Staat, déi eng ganz wichteg Rechercheaarbecht maachen, oder deenen hir Fongen a Fro gestallt sinn, well do Leit sinn, déi eng aner Meenung hu wéi déi aktuell Regierung. Dat ass déi Welt, an där d'USA liewen. An op där anerer Säit sot Der dann awer, mir sollen eis e Beispill un hinnen huelen.

M. Fred Keup (ADR) | Dat hunn ech net gesot, Madamm Tanson!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, ech kann ...

M. Fred Keup (ADR) | Dir verdréit erëm alles!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, natierlech. Ech hu vläicht och net richtig verstanen, wat Der eis wollt matdeelen.

(Interruptions)

Jo. Ech muss awer soen, wa mer dann erëm zrëckkommen op déi Debatt elo vun hei, an dat ass eppes, wat wierklech luewenswäert war, Här Premierminister: Dir hat trotzdeem den Nerv, an där Situatioun, an där mer elo sinn, op Harvard ze goen, eeben eng vun deenen Unien, déi, mengen ech, scho relativ vill Chercheuren erausbruecht huet, och scho vill Saache mat op de Wee ginn huet. Do sidd Der higaang, an eng Uni, déi den amerikanesche President als Witz bezeechent, an Dir hutt do wierklech eng ganz kloer Ried gehalen. Dir hutt verschidde Saache gesot, wéi zum Beispill: „Yes, we want technological progress, but it must serve humanity. Yes, we want economic growth, but it must respect planetary limits. Yes, we want security, but not at the expense of freedom, trust and social cohesion.“

Ech mengen, ech sinn do ganz bei Iech. Europa brauch definitiv eng staark Stëmm. An Europa sollt och un de Mënscherechter an dem Asaz fir Mënsch an Natur festhalen. Europa sollt d'internationalt Recht an de Vierdergrond stellen. An Europa sollt fir Sécherheet suergen, awer dobäi net seng Fräiheet an Humanitéit verléieren, wéi Verschiddener dat heibanen och gäre maachen.

Schwierig gëtt et awer, wann ee sech ukuckt, wéi sech déi grouss Prinzippien an der Realitéit heiheem deklinéieren. Et sinn dräi Beispiller. Si recoupiéiere sech mat deenen, déi den Här Fayot virdru genannt huet, mee ech ginn awer drop an, well se wichteg sinn.

Dat éischt Beispill: D'USA gräife fir d'éischt de Venezuela, duerno den Iran un, ouni awer genee Pläng, ausser de Plang vum Pétrol, deen iergendwéi ëmmer am Raum steet, a virun allem awer ouni datt et konform ass zum internationale Recht.

Dir, Här Premierminister, hutt zwar wuel an där Debatt hei virun zwou Wochen zum Iran e puer Froen an de Raum gestallt, mee refuséiert eigentlech, datt ganz kloer ze verurteilen. Ech si frou, den Ausseminister elo de Moien héieren ze hunn. Esou kloer Wieder, wéi Der elo fonnt hutt, hutt Der bis elo net fonnt gehat. Dir hutt se och schonn an der Press geäussert elo déi lescht Deeg. An et ass am Fong dat, wat mer vun Iech erwaarden, dass Der, wann déi Situatiounen sinn – net nëmme vun Iech, mee och vun Iech, Här Premierminister –, ganz kloer sot, datt dat doten net geet. An ech wier nawell frou, och do Är Positioun elo dozou ze héieren.

De Problem ass jo einfach deen: Mir wëssen net, wat de Plang ass. Mir wëssen net, wat dat do fir Konsequenzen och mat sech bréngt. Mir gesinn, dass et elo scho Konsequenze mat sech bréngt an d'ailleurs och wäert nach zu Migration féieren, Här Keup. Dat heescht, déi Lohhudelei, déi Der elo grad hei gemaach hutt ... Eng vun de Konsequenze vun där Aktioun, déi am Moment an der Regioun geschitt ...

(Interruption par M. Fred Keup)

Eng vun de Konsequenze wäert sinn, dass d'Leit musse flüchten, well hiert Doheem zerbommt gëtt vun den Amerikaner, well se herno näischt méi z'iesse hunn, näischt méi ze drénken hunn, net méi a Sécherheet kënnen liewen, well hir Kanner zum Deel och zerbommt ginn. Ech mengen net, dass dat Situatiounen sinn, déi mer gutt fannen. An herno wannere mer eis dann, wann déi Leit aus der Regioun fortginn an dann hei bei eis landen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Zweet Beispill: Mir hänken, grad als klengt Land, dervun of, datt international Institutiounen existéieren, e Kader setzen a sech och drëms bekëmmen, datt international Reegelen agehale ginn. D'Internationale Strofgeriicht ass esou eng Instanz. Si jugéiert déi Mënschen, déi sech u keng Reegelen halen, Diktatoren, déi Genocidë beginn oder Krichsverbrieche oder aner Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, bei sech oder bei den Noperen.

Den Trump war net averstane mat de Prozeduren, déi d'CPI géint den Netanjah ageleet huet, an huet Sanktiounen géint verschidde Riichter geholl. Dir hutt dat als Regierung zwar op d'Nofro hin an enger Question parlementaire vun der LSAP kritiséiert, huet awer hin, datt d'Spuerkeess Konten, net vu Riichter, wat och net an der Rei gewiescht wier, mee vun der CPI selwer, blockéiert.

D'Spuerkeess ass ons Staatsbank, wéi et ëmmer esou gär heescht. Dat ass net nëmme eng Compliancefro,

mee och eng politesch Fro an also eng vun der politescher Verantwortung. Eiser Meenung no ass et inakzeptabel, datt äusserst bedenklech Mesüere vun engem Drëttstaat faktesch Wierkung op staatlech Institutiounen zu Lëtzebuerg hunn.

Duerfir meng Fro un Iech, Här Premierminister: Dir sot dem „Lëtzebuerg Wort“, datt Der informéiert waart iwwert dat Kontenzoumaachen. Kënn Der eis do wannehgelift Detailler ginn? Wien huet Iech informéiert, virdru, duerno? A virun allem, wat war Är Reaktioun dorobber? Hutt Der zum Beispill mat der Spuerkeess doriwuer geschwat, wéi Der dat fannt? Respektiv hutt Der mat der CPI Kontakt opgeholl, fir wéinstens e bësse Schadensbegrenzung ze maachen?

(Interruption par la présidence)

Lescht Beispill: d'Liwwerkettegesetz. Och do gesi mer, dass vill Lobbyarbecht gemaach gëtt. Am Transparenzregister fanne mer näischt doriwuer. D'Resultat ass, dass e ganz wichteg Gesetz äusserst geschwächt ginn ass an dass mer eigentlech déi Reegelen, déi Wäerter, déi och den Ausseminister elo grad nach hei vu sech ginn huet an déi mer alleguerten ënnerstëtzen, net wëllen an eis Gesetzgebung afléisse loosse, wann et drëms geet, dass déi Entrepreneuren, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, deenen hir Produite mir kafen a consomméieren, musse kontrolléieren, ob hir Liwwerkette wierklech vun A bis Z och konform sinn zu deene Wäerter, fir déi mer hei ëmmer stinn, hei ëmmer dofir plädéieren a grouss Rieden halen. Mir hätte gären, dass déi och duerch d'Liwwerkette gemaach ginn. D'Amerikaner hu vill Lobbyarbecht gemaach, fir dass dat net geschitt. D'Resultat ass, mir gesinn, dass dat Gesetz extreem geschwächt ginn ass.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, wann een iwwert d'nationale Sécherheitsstrategie vun den USA schwätzt, ass et immens schwéier, se am Moment iwwerhaapt ze cernéieren. Et kann ee sech natierlech op dat Dokument baséieren, wat publizéiert gouf. Et kann een natierlech och kucken, wéi dat Dokument am Moment mat Liewe geféilt gëtt. An dat ass net onbedéngt ëmmer och kohärent mat deem, wat d'Administratioun zu Washington seet.

Dofir, mengen ech, musse mer als Éischt emol d'Realiteit unerkennen, ouni a Panik ze verfallen, mee awer och ouni naiv ze sinn. Déi nei Strategie, wéi se op de Pabeier komm ass, ass keng Iwwerraschung gewiescht. Et ass u sech d'logesch Konklusioun vun deem, wat d'US-Verwaltunge schonn ënnert dem George W. Bush ugefaangen hunn, wat den Obama weidergefuert huet, wat Trump I gesot huet, wat den Joe Biden gesot huet a wat elo den Trump II dann nach eng Kéier mécht.

D'Iwwerraschung, mengen ech, fir eis alleguerten, dat ass d'Exekutioun dovunner. Mir dierfen eis dofir net méi nëmme reaktiv opstellen an eis ëmmer nees iwwerrasche loosse. D'Beispiller, d'Spuerkeess an de CPI, d'Attack am Iran, de Venezuela, alles dat weist eis eppes: Mir mussen als Europa, jo, mir mussen och als Lëtzebuerg méi proaktiv sinn an eis net ëmmer nëmme reaktiv iwwerrasche loosse.

A wann een déi Strategie da liest a wierklech an den Detail geet, da mierkt een, datt u sech net déi sécherheitspolitesch Aussoen déi geféierlechst an där ganzer Strategie sinn, mee et ass déi ideologesch Dimensioun an deem Pabeier, déi dat Geféierlechst ass.

Et ass net nëmme eng Sécherheitsstrategie, et ass eng ideologesch Interventioun an eisen Demokratie. De Saz, an ech zitieren, „Cultivating resistance [...] within European nations“ ass eng direkt Bedrohung vun eiser europäescher Kohäsioun. Esou eng Amëschung an intern Affäre géife mer an anere Länner, wann aner Länner dat géife maachen, direkt op d'Schäerfst verurteilen! An ech hunn net d'Gefill, datt mer als Lëtzebuerg bis elo déi richteg Äntwert drop ginn hunn, wat dat dann och an eise bilaterale Relatiounen bedeit. Wéi eng Resistance muss dann an enger European Nation wéi Lëtzebuerg kultivéiert ginn, engem Parlament, wou all Stréimung kann dat soen, wat se wëllt, och wann et heiansdo schwéier ass, nozelauschteren?

Une voix | Dat ass richtig.

M. Sven Clement (Piraten) | Da kommen ech op e weidere Punkt aus der Strategie. Dat sinn natierlech déi 5 % Defenseausgaben, déi eis als Lëtzebuerg natierlech ënner Drock operluecht goufen. Mir sinn net ganz fräiwëlleg op déi Ziel komm, mir hu se awer schlussendlech matgedroen a mir kënnen se natierlech elo als eng Fal gesinn oder als eng Chance. Ech géif et virzéien, mir géife se als Chance gesinn, mir géifen et weiderhin notzen, fir méi strateegesch Autonomie vu Lëtzebuerg, mee insgesamt vun Europa ze schafen. Eis Strategie fir Cyber a Space mécht doranner Sënn. Kommt, mir setzen op dat, wat mer kënnen, an dorop, wéi mer dat nach kënnen weider verstärken!

D'Fro, déi ee sech awer stelle muss, dat ass: Wéi wäit kënnen mer engem Alliierte vertrauen, deen den Artikel 5 just nach als transaktionell Verhandlungsmass gesäit? An dat ass, mengen ech, déi Fro, mat där mer eis alleguerten op dem politeschen Niveau musse beschäftegen. Fir eis ass kloer: Mir brauchen eng staark Verteidigungsallianz. Mir kënnen net aleng. Europa ass haut net staark an net erwuesse genuch, wat seng Defense ugeet, fir dat ze schafen. Dofir musse mer vläicht och nei Piste sichen, wéi mer dat an Zukunft assuréiere kënnen.

D'Polen hunn do e Choix getraff, fir dat reng transaktionell ze gesinn: „Kommt, mir kafe genuch an da wäert eis schonn näischt geschéien!“ Ech mengen net, datt dat d'Äntwert ass, well dat féiert eis just weider an eng weider wirtschaftlech Ofhängegkeet. An d'wirtschaftlech Ofhängegkeet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng Sécherheitsfro.

D'Douanetariffer, an den Ausseminister hat dat och méi wéi eng Kéier gesot, maachen net nëmme en ekonomesche Schued, mee se sinn e strukturellt Instrument, fir Europa ze schwächen. Mir brauchen dofir méi souverän Entschéidungen, wann et ëm eis Ekonomie geet. Mir brauchen e sougenannt souveräne Stack: Energie, AI, Finanzindustrie, alles Plazen, wou mer haut vill ze vill ofhängeg si vun den Develloppementer an den USA respektiv am Rescht vun der Welt. A wann Europa wëllt um Dësch vun deene Grouse mat sëtzen an net nëmme um Menü stoen, da musse mer och d'fir suergen, datt mer déi souverän Entschéidung kënnen selwer droen. A Lëtzebuerg kann do, opgrond vu senger Finanzplaz, eng Schliesse roll anhuelen.

Jo, mir brauchen d'USA als Partner, mee d'Liberatioun 1944/1945 ass kee Fräifaartsschäin, fir sech einfach an d'intern Affäre vu Lëtzebuerg oder Europa anzemëschen. Jo, den Donald Trump ass net éiweg do, mee de Schued – an do sinn ech mam Här Zeimet net ganz averstane –, deen en haut uriocht, deen ass institutionell, strateegesch an, jo, och e Vertrauensverloscht, dee ka Joerzénge undauern. D'Äntwert dierf awer net Antiamerikanismus sinn, mee e strateegesch Erwuessegi vun Europa a vu

Lëtzebuerg, Partner bleiwen a gläichzäiteg Ofhängekeeten ofbauen.

An, Här President, als lescht Wuert aus der Strategie schreift d'amerikanesch Verwaltung selwer: „We want Europe to remain European.“ Mee wien Europa ass, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat entscheede mir zesummen als Europäer an net d'Wäisst Haus zu Washington!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat Dokument, déi Strategie vun den Amerikaner – vum Trump, net vum amerikanesche Vollek, entgéint deem, wat d'ADR behaupt –, wann een dat liest, dann huet een den Androck, datt et vun engem Grupp vu rietse Soziopathe geschriwwen gouf, an dat ass jo och de Fall.

Et soll een et trotzdeem liesen, well et huet en Impakt net just op d'amerikanesch Vollek, mee op Europa, op d'ganz Welt, a kee gudden Impakt! Engersäits mierkt een: Et ass eng total Hybris vun dëser Administratioun, eng total Iwwerschätzung. Si sinn dat beschte Land op der Welt. Mir wëssen, mir Europäer ... Ech mengen, déi allermeescht wëlle léiwer an Europa liewe wéi an den USA, wat e Land ass, wat zum groussen Deel souwisou ënnerentwéckelt ass, mee et ass och voller Aggressivitéit géinteniwwer alle Kontinenten.

Et ass u sech eng Aart imperial Konstanz natierlech och do an der amerikanescher Politick, mee beim Trump ass et eenditeg méi brutal an aggressiv. A wann ee kuckt, wéi se déi verschidde Kontinenter opdeelen an ënnerdeelen: Amerika, déi zwee, Nord, Süd, dat gehéiert hinne, dat gehéiert den USA. Afrika, dat ass just gutt, fir ausgeplündert ze gi mat Hëllef vu lokalen Despoten, déi dann do ënnerstëtzt ginn. Iwwert den Noen Osten, dat ass dat Witzegst, do steet einfach dran, den Trump hätt déi ganz Regioun stabiliséiert. Do mierkt ee wierklech, wéi matsch se sinn. Asien, dat ass e Kontinent, wou ee soll investéieren, mee do gëtt et dee groussen Enemy. Dat ass China. A China muss mat alle Mëttele klenggehal ginn, y compris mat militäresche Mëttele. Dat ass déi grouss Gefor. Russland gëtt net richtig eescht geholl. Dat ass e schéine Message fir de Putin. An da kënnt Europa. An nee, si sinn net eis Frënd. Ganz am Géigendeel, si sinn eis Feinden.

Ganz kloer, d'Amerikaner wëlle sech amëschen. Et ass schonn e puermol hei gesot ginn: Si mësche sech an, si wëllen eis eng Agenda opdrängen, déi mir net wëllen. A si hunn och dofir lokal Antennen, rietsextrem Parteien, riets Parteien an all Land, déi den Trump an déi MAGA-Politik ganz gutt fannen. Hei zu Lëtzebuerg ass et eeben d'ADR. An dat sinn einfach déi Relais, déi an Europa sinn, fir d'Interesse vum Trump a senger Elitt duerchzusetzen hei an Europa. Et kann ee scho bal vu fënnefer Kolonn schwätzen. Entgéint deem, wat Rietser ëmmer erzielen, si se keng Patrioten. Si sinn Antipatrioten. Dat, wat Rietser wëllen an hirem Kär, dat ass ze dominéieren op eng autoritär Aart a Weis, ...

(*Interruption*)

... dat mat Hëllef vun hire Milliardärschapainen. Et si meeschtens och nach gescheitert Perséinlechkeeten, déi liddreg sinn – do gëtt et en Historiker, de Chapoutot, deen erkläert dat –, déi versichen, iergendwéi Profitt ze maachen op Käschte vun anere Mënschen, an déi guer keng Empathie hunn. „Ausländer raus!“ ze ruffen, dat ass kee Patriotismus, dat ass

Mënschefeindlechkeet. Rietser sinn och Feiglingen: Si gi jo meeschtens an der Meute. Si ginn ëmmer deene Schwächsten d'Schold. Si gräifen ëmmer an der Meute un. Dat gesäit een an den USA, wann den ICE Mënschen einfach esou op der Strooss ëmbréngt.

Den Trump wëllt Europa zerstéieren. An dat ass u sech de ganze Projet: E wëllt eise Sozialstaat zerstéieren, e wëllt eis Bildung, eis Recherche zerstéieren, wéi dat, wat an den USA amgaangen ass ze geschéien. E wëllt d'Meenungsfreiheet sou staark wéi méiglech aschränken, wann och mat Terror, mat Ëmbréng vum Opponenten. A jidderee gëtt zum Däiwel gemaach. Fraen: Feminismus gëtt anscheinend als Ideologie duergestallt géint Männer. Ausländer: Mënschen, déi hei Schutz sichen, ginn als Feinden ausgewisen. Dat ass u sech dee klassesche Scheema vun de Rietsen, an den Trump wëll dat hei importéieren.

De Problem ass awer och deen – an dat ass vläicht nach méi geféierlech –, datt esou Ideologien deemno wéi heiansdo och nach salonsfäeg gemaach ginn duerch politesch Parteien aus der Mëtt oder aus dem Mëtt-Riets-Spektrum, déi mat rietsextrem Parteien och hei an Europa zesumme wëlle schaffen. Dat gesäit een och am Europaparlament, an dorobber muss ee ganz gutt oppassen.

Et ass jo och kee Wonner, wann déi Eliten, déi elo den Trump ënnerstëtzen an all déi rietsextrem Parteien ënnerstëtzen, sech zum Beispill d'Meedie wëlle gefüege maachen, andeems se zum Beispill öffentlich-rechtlech Meedien ugräifen, se wëlle privatiséieren oder futti maachen, fir dann iergendee vun hire Copainen un d'Spëtzt ze setzen, deen dann de ganzen Dag Propaganda a Lige weiderféiert.

Deem Spuk kann een awer och en Enn setzen. An ech mengen, an den USA ass den Trump amgaangen, wierklech u Support an der Gesellschaft ze verléieren, wat geféierlech ka sinn, well e kann nach méi brutal géint seng eege Bevëlkerung goen. Mee deem Spuk kann een och en Enn setzen, andeem een all seng Aventuren a seng Kricher, déi illegal sinn, net ënnerstëtzt, a kenger Hisiicht ënnerstëtzt, well si sinn net eis Alliéiert.

Bon, et schéngt relativ kloer ze sinn, mee ech mengen, mir müssen – an et ass scho gesot ginn – méi a Richtung Sánchez goe wéi Merz. An ech mengen, mir wëllen all hei an der Chamber e bësse méi kloer Wieder, nach méi kloer Wieder vun eiser Regierung héieren, fir ze soen: „Dat heite wäerte mer net ënnerstëtzen, wat den Trump op dëser Welt organiséiert. All déi Kricher wëlle mer net ënnerstëtzen. A jo, mir wëllen en anere Regimm an den USA, well den Trump ass eise Feind.“

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Aktualitéitsstonn ass nützlich a gutt a se reit sech eigentlech an an Debatten, déi mer hei elo schonn e puermol geféiert hunn a wou d'Regierung ëmmer erëm hir Meenung kloer zum Ausdrock bruecht huet. Mir haten eng Debatt hei, nodeem den ukrainnesche President Selenskyj am Wäissen Haus empfaang ginn ass, an dat war jo bekanntermoossen e bësse schifgaangen. Mir haten eng Debatt heibanen, wéi d'Attacken op den Iran ugefaangen hunn.

Alles Evenementer, déi eis perturbéiert hunn a wou mer och kloer als Regierung gesot hunn, wat mer doriwwer géingen denken.

Haut ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Sécherheitsstrategie vun Amerika, woubäi dat Wuert „Aktualitéit“ zweesäiteg ass, well engersäits ass déi Strategie schonn e puer Méint al, mee se kritt natierlech ëmmer erëm en neie Reflet duerch déi geopolitesch Evenementer, déi geschéien, notamment och, wéi gesot, am Iran.

Mir hunn eis déi Strategie net haut, mee schonn am November ugekuckt, an et ass ganz kloer, datt do vill Sätz drastinn, déi mir net kënnen deelen an déi mir och net esou geschriwwen hätten. Notamment dat ganz Kapitel iwwer Europa entsprécht net deem, fir wat déi Parteien, déi d'Regierung forméieren, stinn, an, ech mengen, och net fir de gréissten Deel vun dësem Parlament. Dat nach eng Kéier hei ze soen, ass gutt. Et ass gutt, dat kënnen ze maachen, mee et ass eigentlech evident. Mir gleewen un Europa, mir gleewen un de Multilateralismus, mir gleewen un d'internationaalt Recht, an dat gëtt net onbedéngt op déi Aart a Weis an deem Pabeier geschriwwen, mee Pabeier ass eng Saach, d'deeglech Realitéit ass eng aner Saach.

Dat Zweet ass: Déi transatlantesch Relatioun definiert sech nei, mee si huet sech och an der Vergaangenheet oft komplizéiert erwisen. Ech ka mech erënneren un d'Diskussiounen, déi mer hate virun 20 Joer, wéi den Irak-Krich war. Et gouf och do Tensiounen tëschent Europa an Amerika. Et gouf och ënnerschiddlech Vuen zur Zäit vum méi héich geschätzte President Obama, deen ëmmer erëm drop higewisen huet, datt fir si d'Perspektiv méi a Richtung Indopazifik wär an dat Europa sech net ëmmer kéint op de Lorbeere vun der Sécherheet vun Amerika ausrouen.

Duerfir muss een déi transatlantesch Relatioun natierlech an hirer Evoluitioun gesinn. An et ass fir eis kloer, datt mir eis musse méi op eis eege Féiss setzen. Dat hätt scho misse viru Joren a Joerzénge geschéien. Den Här Zeimet ass dorobber agaangen. Mee ech géing derzou bäifügen: Eigentlech war schonn an de 50er-Jeren d'Communauté européenne de défense eng richtig Äntwert dorobber. Si ass leider gescheitert, mee et ass ni ze spéit, fir eppes ze maachen. An de geopolitesche Kontext zwéngt eis derzou, méi onofhängeg ze ginn.

Meng drëtt Remark ass awer eng vun der Analys, wou eis Partner dann an der Welt sinn. An d'Regierung plädéiert, trotz all deenen Desaccorden, déi ee kann hunn iwwert deen een oder deen aneren Aspekt vun der Politick – an déi ee soll hunn an déi ee muss hunn, an enger Demokratie ass dat normal –, derfir, datt déi transatlantesch Relatioun wichteg ass an datt een déi och an enger längerfristeger Perspektiv muss gesinn. Längerfristeg no hanne gekuckt: Se baséiert op staarker Immigratioun – oder Emigratioun an dësem Fall – vun Europa an Amerika. Dat huet een des Woch nach gesi beim Saint Patrick's Day, deen an Amerika bal méi gefeiert gëtt wéi op anere Plazen an Europa. Se baséiert op der Befreiung vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich. A se baséiert och op enger enger Kooperatioun tëscht Europa an Amerika an deenen nächsten 10 an 20 Joer. Et gëtt esou vill Relatiounen tëscht Mënschen op deenen zwou Säiten, tëscht Universitëten, tëscht Fuerschungszentren, duerch Entrepreneuren, déi zesummeschaffen.

Amerika ass den Haaptalliéierten an der NATO. Dat annulléiert net dat, wat ech viru gesot hunn, datt mir méi staark musse ginn als Europäer an der Verteidigung, mee Fakt ass, datt mer mat den Amerikaner an der NATO sinn an datt Amerika de gréissten Eenzelcontributeur zur NATO ass.

Et ass och eng Realitéit, datt Amerika dee gréissten Handelspartner vun Europa ass. An et ass och eng Realitéit, datt Amerika déi gréissten Technologieunternehmen huet, mat deene mir all Dag an eisem deegleche Liewen, op eisem Computer, op eisem Büro, an eisen Aarbechte schaffen – gewollt oder ongewollt, mee eigentlech gewollt, well et wéineg Alternativen gëtt, op d'mannst fir de Moment.

An déi Realitéit, déi kann een net einfach ewechbotzen. An duerfir si mer fir eng staark transatlantesch Relatioun, well mer net just op dat kucken, wat moies an engem Post geschitt, och net just kucken, wat an enger Strategie op engem Pabeier steet, mee well mer déi laangfristeg Perspektiv vun eisem Land a vun Europa am Bléck hunn.

An do menge mer, datt an deenen nächste Joren Amerika ee vun eisen Haaptalliierte muss bleiwen – ouni déi aner auszuschléissen. An duerfir muss mer och selbstverständlech gutt Relatiounen mat aneren Deeler vun der Welt fleegen, déi eis Wäerter deelen. Duerfir war ech och viru Kuerzem a Kanada. Duerfir reest den Ausseminister op aner Plazen an der Welt. Mir brauche Partner an Indien. Mir mussen en Dialog féiere mat China. Och do gëtt et vill Punkten, op deene mer net am Accord sinn, mee mir mussen natierlech och mat de Chineesen aus anere Grënn schwätzen. An duerfir si mer och weider fir eng transatlantesch staark Relatioun.

E véierte Punkt, deen ech hei wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, ass, datt mir fir Europa sinn an datt mir net déi Meenung deelen, déi an deem Pabeier vun den Amerikaner steet, datt Europa e Kontinent wär, deen um Enn wär an dee sech selwer géing ofschafen. Doranner läit eise gréissten Desaccord.

An duerfir hunn ech an där Ried, déi d'Madamm Tanson zitíert huet, déi ech am Februar bewosst an Amerika zu Harvard gemaach hunn – wat iwwerregens och meng fréier Uni war, duerfir hunn ech mech extra verpflichtet, op esou eng Plaz ze goen –, gesot: „Where others describe a continent in constant decline, I see continuous progress.“ An dat ass d'Äntwert op dee Pabeier do: Déi Wäerter, fir déi mir an Europa stinn, fir déi eis Virfare gekämpft hunn nom Zweete Weltkrich, dat sinn déi, fir déi mir astinn.

Mir hunn decidéiert, d'Kooperatioun iwwert d'Isolatioun ze setzen. Mir hunn decidéiert, d'Recht iwwert d'Gewalt ze setzen. Mir hunn decidéiert, den Dialog iwwert d'Divisioun ze setzen. An dat sinn déi europäesch Wäerter, a fir déi wëlle mir eis och als Lëtzebuurger an als Lëtzebuurger Regierung an Zukunft asetzen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | A jo, duerfir si mer och fir d'internationaalt Recht. An duerfir si mer och fir den Internationale Strofgerichtshaff. Als Justizminister war meng éischt Rees an d'Ausland 1998 op Roum, wou de Statut de Rome diskutéiert ginn ass iwwer eng Grënnungsurkunde vun dem Internationale Strofgerichtshaff. All Lëtzebuurger Regierung, déi successiv Lëtzebuurger Regierung si fir eng international Strofjustiz. An deemools hunn ech gesot, de 17. Juni 1998: „Le Luxembourg s'engage ici à Rome pour qu'à l'État de droit' vienne s'ajouter [...] un monde de droit'.“

An et ass dat, fir wat mir eis mussen asetzen. An et ass dat, wat mer gemaach hunn, zum Beispill wéi Amerika gesot huet, datt Grönland eigentlech net méi kéint zu Dänemark gehéieren, mee datt dat misst zu hinne gehéieren. Do ware mer geschlosse mat allen europäesche Staats- a Regierungschefen, fir ze soen: „Nee, et kann een net Grenze réckelen duerch Gewalt oder duerch aner Methoden.“ Mir hunn dat

nämmlecht gesot an der Ukrain. Mir sinn ëmmer op der Sait vun internationale Recht, an dat wäert och esou bleiwen.

An ech soen Iech, duerfir si mer proeuropäesch an duerfir sinn ech frou ze gesinn, datt hei am Parlament eigentlech de ganz groussen Deel vun den Deputéierten, all d'Parteien vun der politescher Mëtt, sech de Moien och fir Europa ausgeschwat hunn, e selbstsécher Europa, eent, wat mat sengen Nopere schwätzt, mee seng eege Meenung huet.

Well d'Zukunft vun Europa gëtt an Europa decidéiert. Se gëtt net decidéiert zu Washington. Se gëtt net decidéiert zu Moskau. Se gëtt decidéiert hei bei eis, vun eise Bierger. An dat ass d'Stäerkt vun der Demokratie an duerfir muss mer eis gemeinsam asetzen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Et sinn eng Rei Froen do, déi nach un Iech gericht wäerte ginn. Ech bieden d'Leit, d'Froer kuerz ze stellen. Madamm Tanson. An duerno den Här Fayot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Präsident. Dir hutt elo ganz villes gesot, mat deem ech natierlech kann d'accord sinn. Mee dat eent ass jo dat, wat ee seet, an dat anert ass dat, wat ee mécht. An dat, wat Der gesot hutt elo par rapport zum Internationale Strofgerichtshaff, ech mengen, dat deelen ech an ech denken, vill aner Leit heibannen. Ëmsou méi dramatesch ass dat Signal, wat mer no bausse ginn, andeem eng Lëtzebuurger Staatsbank, wéi mer se ëmmer nennen, esou eng Decisioun hält.

Ech hat Iech dozou e puer Froer gestallt. Ech hunn elo d'Äntwerten op alle Fall net héieren an deem, wat Der gesot hutt. A meng Fro wär: Kënnst Der eis vläicht awer eng Kéier de Kontext ginn? Dir hutt an enger Zeitung deklaréiert, dem „Lëtzebuurger Wort“, déi dat Ganz jo opgedeckt hunn, Dir hätt Bescheed gewousst. Kënnst Der eis vläicht soen, a wéi engem Kontext Der Bescheed wousst? Virdrun? Duerno? An och, ob Der dann net awer der Meenung sidd, dass dat dote wierkech problematesch ass, wat do decidéiert ginn ass, net elo an enger Compliancesituatioun, mee an enger politescher, institutioneller Situatioun, an och ob Der awer eng Hand gerecht hutt eeben der CPI, fir ze soen: „Hei lauschert, kommt, mir kucken, wéi mer kënnen awer och Iech ënnerstëtzen an als Lëtzebuurger en anert Zeeche gi wéi dat, wat mer do gesent hunn.“

Merci.

(Interruption par M. Franz Fayot)

M. Claude Wiseler, Président | Déi selwecht Fro. Wëllt Der se anescht formuléiert stellen oder schléisst Der Iech just un?

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, wann Der erlaabt, trotzdem. D'Sam Tanson huet u sech déi Fro gestallt, déi ech och wollt stellen. Dir hutt elo just rappeliert, dass Der 1998 beim Statut de Rome dobäi waart als Minister, als eng vun Ären éischten Handlungen. Dann, bon, hätt ech d'Tendenz ze soen: Raison de plus, fir haut déi Institutioun vum Strofrecht, vum CPI nach méi ze verteidegen, aus all deene Grënn, déi mer elo gesot hunn am Debat, wéinst der Wichtigkeet vun där Institutioun, wéinst dem Héichhale vun internationale Recht. An ech, gradesou wéi d'Sam Tanson, hu keng Äntwert op déi Froer gehéiert, déi Der elo am Debat gestallt kritt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Merci, Här Fayot. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Ursaach, firwat Der keng Äntwert kritt hutt, ass, well ech

Staatsminister sinn an net op der Spuerkeess schaffen an och net Finanzminister sinn. Ech hunn dat héieren, wéi déi aner och.

(Interruption)

Jo, jo, d'accord, mee ech kann Iech net soen – ech hunn déi Informatioun net –, firwat d'Spuerkeess déi Relatioun ofgebrach huet. Et deet mer leed, ech kann Iech dat net ginn. Dat kann Iech vläicht d'Spuerkeess selwer ginn oder de Finanzminister, mee ech hunn déi Informatioun net. An dat ass och ganz normal, well ech kann Iech och net soen, wat aner ...

(Interruption)

Ech wëll Iech just ... Ech kann Iech just dat äntwerten, wat ech weess. Ech hunn dat héieren. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt ech an d'Lëtzebuurger Regierung fir den Internationale Strofgerichtshaff sinn. Ech wäert deen och an nächster Zäit besiche goen zu Den Haag, fir dat kloerzemaachen. An ech war och viru Kuerzem, éier ech an der Regierung war, och eng Kéier nach bei de Jugoslawien-Tribunal nolauschtere gaangen. All déi Institutiounen si wichteg, fir d'internationaalt Recht oprechtzuerhalen. Mee iwwer eng prezis Fro betreffend e Finanzinstitut an ee Client kann ech Iech, éierlech gesot, keng Äntwert ginn. An dat ass och normal, well dat fällt net an d'Aufgabe vum Premierminister.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, Dir hutt d'Recht, nach eng Kéier d'Wuert ze huelen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Premierminister. Ech hunn Iech am Fong zwou prezis Froer gestallt. Déi eng ass déi: Dir hutt am „Lëtzebuurger Wort“ gesot, Dir hätt Bescheed gewousst. Dat ass dat, wat ech gelies hunn.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech hunn dat eng Kéier héieren. Jo, dat hunn ech jo gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, d'Fro ass: Virdrun, duerno, vu wéi?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Duerno.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech denke schon, dass et wichteg wär, dass Der eis dat géingt erklären.

An déi zweet Fro ass jo awer eng Fro vun: „Wéi stitt Der dozou?“ An ech denke schon, dass Der als Premierminister vun dësem Land kënnst eng Meenung dozou hunn, ob dat wierkech e positivent Signal ass, wat mir do gesent hunn, andeems d'Lëtzebuurger Staatsbank d'Konte vun Internationale Strofgeriicht hei zougemaach huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Keup, zum selwechte Sujet, oder? Nee. Ok. Dann den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, ech hunn Iech gesot, datt ech d'Faiten net am Detail kennen. Duerfir kann ech se net jugéieren. Objektiv gesi wär ech natierlech frou, wann all international Organisations, och déi doten, zu Lëtzebuerg Konten hätten. Duerfir, wann Der mech dat „in abstracto“ frot ... Mee vläicht hat déi Bank Ursachen, fir dat zuzemaachen. Dat kann ech awer honnêtement net jugéieren. Mee wann Der mech esou frot, ass och déi einfach Äntwert: Neen, ech géing et besser fannen, si hätte Konten zu Lëtzebuerg a si kéinten hir Aktivitéiten iwwer Lëtzebuerg maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Keup, kuerz, wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, Dir hutt virdrun zitíert aus Ärer Ried zu Harvard an Dir hutt gesot, Europa wier am Progrès. Dat heescht, et géif no vir goen, et géif gutt goen am Fong.

An elo hu mer awer eng Situatioun – mir hunn dat nach elo gesinn am Europaparlament –, wou trotzdeem eng ganz grouss Majoritéit oder eng Majoritéit, e ganz groussen Deel dovunner vun neie Parteien ass, déi mer trotzdeem en Zeeche si vun enger gewëssener Onzefriddenheet a vu gewëssene Problemer, déi mer awer och an Europa hunn. Soss wieren déi Parteien jo net do a soss hätte mer net a Frankräich de Rassemblement national op éischter Plaz an och de Mélenchon. An an Däitschland an a praktesch all den europäesche Länner hutt Der nei Parteien, déi méttlerweil déi Stärkst sinn. Dat ass jo awer elo net en Zeechen, dass hei an Europa alles gutt leeft.

Oder mengt Der dann net, dass dat en Zeechen ass, dass an Europa am Moment vläicht awer net alles esou gutt gemaach ginn ass an an déi richteg Richtung geet, wéi gesot?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Et war elo eng generell Fro.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt och eng generell Äntwert ginn.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Ech hunn d'Fro net richtig verstanen. Hei an Europa gëtt et Walen. An ech stelle fest, dass d'politesch Parteien vun der Mëtt d'Majoritéit duerstellen, bei Wäitem d'Majoritéit duerstellen. A fir déi Wäerter, fir déi déi stinn, wäert ech weider kämpfen. An ech si géint all Extreemer a géint all déi, déi déi Wäerter, fir déi mir stinn an Europa – Fräiheet, Demokratie –, wëlle bekämpfen.

An ech hoffen, dass d'Wieler – a mir liewen an enger Demokratie – och an Zukunft déi Parteien vun der politescher Mëtt wäerten ënnerstëtzen. An duerfir hunn ech gesot: D'Zukunft vun Europa gëtt net decidéiert op anere Plazen an der Welt, déi gëtt vun eise Wieler ënnerstëtzt. An déi hunn e Choix. A bei deem Choix gesi mer, wann extremistesch Parteien gewielt gi sinn an der Geschicht vun Europa, zu wat dat geféiert huet. An duerfir solle mer eis asetze fir demokratesch Wäerter, fir de Fortschritt, fir d'Fräiheet.

An dat ass dat, wat och de Gros vun de Parteien am Europaparlament an hei mécht. Mee si hunn en demokratescht Mandat. Mir sëtzen net hei, well mer eis heihinner einfach geputscht hunn. Mir sinn heihinner komm. Mir sinn hei an der Majoritéit. Mir sinn hei gewielt ginn. An dat ass dat, fir wat mer eis asetzen, fir Wäerter, fir déi mer astinn an déi wichteg si fir d'Zukunft vun eisem Kontinent.

M. Claude Wiseler, Président | Jiddwereen huet d'Recht, no eisem Reglement, zweemol Stellung ze huelen, awer net méi. Dofir ginn ech dem Här Keup nach eng Kéier d'Wuert, dann dem Här Fayot.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz, ganz kuerz. Merci. Ech hunn eng ganz konkreet Fro. Zweek Nimm: d'Madamm Meloni an de Bart De Wever. Sinn déi fir Iech Parteien aus der Mëtt, wéi Dir se elo definéiert hutt?

M. Claude Wiseler, Président | Mir sinn awer elo ganz wäit, wéll ech Iech soen, vun deem Sujet ewech, deem am Fong hei initialement gestallt ginn ass.

(Brouhaha)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir sinn hei net an engem Cours fir Politick.

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister. Dir kënnt. Dir musst net. Et ass, wéi Der wëllt. Also ech soen Iech elo: Mir kënnen elo nach laang hei weiderfuere ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | A wéi enger Prozedur si mer dann elo?

M. Claude Wiseler, Président | ... mat där doter Fro, mee esou kënne mer net d'Heure-d'actualité féieren, dass mer hei Froestonnen draus maache ronderëm.

(Brouhaha)

Sou, also, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Fir mech sinn ... D'Parteien aus der politescher Mëtt, déi wësse ganz genee, wien dat ass. An do sinn déi rietsextrem Parteien net derbäi.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, och nach eng Kéier op deem Sujet, wou d'Sam Tanson elo nach eng Kéier nogehaakt huet, wéll ech och nach eng Kéier nohaken. Här Premier, Dir hutt elo geäntwert – mat Respekt – awer trotzdeem e bësse wéi e Compliance-officer. Dir hutt gesot: „Ech sinn net an der Spuerkeess an ech ...“

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass awer esou.

M. Franz Fayot (LSAP) | ... weess näischt dovunner.“ Eisen Informatiounen no wousst Der virdu Bescheid iwwert déi Decisioun an Dir sidd consultéiert ginn.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, nee.

M. Franz Fayot (LSAP) | An et gëtt hei e politesche Volet an där Diskussioun. Hei ass net just e bankentechnesche Volet, ob een déi Konten do zoumécht oder net. Hei gëtt et e ganz eminent politesche Volet. An deem huet ze di mam Stellewäert vum Internationale Geriichtshaff fir Strofrecht. Et erënnert e bëssen un déi ganz Diskussioun ronderëm déi Israel Bonds. Do ass och gesot ginn: „D'CSSF ass independant. Déi huet näischt domat ze dinn.“ Do ass et och schonn esou eng eminent politesche Fro ginn.

An ech fannen, dass Der am Fong do misst eng Meinung driwwer hunn, well et ass net just eng Fro vu Symbolik, et ass wierklech hei e vorauselende Gehorsam, ob een déi Konten do zoumécht, obwuel ee se net muss zoumaachen. A wann Der dat gefrot gi sidd am Virfeld an Dir hutt net drop reagéiert, da géif ech gär verstoen, firwat dat esou ass, ofgesi vun der Onofhängegkeet vun der Spuerkeess.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir liewen an engem Rechtsstaat. An engem Rechtsstaat gëtt et Reegelen. An de Premierminister gëtt net gefrot – de Premierminister gëtt net gefrot! –, ob eng Bank e Kont op- oder zoumécht. De Premierminister gëtt net gefrot, well en ass och net am Verwaltungsrat vun der Spuerkeess vertraued. E schafft net op där Bank. An duerfir géing ech awer och bieden, déi Fro ëmgedréint ze gesinn: Et wär schlëmm, géing ech fannen, wann de Staatsminister géing am Detail ..., an op wéi enger gesetzlecher Basis dat géing gefrot ginn. Neen, ech sinn net gefrot ginn, ob se dat solle maachen oder net. An ech kennen net den Detail vum Dossier. An ech kann duerfir net soen, a wéi engen Émstänn déi Decisioun do geholl ginn ass. Mee sécherlech huet d'Chamber jo d'Moyenen, fir dat ze diskutéieren an enger Finanzkommissioun mat der Spuerkeess, wann déi dann dat ka soen. Mee dat ass net a menger Kompetenz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Da wäerte mer eis dee Conseil zu eege maachen.

Op jiddwer Fall an der Finanzkommissioun kann een driwwer diskutéieren, mee ech sinn och nach ëmmer net ... Et ass eppes, wat ech net verstinn. An Är éischter Äntwert, Här Premierminister, sot Der, Dir wiert net bei der Spuerkeess – dat ass richtig –, Dir wiert och net de Finanzminister. Domadder implizéiert Dir jo, dass wann Dir de Finanzminister wiert, da kéint Der eis vläicht méi extensiv op déi Fro eng Äntwert ginn. Op jiddwer Fall, dat ass dat, wat ech e bëssen do eraushéieren hunn, wat den Här Finanzminister awer och net onbedéngt esou gemaach huet.

Dir sidd awer de Regierungschef, an ech ginn dovunner aus, dass Der heiansdo dem Finanzminister iwwert de Wee laaft. D'Fro ass, inwifern de Finanzminister, deem seng Beamten awer och am Verwaltungsrat vun der Spuerkeess sëtzen, Iech informéiere kéint, wann Dir hie géift froen. Hutt Der déi Demarche iwwerhaupt gemaach? Quitte dass mer dat eng Kéier kéinten diskutéieren, mee ech fannen dat awer fragwürdig. Mir schwätzen hei elo net iwwert de Kont vum Jemmy Klein op der Spuerkeess. Dat interesséiert keen. Mir schwätzen iwwert de Kont ...

(Hilarité)

Mme Diane Adehm (CSV) | Et ass gutt, dass deen net méi hei sëtzt.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. David Wagner (déi Lénk) | Oder mol net vum David Wagner. Dat ass ganz oninteressant. Mee vun der Cour pénale internationale.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat ass awer eng interessant Fro.

M. David Wagner (déi Lénk) | An ech kann Iech soen, dat gouf schonn op engem Colloque virun zwou Wochen an Däitschland diskutéiert. An do ware Spezialiste vum Droit international relativ schockéiert ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, wat ass Är Fro?

M. David Wagner (déi Lénk) | ... iwwert dat, wat geschitt ass.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech hat geduecht, et wär eng Heure d'actualité iwwert d'Stratégie de sécurité extérieure vun Amerika. Ech stelle fest, dass mer hei eng Diskussioun hunn iwwer e Kont op der Spuerkeess.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech wëll hei nach eng Kéier soen: Lëtzebuerg steet fir Wäerter, Lëtzebuerg steet fir internationaalt Recht a Lëtzebuerg ass fir en internationale Stroferiichtshaff – wou ech Iech iwwregens wëll drop hiweisen, dass Amerika schonn deemools, wéi mer d'Statuten ugeholl hu vun där Cour pénale internationale, déi net approuvéiert huet, gradesou wéi Russland déi net approuvéiert huet, wéi all déi grouss Länner.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

An dat ass eppes, wat een och an där Debatt net dierf vergiessen: Keen amerikanesche Staat, kee russesche Staat, all déi grouss Mächten hu sech net fir d'internationaalt Strofrecht agesat, well se och vläicht méi op internationalem Terrain sinn, mee dat ass awer eng Realitéit, an déi huet net eréischt ugefaangen ënnert deemem President. An duerfir, mengen ech, muss een dat och an engem méi breede Kontext gesinn. Mee fir eis ass et kloer, nach eng Kéier: Mir sinn net mat allem d'accord, wat an deem Dokument steet. Mir wäerten eis fir e staarkt Europa asetzen, en Europa vun de Wäerter. An dat ass fir eis hei wichteg. An dat gëtt iwwerall ugewant.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motion 1

An da géinge mer zur Motioun vum Här Franz Fayot kommen. Här Fayot, wëllt Dir elo eppes dozou soen? Dir wëllt duerno eppes dozou soen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den Här Zeimet. Oder den Här Graas?

M. Gusty Graas (DP) | Den Här Zeimet.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Zeimet, ok. Här Zeimet an duerno den Här Graas, huelen ech un. Dat gesi mer dann. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun an der Kommissioun eng Kéier duerchdiskutéieren, fir datt mer eis alleguerten och bewosst sinn, wat mer genau domadder mengen a wat mer genau vun der Regierung erwaarden um europäeschen Niveau, besonnesch bei deem Statut de blocage, fir datt jiddereen en connaissance de cause do ka säi Vott hei ofginn. Hei elo e bëssen auf die Schnelle géife mer dat net gutt fannen.

Ech wëll awer och soen: Mir stinn alleguerten zum internationale Recht an, wéi de Premier mat Recht gesot huet, och zum Internationale Strofgeriichtshaff. Wann ech mech net ieren, war den Här Frieden jo derbäi do beim Statut zu Roum. Den amerikanesche President deemools, deen dat net wollt matdroen, dat war de Bill Clinton. Dat wëll ech just soen. Dat war en Demokrat. Et ass net esou, wéi wa just eng Säit an Amerika, just dëse President dat internationaalt Recht vläicht aneschtters aschätzt wéi mir.

An et gött och dacks esou gemaach, wéi wann dat internationaalt Recht esou eppes wär, wat guer net kéint aneschtters gesi ginn oder interpretéiert ginn, mee internationaalt Recht ass nun emol drop ugewisen, datt jiddereen derhannert steet – wat faktuell net de Fall ass. Dat muss mer och zur Kenntnis huelen. An zweetens ass et mat dem internationale Recht wéi bei all Recht: Frot dräi Juristen un, Dir kritt dräi verschidden Interpretatiounen. Och dat ass e Fakt. Mee ech géif proposéieren, dass mer elo an der Kommissioun heiriwwer diskutéieren an dann duerno hei eng Kéier driwwer befannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den Här Graas, duerno den Här Keup an d'Madamm Tanson.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wieder hei vun dem Laurent Zeimet uschléissen. Effektiv besteet vläicht nach e bësse Klärungsbedarf, wat genee gemengt ass mat dem Statut de blocage. Ech mengen, dat sollte mer och méi a Rou an der Kommissioun diskutéieren. Duerfir kann ee sech da vläicht nach méi positionéieren zu der Motioun hei, wou ech der LSAP wëll Merci soen.

Ech mengen, gréisstendeels si jo och Saachen dran, déi och amgang sinn, ëmgesat ze ginn. Et kann ee jo elo net soen ... Ech mengen, spéitstens no den Ausféierungen hei vum Premier si mer awer gewuer ginn, wat awer wierklech d'Positioun vu Lëtzebuerg ass an där ganzer Thematik hei, soudatt deelweis awer dat, wat Der hei fuerdert, schonn ëmgesat ginn ass respektiv amgang ass, ëmgesat ze ginn.

Mee ech géing awer dann uschléissen un dat, wat de Laurent Zeimet hei proposéiert huet, an och menge Kolleegen hei aus der Fraktioun dat selwecht

recommandéieren: sech derfir auszeschwätzen, dass se soll an d'Kommissioun kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech si frou, dass den Här Zeimet dat hei virgeschloen huet, a mir kënnen eis deem wierklech voll a ganz uschléissen, fir et an der Kommissioun eng Kéier ze diskutéieren, well et ass eeben net ganz esou einfach. Wat ass genee de Statut de blocage? A wéini decidéiert wien, wéini wat eng Violation du droit international eigentlech ass? An do ass et genee esou, wéi gesot, do gött et 100 Meenungen zu engem bestëmmte Fall.

Huele mer elo ganz einfach den Iran. Jo, à première vue géif jiddwereen dat soen. Wann een awer elo op eemol géif argumentéieren: Jo, mee den Iran huet all déi Länner ronderëm jorelaang terroriséiert. Den Iran hat Terror an Europa. Déi Hamas-Attack vun 2023 op Israel wier nimools zustane komm ouni d'Ënnerstëtzung vum Iran, finanziell, an der Rakéitenttechnologie. Ass et dann net awer esou, dass Israel sech hei verteidegt? Also, alles kann een aneschtters gesinn. A wat Der méi Leit hutt, wat méi verschidde Meenungen do sinn.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Vlächcht zu der Form: Ech hu kee Problem, wa mer dat doten an der Kommissioun diskutéieren. Ech sinn zwar elo awer e bësse paff iwwer verschidde Saachen, déi elo hei geschitt sinn.

Bon, dat Éischt: Ech stelle fest, mir hunn e Reglement. D'Reglement gesäit vir, mir dierfe Froe stellen. Dat gött da ridiculiséiert. Dat hat e ganz kloer Lien mat där Debatt, déi mer elo hei gefouert hunn, an d'Ausféierung vum Här Zeimet hunn dat och elo nach eng Kéier eigentlech ënnerstrach.

Wa mer vum internationale Recht schwätzen a vun den internationalen Institutiounen, da geet et jo net duer, einfach Saachen ze deklaréieren, Bonne-intentionen ze deklaréieren. Hei hätte mer als Lëtzebuerg ganz konkret eis Verantwortung kéinten iwwerhuelen. Mir hätte ganz konkret kéinte Saache maachen.

An am Géigendeel: Mir loosse gewäerden, dass déi Sanktiounen, déi mer zwar oralement condemnéieren, hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ginn! An net vun iergendengem, net vun iergendenger internationaler Bank oder iergendengem, mat deem mer guer kee Lien hunn, mee vun enger Bank, an där de Lëtzeburger Staat en Aktionär ass, an där d'Lëtzeburger Regierung Mandatairen am Verwaltungsrot setzen huet, an där d'Lëtzeburger Regierung e Commissaire de Gouvernement setzen huet, alles Nominatiounen, déi iwwert de Regierungsrot lafen! An och de Regierungsrot, deen d'ailleurs den Direkter vun der Institutioun nennt.

Duerfir, ech sinn awer e bësse bouche bée iwwert dat, wat elo hei net kommentéiert gött, wou keng Positioun geholl gött a wou sech eigentlech dedouanéiert gött schonn déi ganzen Zäit, wou mer déi Debatt hei féieren, sief et de Finanzminister oder elo Dir, Här Premierminister. Ech fannen dat wierklech net positiv.

Ech ginn elo net nach weider an op dat, wat den Här Zeimet gesot huet iwwer ... Ech weess eigentlech net genau, wat Der eis domat wollt soen doduerch, dass d'Amerikaner dat net ënnerschriwwen hätten, wat do d'Inzidenz fir eis ka sinn, fir eis als Lëtzebuerg.

An ech sinn do wierklech ganz beim Ausseminister, souwuel bei senger Condamnatioun, déi en de Moien hei ganz kloer gemaach huet par rapport zu deem, wat am Iran an an der ganzer Regioun geschitt, wéi och beim Fait, dass mir grad als klengt Land extrem dorobber ugewise sinn, dass dat internationaalt Recht fonctionéiert, dass déi international Institutiounen fonctionéieren. An duerfir fannen ech et wierklech wichteg, dass mer déi Debatten hei kënnen féieren an dass mer och eng kloer Linn dozou hunn, net nëmmen an eise Wieder, mee och an eisen Aktiounen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Tanson huet u sech dee Malaise, dee mir hei hunn, relativ gutt beschriwwen. Et ass e Malaise do. Haut de Moien hate mer de Kooperationsminister, dee sech ganz staark fir de Respekt vum Droit international ausgeschwat huet an d'Konsequenze vum Netrespekt vum Droit international beschriwwen huet.

Mir hunn hei eng Motioun, déi den Här Fayot deposéiert huet an déi mir mat ënnerschriwwen hunn, wou u sech bei den Invitten nëmmen Evidenze stinn, awer litteralement nëmmen Evidenze stinn: datt d'Regierung mat der gréisster Fermetéit all Violation du droit international muss condemnéieren; datt de Mechanisme vum Statut de blocage muss aktivéiert ginn, wann Drock ausgeübt gött; „défendre activement [...] les institutions internationales dont le Luxembourg est membre“; „mettre la diplomatie luxembourgeoise au service de la défense et du développement du droit international par des initiatives concrètes“. Do ass guer kee Problem.

Ech hunn näischt dergéint, datt mer doriwwer an enger Kommissioun diskutéieren. Mee wat ech net verstinn, dat ass, datt se net kann ugeholl ginn. An da kënnt Der verstoen, an ech adresséiere mech un d'Majoritéit, datt mer e klenge Malaise hunn, wann Der engersäits Bekenntnisser maacht an anerersäits awer souguer bei esou enger klenger Dot wéi där heiter, fir ze soen: „Mir stëmmen déi Motioun mat. Mir bekennen eis zu deene Prinzippien“, et net fäerdegbréngt, dat wierklech kloer auszeschwätzen. Dat ass e ganz problematesche Message, dee mer der Bevëlkerung ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kritt den Här Fayot als Auteur d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, bon, ech kann domadder liewen, dass mer se an d'Kommissioun huelen. Ech hunn awer effektiv de selwechte Malaise, wéi den Här Wagner dat sot, mam Fait, dass mer eppes wéi dat hei net kënnen einfach unhuelen.

Ech war och elo e bëssen awer interpelléiert vun där, et muss een awer soen trotzdem ... Also vum Här Keup wonnert dat mech net. Ech mengen, seng éischt Ried war kopéiert vun där vum JD Vance zu München, seng zweet Ried inspiréiert vun den israeelesche Rieden iwwert d'Cour pénale internationale. Dat ass alles, mengen ech, dans l'ordre des choses.

Par contre bei Iech, Här Zeimet, héieren ech dann awer trotzdem och eng gewësse Relativéierung vun der Wichtigkeet vun der CPI, déi mech wonnert an déi mech och inquietéiert. Soit dit en passant,

d'Amerikaner – de Bill Clinton – hunn de Statut de Rome ënnerschriwwen. Et war duerno bei der Ratifikatioun, wou e blockéiert gouf. Ech mengen, do muss een och déi ganz Geschicht zielen, wann ee gär domadder Politick mécht. Mee soit.

Also ech hunn och do wierklech eng Inquietude. A vläicht ass et dann, wa mer et an d'Kommissioun huelen, eng gutt Geleeeënheet, fir dat nach méi ze klarifiéieren, wéi eis respektiv Positioune sinn zum internationale Recht, zum Rôle vun der CPI an dësen Zäiten.

Ech hätt mer erhofft an ech hat déi och esou geschriwwen, dass se u sech eng relativ breet Akzeptanz

misst kënnen fannen. A jo, voilà, et inquietéiert mech e bëssen, dass mer dat elo hei net fäerdegbréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

Wann ech elo richteg verstanen hunn, hu mer hei en Accord, fir dës Motioun vum Här Fayot, ech géing mengen, dann an d'aussepolitisch Kommissioun ze schécken.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

A wann Der domat d'accord sidd, da géing ech Iech proposéieren, datt Der d'Hand an d'Luucht hieft. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité an d'aussepolitisch Kommissioun weidergeschéckt.

(La motion 1 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.)

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 11.55 heures.)

134^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 25
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Haagen** p. 25
Exposé : M. Claude Haagen
- 3. Heure de questions au Gouvernement** p. 25
 - Question n° 327 du 18 mars 2026 de M. Félix Eischen relative au Film Fund, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 25
M. Félix Eischen | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
 - Question n° 328 du 18 mars 2026 de Mme Taina Bofferding relative au licenciement du sélectionneur de l'équipe nationale féminine de football, adressée à Mme la Ministre des Sports**
 - Question n° 329 du 13 mars 2026 de Mme Mandy Minella relative à la Charte d'éthique et au plan d'action national pour le Safe-guarding, adressée à Mme la Ministre des Sports** p. 26
Mme Taina Bofferding | Mme Mandy Minella | Mme Martine Hansen, Ministre des Sports
 - Question n° 330 du 18 mars 2026 de M. Dan Hardy relative à l'accessibilité des numéros d'urgence, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 27
M. Dan Hardy | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
 - Question n° 331 du 18 mars 2026 de M. Jeff Boonen relative aux marques auriculaires pour bovins, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**
 - Question n° 332 du 18 mars 2026 de Mme Alexandra Schoos relative aux marques auriculaires pour bovins, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 27
M. Jeff Boonen | Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
 - Question n° 333 du 18 mars 2026 de Mme Djuna Bernard relative au retrait de la Chambre des Salariés du Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement de talents, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 28
Mme Djuna Bernard | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
 - Question n° 334 du 16 mars 2026 de Mme Corinne Cahen relative à l'exposition immersive « Ghosts of the Villa » à la Villa Louvigny, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 29
Mme Corinne Cahen | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
 - Question n° 335 du 18 mars 2026 de M. Marc Baum relative au recours aux travailleurs intérimaires au sein de POST Group, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 30
M. Marc Baum | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
- Question n° 336 du 18 mars 2026 de M. Laurent Mosar relative à la participation de policiers roumains à des opérations menées par la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 30
M. Laurent Mosar | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
- Question n° 337 du 18 mars 2026 de M. Ben Polidori relative à la table ronde trilatérale sur l'intelligence artificielle IA (KI-Dësch), adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité** p. 31
M. Ben Polidori | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
- 4. Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas** p. 31
Exposé : M. Gusty Graas
- 5. Question élargie n° 83 de M. Georges Engel au sujet des accès aux services administratifs pour les personnes sans carte d'identité ni compte bancaire** p. 32
M. Georges Engel | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Georges Engel | Mme la Ministre Stéphanie Obertin (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement)
- 6. 8646 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne le Conseil de la consommation et le règlement en ligne des litiges de consommation, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/3228 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 abrogeant le règlement (UE) n° 524/2013 et modifiant les règlements (UE) 2017/2394 et (UE) 2018/1724 en vue de l'abandon de la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges** p. 33
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8646 et dispense du second vote constitutionnel
- 7. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la présence de PFAS et TFA dans l'environnement luxembourgeois** p. 35
Exposé : Mme Claire Delcourt (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : Mme Françoise Kemp | M. Luc Emering (interventions de M. Gilles Baum et Mme Djuna Bernard) | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 4) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (dépôt de la motion 5)
Prises de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (intervention de M. Marc Baum) | Mme Claire Delcourt (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes (intervention de Mme Joëlle Welfring) | M. Marc Goergen (parole après

ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Claire Delcourt (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez

Motion 1 : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering (interventions de M. Claude Haagen) | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Françoise Kemp | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : Mme Françoise Kemp | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : Mme Françoise Kemp | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : M. Charles Weiler | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (adopté)

8. Ordre du jour p. 52

M. Claude Wiseler, Président

9. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement p. 52

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Haagen

Éier mer zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hunn ech eng Wuertmeldung vun dem Här Claude Haagen fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Haagen (LSAP), auteur | Merci, Här Président. Wéi scho gesot, geet et ëm eng Proposition de loi iwwert d'Upassung vum Mindestloun, iwwert de Mechanismus, deen am Code du travail am Artikel L. 222-2 beschriwwen ass, wou opgrond vun engem Rapport, deen all zwee Joer ugefrot gëtt vun der Regierung, d'Upassung vum Mindestloun dann decidéiert gëtt iwwer e Gesetz, dat hei deposéiert gëtt a dat dann am Plenum hei zum Vott steet. Dat gëtt all zwee Joer gemaach.

Fir d'lescht hate mer dat am Plenum am Dezember 2024, wou och eng Motioun vun eis deposéiert ginn ass, déi och an déi zoustänneg Kommissioun gang ass. Vu datt mer awer elo geschwënn 2027 hunn an de Mechanismus sech wäert widderhuelen an an där Motioun gefrot ginn ass, deen Delai op ee Joer festzelleeën, ass et also keng grouss Proposition de loi, mee et geet ganz einfach drëms, „toutes les deux années“ ze ersetze mat „chaque année“. Dat schéngt net vill Aarbecht ze sinn.

An dann ass natierlech den Datum vun der Entrée en vigueur determinéiert op den 1. Januar 2027, soudatt ech zouversichtlech sinn, datt mer och déi Proposition de loi nach dëst Joer hei an de Plenum kréien, fir och kënnen doriwwer ofzestëmmen, nodeem mer se wäerten an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn.

Zu wat ass den Delai vun engem Joer d'Analogie? Ma, déi ass ganz einfach par rapport zum Artikel 225bis vum Code vun der Sécurité sociale iwwert de Reajustement vun de Pensiounen, wou de System genau d'selwecht ass a wou den Delai ee Joer ass. An ech denken, am Kader vun enger Simplification administrative an och, fir de Leit entgéintzekomme bei enger méiglecher Upassung, déi jo dann am Parlament hei decidéiert gëtt, kéint een dat op ee Joer maachen, well allkéiers e Rapport gefrot gëtt iwwert d'Situation

économique an iwwert den Zoustand vun de Revenuen, iwwert d'Lounentwécklung, soudatt een dat kann zesumme maachen an datt een dann ee Mechanismus huet, deen hoergenaue d'selwecht ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen.

Une voix | Très bien!

8718 – Proposition de loi modifiant l'article L. 222-2, paragraphe 2, Code du travail en vue d'une évaluation annuelle des conditions économiques générales et des revenus

3. Heure de questions au Gouvernement

M. Claude Wiseler, Président | An da géife mer un den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, an dat ass eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vun Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntworten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 327 vun Här Félix Eischen un den Här Kulturminister iwwert de Film Fund. Här Eischen.

– Question n° 327 du 18 mars 2026 de M. Félix Eischen relative au Film Fund, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här Président. Här Minister, an engem Presseartikel vu virun e puer Deeg stoung geschriwwen, dass d'Cour administrative, presidéiert vun Här Francis Delaporte, dem Filmfong a sengem Direkter Daleiden eng zolidd Datz ausgestallt hätt. Hei geet et ëm eng Klo vun enger klenger Produktionsfirma mam Numm „Nowhere Land Productions“, där den Zougang zum digitale Portal vun Filmfong verwiert gouf. Iwwert dese Portal lafen awer déi zentral administrativ Prozesser vun der Filmännerstëtzung.

Elo läit en Urteil vun Verwaltungsgericht vir, wou ee sech déi berechtigt Fro muss stellen, ob dëst Urteil net wäit iwwert dësen Eenzelfall wäert erausgoen. An dësem Arrêt vum 10. Mäerz 2026 am genannten Dossier tëscht Nowhere Land Productions an dem Filmfong huet d'Cour eebe festgestallt, datt de Règlement grand-ducal vum 4. November 2014, deen d'Modalitéite vun der Aide financière sélective, der AFS, encadréiert, net korrekt zustan komm ass, well d'obligatoresch Consultatioun vum Conseil d'État net respektéiert gouf.

An d'Cour kënn an hirem Arrêt zum Schluss, dass dëst Règlement vum 2014 also net applikabel ass.

Am Artikel heescht et weider: „Die Regierung hatte sich damals auf ein Dringlichkeitsverfahren berufen. Nach Auffassung des Gerichts war diese Dringlichkeit jedoch nicht ausreichend begründet. Die betreffenden Bestimmungen des Filmfund seien daher rechtlich nicht anwendbar.“

D'Fro am Liicht vun dësem Arrêt: Wéi eng Konsequenzen huet dëst fir d'Fonction an d'Decision vum Filmfong? Bezilt de Filmfong trotz dësem Arrêt weider Aides financières sélectives op Basis vun dësem net applikabele Règlement? A wéi eng reglementaresch a gesetzlech Basis muss elo séier geschafe ginn, fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren?

Ech si gespaant op Är Äntwert, Här Minister, an ech soen Iech Merci am Viraus.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eischen. D'Wuert huet elo den Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här Président, merci dem Här Eischen fir dës Fro. Et ass effektiv esou, dass de Ministère an och de Filmfong aktuell amgaange sinn, dësen Arrêt am Detail juristeschesch ze analyséieren a sech do am Detail Gedanken ze maachen.

Ech wéilt awer, wann Der erlaabt, kuerz eng Kéier op de Fong agoe vun deem Dossier, wou Der grad driwwer rieds hat. Wéi Der wësst, léisst eise Lëtzebuurger Filmfong zënter 2014 eng Analys vun de Bilanen an och de Konte vun de Produktiungsgesellschaft maachen – dat vun enger externer onofhängeger Auditfirma –, déi eebe wëlle Geld, eng AFS, vum Filmfong kréien. Esou – an dat ass dee konkrete Fall, deen Der uschwätzt – ënnerlouch eeben och déi genannte Firma engem Contrôle. Dat war am Joer 2020.

Den Auditeur, dee war deemools der Meenung, datt déi Firma sech a ville Punkten net un déi gängeg Kontabilitätsreegelen hale géif. A well an deem Sënn déi Firma net konform war, gouf et deemno e Refus vum Direkter vun Lëtzebuurger Filmfong. Dat ass d'Kuerzfaassung, fir eeben op d'Originne vun deem Dossier kuerz anzegoen.

An dee Moment koum et dunn eeben elo zu engem Recours vun där Firma. An éischter Instanz ass hire Recours dunn awer als non justifié ofgewise ginn. De Produzent huet doropshin en Appell gemaach, an d'Gericht huet festgestallt, datt eeben de Règlement, de Règlement grand-ducal, op deen den Direkter seng Decision baséiert huet, wéi Der dat och gesot hutt, deemools och par urgence ugeholl gouf. Dat ass elo zéng Joer hier, dat ass och nach eng Kéier wichtig, hei ze ernimmen.

D'Cour administrative – fir deem Ganzen e Suivi ze ginn, fir Iech dat och nach eng Kéier ze erklären – ass

elo awer der Meenung, dass eeben déi Urgence deemools net justifiéiert war an huet dowéinst d'Applikatioun vun deem Règlement grand-ducal fir dës Affär eeben och an deem Sënn ecartéiert.

Well dee Règlement grand-ducal awer eeben d'Basis vun der Decisioun vum Direkter war, ass seng Decisioun géint d'Produktionsfirma annulléiert ginn. Dat hutt Der och an deem Sënn richteg gesot.

Dat heescht awer net, an dat soen ech hei virum héijen Haus, datt de Règlement grand-ducal vum 4. November 2014 annulléiert ass. Dat ass wichteg ze ënnersträichen. De Règlement grand-ducal ass deemno och haut nach ëmmer en vigueur.

D'Urteil huet also keng weider Repercussioune op déi AFSe, vun deenen Der geschwat hutt, déi och weiderhi wäerten iwwert déi nächst Wochen a Méint kënnen ausbezuecht ginn, well eeben de Prinzip vum den AFSe am Gesetz virgesinn ass an deem Gesetz vun 2014.

D'Cour – an dofir soen ech dat hei nach eng Kéier – huet also net de Fong vun der Decisioun vum Direkter jugéiert, mee eeben déi legal Basis vum Règlement grand-ducal. D'Regierung wäert, wéi gesot, dat Urteil och elo genau analyséieren an dann och déi néideg rechtlech Schrëtt preparéieren, fir d'Reegelwierk dann och ze adaptéieren an da gegebenefalls och ze festegen.

An ech wëll hei awer och bemierken, dass ech als Minister a Kulturminister an als Responsable fir de Filmfong souwisou och schonn en neie Règlement grand-ducal op den Instanzeweeg geschéckt hunn, deen eeben de Règlement grand-ducal vun 2014 soll abrogéieren, dës Kéier awer net iwwert d'Urgence, mee eeben iwwert deen ordinäre Wee. An do waarde mer elo eeben aktuell dëser Deeg op den Avis vum Staatsrot an da wäerte mer déi Erkenntnisser dann och an dee Prozess matafléisse loossen.

Ech soen ech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zu deenen zwou nächste Froen, där vun der Madamm Taina Bofferding an där vun der Madamm Mandy Minella, déi zu méi oder wéineger deem selwechte Sujet un d'Madamm Ministesch fir Sport geriicht sinn, der Madamm Taina Bofferding hir iwwert d'Entloossung vum Trainer vun der Dammennationalekipp an der Madamm Minella hir iwwert d'Charte d'éthique an iwwert den nationale Safeguarding Action Plan.

An ech ginn elo fir d'éischt der Madamm Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

– Question n° 328 du 18 mars 2026 de Mme Taina Bofferding relative au licenciement du sélectionneur de l'équipe nationale féminine de football, adressée à Mme la Ministre des Sports

– Question n° 329 du 13 mars 2026 de Mme Mandy Minella relative à la Charte d'éthique et au plan d'action national pour le Safeguarding, adressée à Mme la Ministre des Sports

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Genau, mir hunn et alleguerte matkritt: Den Nationaltrainer vun der Fraefussballsekipp ass mat Effet immédiat erausgepucht ginn, well en iwwergrëffeg Messagen u seng Spillerinne verschéckt huet. Dass grad zwou Deputéiert haut dëst an der Froestonn opwerfen, weist, dass et kee Randtheema ass.

An ech muss Iech éierlech soen, et mécht engem scho Suergen, wann ee kuckt, wat an de leschte Joren an der Press alles iwwert de Fussball esou ze liese war. Eng Rëtsch Evenementer weisen, dass et net vu

Muttwëll wär, d'Gewalt am Sport, mee ganz besonnesch och am Fussball ze dokumentéieren, ze analyséieren an och eppes ze ënnerhuelen.

De President vun der FLF seet, et wär e gesellschaftleche Problem. Dat ass et definitiv. Mee et ass awer kee Fräischäin, fir näischt ze maachen.

Am Fall Santos – a mir konnten et haut am Quotidien noliesen – wossten anscheinend de President vun der FLF a säi Generalsekretär scho säit dräi Joer doriwier Bescheid. Ben, et ass e bëssen einfach, dann ze soen: „Mir konnten näischt maachen, well mer keng Beweiser haten“, ouni iwwerhaupt eppes ze maachen, ze soen, d'Spillerin wär volljäreg, an eeben dann och elo ze hoffen, dass, wann den Trainer entlooss ass, dann d'Affär elo zou wär, sou wéi si et betounen.

Ech fannen, dass dat sech d'Saach e bëssen einfach maachen ass, well bis haut huet kee gefrot: „Wéi geet et dann iwwerhaupt deene Fraen? Wéi geet et deene Meedercher?“ Déi sinn nach zum Deel mannerjäreg. Et freet keen, wéi se domadder eens ginn. D'Fro stellt sech: Krute se psychologisch Hëllef? Hu se iwwerhaupt eng Ulafstell, wou se sech konnte mellen? Bis elo hu mer näischt héieren. Bis elo ass näischt weider gesot ginn, och net iwwert déi Eethikskommissioun, déi mer nach vun der FLF versprach kritt haten, dat no där ganzer Affär Rodrigues – Dir kënnt Iech dorun erënneren, och dat hu mer e puermol heibannen thematiséiert.

An dofir och elo ganz geziilt meng Froen un d'Sportsministesch, déi sech ronderëm d'Sécherheet an d'Eethik am Fussball dréinen. Wéi gesot, déi Eethikskommissioun hu mer deemools versprach kritt. Ech hunn näischt dowunner héieren. Duerfir meng Fro un Iech: Hutt Dir do weider Informatiounen? Gëtt et déi Commissioun? Wa jo, wéi fonctionéiert se? Gëtt et och eng Ulafstell, wou betraffe Spillerinnen a Spiller sech kënnen mellen, a Sécherheet sech och kënnen artikuléieren, ouni mussen ze fäerten, dass dat Konsequenz kritt?

Ech erënneren och un eng Motioun, déi mer d'lescht Joer hei, mengen ech, unanime ugeholl haten, wou et och geheescht huet, dass de Projet vum Safeguarding géif finaliséiert ginn. Duerfir meng Fro: Wou ass dee Projet drun? Wou sinn déi Aarbechten drun? An och war deemools festgehale ginn, dass mer eng Charte des valeurs ausschaffen, also déi sollt de Sportsministère mat de Federatiounen, mat de Clibb ausschaffe fir och esou e Code de bonne conduite.

An eeben och hei meng Froen, wou alleguerten déi do Projeten dru sinn. Well ech mengen, dat weist, dass dat do keen Eenzelfall ass. An et ass wichteg, dass elo eigentlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Meng Froe ginn e bëssen an déi nämmlecht Richtung e wéi déi vun der Madamm Bofferding. Mir hunn an deene leschten Deeg héieren, dass den Trainer vun der Lëtzebuurger Fraennationalekipp licenciéiert gouf, an dat wéinst onpassende Messagen. Dobäi koumen och iwwert déi lescht Joren a Méint ëmmer erëm Situatiounen vu Gewalt, eethesch Kontroversen an eeben och den Émgang domadder. An et ass oft eeben och e grousst Thema an de Meedie gewiescht.

Am Mee d'lescht Joer hat ech schonn eng parlamentaresch Fro zum Thema Safeguarding am Sport gestallt an och, wat d'Organisatioun an de geplangten Ausbau vun der ALAD ugeet. An deemools gouf dann och ugekënnegt, dass d'ALAD soll ausgebaut ginn, fir eng national Ulafstell fir Integritéit a Schutz am Sport

ze schafen. Et war rieds vun engem Plan d'action national fir de Safeguarding a vun enger méiglecher struktureller Weiderentwécklung vun der ALAD. Dozou koum dann nach, dass mer als DP d'Schafung an den Ausbau vun enger Charte d'éthique gefuerdert hu mat dem Zil, eng fair, eng transparent an eenheetlech Reegelung am Émgang mat Gewalt a Mëssbrauch am Sport ze garantéieren.

A jo, Madamm Ministesch, et ass mer scho bewosst, dass Dir elo nach net esou laang an deem neien Amt dra sidd. An awer sinn et elo schonn eng ganz Rei Joren, dass mer keng Ulafstell hu fir de Safeguarding, keng Charte d'éthique. An ech mengen, et gëtt wierklech héich Zäit, fir elo Neel mat Käpp ze maachen.

Als fréier Sportlerin weess ech och, voilà, dass et batter néideg ass, esou eng ze hunn. Et gëtt natierlech och genuch Fäll, déi elo net an der Press thematiséiert sinn, vun deene kee Bescheid weess. An ech mengen, jo, wéi virdu scho gesot, et ass wichteg, eng Struktur fir Sportlerinnen a Sportler ze hunn, fir si ze schützen.

Dofir wollt ech dann och d'Fro stellen: Wou sti mir konkret bei der Schafung vun enger nationaler Safeguarding-Ulafstell? Wéi gesäit dann de geplangte Kalenner aus? Wéini kënnen mir mat éischte konkrete Resultater rechnen? A wéi wäit si mir mat der Ausaarbechtung vun där Charte d'éthique am Sport, wéi d'Madamm Bofferding och gefrot huet? Ass déi fäerdeg ausgeschafft? Wa jo, wéini a wéi soll se offiziell émgasat ginn? A wou sti mer dann och konkret elo beim Iwwergang vun der ALAD op d'ALIS?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. An dann huet d'Madamm Minister fir Sport d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre des Sports | Jo, villmools merci. An och villmools merci den honorabelen Deputéierte Mandy Minella an Taina Bofferding fir dës Froen.

Wéi gesot, d'Thema ass leider erëm aktuell. D'Noriicht vum Trainer vun der FLF-Dammenekipp war ech och, sou wéi, huelen ech mol un, déi meescht vun Iech, aus der Press gewuer ginn. Ech hat awer och duerno e kuerzt Gespréich mam President.

Ech begrëissen och, an dat wëll ech da soen, de Fait, dass d'FLF direkt Konsequenzen hei gezunn huet am Interêt vun hire Spillerinnen.

Zu de Froen. Fir d'éischt hu mer eng Motioun vun der Madamm Bofferding vum Juni 2025. An do sinn am Prinzip d'Invitten u sech e bëssen déi meescht Froen, déi mer elo hei hunn. Eng national Ulafstell hutt Der allen zwee gefrot gehat. Also, mir sinn eis jo alleguer eens, de Sport baséiert op fundamentale Wäerter. An et ass eis gemeinsam Verantwortung oder virun allem och d'Verantwortung vum Sportsministère, ze kucken, datt mer déi Wäerter héichhalen am Sport. An do huet de Sportsministère zesumme mam COSL, zesumme mat der ALAD un enger nationaler Integritéitspolitik geschafft, fir e klore Kader ze schafen, deen op deene véier Piliere baséiert: Eethik, Safeguarding, Antidoping a Moossname géint d'Manipulatioun vu Kompetitiounen. Leider ass dat och aktuell.

D'Schafung vun der nationaler Safeguarding-Ulafstell ass hei e wichtigen Deel vum Gesamtusaz. An dee wäert och émgasat ginn, soubal wéi mer, an dat ass e bëssen déi aner Fro, déi och jiddweree genannt huet, d'ALAD ausgebaut kréien. D'ALAD, déi am Moment u sech fir den Antidoping zoustänneg ass, kritt déi aner Missiounen derbäi. An dat gëtt dann eng

ALIS, Agence luxembourgeoise pour l'intégrité dans le sport.

Wéini trëtt dat a Kraaft? Wéini hu mer dat? Do hunn d'Statute misse geännert gi vun der ALAD. Do waarde mer elo op en Arrêté grand-ducal an da gëtt aus der ALAD d'ALIS. An ech denken, dass dat Ufank Abrëll wäert de Fall sinn. Wa mer déi hunn, da kann déi ufänke mat schaffen.

Dir hutt och d'Fro gestallt zu der Charte d'éthique. Och do ass geschafft ginn, de Ministère zesumme mam COSL. An net méi spéit wéi fir muer hu mer d'Fédération geruff, zesumme mam COSL, fir de Kader virzestelle vun der Integritéitspolitik, a wou och déi éischt grouss Zich vun der Charte d'éthique wäerte virgestallt ginn. Si ass souzeseoer fäerdeg, mee et mussen nach eenzel Upassunge gemaach ginn. Dat heescht, och déi wäert an deenen nächste Woche fäerdeggestallt ginn, soudatt mer ... Wann déi fäerdeg ass, geet se jo dann un d'Fédération. D'Fédération ennerschreibe se an da mussen mer och kucken, dass et erof bis bei d'Veräiner geet. Wéi gesot, si gëtt déi nächste Woche fäerdeggestallt. Mir kucken dann, wéi mer dat an de Konventionne kënnen berücksichtegen, déi mer mat de Fédération maachen.

A bei der Reform vum Subsid vum de Veräiner – dee Projet de loi wäerte mer am Fréijoer nach deposéieren –, ass och virgesinn, dass mer d'Ausbezuere vun de Subsiden u sech wäerten un Integritéitsstandarde koppelen.

Ech mengen, ech hätt dat meescht gesot. Jo.

Une voix | D'Eethikkommissioun.

Mme Martine Hansen, Ministère des Sports | D'Eethikkommissioun, déi ass och ... Am Prinzipp, wann d'ALAD d'ALIS gëtt, dann hu mer och d'Eethikkommissioun, déi wäert virgestallt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Mardamm Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 330 vum Här Dan Hardy un den Här Inneminister iwwert d'Accessibilitéit vun den Noutfallnummern. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 330 du 18 mars 2026 de M. Dan Hardy relative à l'accessibilité des numéros d'urgence, adressée à M. le Ministère des Affaires intérieures**

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Also rezent Meediebericht hu gewisen, dass et Kritik un der Erreechbarkeit vun der Noutnummer 113 bei der Police gouf. D'Bierger hu vu méi laange Waardezäite bei Noutfall geschwat.

D'Police huet dës Virwërf zwar relativéiert, huet awer gläichzäiteg dorobber higewisen, dass et bei ville gläichzäitegen Uruff op den 113 effektiv zu Verzögerunge komme kann. Dann ass et nach de Rot gewiescht, dass d'Leit sollen un Telefon bleiwen, wa se an der Waardeschläif sinn, an net anzehänken, fir nees nei unzeruffen. Dat well se soss hir Plaz an der Waardeschläif verléieren.

Här President, wa Bierger den Androck hunn, dass si am Noutfall um 113 net direkt duerchkommen, da geet et net nëmmen ëm e Gefill, ma et geet ëm d'Vertrauen an d'Funktiounsfäegkeet vun engem wichtege Déngecht am Kader vun hirer Sécherheet.

Dofir wëll ech den Här Banneminister froen, ob de System an d'Gestioun vun der Noutfallnummer nach adequat un d'Realitéit ugepasst sinn, wëssend, dass d'Zuel vun den Uruff an deene leschte Jore signifikativ zougeholl huet. Da wëll ech nach gär vum Här Gloden wëssen, wéi en déi aktuell Situatioun bei

der Erreechbarkeit vun der Noutnummer 113 aschätzt a wéi eng konkreet Moosname virgesi sinn, fir sécherzestellen, dass d'Bierger am Noutfall séier a verlässlech Hëllef kréien, och bei enger héijer Auslastung vum System.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Ech wëll drun erënneren, de 15. Dezember ass deen neien 113 ageweit ginn, wat fréier de RIFO war. Dese schreift sech an an d'Modernisatioun vum Ekipement vun der Police. Et ass d'zentral Ulaftell fir d'Leit an enger Noutsituatioun. Dese neie RIFO huet ganz modern Aarbechtsbedéngungen, performant IT-Infrastrukturen, och eng besser Qualitéit, fir Videoe kënnen ze kucken, an och méi Surface.

Vläicht e puer Chifferen, éier ech op dee prezise Fall aginn. 2025 louch d'Moyenne vun Uruff pro Dag, déi um 113 erakomm sinn, bei 425. 2025 hu mer am Ganzen 155.000 Uruff iwwert den 113 erakritt.

Dann zu deem beschriwwene Fall: Als Éischt wëll ech emol drop hiweisen, dass déi Reklamatioun vun enger Persoun – enger eenzeger Persoun! – komm ass an net vu méi. Ech sinn och net d'accord, dass am Raum stoen ze loossen, dass Der sot, d'Police hätt relativéiert. D'Police huet kloer an transparent dorobber kommunikéiert.

Et ass richtig, dass d'Leit beim 113 wéi och beim 112 an d'Waardeschlaang kommen, wa keen Operateur op d'Sekonn fräi ass. Zur Besetzung vun der Mëtteschicht. Deen Dag, den 10. März, hunn um 113 8 Mat-aarbechter geschafft: 1 Chef de salle, 3 Operateuren, 1 Préposé Calltaker an 3 Calltakeren. Et ass also eng komplett Besetzung gewiescht, wéi dat vun den Normen virgesinn ass.

Zu der Persoun, déi Der uschwätzt: Si sot, si wier 15 Minutte laang an der Waardeschlaang gewiescht. De Pressebüro vun der Police huet dat gekläert. D'Uruff gi chronologesch ofgeschafft. A well dës Persoun, wéi Der richtig sot, e puermol ugeruff huet, am Plaz ze waarden, bis se un d'Rei komm ass, ass se natierlech an der Waardeschlaang no hannen duerchgereecht ginn. Den drëtten Appell vun dëser Persoun gouf no 53 Sekonnen entgéintgeholl.

Zu den Uruff deen Dag: Am Ganzen hate mer deen Dag 406 Uruff. Dovunner goufen der 324 entgéintgeholl. Déi aner hate schonn agehaang. A mir haten en Duerchschnitt vun 11 Sekonne Waardezäit. Ech wëll nach eng Kéier alle Polizisten, déi um 113 schaffen, e grouesse Merci soen, well si lauschten no, si berouegen d'Leit, si rassurieren, huelen d'Info op a ginn d'Info virun, fir dass d'Leit esou schnell wéi méiglech an der Nout kënnen gehollef kréien.

An nach eng Kéier fir den Appell bei enger Urgence: Wannechgell hânt net an, mee waart, bis der un d'Rei kommt, well soss geschitt dat, dass d'Persoun geschitt ass, dass se no hannen duerchgereecht ginn ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 331 vum Här Jeff Boonen an der Fro Nummer 332 vum der Madamm Alexandra Schoos iwwert d'Ouertags fir Ranner. Béid Froe sinn un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau geriicht. An den Här Boonen huet fir d'Éischt Wuert. Här Boonen.

– **Question n° 331 du 18 mars 2026 de M. Jeff Boonen relative aux marques auriculaires pour bovins, adressée à Mme la Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

– **Question n° 332 du 18 mars 2026 de Mme Alexandra Schoos relative aux marques auriculaires pour bovins, adressée à Mme la Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Voilà, mir schwätzen iwwert d'Ouermarke vu Randbéischen. All Kou, all Rand zu Lëtzebuerg kritt bei der Gebuert eng Ouermark un a kann och d'ganz Liewen identifizéiert ginn. Dir kuckt mech allegueren. Si hu mech gëschter gradeso gekuckt, dofir hunn ech einfach emol eng matbruecht, fir dass mer wëssen, vu wat mer schwätzen.

(M. Jeff Boonen montre une marque auriculaire.)

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Jeff Boonen (CSV) | Do ass natierlech eng eemoleg Nummer drop mat engem Barcode a mat engem ..., also et kann och digital ofgelies ginn. Dat mussen d'Ranner direkt no der Gebuert ukréien an déi behale se och un, bis dass hiert Liewen dann en Enn kritt.

Elo hu mer aktuell e Problem mat der Liwwerung vun den Ouermarken. D'Betrieb waarden eigentlech, kréien hir Liwwerungen net zougestallt, wat och Problemer mat sech bréngt, well se eeben déi Déieren net méi kënnen markéieren. An deemmo kënnen och verschide Ranner vläicht iergendwann de Betrieb net méi verlossen, wat zu anere Problemer féiert.

De Service Sanitel vum Ministère huet kommunizéiert an huet emol gefrot bei de Baueren: Wien huet dann nach Ouermarken? Kënn Der hëlfelefen an do e bëssen zesummeleeën?

An deem Kader wollt ech duerfir d'Madamm Landwirtschaftsministesch froen: Wéi kann et iwwerhaupt zu esou enger Situatioun kommen, dass et do zu engem Liwwerenpass kënn? Wat sinn d'Problemer? Hu sech scho vill Betrieb gemellt, déi aktuell Problemer hunn, hir Déieren ze markéieren, an deemmo hiert Véi och net méi kënnen aus dem Betrieb eraus exportéieren? Wat sinn d'Léisungen, un deene geschafft gëtt an déi kënnen ugewant ginn? Wéi gi se prioritär verdeelt elo, wou de Problem do ass? A kënnen mir eis net als Land e Stock uleeën?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Da ginn ech der Madamm Alexandra Schoos d'Wuert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här President. Merci, Här Boonen, fir d'Introduktioun. Da kann ech mer dat spueren.

Merci der Madamm Minister fir d'Äntwert op meng Question urgente de Moien iwwert d'Vaccinen. Do kritt ech och geäntwert, d'Stocke wäeren onerwaart séier eidel ginn. Dat heescht, elo bei den Ouermarken hu mer och Stocken, déi onerwaart séier eidel gi sinn. Ech mengen, mir wëssen, wéi vill Béische mer hunn hei am Land a wéi vill Stocke mer och u Vaccine brauchen. Ech mengen, do ass einfach vergiess ginn ze bestellen. Ech begrëissen awer, dass da gëschter direkt no menger Question urgente d'Bestellung opgi ginn ass.

Komme mer awer zu den Ouermarken. Genau wéi d'Impfung fir den Export a fir d'Identifikatioun sinn dann och d'Ouermarken néideg, An dowéinst hunn ech dann e puer Froen.

Am Communiqué stoung, dass säit dem 29. Januar gewosst ass, dass den Hiersteller en Enkpass beziehungsweise eng Rupture de stock vun den Ouermarken huet. Esou stuet et op d'mannst am Communiqué. Huet d'ALVA Kenntnis dovun? Ech mengen, et geet an déi Richtung, firwat dann do Problemer sinn – ech mengen, et ass e polneschen Hiersteller vun deenen Ouermarken – a wéi laang virum 29. Januar war se vläicht schonn doriwuer au courant war?

Gëtt et zwëschentätlech en Update vum Hiersteller selwer? Ass abseebär, wéini mer dann nei Liwwerunge kréie beziehungsweise ob mer iwwerhaupt Liwwerunge kréien? Wéi eng Alternativléisunge ginn aktuell analyséiert oder virbereet ausser där provisorescher Ëmverdeelung, wou dann d'Mataarbechter vum Service Sanitel vun engem Bauer zum anere rennen an an hirem Sanitel-System d'Ouermarken dann erëm deem neie Bauer attribuieren? Dat ass menger Meenung no och keng Léisung fir eis Beamten.

Wéi gëtt an dëser Situatioun garantéiert, dass all Rand – well wann d'Ranner hir Ouermarke verléieren, mussen se nämlech am Fong erëm nei Ouermarke kréien – beziehungsweise all Kallef korrekt a fristgerecht och identifizéiert ka ginn, sou wéi et gesetzlech virgeschriwwen ass? Och fir wa mer elo am Abrëll ... Mëtt, Enn Abrëll geet de Pacage un, also ginn d'Ranner an d'Kaalwer an d'Ausland op d'Wise bruecht, an do ass dann och eng Ouermark obligatoresch, soss geet souwiesou keen Export méi. Genau. A gëtt et do Iwwergangsmoosnamen?

An zulescht d'Ouermarken: Wann een déi duerchdréckt, gëtt eng Ouerstanz geholl an déi gëtt dann an de Labo bruecht, fir BVD-Analysen ze maachen. Dat ass eng viral Déierekränkt. An do wollt ech froen, wéi et dann do ausgesäit, wéi dat garantéiert gëtt oder ob do schonn Alternative fonnt gi sinn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Elo huet d'Madamm Minister d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, villmools merci fir déi vill Froen.

Déi éischt Fro ass: Wat ass de Problem? De Problem ass kee Problem vu Produktioun, déi net funktionéiert, mee de Problem ass en informatésche Problem, wéi mer et leider dacks hunn. Et ass en informatésche Problem vun enger Softwareëmstellung fir d'Gestioun vun de Commanden, déi leider ... De Problem ass net bei eis, mee bei där polnescher Fabrick, um polnesche Standuert, wou si e Problem hunn. Mir kruten u sech am Mäerz nach eng Kéier confirméiert, datt et Problemer géif ginn an datt déi eenzel Ouermarke Retard kréichen, mee si wäeren um Wee, eng Léisung ze fannen.

Ufanks der leschter Woch krute mer dunn de Message, et wär erëm alles um Rullen. Dunn hu mer geduecht: Ok, uff, elo rullt et erëm! Zweek Deeg duerno krute mer dunn erëm gesot, leider wär erëm eng Kéier en informatésche Problem do, soudatt se nach net wéissten, wéi a wéini se eis erëm kéinte beliwweren. Doropshin hu mer eng éischt Kommunikatioun un d'Rannerbetreiber gemaach. Wéi gesot, d'Bestellunge ginn iwwert de Sanitel gemaach an da gëtt direkt vun der Firma aus Pole bei d'Bauere geliiwert. Dat ass u sech sou, wéi mer et gären hätten.

Wéi vill Betreiber hu sech elo gemellt respektiv wéi vill Ouermarke si gefrot ginn? Ma momentan feelen eng 6.000 Ouermarken. Ech soen da 5.999, well mer hunn do eng. D'Betreiber melle sech, soubal se eebe feststellen, datt d'Liwwerung feelt. Dat heescht, et wëll elo net heeschen, datt déi 6.000 elo ganz dréngend

feelten, mee dat sinn déi, déi hätte misse geliiwert ginn, déi awer elo nach net geliiwert gi sinn.

Sou, no eisem Opruff, dee mer dann och gemaach hu fir moossgeschneidert Hëllefsmesuren, hu mer scho 500 Ouermarken erëm zrëckkritt an eise Stock. Wat ech ka soen, dat ass, datt nach kee Betrib, deen elo onbedéngt eng Ouermark gebraucht hätt, keng kritt huet. Dat heescht, mir konnten nach jiddwerengem betriebspezifesch ëmmer hëllef.

D'Léisungen: Wéi gesot, mir hunn en Opruff gemaach, fir datt d'Leit, déi Problemer hunn, sech sollen direkt bei der ALVA mellen.

Mir hunn och d'Bauere gefrot, déi mat deene grouse Stocken – et sinn eebe Betreiber, déi vill Béischten hunn, déi bestellen och vill Ouermarke beieneen, brauche se awer net direkt –, datt se eis dat mellen. D'Solidaritéit soll spillen, soudatt si eis déi Ouermarken zrëckginn an datt mir dann den Dispatching maachen. Dat ass eeben ... D'Madamm Schoos sot, eis Leit fueren hin an hier. Jo, si fueren hin an hier, mee dat ass awer elo e Service fir d'Bauer. Well wa mer deen net maachen, dann hänke mer do. Also hu mer gesot: „Mir probéieren, do eng Léisung ze fannen.“

An dann hu mer nach verschidde Messagen erausginn. Dout gebuere Kaalwer brauchen elo keng Ouermark, de Rendac hëlt se awer mat – déi spueren mer. Weiblech Kaalwer, Ranner, déi am Betrib bleiwen, mussen och elo net direkt, esou wéi d'Legislatioun dat virgesäit, d'Ouermark ugedoe kréien. Et ass wichtig, datt déi Kaalwer, déi an den Export ginn, oder alleguer déi aner Béischten, déi iwwert d'Grenze ginn, eeben direkt eng Ouermark kréien.

An da wäerte mer keng Retarde vum Ouermarkenundinn elo sanktionéieren. Dat ass dann och dee Message, dee mer dobausse ginn hunn.

Et ass gefrot ginn, ob mer e Stock kéinten uleeën. Also, de Virdeel vum Netstock ass jo, datt d'Bauere kënnen soen: „Ech hätt gären déi do Nummere lafend.“ Da kréie se dat, wat se gären hätten. Mir hunn awer gefrot bei der Firma, fir einfach elo 6.000 Ouermarken ze kréien, well dat jo da vläicht méi eng einfach digital Uwendung ass, fir déi Commande eranzeginn. Mee och déi Commande ass net duerchgaang. Si hu gesot, si géifen elo probéieren, mat iergendengem IT-Bypass eis Commande vun deene 6.000 Ouermarken hinze kréien. Do wäerte mer Enn vun der Woch eng Äntwert kréien. Wa mer déi hunn, da wär de Problem geléist.

Wat ech ka feststellen, a wat ech einfach soen als Resümee: Also, mir sinn drun, mir probéiere wierklech, deenen eenzelne Betreiber ze hëllef, betriebspezifesch Léisungen unzébieden. Mir maachen nach eng Kéier en Appell un d'Solidaritéit. An, wéi gesot, dat wat wichtig ass: Bis elo hat kee Bauer, deen eng Ouermark gebraucht huet, keng kritt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Elo komme mer zur Fro Nummer 333 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Minister fir Wirtschaft iwwert de Récktrëtt vun der Chambre des Salariaés aus dem Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement des talents. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 333 du 18 mars 2026 de Mme Djuna Bernard relative au retrait de la Chambre des Salariaés du Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement des talents, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. D'lescht Woch e Freideg koum effektiv e Communiqué vun der CSL, dass se aus dem Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement des talents wäert austrieden.

Si ginn als Grënn un, dass de sougenannten Talent Desk, deen eng Suite ass vun deem Haut comité, beim House of Entrepreneurship wäert ugesidelt ginn, deen de facto zur Chambre de Commerce gehéiert, a se kritiséieren, dass déi Ulafstell, dee Guichet, dee sech u sech u Salariaé riicht, elo maassgeeblech wäert vun enger patronaler Organisatioun geleet ginn. Si kritiséieren och, dass se net an den Decisionsprozess agebonne waren, wou déi Decisioun da sollt geholl ginn. An des Weidere werfe se och an hirem Communiqué op, dass den Haut comité en ze vill grouse Poids leet op e Régime favorable fir d'Impatriéé par rapport zu de Salariaé, déi als Frontaliere gëllen. Si soen, dass och d'Frontalieren an eisem Land zu de sougenannten Talenter gehéieren, sou wéi ganz vill aner Leit hei am Land. An dat ass, mengen ech, e Kritikpunkt, dee se zu Recht opbréngen!

Meng Froen un de Minister sinn déi follgend: ob den zoustännege Minister der Meenung ass, dass des Entscheedung eng opportun Decisioun ass, dass se op der Säit vum Patronat soll leien, dass den Talent Desk bei hinnen ugesidelt ass, wéi et zu där doter Decisioun komm ass, ob een net hätt kënnen eng neutral Plaz envisagéieren, wou den Talent Desk géif ugesidelt ginn a wéi de Minister bewäert, dass d'Chambre des Salariaés elo aus dësem wichtege Komitee ausgetratt ass. Ech mengen, mir hu säit Joren – an deene leschten zweek, dräi Joren – elo Surgen, dass effektiv de Sozialdialog net méi esou fonctionéiert an den Austrëtt vun engem wichtege Salariaésgremium op dëser Plaz ass, mengen ech, eng ongëschtege Entwécklung.

An do wollt ech de Minister froen, wéi e sech dozou positionéiert an och wéi eng Stellung en hëlt par rapport zu deem Kritikpunkt vun der Debalance tëscht den Impatriéierten an de Frontalieren, déi d'Chambre des Salariaés awer an hirem Communiqué opwerft. Bewäert hien dat d'selwecht wéi d'Chambre des Salariaés dat an hirem Communiqué gemaach huet oder wéi eng Positioun hëlt en do an, wien déi sougenannten Talenter da solle sinn, déi zu Lëtzebuerg solle rekrutéiert a gestärkt ginn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Madamm Bernard, fir déi Fro. Jo, ech mengen, dass ech als Éischt emol regrettéieren, dass hei eng vun deenen dräi professionelle Chambre sech zrëckzeit aus engem Gremium. Ech sinn awer berouegt, dass Der selwer sot, dass et esou e wichtege Gremium ass. Well mir waren eis als Regierung bewosst, dass mer mussen méi maache fir net nëmmen Talentattraction, mee och d'Retentioun an och d'Ausbildung vun den Talenter. Dat heescht, wa mer vum Comité Talents schwätzen, da schwätze mer ëmmer vun dräi Punkten: éischtens emol d'Talenter ausbilden, zweetens d'Talenter hei halen, drëttens d'Talenter siche goen.

Eppes, dat och ganz oft falsch verstane gëtt: Wa mer vun Talenter schwätzen, da schwätze mer net vun deem groussen IT-Expert, deen iergendwou vun ausserhalb vun der EU kënt. Mir schwätze vun de Metieren très en pénurie, wéi se genannt ginn, wéi zum Beispill dem Elektriker hei zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill dem Carrossier hei zu Lëtzebuerg oder nach aneren, natierlech och all deene vun anere Beräicher.

D'Diskussiounen am Haut comité si wichteg, an dass mer do déi dräi Chamberen hunn. A grad dofir ass et schued, dass mer niewent der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés dann elo d'Chambre des Salariés hunn, déi seet, wéinst dem Talent Desk wier se net méi do.

Den Talent Desk ass ugeschwat ginn. Et geet am Fong ëm e physischen Desk, dee mer schonn online gesat hunn, de „Work in Luxembourg“, wou mer am Fong all d'Informatiounen regroupéieren op enger Plaz. D'Talent, dat aus dem Ausland kënnt, kënnt net op Lëtzebuerg, andeem et sech seet: „Majo, ech ginn elo emol op www.educationnationale.lu oder www.securitesociale.lu, op déi eenzel Sitte kucken.“ Nee, en Talent informéiert sech iwwer e Land op enger zentraler Plaz. An dofir hu mer de Work in Luxembourg och online gesat, deen ee vun deenen éischte Projete war, déi mer iwwert den Haut comité gemaach hunn, niewent Etüden, an deene mer kucken, wat d'Talenter sinn, wéi se heihinnerkommen, wat d'Verhale vun Talenter ass, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn.

An do gehéiert et de physischen Desk dozou. Zum physischen Desk muss ee soen, dass dat net eng Iddi war, déi elo am Haut comité gebuer ginn ass, mee déi ass schonn aus enger aler Iwwerleeung eraus gebuer, an zwar aus dem Volet vun de Startuppen, wou e Wee fonnt ginn ass, fir Startuppe besser hei zu Lëtzebuerg kënnen ze accueilléieren. An do war de physischen Talent Desk ee Volet, dee mer hei fusionéiert hunn. Grad mat deem Talent Desk, deen online steet, hu mer gesot: „Ma da maache mer hei net nëmmen en Desk fir Startuppen. Mir maachen hei e richtegen Talent Desk doraus.“ Well niewent deene Froen, déi si sech alleguerter stelle ronderëm d'Sécurité sociale, ronderëm d'Conditions de travail zu Lëtzebuerg, d'Sécherheetsbestëmmungen, wat natierlech ganz wichteg Volet sinn, awer och ganz aner Froen och physisch do gestallt ginn, wéi zum Beispill Froen iwwert d'Immigratioun, de Logement oder aner Saachen.

Deen Desk, deen do ass, bezitt sech och net op d'Chambre de Commerce oder op d'Chambre des Métiers oder op d'Chambre des Salariés. E bezitt sech op all déi Froen, déi kënnen gestallt ginn, dass een eng Plaz, e One-Stop-Shop huet an dass duerno d'Talent, dat dohinner kënnt, och redirigéiert gëtt. Dat heescht, wann dat Talent, dat dohinner kënnt oder d'Entreprise, déi en Talent sicht, Froen huet iwwert de Marché du travail, da gëtt e bei d'ADEM redirigéiert. Wann e Froen huet iwwert de Contrat de travail, da gëtt e bei d'Chambre des Salariés eriwuer redirigéiert.

Dat heescht, et gëtt eng Redirektioun, déi ëmmer erëm gemaach gëtt vun deem Talent, dat dohinner kënnt, soudass dat doten déi Plaz ass, wou mer souwuel PMEen hunn, ganz kleng Entreprises, well dat war déi initial Iddi hannendrun, fir ... Eebe grad déi grouss Entreprises, déi hunn d'Méiglechkeet, e ganze System opzebauen, fir sech ronderëm d'Talenter ze hëllefen. Déi kleng Entreprises hunn dat net an d'Talenter, déi selwer kommen, hunn dat och net. Grad dofir fannen ech nach ëmmer, dass et déi richteg Entscheedung ass, dat op enger Plaz ze maachen, am House of Entrepreneurship, wou mer och verschidde Ministere hunn, déi haut scho sur place sinn, soudass een do een Ekosystem huet, wou all déi Saache sinn.

Néanmoins regrettéieren ech déi Decisioun, besonnesch well och nach aner Voleten um Ordre du jour stoungen. An natierlech ass déi Fro vun der Fiskalitéit ..., wat d'Chambre des Salariés och gesot huet, dass si d'Fiskalitéit, fir d'Talenter aus dem Ausland esou unzedeien, ganz staark a Fro stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 334 vun der Madamm Corinne Cahen un den Här Kulturminister iwwert d'immersiv Ausstellung „Ghosts of the Villa“ an der Villa Louvigny. Madamm Cahen.

– Question n° 334 du 16 mars 2026 de Mme Corinne Cahen relative à l'exposition immersive « Ghosts of the Villa » à la Villa Louvigny, adressée à M. le Ministre de la Culture

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Erënnert Der Iech nach allegueren un de Pir Kremer? Eh bien, de Pir Kremer kënnt Der elo am Moment an der Villa Louvigny lauschteren, an zwar mat sengem Stamminee, ënner anerem mam Colette – dat war jo d'Erna Hennicot-Schoepges.

Une voix | D'Colette Flesch.

Mme Corinne Cahen (DP) | Nee, net d'Colette Flesch.

Dat ass eng ganz flott Ausstellung am Moment, sou eng immersiv Ausstellung, wou ee wierklech an de Geescht vun där Villa a virun allem vum Radio vu fréier kënnt a wou ee vill Temoignagë ka lauschteren, ënner anerem och vum Colette Flesch, well dat huet emol als Assistentin fir de Frank Elstner geschafft a senge jonke Joren. Et kann een och de Frank Elstner lauschteren, de Jean Octave, d'Erna Hennicot-Schoepges an nach ganz vill anerer, de Georges Lang an esou weider.

An ech wollt do de Kulturminister froen: Déi Ausstellung, déi geet just bis den 3. Abrëll a si ass och wierklech extreem ausgebucht, well et kënnen ëmmer nëmme 15 Leit pro Stonn do eragoen, well et eeben eng immersiv Ausstellung ass, wou een e Casque kritt, wou ee wierklech dann och d'Geschicht, d'Radiogeschicht vu Lëtzebuerg, déi jo awer esou wichteg fir onst Land ass, wierklech nach eng Kéier duergestallt kritt mat am Fong geholl – fir Iech net, Här Minister, Dir sidd nach ze jonk, mee fir ons anerer awer – Kandheers- a Jugenderënnerungen, an dat ass wierklech extreem flott gemaach. Ech kréien do och ganz vill flotte Feedback, och vu Leit, déi net do geschafft hunn. Ech hat d'Chance, an der Villa Louvigny unzefänken, an dofir war et jo natierlech duebel flott.

Dofir meng Froen un Iech, Här Minister: Géingt Der eventuell drun denken, déi Expositioun do esou ze ënnerstëtzen, dass se méi laang kéint goen? Géing een eventuell sech kënnen virstellen, se weider ausbauen? Well ech mengen, si wär nach ausbaufäeg, och wa se elo scho wierklech super ass a wann déi Stonn, déi een dobannen ass, net duergeet, fir alles ze lauschteren, well et si wierklech ganz vill Temoignagen.

A meng lescht Fro ass natierlech, ob Der dann och gewëllt wäert, dat finanziell ze ënnerstëtzen. A meng allerlescht Fro: Wësst Der schonn, wéi et dann elo mat der Villa Louvigny wäert weidergoen, wat do wäert geschéien a wat do deen nächste Projet oder Plang ass?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Ier ech dem Minister d'Wuert ginn, géing ech just vläicht ëm e wéineg méi Rou am Sall bieden, well et ass ganz komplizéiert nozelauschteren, wann an allen Ecken diskutéiert gëtt. Merci.

Här Minister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci der Madamm Cahen fir dës Fro. Effektiv ass et e ganz, ganz flotte Projet. Ech konnt och

selwer de Projet kucke goen. An et ass e bëssen dat, wat mer eis iwwert déi lescht Joren och am Filmfong virgestallt hunn: dass mer de Filmsecteur nieft deem Klassenchen Deel weider evoluéiere loossen. An do ass eeben den Deel vun den AR/VR-Projete mat den immersive Projeten eeben e ganz, ganz wictegen Atout vun eisem Filmsecteur. Do ass de Projet vu Radio Lëtzebuerg e ganz flott Beispill dofir, wat een hautdesdaags mat Imaginatioun an och mat deenen technesche Voleten alles ka maachen.

Firwat soen ech dat? Well et virun allem och en Atout ass, eng Méiglechkeet, fir d'Konschtkultur nach eng Kéier anescht ze erliewen. Et geet een net just kucken, et héiert een net just, mee et ass ee wierklech och en aktive Visiteur, dee selwer kann aktiv ginn, sech bedeelegen un där Aktioun. An dofir ass dat e Paradebeispill fir dat, woufir mer eis och iwwert déi nächst Jore wëllen engagéieren.

Zemoos, an dat hutt Der ugeschwat, ass et e Sujet, deen, mengen ech, d'ganz Lëtzebuurger Land betrëfft. Et ass en Deel Lëtzebuurger Geschicht, net nëmme wat d'Meedien ueget, mee fir d'ganz Lëtzebuurger Land. An dofir hu mer dësse Projet – et ass eng Koproduktioun, majoritär lëtzebuergesch mat awer och de Kollegen aus Kanada – iwwert de Filmfong och finanziell ënnerstëtzt, fir eeben och do deem ganze geschichtleche Volet vun RTL Radio Lëtzebuerg dann och gerecht ze ginn a fir dat opzeschaffen.

Fir op Är Fro ze äntwerten: Mir sinn aktuell amgaangen ze kucken, wat méiglech ass, fir dës Ausstellung weider auszubauen. Ech maachen nach e bësse Reklam. Bis den 3. Abrëll kann een an der Villa Louvigny dësse flotten immersive Projet kucke goen.

Mir sinn amgaangen, mat de Produzenten ze kucken, wat méiglech ass. Vun hirer Säit besteet Interessi, och vun eiser Säit als Kulturministère an och vum Filmfong ass Interessi do. Mee do gëtt et awer nach verschidden Detailer, déi ofzegläre sinn, engersäits an der Villa Louvigny, fir do ze kucken, wat méiglech ass, an anerersäits ass och Interessi do, fir déi Ausstellung, deen immersive Projet, wann en dann net an der Villa Louvigny ass, vläicht dezentral op enger anerer Plaz uechtert d'Land da kënnen ze presentéieren.

De ganze finanzielle Volet, wéi gesot, do si mer amgaangen, den Detail auszeschaffen. Soubal mer do eppes wëssen, wäert ech Iech dat dann och mat op de Wee ginn.

Wat den Detail vun der Villa Louvigny ueget, e Projet, deen amgaangen ass ausgeschafft ze ginn: Mir sinn op der leschter Ligne droite. Mir si gudder Déng, dass mer den Depot vum Projet de loi viraussichtlech virum Summer wäerte kënnen maachen, wou mer da mat där Renovatioun wäerten ufänken, eng Renovatioun, déi da wäert bis d'Joer 2031 ofgeschloss ginn, wou mer ënner anerem e groussen Auditoire hunn. Dat ass dee bekannten Auditoire, wou eeben och elo déi Ausstellung, deen immersive Projet stattfënt. Dee wäert a sengem authentische Kader bleiwen op där enger Säit. Et ass och esou, dass mer eng Reaffektatioun hu vun deem klengen Studio. Dat ass do, wou duerno dann e Proufsall wäert entstoe fir den Danz, d'Akrobatik an och aner Aktivitéiten, wou een dann awer och spéiderhi kann e klengen Public empfänke mat maximal 50 Leit. Et wäert, an dat ass eng Nouveautéit, och eng Bün baussent der Villa Louvigny opgestallt ginn, fir dann eeben och mat engem Park, enger Terrass, engem Restaurant dobaussen dee ganze Site och do nach eng Kéier kënnen ze beliewen.

Dann e Volet, deen eis als Kulturministère och ganz wichteg ass, ass eng Kéier, dass mer och vun

administrativen Aarbechtsraim schwätzen, fir eeben eis Federatiounen, eis Associatiounen do kënnen ënnerdaach ze bréngen – do hu mer aktuell e gewëssene Manckem, fir eeben och eis Leit ënnerdaach ze kréien –, a wou mer dann och en Tiers-lieu wäerte schafen, fir konkret Projeten an der Kreatioun an och der Produktioun dann och kënnen an déi Richting ze ënnerstëtzen.

Dat als kuerz Explikatiounen, mee, wéi gesot, mir sinn do gudder Déng, dass mer virum Summer dee Projet dann och wäerte kënnen an der Kulturkommissioun am Detail presentéieren an da beschtefalls fir d'Joer 2031 kënnen ofschléissen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 335 vum Här Marc Baum un den Här Minister fir Wirtschaft iwwert den Zougreff op interimäre Aarbechter bei der Post. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 335 du 18 mars 2026 de M. Marc Baum relative au recours aux travailleurs intérimaires au sein de POST Group, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Lëtzeburger Post ass e Piliër vun eiser Économie a Gesellschaft. Alleguer profitéiere mer quasi dagdeeglech vun deene Servicere vun der Post. D'Post ass esou organiséiert, datt et en Établissement public ass als juristesche Form – se gehéiert dem Staat – an en plus ass se mat eppes méi wéi 4.500 Mataarbechter ee vun deene gréissten Employeuren hei am Land.

Duerfir, mengen ech, kéint a misst een eigentlech dovunner ausgoen, datt d'Post och e Virbild ass, wat Aarbechts- a Beschäftigungskonditiounen ugeet. Duerfir hunn eis Informatiounen awer perturbéiert, datt besonnesch am Centre de tri zu Beetebuerg an der Lescht verstärkt op Interimairé géif zréckgegraff ginn. An dëst féiert net nëmme dozou, datt fir déi betreffen Interimairen dee Statutt selwer certes prekär ass, mee datt doduerch och en immens grouse Personalwiessel am Roulement am Centre de tri ass, wat dem Betrib vum Centre de tri och net nëmme géif zeguttkommen.

En plus ass et esou, datt d'Aarbechtsgesetz jo virgesäit, datt Interimairé just därfeen agesat ginn, fir bestëmmte Picken a ganz kuerze Phasen ze ersetzen – wat ee sech virstelle kéint: zum Beispill ronderëm Chrëschttag, wou immens vill Päck a Kaarte verschéckt ginn –, mee awer eeben net fir ordinär Aufgab.

Duerfir meng Froen un de Minister:

Éischtens, stëmmt et, datt d'Post an der Lescht ëmmer méi op Interimairen zréckgräift? A wa jo, firwat?

Zweetens, huet de Minister Informatiounen, wat den ongeféieren Undeel ass vun deenen Interimairen um Bestand vum Personal vun der Post, respektiv a wéi enge Servicere se verstärkt agesat ginn?

An drëtzens, ass d'Regierung net der Meenung, datt déi öffentlech Entreprise POST nieft dem Service universel, dee se ubitt a vun deem mer, wéi gesot, alleguer profitéieren, och eng Virbildfunktions misst hunn am Beräich vun der Qualitéit vun der Aarbecht an d'Zuel vu prekären Interimsaarbechter misst op den absolutte Minimum reduzéiert sinn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här Baum,

fir déi Fro. Jo, POST Lëtzebuerg ass e ganz wichtege Piliër a ganz villen Deeler vun eisem Land. Et ass en Établissement public, sou wéi Der gesot hutt, deen awer och op där anerer Säit Societéte ronderëm huet.

Zum Établissement public: Den Établissement public gräift ganz marginal nëmme emol op Interimairen zréck. Op där anerer Säit gëtt et nieft dem Établissement public d'Sociétéit INFLOW, déi en place gesat ass an déi am Fong Logistik- a Courieraktivitéiten huet. Do ass et natierlech, wéi iwwerall an deem Beräich, dass et ganz vill Fluktuatione gëtt an dass et dann niewent dem Établissement public, wou se quasi null sinn, op där anerer Säit hei Aktivitéite bei INFLOW sinn, déi ganz saisonal sinn. Jiddweree weess: Enn des Joers komme vill méi Päck. Déi Päck mussen och opgefaange ginn a verdeelt ginn. Dat bréngt awer net mat sech, dass genuch Aarbecht do ass, fir d'ganz Joer iwwer déi Aarbechte kënnen ze maachen. Dofir ass et do, dass och deelweis op Interimairen zréckgegraff gëtt.

Et ass awer wichtege, fir POST Lëtzebuerg eebe grad e stabillen an e seriösen Aarbechtskader a stabill a seriö Aarbechtskonditiounen kënnen ze setzen. Dofir gëtt och ganz vill rekrutéiert, zum Beispill wann Interimairen do sinn. POST Lëtzebuerg huet quasi 99 % CDIen, am anere Beräich 95 % bis 97 %, soudass hei zum Beispill fir d'Joer 2025 98 Interimairé geholl gi sinn, déi du bei INFLOW agestallt gi sinn. Dat heescht, jo, et kann och sinn, dass punktuell op déi zréckgegraff gëtt, si dann awer duerno integréiert och ginn, wéi hei mat deem Beispill vun 2025 mat deenen 98 Interimairen, déi du bei INFLOW och e CDI konnte kréien.

Et gesäit een, dass dat Fluktuatione sinn, déi, wéi gesot, saisonal bedéngt sinn, déi just do sinn, fir Spëtzen opzefänken. Dat ass eeben esou, wéi et am Logistiksecteur ass. Mee vu dass d'Post sech bewosst ass, dass se eng Responsabilitéit huet an och e Virreiderrôle, e Virbildrôle ze spillen huet, sinn dat doten zum Beispill Moosnamen, déi se huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 336 vum Här Laurent Mosar un den Här Inneminister iwwert d'Participatioun vu rumänesche Polizisten un Operatiounen, déi vun eiser Police duerchgefouert goufen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 336 du 18 mars 2026 de M. Laurent Mosar relative à la participation de policiers roumains à des opérations menées par la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi organiséiert Heescherei ass e grouse Problem, net nëmme an der Stad Lëtzebuerg, mee och doriwwee eraus. Hei geet et net nëmme ëm aggressiv Heescherei, mee hei geet et virun allem ëm Mënschenhandel, wou och ëmmer méi Kanner dran implizéiert ginn, e Phänomeen – an dat kréiere mer och ëmmer gesot am Rapport vun der Mënschenrechtskommissioun –, dat d'Tendenz huet, ëmmer méi grouss ze ginn an dat ee muss mat alle Moyene bekämpfen.

Elo ass et awer esou, datt meeschtens déi Drahtzieher vun deene Banden net hei zu Lëtzebuerg sinn, soudatt et eigentlech och ganz schwéier ass fir d'Autoritéiten, sief dat d'Police oder och d'Justiz, géint déi virzegoen. Duerfir ass eng laangjäreg Fuerderung och vu menger Partei gewiescht, datt ee soll eng Zesummenaarbecht mat der rumänescher Police versichen ze kréien, fir och erauszefannen, wien eigentlech d'Drahtzieher vun deene Banden do sinn.

Dofir begrësse mir och ganz ausdrécklech hei d'Initiativ, déi elo den Inneminister geholl huet, fir esou eng Zesummenaarbecht mat der rumänescher Police anzegoen. Ech wollt dann och an deem Kontext verschidde Froen un den Inneminister stellen.

Fir d'éischt: Wat si genau d'Missioun vun deene rumänesche Polizisten?

Zweetens, wou ginn déi agesat? Ech huelen hunn, datt se och iwwert d'Stad Lëtzebuerg eraus agesat ginn. Fir wéi laang sinn déi hei zu Lëtzebuerg affektiert?

An dann: Ass och do virgesinn, datt eventuell e Rapport gemaach gëtt iwwert dat, wat déi Polizisten hei wäerte feststellen, fir eventuell och de Justizautoritéiten hir Aarbecht méi einfach ze maachen?

Ech soen Iech am Virus scho Merci fir Är Äntwert, Här Inneminister.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Mosar, fir déi Fro. Déi Diskussioun iwwer gemeinsam Patroulle mat Rumänien ass schonn des Efteren hei am héijen Haus diskutéiert ginn. Wann een an der Chronologie kuckt: Eng Kéier an der Chamberskommissioun vum 5. Januar 2022 war dat schonn e Sujet. Et war och eng Kéier schonn eng Entrevue vum viregte Minister fir bannenzeg Sécherheet mam rumäneschen Attaché. 2023 huet déi Reunion stattfonnt, fir eeben iwwert déi gemeinsam Patroullen ze diskutéieren. Et ass awer deemools verworf ginn. Scho méi laang, 2016, war et eng Question parlementaire vun der CSV un den deemolege Justizminister, den Här Braz, dee confirméiert huet, datt et eng Relatioun gëtt tëschent organisierter Heescherei a Mënschenhandel. An ech zitieren: „La bonne connaissance du contexte et de la situation en Roumanie permet d'éclairer certains aspects des enquêtes et de faire le lien avec les services de police roumains.“

Am fënnefte Rapport vun der Commission consultative des droits de l'homme, dee mer am Januar dëst Joer an der Chamberskommissioun ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, et ass ganz schwéier nozelauschten!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... diskutéiert hunn, ass nach eng Kéier confirméiert ginn – an dat ass nach eng Kéier de Rapport, deen et seet –, datt e Lien tëschent organisierter Heescherei an organisierter Kriminalitéit besteet. An: Si zitieren notamment, datt dat besonnesch rumänesch Ressortissanté betrëfft.

Dorobberhin hunn ech decidéiert, Neel mat Käpp ze maachen. Um Rand vum leschte Conseil vun den Inneministèren hunn ech dunn den Accord mam rumäneschen Inneminister ënnerschriwwen. D'Base juridique ass den Traité oder den Accord de Prüm. Do gëtt déi bilateral polizeilech Zesummenaarbecht festgehal. Déi maache gemeinsam Patroullen, fir mat deene Leit eeben am öffentleche Raum ze schwätzen, net nëmme hei an der Stad, mee och soss.

Doriwwee eraus gëtt awer och en Echange vu sougenannte Best Practices gemaach an der Cyberkriminalitéit, an der Desinformatioun. Déi Leit, déi rumänesch Polizisten, stinn ënnert der Autoritéit vun der Lëtzeburger Police. Et gëtt lëtzeburgeresch Recht ugewannt, si wärten och keng Waffen droen. An natierlech, wann d'Police eppes feststellt, gëtt e Protokoll, voire e Rapport dresséiert, deen dann och dem Parquet virugi gëtt.

D'Missiouen fänkt den 1. Mee un. Si wäert elo mol sechs Méint daueren, se ka verlängert ginn an et wäert eng Handvoll rumänesch Polizisten op Lëtzebuerg kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëten, der Fro Nummer 337 vum Här Ben Polidori un d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Connectivitéit iwwert de KI-Dësch. Här Polidori.

– Question n°337 du 18 mars 2026 de M. Ben Polidori relative à la table ronde trilatérale sur l'intelligence artificielle IA (KI-Dësch), adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Eng Etüd, dat ass dat, wat d'Resultat war vum KI-Dësch d'lescht Woch. Null konkreet Mesüeren, keng sougenannt Stoussrichtungen, déi do erauskomm sinn. Nee, mir schwätzen elo mol iwwer eng Etüd. Mir maachen näischt parallel.

Mir wëssen awer haut schon iwwer aner Etüden, dass et virun allem déi Leit mat méi niddrege Qualifikatiounen sinn, déi wäerte massiv impaktéiert sinn. Mir wëssen och, dass mer net vill Zäit hunn. An do soen ech ganz kloer: D'Regierung ënnerschätzt wierklech déi Vitess, déi déi Evolutioun an der KI wäert unhuelen.

Ech mengen, wann et reent an onse Keller leeft vum mat Waasser, da fänke mer och direkt u mat pompen a mir setzen eis net op de Kannapee a mir kucken an der App, ob et wierklech reent. Nee, mir handelen direkt! An dat vermësse mer hei awer och bei där Situatioun, déi mer hei hunn.

Och wa mer ganz kloer soen, et géif positiv Effekter vun der Kënschtlecher Intelligenz och um Aarbechtsmarché, ob dat bei de Leit ass oder ob dat bei de Betriber ass, mussen mir awer kucken, dass mer elo schnellstméiglech jidderee mat an d'Boot huelen, och schnellstméiglech keen am Stach loossen.

Dofir hunn ech verschidde Froe matbruecht un d'Regierung. Elo nach eng Kéier iwwert de KI-Dësch: Wéini ass dann elo den nächste KI-Dësch? Wéini ass geplangt, dass dës sougenannt Étude magique sollt da fäerdeggestallt ginn, dass mer elo wierklech wëssen, wou mer histeieren?

Wäert Der awer elo scho konkreet Mesüeren huelen, déi Der ausschafft? Oder waart Der wierklech op déi Etüd? Well ech mengen, et wär wichteg, wa mer hei kéinten direkt ufänken an herno, wann d'Etüd do ass, d'Gewicht op verschidde Mesüere leeën, an net waarde bis dohin.

Da wësse mer jo och, an et ass bekannt, dass virun allem beim Middle Management déi meeschten Aarbechtsplaze wäerten impaktéiert sinn. Do denken ech elo eng Kéier direkt un, fir e Beispill elo ze huelen, d'Fonction publique, wou mer där ganz vill hunn, Gëtt et nach an der Zukunft Redakteren? Gëtt et nach an der Zukunft Expeditionnairen?

Wéi a wat hutt Der do virgesinn, fir deene Leit awer schnellstméiglech och déi néideg Perspektiven ze ginn an och vläicht déi néideg Reevaluatioun vun hiren Aarbechtsplazen ze maachen?

An déi lescht Fro, déi ech matbruecht hunn, ass: Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, dass och den Notzen an d'Gewënner, déi elo schonns mat KI generéiert ginn, jiddwengem hei am Land zeguttkommen, fir

eeben déi Ongerechtegkeeten, esou gutt et geet, an de Grëff ze kréien?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Villmools merci, Här Polidori, fir déi Fro. Bon, Dir wësst, dass et beim KI-Dësch haaptsächlech och drëm gaangen ass, ze kucken: Wéi verännert d'KI och d'Aarbechtswelt?

Ech sinn e bëssen erstaunt, dass Der mengt, mir géifen um Kannapee sëtzen a waarden, bis et erareent, well Dir wësst – an Dir sidd jo och an der zoustänneger Kommissioun –, dass mer virun engem Joer eng Strategie presentéiert hunn, zesumme mat der Madamm Obertin a mam Här Delles, fir eebe justement eis deene Sujete Kënschtlech Intelligenz, Daten a Quantum unzehuelen, wou eng ganz Rei Projeten annoncéiert sinn, déi och hire Wee huelen, déi lues a lues och debutéieren.

Et sinn och notament Projeten, eebe wéi de Skills-Plang, dee mat der ADEM ausgeschafft gëtt, fir eebe grad ze kucken: Wat sinn déi Kompetenzen, déi mer brauchen an déi mer hunn?

An och um reglementaresche Kader ware mer dat éischt Land an Europa, dat den AI-Act-Projet-de-loi deposéiert huet. Mir waarden elo schon iwwer e Joer op den Avis vum Staatsrot. Dowéinst si mer leider net déi éischt, déi et hei wäerte stëmmen, mee mir hunn also eppes gemaach.

Wat awer elo d'Zil ass vum KI-Dësch, dat ass eebe, eis och konkreet op d'Aarbechtswelt ze konzentréieren, a genau dowéinst war déi éischt Iddi déi, ze soen: Kommt, mir maachen eng Etüd! Well schlussendlech, wa mer wëlle secteurspezifesch – an dorëms geet et, well net all Secteur ass d'selwecht impaktéiert – och konkreet Mesüeren nach zesummen ausschaffe kënnen, dann ass et wichteg, dass mer eis och mat de Chiffere befaassen. An ech mengen och, dass dat definitiv keng schlecht Aart a Weis ass, ze procedéieren.

Et ass also eng ganz Rei Saachen, déi en cours sinn. Mir wäerten och, zesumme mat der Madamm Obertin, eng Kéier d'Gewerkschafte gesinn, fir hinnen och nach eng Kéier d'Strategie ze presentéieren a mat hinnen doriwwe en Echange ze hunn.

Mee fir eis war awer kloer, an dat war och de Konsens vun där Reunion: D'Kënschtlech Intelligenz kennt, si ass do, si huet en Effet, dee bouleversant ass. A genau dowéinst ass et esou wichteg, dass mer eis drop virbereeden. Jiddwereen huet och schon op senger Säit e bëssen Iddie formuléiert – mir, wéi gesot, eis Strategie. Mee och d'Gewerkschaften hu kloer Iddie formuléiert, d'Patronat huet Iddie formuléiert. An d'Iddi ass eebe elo, sech zesummesëtze fir ze kucken, wat mer gemeinsam nach kënnen maachen. Well et sinn eng ganz Rei Projeten do.

An Dir hutt d'Formatioun ugeschwat, de Reskilling. Dat ass ee vun de groussen Pilierechen och vun der Formatioun, wou mer jo och e bësse gekuckt hunn: Wat gëtt et vu Formatiounen, déi offréiert gi vum House of Training, vun der Chambre des Salariés, iwwert den Digital Learning Hub, wou een op all Niveau kann eraklammen a sech iergendwéi verbessern a méi familiär maache mat der Kënschtlecher Intelligenz?

D'ADEM huet och e Projet, dee sech PIX nennt, wou justement d'Leit kënnen kucken, wat hir Talenter sinn a wat se nach net sinn, a sech deementspreechend och reorientéieren kënnen. Dat heescht, eng ganz Rei Saache lafen elo schon, wat awer net verhënnert, dass

mer déi Etüd maachen an eis zesummesëtze fir ze kucken, wat een nach alles ka maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Froestonn vun haut de Mëten ofgeschloss.

4. Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas

An éier mer elo bei den Här Georges Engel kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun dem Här Gusty Graas fir den Depot vun enger Motioun. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt eng Motioun hei deposéieren, an zwar am Kontext vun dem Ukrain-Krich. Dir wësst, dass dee leider elo scho véier Joer amgang ass. Déi illegal Aggressioun vu Russland ass inakzeptabel, dat ass ouni Zweifel eng flagrante Violatioun vun internationalem Recht. Et goufen do och eng ganz Rei vu Crimes de guerre gemaach an och Crimmes géint d'Humanitéit. A virun allem, wat eis besonnesch muss schockéieren, dat ass déi Deportation illégale, kann ee soen, vun ukrainesche Kanner.

Duerfir ass et wichteg, wann dee Konflikt – a mer hoffen, dass dat esou séier wéi méiglech ass – eng Kéier zu Enn geet, dass och all déi Leit zur Rechenschaft gezu ginn, déi Auteur si vun deene Crimmes hei.

Mir wëssen, dass den Internationale Strofgerichtshaff aus eng Rei Ursachen net kann direkt hei kompetent erkläert ginn. Dowéinst wëll ech op eng Rei aner Resolutiounen hiweisen, déi awer gemengt hunn, an zu Recht, dass ee soll hei e Spezialtribunal schafen, ënner anerem d'Resolutioun 2482 vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, wou jo eng Rei Kolleegen heibannen och derbäi sinn. Dann och eng Resolutioun vum Europaparlament, déi vum 19. Januar 2023 ass. Do geet et och ëm d'Schafe vun esou engem Spezialtribunal. An da wëll ech awer och op déi Deklaratioun vum Core Group hiweisen, de sech den 9. Mee 2025 – dat war nach ënner Lëtzebuerger Présidence, mir hate jo d'Présidence vum Conseil de l'Europe hei zu Lëtzebuerg – och derfir ausgeschwat huet, wéi gesot, esou en Tribunal ze schafen.

Déi Demande, fir esou en Tribunal ze erstellen, koom natierlech och vun dem Ausseminister vun der Ukrain. An da wëll ech awer och drop hiweisen, dass et Decisiounen gouf vum Comité des ministres vum Conseil de l'Europe, déi de Secrétaire général vum Conseil de l'Europe autoriséiert hunn, en Accord ze ënnerschreiwen. Deen Accord gouf mam President vun der Ukrain, dem Här Selenskyj, de 25. Juni 2025 ënnerschriwwen. Déi Demande baséiert, wéi gesot, op dem internationalem Recht, a mir sinn och der Meinung, dass d'Regierung, eis Regierung, déi a priori en faveur ass vun dem Schafe vun esou engem Spezialtribunal, deem och soll Rechnung droen.

An zwar encouragéiere mer dann, wéi gesot, an där Motioun hei, déi vun der Majoritéit hei virgeluecht gëtt – déi allerdéngs zu deemem Zäitpunkt och nach ënnerschriwwen ass vun de Kolleegen vun der LSAP, deenen ech Merci soen, an och vun deene Lénken a vun de Piraten, se steet awer nach op och fir aner Signaturen –, d'Regierung u sech, der Kreatioun deemem Tribunal elo eng positiv Suite ze ginn, well d'Regierung och der Meinung ass, an dat fannen ech och ganz favorabel, dass se gär eng politesch Decisioun vun der Chamber hätt, fir kënnen dee Schrëtt ze maachen.

Ech mengen, dat ass awer schon net onbedéngt en einfache Schrëtt, mee et ass e wichtege Schrëtt. Et ass awer och eng Symbolik no baussen, fir ganz kloer vis-à-vis vum russeschen Aggressor ze weisen: Mir sinn net dermat d'accord, wat hei geschitt! A mir sinn och der Meenung, datt déi Leit am Fong elo sollen zur Rechenschaft gezu gi fir all déi Crimmen, déi se vis-à-vis vun der Mënschlechkeet an deene leschte Joren hei gemaach hunn a leider, leider och nach an deenen nächsten Deeg – hoffentlech net méi laang – wäerte maachen.

Voilà. Ech géing an deem Sënn, wéi gesot, Här President, Iech déi Motioun hei ënnerbreeden. An et ass an Ären Hänn, wéini se hei drukënt. Ech wëll just soen, datt den Ausseminister jo muer de Mëtten hei ass, da kéint ee vläicht dann den Debat fortsetzen. Wannechgelift.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant l'agression russe illégale à grande échelle contre l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, qui constitue une violation flagrante du droit international ainsi que de l'intégrité territoriale de la souveraineté de l'Ukraine, et dans le cadre de laquelle les autorités russes sont accusées d'avoir commis de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité, notamment par des transferts forcés et des déportations illégales d'enfants ukrainiens ;

– considérant l'importance de rendre justice aux victimes de cette guerre d'agression illégale et injustifiée, notamment en tenant responsables les personnes ayant décidé de mener cette guerre, ce qui pourrait avoir un effet dissuasif ;

– considérant que la Cour pénale internationale ne peut actuellement pas exercer sa compétence à l'égard du crime d'agression en l'espèce, en raison des limites juridictionnelles applicables à ce crime ;

– considérant la résolution 2482 (2023) adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, appelant à l'établissement d'un tribunal international spécial pour poursuivre les dirigeants politiques et militaires russes responsables de l'agression contre l'Ukraine, ainsi que la résolution du Parlement européen du 19 janvier 2023 relative à la création d'un tel tribunal ;

– considérant la déclaration du Core Group soutenant l'établissement d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, à laquelle le Luxembourg s'est associé le 9 mai 2025 ;

– considérant la demande officielle d'établissement d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, signée par le Ministre ukrainien des Affaires étrangères et présentée lors de la réunion annuelle des Ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe à Luxembourg, le 14 mai 2025 ;

– considérant les décisions prises par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, après approbation des documents par un groupe de travail ad hoc, le 24 juin 2025, autorisant le Secrétaire général du Conseil de l'Europe à signer l'Accord, à établir un Accord partiel élargi relatif au Comité de direction du tribunal spécial, et à reprendre l'examen de cet Accord dès qu'un nombre suffisant d'États se seront engagés à en assurer la viabilité ;

– considérant la signature de cet Accord par le Président de l'Ukraine et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe le 25 juin 2025 ;

– considérant que le tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, mis en place sous l'égide du Conseil de l'Europe afin de garantir son caractère international, indépendant et légitime, a pour mandat d'engager des poursuites contre les principaux responsables politiques et militaires du crime d'agression contre l'Ukraine ;

– considérant qu'en agissant ainsi, le tribunal réaffirmera que la guerre ne doit pas être utilisée comme instrument de politique étatique, défendra l'ordre international fondé sur le droit, renforcera les mécanismes de responsabilisation et de règlement pacifique des différends, et contribuera à dissuader les dirigeants étatiques de commettre de nouveaux actes d'agression ;

– considérant que le tribunal spécial respectera les normes reconnues aux niveaux international et régional en matière de procédure régulière et d'état de droit, notamment les conventions européennes relatives aux droits humains garantissant l'équité de procès, les droits de la défense et l'indépendance de la justice ;

– considérant la signature d'un accord relatif au financement d'une équipe préparatoire chargée de la création du tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, dans le cadre du Conseil de l'Europe, entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en janvier 2026,

invite le Gouvernement à

– participer et contribuer, en qualité de membre fondateur, à la mise en place d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine.

(s.) Gusty Graas, Yves Cruchten, Marc Goergen, David Wagner, Laurent Zeimet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir den Hiweis a merci fir d'Motioun. Merci, Här Graas.

5. Question élargie n° 83 de M. Georges Engel au sujet des accès aux services administratifs pour les personnes sans carte d'identité ni compte bancaire

An da komme mer elo zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der erweiterter Fro Nummer 83 vum Här Georges Engel iwwert den Zougang zu administrativen Déngschter fir Leit ouni Carte d'identité oder Bankkonto. Den Auteur huet 5 Minuten Zäit fir d'Fro a seng Zousazfro an d'Regierung 10 Minutte fir ze äntweren. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. De Problem ass llicht erkläert: Wann een e Bankkonto wëll opmaachen, da brauch een eng Carte d'identité, a wann een eng Carte d'identité wëll kréien, da brauch een e Bankkonto. A wann ee béides net huet, majo, da gëtt et schwéier. Wien zu Lëtzebuerg eng Carte d'identité ausgestallt wëll kréien, dee muss déi virdru bezuelen. An dat entweder iwwer e Virement, Versement, iwwert den Handy oder mat enger Kaart, also iwwer e Wee, deen e Bankkonto voraussetzt. Fir awer esou e Bankkonto opzemaachen, muss een eng Carte d'identité virleeën, déi ee jo awer grad net huet, well soss géif een dat jo net ufroen.

De Problem, deen hei besteet, ass also offensichtlech. An ech hat och gemengt, dass ech, wann ech de Problem an enger parlamentarescher Fro géif opbréngen, séier eng Äntwert géif kréien, dass et natierlech awer e Wee gëtt fir Leit a prekäre Situatiounen, hir Carte d'identité ouni Bankkont ze bezuelen, oder dass ech zumindest géif gesot kréien, dass dru geschaff gëtt, fir eng entspreichend Méiglechkeet en place ze setzen.

Mee leider hat ech mech geiert. Ech hunn déi besote parlamentaresch Fro nämlech gestallt an déi iwwerraschend Äntwert war, dass d'Regierung hei kee Problem géif gesinn. Ëmmerhi kéint ee jo eng aner Persoun froen, ob déi net de Paiement iwwer hire Kont da fir ee kéint maachen. A bis elo wieren och keng Reklamatiounen komm. Do hunn ech awer net

schlecht gestaunt iwwer e gewëssene Mangel u Sensibilitéit a Verständnis fir d'Liewensëmstänn vun deene Leit, déi an enger prekärer Situatioun liewen.

An dofir géif ech der Ministesch hei gären an deser mëndlecher Fro nach eng Rei vu Froe stellen zu menger scho schrëftlech gestallter Fro.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass et akzeptabel ass, dass den Zougang zu essentielle Services wéi engem Bankkonto oder engem Identitéitsdokument net jiddwengem opsteet, mee fir verschidde Leit just mëttels Drëtter zougängelech ass? Ech wëll eng Klammer hei opmaachen. Et muss ee jo och wëssen, dass een, wann een e Versement op enger Bank wëll maachen, entweder e Kont muss hunn oder eng Carte d'identité, well dat géif jo soss d'Dieren opmaache fir Geldwäsch, an dass ganz vill Banken och déi Carte d'identité froen, wann een dann e Versement wëll maachen.

Ass der Ministesch bewosst, dass Persounen, déi zum Beispill säit Längerem op der Strooss liewen an zum Beispill e grave Problem mat Toxikomanie hunn oder anerwärteng sozial staark ausgegrenzt sinn, oft d'Ge-fill hunn, et kéint souwisoou keen hinnen hëllef?

Ass d'Ministesch net der Meenung, dass mir risquéieren, dass Leit, déi a prekäre Situatiounen liewen, d'Vertrauen an de Staat an an eis Gesellschaft nach méi verléieren an da keng zweete Kéier méi no Hëllef froen, wa si souwisoou schon an der Bank wéi och am Guichet ofgewise ginn opgrond vun deenen dach onnéidegen administrativen Hürden? An déi Leit maachen da warscheinlech och keng offiziell Reklamatioun an zéie sech am Géigendeel dann nach ëmmer méi zeréck.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass et den Office-socialen an den ASBLen hir Aufgab ass, Paiementer fir Persounen a prekäre Situatiounen auszeféieren, well de Staat keen universellen an individuellen Zougang zu Identitéitsdokumenten ubitt?

A bleift d'Ministesch och bei der Meenung, dass am virleiende Fall kee Grond zu enger Ännerung besteet?

Ech weess, dat hei betrëfft keng Onmass vu Leit. Et betrëfft warscheinlech och just e puer ganz Wéineger. Mee och déi hunn d'Recht, datt sech ëm si gekëmmert gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. D'Wuert huet elo d'Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här Chamberspräsident. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci, Här Engel, fir des erweidert parlamentaresch Fro. Effektiv hutt Dir schon eng equivalent Fro gestallt am Januar a mir haten och do op des Fro schon explizit geäntwert. Dir erlaabt mer, datt ech nach eng Kéier e bëssen de Kader setzen.

Also, engersäits ginn ech dervun aus, dass Dir net schwätzt vu mannerjärege Persounen, déi fir d'éischt eng Carte d'identité ufroen an och kee Bankkonto hunn. Well do si jo d'Elteren, déi dat da géife maache fir si a sech do ausweisen. Bon, ech ginn och e bëssen dervun aus, datt Dir vun deene Leit schwätzt, déi am Fong ouni Pabeieren op Lëtzebuerg kommen oder zu Lëtzebuerg sinn an och keen Accès zu hirem oder zu engem Bankkonto hunn.

An do ass awer och e bëssen d'Meenung, datt et och do ganz wichtege ass, datt fir déi eenzel Leit, déi an esou enger prekärer Situatioun sinn, ënner wat fir engen Ëmstänn och ëmmer – well et gëtt och verschidde prekär Situatiounen, dat kënnen och Leit sinn, déi eng Mobilitéit réduite hunn oder och ënner

Tutelle stinn oder aner Ursachen hunn –, et am Fong spezifesch Ulafstelle gëtt an Instanzen, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An ech mengen, datt et och wichteg ass, sech do vu professionelle Leit hëllefen ze looszen.

Ech géif awer dann nach eng Kéier op zwee Cas-de-figuren eng Kéier zrëckgoen, déi och an dräi anere parlamentaresche Froen thematiséiert gi sinn. Dat wier engersäits déi Persoun, déi hire Portmonni geklaut kritt huet a keng Carte d'identité, kee Führerschäin, keng Bankkaart méi huet, an d'Bankkaart an deem Fall och huet misse gespaart ginn, an déi och vläicht net explizitt wëll cash bezuelen. An den zweete Cas de figure ass dee vun enger Persoun, déi hir Carte d'identité wëll nei maachen, awer onbedéngt wëll cash bezuelen. Dat sinn am Fong déi Fäll, déi mer am heefegste behandelen.

Ech géif och nach eng Kéier op d'Zuelen zrëckkommen. Mir maache pro Joer 62.000 Carte-d'identitéen. 2024 waren et der 62.346 an 2025 62.988. Do ass et esou, datt ee bei deene meeschte Carte-d'identitéen, wann déi erneiert ginn, dat bei senger Gemeng oder um physische Guichet vum CTIE maache kann. A vun deenen 62.000 Demandë sinn am Joer 2024 8.432 Stéck an am Joer 2025 11.239 Stéck iwwert de Guichet physique beim CTIE ugefrot ginn. Also de Gros vun de Kaarten, iwwer 80 %, ginn an de Populationsbüroen vun de Gemengen ugefrot. An et kann ee jo och beim CTIE via Formulaire eng Carte d'identité ufroen. Dat ass am Fong virun allem fir Leit, déi net selwer eng Carte d'identité ufroe kënnen, also Kanner ënner zwielef Joer, Leit mat enger Mobilité réduite oder och Leit aus dem Centre pénitentiaire zum Beispill. An do waren et der 2024 1.966 an 2025 2.019.

Aktuell ass et effektiv esou, datt eng erwuesse Persoun 14 Euro bezilt fir eng nei Carte d'identité, an deemno wéi och e bësse méi: Oft gëtt nach eng Tax droppesat vun de Gemengen, an des Tax hänkt och vun de Gemengen of. An, wéi mer och an der Question parlementaire geäntwert hunn, dese Montant muss net explizitt vun där Persoun, déi ufreet, bezuelt ginn, mee et kann effektiv och vun enger drëtter Persoun bezuelt ginn.

An, wéi gesot, fir nach eng Kéier op d'Zuelen zrëckkommen, den Taux de satisfaction vun de Leit beim Guichet 2024 war bei 98 % an 2025 bei 99 %.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt 2015/2016 d'Méiglechkeet, eng Carte d'identité cash ze bezuelen am Guichet, ënnert dem deemolege Minister Dan Kersch ofgeschaaft gouf. A wann een d'Zuelen nach eng Kéier kuckt vun deene leschten zwee Joren, sinn d'Demarchen am Fong grondsätzlech bezuelt ginn, wéi Dir sot, iwwer Payconiq, eng Born am Guichet, déi ee konnt benotze mat senger Bankkaart, et konnt een am Virus seng Carte d'identité bezuelen. Et kann ee se och bezuelen duerch eng Drëttersoun, dovun hu mer och scho geschwat gehat. E-Banking ass eng Méiglechkeet an d'Boergeld bleift ëmmer nach eng Méiglechkeet mat engem Versement op der Bank. A wéi gesot, wann ee sech net mat der Carte d'identité kann ausweisen, da vläicht mam Pass. Also iergendwéi mussen d'Leit sech kënnen identifizéieren.

Dann, wéi gesot, wëlle mir natierlech och ëmmer d'Leit e bëssen drop hiweisen, datt, wann eng Carte d'identité ofleef, ee matzäiten déi Demarchë soll maachen, fir datt ee sech da kann op enger Bank ausweisen, an dann, wann ee wëll cash bezuelen, dat dee Moment mat engem Versement op der Bank ka maachen. An alle Fäll, wann een am Guichet wëll eng Demande maache fir déi Carte d'identité, soll een dann, wéi gesot, eng Preuve de paiement

matbréngen an eng Preuve d'identité. Uni dat kann ee leider keng Demande beim Guichet maachen.

Wéi mer och an der Question parlementaire geäntwert hunn, ass ons do keng Reklamatioun zougedroeginn. Aus deem Grond ass och net virgesinn, eng Ausnameprozedur do ze maachen, net am Moment. An ech hu mech och beim CTIE ëmfrot. Et ass och esou, dass, wa Leit an der Praxis net kënnen e Beweis, datt e Virement gemaach ginn ass oder datt si bezuelt hunn, virweisen, ëmmer am Sënn vum Bierger zesumme gekuckt gëtt, wéi ee kann deene Bierger hëllefen, fir da kënnen déi Demande ze maachen, accompagnéiert, wéi dat am Guichet dann och geschitt.

D'Regierung huet, wéi gesot, eng ganz Rei verschidde Bezuelmethoden, an de Cash bleift an deem Sënn och nach ëmmer eng Méiglechkeet, wéi gesot, iwwer eng Bank, wou déi Persoun muss identifizéiert sinn. Voilà. Mee dat ass esou, wéi et am Moment och muss geschéien, well déi Persoun brauch eng Identifikatioun an et ass net de Guichet, deen d'Persoun kann identifizéieren, mee eng Instanz, déi dat ka maachen.

Doriwwer eraus, wéi gesot, mécht d'Regierung ganz vill Efforten, fir am Fong d'Leit alleguer matanzebanen an déi digital Servicer, déi sech ëmmer méi entwéckelen.

An dofir hu mer och den zweeten nationalen Aktionsplang fir d'Inclusion numérique am Januar virgestallt. Do sinn eng ganz Rei Mesüeren, déi do virgestallt ginn, ënner anerem, wéi gesot, och e Guichet mobile, also e Guichet, deen op Rieder kënn, ënner Form vun engem Bus, deen duerch d'ganz Land firt an de Leit hëlleft, d'Demarchen ze maachen, wa si net gutt digital ënnerwee sinn, fir hinnen do ze assistéieren an deene ganzen Demarchen.

Dat léisst mech schlussfolgeren, datt am Fong dës Regierung e ganz oppent Ouer huet fir déi Problematik, déi Dir mentionéiert. Et ass awer wichteg, datt eng Persoun muss identifizéiert sinn. De Guichet ass do net déi richteg Ulafstell. Et muss ee sech kënnen identifizéieren, wann een eng Carte d'identité wëll ufroen. An do ass et wichteg, wéi Dir gesot hutt, datt d'Leit an enger prekärer Situatioun sech och vu professionelle Leit kënnen hëllefe looszen, fir déi Situatioun ze reegelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Engel, hutt Dir nach eng Zousazfro?

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, well ech hu ganz vill Froen, déi mer elo am Kapp ronderëmschwirren, mee ech géif vläicht op zwou Saachen zrëckkommen. Dir hutt virdrun, ganz am Ufank, vu Personnes à mobilité réduite geschwat, dass déi sech dann och kënnen hëllefe looszen. Also, ech kenne ganz vill Personnes à mobilité réduite, déi absolutt independant sinn a sech iwwerhaupt och net wëlle vun enger anerer Persoun hëllefe looszen, wat och hiert gutt Recht ass. Dat just als Klammer.

Fir nach eng Kéier op d'Essenz ze kommen. Wann Der gären eng Carte d'identité hätt, braucht Der e Bankkonto. A wann Dir gär e Bankkonto hätt, braucht Der eng Carte d'identité. Do bässt sech d'Kaz an de Schwanz, fir et nach eng Kéier ganz kloer ze soen. Dat geet net! De Staat muss och deene Leit, déi kee Bankkonto hunn, eng Méiglechkeet ginn, eng Carte d'identité ze kréien, Identitéitsdokumenter ze kréien. Ech fannen, dass dat en elementaart Recht ass an dass de Staat dat och muss garantéieren.

An Dir kënn mir dofir elo net nach eng Kéier d'Question parlementaire, d'Äntwert dorobber, virlesen. Dat hunn ech och alles gelies. An duerno hat Der och elo nach eng ganz Rei vun Donnéeën ginn, déi och ganz

interessant sinn. Mee et äntwert net op d'Fro. Déi Leit, déi hunn en elementaart Recht, dass si eng Carte d'identité kënnen kréien. An Dir verwiert hinnen dat, well si net op d'Bank kënnen goen an d'Suen abezuele, well si sech och do mussen identifizéieren. Och do muss si eng Carte d'identité hunn!

Also, bei allem gudde Wëllen, Är Explikatioun elo hei unzehuelen, musst Dir Iech Gedanke maachen, fir deene Leit – et sinn der net vill – och d'Recht ze ginn, en Identitéitsdokument ze kréien. Soss, mengen ech, sidd Der Iech als Staat Är Verantwortung net bewosst.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Här Engel, ech kann Är Suerge verstoen, et ass net dat. Ech soe just: Et ass jo net, datt d'Regierung sech verwiert, et ass, fir déi richteg Ulafstell ze huelen. De Guichet physique ass an deem Sënn net déi richteg Ulafstell. Eng Persoun muss identifizéiert sinn. An dat kann d'Police sinn, wann d'Carte d'identité verluer gaang ass, dat kann eng Assistante sociale sinn, dat kënnen aner Instanzen sinn.

(Interruption)

M. Georges Engel (LSAP) | Dat heescht, d'Police muss e Virement maachen?

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Nee, mir schwätze jo net vum ... Här Engel, ech mengen ...

M. Sven Clement (Piraten) | D'Fro ass jo awer: Wie kann d'Suen abezuelen?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechglift! D'Madamm Obertin huet elo d'Wuert. Madamm Obertin.

(Interruption)

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Wéi Dir sot: D'Kaz bässt sech an de Schwanz.

(Interruption par M. Georges Engel)

Et muss een awer bei engem Punkt ufänken. Här Engel, et muss ee bei engem Punkt ufänken an ech hoffen, dat Der verstitt, datt deen éischte Punkt ass, sech ze identifizéieren, fir d'Carte d'identité ze kréien. Ech hoffen, datt Der och dee Werdegang mat verfollegt. Et ass net de Guichet, deen Iech kann identifizéieren. De Guichet muss eng Preuve hunn, datt Dir d'Persoun XY sidd.

M. Georges Engel (LSAP) | Ok.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Da si mer ons eens. Wann hien d'Carte d'identité da kritt huet, well en déi Preuve huet ...

M. Georges Engel (LSAP) | Mee e muss déi jo bezuelen!

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Wéi scho gesot, d'Assistante sociale, eng Tierce personne, iergendeng Persoun kann eng Hëllefstellung sinn. An dann dee Moment, wéi gesot, ass et ëmmer dermat verbonnen, datt esou Leit, déi Schwierigkeeten hunn, déi a prekäre Situatiounen sinn, sech an deene Situatiounen hëllefe looszen. An do gëtt et Moyenen. Awer de Guichet ass net deen, deen d'Identifikatioun mécht vun enger Persoun.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Minister.

6. 8646 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne le Conseil de la consommation et le règlement en ligne des litiges

de consommation, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/3228 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 abrogeant le règlement (UE) n° 524/2013 et modifiant les règlements (UE) 2017/2394 et (UE) 2018/1724 en vue de l'abandon de la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi Nummer 8646, eng Ofännerung vum Code de la consommation. Hei ass et e Riedemodell „avec rapport et sans débat“. Dat heescht d'Rapportrice huet 5 Minutten, d'Regierung och 5, wa se da wëllt. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn haut déi grouss Éier, Iech de Rapport vun dësem wichtege Gesetzesprojet virzustellen, dee sech an e Kontext aschreift, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Wannechgelift nach e bësse Rou. Dat wär ganz gentil.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | ... dee geprägt ass vun enger déifgräifender a séierer Evolution vun de Gewunnechte vun de Konsumenten. D'Entwécklung vum elektronische Commerce an déi ëmmer méi grouss Roll vun Konsumenteschutz stellen eisen nationale Kader virun nei Erausforderungen. Et ass dowéinst noutwendeg, eist Recht unzepassen, ze moderniséieren an och méi kohärent ze maachen.

De Gesetzesprojet 8646 verfollegt dobäi en duebelt Zil.

Éischters geet et drëm, de Conseil de la consommation nei opzustellen, fir him eng moderniséiert institutionell Struktur ze ginn, déi besser de Realitéite vun haitege Konsum entsprécht a méi representativ ass fir déi concernéiert Acteuren.

Zweetens soll eist nationaal Recht un déi rezent Entwécklung vum EU-Recht ugepasst ginn, besonnesch am Zesammenhang mam Enn vun der europäescher Plattform fir den Onlinereglement vu Litigen.

Här President, ech kommen als Éischt zu der Reform vum Conseil de la consommation.

Dëse Conseil ass 2004 geschaf ginn, an et handelt sech ëm e konsultatiivt Organ am Beräich vum Konsumenteschutz. De Conseil ass paritéitesch besat mat dräi verschidde Grupp vu Verrieder: engersäits de Verrieder vun der Regierung, dann de Verrieder vun de kollektive Konsumenteninteressen an dréitens de Verrieder vun de Patronatsorganisatiounen. No méi wéi 20 Joer ass et dofir un der Zäit, souwuel de Fonctionnement wéi och d'Zesummesetzung vun dësem Organ ze iwwerpräieren. Zanter Enn 2024 ass dës Reflexioun op Initiativ vun Konsumenteschutzministère a Concertatioun mat alle Membere gefouert ginn.

D'Reform baséiert op zwou Haaptachsen.

Déi éischt Achs ass déi vun der Zesummesetzung vum Conseil. An hei gouf d'Ziel vun den effektive Verrieder an all Grupp vu véier op fënnf erhéicht. An all effektive Member kritt da weiderhin e Suppleant.

Dës Erweiterung erlaabt, dass nei Acteuren integréiert ginn an dëst dann d'Realitéite besser erëm-spigelt: am Regierungsgrupp kënn de Verrieder vum Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique derbäi; bei de Konsumenteverrieder gëtt de Centre européen des consommateurs, GIE Luxembourg, integréiert, an op de Säite vun de Patronatsorganisatiounen kënn e Verrieder vun der Landwirtschaftskummer derbäi.

Dat ass eng Upassung, déi Sënn mécht, well de Konsum haut net méi nëmmen eng klasesch Maartfro ass, mee och staark mat der Digitaliséierung, dem grenziwwerschreidenden Handel an och der Liewens-mittelproduktioun verbonden ass.

Déi zweet Achs betrëfft d'Erweiterung vun de Missiounen vum Conseil. Well bis elo konnt just de Minister fir Konsumenteschutz Avise beim Conseil ufroen. A mat dësem Gesetz kréien och d'Verrieder vun de Konsumenteninteresse souwéi déi vun de Patronatsorganisatiounen d'Méiglechkeet, de Conseil fir en Avis ze saisiieren. Dat ass eng wichteg Moderniséierung, well de Conseil méi dynamesch, méi participativ ass an, nach eng Kéier, méi de Realitéite vum Terrain entsprécht.

Natierlech ginn dofir Konditiounen virgesinn. Esou Demanden op Avise mussen begrënt ginn an un d'Missiounen vum Conseil uknäppen. Déi genee Krittäre ginn op engem reglementaresche Wee an engem separate Règlement grand-ducal prezisiéiert.

Ech kommen elo zu dem zweeten Deel vum Gesetzesprojet, nämlech de Konsequenze vum Ofschaf vum der europäescher Online-Dispute-Resolution-Plattform.

Dës Plattform gouf 2013 op europäeschem Niveau geschaf, fir Konsumenten a Professioneller am Fall vun engem Litige bei Onlinegeschäfte – virun allem bei grenziwwerschreidenden Onlinegeschäfte – op eng aussergerichtlich Léisung hinzewiesen. Allerdéings huet sech iwwert d'Joren erausgestallt, dass dës Plattform hir Ziler net erreicht huet. Eng Impaktanalys, déi vun der EU-Kommissioun am Oktober 2023 gemaach gouf, huet strukturell Schwächte gewisen – technologesch souwéi och prozedural.

An der Praxis sinn op EU-Niveau am Duerchschnitt just ronn 200 Dossiere pro Joer effektiv un eng Struktur fir e Règlement extrajudiciaire orientéiert ginn. An dat war och a kengem Verhältnis zum finanziellen an och zum administrativen Opwand. Dobäi kouw, dass vill Benotzer de System net richteg verstan haten, well d'Plattform huet net d'Litigé selwer geléist, mee just den Zougang zu den zoustännege Strukturen vereinfacht.

Vu datt d'Europäesch Unioun duerch e Règlement dës Plattform ofgeschaf huet, ass se zënter dem 20. Juli 2025 definitiv verschwonnen, an esou muss mer och d'Bestëmmunge vun där Plattform aus dem Code de la consommation sträichen.

Erlaabt mer nach kuerz, zu den Avisen ze kommen. De Gesetzesprojet gouf den 22. Oktober 2025 vun der Konsumenteschutzministesch deposéiert an et si fënnf Avisen erakomm. Am Resümee kann ee festhalen, dass déi consultéiert Instanzen de Projet am grouse Ganze favorabel ophuelen.

Et kouw en Avis vum Centre européen des consommateurs, ee vun der Chambre des Métiers, ee vun der Chambre de Commerce, a si hunn dat alleguerten ënnerstëtzt. An nodeems de Rapport schonn an der zoustänneger Agrarkommissioun gestëmmt gouf, huet d'Chambre des Salariés och nach en Avis ofginn. Dofir wëll ech do e bësse méi drop agoen, vu datt

ech deen net konnt a mengem schrëftleche Rapport unhuelen.

Här President, wann Der mer nach eng Minutt gitt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst et just ganz kuerz maachen, well Dir sidd schonn iwwert der Zäit.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Voilà.

Also, d'CSL begréisst, dass de Conseil de la consommation erweidert gëtt an d'Initiativrecht ausgebaut gëtt, mee si fuerdert gläichzäiteg eng Eegeverriedung am Conseil a méi prozedural Garantien, well d'Effikassitéit an d'Transparenz soss kéinte leiden. An dann, bei der Ofschafung vun der europäescher Plattform géif hir eng strategesch Visioun feelen. A si riff no nationale Léisunge, fir d'Accessibilitéit fir d'Konsumenten ze garantéieren.

De Staatsrot hat keng Oppositionen.

An domat géif ech dann elo ofschléissen an Iech villmools Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, fir dee schrëftlechen a fir dee mëndleche Rapport.

Ech froen d'Regierung, ob si nach wëllt eppes dozou soen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Ech wëll just Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An dann, éier mer zum Ofstëmme kommen: Vu datt et déi éischt Ofstëmmung vun de Mëtten ass, géif ech Iech bidden, nach eng Kéier ze checken, ob Der alleguer agelogg sidd.

Wann dat de Fall ass, da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8646 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8646⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8646 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la présence de PFAS et TFA dans l'environnement luxembourgeois

An elo steet op eisem Ordre du jour vun de Mëtten als nächste Punkt d'Interpellatioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Presenz vun PFAS an TFA zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Follglech huet d'Interpellatrice 30 Minuten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7, an d'Regierung 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Luc Emerring, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Claire Delcourt als Auteur vun der Interpellatioun. Madamm Delcourt, et ass un Iech.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. PFOA, PFOS, PFHxS, PFNA, TFA, an esou weider an esou fort. Dat sinn net einfach nëmmen technesch Ofkierzungen aus engem Labo. Dat si Chemikalien, Substanzen, déi sech an eisem Kierper accumuléieren, déi an eisem Drénkwaasser landen an déi, wa se eemol an d'Ëmwelt kommen, praktesch net méi verschwannen. Substanzen, déi sech iwwer Joerzénge accumuléieren. Substanzen, déi bal net ofgebaut ginn. Substanzen, déi dowéinst Forever Chemicals, Ëiwegkeetschemikalien, genannt ginn.

D'PFAS fënnt een an enger enormer Villfalt vu Produkter: Produkter, déi mir am Alldag notzen, a Verpackungen, an Industrieprodukter, an elektronneschen Apparater wéi eise Frigoen, a Panen, a Kosmeetik, a Medikamenter, mee och an Textilien, déi Waasser ofstoussen. A genau dat ass am Fong ee vun deene Grënn, firwat ech mech dësem Thema ugeholl hunn.

Well, wéi ech bei d'Police judiciaire – oder besser gesot d'Police scientifique – schaffe gaange sinn, an do hunn ech als Biologin geschafft, du war et mer net esou bewosst, dass ech eigentlech am Labo all Dag de PFASen ausgesat war. Genausou wéi de Miess- an Erkennungsdéngscht. Mir hunn nämlech alleguer Tyveken ugehaut am Labo, fir d'Spueren net ze kontaminéieren.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Mir wëssen och, dass zwee Deputéiert sech op PFAS teste gelooss hunn, an d'Resultat war do wierklech alarméierend. Ech schlëssen nämlech dann dorauer, dass mer net just zwee Deputéiert hei sëtzen hunn, mee quasi all Mënsch vun eis am Fong PFAS am Blut huet. An ech denken, dass mer dat och kënne gëlle loosse fir eng Rëtsch Leit aus der ganzer Populatioun.

Mir halen also fest, dass all déi opgezielte Komponenten, déi PFAS enthalen, iwwert d'Waasser, iwwert d'Loft, iwwert de Buedem, iwwert d'Liewensmëttelketten un Enn beim Mënsch landen – bei eis. A mir wëssen haut: Dës Substanze kënne Gesondheetsproblemer verursaachen, vu Liewerschied iwwer hormonell Stéierung bis hin zu Problemer mat der

Fruchtbarkeet, Stéierungen an der Entwécklung vu Kanner an engem erhéichte Risiko fir verschiddene Kriibserkrankungen.

Dat weist ganz kloer: Och wann ee se net gesäit, PFAS sinn net nëmmen eng abstrakt Ëmweltproblematik, mee och eng latent Gefor fir eis Gesondheet, jo, souguer eng permanent Gefor fir eis Gesondheet. Dofir ass et gutt a wichteg, dass mir haut dës Debatt féieren. D'Politick muss hei reagéieren, an dat am Interêt vun de Leit a vun de Kanner an natierlech och vun der Ëmwelt. A mir mussen hei Faarf bekennen. Mir mussen alles maachen, fir eng Ëmwelt ze schafen, déi souwäit wéi méiglech fräi vun dësen Ëiwegkeetschemikalien ass, dat am Interêt vun eis all.

Eigentlech e bëssen esou wéi bei der Sécurité routière déi „VISION ZERO“ wëlte mer am Fong och hei déi „VISION ZERO“ ustriewen. Natierlech geet dat och elo net vun haut op muer, dat ass eis bewosst – dat läit jo an der Natur vun der Saach –, mee schliisslech schwätze mer jo och hei vun Ëiwegkeetschemikalien. Mee dat soll awer eist laangfristegt Zil sinn. Dat si mir, wann net eis selwer, dann op d'mannst eise Kanner schëlleg. Mir duerfen elo keng Zäit méi verléieren, mir mussen elo handelen!

An ech mengen, mir kënnen op d'mannst eppes festhalen, nämlech: Wann dës Interpellatioun een direkte Meritt hat, dann deen, dass mir no ongeféier – soe mer – néngmol froen d'lescht Woch endlech den éischte Rapport iwwert d'PFAS vun deem dach awer scho bal mysteriéisen interministerielle Grupp vun PFAS virgestallt kruten. Yeah!

Dat ass e Rapport, deen aus der Zesummenaarbecht vu verschiddene Ministèren entstanen ass an deen eng éischt systematesch Analys vun der Situatioun zu Lëtzebuerg aus de Joren 2024 bis 2026 gemaach huet.

An ech si jo dankbar, dass dës Rapport do ass. En erlaabt et, an dëser Debatt méi déif ze goen – wéi wann dës Donnéeën nach net do wieren. Well bei engem Thema wéi PFAS ass d'Wëssen déi éischt Viraussetzung fir ze handelen.

An déi Haaptkonklusioun vum Rapport weist ganz kloer, dass d'PFAS-Problematik och bei eis net nëmmen eng theoreetesche Fro ass. E weist, dass PFAS-Spueren och zu Lëtzebuerg an der Ëmwelt virkommen. E weist, dass verschide Substanzen, wéi zum Beispill Trifluoressegsaier, TFA genannt, ëmmer méi an eisen Ëmweltanalysen optauchen. E weist, dass d'Thema international ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. A virun allem weist en, dass muss gehandelt ginn. An dat net just bei eis!

D'PFAS sinn haut eng europäesch an international Regulatiounsfro. Am Kader vun der europäescher Chemikaliepolitik leeft aktuell eng vun de gréisste Restriktiounsprozeduren iwwerhaapt. Eng Rei europäesch Staaten, ënner anerem Däitschland, Holland, Dänemark, Schweden an Norwegen, hunn eng Initiativ gestart, fir eng grouss Unzuel vu PFAS an der EU massiv anzuschranken.

An deem Dossier gouf et dës Mount wichteg Entwécklungen, an deemnächst soll déi éischt Versioun vun zwee wëssenschaftleche Rapporte verëffentlecht ginn. Bei deem éischte geet et ëm d'Risiko vu PFAS, a bei deem zweeten ëm de positiven Notzen an d'Käschte vun dem Virschlag.

Här Minister, vläicht kann ech Iech froen oder sidd Der jo gewëllt, eis eng Kéier déi Rapporten an déi zoustänneg Kommissiounen... oder eng Kéier doriwwer ze diskutéieren? Ech mengen, dat wär sënnvoll, well Dänemark a Frankräich sinn och zwee Memberstaaten, déi d'Notzung vu PFAS a verschiddene Situatiounen komplett verbueden hunn.

Mee och op anere Plaze vun der Welt, wéi zum Beispill an Neuseeland, ass gesetzlech géint PFAS eppes ënnerholl ginn. Ab dësem Joer hu si PFAS-halteg Kosmeetikprodukten nämlech verbueden. Dat weist, dass mir hei net iwwer eng Nischeproblematik schwätzen. Et geet éischter ëm eng wichteg Fro, déi eis ganz modern Chemie- a Produktiounsgesellschaft betrëfft. An dat weist virun allem, dass et méiglech ass ze handelen an dass et net naiv ass, no engem PFAS-fräie Lëtzebuerg ze froen.

Jo, PFAS si praktesch, effizient an technologesch interessant. Si sinn eng kamoud Léisung, mee hunn och grouss negativ Konsequenzen eebe fir eis Ëmwelt an eis Gesondheet. A genee do läit déi politesch Erausforderung.

Här President, d'Geschicht vun der Ëmweltpolitik weist eis ëmmer erëm dat selwecht Muster. Ganz dacks ginn nei Substanzen entwéckelt, well se technologesch vill Virdeeler hunn. Si maache Produkter méi performant, méi haltbar oder méi resistent. Mee eréischt vill Joer méi spéit fänke mir un ze verstoen, wat déi laangfristeg Konsequenzen eigentlech sinn. Mir hunn et gesi bei Asbest, mir hunn et gesi beim Bläi, mir hunn et gesi bei verschiddene Pestiziden, wéi och dem Glyphosat. An haut stellt sech d'Fro: Wëlle mir bei de PFAS genau déi selwecht Feeler nach eng Kéier maachen? Oder hu mer awer aus der Geschicht geléiert?

Wat heescht dat also? Wat solle mer maachen? All PFAS direkt a komplett verbidden?! Nee! D'Realitéit ass vill méi komplex. Eis Aufgab ass et virop, e puer ganz kloer Froen ze stellen: Wou ginn d'PFASen da wierklech gebraucht? Wou gëtt et Alternativen? A wou hu mir et mat onnéidegen Uwendungen ze dinn, déi mer kënne vermeiden?

Wann ee sech d'PFAS-Problematik méi genau ukuckt, da gëtt et dräi grouss politesch Erausforderungen.

Déi éischt ass de Schutz vun eise Waasserressourcen. Wa PFAS an d'Grundwaasser geroden, da kënne se do freeum laang bleiwen. An dat stellt eng reell Erausforderung fir d'Drénkwaasserversuergung duer.

Déi zweet ass d'Gesondheet vun der Populatioun. Och wann d'Fuerschung nach net op all Fro eng Äntwert huet, weist se ëmmer méi kloer, dass d'PFAS-Expositioun net ouni Risiko ass.

An déi drëtt Erausforderung ass eigentlech d'Responsabilitéit, well wann et zu Kontaminatiounen kënnt, stellt sech ëmmer erëm déi selwecht Fro: Wie bezilt dofir? De Steuerzueler oder déi, déi dës Substanze produzéieren an an d'Ëmwelt entloossen? Dofir ass de Principe vun Pollueur-payeur esou wichtig an dëser Debatt an ech wäert nach eng Kéier dorop zrëckkommen.

Mee fir d'éischt wëll ech mech mam Rapport vun informellen interministeriellen Aarbechtsgrupp auserneetzen. Ech wëll dem informellen Aarbechtsgrupp och Merci soe fir deen Iwwerbléck, dee si mat hirem Rapport hei geliiwert hunn. An e groussen Atout oder dee gréissten Atout vun dësem Rapport ass, dass d'Regierung kloer zum Principe de précaution steet. Dat ass luewenswäert, mee dat soll net nëmmen Theorie bleiwen. Dofir fuerdere mir, dass dës Rapport a seng Recommendatiounen och mat dem néidege Seriö emgesat ginn.

Dat setzt eng richteg politesch Volontéit viraus. Eng Volontéit, déi – entschëllegt mech! – d'Regierung awer bis elo bei Ëmwelttheeme vermësse léisst. Ëmwelt- an Naturschutz sollen nämlech fir Iech net nerven. An dofir bedeelegt Dir Iech monter un der Deregulatiounswell vun der Madamm von der Leyen a rullt de rouden Teppich fir d'Simplification

administrative aus. Mee vill vun deene 40 Recommandatiounen, déi Dir hei virgesinn hutt, wäerte gesetzlech Ännerungen an e bürokrateschen Opwand mat sech bréngen. Fir eis ass dat de Präis, dee mir fir de Schutz vun eiser Gesondheet a Kaf huelen, an och natierlech vun der Ëmwelt.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Mir ware just iwwerrascht, datt Dir bei dësem Sujet dat och esou gesitt.

Mee et ass jo ni ze spéit fir unzefänken. An deem Sënn sinn och eis Motiounen ze verstoen. Als LSAP begrësse mir dës Recommandatiounen als gudden éischte Schrëtt Richtung PFAS-fräi Zukunft. Mir hunn awer e puer Verbesserungsvirschléi. Déi hu mir dann och an eise Motiounen, déi ech wäert deposéieren, festgehalten.

Déi éischt Motioun konzentréiert sech méi op d'Gesondheet vun de Leit.

Éischters verlaange mir vun der Regierung, datt si sech an Europa fir eng Harmoniséierung – an ech ënnersträichen – no ënne vun de verschiddene Grenzwäerter asetzt. Hiert Bekenntnis zu enger Harmoniséierung ass gutt, mee e gemeinsame Wäert bréngt der Ëmwelt an eiser Gesondheet eigentlech recht wéineg, wann déi Wäerter ze héich sinn.

Zweetens, am Rapport gesäit d'Regierung e Biomonitoringsystem fir PFAS an TFA vir, an dat och iwwer eng laang Zäit. Wann elo esou eppes op d'Bee géing gestallt ginn, wier et awer schued, net och aner Mikrovoronrengungen am mënschleche Kierper ze iwwerwaachen. Mir fuerderen dowéinst, datt déi Biomonitoring Strategy och aner Substanze wéi PFAS an TFA, beispillsweis Mikroplastik, matabegräift.

Dann: D'Sensibilisatioun vun de Konsumentinnen a Konsumenten, de Baueren an de Wënzer souwéi de Verkeefer vu phytopharmazeutesche Produiten, jo, och der Industrie geet net duer. Eng Grupp, déi a Krankheitsfäll déi éischt Adress ass, sinn d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal. Och si sollten iwwert d'Risiko vun de PFAS opgekläert ginn, soudatt se d'Leit duerno och un déi richteg Plaze weiderleede kënnen.

Et ass ze begrëssen, datt d'Regierung eng vu menge Proposen am Rapport opgegraff huet, nämlech d'Afëierung vun engem Biomonitoring- an Iwwerwaachungs-system fir de Gesondheetszoustand vu bestëmmte Risikogruppe wéi de Pompjeeën an de Baueren.

Soubal dann eng Kéier de Biomonitoringsystem steet, kéint een dat weiderdenken an de Leit och en Zougang zu engem fakultative medezinneschen Accompagnement ginn, enger Struktur, déi hinnen Informatiounen iwwer d'PFAS ubitt an hinnen och gratis Tester erméiglecht. Mee sou wäit si mir jo nach net.

Ech iwwerreechen dann elo emol déi éischt Motioun (ndlr: la motion 2), wou ech dat elo alles erkläert hunn, an déi ass eigentlech och gedroe vun der CSV, deene Gréngen an deene Lénken. A wann d'DP se nach wéilt ënnerschreiwien, kënnen se dat och gäre maachen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Jo, da kommt heihin!

(Interruption par M. Gilles Baum)

Gutt!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *soulignant son engagement envers le principe de précaution en matière de protection de la santé publique et de l'environnement face aux substances ultrapersistantes*

telles que les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) et le TFA (acide trifluoroacétique), dont la présence généralisée dans les milieux naturels au Luxembourg est désormais documentée par le groupe interministériel PFAS ;

– *accentuant l'importance d'un système de santé publique fort, fondé sur un biomonitoring humain et environnemental robuste, afin de suivre l'exposition de la population aux PFAS et au TFA, d'identifier les groupes à risque et d'adapter les politiques de prévention en conséquence ;*

– *insistant sur le rôle central de l'information, de la sensibilisation et de la formation du public et du personnel médical dans la compréhension des risques liés aux PFAS et au TFA,*

invite le Gouvernement à

– *œuvrer, au niveau de l'Union européenne, à une harmonisation à la baisse des valeurs seuils applicables aux PFAS et au TFA dans les eaux potables, les eaux de surface et les eaux souterraines, en s'appuyant sur les travaux de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et sur les directives européennes relatives à l'eau ;*

– *mettre en place une stratégie nationale de biomonitoring humain relatif à l'exposition de la population aux micropolluants comme les PFAS et le TFA ;*

– *informer, sensibiliser et former les médecins, le personnel médical et les autres professionnels de santé quant aux risques liés aux PFAS et au TFA, à l'évolution des connaissances scientifiques, aux voies d'exposition et aux outils de biomonitoring disponibles, afin qu'ils puissent jouer un rôle de relais de confiance pour la population générale, en ciblant en particulier les populations à risque élevé, en raison de leur exposition régulière.*

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Françoise Kemp, Joëlle Welfring.

(La motion 2 a été signée ultérieurement par M. Luc Emering.)

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, an der zweeter Motioun (ndlr: la motion 1) dréinen eis Fuerderunge sech ëm d'Industrie an d'Fuerschung. Aus dem Rapport geet nämlech ervir, datt et quasi keng Donnéeën iwwert d'PFAS-Notzung an der Lëtzebuerger Industrie gëtt, geneesou wéi et kaum Informatiounen iwwert d'PFAS-Belaaschtung vun industrielle Sitte gëtt. Dowéinst soll eng Enquête bei den industriellen Acteure gemaach ginn, fir en Iwwerbléck iwwert d'Notzung vu PFAS/TFA ze kréien. Mee och wann esou en Iwwerbléck haut feelt, bleift eng eenzel Ëmfro ëmmer nëmmen eng Momentopnam a kann eng systematesch an dauerhaft Donnéessammlung net ersetzen.

Fir datt den Inventaire esou ausféierlech an aktuell wéi méiglech bleift, fuerdere mir d'Regierung op, en Autoreportingsystem fir industriell Acteuren anzeféieren. Am Kader dovu sollten d'Entreprisë reegelméisseg uginn, wéi eng Produite si benotze fir wéi eng Prozesser a wéi eng Moosname si huelen, fir PFAS-haltig Offäll esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

Gläichzäitig soll d'Regierung awer d'Firmen och encouragéieren, d'Notzung vu PFAS-haltege Produiten opzeginn. Dowéinst fuerdere mir an der nammlecher Motioun d'Ausschaffe vun enger Rëtsch Subsidien, déi de Firms bei dëser aus gesondheetlechen an ëmwelttechnesche Grënn wichteger Ëmstellung zeguttkënn. Well d'Vergaangenheet huet et gewisen: Wann ee gären d'Prozesser an der Industrie ännert, muss ee bereet sinn, se als Staat ze begleeden.

An eng ganz kuerz Remark um Rand: Am Virfeld vun dëser Interpellatioun hu mer natierlech och Gesprächer mat enger Rei vu concernéierten Acteure gesicht a gefouert an eis mat de verschiddene Positiounen

auserneegesat, an dorënner natierlech och där vun der Fedil. Si ënnersträicht an hirem Avis och, datt d'Industrie bereet ass, méi staark an d'Recherche, an d'Innovatioun ze investéieren, fir weider PFAS-Emissiounen ze limitéieren.

Als Politiker/innen ass et eis Pflicht, mat Experten um Terrain a Kontakt ze sinn an esou eis iwwert déi neisten Entwécklungen ze informéieren. Mir fannen et dowéinst bedauerlech, datt fir den heite Rapport keng extern Acteuren an Actricë consultéiert goufen. Ëmsou besser ass et dann awer, datt an de Suite vum Aarbechtsgrupp dat dann elo och virgesinn ass.

Zréck zu eise Fuerderungen. D'staatlech Ënnerstëtzung huet awer verschidde Formen.

Dat bréngt mech op meng nächst Fuerderung. D'Regierung kann der Industrie nämlech och duerch Innovatioun a Recherche hëllefen a gläichzäitig Aarbechtsplaze schafen.

D'ASTA, d'ALVA, d'AGE, den LNS, den LIH, d'Uni.lu – dëst si Plazen, wou mir schonn eng kleng Expertis hunn, wat Buedem-, Waasser- a Liewensmëttelanalysen ugeet. Analyse sinn awer nëmmen en Deel vun der Expertis, déi mir brauchen. Mir brauche Wëssen, wat d'Alternativen zu de PFAS sinn a wéi mir eis Flëss, eist Grondwaasser an eist Ofwaasser depolluéiert kréien.

Eis drëtt Fuerderung un d'Regierung ass, zu Lëtzebuerg e Fuerschungsstanduert fir d'PFAS opzebauen an ze promovéieren. Mir sinn e klengt Land mat ville Méiglechkeeten. Duerch esou Konditiounen kënnen mir eng gutt Sandkëscht fir Technologien a Prozesser ginn, déi sech weiderhin och exportéiere loossen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Fuerscher/innen unzéien, och dat ass Talentattraction an Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft.

An dësem Kontext wëll ech besonnesch déi sougenannt „nature-based solutions“ ervirhiewen, also Approchen, déi op natierlech Prozesser zréckgräifen, fir Problemer nohalteg ze léisen. Mir ruffen hei d'Regierung dofir op, d'Potenzial vun dëse Léisunge méi systematesch ze analyséieren a sech geziilt fir d'Dekontaminatioun vun eise Gewässer, Biedem an och der Loft anzusetzen.

An eis zweet Motioun gëtt gedroe vun deene Gréngen a vun deene Lénken. An ech ginn domadder och dann direkt déi éischt mat of.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *réaffirmant l'importance du principe de précaution pour la protection de la santé publique et de l'environnement face aux substances ultrapersistantes comme les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) et le TFA (acide trifluoroacétique) ;*

– *soulignant la nécessité de promouvoir une transition juste pour les secteurs industriels et agricoles concernés, en les accompagnant financièrement et techniquement dans l'abandon progressif des PFAS et des substances génerant du TFA ;*

– *considérant que certains traitements de dépollution (par exemple le traitement curatif du TFA par osmose inverse) sont techniquement complexes et économiquement coûteux au Luxembourg, ce qui invite de privilégier des mesures préventives auprès des sources et des zones de protection des eaux potables ;*

– *insistant sur la nécessité d'avoir un inventaire des acteurs qui utilisent des PFAS au Luxembourg, en vue d'identifier et de planifier les mesures d'accompagnement et de soutien appropriées ;*

– *rappelant que les solutions qui s'appuient sur la nature pourraient potentiellement offrir des solutions efficaces pour filtrer les PFAS à moindre coût ;*

– *notant l'opportunité pour le Luxembourg à travers ses centres de recherche de se positionner comme pôle d'excellence pour la recherche sur les PFAS et le TFA, notamment en ce qui concerne l'identification, les techniques de dépollution et le développement d'alternatives industrielles et agricoles,*

invite le Gouvernement à

– *mettre en place un inventaire exhaustif des acteurs industriels utilisant des PFAS au Luxembourg, par le biais d'un mécanisme d'autodéclaration systématique détaillant les procédures employées et les usages spécifiques, ainsi que les mesures mises en œuvre pour réduire au minimum les rejets contaminés ;*

– *analyser la mise en place d'un programme de subventions et d'aides à destination des entreprises et secteurs souhaitant abandonner l'usage des PFAS et des substances générant du TFA dans leurs procédés, afin d'encourager la transition vers des solutions alternatives sûres ;*

– *promouvoir le Luxembourg comme pôle de recherche et d'expertise sur les PFAS et le TFA, notamment en soutenant des programmes de recherche sur l'identification des sources d'émission (atmosphériques, agricoles, industrielles ou issues des stations d'épuration), les technologies de dépollution et le développement d'alternatives sûres aux PFAS dans l'industrie et l'agriculture ;*

– *explorer le potentiel des solutions basées sur la nature pour la décontamination des eaux, des sols et de l'air.*

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Joëlle Welfring.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. Dir dierft roueg weiderfueren.

(Hilarité)

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, Här President, wéi et sech fir eng Interpellatioun gehéiert, hunn ech natierlech am Virfeld eng Rei parlamentaresch Froe gestallt.

Am Januar d'lescht Joer wollt ech beispillsweis vun der Madamm Gesondheitsministesch wëssen, ob d'Regierung wëlles hätt, eventuell Risikogruppen, sou wéi d'Pompjeeën, ze identifizéieren a geziilt Bluttprouwen ze enthuelen.

D'Belaaschtung duerch d'PFAS ass nämlech net fir jiddereen déi selwecht. Et gëtt bestëmmt Risikogruppen, déi berufflech oder am Alldag vill méi staark exponéiert sinn. An d'Pompjeeë sinn ee vun de bekanntste Gruppen. Vill Läschschaime, déi iwwer Joerzëngte bei Industrie- a Brennstoffbränn agesat goufen, enthalen PFAS. Dës Substanze kënnen iwwert d'Haut, d'Otemweeër oder duerch kontaminéiert Ausrüstung an de Kierper geroden, wat erkläert, firwat d'Pompjeeën dacks erhéicht Wäerter am Blut opweisen.

An do hate mir jo och d'lescht Woch matgedelt kritt, dass elo de CGDIS kee Läschschaum méi wäert benotzen, op alle Fall kee kontaminéierten, an dat ass wierklech och ze begrëssen.

Et gëtt awer och nach aner Risikogruppen. Dat si Beschäftegter an der Chemie-, Textil-, Beschichtungs- oder Ofallindustrie, déi domadder a Kontakt kommen.

Mee, et gëtt nach eng weider Grupp, déi am Rapport awer nëmme marginal opdaucht, an dat, obwuel si besonnesch vulnerabel ass: Eis Kanner!

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Och Kanner huele PFAS iwwer verschidde Weeër op: iwwer Dréinkwaasser, Liewensmëttel oder Konsumprodukt. Well hire Kierper nach an der Entwécklung ass, kënnen dës Substanze besonnesch sensibel biologesch Prozesser beaflossen, zum Beispill d'hormonell Entwécklung oder d'Immunsystem.

Fir en dräijäregt Kand vu 15 Kilo, fir e Beispill ze huelen, recommandéiert d'EFSA eng maximal Dos vu 66 Nanogramm vun de véier PFASen – ech hunn Iech se ganz am Ufank genannt, ech fänken net nach eng Kéier un – an der Woch. Ësst dat Kand och nëmme en Ee, da kéint et an e puer Bëss eng méi héich Dos vu PFAS zou sech huele wéi recommandéiert. De Grenzwäert fir en Ee läit an der EU nämlech iwwert der Recommendatioun fir Kanner, nämlech bei 93,5 Nanogramm.

Madamm Minister, Här Minister, hutt Dir spezifesch Moosname virgesinn, fir grad d'Bëbeeën an d'Kanner virun den toxeschene Effekter vu PFAS ze schützen? Wann net, wisou net? A wa jo, géif ech gär e Bësse méi dovunner héieren.

An dëser Debatt geet et nämlech net nëmme ëm abstrakt Ëmweltdonnéeën, mee och ëm déi Generatiounen, déi nach opwuessen. A wat mir méi schnell handelen, wat mir méi schnell eng Zukunft kënnen hunn, wou d'Kanner keng PFAS méi am Blut opweisen.

An enger anerer Question parlementaire hat ech och gefrot gehat, wéi eng konkret Schrëtt d'Regierung ënnerhëlt, fir den Asaz vu PFAS-haltege Pestiziden ze reduzéieren oder ze verbidden, an dobäi gläichzäitig d'Bauere bei der Ëmstellung op alternativ Methoden ënnerstëtzt.

An der Äntwert vun der Landwirtschaftsministesch ass och op de Rapport verwise ginn. De Rapport gräift dës Thematik och op, mee d'Moosname solle sech do haaptsächlech op sensibel Zone souwéi d'Waasserschutzzone limitéieren. Wa mir duerch de Rapport awer eppes geléiert hunn, dann dat, dass d'PFAS a besonnesch den TFA ganz mobil sinn an d'Moosname souwéi d'Adaptatioun vun den agrarwirtschaftleche Produktiounsvirgänger net nëmme an deenen Zonen ugepasst musse ginn, wou et am kriddelegsten ass.

D'Madamm Landwirtschaftsministesch war elo net fir haut interpelléiert ginn, mee ech hoffen awer, dass Dir hir dës Message kënt iwwerbréngen. Natierlech ass et éischer wicteg, dass eis Waasserschutzzone méiglechst fräi vu PFAS-Kontaminatiounen bleiwen. Mee eleng dat geet natierlech net duer an no an no musse mir eeben de Schutz ausweiten, wa mir de Kampf géint d'PFAS wëlle gewinnen.

Ech hunn nach eppes Positives iwwert de Rapport ze soen. An der Annex dovunner fënn en eng Kaart mat den TFA-Hotspots an eiser Dréinkwaasserzoufuer. Esou eng bildlech Duerstellung erlaabt et, op ee schnelle Bléck e komplex Thema méi gräifbar ze gestalten a méiglech Pisten unzedeiten. Wann d'Moosnam ëmgesat gëtt, wäerte mir an der Zukunft eng vill méi komplett Kaart vun de verschidde PFAS-Hotspots a Kontaminatiounsquellen am Land kréien, eng Kaart, wou d'Konzentratioun am Grundwaasser, an Uewerflächegewässer an am Ofwaasser, am Buedem an an der Loft, mee och op anere Sitte verzechent ass.

Eng wicteg Quell wäert awer – ausser ech hunn dat elo e Bësse falsch verstanen – feelen: Dat sinn d'Spideeler. Jo, och a Medikamenter kommen dës Eiwegkeetschemikalie jo vir an zum Asaz. Si hëllefen, verschidde Stoffe unenezebannen. A Chercheusé vun der Uni.lu no si se eng Plaz, iwwert déi net genuch geschwat gëtt.

Madamm Gesondheitsminister, huet sech den interministerielle Grupp och mat där Problematik vu PFAS a Medikamenter auserneegeesat? Wann net, wisou net? Oder hutt Der am Fong nach wëlles, dat eng Kéier op den Ordre du jour vun den zukünftege Reunione vun dem bis dohinner dann hoffentlech och formellen Aarbechtsgrupp setzen ze loosse? An et wär och interessant ze wëssen, ob et iergendwellech Studien dozou ginn, wouvunner Der eis da vläicht och méi kéint erzielen.

Zwu aner Thematiken, déi wéineg Opmierksamkeet am Rapport kritt hunn, sinn déi vun den Textilien an déi vun de Kosmeetika. Ech verstinn, dass een an zwee Joer, wann ee sech sechsmol gesinn huet, net alles beschwätze kann, mee en Deel vun der Aarbecht – déi juristesche Justifikatioun –, fir géint d'PFAS an eise Kleeder an eise Kosmetikprodukte virzegoen, ass quasi scho gemaach.

Zwee europäesch Memberstaaten hu Verbueter géint d'Nutzung vu PFAS ënner anerem a Kleeder a Schong agefouert. Ee vun deene Staaten ass souguer en Nopeschland a mir missten d'Inspiratioun deemno net wäit siche goen.

Ab dësem Joer si PFAS an Textil- a Kosmetikprodukten souwéi a Schong a Frankräich an an Dänemark verbueden. A Frankräich gëllt dat Verbuet fir d'Fabrikatioun, den Import an den Export, mee och d'Mise sur le marché ass verbueden. Här Ëmweltminister, gouf et am interministeriellen Aarbechtsgrupp Diskussiounen iwwert d'PFAS-Verbueter an Dänemark an a Frankräich?

Mir si jiddefalls der Meenung, dass muss gehandelt ginn. Et ass jo kloer, dass mir klenge Lëtzebuerg mat engem Verbuet net alles änneren wäerten, mee wat mir kënnen, ass eis Initiativen uschleissen, déi an déi richteg Richtung ginn, an eis Nopeschlänner an deem Sënn ënnerstëtzen. Mee dat verlaangt eng couragéiert Ëmweltpolitik. Do muss d'Regierung nach weisen, ob se dat hikritt.

Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, mam Rapport ass en éische Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. Elo wou mir eis der Problematik bewosst sinn, soll derfir gesuergt ginn, d'PFAS-Verschmutzung preventiv ze verhënneren. D'Aktiounspunkten, déi am Rapport virgeschloe ginn, sinn och relativ konkret. Et gëtt souguer vun der „Réalisation d'une estimation budgétaire et impacts“ geschwat, mee Pabeier ass bekanntlech gedëlleg.

Dofir, Här Minister, riichten ech dës Froen un Iech. Bis wéini sollen déi Aktiounen am Rapport, déi do genannt ginn, ëmgesat ginn? Wéi eng Recommendatiounen gi prioriséiert a solle schnellstméiglech ëmgesat ginn? A sidd Dir gewëllt, an engem Joer vläicht nach eng Kéier bei eis an d'Kommissioun ze kommen, fir iwwert de Progrès an der Ëmsetzung vun deene Moosnamen ze berichten?

All dës Moosnamen ëmzesetze wäert natierlech Sue kaschten. A mir wëssen, dass d'Regierung an den nächste Jore vill Sue wäert fir d'Defense an natierlech och fir d'Steierreform ausginn. Do dierfen d'Moyene fir den Ëmweltschutz net op der Streck bleiwen. An dobäi goufen nach keng Moosname fir d'Depollutioun consideréiert. Dat ass bedenkenswäert, well am Rapport gëtt et nämlech keng Iwwerleeungen iwwert déi dréit politesch Erausforderung, déi ech am Ufank identifizéiert hunn: Wie bezilt dofir?

Fir eis steet fest: D'Käschte fir eng propper Ëmwelt dierfen net op de Steierzueler ofgewälzt ginn, mee musse vun deene gedroe ginn, déi fir d'Verschmutzung responsabel sinn. A fir Iech d'Hausaufgaben e bëssen ze erliichteren, hu mir eis an enger weiderer Motioun e puer Gedanke gemaach wéi d'Käschte vun

der Pollution méi gerecht kéinte verdeelt ginn. An domadder deposéieren ech dann déi lescht Motioun, déi gedroe gëtt vun deene Lénken a vun eis. Wann ech gelift.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– que les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), dites « polluants éternels », sont persistantes, bioaccumulables et associées à des risques sanitaires graves ;

– que la dépollution des PFAS est techniquement complexe, très coûteuse et que, sans instruments appropriés, ces coûts pèsent principalement sur les pouvoirs publics et par la suite sur les citoyens et citoyennes ;

– que le principe du « pollueur-payeur » exige que les acteurs économiques mettant sur le marché des produits contenant des PFAS contribuent financièrement à la prévention et à la réparation de ces dommages ;

– que le Luxembourg, petit pays à forte densité et aux ressources en eau limitées, a un intérêt particulier à se doter d'outils financiers pour prévenir, limiter et réparer les dommages liés aux PFAS, en complément des instruments existants,

invite le Gouvernement à

– créer un « Fonds de dépollution PFAS » destiné à financer les mesures de prévention, de surveillance, de gestion des risques et de dépollution des contaminations aux PFAS sur le territoire luxembourgeois ;

– prévoir que ce fonds soit principalement alimenté, d'une part, par une redevance spécifique due par les importateurs de substances et produits contenant des PFAS, et, d'autre part, par les amendes et sanctions résultant du non-respect des normes applicables en matière de PFAS et de la responsabilité pour les pollutions causées, dans le respect du droit de l'Union européenne ;

– introduire une dérogation fiscale pour les produits sans PFAS, sur base d'une liste de produits établie par règlement grand-ducal ;

– définir, en concertation avec les parties prenantes concernées, des critères transparents pour l'utilisation des moyens du fonds, couvrant notamment la dépollution de sites et de masses d'eau, l'adaptation des stations d'épuration et la surveillance renforcée.

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Här President, an eiser drëtter Motioun verlaange mir, datt d'Regierung e Fonds de dépollution PFAS schafft. D'Mëtzel, déi an dësem Fong sinn, sollen exklusiv fir d'Erausfuenderungen, déi duerch d'Notzung vu PFAS entstinn, genotzt ginn. Dozou zielen ech d'Prevention, d'Iwwerwaachung, d'Gestioun vun de Risiken an d'Depollution vun duerch PFAS kontaminéierte Plazen. Gespeist gëtt dëse Fong duerch zwee Mechanismen: eng Kéier eng spezifesche Tax, déi vun deene soll bezuelt ginn, déi PFAS-haltig Produiten importéieren, an zweetens duerch Amendes a Sanktiounen, déi fir Verstéiss géint d'PFAS-Norme verdeelt ginn.

Fir datt déi Betriber, Baueren a Leit, déi de Moment op PFAS-haltig Produiten zréckgräifen, Alternativen hunn, fuerdere mir d'Aféierung vun enger steierlecher Derogatioun fir PFAS-fräi Produiten. Wéi eng Produiten dës genee sinn, soll duerch e Règlement grand-ducal gekläert ginn. Wat fir Projeten an ënner wéi enge Krittären d'Mëtzel am Fong solle kënne genotzt ginn, soll mat de Parties-prenantë festgehale ginn.

Madamm Minister, Här Minister, Här Chamberspresident, viru genee engem Joer souze mir hei – an et ass scho bal e bëssen ironesch – an hunn iwwert datt nämmelech Theema geschwat. De Resümee vun deemools war quasi: „Kommt, mir waarden den Rapport of!“ Haut hu mir dee virleien. Ech hoffen dowéinst, dass d'Konklusioun haut eng aner ass.

Mee elo kënne mir definitiv net soen: „Mir wossten et net.“ Ech hat se am Ufank genannt: PFOA, PFOS, PFNA, PFAS, TFA an esou weider an esou fort. D'Éiwegkeetschemikalie sinn do a wa mir näischt maachen, gi mir se net méi lass. Wat mir méi laang waarden, wat sech méi PFAS an der Ëmwelt an an eise Kierperen usammelen. Wat mir méi laang waarden, wat d'Biodiversitéit méi drënner leit. Wat mir méi laang waarden, wat bei de Mënschen déi chronesch Krankheeten zouhuelen. Wat mir méi laang waarden, wat dës Verschmutzung méi irreversibel ginn. Wat mir méi laang waarden, wat et ëmmer méi deier gëtt effektiv ze handelen.

Bref, d'Zäit leeft a si leeft net zu eise Gonschten. D'PFAS si schonns an eisem Blut. Mir mussen handelen an dat net nëmme fir d'Ëmwelt, mee och fir eis Kanner a fir eis natierlech och, an am beschten esou séier wéi méiglech!

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | An ech soen Iech Merci, Madamm Delcourt.

Déi éischt Riednerin, déi ageschriwwen ass, dat ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, PFAS ginn och Éiwegkeetschemikalie genannt, an dat net ouni Grund. Se sinn extrem persistent a bal net ofbaubar, bleiwen iwwer immens laang Zäit – fir ëmmer – an der Ëmwelt a kënne sech och am mënschleche Kierper usammelen. PFAS, dat sinn déi per- a polyfluoriéiert Alkylverbindungen. PFAS ass net nëmme eng Chemikalie, mee e ganze Stoffgrupp – 10.000 cheemesch Verbindungen mat verschiddene Bezeechnungen: Am Gronn bestinn dës aus enger Kette vu Kuelestoffatome, un déi Fluoratome gebonne sinn, dacks kombinéiert mat enger funktioneller Grupp.

Si gi säit Joerzéngten a ville Produkter agesat, well si Waasser, Fett an Dreck ofweisen an hëtzebestänneg sinn. Si si ganz stabil, net brennbar a ganz robust. Dat kléngt am Ufank praktesch, mee genee dës Eegenschafte maache si och esou schiedlech.

PFAS kommen net natierlech an der Ëmwelt vir. Wéinst hiren Eegenschafte ginn dës Substanzen an enger grousser Zuel vu virun allem industrielle Produkter a villen Alldagsgéigestänn agesat: Funktiounskleeder, Impregnéierspray, Zänneiseid, Bakpabeier, Panen, Teppecher, Miwwelen, Kosmeetik an esouguer bestëmmte Liewensmëttelverpackungen. Dës Stoffe kënnen direkt iwwert de Kontakt mat esou Produiten an eise Kierper kommen oder indirekt iwwert d'Ëmwelt, d'Loft, d'Waasser an d'Narungsketten.

D'Konsequenze sinn alarméierend. Bal all Mënsch huet mëttlerweil PFAS am Blut. PFAS stinn am Verdacht, kribserregend ze sinn, kënnen den Immunsystem schwächen, d'Erhéijung vum Cholesteroltaux, d'Fruchtbarkeet beaflossen a Liewer- an Niereschied verursachen. A mir kennen haut nach net all hir Laangzäitwierkungen. Eng amerikanesch Studie ass zum Resultat komm, dass och Puppelcher PFAS iwwert d'Mammemëllech an d'Plazenta ophuelen.

Besonnenesch problematesch ass, dass dës Stoffe net einfach nees verschwannen. Wa se eemol an d'Ëmwelt geroden, si se nëmme mat enormem Opwand – wann iwwerhaapt – erëm ewechzékriegen. Dat bedeit: Wat haut produzéiert a verbraucht gëtt, belaauscht nach kommend Generatiounen.

Et kann net sinn, datt bei Stoffe, déi esou laang an der Ëmwelt bleiwen, d'Konsumenten dacks guer net wëssen, ob an engem Produit PFAS dra sinn oder net. E Rapport mam Titel „The cost of PFAS pollution for our society“ ënnersträicht den dréngende Besoin, d'PFAS-Kontaminatioun ze stoppen, fir immens Käschte fir d'Gesellschaft ze vermeiden. D'Etüd schätzt, datt wann déi aktuell Niveauer vun der PFAS-Verschmutzung an Europa bis 2050 ouni nei Moosnamen unhalen, d'Käschten op ronn 440 Milliarde Klamme wäerten. Wann d'Emissiounen awer scho bis 2040 un der Quell reduzéiert ginn, kéinten 110 Milliarden Euro gespuert ginn.

Mir begrëssen, datt op europäeschem Plang nieft der Reglementatioun en Aktiounsplang fir d'Chimie-industrie am Juli 2025 ugeholl gouf. Do sinn Initiativ proposéiert, fir den Ëmsting ewech vu PFAS ze ënnerstëtzen.

Des Weideren ass en EU-wäite System fir d'Iwwerwaachung vu PFAS a Virbereedung, fir bestëmmte Praktiken ze deelen an d'Donnéeën ze sammelen. D'Europäesch Kommissioun planzt och en Dialog mat allen Acteuren, fir eng ëmfaassend Approche zu de Problemer ronderëm PFAS ze féerden.

Här President, dofir begrëisse mir, datt dës Regierung d'LAG erkannt huet an en interministerielle Komitee zu de PFAS an d'Liewe geruff huet. Dësen huet dem Rapport vun der Regierung zougeschafft an eng Rei Proposen ausgeschafft. Den éischte Rapport ass e wichtegen éischte Schratt vun dësem interministerielle Komitee.

Projete wéi Biomonitoring erlaben et, den Expositionsgad vum der Populatioun besser ze evaluéieren an hëllefen, d'Prevention am Sënn vun der Santé publique ze verbesseren.

Zu Lëtzebuerg leeft d'Studie LëtzhBM a bezitt 600 fräiwëlleg Participanten an, déi haaptsächlech iwwert d'schoulmedezinesch Déngschter rekrutéiert ginn. D'Studie moosst verschidde cheemesch Substanzen a biologesche Prouwen (Urin, Blut an Hoer) an an haislechen Ëmweltprouwen (Loft, Stëbs a Waasser). LëtzhBM ass Deel vun engem groussen europäesche Projet mam Titel „Partnerschaft fir d'Bewäertung vun de Risiken duerch cheemesch Substanzen“, PARC genannt, eng Zesummenaarbecht mat bal 200 Institutiounen aus 30 europäesche Länner souwéi dräi europäeschen Agencen: der Europäescher Ëmweltagence, der Europäescher Chemikalienagence an der Europäescher Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet.

Et ass wichteg, datt eng national Strategie fir de Biomonitoring agefouert gëtt. D'Resultater vum Projet HBM4EU huet gewisen, datt 14,3 % vun de Jonken tëscht 12 an 18 Joer PFAS-Wäerter iwwert dës vun der EFSA festgeluechter toleréierbarer Wochendosis haten.

Här President, eng Rei Moosnamen goufe scho geholl, fir den Impakt vu PFAS op d'Gesondheet ze limitéieren. Lëtzebuerg huet sech am Kader vun der Convention de Stockholm engagéiert, de Kampf géint déi sougenannte persistent organesch Polluante konsequent virunzebréngen. Am nationale Kader hu mir dofir verschidde konkret Moosnamen ëmgesat, ënner anerem den Ëmgang an den Engagement vum CGDIS, keng Schaummëtzel méi ze benotzen, déi Fluor enthalen.

Am Oktober 2025 huet d'EU eng vun den Haupt-PFAS-Emissionsressourcen adresséiert an huet e gestaffelt agefouert Verbuet géint all PFAS- a Feierläschschaimer agefouert. Um europäesche Plang ass d'Vermarktung an d'Benotze vun dräi wichtege PFAS-Verbindungen ënnersot – dem PFOS, dem PFOA an dem PFHxS – a méi streng Reegele bezüglech der Gestiou vum de Fluorgase festgeluecht ginn. Zousätzlech gi permanent Analysmethode verbessert, besonnesch am Beräich vun de Waasseranalysen, wou geziilt Campagnen duerchgefouert ginn, fir d'Presenz vun esou Substanzen esou prezis wéi méiglech nozeweisen.

Här President, d'Regierung huet eng Rei prioritär Schrëtt festgeluecht, fir eisen nationale Bäitrag ze leeschten. Moossname fir d'Kontroll vum Drénkwaasser an och vum Fläschewaasser gi gestärkt. Dat souwéi d'Realisatioun vu Moosskampagnen sinn ze begrëssen. Sait dem 12. Januar 2026 ass eng Limit vum 0,1 Mikrogramm pro Liter en place fir d'Zomm vun 20 PFASen am Drénkwaasser. Zousätzlech gëtt et e Parameeter vum totale PFAS, wéi een, deen op 0,5 Mikrogramm pro Liter festgeluecht ass.

Et soll eng national Strategie fir d'Resilienz am Waasserberäich bis Mëtt 2026 ausgeschafft ginn. Nieft de Moosskampagnë vu Waasser sollen och d'Loft an de Buedem analyséiert gi mam Zil, en detailléierten Inventaire iwwert d'Notzung vu PFAS an TFA bei de verschiddenen Acteuren opzestellen.

Et gëtt versicht, d'Presenz vun TFA an der Atmosphär ze reduzéieren, andeems eng Strategie entwéckelt gëtt, fir d'Emissiounen vu fluoréierte Gasen ze limitéieren. Den interministerielle Grupp PFAS soll offiziell formaliséiert ginn a wäert och d'Verrieder vum Wirtschaftsministère matabezéien, fir d'Auswirkung op d'Ekonomie besser ze steieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, PFAS sinn net just eng technesch oder cheemesch Fro, et geet hei ëm eist Drénkwaasser, eis Liewensmëttel, eis Kanner, eis Gesondheet an d'Ëmwelt. Et geet ëm d'Fro, wéi eng Welt mir hinnen hannerloossen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Kemp. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering agedroen. Här Emering, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och als Alleréisch emol der Madamm Delcourt villmools Merci soen, dass mer haut kënnen hei iwwert dese ganz wichtege Sujet schwätzen.

D'PFAS, wéi et elo schonn des Ëfteren hei gesot ginn ass, stellen e ganz villsäitege Problem duer. Am Alldag komme mir op ënnerschiddlechste Aart a Weise mat dese Geforestoffer a Kontakt. Net nëmme iwwer eis Liewensmëttel, iwwer eist Drénkwaasser, mee och duerch de Kontakt mat Géigestänn, déi mer onbewusst permanent notzen, setze mer eis enger Gefor aus.

Et existéieren aktuell iwwer 14.000 Zorte vu verschiddene PFAS. Den TFA ass een, dee relativ oft virkënt, well en als Ofbauprodukt vun anere PFASen entsteet an extreem stabill ass. Ech schwätzen hei vu Géigestänn wéi Bakpabeier, Verpackungen, kosmeetesche Produkter, Panen, Teflonbeschichtungen, wéi et elo scho vun de Virriedner gesot ginn ass. Et gëtt ganz vill aner Beispiller vun Alldagsprodukter, déi d'Leit all Dag eeben notzen a sech net bewosst sinn, wéi engem Risiko se ausgesat sinn.

Et wier elo einfach ze soen: „Kommt, mir verbidden des Stoffer“, mee ech menge selwer ... Ech wollt och

nach elo op deser Plaz drop agoen: Dir hat d'Beispill mat den Eeër genannt. Ech hunn dat och dann direkt elo nogekuckt. Als Beispill: Bei den Eeër ass et esou, dass, wann een en Ee aus Käfeghaltung hält, ee méi eng geréng PFAS-Belaaschtung huet wéi bei engem Ee aus Fräilandhaltung, well d'Hénger dobaussen d'Wierm friessen, déi PFAS-belaascht sinn. Dat heescht, et muss ee sech och ëmmer bewosst sinn, dass, wann een dat eent verbitt, een dat anert eventuell ka verschlimmeren.

Och Analyse vun eise Liewensmëttel an eise Drénkwaasser weisen, dass verschidde Produkter mat Eiwegkeetschemikalen aus der PFAS-Famill belaauscht sinn. Dacks geet een dovun aus, dass nëmme héichverarbeitete Produkter betraff sinn, mee nee, och bei onbehandelten Iesswueren, wéi d'Madamm Delcourt et um Beispill vun den Eeër illustréiert huet, kann dat effektiv de Fall sinn.

(Interruption)

Merci.

Mir schwätzen also hei vun enger ganzer Panoplie u Produkter. Do stellt sech dann d'Fro: Wéi kann et sinn, dass de Sujet eréischt esou rezent opkënt? An do kënnen mer och zeréckdenken: Et war jo viru Kuerzem och eng Table ronde, de leschten Donneschden, wou et ëm de Mercosur gaangen ass a wou och de Chef vun der Administratioun – vun der ALVA – do war, dee sech ëm d'Liewensmëttelsécherheet këmmert, den Här Hau, deen och do ganz kloer gesot huet, dass déi Analysen déi lescht zéng Joer eréischt richtig en place gesat gi sinn a se virdrun net esou do waren, soudass déi Identifikatioun vun deene ganze Schuedstoffer eréischt déi lescht Jore méiglech ginn ass. De Problem ass also net nei. Mir wëssen, dass d'Stoffer an immens ville Beräicher genotzt ginn, an dat schonn zënter de 50er-Joren.

D'Fuerschung huet wäertvoll Aarbecht geleescht déi lescht Joren an huet haut eeben duerch d'Analytik d'Méiglechkeet, de Konsumenten Informatiounen ze ginn, wéi se sech kënnen schützen. Et ass gewosst, dass d'PFAS bei enger ganzer Rei vu Krankheeten de Risiko fir Pathologien an d'Luucht dreiwien, zum Beispill Nierekriibs, Liewerschied, héije Cholesterol oder Onfruchtbarkeet. Dofir muss weider an d'Wissenschaft investéiert ginn, fir och hei weider Erkenntnisser ze sammelen an de Problem unzegoen.

Här President, ech wollt dann awer och nach e puer Wieder zum Rapport soen, dee mir d'lescht Woch an der Kommissioun virgestallt kritt hunn. Ech fanne et traureg, Här President, muss ech soen, dass no der Virstellung vun dem Rapport dese vun enger Deputéierter och e bëssen torpedéiert ginn ass mam Argument, e wier ze spéit komm. Déi Aart a Weis, wéi déi Kritik do geäussert ginn ass, weist fir eis, dass par rapport zu der Regierung an deene Leit, déi dee Rapport ausgeschafft hunn, deen néidege Respekt feelt. An ech mengen, mir sinn hei an engem Haus, wou mer esou Sujete wéi deen hei solle seriö diskutéieren a keng bëllege Parteipoleemik solle maachen!

(Interruptions)

Déi pragmatesch Approche, Madamm Bernard, déi d'Ministère an deem Dossier ausgeschafft hunn, kënnen mir als DP nëmme begrëssen. Ech mengen, datt mir eis e kloert Bild vun der aktueller Situatioun musse maachen. Beispillsweis musse mer erausfannen, iwwer wéi e Wee de Mënsch am meeschte PFAS ophëlt, well et ass do, wou mer am meeschte musse reduzéieren. Ass dat iwwert d'Loft? Ass et iwwert d'Drénkwaasser? Ass et iwwert d'Ernährung? A wat sinn déi konkret Risiken, jee nodeem, wéi een domat a Kontakt kënt? Dat sinn déi grouss Grondfroen, déi eis e bessert Verständnis vun der

Problematik ginn. Esou kréie mir et och hin, eng effikass a gezielte Politick ze féieren.

Parallell muss och e Monitoring gemaach an analyséiert ginn, wou mer konkret mussen usetzen, fir weider d'Belaaschtungen duerch PFAS kënnen ze reduzéieren.

Fir eis als Demokratesch Partei ass d'Preventioun och e ganz wichtege Volet. An deem Sënn muss de Public och iwwer eng neutral an opklärend Sensibiliséierungsarbecht informéiert ginn. Hei soll keng Angschtmaacherei bedriwwen ginn, mee et soll geziilt dem eenzelne Bierger gewise ginn, mat wéi enge Mesuren en am Alldag de Kontakt zu de PFAS ka limitéieren.

Wat de Wëssensstand iwwert d'PFAS-Famill ugeet, si mer frou, dass de Problem och op EU- an internationalem Niveau diskutéiert gëtt. Hei lafen aktuell vill Studien, fir weider Erkenntnisser iwwert d'Belaaschtung, déi primär Sourcen an doriwwe, wéi een de Problem kann ugoen, ze kréien.

Ech géif hei gären eng Zuel aus der Studie vum Ëmweltdepartement vun der EU-Kommissioun erauspicken, déi weist, wéi wichteg et ass, dass mer an deem Dossier séier handelen, an zwar zesumme mat eise Partner: D'Schied, déi duerch PFAS verursaacht ginn, fir Mënsch an Natur, Biodiversitéit, Waasserbelaaschtung, leien no Estimatiounen vun de Fuerscher bei 440 Milliarden Euro am Joer 2050. Ech mengen, dat seet genuch aus, dass de Problem immens grouss ass an dass mer mussen handelen.

E Punkt, deen eis als DP immens wichteg ass, ass, dass mer fir eng vun deene gängegste PFAS-Substanzen, den TFA, en eenheetleche Grenzwäert brauchen, an dat op d'mannst emol op EU-Niveau. Hei wier et natierlech am beschten, wa mer weltwäit géifen e gemeinsamen Nenner erreichen. Mee wa mer aktuell kucken, wéi den Zesammenhalt op deser Welt ass, dann, denken ech, si mer wäit dovunner ewech. Mee et wier wichteg, dass mer op d'mannst op EU-Niveau an Zukunft Grenzwäerter festleeën, déi kohärent sinn an déi et och, vun engem Land op dat anert, vill méi einfach maachen, d'Produkter mateneen ze vergläichen.

(Brouhaha)

Mir begrëssen ...

M. André Bauler, Président de séance | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bidden, dem Här Emering nozelaaschteren. Et ass e bëssen Onrou am Sall.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President.

Gläichzäiteg begrësse mir als DP, datt mer eis zu Lëtzebuerg awer och e provisorischen Orientierungswäert ginn hunn. Dese läit, wann ech mech net ieren, bei 12 Mikrogramm pro Liter, also e Wäert, mat deem ee sech schonn e relativ strenge Kader gëtt. Wéi mer erkläert kritt hunn, si mer hei am Land mat enger Moyenne vu manner wéi 1 Mikrogramm pro Liter och relativ wäit ënnert deem Wäert.

Mee hei gesäit een och erëm, wéi wichteg et ass, dass mer eng koordinéiert EU-Approche hunn, well zum Beispill an Däitschland läit dee Grenzwäert fir bestëmmte Produkte bei 60 Mikrogramm pro Liter, an Holland bei 2,5. Dat gëllt awer elo nëmme fir den TFA an net fir d'PFAS am Allgemengen, mee dat weist, dass mer onbedéngt en harmoniséierte Kader brauchen.

Mir dierfen net vergiessen, dass d'Regierung vill Aarbecht geleescht huet an déi richteg Intentiounen

huet, fir dass mer hei an deem Dossier kënnen weiderkommen.

Och eis Fléissgewässer kommen zum Deel aus dem Ausland, an dat gëtt oft vergiess. Mir importéieren mam Waasser eng ganz Rei Schuedstoffer, déi aus dem Ausland an eist Land erakommen, wou mir net onbedéngt selwer derfir responsabel sinn. E Beispill ass d'Kälbaach déi an der Grenzregioun entsteet a wou immens vill Schuedstoffer am Waasser landen, ier dat Waasser iwwerhaapt bei eis ukënn. Dofir ass et eebe kloer, dass mer europäesch Grenzwärter an harmoniséiert Norme brauchen.

Wéi et den Numm scho seet, gi mir déi Éiwegkeetschemikalien net esou séier méi lass. Dat hënnert eis awer net drun, eis déi néideg Moyenen ze ginn, fir den ëmweltschiedlechen Aspekt wäitméiglechst ze limitéieren. Lues a lues muss och um Niveau vun der alldeeglecher Nutzung e proppere Phasing-out ausgeschafft ginn. Mir dierfen net mam béise Fanger op verschidde Secteure weisen, mee hei muss konstruktiv mat de concernéierte Secteure gekuckt ginn, wou PFAS genotzt ginn a wéi mer se kënnen reduzéieren.

Ech kommen zum Schluss, Här President. D'Problematik vun de PFAS ass näischt Neies a mir hu schonn e weineg Zäit verluer. Et gëllt elo, derfir ze suergen, datt mer déi Chemikalien, déi elo schonn am System sinn, esou gutt ewéi et geet erauskriegen an zukünfteg Kontaminatiounen probéieren, esouwäit et geet ze evitéieren.

Natierlech wäert dat mat Investissementer verbonne sinn, mee ech mengen, dass déi laangfristeg Gesondheet vun de Bierger, vun de Kanner an och vun der Ëmwelt sollt Prioritéit hunn.

Dëst gesot, wier ech um Enn vu menger Ried ukomm an eng géif Iech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, Dir kritt eng Fro gestallt.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Emering. Här Baum, ech maache meng Aarbecht nach ëmmer selwer.

(Hilarité)

Här Emering, géift Dir erlaben, datt d'Madamm Djuna Bernard Iech eng Fro géif stellen?

M. Luc Emering (DP) | Selbstverständlech.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Merci, Här Emering, fir Är Remark virdrun. Ech wollt Iech froen, grad am Interêt vun engem qualitative Schaffen hei an der Chamber, dat mir an eis op d'mannst genausou um Häerz läit wéi Iech, ob Der et da richteg fannt, dass ee wierklech senger héichqualitativer Aarbecht als Deputéierte kann nokommen, wann een en 80-Säiten-Dokument an enger lafender Kommissiounssëtzung selwer ausgedeele kritt, an ob een dann an deene leschte fënnel bis zéng Minutten och déi Froe stelle kann.

Mengt Der, dass een dann eiser Aarbecht hei ka gerecht ginn? Oder mengt Der dann net, dass et vläicht awer eng besser Praxis hei an der Chamber ass, wann een en Dokument e puer Deeg am Virfeld kritt, sech dat kann a Rou duerchliesen, da seng Froe ka stellen, am beschten ouni Zäitdruck? Oder mengt Der net, dass dat vläicht awer éischter enger qualitativ héichwärtiger Aarbecht an der Chamber géing gerecht ginn? Dazou wollt ech Iech no Ärem Avis froen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Luc Emering (DP) | Ech ginn Iech mäin Avis ganz gären, Madamm Bernard. Ech mengen, et ass net

hei ... Meng Kritik huet sech net op d'Form bezunn, mee ...

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Madamm Bernard, da loosst mech och elo wann ech gelift äntweren!

Meng Kritik huet sech net op d'Form vun der Saach bezunn. Ech wollt Iech just soen, dass ech d'Aart a Weis, wéi d'Kritik an der Kommissioun geäussert ginn ass, deplacéiert fannen. An ech mengen, Dir hutt jo an der Kommissioun matkritt, dass ech do bei Wäitem net deen Eenzege sinn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci dann dem Här Luc Emering fir seng Interventioun. An als nächste Riedner ass den honorable Michel Lemaire agedroen. Här Lemaire, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Bevölkerungen an den industrialiséierte Länner, mir alleguer, sinn ëmgi vun Éiwegkeetschemikalie, PFAS genannt, an dat permanent. Si sinn am Waasser, am Buedem, an der Loft, an de Planzen an nozeweisen am Kierper vu Mënsch an Déier.

Kloer ass awer: Dat geheeft Opriede vun desén Éiwegkeetschemikalien ass d'Kéiersäit vun Confort, dee mer duerch den industrielle Fortschrëtt gewinnt sinn an op dee mir och a ville Fäll net wëlle verzichten.

Dozou kënt e Paradox, wou – den Ausdrock ass elo eng Kéier genannt ginn haut – sech d'Kaz quasi selwer an de Schwanz bäisst. D'PFAS sinn nämlech eeben net nëmmen e lästeg Nieweprodukt, dat ongewollt entsteet, mee u sech och en integrative Bestanddeel vun enger industrieller Produktioun, déi sech dem Wonsch vun der Gesellschaft an – dat ass wichtig ze betounen – dem Wonsch vun der Politick upasst, fir, an dat ass verständlech, méi effizient a maximal optiméiert ze funktionéieren.

Mir hunn zum Beispill PFAS a Kältemëtter a Wärmepumpelen agesat, fir e méi héijen energieetesche Wirkungsgrad ze erzielen. Effizient Dämmung kënt a ville Fäll net ouni PFAS aus. Erneierbar Energien, dorënner Wandmillen, ginn optiméiert duerch PFAS-halteg Beschichtungen a Verbundstoffer. Hëtzebestänneg Folie bei Solaranlagen enthalte PFAS an héijem Mooss. Ech wëll et net reduzéieren op Energieformen: Mir hu se zum Beispill och, et ass ewell ugeschwat ginn, am Kachgeschier, bei de Panen, fir dass ee ressourcëschounend ka kachen, mat manner Ueleg, manner Hëtzt. Mir hunn also PFAS an diverse Beräicher.

Als ADR hu mir ëmmer drop higewisen, nei oder alternativ Energieformen, technologesch Neierungen am Allgemengen, net just ideologesch, mee an hirer Gesamtheit mat alle Vir- an Nodeeler ze betruuechten an nüchtern ze analyséieren. Wat gutt Säiten huet, kann eeben och schlecht Säiten hunn.

Mat där Approche, mat Aemooss a Realismus, solle mir dofir och de Sujet vun de PFAS ugoen. Fir dat ze maachen, muss mir als Éischt d'Situatioun kennen an analyséieren.

Mir begrëssen ausdrécklech déi am Rapport ugestriefte Beméiungen, als Éischt emol e méiglechst komplett Bild ze erstellen, wou an a wéi engem Mooss eis Ëmwelt mat PFAS belaauscht ass. Mir begrëssen a fuerderen ausdrécklech den Op- an Ausbau vun engem nationale Biomonitoringsystem. PFAS maachen net viru Grenzen halt a mir begrëssen eng länneriwwergräifend Vernetzung vun den Efforten, PFAS ze bekämpfen. D'Chemikalien a cheemesch

Verbindungen änneren, entstinn an entwéckele sech weider. Sou muss och de Monitoring ugepasst an ausgebaut ginn.

Mir wëllen awer och net do dramatiséieren, wou et onbegrennt ass, an informéieren do, wou mer gutt opgestallt sinn: Den Istzoustand, wa mer vun eise Drénkwaasser schwätzen – dat jo e Kärelement ass, dat mat PFAS zesammenhängt, wa mer vun der Belaaschtung schwätzen –, ass, dass mer bis dato weiderhi vun enger gudder Qualitéit vun eise Drénkwaasser kënnen schwätzen. Mat 6.000 Kontrolle pro Joer gehéiert d'Waasser zu deem am stäerkste kontrolléierte Liewensmëtter iwwerhaapt. Eis Norme sinn a ville Fäll méi streng wéi am europäesche Vergläich. Dat selwecht gëllt fir vill aner Beräicher vu Kontrollen, grad bei de Liewensmëtter. Hei schaffen eis landwirtschaftlech Acteuren op exemplaresch Weis mat den zoustännegen Instanzen zesammen, fir d'Liewensmëttersécherheet ze garantéieren.

Iwwerhaapt däerfe mir als Politick net higoen a beim Entstoe vu PFAS eesätteg stigmatiséieren. D'Opriede vu PFAS ass multifaktoriell. Et ass och Ausdrock a Konsequenz vun eise Liewensstil. Et muss een och fairerweis soen, mir profitéieren de Moment, zumindest nach aktuell, warscheinlech alleguerten op déi eng oder aner Manéier vun engem Produkt, wou PFAS dra sinn, dat belaauscht ass. Esou éierlech sollte mer dann och sinn, wa mer ukloen.

D'Bekämpfung an d'Reduktioun vu PFAS wëlle mir ganzheetlech ugoen a mussen dobäi op dräi Achse setzen:

Éischtens, iwwerall do, wou PFAS entstinn, soll d'Politick begleeden an ënnerstëtzen, fir datt manner oder idealerweis guer keng PFAS méi entstinn. Wat kënnen mir maachen? Et ass haut ewell méiglech, wa mer erëm vum Drénkwaasser schwätzen, duerch den Asaz vu verschiddegen Technologien, wéi Aktivkuelefilter oder Osmoseanlage, d'PFAS ganz aus dem Drénkwaasser ze filteren.

Dann d'Stéchwuert Substitioun: An der Fuerschung gëtt aktuell mat Héichdruck dru geschafft, PFAS a Produkter wéi Verpackungen, Funktiounskleedung, Beschichtungen et cetera duerch sécher Alternativen ze ersetzen. Eng aner Pist ass, dass een eeben d'Éiwegkeetschemikalien esou behandel, dass se eeben net méi éiweg sinn. Och do si mer an der Fuerschung de Moment op engem Prinzip, wou dru geschafft gëtt, des Verbindungen opzespalten oder ze neutraliséieren mat Technologie wéi d'Plasmatechnologie oder spezielle Bakterien. Do gëtt et sécher Leit, déi méi qualifizéiert sinn, doriwuer ze schwätzen. Dann hätte mer de Virdeel, dass déi Éiwegkeetschemikalien eeben net méi éiweg sinn.

Dann den zweete Punkt, déi zweet Achs, op déi mer kënnen setzen, an do sinn ech ganz bei der Madamm Delcourt, déi dat schonn ugeschwat huet, ass eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft. Firwat net Lëtzebuerg nieft dem Finanzstanduert als Fuerschungsstanduert méi stark etabléieren? Ech hat ewell gesot an der Interpellatioun iwwert d'Benelux-Parlament: Méi staark op Fuerschung setzen, en Akzent op d'Fuerschung setzen. Firwat net Lëtzebuerg als Hub fir innovativ Materialfuerschung? Mir dierfen net vergiessen, mir hunn zu Lëtzebuerg schonn eng Spätzefuerschung an de Betriber, wéi zum Beispill bei der Goodyear, déi bei der Materialfuerschung, sief et beim Abrieb vun de Pneuen, de Moment weltwäit Spätzefuerschung bedreift. Mir sollten eis do net méi kleng maachen, wéi mer sinn. An och dat ass eng villversprechend Pist.

Dann déi drëtt Achs, op déi mer kënnen setzen, dat ass halt, dass mer d'Bierger an och d'Leit, ech wëll

net soen erzielen, op kee Fall, mee de Konsument sensibiliséieren, do, wou et geet, op PFAS-fräi Alternativen zrëckzegräifen: Kosmeetika, Kachgeschier wéi onbeschichtete Panen et cetera. Et kéint een iwwerhaapt emol vu Sënn an Onsënn vu Verpackung schwätzen. Ech mengen, do gëtt et jo déi schéinsten Exzesser, wann een dann op eemol gesäit, dass zum Beispill Uebst aus der natierlecher Schuel erausgeholl gëtt an dann eng kënschtlech Verpackung ronderëm gesat gëtt. Et kann een och iwwer eng Kennzeechnungspflicht nodenken: Sinn d'Produkte mat PFAS belascht oder net? Alles dat si Pisten, déi villversprechend sinn an op déi mer sollte setzen.

Ofschléissend wëll ech soen: Mir sollte bei den Ëmwelttheeme wéi och bei der Diskussioun ëm d'PFAS och am Hibleck op déi kommend Generatiounen decidéiert iwwerall do géint d'PFAS kämpfen, wou se net néideg sinn. Mir solle kee Bild vun der Resignatioun molen, mee och de kloer Message matginn: Wa mer wëllen, da packe mer dat!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Hâr Lemaire. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Joëlle Welfring agedroen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Hâr Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass et, wat eis all Dag undreift, dës Aarbecht ze maachen, ausser de Knippercher an der Cafeteria? Am Eescht, firwat a virun allem fir wee knéie mer eis an Dossieren, halen hei Rieden, wann et net ass, fir eise Kanner, eise Jonken an den zukünftege Generatiounen eng liewenswäert Zukunft ze preparéieren? A grad déi Jonk maache sech haut méi Suergen ëm hir Zukunft wéi bis elo. Am neie Jugendbericht steet d'Angscht virum Krich op der alleréischter Plaz, ganz verständlech. Mee direkt duerno kommen dräi Suergen, déi enk matenee verbonne sinn: d'Angscht viru schwéierer Krankheet, d'Angscht virun Ëmweltverschmutzung a virum Klimawandel. D'Theema vun dëser Interpellatioun – an der Claire Delcourt e grouesse Merci dofir – verbënnt genee dës zwou Dimensiounen: Gesondheet an Ëmwelt.

PFAS, laang als Fortschrëtt gefeiert, ginn haut ëmmer méi derfir bekannt, well si zu Gesondheitsproblemer bäidron. A fir dorop opmierksam ze maachen, haten d'Djuna an ech eist Blut analyséiere gelooss. A jo, mir si fündeg ginn. Bei mir goufe 5, beim Djuna 4 vun 13 gesichte PFAS fonnt. Eis Wäerter louchen alle béid am europäeschen Duerchschnëtt. Well dat hei ass keen individuellen, mee e strukturelle Problem. Bei eis all heibanne kéint ee warscheinlech PFAS nowiesen. A well dës Substanzen all Dag weider agesat ginn, sech konstant weider accumuléieren, gëtt dës Problem och all Dag méi grouss.

Et ass also net just eis eegen, mee virun allem d'Gesondheet vun de kommende Generatiounen, déi hei um Spill steet. An dofir muss sou séier an effikass wéi méiglech un der Quell ugesat ginn. Natierlech kann all Einzelne probéieren, opzepassen, wat hie keeft, wat hien ësst, mee dat ass sécher net d'Léisung. Mir kënnen net individuell eist Drénkwaasser kontrolléieren a mir kënnen och net individuell festleeën, wat op den EU-Maart kéint a wat net. Dat ass d'Verantwortung vun der Politik.

Jo, d'PFAS-Problematik ass net nei. Lëtzebuerg huet sech op europäeschem Plang ënnert der leschter Regierung konsequent fir ambitiösi Reegelen agesat. Mir hu strateegesch Koalitioun mat anere Länner opgesat, hunn d'EU-Kommissioun ëmmer nees opgefuerdert, effikass EU-wäit Reegelen ze schafen. An dat ass och richteg esou. De Marché ass europäesch, also

muss de Schutz et och sinn. Mee dës Prozesser sinn eeben dacks lues. Dofir muss mer och national Verantwortung iwwerhuelen, do, wou et Sënn mécht, an do, wou et am dréngendsten ass.

Stéchwuert TFA, wou eréischt an de leschte Joren d'Envergure vum Problem, speziell an den Drénkwaasserressourcen, kloer ginn ass. D'Quelle vun eise Nummer-eent-Liewensmëttel muss besser geschützt ginn. An dat hu mir virun engem Joer an enger Motioun gefuerdert, déi vu véier Oppositionsparteie gedroe gouf. Mir hunn doranner e risikobaséierte Sofortprogramm gefuerdert mat engem besseren a méi geziilte Schutz vun den Drénkwaasser-schutzgebiddern, der Reduktioun vu bekannte PFAS-an TFA-Quellen, wéi zum Beispill Planzeschutzmëttel oder och Piff, an enger fréier Zesummenaarbecht mat de betroffenen Acteuren. Dat heescht ganz kloer: Berodung ausbauen, Alternativen ënnerstëtzen an do, wou et néideg ass, och fair Kompensatiounen ubidden. An et geet net drëm, mam Fanger op d'Landwirtschaft, op eng aner Branche ze weisen. D'Approche muss breet a gerecht sinn!

Gläichzäiteg muss sech Lëtzebuerg um europäesche Plang fir e staarke gesetzleche Kader asetzen a fir eng Stärkung vum Pollueur-payeur-Prinzip, fir datt d'Käschte vun der Depollutioun net bei der Gesellschaft hänke bleiwen. All Mount kommen Dausende Chemikalien nei op de Marché, fir ëmmer, nees nei Applikatiounen an der Industrie, an der Elektronik, an der Landwirtschaft, an Alltagsprodukten.

Mir brauchen dofir och e staarken europäesche Kader – an dat ass den drëtten Punkt vun eiser Motioun –, deen dës Risiken am Virus begrenzt, well am Moment lafen d'Regulateuren der Saach dacks hannendrun. An dofir ass et elo sécher net de Moment, fir dës Kader ze schwächen. Mee genee dat gesi mer awer: Initiativen, déi ënnert dem Schlagwuert vun der Vereinfachung an der Kompetitivitéit d'Chemikalereegele wëllen ofschwächen. Och eisen CSV-Landwirtschaftskommissär geet op dës Wee, leider. A mir Gréng soe ganz kloer: Et gëtt een net méi kompetitiv, wann een de Schutz vun der Gesondheet an der Ëmwelt ënnert deen nächsten Omnibus gehäit.

Eis Motioun gouf virun engem Joer vun der Majoritéit ofgeleent. Argument? Nëmme keen nationalen Alleingang an nach net prett. Dofir d'Fro: Wat ass zënterhier geschitt? Leider ze wéineg an och leider ze spéit. No enger Kommissiounssëtzung zum Thema PFAS an TFA, déi op eis Demande hin aberuff gouf, gouf am Hierscht 2024 zwar en Aarbechtsgrupp agesat an d'lescht Woch krute mir op eis Demande hin och deen éischte Rapport. Dës Rapport resüméiert de Stand vun den Aarbechten a weist, dass mer amgaange sinn, fundéiert technesch Wëssen opzebauen. Dat ass begreissenswäert an op dës Plaz och e grouesse Merci un all déi Bedeelegt fir hir wäertvoll Aarbecht.

Mee wa mir d'Recommandatiounen kucken, fanne mir virun allem véier Saachen: éischtens méi Donnéeën, zweetens Analysen, drëttes Risikoreduktioun a véiertens Informatioun a Sensibilisatioun. Dat kléngt bekannt. Dat ass nämlech bal genee dat, wat mir scho virun engem Joer an eiser Motioun gefuerdert hunn. Wat awer feelt, dat si konkret Schrëtt, e kloeren Zäitplang a virun allem de politesche Wëllen, de Wëllen, fir Neel mat Käpp ze maachen.

Wéini kommen endlech konkret Mesure ronderëm d'Drénkwaasserfaassungen? Wéini ginn d'Risiken, besonnesch an der drëtter Zon, wierklech reduzéiert? Wat mécht den Ëmweltminister konkret, fir um europäesche Plang ze verhënneren, dass bestoend Reegelen, inklusiv d'REACH-Reglement, dat europäesch Réckgrat vun der Chemikaliesécherheet,

ofgeschwächt ginn? Wat mécht hien, fir aner Reegelen ze verstärken, notamment wat d'Substitutioun vun de fluoréierte Gasen ugeet? Och eng europäesch Fro.

Gëtt et eng gemeinsam Positioun mat der Agrarministeresch, fir zäitno en nationale Pestizidaktionsplang ze stäerken, fir d'Berodung an d'Ënnerstëtzung vu Betriber auszebauen, fir geféierlech Chemikalien, déi och d'Bauere selwer krank maachen, duerch méi sécher Alternativen ze ersetzen a fir ze garantéieren, dass déi europäesch Pestizidreegelen net ofgeschwächt ginn?

Op den Dag genee virun engem Joer sot den Ëmweltminister hei am Sall: „Loosst eis wannechgelift ofwaarden, wat den interministeriellen Aarbechtsgrupp virschléit.“ Ma mir hu gewaart. An d'Opfuerderunge vun eiser Motioun sinn haut nach ëmmer genee esou relevant wéi deemools. Dofir leeën ech se haut mat e puer Upassungen nach eng Kéier vir a froen Iech ëm Är Zoustëmmung.

Motion 4

« La protection des citoyen.ne.s et de l'environnement contre les risques liés aux PFAS »

La Chambre des Députés,

considérant

– le 1^{er} rapport « Groupe interministériel “PFAS” », portant sur les travaux réalisés en 2024-2026, publié le 11 mars 2026 ;

– que les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), un groupe incluant plus de 4.700 produits chimiques, également appelées « polluants éternels », sont largement utilisées dans de nombreux produits de consommation et industriels en raison de leurs propriétés hydrofuges, oléofuges et résistantes à la chaleur ;

– que les PFAS sont extrêmement persistants dans l'environnement et s'accumulent dans les écosystèmes ainsi que dans le corps humain, avec des effets potentiellement nocifs sur la santé, notamment des lésions hépatiques, des maladies thyroïdiennes, de l'obésité, des problèmes de fertilité et des cancers ;

– que l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a reçu en 2023 une proposition de restriction des PFAS dans l'UE, déposée par l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, dans le but de limiter leur production et leur utilisation ;

– la nécessité de cibler les sources et flux de PFAS représentant les risques les plus élevés pour la santé humaine, au vu de l'ubiquité des PFAS et au vu des moyens considérables requis pour les éliminer de l'environnement naturel ;

– qu'une étude récente du Pesticide Action Network Europe et l'organisation environnementale GLOBAL 2000 a révélé une pollution alarmante des rivières et eaux souterraines par l'acide trifluoroacétique (TFA), un PFAS à très courte chaîne qui est également un produit de dégradation des PFAS rejetés dans l'environnement ;

– les résultats en attente des évaluations menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), mandatées par la Commission européenne ;

– que plusieurs États membres de l'UE, comme la France, la Belgique et le Danemark, ont renforcé leur réglementation nationale sur les PFAS, interdisant certaines utilisations et imposant des normes plus strictes ;

– les échanges au sein de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la problématique des TFA dans nos eaux,

invite le Gouvernement

– à déployer au plus vite un plan d'action anti-PFAS comprenant notamment les éléments suivants :

- des mesures pour éliminer les sources importantes et avérées de PFAS au Luxembourg, y compris :

- un programme de soutien technique et financier pour les agriculteurs, trices afin d'aboutir à un remplacement des pesticides PFAS avec des méthodes plus respectueuses de la santé humaine et de l'environnement ;

- une restriction rapide des produits phytopharmaceutiques générant du TFA dans les zones de protection d'eau potable, et la préparation des alternatives viables ;

- la mise en place de voies efficaces d'élimination des résidus et matériaux contaminés par des PFAS/TFA (boues d'épuration ; lisiers/purin, etc.) afin d'éviter une diffusion continue de ces derniers ;

- l'amélioration de la base de connaissance, y compris :

- le développement et l'affinement de campagnes de mesure nationale afin de fournir une vue sur l'état de la pollution de nos eaux, de nos sols et des articles de consommation par les PFAS, incluant le TFA ;

- la caractérisation et la priorisation des principales sources de contamination ;

- la mise en place d'une veille coordonnée sur les outils réglementaires et technologiques en cours de développement au niveau international, afin d'identifier les solutions les plus efficaces et d'évaluer leur transposabilité au niveau national ;

– à assumer un rôle moteur au sein de l'UE en matière de régulation et réduction des PFAS, notamment :

- en soutenant activement les initiatives européennes visant à restreindre leur utilisation ;

- en plaçant pour des normes ambitieuses ;

- en promouvant une approche coordonnée au niveau européen pour l'élimination et le contrôle des sources de PFAS, avec des mécanismes de financement basés sur le principe du pollueur-payeur pour la décontamination ciblée ;

- en favorisant les échanges de bonnes pratiques avec les autres États membres ;

– à assurer une communication claire et transparente envers le grand public :

- en diffusant de manière proactive les résultats des analyses des eaux et des sources de contamination des PFAS et du TFA,

- en informant les consommateurs, trices sur les mesures de précaution à adopter pour limiter leur exposition ;

– à mettre en place un calendrier de mise en œuvre des mesures et à présenter régulièrement à la Commission de l'Environnement l'état d'avancement du plan d'action anti-PFAS et les mesures mises en œuvre.

(s.) Joëlle Welfring, Marc Baum, Claire Delcourt, Marc Goergen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | D'Komplexitéit vum Problem d'äerf keng Excuse sinn, keng Excuse, fir nach méi Donnéeën ofzawaarden, keng Excuse, fir op Bréissel ze waarden, keng Excuse, fir heiheem näischt oder net vill ze maachen. Well all Dag, wou mir waarden, bedeit méi Accumulatioun an eiser Ëmwelt, méi Accumulatioun an eisem Kierper a besonnesch méi Risiko fir déi Jonk vun haut a muer.

Mir hunn d'Flicht, déi Pollutiounsquellen, déi mer elo scho kennen, konsequent an esou séier wéi méiglech

anzeschränken. D'Regierung muss Verantwortung iwwerhuelen an elo handelen!

Ech soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An als nächste Riedner – a sou wéi et ausgesäit och als leschte Riedner – ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Dann hutt Dir d'Wuert.

(Interruption par M. Marc Baum)

Dir kommt och nach, Här Baum? Ok. Mee Dir sidd net ageschriwwen, dofir war ech e bësse virsichteg.

Voilà, Här Goergen, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwer eng grouss Gefor fir eis Gesondheet, Substanzen, déi sech ëmmer méi an eiser Ëmwelt verbreedden, am Waasser, am Buedem, an der Liewensmëttelketten, an déi zum Risiko fir jiddereen vun eis ginn. An domat schwätze mir net iwwer eng technesch Detailfro, mir schwätze iwwer d'Gesondheet vun de Mënschen, iwwer d'Landwirtschaft an iwwer d'Gläichgewiicht vun eisen Ökosystemer. Dat ass de Kär vun dëser Interpellatioun.

D'PFAS, an dat hu se alleguer scho gesot, ginn net ouni Grond „éiweg Chemikalie“ genannt. Si baue sech bal net of, si bleiwen iwwer Joerzéngten an der Natur. A si se emol do, si se net méi erauszekréien. A se kommen och esou an eise Kierper, awer och dee vun eise Kanner.

Déi wichtegst Fro ass: Erkennt eis Regierung dëse Problem fréi genuch?

Rezent hu mer dëse Sujet am September d'lescht Joer opgeworf mat enger parlamentarescher Fro. D'Äntwert weist eng Realitéit, déi ee seriö huele muss. Am Joer 2025 goufe 17 Fäll am Drénkwaasser nogewisen, wou PFAS iwwer der Quantifizierungsgrenz gemooss goufen, dat heescht, dës Substanzen sinn net méi theoretesch, mee si sinn do, och hei zu Lëtzebuerg!

Gläichzäitig läit de Maximum bei ronn 60 % vun der zukünfteger europäescher Grenz. Dat ass wichteg ze ergänzen, mee et ass keng Entwarnung, well bei enger Substanz wéi TFA hu mir nach ëmmer keng kloer Grenzwärter. Mir moossen, mee mir definéieren nach net kloer, wou d'Limite leien. An do muss d'Politik immens virsichteg sinn.

Wann een op d'Nopeschlänner kuckt, gesäit een, wéi séier esou Problemer kënnen eskaléieren, wéi schnell ee Moosname muss huelen. Dat si Virwarnungen. An dofir muss een éierlech sinn: An de leschten zéng Joer hu mir hei am Land net genuch gemaach vun deem, wat alles méiglech gewiescht wär.

D'Wëssenschaft ass do, d'Signaler sinn do, mee eng ëmfaassend Strategie koom ze spéit. Fir eis Piraten ass dofir kloer, wéi mir d'Mënsche besser schützen. Fir d'Produkte ass et ganz wichteg, dass Lëtzebuerg ganz wäit vir ass, well soss de gudden Image vun eise landwirtschaftleche Produkte och am Ausland wäert zerstéiert ginn, wa mer net fréi genuch op d'PFAS reagéieren.

Éischtens: Transparenz. D'Bierger hunn e Recht, ze wëssen, wat an hirem Waasser oder Buedem ass. Mir wëllen eng national Plattform, wou jiddereen kann no-kucken zu all Moment, wéi et ëm d'Waasserqualität an d'Ëmwelt steet, gradewéi een déi eenzel Informatiounen schnell dem Bierger muss weiderginn, falls eppes antrëtt.

Zweetens: Virsicht. Wann eng Substanz persistent oder potenziell geféierlech ass, da muss se limitéiert

ginn. Lëtzebuerg soll sech op europäeschem Niveau fir eng Restriktioun vu PFAS asetzen an Alternativen aktiv féerden. Et geet drëms, fréi genuch ze handelen, ier et an eisem Kierper ass.

Drëtzens: de Schutz vun de Mënschen. De Schutz muss méi wichteg geholl gi wéi de Profit vun de Produkte. Dat heescht, méi Iwwerwaachung vum Drénkwaasser, vum Buedem an och vun der Liewensmëttelproduktioun. A wa Problemer optrieden, muss séier a kloer reagiert ginn. An eng Saach muss kloer sinn: De Verursaacher soll bezuelen, net d'Gesellschaft!

Här President, d'PFAS weisen eis eng wichteg Lektion. Ëmweltproblemer entstinn net iwwer Nuecht. Si wuesse lues, bal onsiichtbar. An d'Gefor ass net nëmme d'Pollutioun. D'Gefor ass, wa se ze spéit eescht geholl ginn.

Dofir ass eis Aufgab ganz kloer: Net waarden, bis et eng Kris gëtt, mee handelen, ier et eng Kris gëtt. D'Vertrauen an d'Drénkwaasser an an d'Liewensmëttel baut een net op, wa Problemer do sinn, d'Vertraue baut een op, wann ee se verhënnert.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen. An als definitiv leschte Riedner kënn dann nach den honorabele Marc Baum. An ech géif him d'Wuert ginn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Delcourt fir dës Interpellatioun. Also wësst Der, wéi ech virun e puer Joer, ronn zwoe Joer, déi Terme PFAS, TFA fir d'éischt héieren hunn, wéi déi prominent an der Press opgetruede sinn, wéi deemools rieds gong vu Geforen, déi vun dëse sougenannten Éiwegkeetschemikalie géifen ausgoen, hunn ech selwer, an ech mengen, wéi déi meeschten heibanne warscheinlech, keng Anung gehat, wourëms et géing goen. Mee séier sinn awer d'Ausmoosse vun der Verschmutzung mat dëse Chemikalien an hir Konsequenze fir eis Gesondheet däitlech ginn.

D'PFAS sinn am Buedem, der Loft, dem Waasser. Mir sinn alleguer dovunner betraff a se si geféierlech fir eis Gesondheet, potenziell cancerogène, schwächen den Immunsystem a maachen onfruchtbar, hëllef en also och net där vu verschiddeenen esou gefuerderter Natalitéit.

Laang Zäit hat een, an och haut huet een als Laien d'Gefill, wéi wann déi cheemesch Substanzen vum Himmel gefall wieren, mee se sinn a Wierklechkeet en integralen Deel vun der Maschinerie, déi eis Ökonomie um Lafen hält, sief et an der Medezinn, der Architektur, dem Bau oder der Elektronik. Se sinn a Kleeder, Miwwelen, Kosmeetik, verschiddeenen aldeegleche Géigestänn souwéi awer och an der Rüstungsindustrie. An dat ass e Stéchwuert, dat et vläicht interessant mécht, de Werdegang vun dëse Chemikalie virun Aen ze hunn, wann een hir Verbredung verstoe wëll.

Den éischte PFAS, de Polychlorotrifluorethylen, gouf 1934 vun I.G. Farben entdeckt, deem Konglomerat, an deem och déi haiteg Megakonzerner BASF a Bayer integréiert waren a finanziell wéi industriell wichteg Apporte fir d'Nazi-, Krichs- an Zerstéierungsmaschinerie geliiwert hunn.

Zwee Joer duerno, also och nach ëmmer an de spéiden 30er, gouf bei DuPont de Nemours an den USA op reng zoufälleg Aart a Weis – et war nämlech en Accident an engem Labo – dee PFAS entdeckt, dee mer haut als Teflon kennen a mat deem déi franséisch

Entreprise Tefal duerno mam Verkaf vu beschichte Pane vill Sue verdéngt huet.

Den Teflon huet awer och eng manner bekannt Geschicht. En ass nämlech während dem Zweete Weltkrich am Kader vum Manhattan Project getest a weiterentwickelt ginn a sollt eng wichteg Composante an der Entwécklung vun den éischten Atombomme sinn.

DuPont huet duerno weider mat PFAS geschafft fir eng Notzung an der Rüstungsindustrie. An et ass och an deem Kontext, wou éischt Accidenter passéiert sinn, wou Chercheuren an Aarbechter, déi mat de Chemikalien a Kontakt komm sinn, ëm d'Liewe komm sinn. Deemools, also schonn an de spéide 40er-, 50er-Jore war ersichtlech, wéi geféierlech d'PFAS fir déi mënschlech Gesondheet sinn. Dat ass awer deemools net public gemaach ginn an d'Ursaache sinn och allichtend, well déi PFASe sinn à la base vum militäresch-industrielle Komplex entwéckelt ginn, déi jo bekanntlech net esou terribel un Transparenz an Effentlechkeet interesséiert sinn an och net esou terribel dofir bekannt sinn, d'Konsequenze vun de Schied och wëllen ze droen.

An ech mengen, datt een haut soe kann, datt déi Chemikalien, déi aus dësem Beräich kommen, ni hätten dierfe joerzéngtelaang onkritesch iwwerall matagebaut ginn.

Déi éischt Affer, wéi gesot, vu Kontaminatiounen mat dësen Éiwegkeetschemikalie ware Leit, déi duerch hir Aarbecht domat a Beréierung komm sinn, fir d'éischt Wëssenschaftler, duerno Aarbechter an de Wierker an den USA an och an Europa.

Mir wëssen haut, dass mer alleguerter mat dëse Chemikalie belaaucht sinn, dass ee sech deem opgrond vun der Kontaminatioun vum Waasser oder der atmosphärescher Oflagerung guer net entzéie kann. D'Éiwegkeetschemikalien hunn domat och eppes Universelles, awer am negative Sënn. Doduerch dass jiddweree betraff ass, gëtt et och elo ganz zu Recht e grossen Interessi an natierlech och grossen effentlechen Drock, fir datt endlech eppes geschitt.

Mee et soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass Honnerttausende Mënschen, déi am Alldag a Fabricke vill méi direkt mat dëse Chemikalien a Kontakt komm sinn a bis haut deem ausgeliiwert sinn, villfach méi staark belaaucht sinn a gesondheetlech Konsequenze ze droen hunn. D'Donkelziffer, wat prececo Doudesfall ënner Aarbechter ugeet, ass warscheinlech néierens bekannt a war bis elo och nach kee wierklech Theema. Dat Eenzegt, wat ee vun Zuelematerial dozou fonnt huet, dat ass eng Etüd aus de skandinavische Länner, déi schätzt, datt 13,5 Millioune Mënschen an Europa medezinnesch betraff si vun de Konsequenze vun de PFASen. An dat huet och e Käschtepunkt, deen enorm ass fir déi effentlech Gesondheetssystemer.

Et weist awer och: D'Pollutioun mat Éiwegkeetschemikalie betrëfft eis all, mee net a gläichem Mooss. Et gëtt Gruppen, déi deem besonnesch ausgesat sinn, och vulnerabel Gruppen, an d'Madamm Delcourt ass virdrun och dorobber agaangen.

An duerfir ass et dann awer schonn erstaunlech fir mech, wann ech deen interministerielle Rapport liesen a kucken, wien do alles vertruete war, datt Vertrieeder do ware vum Gesondheitsministère, vum Ëmweltministère, vun der Landwirtschaft, vun der Économie, vun der Mobilitéit – mee kee Vertrieeder vun Aarbechtsministère, do, wou et, zumindest potenziell, en direkte Kontakt zu deenen Éiwegkeetschemikalien gëtt. An dat ass awer an eisen Ae wierklech e Manktum vun deem Komitee.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mir mengen nämlech als Lénk, datt et grad wichteg ass, d'Rechter vun deene Leit, déi schaffen, a Saachen Informatiouns- a Preventiounspflicht duerch de Patron, Kontrollméiglechkeeten duerch staatlech Agencen, gesondheetlech Preventioun a medezinnesche Suivi auszubauen an ze stäerken, och, wat d'PFAS ugeet.

An duerfir, Här President, kann ech Iech eng Motioun deposéieren, déi d'Kolleegeinne vun de Gréngen a vun der LSAP matënnerstëtzt hunn. Wannechgelift.

Motion 5

La Chambre des Députés,

– *considérant la pollution généralisée de l'environnement humain par les substances chimiques persistantes que sont les PFAS et le TFA ;*

– *considérant les effets nuisibles et scientifiquement établis des polluants éternels sur la santé humaine, notamment leur association à des pathologies graves telles que des cancers, des perturbations du système endocrinien, des troubles de la reproduction et une atteinte au système immunitaire ;*

– *considérant que les PFAS et le TFA s'accumulent dans l'organisme humain au fil du temps et que leurs effets sur la santé peuvent se manifester des années, voire des décennies, après l'exposition initiale ;*

– *considérant que certains groupes professionnels entrent, de par la nature de leurs activités, plus régulièrement et plus intensément en contact avec ces substances et sont dès lors davantage exposés au risque de développer des problèmes de santé liés à cette exposition ;*

– *considérant que plusieurs États membres de l'Union européenne ont d'ores et déjà engagé des mesures spécifiques de protection des travailleurs et travailleuses exposés.e.s aux polluants éternels,*

invite le Gouvernement

– *à mandater l'Inspection du travail et des mines (ITM) ainsi que la Direction de la santé pour réaliser une cartographie des secteurs professionnels et des postes de travail exposés aux PFAS et au TFA au Luxembourg ;*

– *à assurer la prise en charge médicale et l'indemnisation adéquates des travailleurs et travailleuses ayant développé des pathologies résultant d'une exposition professionnelle aux polluants éternels, notamment en facilitant la reconnaissance de ces maladies comme maladies professionnelles ;*

– *à sensibiliser les employeurs et les salarié.e.s des secteurs concernés aux risques liés à l'exposition aux PFAS et au TFA, et à intégrer cette thématique dans les formations à la sécurité au travail.*

(s.) Marc Baum, Claire Delcourt, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Fir eis stellt sech och nach eng aner fundamental Fro, an dat ass déi: Wee kënt finalement fir déi Schied op, déi entstane sinn, respektiv wee bezilt déi deier Depollutioun, do, wou se iwwerhaupt méiglech ass, beispillsweis beim Waasser mat Kläranlagen?

Dat si gewaltig Investitiounen, déi do néideg sinn, an ech ka mer kaum virstellen, datt déi Lëtzebuergesch Gemengesyndikater oder eenzel Gemengen déi néideg Moyenen hunn, fir dat doten ze maachen. An do si mer och ganz kloer der Meenung, datt mer nom Prinzip vum Pollueur-payeur och dat dote missten envisagéieren.

Mir stellen och fest, datt iwwer Joerzéngten europawäit de Principe de précaution hei net applizéiert gouf, obwuel, wéi gesot, ab de 50er-Jore déi potenziell Nocivitéit vun deenen Éiwegkeetschemikalie scho

bekannt war. Well réischt no an no si Regulatiounen agetrueden. Aktuell gëtt op europäeschem Niveau iwwer eng Reform vum REACH-Reglement verhandelt a wann een d'Berichter vun ONGE liest, schéngt et do esou ze sinn oder ass zumindest ze fäerten, datt d'Kompetitivitéitsfro eng méi grouss Plaz anhëlt wéi d'Gesondheitsfro.

Sollt dat esou de Fall sinn, da menge mir, dass Lëtzebuerg et Dänemark, Holland a Frankräich nomaahe sollt an eege Gesetzer fir e méiglechst schnellen Ausstieg respektiv e komplette Verbuet vun dëse geféierleche Substanze sollt op de Wee bréngen. Wa mer Preventioun a Precautioun eescht huelen, da muss dat bei der aktueller Wëssenslag op der Hand leien.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmweltminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. A Merci wëilt ech emol fir d'éischt der Madamm Delcourt soe fir dës Interpellatioun zu engem Sujet, dee ganz komplex ass.

Ech menge kaum, datt ee vun eis heibanne kann d'Prentioun hunn, e richtig groussen Expert doranner ze sinn, och wa mer dat natierlech ganz seriö huelen an och wann natierlech eng Verantwortung op eis läit, fir ze handelen. Mee wann ee sech méi genee mat den Éiwegkeetschemikalien auserneesetzt, da stellt ee ganz séier fest, wéi verbreet op der enger Säit an awer och wéi komplex déi Matière ass.

A well dat esou komplex ass, mengen ech, ass et och ganz wichteg gewiescht, sech emol en éischt Bild ze maache vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg, en Exercice, deen nach guer net esou vill Länner iwwerhaupt gemaach hunn. An dowéinst hat ech den 10. Juli 2024 d'Initiativ geholl, en interministerielle Aarbechtsgrupp an d'Liewen ze ruffen. Firwat? Well mer och do virdrun eng ganz Partie Analyse gemaach hu mam Waasserwirtschaftsamt, mat der AGE, déi zur Conclusioun komm sinn, datt den TFA, deen ee vun de PFASen ass a virun allem dee PFAS-Grupp, dee sech am beschten am Waasser opléist, och hei zu Lëtzebuerg souwuel an eise Baachen a Flëss, mee och an eise Grondwaasser, an eise Dréinkwaasserreseau, present ass a fir deen et effektiv och nach guer keen europäesche Grenzwäert gëtt a wou awer dunn d'Direction de la santé deen Orientierungswäert vun 12 Mikrogramm pro Liter emol festgeluecht huet, en attendant, datt mer nach méi genee Erkenntnisser kréie respektiv och dann eng europäesch Limitt dofir kréien.

Mee et war virun allem och opgrond vun deenen Erkenntnisser aus dem Waasser, dass mer dunn d'Decisioun geholl hunn ..., wou ech du proaktiv, als wierklech e volontaristeschen Akt, gesot hunn, mir missten do e Grupp op d'Bee setzen, fir eis emol eng Kéier kënnen e Bild ze maachen. An dee Grupp huet effektiv am Oktober ugefaange mat schaffen.

An natierlech, wéi ech dem Här Baum nogelasschert hunn, wou e seet: „Firwat ass den Aarbechtsministère net dobäi gewiescht?“ – déi Fro kann ee pertinement stellen. D'selwecht och: Firwat ass net den Économie ministère mat dobäi gewiescht?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Deen ass dobäi.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Den Ekonomiesministère net, nee. Deen ass net dobäi gewiescht, mee dee soll och an Zukunft dobäikommen.

A mir huele gären och d'Iddi mat op, nach aner Ministären do ze associéieren, well et war jo elo mol en éischten informelle Grupp, deen an d'Liewe geruff ginn ass. A wat elo ganz wichteg wäert sinn, ass, dass mer e formellen interministeriellen Aarbechtsgrupp wäerte schafen. Dat gi mer an de Regierungrot. Dee gëtt dann zesummegesat mat deene Ministären, déi effektiv dann do solle mat derbäi sinn, fir all déi verschidden Aspekter op der enger Säit ze superviséieren, zesammenzedroen, sech dann awer och herno drëm ze këmmen, dat ëmzesetzen. An dee wäert dann och e formell Mandat kréie mat enger Missioun. An ënner anerem muss dann och de Suivi gemaach gi vun deenen Aktiounen, déi vun deem éischten interministeriellen Aarbechtsgrupp elo hei proposéiert gi sinn, fir dass mer déi da kennen no an no och ëmsetzen.

Wéi gesot, et ass en informellen Aarbechtsgrupp gewiescht. E war net perfekt an e konnt och net déi ganz Aarbecht zu 100 % ofschléissen. Well soss wäere mer mam Rapport nach net fäerdeg gewiescht. Dann hätte mer nach méi Zäit gebraucht. Dat muss een him awer zougestoen, dass en eeben och vläicht an enger éischer Phas nach net ganz perfekt ass. Mee en hat och net déi Pretentioun.

En huet awer och dee grouse Meritt, dass e mol en État des lieux gemaach huet, an zwar andeems en emol allmëglech Informatiounen, déi et schon dozou gi sinn – zu PFAS a spezifesche TFA – hei zu Lëtzebuerg an deenen eenzelnen ëffentlechen Institutiounen zesummegedroen huet, awer och nei Donnéeën gesammelt huet en parallèle, well et gi permanent och weider Analyse gemaach vun deenen eenzelnen Administratiounen, am Waasserberäich, och bei de Liewensmëttelen, an de Biedem, an der Loft, an andeems emol effektiv dat Ganz koordinéiert ginn ass a koordinéiert och gemooss ginn ass, wat bis dohinner net gemaach gi war. Et war nämlech nach an engem Silodenke geschafft ginn. Dat ass zum Beispill och e ganz grouse Meritt vun deem Aarbechtsgrupp. An et ass och schon deelweis mat externen Acteuren zesummegeschafft ginn, wéi zum Beispill dem LIST.

Mee et ass och ganz kloer, dass elo dee formellen Aarbechtsgrupp an Zukunft nach weider mat aneren Acteuren muss zesummeschaffen, déi ganz wichteg sinn, an dat heescht notamment och mat der Industrie.

Mir hunn d'Publikatioun, d'Prise de position vun der Fedil par rapport zu de PFASen am Dezember lescht Joer zur Kenntnis geholl, déi sech awer oppe weist fir matzehlëfen, déi sech där Problematik bewosst ass, och oppen derfir ass, matzehlëfen, dorunner ze schaffen, déi zwar seet, dass hirem Wëssensstand no hei zu Lëtzebuerg keng PFASe géife produzéiert ginn, dass PFASe géife benotzt ginn an industrielle Prozesser, a geschlossene Systemer. Mee dat muss een awer nach eng kéier méi genau analyséieren a rausfannen. An dofir ass et och sou wichteg, dass mer déi Enquête maachen an dass d'Ekonomie matasociéiert gëtt, fir dass mer eist Bild weider completéieren.

An dat ass och eng vun den éischten Achsen. Mir muss weider Donnéeën sammelen. Et muss weider Miessunge gemaach ginn. Dat muss och reegelméisseg gemaach ginn. Déi muss verfeinert ginn, fir dass mer dann do an der zweeter Achs vun deem heiten Aktiounsplang nach méi cibléiert Aktiounen kennen entwéckelen, zousätzlech zu deenen, déi hei dra sinn.

Déi drëtt Achs ass dann awer déi, dass scho ganz konkret Mesüeren hei drastinn, déi da wäerten ëmgesat ginn an deenen nächste Wochen, Méint an och am Laf vun nächste Joer, dass souwuel um nationale wéi um internationalen Niveau.

An e véierten Achspiller ass ganz kloer, Sensibiliséierung, Opklärungsarbecht ze maachen, woubäi een do muss de Spagat maachen tëschent voller Transparenz vun deenen Donnéeën, déi mir hunn, ze weisen, wat d'Situatioun ass, wat mer gemooss hunn, wou een dat an der Ëmwelt fënnt, och am Kierper ... Dat ass d'Gesundheitsministesch, déi dozou wäert nach schwätzen, Stéchwuert Biomonitoring. Mee et muss een awer trotzdem och oppassen, dass mer elo net an eng ze vill grouse Panikmaacherei verfallen, fir ze soen: „Et ass op eemol alles ganz geféierlech.“ Et huet seng Konsequenzen, et ass net klengzerieden, mee et ass awer och net, dass mer elo op eemol géifen e Message ginn, mir kéinten d'Waasser zum Beispill net méi ouni Bedenken drénken.

An ech weess net méi, wien et war, den Hår Lemaire, mengen ech, hat dat erwäant, wou e jo ganz Recht huet: D'Drénkwaasser ass dat beschtkontrolléiert Liewensmëttel hei zu Lëtzebuerg, mat bis zu 6.000 Preuven am Joer. An et kann een, an dat soen ech och ganz kloer hei op der Tribün, ouni Bedenken Drénkwaasser drénken hei zu Lëtzebuerg – och elo mat der Prezenz vun TFA doranner. Dat sinn nach minimalst Quantitéiten, fir déi mer, dat hu mer gesot, e provisoreschen Orientéierungswäert hunn. Mir leien do voll drënner. A mir sinn en attente vun engem europäeschen Orientéierungswäert oder Richtwäert. Dee muss festgeluecht gi fir ganz Europa, well et wäert ganz Europa jo da mussen betreffen. An do muss mer da kucken, wat dat da fir Konsequenzen hätt, ob mer dann nach ëmmer mat eise Miessunge conforme sinn.

Mee och da gesäit eist Waassergesetz, dass op der Drénkwaasserdirektiv baséiert, Derogatiounen vir. Da muss Moosnamen ergraff ginn. Mir hunn awer bis zu sechs Joer Zäit, fir eppes ze maachen, an dat géif also och do net bedeuten, dass mer missten direkt vun haut op muer vläicht an der Panik reagéieren.

Mee mir mussen awer agéieren. Dat ass ganz kloer. An dofir bleiwen ech bei där Aktioun, déi mer am séierste wäerten elo ëmsetzen. Déi betrëfft d'Drénkwaasser a virun allem d'Drénkwaasserschutzzone, well dat si jo déi, déi mer schütze mussen, fir dass net herno eppes ënnen am Drénkwaasser ass. A mir si souwisou amgaangen, dee Règlement grand-ducal vun 2013 – dat ass dat transversaalt Règlement, dat d'Drénkwaasserschutzzone determinéiert, och d'Konditiounen do all festleet, de Schutz also do ëmsetzt – ze iwwerschaffen, och am Gespréich mat deene concernéierten Acteuren, woubäi do natierlech ee vun den Haaptacteuren, déi concernéiert sinn, d'Landwirtschaft ass, well et sinn 20 % landwirtschaftlech Flächen an eisen Drénkwaasserschutzzone. Also ass et en Acteur, deen natierlech do betrëfft ass.

An et gëtt jo mat der landwirtschaftlecher Berodung, de Waasseranimateuren och vun dem Staat aus Berodung, Begleedung, fir besonnesch do, wou een direkt dorunnerläit oder draläit, eeben net méi esou vill op Pestiziden ze setzen, mee op alternativ Kulturen, op mechanesch Behandlung, fir dass mer kënnen och alles dofir maachen, dass eist Drénkwaasser herno wierklech déi bescht Qualitéit huet a geschützt ass an d'Drénkwaasserversuergung domadder och garantéiert ass.

A well mer an deenen Diskussiounen sinn, hu mer elo schon e Rendez-vous gemaach am Abrëll, ënner

anerem mat der Landwirtschaftskammer, fir mat hinnen och ze diskutéieren, wat hei am Rapport suggeréiert gëtt, nämlech dass mer solle progressiv fir d'éischt natierlech déi Pestiziden, déi PFAS generéieren, virun allem TFA generéieren, reduzéieren, mee dass mer an enger Gesamtapproch och gären hätten, dass mer op de Wee ginn, insgesamt all d'Pestiziden eng kéier aus den Drénkwaasserschutzzone no an no erauszehuelen, well mer ëmmer nees déi Erfahrung gemaach hunn an der Vergaangenheet, dass, wann een ee Pestizid eraushëlt, dann en aneren am plaz kënn an deen erëm aner Problemer mat sech bréngen wäert.

Woubäi ee sech awer bewosst muss sinn: Dat wäert och en Impakt hunn op bestëmmte Betriber an dat wäert och vläicht souguer existenziell Impakter kënnen hunn. An dofir ass et esou wichteg, dass een dat mat Rou ueget, am Detail diskutéiert, wat mer da kënnen maachen, op wat fir engem Zäithorizont, wat fir eng Mesüre mer mussen en place setzen, fir ze begleeden, fir dass mer do och wierklech kënnen dat Zil errechen. Well et ass dat iewesch Zil, zu deem sech dës Regierung och kloer engagéiert: dass mir eist Drénkwaasser wäerte schützen, alles dofir maachen, dass et propper ass, dass et keng Gefor duerstellt, well dat ass dat essentiell Liewensmëttel, dat mer alleguere brauchen, an dass och d'Drénkwaasserversuergung fir d'Zukunft garantéiert ass.

An dowéinst wäert et och en Deel si vun der nationaler Waasserresilienzstrategie – déi wäert en Deel si vun der nationaler Resilienzstrategie –, déi mer wäerte virum Summer presentéieren. Do wäert och den Aspekt vu PFAS, TFA mat dran integréiert ginn a wéi mer da wäerten alles dofir maachen, fir d'Drénkwaasserversuergung hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An dat ass, mengen ech, schon eng ganz konkret Aktioun, déi mer wäerten an der nächster Zäit ugoen an dann och wëlle gären ëmsetzen – nëmme fir déi emol ze nennen. Meng Zäit ass net ganz exhaustiv, fir kënnen op all Aspekter hei anzegoen.

Ech wëll zum Beispill nach op ee ganz wichtege goen, dass ass natierlech deen internationalen Niveau, virun allem den europäeschen Niveau an deem Fall hei. Mir beweegen eis hei haaptsächlech an der Europäescher Unioun, och wann et Diskussiounen um Niveau vun der Weltgesundheitsorganisatioun gëtt. Do ka vläicht nach eng kéier d'Gesundheitsministesch drop agoen. Mee et lafe jo eng Rei Initiativen op europäeschem Niveau, fir grad bei der PFAS-Problematik méi global ze reegelen op där enger Säit a méi spezifesch natierlech och fir déi vun TFA mat dann engem europäesche Grenzwäert, besonnesch wat d'Drénkwaasser betrëfft, mee net nëmme. An dorobber waarde mer nach ëmmer.

Mee et ass esou, dass ech, wéi déi nei Ëmweltkommissärin ugefaangen huet am Dezember 2024, direkt eng Reunion mat hir hat, mat aneren Ëmweltministerkolleegen. An do hunn ech an anerer hir och kloer gesot, dass dat e Sujet ass, deen eis immens concernéiert a mat deem mer eis och elo intensiv auserneeetzen, och zu Lëtzebuerg, a wou et esou wichteg wär, dass d'Europäesch Kommissioun géif eng Propos maachen, eng global Propos, fir insgesamt d'PFASen an der Europäescher Unioun dann ze limitéieren respektiv ganz ze eliminéieren an op där anerer Säit awer och en harmoniséierte Grenzwäert fir d'ganz Europäesch Unioun fir d'Drénkwaasser festzeleeën.

Dat hunn ech am Dezember 2024 scho gemaach. Dat hunn ech nach eng kéier am Laf vun Joer 2025 gemaach, wéi d'Kommissärin jo och hei op Visitt war bei Iech an der Chamber. Do hat se och nach eng kéier e Gespréich mat mir selwer. Do hunn ech se drop ugeschwat. An ech hunn och gëschter, wéi ech um

Conseil „Environnement“ zu Brüssel war, nach eng Kéier mat der Kommissärin geschwat, fir ze froen, weini d’Kommissioun mat där Propos kënnt. Do huet se mer assuréiert, et géife spéitstens dësen Hierscht Propose kommen.

Bon, si mussen jo och nach waarden op de Retour vun der Europäescher Chemikalienagence, vun der Europäescher Liewensmittelsécherheitsagence, déi jo déi Prozesser mécht, déi Evaluéierungen, fir dann esou Grenzwärter virzeschloen – an da mécht si hir eege Propos doropshin –, an natierlech och nach op de Retour vun der Europäescher Chemikalienagence fir d’Reform vun der sougenannter REACH-Direktiv, der Chemikaliendirektiv, wou da soll e Reglement gemaach ginn, fir d’PFASen an Zukunft an der Europäescher Unioun ze limitéieren respektiv ze eliminéieren. Voilà, dat ass den Timing, dee si mir elo do ugin huet.

Ech hat awer och gëschter eng Trilaterale mat eise Frënn aus Holland ..., also, jo, den Hollänner an de Belsch – dem Benelux, wollt ech soen. Mir hunn do och nach eng Kéier als Beneluxlänner driwwer geschwat a mir hunn decidéiert, datt mer géifen en AOB-Punkt froen an engem nächste Conseil, fir eis och deene fënnf Länner unzeschléissen, déi 2023 d’Initiativ geholl haten, bei der ECHA ze froen, si sollte sech wann ech gelift mat de PFAS auserneeetzen an do eppes dozou proposéieren – wat jo deemools Däitschland, Holland an déi dräi skandinavesch Länner Norwegen, Dänemark a Schwede waren – wou awer deemools Lëtzebuerg net dobäi war am Januar 2023. Dat war nach net déi aktuell Regierung. Mee op jidde Fall hu mir decidéiert, datt mer géifen eis där doter Initiativ ..., elo kënne mir eis deem net méi uschléissen, fir dat ze froen – si hunn dee formellen Deel gemaach –, mee datt mir awer trotzdem an dee selwechte Grupp géife goen, fir Drock ze maachen op d’Kommissioun, fir datt si méi séier endlech mat Propose kënnt.

Dat hu mer konkret nach gëschter als Beneluxlänner decidéiert, an dat wäerte mer also och deemno ëmsetzen.

Mir sinn also do och dobäi, eis europäesch Responsabilitéit ze iwwerhuelen als Regierung, mee natierlech och hei zu Lëtzebuerg mat deenen eenzelnen Aktiounen, déi an dësem Plang virgeschloe ginn – dee mir selbstverständlech seriö huelen, well mir hu jo dee Rapport hei an Opdrag ginn! An et gëtt ee jo net e Rapport an Opdrag, fir en herno ze ignoréieren. Et gëtt een en an Opdrag, well ee fir d’éischt gären e Bild vum Istzustand hätt – Wou sti mer dann iwwerhaapt, wat feelt eis awer nach vun Informatiounen? –, a fir natierlech och gesot ze kréien: „Ma do gesi mir prioritär Aktiounen.“

An op de Säiten 20 bis 21 vun deem Rapport sti kloer och déi prioritär Aktiounen, déi ech elo net hei an allem Detail soen, mee haaptsächlech dat mam Drénkwaasser, dat ass ganz wichteg!

Mee dozou awer och nach eng ganz wichteg Präzisioun, well ëmmer esou gesot ginn ass – ganz richtig –, mir wëllten och net mam Finger op ee weisen: Do gëtt et nach keng honnertprozenteg Kloerheet, mee et gesäit esou aus, laut der Etüd, déi d’AGE gemaach hat iwwert den TFA, datt ee kann dovun ausgoen, datt an Drénkwaasserschutz zonen tëschent 30 % a 50 % vum TFA am Drénkwaasser warscheinlech eng Origin ass der Landwirtschaft huet. Mee bei 50 % bis 70 % ass d’Origin aus der Atmosphär, haaptsächlech warscheinlech iwwert de Reen an och vläicht iwwert d’Loft. An dat ass jo net d’Landwirtschaft, mee dat kënnt dann héchstwahrscheinlech aus der Industrie, aus anere Sourcen.

An do muss een nach vill méi op de Fong och goen. Well och do mussen mer eis Verantwortung iwwerhuelen, an enger Gesamtapproche, an zum Beispill dann och do erausfannen: Wat gëtt dann hei zu Lëtzebuerg wierklech dovunner selwer vläicht an d’Loft ginn oder an de Buedem oder an d’Waasser? Respektiv, wat kënnt awer iwwer eis Grenzen ewech – vu datt jo eng Charakteristik vun de PFASen ass, a besonnesch vum TFA, datt si ganz mobill sinn a sech iwwer Honnerte Kilometer kënne beweegen? Dofir fënn et se jo och an de Polarzonen, um Nordpol, um Südpol, souguer och an den Äisbieren – an Echantillone vun den Äisbieren hirem Blut ass et fonnt ginn. Si sinn ass also iwwerall present. Also kënnt och viles vun anere Länner eriwwer. Dofir muss een déi europäesch Dimensioun jo och ganz kloer matprioriséieren. Mee mir mussen awer do nach méi gezielt Informatiounen fannen, fir och do kënnen ze handelen.

An d’F-Gasen, déi present sinn an de Klimaanlage vun den Autoen an an de Wärmepumpelen, déi awer do agesat gi sinn, fir datt se do net méi Zärgase benotzen, wann déi natierlech gutt funktionéieren – an dofir hu mer eng obligatoresch Ofhuelung och ënnert anerem vun de Wärmepumpelen agefouert –, ass dat och kee Problem, mee wann do eng Kéier e Rëss dran ass oder wann eng Kéier en Accident bei engem Auto geschitt, dann trieden déi aus, dann hu mer dann natierlech herno d’Presenz vu PFASen och an der Ëmwelt. Mee mir mussen do zum Beispill och higoen an alles maachen, fir dat ze reduzéieren iwwert de Wee vläicht vu legislativen Upassung respektiv iwwer Subsidien, wou een dann alternativ Gasen, natierlech Gase wéi Propan oder Butan, kéint ënnerstëtzen, déi awer och erëm net ongeféierlech sinn an aner Risikoe mat sech bréngen a wou och nach net iwwerall d’Technologien esou prett sinn – dat muss een och nach eng Kéier an engem soen.

Mee och do mussen mer eis Verantwortung iwwerhuelen, an net just nëmmen an engem Domän, mee an all deenen Domänen. Dat gëllt och fir d’Liewensmittelsécherheet. Dat gëllt, wéi gesot, fir d’Gesondheet, wou d’Ministesch wäert drop agoen. An ech muss hir nach e puer Minutte loosser, fir datt si och ka schwätzen, an dofir géif ech hei e Punkt maachen.

Mee jiddwerfalls war dee Rapport ganz wichteg, fir d’éischt emol, datt e gemaach gouf, genausou wéi déi Interpellatioun wichteg war, fir kënnen an der Ëffentlechkeet doriwwer ze schwätzen.

Ech hoffen awer, dass d’Matbiergerinnen a Matbierger e bëssen eppes dovunner verstinn, wat mer hei soen, well et ass ganz technesch, och wann et ganz wichteg ass. Mee et ass u sech d’Sich no der Nol am Heekop, wann een de PFASe wëll op d’Spuer kommen. Mir hunn elo scho ganz vill Hee ewechkritt, mee et ass dann net alles detektéiert, et ass net alles gewosst. Et si vill Aktiounen elo schon identifizéiert, déi mer wäerte maachen, mee et wäert nach viles nokommen. Et ass eng Aarbecht, déi nach wäert weidergoen. An dowéinst sti mir och prett, souwuel d’Gesondheitsministesch wéi och déi aner implizéiert Ministeren an ech natierlech och als Ëmweltminister, fir hei an d’Chamberskommissioun ze kommen, fir weider och dee Rapport hei nach méi am Detail ze beschwätzen, wou mer net wierklech vill Zäit haten déi leschte Kéier. Do si mir och prett, fir kuerzfristeg ze kommen, fir datt mer zesummen als ganz Chamber iwwert d’Parteigrenzen ewech hei och u Léisunge schaffen, well et ass eng gesamtgesellschaftlech Verantwortung. Woubäi d’Regierung natierlech hir wäert iwwerhuelen. Mee Dir och alleguerten, an dat, mengen ech, kann een och nëmme begréissen, an dofir soen ech e grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn eng Rei Froen, déi sech un Iech adresséieren. Ech fänken u mat der Madamm Delcourt. Dir kënnt wielen, wou Dir am léifste sidd. Ech mengen, mir huelen awer direkt d’Froen, déi un Iech adresséiert ginn, fir Uerdnung an déi Diskussioun hei ze kréien. Madamm Delcourt, duerno d’Madamm Welfring an den Här Goergen. Ok. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci, Här Ëmweltminister, fir all déi Explikatiounen. Et mierkt een, dass Dir Iech wierklech do erageschafft hutt, Dir hutt elo 17 Minutten einfach esou iwwer PFASe geschwat. Dat weist mir mol op d’mannst, dass Dir gewëllt sidd, déi Mesüeren, déi am Rapport sinn, och dann zäitno ëmzesetzen.

An ech héieren och e bëssen eraus, dass dann Är Prioritéit haaptsächlech am Drénkwaasserschutz läit – dat ass elo mol esou déi éischt Fro –, dat ass emol e bëssen dat, wat ech eraushéieren hunn: dass Iech dat wierklech um Häerz läit, dass Dir Iech och international relativ vill setzt bei Ären Homologien, fir eeben ze kucken, dass dat och alles op EU-Niveau e bëssen an déi richteg Richtung geet.

Dir hutt och gesot, dass mir eent vun den eenzege Länner sinn, déi am Moment esou en Aarbechtsgrupp hunn. Dir hutt elo vun der Benelux geschwat – sinn nach aner Länner, déi och esou en Aarbechtsgrupp hunn? An tauscht Dir Iech mat deenen och dann doriwwer aus, wat déi da vläicht maachen? Well ech mengen, dat heiten ass jo net just eng Fro vu Lëtzebuerg, et geet jo natierlech iwwert d’Grenzen eraus, gell, dat ass jo kloer. An ech mengen, et gouf och elo e puermol gesot, dass et immens wichteg ass, dass mer eng harmoniséiert Strategie och op EU-Niveau hunn, dass mer do méi gemeinsam dru schaffen.

An ech sinn och der Meinung, natierlech, dass mer keng Panikmaacherei hei solle maachen, dat bréngt et jo och net. Et ass awer haaptsächlech wichteg, dass mer natierlech elo déi Donnéeën, déi mer hunn, och wäitgeeënd verschaffen an och natierlech hannendru bleiwen. An ech mengen, dat ass natierlech och eis Aarbecht, Iech do e bësse Feier ze maachen, soen ech elo mol. An ech mengen, Dir hutt et och gesot, Dir kommt gären och bei eis an d’Kommissioun, fir eis eeben notament déi Progressen, déi Dir elo och ugeschwat hutt, kënnen duerzeleeën.

Voilà, ech mengen, dat ass emol mäi Kommentar, an déi eng Fro do mat den Aarbechtsgruppen an och mat der Prioritéit. Wann Der elo sot „Drénkwaasserschutz“, hutt Dir vläicht nach eppes, wou Dir sot, „Ok do ...“ – Drénkwaasser, jo –, wëllt Dir vläicht nach méi mat den Industrie kucken? Ass dat vläicht och nach eppes, wou Dir sot, dat wär och eng vun den éischte Prioriséierungen, déi Dir hutt?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l’Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo merci. Also ech mengen, ech erkenne jo natierlech un, datt d’Chamber jo och hir kritesch Aarbecht muss maachen – dat maacht Dir. An ech fannen et jo gutt, datt mir hei esou e komplexe Sujet, deen awer wierklech esou wichteg ass fir eis alleguerten, well e massiv present ass, och kënnen thematiséieren an och belichten an datt mer natierlech och Saachen opgräifen.

Ech wollt zum Beispill och ganz konkret dat opgräifen, wat den Här Baum gesot huet, datt och hei e Volet Aarbecht muss dobäi sinn an datt och dann den Aarbechtsministère do misst associéiert sinn – dat huelen ech gären och op. A selbstverständlech awer och d’Ekonomie, d’Industrie, dat ass eng vun de

Prioritéiten, fir do méi gewuer ze ginn, mat hinnen am Dialog och dann ze sinn, mee kloer Donnéeën do ze sammelen: „Wou gétt PFAS hei zu Lëtzebuerg an industrielle Prozesser agesat, respektiv ginn net awer vläicht an enger Produktioun och PFASen agesat?“ Dat ass nach net honnertprozenteg kloer, doriwwer mussen mer awer méi Wëssen erausfannen.

An natierlech ass d'Waasser esou eng Prioritéit, well d'Waasser ass nun emol dat wichtegst Liewensmëttel, dat mer brauchen. Mir sinn net ëmsoss dee bloe Planéit, mir bestinn net ëmsoss zu 60 %, 70 % selwer aus Waasser. Ma ouni Waasser ass kee Liewen op dëser Welt méiglech. Dat selwecht géllt och nach fir aner Elementer, mee d'Waasser ass extreem wichteg. An et ass eebe grad esou sensibel a muss dowéinst och als éischt Prioritéit behandelt ginn. Dofir ass dat fir eis ganz kloer, well mer garantéiere mussen, datt eist Dréinkwaasser gutt ass, sécher ass an datt es och genuch an Zukunft verfügbar ass.

Och op europäeschem Niveau hunn ech elo keng exhaustiv Recherche gemaach, ob aner Länner esou en informellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff hunn. Ech weess jo an ech gesi jo, datt vill Länner Aktiounen maachen, datt si scho ganz konkret Aktiounen geholl hunn, entweeder, fir Saachen ze verbidden – Dir hutt et jo selwer gesot: Frankräich oder Dänemark –, oder datt si déi europäesch Aktioun gemaach hunn, bei der ECHA ze intervenéieren, fir datt PFAS soll do behandelt ginn an an Zukunft eliminéiert ginn a verbuede ginn. Dat gesäit ee jo. An dofir mussen mir eis uschlëssen, och esou Initiativen, well nëmmen zesummen, als Memberstaaten, wa mer iwwerall un engem Strang zéien, kënnen mer déi Problematik hei ugoen a kënnen mer virun allem och mat der Kommissioun zesummen e reglementaresche Kader en place setzen, deen et erlaabt, dann och no an no déi Substanze fortzekeréien an da fir méi Gesondheet a fir eng méi propper Ëmwelt ze suergen. Dat ass evident! Ech erdeelen do kengen europäesche Länner iergendeng Lektioen, wéi si dat mussen ugoen, mee ech gesinn, datt villen leeft. A mir schlëssen eis deenen Initiativen un, fir och an eng Richtung eng harmoniséiert Approche an Europa ze kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn elo nach Froen vum der Madamm Welfring, dem Här Goergen an dem Här Fayot. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. A merci, Här Minister, fir Är Erklärungen. Och merci fir Är Bereitschaft, nach eng Kéier an d'Kommissioun ze kommen. Dat fret eis ganz besonnesch, well mer effektiv jo bei där leschter gemeinsamer Reunioun mat der Gesondheitsministesch a mat der Agrarministesch net wierklech ganz derduerchkomm waren, well déi Matière eeben och sou vast ass. An dofir denken ech, dass et wierklech ganz gutt ass, dass mer zäitno dat nach eng Kéier kënnen nohuelen.

Awer nach eng Fro zu Ärem Timing: Dir hat gesot, virum Summer géingt Der en Deel vum Resilienzplang och notzen, fir am Waasserschutz nach Virkéierungen ze treffen. Kann een dorausser héieren, dass d'Reglement iwwert d'Dréinkwaasserschutz zonen nach do virdru kënt? Oder ass dat nom Resilienzplang? Wéi en Timing kéint ee sech do virstellen, wëssend, dass et, wéi Der richteg gesot hutt, och do aner Quelle gétt? Mir wëssen, dass grad dat eebe sensibel Plaze sinn, dat hutt Der selwer gesot, wou ee wierklech kucke muss, prioritär och do wierklech virunzekerommen, fir do och déi néideg Schutzvirkéierungen ze kréien, wëssend, dass wëssenschaftlech Erkenntnisser elo ganz staark drop hindeiten, dass mer, deemno wat do geschitt op deenen Zone ronderëm déi ganz Dréinkwaasserschutz zonen, riskéieren,

eng Opkonzentréierung ze kréie vun deene verschiddeenen ..., grad vum TFA.

Dat heescht, et ass grad do, wou mer keng Zäit méi dierfe verléieren, well dat doten ass bekannt. An et geet net nëmmen ëm Pestiziden, et geet och ëm aner Saachen, déi do ausbruecht ginn.

Nach eng Kéier: Et geet wierklech net drëm, fir hei elo un eppes ..., wierklech e Concours ..., mam Fanger drop ze weisen. Guer net! Just, mir mussen hei virukommen, well mer do wëssen: Mir kënnen eis net verstoppen. Do si mer, mengen ech, och ... Wéi gesot, virun allem well et ganz deier ass, déi erëm erausze kréien, mussen mer do wierklech virgräifen.

An dann nach eng aner Fro. Wéi steet et do mat der Bereitschaft, och mat der Agrikultur eeben hei u Léisungen ze schaffen, déi och deene Betriber hëllef, déi jo do dann iergendwann och domadder konfrontéiert mussen ginn, dass si och Zäit kréien, sech ëmzestelle bei deem doten?

Ginn do d'Formatiounen och elo verstärkt? Gëtt och do op Alternative geschafft? Ass eng Bereitschaft do, déi vläicht och finanziell nach eng Kéier speziell ze ënnerstëtze bei där Ëmstellung?

An dann, Dir hutt och gesot, dass Der mat der Madamm Roswall geschwat hutt um europäesche Plang. Wéi steet et da mam Projet, dass d'REACH-Reglement soll iwwerschafft ginn? Mir wëssen, dass do duerch d'Deregulierungssphrenesie, soen ech emol, déi e bëssen ënnerwee ass ..., an och, dass Drock ass vu grouse Lobbygruppen, fir dass d'REACH-Reglement soll gelockert ginn. Wëssend, dass mer am Moment scho mierken, dass et net esou gräift, wéi et eigentlich misst gräifen, sidd Der do och am Camp vun deenen, déi duerfir astinn, dass d'REACH-Reglement soll gestärkt ginn? Dat wär eng Fro.

An déi aner Fro wär och iwwert d'Pestizidereglement, wou mer och elo wëssen, dass am Fong déi Autorisatiounen, déi erausgi goufen, an Zukunft och sollen einfach gëlteg bleiwen an net méi automatesch no minimum zéng Joer sollen nach eng Kéier nei bewäert ginn, och wann nei Kenntnisser do sinn.

Dat ass am Moment eng vun de Simplifikatiounen oder vun den Deregulationen vun der Kommissioun, déi jo och um Dësch leiwen. Wéi positionéiert Der Iech dozou, wëssend, dass eis dann erëm d'Geleehheet och erëm eng Kéier futschgeet, fir och vläicht do wierklech ze prevenéieren, a wierklech och en Ersetze mat manner schiedleche Produiten eis och wierklech duerch d'Fanger rutscht?

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Här Minister, wann Der d'Froen elo all verhalen hutt, da probéiert emol.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, jo, ech wollt et grad soen, mee ech probéieren dat. Soss erënnert mech d'Madamm Welfring dorunner.

Mee fir déi éischt, mengen ech, huet se gefrot: „Wéi ass den Timing?“

Ech viséieren, dat virum Summer ze maachen. Natierlech hânt et och dovun of, wéi mer an den Diskussiounen si mat dem Secteur. Well ech kann net op där enger Säit soen: „Mir schwätze mam Secteur, mir huelen e gäre mat.“ Dat mussen mer och nach eng Kéier ganz am Detail kucken, well et ass nach eng Detailanalys, déi muss gemaach ginn. Et muss bal eng Impaktstudie gemaach ginn, wat dat fir Konsequenzen awer huet, wat eis net dovunner ofhale soll, dat Zil ze hunn, datt mer dee Wee wëlle goen.

Well dat iewescht Zil muss einfach d'Ofséchere vun dem Dréinkwaasser sinn – op där enger Säit, datt mer

es genuch hunn, mee virun allem d'Qualitéit dovunner. Mee do mussen mer déi Diskussioun awer féieren. An ech kann net aschätzen, wéi laang dat dauert.

Och wa mer eis elo géifen e Kader gi bis de Summer – kommt, mir soen dat emol: bis de Summer – musst Dir awer nosichteg sinn, wann et net bis zum Summer klappt. Mee ech mengen, dat sidd Der och.

An da muss een natierlech do och déi ganz Panoplie vu Méiglechkeeten diskutéieren: alternativ Kulturen, aner Aart a Weisen, fir dat ze bewirtschaften, an natierlech awer och finanziell Ënnerstëtzung oder Entschiedegungen. Dat muss een nämlech och dann dee Moment do ganz oppen an transparent mateneen diskutéieren. An do mussen mer och oppen do kënnen eragoen.

A selbstverständlech zéie mer do an der Regierung och un engem Strang, och wann dat net eng evident Situatioun ass, well mir wëlle jo verhënnere, datt mam Fanger op ee gewise gétt. Dat mécht keen, ech hunn och elo heibanne keen héieren dat maachen.

Et muss ee probéieren, dat mat vill Versteedemeech an awer och mat deem kloren Zil, dat mer eis ginn hunn, unzegoen.

Also wat mer esou maachen um europäeschen Niveau: Dir wësst jo, mir si Member vun deem REACH-up-Grupp. Dat ass jo esou e Grupp vun, wéi een dat esou schéi seet op Lëtzebuergesch, „like-minded“ Länner, déi sech zesummegedoen hunn, fir sech grad derfir anzusetzen, datt d'REACH-Reglementatioun soll staark sinn an awer och soll verbessert ginn. Lëtzebuerg gehéiert dozou.

Ech menge souguer, dat nächst Treffte vun deem REACH-up-Grupp misst am Juni am Virfeld vum Environmentsconseil hei zu Lëtzebuerg vun eis och dann organiséiert ginn. Dee leschte war elo ausgefall, well net genuch Ministeren disponibel waren. An do schwätze mer jo iwwer eng Reform dovunner, wou mir awer derfir plädéieren, datt déi REACH-Reglementatioun soll weiderhi staark bleiwen.

Ech mengen, an där Diskussioun iwwert den Omnibus gehéiert Lëtzebuerg zu deene kritesche Länner géigeniwwer deem, wéi dat am Moment soll gehandhaabt ginn, mee mir gesinn och: Et gétt, wéi bei villen aneren Diskussiounen, eng Majorité qualifizéiert verlaangt, fir op dee Wee ze goen.

Mir setzen eis awer weider virun allem och derfir an, datt déi ganz geféierlech Substanzen net ënnert déi Exceptionen falen, dass och einfach eng Verlängerung fir ëmmer ze kréien ass, mee datt déi weiderhi mussen strikt et ëmmer erëm eng Kéier selwer evaluéiert ginn a gekuckt muss ginn, ob se nach dierfen agesat ginn, an eis och d'Méiglechkeet virbehalen, um nationalen Niveau kënnen dann ze handelen, wa mir gesinn, datt mer dat net gäre wëllen hei zu Lëtzebuerg hunn. An dowéinst wëlle mir jo gäre mol och national Aktiounen huelen, wéi an der Dréinkwaasserschutz zonen, fir aus de Pestiziden erauszekommen.

An hei gétt et jo de Plan antipesticide vun der Landwirtschaft, dee jo drop erausleeft, datt mer no an no och versichen, manner Pestiziden an der Landwirtschaft anzusetzen, mat Alternative wéi deene biologesche Pestizide respektiv anere Moyenen, fir datt mer och do der Landwirtschaft hëllef, net esou ofhängeg ze si vun deene Mëttelen, deenen, wéi Dir jo fir d'éischt virdrun och richteg gesot hutt, d'Bauere sech selwer och exposéieren, wouduerch e Risiko besteet, datt och si doduerjer kënnen eng Kéier gesondheetlech Problemer kréien.

An dat versiche mer natierlech, dann och iwwert dee Wee no an no ëmzesetzen. An do schaffe mer selbstverständlech an der Regierung Hand an Hand dorunner, fir dohinnerzekommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech mengen, dat missen déi véier Punkte gewiescht sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | D'Pestizidereglement.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech mengen, ech hat Iech awer dorobber elo géantwert, datt dat do ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, kommt, mir probéieren, elo awer Uerdnung hei dranzekréien!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mir si kritesch, fir ... Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn elo dem Här Goergen d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu vill iwwert d'Dränkwaasser geschwat, virun allem dat aus dem Krunn. Mee et gëtt jo och nach dat an de Flaschen, dat zu Lëtzebuerg ofgefëllt gëtt. Wéi sinn dann do eis Wäerter?

Ech weess, dass et an der Groussregioun do Diskussiounen gouf, notament a Frankräich, bei enger Quell, déi e bësse méi no ass geografesch. Wéi ass et zu Lëtzebuerg? Sinn hei allegueren déi ofgefëllt Waasser PFAS-fräi an TFA-fräi?

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | An eisem Rapport steet kloer dran, datt jo och do Analyse gemaach gi sinn. Do sinn 30 Echantillone geholl ginn. An an deenen Echantillonen ass et eng Konzentratioun vum TFA ginn, déi variéiert huet tëschent 0,025 Mikrogramm an 0,839 Mikrogramm. An da leie mer op enger Moyenne vun 0,297. Dat ass d'Konzentratioun dovunner. An dat heescht, et ass natierlech och do eng Prezenz.

Mee och do hu mer jo nach kee Grenzwäert fir d'Dränkbarkeit vun dem TFA, dee mer jo froen, fir datt mer dann och kënnen do aschätzen, wou mer stinn a wat dat fir Konsequenzen hätt. Dofir froe mer dat jo europäesch, a mir hoffen, datt dat esou séier wéi méiglech kënn, fir datt mer och méi Kloerheet op deem Dossier hunn.

Mee dat steet och an deem Rapport do dran.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Just ganz kuerz zwou Froen, Här Minister.

Et ass scho geschwat ginn iwwert d'Kompositioun vun dem Comité interministériel, dee jo effektiv ..., wou weeder de Wirtschaftsministère nach den Aarbechtsministère dran ass. Et ass awer elo esou, dass et eng ganz Rei Mesüre gëtt an eng ganz Rei Aktiounen, wou déi och opgefouert sinn, mat haaptsächlech dem Wirtschaftsministère als Acteur, besonnesch alles, wat – natierlech – d'Industrie betrëfft, d'PFASen an der Industrie, d'Bestandsopnam, awer och Mesüeren, fir se ze reduzéieren. Sinn déi, ass dat en Acteur?

A vu dass ech awer e bëssen esou d'Suszeptibilitéit kennen, wann esou Rapport gemaach ginn, ass meng Fro, ob se awer op d'mannst consultéiert gi sinn.

Well et stellt sech dann natierlech ëmmer esou eng Fro vun Ownership vun esou Aktiounspunkten, wann déi da vun engem Comité interministériel decidéiert ginn, wou déi Ministère net dra sinn an och nach eng ganz Rei Federatiounen.

Dofir ass d'Fro: Sinn déi, d'une manière ou d'une autre, am Virfeld consultéiert ginn? Wëssen déi vun deene Punkten am Detail? A wann net, wéi wëllt Der dat dann an Zukunft riichtbéien?

Eng zweet Fro, déi betrëfft d'Sensibilisatioun. Dir hutt hei ee Punkt, dee betrëfft d'Informatioun iwwert d'PFASen, awer och méiglech Alternativen. A mir wësse jo, dass et Alternative gëtt zu enger ganzer Rei Produiten, wou gewosst ass, dass PFASen dra sinn, wéi Panen, wéi Kleeder, wéi Kosmeetik.

An dofir ass meng Fro: Denkt Der och do u Campagnen, fir déi Alternativen do och opzezechnen a fir ze weisen, wat fir eng Produiten dat sinn, fir dass d'Leit och dann d'Méiglechkeet hunn, Produiten ouni PFASen ze kafen?

Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech huelen direkt dee leschte Punkt. Ech mengen, dat ass jo och eng Suggestioun. Nach eng Kéier: Dee Rapport hei hat jo net d'Prentioun, elo alles zu 100 % scho kënnen ofzedecken an ze wëssen a schonn dee perfekte Rapport ze maachen, dee wierklech alles scho consideréiert. An dofir sinn elo nach Lacunnen dodran.

An dat ass eng Suggestioun, déi ee gären och ophëlt, dat och mat anzebannen, datt een och drop hiweist an deene Sensibilisatiouncampagnen, wat et haut scho vun Alternative gëtt – mee sech awer och um europäeschen Niveau natierlech ëmmer dofir anzesetzen, datt mer dat och europawäit da kréien. Well mir hu jo dacks hei zu Lëtzebuerg keng esou Produktioun vun esou Produiten. Och dat muss nees am europäeschen Niveau diskutéiert ginn oder och ëmgesat ginn, dat heescht op der enger Säit, déi d'PFASe wierklech erauszekréien aus deene Produiten, soudatt iwwerhaapt keng PFASe méi dra sinn an Zukunft, an dann natierlech awer och nach weider an d'Entwécklung vun Alternativen ouni esou Produiten, déi elo scho bestinn, ze goen.

Ech hunn elo ee konkret Beispill gi mat de Klimatisatiounsanlagen oder de Wärmepumpelen, wann een déi géif net méi mat fluoréierte Gasen ekipéieren, mee mat natierleche Gase wéi dem Butan an dem Propan. Do gëtt schonn aktuell dorunner geschafft. Do gëtt et schonn Entreprises, déi och dann amgaange sinn, dat ze entwéckelen. Mee dat ass nach net esou wäit, datt dat scho kann iwwerall am Groussen agesat ginn. Mee dat ass awer ganz kloer eng Pist, op déi ee muss goen an déi ee muss ënnerstëtzen. Dat och nees op engem europäeschen Niveau.

Ech kann Iech dat elo net méi honnertprozenteg soen, dofir wëll ech och keng definitiv Ausso dozou maachen, mee éischer dat nach eng Kéier nofroen. Ech ginn awer dovun aus, datt och deen informelle Grupp scho mat verschiddeenen Acteuren ausserhalb vu sengem Themeberäich geschwat huet an déi consultéiert huet, notament, mengen ech, och mat der Fedil. Mee ech sinn net honnertprozenteg sécher. Dowéinst wëllt ech dat awer léiwer nach eng Kéier iwwerpräiwen.

Mee dat schléisst jo net aus – an do hutt Der jo Recht, och drop hinzeweisen, an dat hunn ech jo och gesot –, datt dat an Zukunft awer muss geschéien. Dat ass e Schrott, deen onbedéngt muss geschéien, an och mat engem Wirtschaftsministère, dee jo da formell Member soll gi vun deem Grupp, elo deem richtige formellen Aarbechtsgrupp, dem interministerielle Grupp. A firwat net effektiv och den Aarbechtsminister mat eranhuelen oder vläicht nach aner Ministere mat eranhuelen? Dat wäerte mer mat ophuelen. Dee muss matagebonne ginn.

Vun deene Secteuren hu mer nach net esou vill Donnéeën, well mer do, wéi gesot, och net esou eng grouss Aktivitéit zu Lëtzebuerg hunn. An awer hu mer der e puer, déi sinn awer identifizéiert. An do muss weider Informatioun gesicht ginn, fir méi kloer erauszefannen, wat si mat de PFAS maachen, wéi si se asetzen, wéi si se benotzen. A wa mer där och méi hunn, kënnen mer do och méi cibléiert gemeinsam mat deenen Acteuren Aktiounen maachen, fir ze kucken, datt mer erausginn.

Mee nach eng Kéier: Déi effikaste Mesür ass do och eng europäesch Reglementatioun, déi derfir suergt, datt sech eng Industrie muss ëmstellen, mat engem Zäithorizont, mat Begleedung natierlech och. Dat ass dat, wat mer brauchen. A fir dat maache mer eis natierlech och staark um Niveau vun der gesamter Regierung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da géinge mer elo erëm de Fil vun eisen Diskussiounen ophuelen an ech géing der Gesondheitsministesch d'Wuert ginn, déi nach zwielef Minutte vun der Zäit huet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An ech wäert dann och probéieren, an deenen zwielef Minutten ze bleiwen. Sou wéi meng Virriedner a mäi Kolleg Minister soen ech dann och der Madamm Delcourt Merci fir dës Interpellatioun.

Et ass scho villes gesot ginn, mee ech denken, datt d'Stëmm vun der Gesondheet haut awer och nach eng Kéier däerf Saache widderhuelen, déi de Mëtte gesot gi sinn, an och virun allem drop insistéieren, wou mir derhannert stinn a wou mir als Gesondheitsministère gären hätten, datt et ëmgesat gëtt.

D'PFASe si wierklech eng Erausforderung fir eis ëffentlech Gesondheet a wäerten an deenen nächste Méint a Joren nach ëmmer méi thematiséiert ginn als Erausforderung.

Bewisen Auswierkungen op d'Gesondheet si schonn ugeschwat ginn an ech géif haut gären nach eng Kéier am Detail op verschiddeenen agoen: Et gëtt en erhéichte Risiko fir bestëmmte Kriibsaarten, dorënner Broscht-, Prostata-, Nieren- an Hodenkriibs. Et gëtt eng reduzéiert Fäegkeet vum Immunsystem ugeholl respektiv dat ass bewisen. De Kierper kann Infektiounen net méi esou gutt bekämpfen a mir risquéieren, datt Impfungen och net méi esou gutt wierken. Et gëtt en erhéichte Risiko derfir, en erhéichte Cholesterinspiegel ze kréien, Iwwergewicht, Diabeetes an Häerzkrankheeten – an domadder si mer da bei de Fleaue vun der Zivillgesellschaft. D'Auswierkungen op d'neurologesch Entwécklung vu Kanner sinn ugeschwat ginn. D'Auswierkungen op d'Reproduktioun sinn ugeschwat ginn. A potenziell och endokrinn Stéierungen, déi da mat sech bréngen, datt och aner Saachen optauchen.

PFAS eleng, där gëtt et der iwwer 10.000. Et sinn der just puer erfuerscht. Mee den TFA, deen och schonn haut ugeschwat ginn ass, gëtt jo nogewisen am Drénkwaasser. An och do si Warnsignaler do, datt deen en heftegen Afloss op eis Gesondheet huet, ënner anerem well en eeben iwwerall ass, iwwerall an der Ëmwelt, am Drénkwaasser, a schlussendlech och am Mënsch nogewise gëtt.

Et gëtt awer wéineg Studien iwwert seng Toxizitéit. An do sinn zwou Agencen ënnerwee, fir ze kucken, do Grenzwäerter opzestellen. De Minister Wilmes ass drop agaangen. Et ass d'European Chemicals Agency, déi amgaang ass ze iwwerpräiwen, fir Tauxe festzelleen. An d'EFSA ass och ënnerwee.

Op déi Evaluatiounen waarde mer. Mee mir waarden net drop, fir aktiv ze ginn.

(Interruption)

Et gëtt natierlech déi véier Hauptachsen, déi am Rapport ugeduecht gi sinn: d'Sourcé vum TFA besser identifizéieren, den Expositiounsniveau evaluéieren an iwwerwaachen an d'Pollutioun un der Quell reduzéieren, a virun allem, et ass zum Schluss och nach ugeschwat ginn, d'Populatioun informéieren a sensibiliséieren. An do setze mir an der Santé un.

Mir hunn natierlech Drénkwaasserschutzzonen, awer déi musse warscheinlech ausgeweit ginn. An do si mir un der Säit vum Ëmweltminister, fir dat ëmzesetzen.

Mir brauchen eng verbessert Kontroll vun de Konsumgidder. An et ass ugeschwat ginn, do brauche mer natierlech och de Wirtschaftsminister dobäi.

Da brauche mer ëffentlech Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagnen, fir datt och jiddweree weess: Wou si PFAS dran? Op wat muss ech oppassen a wat soll ech vermeiden? An do setze mir un, well mir hunn eng Erfahrung a Sensibiliséierungscampagnen. A besonnesch bei kleng Kanner wäerte mer deemächst eng Campagne, „Déi éischt 1.000 Deeg“, lancéieren.

Mee mir hunn net elo ofgewart, fir dat ze lancéieren. Mir hate schon am Mäerz 2024 e ganzen Dag eebe ronderëm d'Aflëss vun der Ëmwelt op kleng Kanner. An do war och deen Expert do, deen de Rapport mam LIH zesammen opgestallt huet iwwert d'Polluanten, Reschter, déi schon haut bei Kanner festgestallt ginn.

Dann, de Biomonitoring ass haut vill ugeschwat ginn an do si vill Sujeten ugeschwat ginn. Natierlech hu mir e Manque un Donnéeën, virun allem e Manque u representativen Donnéeën.

Mir kënnen natierlech och verschidde Berufskategorië cibléiert iwwerwaache losse respektiv fräiwëlleg iwwerwaache loosse.

An da si mer bei der Aarbechtswelt. D'Aarbechtswelt ass Santé a Sécurité au travail. Dat fällt an d'Kompetenz vun der Gesondheitsministesch, mee natierlech kënnen mer den Aarbechtsminister gären derbäihuelen, well ech denken, datt och d'Santé a Sécurité au travail en Uleies fir hien ass. A spéitstens d'ITM muss kontrolléiere goen, ob dann déi Normen, déi fixéiert ginn, och agehale ginn.

Wat elo den europäeschen Niveau ugeet, denken ech, huet de Minister Wilmes do scho viles gesot. Och mir setzen eis do derfir an, datt besser harmoniséiert Regulatiounen en place gesat ginn.

Wa mer da bei där Campagne „Déi éischt 1000 Deeg“ aktiv sinn, da kéinte mer vläicht nach eng Kéier och spezifesch op dat zeréckkommen, wat mer als Recommendationatioun bei der Alimentatioun, bei de Kleeder, beim Kontakt mat Substanzen, wou PFAS kënnen dra sinn, bei de Klengkanner mat op de Wee ginn.

Wat fir eis awer ganz wichteg war, ass, iwwerhaapt an deem Aarbechtsgrupp dobäi ze sinn, d'Stëmm vun der Gesondheet héieren ze loosse a virun allem ze gesinn, wéi, wa mer eis zesummesetzen, e bessert Verständnis entsteet an och een op deen anere besser ka lauschten a vläicht, eventuell, och Approchen änneren, déi an der Vergaangeneit vläicht net esou waren. Wat sécher ass, ass, datt dat do eis erlaabt huet, d'Gesondheet an en anere Politikberäich eranzubringen. Mir si ganz frou, derbäi ze sinn, a mir wäerten och derbäi bleiwen.

Dann ass och de One-Health-Usaz hei respektéiert ginn, well mir haten net just Ëmwelt a Gesondheet,

mir haten och d'Agrikultur derbäi. Mir haten dee ganzen Déiereberäich derbäi. Well dat wäert och an deenen nächste Joren an Hisiicht op d'Klimakris eng Erafuerderung ginn, fir eeben déi One-Health-Approche wierklech ze maachen. An hei ass ee Paradebeispill dofir, datt mir do ënnerwee sinn.

Da si mer natierlech beim Ëmweltschutz. Mir ënnerstëtzen all Moosnamen, déi am Ëmweltschutz geholl ginn, well Ëmweltschutz ass an eiser Siicht och Gesondheetsschutz. An all Secteur muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Haut ass d'Wirtschaft ugeschwat ginn, d'Aarbecht ugeschwat ginn, an déi huele mer dann och mat an d'Boot. A virun allem musse mir dat zesumme maachen. Et ass net deen een, dee géint deen aneren ausgespillt gëtt. Mir mussen all zesammen am Interêt vun eiser Gesondheet ambitiéis Ziler op de Wee bréngen.

Ouni Gesondheet ass nämlech alles näischt. Mir kënnen ganz schéi produktiv sinn, mir kënnen d'Produktivitéit erhéijen, mee ouni d'Gesondheet ass alles näischt. An duerfir musse mer hei eis Kräfte bündelen, fir am Sënn vum Principe de précaution ... Mir wëssen net definitiv, wéi en Afloss et op d'Gesondheet huet, mee déi éischt Studie weisen, datt et warscheinlech e groussen Afloss op d'Gesondheet huet. An de Principe de précaution muss hei spillen.

Mir musse verhéineren, deene Substanzen ausgesat ze sinn, PFAS an TFA, awer net nëmmen deenen, well et sinn net nëmmen déi, déi en Afloss op eis Gesondheet hunn, et sinn och nach anerer.

A virun allem musse mer dat, wéi d'Madamm Delcourt gesot huet, maachen am Fokus op an am Gedanken an eis Klengsten, eis Jéngsten, well dat, wat mir haut net maachen, dat bezuele si muer an iwwermuer. A mir mussen haut eis Verantwortung huelen an déi Aktiounen, déi am Aktiounspang ugeschwat sinn, elo an engem definitive Grupp deklinéieren an och ëmsetzen.

Op jidde Fall ass d'Gesondheet derbäi an d'Gesondheet ass eist héchste Gutt. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu deser Interpellatioun dann ofgeschloss. Et si fënnf Motiounen ...

(Interruption par Mme Claire Delcourt)

Dir hutt nach eng Fro un d'Madamm Minister? Ok. Madamm Minister, Dir kënnt se vun do beäntweren, wou Der wëllt. Ok. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, ech halen et kuerz. Merci fir des Ausféierungen. Ech sinn och frou, dass Der op dee Punkt agaange sidd mat de Kanner. Dir hutt vum LIH geschwat. Ech mengen, déi maachen och ganz interessant Analysen, wat d'Hoerprouwen ubelaangt bei de Kanner. Sidd Der do amgaangen, e bësse méi e grousst Konzept mat hinnen auszeschaffen? Well et si jo net just PFASen, déi se kucken. Dat géing mech interesséieren och an Hisiicht op eng méi laangfristeg Zesummenaarbecht, soen ech elo mol.

An da gëtt et jo awer och ..., jee nodeem, wat fir Resultater do erauskommen, si jo och heiansdo ganz erhéichte Wäerter do derbäi. An da si mer erëm bei deem Punkt vun der Panik, dass ee jo net wëll Panik do schüeren, mee et ass immens komplex a schwéier och erauszefannen, vu wou déi cheemesch Stoffen an den Hoer am Fong kommen. Dat heescht, dat wär e bëssen d'Fro, wéi Der do d'Zesummenaarbecht gesitt an der nächster Zäit.

An ech wollt just nach eng Kéier nofroen zu deem Punkt mat de Medikamenter respektiv mat de

Spideeler, ob Der do viséiert – souwäit ech eraushéieren, hutt Der do nach keng kloer Visioun –, dat awer iergendwéi an den Aarbechtsgrupp mat eranzehuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, den LIH ass jo eigentlech ënner der Tutelle conjointe vu mir a vum Héichschoulministère. Déi Etüd huet normalerweis eng Suite. All d'Experten, déi eng Etüd maachen ... Etüden, déi ugeduecht sinn, sinn e Constat op ee Moment. Déi ass 2022 realiséiert ginn. Ech huelen de Message mat virun. Ech froen no.

A souwäit wéi ech weess, ass am Rapport och eng Etüd ugeduecht. Mir kënnen natierlech elo net eng Multiplikatioun vun Etüde maachen. Mir mussen e roude Fuedem derduerch kréien. A sécher sinn dat dote Resultater, déi nach mussen hannerfrot ginn: Wou kënnt dat hier? Ech huelen dat mat op.

Medikamenter hat ech elo effektiv net ugeschwat. Mee bei Medikamenter si mir zu Lëtzebuerg an där extraer Positioun oder leider an där extraer Positioun, datt keng Medikamenter hei produzéiert ginn. Dat heescht, mir hu keen Afloss op d'Produktioun vu Medikamenter. Mir hu keen Afloss op Produiten, déi benotzt ginn, fir Medikamenter ze produzéieren.

Mir kënnen awer och dee Message an déi Gruppen zu Bréssel, wou iwwert de Paquet pharmaceutique geschwat gëtt, mathuelen. Mee och Europa huet keng direkt Kompetenz an der Produktioun vu Medikamenter, ausser um wirtschaftlechen, um ekonomesche Level. An duerfir wär et och gutt, wa mer dat mam Wirtschaftsminister zesumme géifen diskutéieren, inwifern mer do en Afloss kënnen drop hunn, fir datt och op europäeschem Niveau eebe gekuckt gëtt, datt TFA esou mann wéi méiglech a Medikamenter benotzt gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Minister. Elo ass keng weider Wuertmeldung do. Dann ass d'Diskussioun zu deser Interpellatioun elo ofgeschloss.

Motions

Et si fënnf Motiounen während der Interpellatioun deposéiert ginn. An elo huele mer déi eng no där anerer duerch. Déi dräi éischt si vun der Madamm Delcourt, dann déi vun der Madamm Welfring an duerno déi vum Här Baum.

Motion 1

Déi éischt vun der Madamm Delcourt. Madamm Delcourt, wëllt Dir nach Stellung huelen? Dir wëllt duerno Stellung huelen. Wie wëllt zu der éischter Motioun vun der Madamm Delcourt eppes soen? Ech gesinn, den Här Boonen huet sech gemellt an den Här Emering. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo de Mëtteg hei héieren, dass mer eis allegerenten eens sinn, dass et e Problem ass, dee mer mussen ugoen, dee mer musse geziilt ugoen, wat awer schwiereg ass.

Bei deem éischte Punkt gesi mir, dass dat, wa mer do elo en Alleingang maachen ...

(Interruption)

De Mikro ass un.

... en Alleingang maachen ...

(Interruptions)

Ech sinn ze grous dofir, pardon.

Une voix | Du muss méi kleng ginn.

M. Jeff Boonen (CSV) | Also et gött gefrot, eng Auto-deklaratioun ze maache vu Prozesser an och vu Mët-telen, déi genotzt ginn. Dat eent, wat mer net esou genau wëssen, wat Dir mengt, wéi den Här Fayot gesot huet „zesumme mam Secteur kucken an och mat de Vertrieber“, dat ass iwwerhaapt emol: Wéi wäit ass dat do mam Secret industriel?

An dann, mengen ech, hu mer jo dat europäescht REACH-Reglement, dat de Mëtteg e puermol ugeschwat ginn ass, dat soll derfir suergen, dass cheemesch Mëttele deklariéiert ginn, dass cheemesch Mëttele zréckgefouert ginn. Déi gi jo gemellt bei där europäescher Agence an ech mengen, dat ass d'Approche, déi mer hei sollten huelen, dass een, wéi den Här Wilmes och gesot huet, iwwert d'Kommissioun fiert, dass een iwwert dat REACH-Reglement fiert, dat upasst, soudass déi PFASe do erakommen, an net hei national iwwer Industrië fiert, déi sech missten do autodeklariéieren an domat och nach kompetitivitéits-méisseg eventuell en Desavantage herno hätte vis-à-vis vun Industrien am Ausland.

Dann deen nächste Punkt, wou iwwert d'Recherche geschwat gött: Och dat, mengen ech, ass wichteg. Mir hunn eis Recherchezentere LIST an och vläicht eng Luxinnovation, déi do misste mathëllefen, fir deenen Industrien ze hëllefen, wou Besoin ass. Ob een elo extra muss e Pôle de recherche maachen? Och do, mengen ech, si Regionnen, wou vill méi Industrie ass, déi domat beschäftegt ass, déi vläicht méi predestinéiert sinn, wéi wa mir elo wierklech e Pôle de recherche oder en Hub hei maachen an deem dote Beräich.

Ech géif proposéieren, wierklech och bei der europäescher Approche ze bleiwen an domat déi Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Den Här Boonen, dee war elo esou komplett, dass mir dann och géifen ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Très bien!

(Hilarité)

M. Luc Emering (DP) | ... proposéieren, dat net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Lemaire.

M. Luc Emering (DP) | Ech mengen, den Här Haagen och.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech hunn en am Grëff.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Lemaire, et ass un Iech.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci, Här President. Déi hei Motioun Nummer 1 ass eis u sech sympathesch. Déi Elementer ginn opgegraff, déi mir och an eiser Ried ugemierkt hunn. Hei geet et drëm, dass mer dat begleeden, finanziell an technesch, eppes, wat mer kënn begrëssen. An och eeben dee Pôle d'excellence pour la recherche sur les PFASe an TFA, firwat net? Wa mer eis als esou eppes etabléieren an der Fuerschung, da solle mer dat begrëssen. Dat ass jo keng Necessité hei, mee et ass en Ureiz. Vun dohier kënn mir déi hei Motioun matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Mir haten déi heite matënnerstëtzt, déi Motioun, well ech denken, dass et eng gutt Approche ass. Meng Erfahrung ass och bei der Émweltverwaltung, dass, wann ee mat industrielle Partner wëll virukommen, ee mat hinnen zesummeschafft a kuckt, wéi ee si ka beschtméiglech ënnerstëtzen. Mir hunn och verschidden Aidëregimmer schonn en place, mee et ka sinn, dass ee se hei vläicht muss speziell begleeden. An dat mécht sech net um selwen. Dat mécht sech, andeem een déi Leit beieeneriff a mat hinnen iwwert déi Problemer schwätzt, déi se hunn. Well tatsächlech sinn och si am Fong tributaire vu Léisungen, déi mussen um europäesche Level erallt ginn.

Oft ginn déi heite Stoffer genotzt an engem zouene Circuit, fir eng Etau vum der Produktioun kënnen hinzekréien. Dat heescht, dat ass net evident, fir dee vun haut op muer ze ersetzen, mee et muss een et ustoussen an et muss een et begleeden.

An dat Drëtt, dat mat dem Pôle de recherche, ech fannen dat ganz sympathesch. Ech mengen, mir hunn all ..., ben, déi meeschte vun eis hu warscheinlech reegelméisseg Echange, ech op alle Fall oft, mat deene Leit aus der Recherche publique. An do stieche vill Efforten hannendrun op ville Plazen, souwuel bei der Uni wéi och beim LIST zum Beispill, fir nëmmen déi ze nennen, mee och bei den éffentleche Verwaltungen.

Wat ech awer gesinn a wat ech eraushéieren, dass hiert Wëssen net ëmmer systematesch genotzt gött, och net am Kader vun deem Rapport, deen do erallt ginn ass. Dat heescht, do wär et scho ganz gutt, wann déi Efforte géinge besser gebündelt ginn, fir och wierklech do kënn beschtméiglech vun deem Know-how ze profitéieren, dee mer awer hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat heiten, mengen ech, wär e gudder Wee. Dofir wäerte mer dat hei ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtze se och. Mir hu se och mat-ënnerschriwwen. An ech sinn awer e bëssen erstaunt iwwert d'Argumentatioun vun der CSV, well dat, wat hei drasteet, ass am Fong näischt aneres wéi dat, wat d'Industrie am Fong selwer vu sech aus proposéiert huet ze maachen, nämlech iwwer e System vun Auto-deklaratioun Intentiounen, Zilsetzungen ze maache vun der Reduktioun dovunner, déi d'Grundlag ass, fir kënnen der Industrie Subventiounen ze ginn.

En plus herno den drëtte Punkt, de Pôle de recherche, dat ass net e Kompetitivitéitsnodeel, well et ass eppes, wat quasi aus der Industrie selwer kënn. An duerfir fannen ech dat erstaunlech, datt d'CSV do dergéint ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Soss keen aneren, dee sech mell? Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci fir déi Kommentarer. Jo, ech hat am Fong geduecht, dass mer hei nach géinge vläicht, jee nodeem, probéieren, op e gréngen Zweig ze kommen. Ech hat geduecht, mir hätten eng Regierung, déi pro Wirtschaft wier, déi pro Innovatioun wier. An dës Motioun, wéi den Här Baum gesot huet, fuerdert am Fong genau dat: dass mer dat ënnerstëtzen, dass mer dat mat hinnen ugin, dass mer eigentlech fuerderen, dass déi Recherche hei zu Lëtzebuerg sollt e bëssen an de Vierdergrond réckelen. Jo, eng Politick, déi nëmme moosst, mee näischt ännert, ass nëmmen hallef fäerdeg oder bleift nëmmen hallef fäerdeg.

An, bon, ech fannen et, jo, e bëssen traureg, dass mer elo hei emol net probéiert hunn, e Konsens ze

fannen. Ech géing och elo nach eng Kéier de Fokus op dee leschte Punkt leeën, well do gouf elo recht wéineg dovunner geschwat. Dat ass wierklech eng Alternativ, déi nature-based solutions, fir einfach ze kucken, déi Hotspotten, déi mer identifizéieren, fir do mat deene Chercheusen ze kucken, Alternativen ze fannen, fir eebe grad déi deier Technologien ze ersetzen. Do gött et, jee nodeem, manner energieintensiv – jo, wéi soll ech soen? – Alternativen a Léisungen. An dowéinst sollt een dat awer am Hannerkapp behalen, och wa mer haut da leider net zu engem Konsens kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss an ech géing d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Delcourt zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Ricardo Marques), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par Mme Corinne Cahen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun der Madamm Delcourt. Wie wëllt zu der Motioun Nummer 2 Stellung huelen? D'Madamm Kemp, den Här Lemaire an d'Madamm Welfring. Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools. Merci, Madamm Delcourt, fir dës Motioun. Mir hunn dës Motioun matënnerstëtzt an deementspreechend wäerte mer se och matdroen. Mir fannen de Biomonitoring ganz wichtig, wéi ech och schonn a menger Ried gesot hat. De Biomonitoring erlaabt eis eebe grad, d'Expositiounsgrade vun der Populatioun besser ze evaluéieren, an hëlleft eis och an deem Sënn, d'Preventioun am Sënn vun der Santé publique ze verbessern. Domadder wäerte mir se matstëmme.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, ech maachen et ganz kuerz. Mir ënnerstëtzen dës Motioun och. Et sinn, ënner anerem, zwee Kärelementer, déi mer gefuerdert hunn: De Public informéieren, sensibiliséieren an eeben de Biomonitoring ausbauen, fir dass mer eebe wëssen, vu wat mer schwätzen. Dofir wäerte mir dës Motioun selbstverständlech matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech kann et och kuerz maachen. Mir droen dat do mat, souwuel wat de Biomonitoring ugeet ... Et ass ganz wichteg, dass mer do ... Do hu mer jo schon e bëssen ugefaangen an eisem klengen Krees, mee et ass natierlech ganz wichteg, dass dat do weidergefuert gëtt. Ech weess, dass do och scho Beméiunge ware viru Joren, fir de Biomonitoringprojet hei zu Lëtzebuerg nach weiderzedreiwen. Dat muss op alle Fall gemaach ginn, grad mat deene Chemikalien, déi mer net esou séier lassginn.

An dann ass d'Harmoniséierung vun engem Seuil a ganz Europa definitiv och ganz wichteg.

An dat Drëtt eeben, dass dat Wëssen, dat mer hunn, och wierklech un d'medezinnescht Personal weidergeet, well och si mussen, mengen ech, hire Bléck geschäerft kréien, wou eventuell verschidde Krankheitsbiller kënnen méi systematesch entstoen duerch déi Méifachbelaaschtung, där mer ausgesat sinn. Dofir denken ech, dass dat heite ganz bënnege ass, an dofir wäerte mer dat och matënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Soss keng aner Wuertmeldung? Madamm Delcourt, wëllt Dir nach eppes dozou soen? Dat ass net de Fall.

Da géing ech d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Delcourt zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmme à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Aehm), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beïssel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3 vun der Madamm Delcourt. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Ech gesinn, d'Madamm Kemp huet sech gemellt, den Här Lemaire huet sech gemellt. Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert. Mir wäerten dës Motioun net matdroen, well eng Dérogation fiscale wéi zum Beispill den Taux réduit vun der TVA ass net einfach esou ze maachen. Do brauch een en Accord vu Bréissel. An deementsprechend fanne mer et immens opwändeg.

An en plus ass dës Motioun virgegraff, well mir mussen als Éischt wëssen, wou mer iwwerall PFAS fannen, éier mer dann dat do en place setzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci. Mir hunn hei eng ganz ambitiéis Motioun, mee ech denken, mir mussen op eppes oppassen, an zwar wéi mer mat eise Baueren hei verfuere.

Hei steet geschriwwen, dass de Fong net nëmme gespeist soll gi vun deenen, déi verschmotzen, mee och vun deenen, déi esou Produkter importéieren. Fakt ass jo awer, wann ech dat dierf soen, dass eis Bauere jo awer mussen düngen an hir Sot an hir Planze schützen. An do ass eeben d'Fro, wéi mer vun eise Bauere verlaange sollen, dass si ëmmer d'Liwkerketten esou genee kennen, fir ze wëssen, ob an a wéi engem Mooss dës Chemikalien dra sinn, wéi schiedlech se sinn. An ech gesinn ëmmer méi e bëssen eng Logik opkommen, wou d'Baueren ëmmer méi mussen opkomme fir Produkter, déi se zwar benotzen, déi se mussen benotzen, mee wou se guer keng Handhab hunn, ënner wat fir enge Bedéngunge se iergendwou an der Welt hiergestallt goufen. An d'Lëscht vun deene Kontrolle gëtt ëmmer méi laang.

Mir hunn elo cheemesch Substanzen. Den Noweis, wéi d'Land bearbecht gouf bei diversen Importprodukter, ass elo ugeduecht. An et muss ee wëssen: De Bauer ass a leschter Instanz haftbar fir Allméiglech, wou e keen oder wéineg Afloss drop huet, rechtlech a finanziell. A mir dierfen d'Baueren a mengen Aen net aleng loossen an där Situatioun, well et kann net sinn, dass mir zwar monter iessen an drénken, wat d'Bauere produzéieren, awer de Bauer aleng an där Situatioun loossen, dass e quasi all Moment mat engem Fouss an der Illegalitéit steet. Dat wär net éierlech.

Dofir wär zumindest meng Fro: Ass et hei esou, dass, och wann ee Produkter importéiert, och d'landwirtschaftlech Acteure wierklech haftbar sinn? Wann dat de Fall ass, kënnen mer se net matdroen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, also ech muss soen, mat där heiter Motioun hunn ech mech e bëssi méi schwéier gedoen. Ech fannen d'Grondiddi awer ganz sympathesch vu sou engem Depollutionsfong. Dat ass jo eppes, wat mer an eiser Motioun vu virun engem Joer an dran haten, dass ee sech do soll um europäeschen Niveau zwar eng koordinéiert Approche ginn, fir e Mécanisme de financement baséierend um Pollueur-payeur-Prinzip en place ze setzen.

Hei ass dat elo, mengen ech, éischer geméint op den nationalen Niveau, wou och verschidde Saache fir

mech net kloer sinn. Ech muss awer soen, dass d'Iddi eng wichteg ass, dass mer do de Verursacherprinzip walte loossen an dass mer eis do wierklech och d'Méi ginn, als Gesellschaft esou eppes en place ze setzen. An ech denken, dass mer do ewell vun der Iddi hier déi Saach trotzdeem ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och mir hunn dës Motioun ënnerstëtzt, virun allem aus deem Gedanken eraus, dass hei wierklech d'Iddi etabliert gëtt vun engem Fonds de dépollution, wéi ech a menger Interventioun och gesot hunn. Dat si riseg Käschten, déi an Zukunft wäerten op eis duerkommen. A mer mussen ab elo schonn denken, wéi mer dat finanzéieren, tout en ... ënnerstëtzen déi Transitioun, déi mer alleguer sichen.

Och mir ware verschidde Saachen net ganz kloer, wat d'Dérogation fiscale ugeet, ob dat eng Baisse vun der TVA ass oder en anere Moyen, deen do applizéiert gëtt. Mee ech mengen, déi Iddi ass zentral, dass dee Fong soll geschafe ginn. An duerfir hu mer dat hei ënnerstëtzt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Madamm Delcourt, wëllt Dir nach d'Wuert huelen? Dann hutt Dir et, wann Äre Mikro geet. Ok.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Esou, elo fonctionéiert et. Jo, also dës Motioun ass natierlech eng éischt Stoussrichtung. Ech mengen, dat sinn déi Saachen, déi ee muss duerkennen, déi och net evident sinn. Ech muss awer feststellen, dass eigentlech elo déi Argumentatioun mat der TVA, mat der Reduzéierung, wou ech mer dann awer d'Fro stellen ..., dass et awer, mengen ech, d'CSV war, déi an der Walcampagne derfir geschwat huet, dat Ganzt am Beräich Logement erfzesetzen. Dat heescht, jo, dat huet mech elo e bëssen erstaunt. An u sech ass dat net einfach, mee awer sécher machbar.

Jo, mir schwätzen hei vu Verschmutzung, déi awer iwwer Joerzéngte bleift. Also dat heescht am Endeffekt, et war hei elo d'Iddi, wierklech e laangfristige Fong hei opstellen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net stéieren!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Ok, dat schéngt witzeg ze sinn. A jo, bon, et geet och e bëssen drëms, dass een net nëmme bestrooft, mee natierlech och em de Fait, dass ee wëll Incentivé ginn, fir eeben ze belounen – dat war e bëssen d'Iddi vun dëser Motioun –, an natierlech, fir och ze äntwerten. Hei sinn natierlech d'Baueren an d'Landwirtschaft exclus. Déi wëlle mer jo op e Wee mathuelen. Et war éischer wierklech, fir deene groussen Entreprises eng Stoussrichtung ze ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. An da géing ech d'Motioun Nummer 3 vun der Madamm Delcourt zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire

Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Alex Donnersbach), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par Mme Corinne Cahen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 4

An da komme mer zur Motioun Nummer 4 vun der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir wëllt zum Schluss d'Wuert huelen?

(Assentiment)

Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Kemp, den Här Lemaire. Madamm Kemp, fänkt Dir un.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir wäerten dës Motioun net unhuelen. Mir fanne se superfetatoire, well dëse Rapport ass eeben den Ufank a mir wäerten dee Plan d'action ausschaffen. Mir hunn och, sou wéi de Minister et och selwer a senger Ried gesot huet, vir, eis derfir staarkzemaachen, dass d'Landwirtschaft dobäi manner Pestiziden asetzt. In plus, wéi an der Motioun gefuerdert ass, wäerte mir eis och weiderhi staarkmaachen, well dat steet och am Rapport, fir déi Moosscampagne, fir Waasser, Loft a Buedem ze analyséieren, an eebe mam kloren Zil, en detailléierten Inventaire fir d'Notzung vu PFAS an TFA opzustellen. A mir wäerten och an deem Kader weiderhin, sou wéi et gefuerdert ass, d'Bevölkerung au courant halen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci. Déi meescht Elementer fanne mer gutt. „Développement et affinement de campagnes de mesurage“, hu mer gesot, „identifier les solutions les plus efficaces“, „communication claire et transparente“, alles wonnerbar.

Dat Eenzeget, wat eis e bësse stéiert, ass, datt hei dra-steet: „afin d'aboutir à un remplacement des pesticides PFAS“ fir d'Agrikultur. Och hei ass et esou, wa mer soen, mir müsse se ersetzen, dann ass ëmmer d'Fro: Dat ass natierlech einfach ze schreiwen, mee hu mer ëmmer Alternativen? Wat sinn déi Alternativen? Mir gesinn et beim Verhältnis Biolandwirtschaft, konventionell Landwirtschaft, wou mir och Saachen ersetzen, wou mer dann awer zum Deel vu kofferhaltige Saache schwätzen, déi och schwéiermetallhaltig sinn. Dat heescht, mir wëssen net ëmmer, wat duerch wat ersat gëtt, an dofir ass dat hei an eisen Aen net

ganz zu Enn geduecht an dofir wäerte mir eis hei enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall. Da ginn ech der Madamm Welfring d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo. Avant l'heure, c'est pas l'heure; après l'heure, c'est plus l'heure. Et ass wierklech interessant. Virun engem Joer gouf gesot: „Mir müssen nach waarden.“ An d'Iddien, déi véier grouss Piliere vun eiser Motioun, déi sinn zum Deel an dem Rapport. Wéi gesot, ech hu probéiert, a menger Ried an och virdrun am Echange mat de Ministeren duerzeleeën, dass mer awer waarden op konkreet an handfest Aktiounen. Déi feelen nach e bëssen.

Dofir wollt ech heimadden eng kleng Upassung proposéieren, déi ech hei gemaach hunn, fir ze soen: „mettre en place un calendrier de mise en œuvre“ vun deenen Aktiounen, déi elo mol sou lues eng Allür kréien an deem Rapport. Mee ech mierken, elo ass et dann op eemol ze spéit. Iergendwéi ass dat net ganz kohärent. Wann ee wëll Léisunge fannen, fir dass d'Hénger iergendwann och erëm kënnen fräi lafen an hir Reewierm kënnen friessen, ouni dass se belaauscht sinn, da muss een och eppes maachen. An et ass e bësse schued, dass déi heite Motioun elo op eemol kee Support méi féinnt, mee et iwwerrascht mech net wierklech. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun ofgeschloss. An ech géing d'Motioun Nummer 4 vun der Madamm Joëlle Welfring zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentiuoun: 5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Ricardo Marques), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 5

An da komme mer zur leschter Motioun zu dësem Sujet, an zwar der Motioun Nummer 5 vum Här Marc

Baum. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Ech ginn dovunner aus, datt den Här Baum duerno wëll schwätzen. Den Här Weiler, den Här Emering. Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem honorabelen Deputéierte Baum fir dës Motioun, déi souwuel d'Santés- wéi och d'Aarbechtsfeld betrëfft. Et sinn interessant Pisten drop, déi och d'Verdëiwung vun den Diskussiounen verlaangen eiser Meenung no, notamment och, wat déi aner État-Membere betrëfft. Wéi eng Pisten déi schonn ausgeschafft hunn, ass, mengen ech, interessant, eng Kéier ze analyséieren.

A wann ech just deen drëtten Punkt huelen: Ech mengen, d'Sensibilisatioun vun de Patronen an och vun de Salariéen, dat läit an der Kompetenz vun der ITM. Do kann een och emol mat undenken, fir mat der ITM eng Kéier ze kucken, wat et scho vu Formatiounen à ce stade gëtt a wéi een et kéint nach weider developpéieren, soudatt mer proposéiere géingen, eng Jointe ze maachen, Santé-Travail, an deen do Punkt mat op den Ordre du jour ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President. Mir géingen dat natierlech och ënnerstëtzen, fir dat an d'Kommissioun ze verweisen, an eng Commission jointe. Ech mengen, et sti ganz pertinent Saachen hei dran.

Wat d'Krankheeten ugeet, stellen ech mer allerdéngs d'Fro ... Et ass jo haut vill gesot ginn och, dass Kriibs ka verursaacht gi bei de Leit. Ech mengen, jidderee vun eis kennt Leit, déi Kriibs haten, oder Leit, déi Kriibs hunn, an der Famili, Frënn an esou weider. Mee et ass awer ganz siele méiglech ze wëssen, duerch wat de Kriibs komm ass. Ech mengen, dat ass jo e bëssen dat, wat Dir hei schreift: maladie résultant d'une activité professionnelle. Dir kënnt dat vläicht duerno nach eng Kéier erklären. Ech weess net, wéi een dat genau kéint festleeën, vu wou déi Krankheet da géing hierkommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Ech wollt just ganz kuerz dem Här Baum Merci soen, well dës Motioun beliicht déi heiten Thematik nach eng Kéier e bëssen aus engem anere Bléckwénkel. Ech fannen et ganz begrëssenswäert, dass hei déi dräi Fuerderunge gestallt ginn, an ech sinn och ganz frou ze héieren, dass mer dat an d'Kommissioun huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech denken, déi hei Motioun wäerte mir sécher matënnerstëtzen, well si geet an déi richteg Richtung. Esou en Aarbechtsgrupp, dee soll méiglechst komplett sinn, an et ass jo och schonn ugeklonge vun der Regierung, dass do de Wëllen do ass, och den Aarbechtsschutz matanzebeziehen. An ech denken, dass dat och ok ass, dass dat an enger Kommissioun diskutéiert gëtt. Ech géing et awer gradesou gutt fannen, wa mer se hei kéinte stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Da kucke mer, wat den Här Baum dovunner hält. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech wier natierlech och frou, wa mer et elo géife stëmmen, mee ech hunn awer och guer kee Problem domat an ech

verstinn och déi Remarken, déi gemaach gi sinn, no-tamment och vum Här Weiler.

Déi Motioun ass am Fong d'Resultat, well ech deem Exercice schonn in weiser Voraussicht e bësse gemaach hunn, ze kucken, wéi et dann an eisen Nopeschlänner ass. An dat do ass am Fong d'Resultat vun deem Aktiounsplang, dee se sech a Frankräich ginn hunn, fir mat PFASen ëmzegoen an ze kucken: „Wat ass do de Volet Aarbecht dovunner respektiv Santé au travail?“, fir dat mateneen ze verbannen.

An et gëtt eng ganz Rëtsch Pathologien, déi och esou unerkannt ginn als Aarbechtskrankheeten. Do gëtt et Prozeduren, do gëtt et Mechanismen, déi dat definéieren, well a ganz ville Beräicher, wou et Aarbechtskrankheete gëtt, ass dee Lien direct, déi Kausalitéit, net onbedéngt evident, nawell hu mer se a ganz ville Beräicher etabléiert. Natierlech misst een dat hei och maachen an och vill méi konkreet. Duerfir wär ech frou, wa mer dann an der Kommissioun, an enger Jointe, zesummen driwwer diskutéiere kéinten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Baum. Ech héieren also doraus eraus, datt Dir alleguer d'accord sidd, déi Motioun hei an d'Commission jointe Travail-Santé ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

Déi, déi domadder d'accord sinn, kënnen den Aarm an d'Luucht strecken. Merci.

Ass een net d'accord?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann hu mer à l'unanimité dës Motioun an d'Commission jointe Travail-Santé verweisen.

(La motion 5 de M. Marc Baum est renvoyée à la Commission du Travail et à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)

8. Ordre du jour

Éier mer zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour kommen, wollt ech d'Chamber nach froen, ob Der domat d'accord sidd, déi den Här Gusty Graas deposéiert huet am Ufank vun dësem Mëtten, muer hannert den Debat iwwert d'Kooperatiounspolitik ze setzen, dat heescht als zweete Punkt vun eiselem Ordre du jour vu muer.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

An da komme mer zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, an zwar der Designatioun vun engem Member vum Centre pour l'égalité de traitement, esou wéi d'Gesetz vum 28. November 2006

iwwert d'Kreatioun vum CET an d'Artikelen 135 bis 142 vum Chambersreglement et virgesinn. No den Dispositiounen vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht arréiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an déi Der och um Schierm gesitt, hoffen ech. Et ass ...

(Interruption)

Da kënn dat nach. Ech soen Iech zumindest, wat da misst dropstoen: Et ass eng eenzel Kandidatur fir de Poste vum Member agereecht ginn, déi vum Här Amir Vesali. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Dofir stellen ech fir d'éischt Fro: Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Den Här Amir Vesali ass deemno vun der Chamber als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn. An domat ass dann och schonn dës Prozedur an dëse Punkt ofgeschloss.

An da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten erëm um 14.00 Auer zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.59 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Expulsions en matière de bail à usage d'habitation	3396	David Wagner, Marc Baum	54	Situation de la fourniture de cannabis médical au Luxembourg	3518	Sven Clement	58
Conditions d'accès au grade de commissaire pour les agents relevant du groupe de traitement C1 au sein de la Police grand-ducale	3502	Meris Sehovic	54	Changement d'affectation de logements	3519	Marc Goergen	59
Formation continue des professionnels de santé et des médecins	3509	Gérard Schockmel	54	Vols du Gouvernement dans le cadre du programme EATC/ATARES	3520	Marc Goergen	59
Déploiement des installations photovoltaïques sur les bâtiments publics au Luxembourg	3510	Ricardo Marques, Jeff Boonen	55	Périodicité du contrôle technique	3521	Marc Goergen	59
Traitement pécuniaire des agents d'État qui reprennent des tâches à responsabilités d'autres agents faisant objet d'une suspension	3512	André Bauler, Gusty Graas	55	Service bien-être au travail de la Police grand-ducale	3522	Marc Goergen	60
Accès au traitement Lecanemab (Leqembi) au Luxembourg	3513	Claude Haagen, Mars Di Bartolomeo	56	Facturation des structures d'accueil pour enfants	3523	Marc Goergen	60
Situation des femmes en détention au Luxembourg et mise en œuvre des recommandations de l'Ombudsman	3514	Stéphanie Weydert	56	Résultats et suites de l'appel d'offres « agri-PV » au Luxembourg	3524	Claire Delcourt, Georges Engel	61
Application provisoire des accords avec le Mercosur	3515	David Wagner	57	Évolution du marché de l'emploi dans le secteur des technologies de l'information au Luxembourg	3525	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	61
Stratégie gouvernementale du Luxembourg en matière d'intelligence artificielle	3516	Sven Clement	57	Situation et fonctionnement de la société Luxair	3527	Dan Hardy, Michel Lemaire	62
Introduction du passeport luxembourgeois à validité de dix ans	3517	Sven Clement	58	Prise en charge des patients atteints de brûlures graves au Luxembourg	3528	Mars Di Bartolomeo	63
				Usage de technologies d'IA luxembourgeoises par des autorités étrangères	3529	Yves Cruchten, Ben Polidori	63
				Indemnisation des détentions préventives injustifiées	3530	Dan Biancalana	64



Indemnisation des victimes d'infractions violentes	3531	Dan Biancalana	65	Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles	3562	Barbara Agostino	82
Résultats du baccalauréat européen dans les écoles internationales publiques luxembourgeoises	3532	Francine Closener	65	Résidus de pesticides dans des pommes	3564	André Bauler, Gusty Graas	82
Demandes de révision des condamnations pénales définitives	3533	Dan Biancalana	66	Déploiement d'agents de l'ICE des États-Unis dans l'espace Schengen et respect de la souveraineté européenne	3565	Georges Engel, Franz Fayot	83
Podcast gouvernemental destiné aux travailleurs frontaliers allemands	3534	Dan Hardy	67	Participation du Luxembourg à la Biennale de Venise 2026 et utilisation de fonds publics	3566	Alexandra Schoos	83
Honoraires médicaux et adaptation de la nomenclature de l'assurance maladie	3535	Corinne Cahen	67	Pannes de ventilation dans les tunnels Grouff et Stafelter	3567	Michel Lemaire	84
Inégalités de genre dans le système de santé et recherche médicale	3536	Nancy Arendt	68	Sécurité et circulation des bus sur des routes réaménagées	3568	Michel Lemaire	85
Suspension d'un chirurgien des HRS	3538	Sven Clement	70	Pannes de ventilation dans les tunnels Grouff et Stafelter	3569	Ben Polidori, Yves Cruchten	85
Répression et intimidation exercées par la République islamique d'Iran	3540	Laurent Zeimet, Laurent Mosar	70	Mesures contre le Caller ID Spoofing et le SMS Spoofing	3570	Sven Clement	86
Prise de position du Gouvernement suite aux évènements liés à l'ICE aux États-Unis	3541	Marc Goergen	70	Décarbonisation de la navigation commerciale sous pavillon luxembourgeois	3571	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	86
Pollution des eaux liée au dégivrage à l'Aéroport de Findel	3542	Michel Lemaire	71	Potentiel transfrontalier d'un gisement d'hydrogène naturel entre la Lorraine et le Luxembourg	3572	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	87
Rénovation énergétique des logements existants	3543	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	71	Ressources humaines et projets des initiatives sociales pour l'année 2026	3573	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	87
Attribution des lignes de bus RGTR à des opérateurs privés	3544	Marc Goergen	72	Politique européenne de régularisation des migrants	3574	Georges Engel	88
Système de péage pour l'utilisation du réseau routier	3545	Marc Goergen	72	Résidus de pesticides dans des pommes	3575	Claire Delcourt, Ben Polidori	88
Influence d'acteurs économiques et politiques étrangers sur la position luxembourgeoise dans le dossier CSDDD/Omnibus I	3546	Sam Tanson	73	Problèmes de ventilation et restrictions dans les tunnels de l'A7	3576	Charles Weiler, Jeff Boonen	89
Utilisation de structures luxembourgeoises par des capitaux liés au régime iranien	3547	Yves Cruchten, Franz Fayot	73	Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles	3577	Sven Clement, Marc Goergen	89
Reprise progressive du travail	3548	Corinne Cahen, Carole Hartmann	74	Maladies touchant les chevaux dans les régions frontalières	3578	Gusty Graas	90
Sécurité et climat scolaire à l'école primaire de Dommeldange	3549	Fred Keup	74	Versement des allocations familiales luxembourgeoises à l'étranger	3579	Fred Keup	90
Prise en charge des élèves à besoins spécifiques	3550	Ricardo Marques	75	Investissements dans l'immobilier locatif	3580	André Bauler	90
Avenir et valorisation de la « Gebléishal » sur le site d'Esch-Belval	3551	Georges Mischo	76	Traitement des demandes de redressement fiscal	3581	Sven Clement	90
Planification et dimensionnement des réseaux de distribution d'électricité dans le cadre de la transition énergétique	3552	Georges Engel	76	Impact des voitures d'origine chinoise sur la cybersécurité nationale	3583	Marc Goergen	91
Renforcement de la prise en charge spécialisée des mineurs et recours aux placements à l'étranger	3553	Dan Biancalana	77	Position du Gouvernement sur des discussions directes avec la Russie	3584	Fred Keup, Alexandra Schoos	92
Délais de traitement et de versement des aides au logement	3554	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	78	Organisation du transport des détenus	3585	Marc Goergen	92
Plans d'action contre le bruit du trafic aérien autour de l'Aéroport de Luxembourg-Findel	3555	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	79	Menaces iraniennes à l'encontre des forces armées des États membres de l'UE	3586	Laurent Mosar, Laurent Zeimet	92
Brevet de technicien supérieur (BTS)	3556	André Bauler, Gérard Schockmel	79	Saisies douanières	3587	André Bauler	93
Fiabilité de la desserte ferroviaire entre Luxembourg et Trèves	3557	Meris Sehovic	79	Actifs de l'ancien Gouvernement vénézuélien au Luxembourg	3589	Marc Goergen	93
Traitement des demandes de protection internationale de personnes originaires d'Iran	3558	Yves Cruchten, Liz Braz	80	Décisions de renvoi scolaire et procédures d'annulation	3590	Francine Closener	93
Application des règles linguistiques dans le cadre d'un recrutement communal	3559	Michel Lemaire	80	Augmentation du montant de l'exonération fiscale des activités bénévoles	3591	Marc Goergen	94
Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles	3560	Georges Engel, Claire Delcourt	81	Évolution du chômage par nationalité	3592	Franz Fayot	94
Contacts gouvernementaux relatifs à la simplification réglementaire européenne	3561	Franz Fayot	81	Fermeture de CFL Évasion et vente de billets internationaux	3593	Yves Cruchten	94
				Mobilité touristique et développement durable	3594	Yves Cruchten	94

Développement des liaisons ferroviaires internationales	3595	Yves Cruchten	95	Suppressions d'emplois chez ArcelorMittal et accord tripartite sidérurgie	3599	Octavie Modert, Laurent Mosar	97
Service de transport professionnel de personnes par route pour le compte de l'Office national de l'accueil	3596	Marc Goergen	95	Accès aux alarmes incendie adaptées pour les personnes sourdes et malentendantes	3600	Stéphanie Weydert	97
Procédure de recrutement exceptionnelle dans la fonction publique	3597	Marc Goergen	96	Interventions de journalistes en milieu scolaire	3601	Dan Hardy	97
				Situation des femmes en prison	3602	Carole Hartmann	98

Expulsions en matière de bail à usage d'habitation | Question 3396 (06/01/2026) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

À la suite de notre question parlementaire du 23 juillet 2024, à laquelle Madame la Ministre a répondu le 26 septembre 2024, nous souhaiterions obtenir une mise à jour des données relatives à l'exécution des décisions d'expulsion ordonnées en matière de bail à usage d'habitation, en application de la loi modifiée du 21 septembre 2006, et ce depuis le 1^{er} septembre 2024.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de procédures visant à obtenir l'autorisation du juge de paix de procéder à l'expulsion d'une personne sont actuellement en cours ?
- 2) Combien de procédures visant à obtenir une telle autorisation ont été traitées depuis le 1^{er} septembre 2024 ?
- 3) Parmi ces demandes, combien ont donné lieu à une autorisation d'expulsion accordée par le juge de paix ?
- 4) Combien d'expulsions autorisées par le juge de paix ont effectivement été exécutées depuis le 1^{er} septembre 2024 ?
- 5) Dans combien de cas, depuis le 1^{er} septembre 2024, le juge de paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision d'expulsion ?

Réponse (19/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

La question parlementaire n° 3396 concerne l'exécution des décisions de déguerpissement depuis le 1^{er} septembre 2024.

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Les données statistiques disponibles permettent d'identifier certaines étapes spécifiques de la procédure, telles que les demandes actuellement pendantes ou les autorisations d'expulsion accordées par le juge de paix. En revanche, les systèmes statistiques ne permettent pas d'isoler le nombre total de procédures traitées sur une période donnée, cette information ne faisant pas l'objet d'un enregistrement statistique distinct.

ad 3) Tableau ↑

ad 4) Durant la période du 1^{er} septembre 2024 au 4 février 2026, 333 déguerpissements autorisés par le juge de paix ont été exécutés par les huissiers de justice.

ad 5) Tableau ↑

Conditions d'accès au grade de commissaire pour les agents relevant du groupe de traitement C1 au sein de la Police grand-ducale | Question 3502 (22/01/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juin 2025 relative à l'harmonisation des carrières inférieures des

agents de l'État, il apparaît que plusieurs agent-e-s relevant de la carrière C1 au sein de la Police grand-ducale, ayant réussi l'examen de promotion après six années de service conformément aux dispositions de l'ancienne législation, se trouvent dans l'impossibilité d'accéder immédiatement à la carrière de commissaire et, partant, au statut d'officier de police judiciaire.

Ces agent-e-s sont désormais soumis-es au délai d'attente de trois ans prévu par la nouvelle législation, délai qui s'applique également aux agent-e-s ayant réussi l'examen de promotion après désormais au moins trois années de service. Cette situation entraîne, pour les personnes concernées, un désavantage pouvant aller jusqu'à trois années en matière d'avancement de carrière, ainsi qu'un désavantage en termes d'ancienneté. Il en résulte que des agent-e-s entré-e-s en service ultérieurement peuvent, dans certains cas, accéder plus rapidement à la carrière d'inspecteur, alors que les agent-e-s concerné-e-s se trouvent encore dans la période d'attente prévue par la loi.

Au-delà des conséquences en matière de carrière, cette situation soulève des difficultés importantes en termes d'égalité de traitement entre agent-e-s, ainsi que de bon fonctionnement de la police judiciaire. Certains services se trouvent en effet confrontés à un décalage entre les missions judiciaires effectivement exercées par les agent-e-s et leur statut légal, ce qui peut avoir des répercussions sur l'organisation du travail et l'efficacité des enquêtes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quelle interprétation Monsieur le Ministre retient-il quant à l'application dans le temps de l'article 32 de la loi du 6 juin 2025 aux agent-e-s du groupe de traitement C1 inscrits à l'examen de promotion avant l'entrée en vigueur de cette loi ?
- 2) Monsieur le Ministre reconnaît-il l'existence d'un risque d'inégalité de traitement entre agent-e-s de la Police grand-ducale en fonction de la date d'inscription, voire de réussite de l'examen de promotion ?
- 3) Une adaptation législative est-elle envisagée afin de remédier aux difficultés constatées ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) L'article 55 de la loi modifiée du 6 juin 2025 que vous citez, confère un effet rétroactif à l'article 32 de la même loi de sorte que les dispositions de l'article 32 sortent leurs effets au 1^{er} juillet 2022. Cette rétroactivité n'a cependant pas été dans l'intention du législateur, mais est le résultat d'un défaut d'adaptation de la numérotation des articles dans le cadre de l'élaboration du projet de loi.

Considérant qu'une application rétroactive de l'article 32 risque d'être source d'une insécurité juridique pour les situations acquises entre le 1^{er} juillet 2022 et la date d'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 juin

2025, il est prévu d'apporter une modification à cette disposition en clarifiant que le point 1^o de l'article 32 n'affecte pas les grades d'ancienneté attribués entre le 1^{er} juillet 2022 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Les agents nommés dans le niveau de commissaire durant la période précitée ont par ailleurs tous gardé leurs grades d'ancienneté en vertu des principes de sécurité juridique, de la confiance légitime et de non-rétroactivité des lois.

ad 2) Le texte de la loi modifiée du 6 juin 2025 comporte effectivement quelques incohérences au niveau du passage au niveau du commissaire suite à la réussite de l'examen de promotion, raison pour laquelle je suis intervenu auprès du Ministre de la Fonction publique en vue de remédier à ces lacunes.

ad 3) Oui. Un avant-projet de loi est en préparation pour remédier aux difficultés constatées.

Formation continue des professionnels de santé et des médecins | Question 3509 (22/01/2026) de **M. Gérard Schockmel** (DP)

Enn lescht Joer huet d'DP-Héichschoulministesch Stéphanie Obertin ugekënnegt an den nächste Joren ee Master an der Medezinn zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Fir souwuel de Studente wéi och de Patienten eng héichqualitativ a modern medezinnesch Betreuung ze garantéieren, ass et allerdéngs essenziell, datt d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal hire fachleche Wëssensstand reegelméisseg aktualiséieren, besonnesch an engem Beräich, dee sech esou séier weiterentwickelt wéi d'Medezinn. Dëst géif iwwerdeems zu engem héichwäertegen Enseignement vun de Studente bäidroen.

De Koalitiounsaccord gesäit deementspreechend vir, d'Méiglechkeet vun der Formation continue, fir verschidde Gesondheetsberuffer ze analyséieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Sinn dës Analyse schonn duerchgefouert ginn? Fir wéi eng Gesondheetsberuffer gouf dës Méiglechkeet evaluéiert?

2. Wat sinn déi éischt Conclusiounen, déi een aus dësen Analysen zéie kann?

Fir de Beruff vum Dokter ass d'Formation continue schonn iwwer de Code de déontologie vum Collège médical (Artikel 13) virgesinn. De Koalitiounsaccord gesäit awer och d'Aféierung vun engem Unerkennungssystem vir. Dowéint wéilt ech vun der Madamm Ministesch nach wëssen:

3. Wéi kéint d'Anhale vun der Weiterbildungspflicht fir Doktere séchergestellt ginn? A wéi eng Roll kéint d'Universitéit zukünfteg bei der Formation continue spillen?

4. kéint d'Madamm Ministesch schonn éischt Informatiounen dozou ginn, wéi dësen Unerkennungssystem vun der Weiterbildung kéint ausgesinn? Géif hei zum Beispill mat engem Punktesystem geschafft ginn?

5. Gedenkt d'Madamm Ministesch, fir dës Flicht un eng periodesch Erneuerung vun der Autorisation d'exercer ze koppelen?

Réponse (17/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Weiterbildung vun de Gesondheetsberuffer gëtt duerch d'Artikelen 12 an 13 vun der Loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé gereegelt; all Gesondheetsberuffer ass verpflichtet, seng Fachkenntnisser duerch reegelméisseg Weiterbildung um aktuelle Stand ze halen. De Code de déontologie ënnersträicht am Artikel 6, dass all Gesondheetsberuffer säi Beruff no de Reegele vun der Konscht (Règles de l'art) ausübe soll.

Bei den Doktere gëtt d'Weiterbildung duerch den Artikel 6 vun der Loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire gereegelt, dee virgesäit, datt de Medezinner verpflichtet ass, seng fachlech Kenntnisser um neiste Stand ze halen. De Code de déontologie vun de Medezinner a Medezinner-Zänn doktere schreift am Artikel 13 vir, datt all Medezinner d'Flicht huet, seng berufflech Kompetenz ze erhalen an ze perfektionéieren, andeems hien eng kontinuierlech berufflech Weiterentwicklung assuriert. Am Kader vun der Ausübung vu sengem Beruff hält hien sech iwwer déi recommandéiert Richtlinne vun gudder Praxis um Lafenden.

De Koalitionsaccord gesäit vir: „Well d'Weiterbildung fir d'Dokteren an déi aner Gesondheetsberuffer obligatoresch ass, wäert d'Regierung e System fir d'Unerkennung an d'Validatioun vun de verschiddene Formatiounen an d'Liewe ruffen, sech dobäi un international besteeënde Systemer orientéieren.“

ad 1. bis 3. De System vun der Weiterbildung vun der Dokteren an de Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg gëtt an engem beschmëglechen Zäitraum analyséiert. D'Systemer, déi an eisen Nopeschlänner Frankräich a Belsch en place sinn, gi parallel analyséiert. Déi zoustänneg Instanze ginn an dës Aarbechte mat agebonnen.

ad 4. a 5. Zu dësem Zäitpunkt ass et nach net méiglech, konkret Äntwerten op déi gestallte Froen ze ginn. D'Modalitéiten an d'Organisatioun vun System fir d'Weiterbildung vun den Dokteren an de Gesondheetsberuffer stinn nach net fest. Et ass dofir nach ze fréi, fir ze soen, wéi genee deen zukünftige System wäert ausgesinn.

Déploiement des installations photovoltaïques sur les bâtiments publics au Luxembourg | Question 3510 (22/01/2026) de M. Ricardo Marques | M. Jeff Boonen (CSV)

Am Kader vun den nationalen Ziler am Beräich vum Klima- an Ëmweltschutz, der Energietransitioun an der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen spillt den Ausbau vun erneierbaren Energien eng zentral Roll. D'Fotovoltaik stellt dobäi eng wichteg a bewäert Technologie duer, déi et erméiglecht, lokal an nohalteg Stroum ze produzéieren.

Ëffentlech Gebaier – egal ob et sech ëm staatlech, kommunal oder aner ëffentlech Infrastrukturen handelt – hunn an dësem Zesammenhang eng besonnesch Verantwortung an eng kloer Virbildfunktions. Si kënnen net nëmme konkret zum Erreche

vun de Klimaziler bäidroen, mee och e staarkt Signal un d'Bevëlkerung a privat Acteuren erausschécken, wat d'Notzung vun erneierbaren Energien ugeet.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister fir Energie an d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi vill ëffentlech Gebaier gëtt et aktuell zu Lëtzebuerg, déi a staatlecher Hand sinn?

2. Wéi vill vun dësen ëffentleche Gebaier sinn aktuell mat enger Fotovoltaikanlag equipéiert a wéi engem prozentualen Undeel entsprécht dat vum Gesamtbestand?

3. Wéi vill Kilowatt Leeschtung ass installéiert a wéi vill Energie gouf d'lescht Joer produzéiert?

4. Wie bedreift d'PV-Anlagen op ëffentleche Gebaier?

5. Wéi vill ëffentlech Gebaier hunn an de leschten zwee Joer eng nei Fotovoltaikanlag kritt?

6. Verfollegt d'Regierung konkret Ziler oder eng Strategie, fir den Undeel vun ëffentleche Gebaier mat Fotovoltaikanlagen an de kommende Joren ze erhéien? Falls jo, wéi gesinn dës Ziler aus a bis wéini sollen si erreecht ginn?

7. Wat ass dat komplett Potenzial vu PV-Anlagen op ëffentleche Gebaier a staatlecher Hand, d. h. wéi vill Leeschtung kéint insgesamt produzéiert ginn?

8. Wéi eng Haaptproblemer oder Limitatiounen gesäit d'Regierung aktuell beim weideren Ausbau vun der Fotovoltaik op ëffentleche Gebaier (z. B. technesch, finanziell, administrativ oder denkmalschutzbedéngt Aschränkungen)?

Réponse (26/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Am Kader vun den nationalen Ziler am Beräich vum Klima- an Ëmweltschutz, der Energietransitioun an der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen spillt den Ausbau vun erneierbaren Energien eng zentral Roll. D'Fotovoltaik stellt dobäi eng wichteg Technologie duer, déi et erméiglecht, lokal an nohalteg Stroum ze produzéieren.

Déi ambitiéis Ziler fir d'ëffentlech Gebaier – egal ob et sech ëm staatlech, kommunal oder aner ëffentlech Infrastrukturen handelt – stellen eng Erausforderung duer, mee si wichteg am Kontext vun de Klimaziler a kommen och dem Secteur zegutt.

ad 1. Beim Patrimoine, deen ënner d'Verwaltung fir ëffentlech Baute fält, si momentan 1.505 Gebaier, déi dem Staat gehéieren.

ad 2. D'Approche vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten ass et, fir virun allem déi Diecher wou ee gréisser Flächen an och op en einfache Wee equipéiert kritt, prioritär unzegoen. Esou datt den Ament 18 % vum Gesamtpotenzial vun Daachflächen eng PV-Anlag hunn. Dat entsprécht 75 Gebaier, virun allem deene mat gréisseren Daachflächen, am Patrimoine vun der Verwaltung. Op de reschtlichen Daachflächen, wou et manner einfach ass eng Fotovoltaikanlag ze installéieren, ginn technesch Léisungen analyséiert. Domat ass elo schonn ongeféier 25 % vun der Leeschtung vum Gesamtpotenzial erreecht. Weider 25 % vun der potenzieller Leeschtung si momentan a Planung oder an der Exekutioun.

De Gesamtpotenzial vu PV-Anlagen op de Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten ass eng graff Schätzung. Genee Zuele kënnen réischt genannt ginn, nodeems d'Etudéi vun alle Gebaier ofgeschloss sinn.

ad 3. Bis Enn 2025 war eng Leeschtung vun ongeféier 13 MWp installéiert op de Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten an et goufen ongeféier 12.080 MWh Energie produzéiert.

ad 4. D'Verwaltung fir ëffentlech Baute bedreift am Prinzip d'PV-Anlagen op de Gebaier an hirem Patrimoine. Et gëtt just ganz wéineg Ausnamen, wou dat net esou ass, wéi zum Beispill bei der PV-Anlag op dem Europäesche Geriichtshaff um Kierchberg.

ad 5. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet an de leschten zwee Joer op 13 Gebaier Fotovoltaikanlagen installéiert.

ad 6. An der Mesure 109 vum PNEC ass virgesinn, dass bis 2030 all ëffentlech Gebai eng Fotovoltaikinstallatioun kritt, wou et sënnavoll a méiglech ass.

ad 7. Et gëtt keng genee Zuele wat de Gesamtpotenzial op de Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten ass, mee et kann ee schätzen, dass ongeféier 50 MWp méiglech sinn.

ad 8. Prinzipiell hält d'Regierung all méiglech Messuren, fir e Maximum u Fotovoltaik op ëffentlechen an net ëffentleche Gebaier ze erméiglechen. Mat der Regierungsinitiativ „Einfach, séier, erneierbar“ goufen zum Beispill d'Reegele fir d'Installatioun vu Fotovoltaik op denkmalgeschützte Gebaier vereinfacht a clarifiéiert. Och wann all Daach an all Gebai ënnerschiddlech Potential a potentiell Contrainten am Bezug op Fotovoltaik virweisen, esou versicht d'Verwaltung fir ëffentlech Baute bei all Gebai de Maximum u Fotovoltaik-Kapazität erauszehuelen. Dat geschitt zum Beispill andeems een Daach fir d'éischt renovéiert gëtt, fir déi thermesch Isolatioun oder d'Ofdichtung ze verbesseren, d'Statik verstärkt gëtt, fir d'Gewicht vun enger Installatioun konform zu de Sécherheetsbestëmmungen ze droen. Och ginn innovativ Léisungen analyséiert, déi eng Installatioun op Diecher mat héijer Verschattung, wéineg Plaz oder schlechter Statik erméiglechen.

Traitement pécuniaire des agents d'État qui prennent des tâches à responsabilités d'autres agents faisant objet d'une suspension | Question 3512 (22/01/2026) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Et kënn geleentlech vir, datt ee Fonctionnaire vum Déngscht muss suspendéiert ginn. Wann dee Fonctionnaire eng féierend Tâche huet, dann iwwerhëlt een anere Beamte seng Responsabilitäten an Aufgaben interimistisch. Wann dës Interimsphas länger dauert, da riskéiert dee Beamten oder déi Beamtin dës Aarbecht ze maachen, ouni awer déi selwecht Bezuelung ze kréie wéi deen, deen zäitweis suspendéiert ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht folgend Froen stellen:

– Wéi ginn de Moment déi betrafte Beamten, déi also een aneren ersetze mussen, finanziell entschidegt?

– Ass geplangt de Fonctionnaire, deen eng länger Zäit dee suspendéierte Fonctionnaire ersetze muss, finanziell gläichstellen, och wann e „faisant fonction“ ass an also net offiziell an deem suspendéierte Fonctionnaire senger Carrière genannt ass?

– Wa jo, ass de Minister amgang, déi betreffend Legislatioun ze iwwerschaffen, fir deene concernéierte Leit entgéintzekommen?

Réponse (02/02/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Déi Situatioun, déi déi honorabel Deputéiert uschwätzen, ass am Artikel 23 vum Staatsbeamtestatut gereegelt, dee virgesäit, dass iwwert de Regierungsgrot eng

speziell Indemnitéit kann zougesprach gi fir déi Zäit, wou en Agent oder eng Agentin ad interim genannt ass. Dës Indemnitéit entsprécht am Prinzip dem Ënnerschied tëschent der aktueller Pai an der Pai vun där méi héijer Fonctioun.

.....

Accès au traitement Lecanemab (Leqembi) au Luxembourg | Question 3513 (22/01/2026) de **M. Claude Haagen** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La thérapie Lecanemab prévoit l'utilisation du médicament Leqembi après un diagnostic médical de personnes atteintes de la maladie Alzheimer au stade précoce. En novembre 2024, l'Agence européenne des médicaments (EMA) a émis un avis positif concernant ce médicament, tout en renforçant le protocole de sécurité excluant les personnes les plus exposées aux effets secondaires. L'autorisation de mise sur le marché (AMM) de la Commission européenne est intervenue en avril 2025. Depuis lors, la commercialisation du médicament Leqembi a été autorisée en Allemagne et en Autriche où sa disponibilité est ainsi assurée depuis septembre 2024.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Combien des personnes sont atteintes de la maladie Alzheimer dans un stade précoce au Luxembourg ?
- 2) La thérapie Lecanemab, connu sous le nom commercial du médicament Leqembi, est-elle agréée et disponible au Luxembourg ?
- 3) Quelles sont les conditions d'accès à la thérapie Lecanemab au Luxembourg et à l'étranger ?
- 4) Quelles sont les conditions de prise en charge de la thérapie Lecanemab et du médicament Leqembi par la Caisse nationale de santé ?

Réponse (19/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La maladie d'Alzheimer précoce est une forme de la maladie d'Alzheimer diagnostiquée avant l'âge de 65 ans. D'après des études internationales, elle représente environ 5 % à 6 % de l'ensemble des cas de maladie d'Alzheimer¹. Il n'existe pas de données précieusement sur la prévalence de la maladie d'Alzheimer précoce au Luxembourg.

Selon les derniers travaux d'analyse menés par Alzheimer Europe (organisation qui regroupe 41 associations nationales de 36 pays européens, parmi lesquelles, pour le Luxembourg, l'Association Luxembourg Alzheimer) et dans son rapport « Prevalence of Dementia in Europe 2025 » publié en janvier 2026, on estime à 9.205 le nombre des personnes vivant avec une démence au Luxembourg en 2025 (la maladie d'Alzheimer étant la forme la plus courante des démences).

Ci-dessous, le détail des estimations des prévalences en 2025 par tranche d'âge et par genre pour le Luxembourg². ↑

ad 2) Comme indiqué dans la QP 2825, le Leqembi a été autorisé par la Commission européenne le 15 avril 2025 et bénéficie donc automatiquement d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) au

¹ Mendez MF. Early-onset Alzheimer Disease and Its Variants. *Continuum (Minneapolis)*. 2019 Feb;25 (1) : 34-51. Doi : 10.1212/CON.0000000000000687. PMID : 30707186; PMCID : PMC6538053.
² https://www.alzheimer-europe.org/sites/default/files/2026-01/alzheimer_europe_-_dementia_prevalence_report_2025_-_final_-_digital.pdf

Luxembourg. En mai 2025, Leqembi a été enregistré dans notre base de données nationale et figure depuis dans le Mémorial correspondant³.

Il convient de rappeler qu'une autorisation ne signifie pas à elle seule qu'un médicament est effectivement disponible sur le marché. Pour cela, une entreprise doit d'abord demander un prix et, le cas échéant, un remboursement. Il est important de souligner que, même avant ces démarches, une entreprise est en principe autorisée à délivrer un médicament si un besoin est identifié pour un patient.

ad 3) D'après le résumé des caractéristiques du produit, le Lecanemab est indiqué dans le traitement de la maladie d'Alzheimer à un stade précoce, sous certaines conditions dont la confirmation d'une pathologie amyloïde et, dans certains cas, des facteurs génétiques tels que la présence d'une ou aucune copie de l'allèle ApoE4. Le traitement doit être initié et supervisé par des médecins disposant d'expérience en matière de diagnostic et de traitement de la maladie d'Alzheimer et d'un accès facilité à l'imagerie par résonance magnétique (IRM). Le Leqembi est réservé à l'usage hospitalier au Luxembourg. Les perfusions de Lecanemab doivent être administrées par des professionnels de santé qualifiés, formés à la surveillance, à la reconnaissance et à la prise en charge des réactions liées à la perfusion.

L'AMM européenne permet la disponibilité au Luxembourg, mais l'accès dépend de la mise en place d'un programme national de contrôle (Controlled Access Programme) imposé par la Commission européenne⁴. Le but est de garantir une utilisation sûre et efficace du médicament et prévenir toute utilisation hors AMM en effectuant les examens indispensables avant le traitement (génotype ApoE4 et IRM cérébrale notamment).

Les premiers programmes d'accès contrôlé ont été mis en place en Autriche et en Allemagne en septembre 2025.

La firme titulaire de l'AMM a également mis en place en janvier 2026 un site <https://eisai-eu.oxonepi.com/welcome-LU/> pour la gestion de l'accès contrôlé au Lecanemab au Luxembourg.

ad 4) Le seul médicament actuellement enregistré au Luxembourg avec le principe actif Lecanemab est le médicament Leqembi. Le médicament Leqembi est enregistré sous le statut de « Médicament réservé à l'usage hospitalier » et ne peut donc être administré qu'en milieu hospitalier.

Par conséquent, la prise en charge dudit médicament se ferait, le cas échéant, via le budget de l'hôpital concerné conformément à son AMM.

.....

Situation des femmes en détention au Luxembourg et mise en œuvre des recommandations de l'Ombudsman | Question 3514 (22/01/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Aus der zweeter Editioun vum Rapport vum Ombudsman iwwert d'Situatioun vun de Fraen am Prisong, deen dës Woch virgestallt gouf, geet ervir, datt de Fraen hir Situatioun nach ëmmer problematesch ass. De Rapport stellt fest, datt de Block F, dee fir Frae geduecht ass, dringend misst renovéiert ginn, an datt méi Plaz fir d'Frae misst geschaf ginn, fir Einzelzellen ze garantéieren a fir net sämtlech Profiller ze mëschen. Domat géifen déi nämmleche Konditiounen ewéi bei de

³ <https://legilux.public.lu/eli/etat/adm/pa/2025/05/20/b2217/jo>
⁴ https://ec.europa.eu/health/documents/community-register/2025/20250415164783/anx_164783_en.pdf

Männer geschaf ginn. Aus de 57 Recommandatiounen vum Ombudsman geet ausserdeem ervir, datt d'Ateliers, un deenen d'Fraen dierfen deelhuele, net méi zäitgeméis sinn an dass den Émgang vun de Frae bei Dokteschvisiten alles anescht ewéi ideal ass. De Rapport stellt ausserdeem fest, datt säit der éischter Editioun vun dësem Rapport vun 2018 nëmme ganz wéineg vun de Recommandatiounen vun deemools émgusat goufen.

De Prisong soll och op e Liewen duerno preparéieren. Am Rapport Ombudsman ass ze liesen, datt et souwuel am Sport wéi an den Ateliers eng strikt Trennung vu Mann a Fra gëtt. Aktuell kënnen Frae laut dem Rapport vum Ombudsman just stereotypesch Ateliere besiche wéi Bitzen, Strecken a Wäschen. Dat ass awer net méi ganz zäitgeméis. Et wier ze begrëssen, wa souwuel Männer wéi och Fraen de Choix hätten ob se a gemixten Ateliere géinge schaffen an natierlech muss een och ëmmer d'Strofrot, fir déi eng Persoun condamnéiert gouf, am Aen halen.

De Rapport vum Ombudsman stellt och fest, datt éischters wéineg Fraen am Prisong sinn, an zweetens och all Fraen, déi an Untersuchungshaft sinn, exklusiv zu Schraasseg am Prisong sinn.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

1. Wat gedenkt d'Madamm Ministesch ze ënnerhuelen, fir d'Situatioun vun de Fraen am Prisong ze verbessern? Wat gouf zënter 2018 émgusat respektiv ausgeschafft?
2. Ass ugeduecht, de Block F zu Schraasseg ze renovéieren an auszebauen? Wa jo, a wéi engem Zäitraum?
3. Gëtt et schon ee Kalenner säitens dem Ministère, fir déi eenzel Recommandatiounen aus dem Rapport opzeschaffen an ëmzesetzen?
4. Wéi gesäit et allgemeng mat der Auslaaschtung vun de beruffsfördernden Ateliere zu Schraasseg aus (Schräineri etc.)? Wéi vill Leit ginn do ausgebild an notzen hir Zäit am Prisong effektiv, fir sech op e Liewen duerno ze preparéieren? Wat sinn d'Grënn firwat dës eventuell net sou genotzt gi wéi et méiglech ass?
5. Firwat gëtt et keng speziell Sektoren fir Fraen um Uerscherthaff?

Réponse (02/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Zënter der Grënnung vun der Prisongsverwaltung den 20. Juli 2018 goufen eng Rei Mesuren émgusat, wat d'Detentioun vun de Fraen am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) betrëfft:

- Den SPSE (Service socio-psycho-éducatif) bitt um Block F spezifesch Aktivitéite fir Fraen un.
- Op Ufro vun de Frae bitt de Service éducatif vum Educatiounsministère elo speziell Formatiounen ausschliisslech fir Fraen un.
- D'Gemeinschaftssäll an d'Gemeinschaftskiche goufe komplett renovéiert a mat neiem Material equipéiert.
- All d'Zellen um Block F goufen nei ugestrach.
- De „régime en commun“, also den normalen Haftregime, gouf fir d'Fraen adaptéiert, sou datt si méi laang Stonnen ausserhalb vun hiren Zellen hunn a generell vu méi Fräiheete profitéieren wéi op anere Bléck.
- Nei Outdoor-Sportgeräter a Sëtzbänke goufen am Haff vum Block F installéiert.
- De Sportssall um Block F gouf mat neiem Material amenagéiert an zesumme mat de Frae renovéiert.
- Zesumme mat de Sportsmoniteure goufe spezifesch Sportsmoduller fir Fraen entwéckelt a ginn elo ugebueden.

– Bei verschiddene kulturellen an artisteschen Aktivitéite gouf d'Mixitéit agefouert.
– Déi selwecht Approche géllt fir d'Aktivitéite vun der Suchthëllef.
– D'Renovatiounsarbechten am Atelier vum Block F sinn amgaangen.

Et gesäit een also, dass zënter 2018 villes ënnerholl ginn ass, fir d'Situatioun vun de Fraen am Prisong ze verbessern.

ad 2. De Block F ass an déi allgemeng Renovatiounspläng vu Schraasseg natierlech integréiert. Et ass dobäi virgesinn, eng komplett nei Sektioon fir Fraen ze bauen – mat weesentlech méi Einzelzellen a méi Mamm-Kand-Zellen. Allerdéngs kann eeben eréischt mat deem Neibau d'raimlech Situatioun vun de Fraen, wéi och aner haiteg Aschränkungen, am CPL wierklech verbessert ginn.

ad 3. All d'Recommandatiounen vum Rapport goufen analyséiert. Zënter der Publikatioun vum Rapport goufe folgend recommandéiert Mesuren ëmgesat:

– Nr. 2: Déi éischt Sessioune vun der Formatioun „Gesond liewen“, déi d'Stressmanagement fir d'Leedungspersonal behandelt, si schonn ofgehele ginn. Weider Sessioune sinn 2026 geplangt. Dës Formatioun gëtt an Zukunft festen Deal vun der Offer vum Institut de formation pénitentiaire.

– Nr. 8: De Büro vum Soignant-chef vum CHL gouf an d'Sektioon D verluecht.

– Nr. 11: 9 Aktivitéite mat Detenue hunn 2025 am gemëschte Regime stattfonnt.

– Nr. 13: Eng zousätzlech Alarmanlag gouf am Sportsall vum Block F installéiert.

– Nr. 17: Frae kënnen am Prinzip och an Ateliere mat Männerbetrib schaffen, wann d'Sécherheet an den Ordre interne garantéiert sinn. Momentan läit keng Demande an deem Sënn vir.

– Nr. 18: D'Ëmbauarbechten am Atelier vum Block F sinn amgaangen.

– Nr. 20: De Guide du détenu gouf am gefuerderte Sënn geännert an d'Informatiounsaffichen hänken an der Sektioon F.

– Nr. 38: Gemëschte Groupes thérapeutiques si vun elo u méiglech; an der Suchthëllef gëtt d'Mixitéit scho praktizéiert.

– Nr. 43 & Nr. 44: D'Modalitéite fir d'Betreiung vu Kanner am ganz niddregen Alter sinn organiséiert a kënnen zu all Moment applizéiert ginn.

An de kommende Méint gi weider Recommendatiounen ëmgesat:

– Nr. 1: D'Kandidature sinn op, fir méi männlech Agenten am Block Fustellen ze kënnen.

– Nr. 6: Eng zweet Kachplack an en zweeten Uewe ginn an der Kiche vum Block F installéiert.

– Nr. 7: D'gefuerderte Trennungen an den Dusche ginn an den nächste Méint installéiert; d'Étude de faisabilité ass bal ofgeschloss.

– Nr. 10, 11 an 12: D'Mesuren, fir de Sportsall ze optiméieren a fir Detenue besser iwwer sportlech Aktivitéiten ze informéieren, sinn amgaangen. E wichtige Kommunikatiounskanal gëtt den neien Téleesystem vu POST, deen deemnächst am ganzen CPL installéiert gëtt.

– Nr. 22: D'Betreiung vun inhaftéierte Mamm mat hire Kanner gëtt kontinuierlech verbessert.

ad 4. D'staark Heterogenitéit vun der Gefaangene-populatioun (Originen, schoulesch an/oder professionell Ausbildung, Haftdauer, Gesondheitszoustand) mécht et onméiglech, vollwärtig berufflech Ausbildungen vu mindestens 3 Joer unzibidden.

Dofir gëtt den Akzent geluecht op:

– d'Vermëttlung vu konkreet um Aarbechtsmaart gefroten Kompetenzen,

– déi unhand vu Formatiounen a Zertifikater bestätegt kënnen ginn.

D'Schoulbildung an d'berufflech Ausbildung stinn ënner der Kompetenz vum Service de la formation des adultes vum Educatiounsministère. Säit Kuerzem gëtt et d'Méiglechkeet, verschidde berufflech Formatiounen bannent engem Joer ofzeschleissen. D'Prisongsverwaltung steet a Kontakt mam Educatiounsministère, fir d'Kooperatioun ze verbessern an den Ausbau vun de Formatiounen ze erméiglechen.

ad 5. Dat huet virun allem domat ze dinn, datt d'Architektur vum Uerschterhaff (CPU) ganz anescht ass wéi déi zu Schraasseg (CPL), an et och net vill Fraen an Untersuchungshaft gëtt.

– De CPL huet eng pavillonnaire Struktur mat 8 getrennten Detentiounssektiounen, wou esou Trennungen (z. B. tëschent Männer a Fraen) relativ lücht ëmzesetze sinn.

– De CPU besteet aus 4 identesche grouse Bléck mat allkéiers 104 Better op 3 Stäck. Hei ass eng anstänneg Trennung mat engem akzeptable Personalopwand net wierklech méiglech – besonnesch am Beräich Sport, Medezinn, Visitt, Educatioun a Fräigang.

Sou ass d'Unzuel vun de Fraen an Untersuchungshaft – déi am Duerchschnitt eeben tëschent 15 a 20 Persounen läit – relativ limitéiert, wat d'Organisatioun vun engem komplett eegener Fraesektioun strukturell a personell am CPU schwéier erméiglecht. An deem Fall wieren d'Fraen ausserdeem immens isoléiert. Am CPL gesinn d'Renovatiounspläng aktuell awer och hei eng Verbesserung vun der Situatioun vir.

Application provisoire des accords avec le Mercosur | Question 3515 (22/01/2026) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le vote du Parlement européen le 21 janvier 2026 en faveur d'une résolution demandant un avis de la Cour de justice sur la compatibilité avec les traités de l'accord de partenariat et de l'accord intérimaire sur le commerce proposés entre l'Union européenne et le Mercosur aura un effet suspensif sur la ratification. Malgré ce vote se pose la question de l'application provisoire des accords qui peut être décidée par la Commission européenne. À ce sujet, Madame la Présidente de la Commission européenne a annoncé vouloir sonder la position des gouvernements des différents États membres de l'Union européenne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est la position du Gouvernement quant à une éventuelle application provisoire des accords ? Pouvez-vous me donner les motivations de la position du Gouvernement ?

Réponse (04/03/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement soutient une entrée en vigueur rapide de l'accord, qui est globalement dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise et européenne. L'Argentine et l'Uruguay ayant notifié la ratification de l'accord le 26 janvier 2026, la présidente de la Commission a annoncé le 27 février 2026 que la Commission activerait l'application provisoire de l'accord selon les modalités définies par la décision de signature du Conseil du 9 janvier 2026 et conformément au cadre fixé par l'accord (article 23.3 de l'accord intérimaire sur le commerce et l'art. 30.2 de l'accord de partenariat UE-Mercosur). L'application provisoire peut intervenir dès le premier jour du deuxième mois qui suit la

notification de ratification par un État signataire du Mercosur.

Stratégie gouvernementale du Luxembourg en matière d'intelligence artificielle | Question 3516 (22/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

De kierzlech publizéierte „Global AI Index“ vun „The Observer/Tortoise Media“ analyséiert d'Kapazitéite vun 93 Länner am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz (KI) a bewäert dës an dräi Haaptkategorien: Investitioun, Innovatioun an Ëmsetzung. Lëtzebuerg beleet an deem Ranking déi 27. Plaz am globale Verglach. Während d'Land a bestëmmte Beräicher, wéi deem vum Talent (14. Plaz) an deem vun der Entwécklung (15. Plaz), staark Resultater opweist, geet aus dem Rapport ervir, datt Lëtzebuerg am Beräich „Government Strategy“ mat enger 57. Plaz däitlech ënnert dem Duerchschnitt an hannert sengen europäeschen Noperen ofschneit.

D'Methodologie vum Index präziséiert, datt de Pilier „Government Strategy“ d'Déift vum Engagement vun der nationaler Regierung moost, inklusiv geplangten Investitiounen an Ausgabe fir Formatioun, Fuerschung, Infrastruktur an d'Ënnerstëtzung vum Privatsektor. Eng 57. Plaz an deem Beräich, bei enger gläichzäiteg gudder Positioun beim „Talent“, deit op e méiglechen Desequilibrium hin tëscht dem Potenzial vum lëtzebuergeschen Ökosystem an de politesch strateegesche Kaderbedéngungen, déi néideg sinn, fir dës Potenzial laangfristeg ze halen an auszubauen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi erklären d'Ministernen déi schwaach Placéierung vu Lëtzebuerg (Rang 57) am Beräich „Government Strategy“ am Verglach zu anere Kategorië wéi „Talent“ oder „Development“?

2. De Rapport gëtt un, datt d'Methodologie fir 2025 ugepasst gouf, fir e méi staarke Fokus op konkreet Investitiounspläng an Ausgaben an de Beräicher Fuerschung, Infrastruktur an Training ze leeën. Feelen der Regierung aktuell konkreet a budgetiséiert Investitiounspläng an dese Beräicher oder goufen dës Donnéeën net adäquat un d'Auteure vum Index kommunizéiert?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, de Gruef tëscht der héijer Disponibilitéit vun Talent (Rang 14) an der als schwaach bewäerteter strateegescher Ënnerstëtzung duerch de Staat (Rang 57) ze schléissen, fir e „Brain Drain“ vu KI-Spezialisten ze verhënneren?

4. D'Resultater am Beräich „Research“ (Rang 34) leien däitlech hanner deene vum „Development“ (Rang 15). Wéi eng spezifesch Mesurë si geplangt, fir d'akadeemesch Fuerschung an d'Publikatiounen am Beräich KI zu Lëtzebuerg geziilt ze stäerken?

5. Laut dem Index baséiert de „Commercial Ecosystem“ (Rang 28) net méi nëmmen op Startups, mee op der breeder Verdeelung vun Innovatioun. Wéi eng konkreet Ureizer oder Programmer si virgesinn, fir etabliert lëtzebuergesch Betriber bei der Implementéierung vu KI-Léisungen ze ënnerstëtzen an domat d'Positioun am „Operating Environment“ (Rang 26) ze verbessern?

Réponse (17/02/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. bis 3. De Global AI Index 2025, publizéiert vum „The Observer“, evaluéiert d'KI-Kapazitéite vun 93 Länner op Basis vun 108 Indicateuren, déi a 7 Kategorien agedeelt sinn – nämlech „Talent“,

„Infrastructure“, „Operating Environment“, „Research“, „Development“, „Government Strategy“ a „Commercial Ecosystem“. De Rapport stäipt sech op international Datebanken, Enquêtes, privat Daten an eege Recherchen am Zäitraum 2020 bis 2025. Methodologesch gouf d'Editioun 2025 iwwerschafft a leet méi Gewicht op déi Dimensionen, déi haut fir KI-Kapazitéit entscheidend sinn. Well verschidden Indicateure staark vun absoluten Volummen ofhängeg sinn, kann e klengt Land wéi Lëtzebuerg a verschidene Beräicher vum Index strukturell net esou gutt ofschneide wéi gréisser Länner. Trotz dëser Benodelegung läit Lëtzebuerg, laut dem Global AI Index 2025, weltwäit op Rang 27, mat Rang 14 an der Kategorie „Talent“, Rang 26 fir „Infrastructure“, Rang 21 fir „Operating Environment“ (an net 26 wéi an der Fro Nummer 5 erwänt), Rang 15 fir „Research“ (an net 34 wéi an der Fro Nummer 4 erwänt), Rang 34 fir „Development“, Rang 57 fir „Government Strategy“, a Rang 28 fir „Commercial Ecosystem“.

D'Kategorie „Government Strategy“ moosst wéi komplett an ambitiéis eng national KI-Strategie ass, an ob et publizéiert, quantifizierbar Engagementer fir Fuerschung, Infrastruktur, Training an Ënnerstëtzung vum Privatsektor gëtt. An deem Kontext huet Lëtzebuerg am Laf vum Joer 2025 seng aktualiséiert, national KI-Strategie presentéiert, déi e kloer Fokus op Investissementer an eng souverän digital Infrastruktur (neie Meluxina-AI Supercomputer), Services an d'Entreprises an engem europäesche Kader (iwwert d'Luxembourg AI Factory Initiativ), konkret Uwendungsfäll (duerch 11 AI Flagship Projects), d'Attraktioun an den Developpement vun neien Talenter esouwéi d'Valorisatioun vun der öffentlecher Fuerschung an der KI (duerch den Deep Tech Lab Projet) setzt. Fir allequerten d'Initiativen (öffentlech a privat) am digitale Beräich (Data, KI a Quantum Technologien) si bis 2030 3 Milliarden Euro virgesinn, déi d'Attraktivitéit vum Land esouwuel fir KI-Spezialisten wéi och fir Entreprises an deene Beräicher weider stärke wäerten.

Esou rezent strateegesch Orientéierungen, an déi domat verbonden Initiativen, sinn awer warscheinlech nach net am aktuelle Global AI Index reflektéiert, well international Indexer an der Reegel op Donnéeën an Dokumenter aus de viregte Joren zeréckgräifen. Et besteet also eng zäitlech Diskrepanz tëscht der Aféierung vun enger neier, ambitiöser Strategie an hirer statistesch vergläichbarer Erfaassung an internationale Klassementer. Dëst kann dozou féieren, datt rezent politesch Efforten a Reformen sech eréischt an de kommenden Editiounen vum Index an de Resultater nidderschloen.

ad 4. An der Kategorie „Research“ konnt Lëtzebuerg, trotz der neier Methodik vun 2025, déi nach méi de Schwéierpunkt op héichzitéiert Publikatiounen, Top-Konferenzen a state-of-the-art AI-Modeller leet, seng relativ gutt Position am Klassement (Rang 15 – net 34) behalen, wat kloer bestätegt, datt d'akadeemesch KI-Fuorschung robust zu Lëtzebuerg representéiert ass. Déi Dynamik bei der akadeemescher Fuerschung zu Lëtzebuerg wäert an deenen nächste Jore geziilt weider gefuerdert ginn, net nëmme, fir méi Publikatiounen am KI-Beräich ze errechen, mee och, fir d'Kreatioun vu Spinoffs an d'Kommerzialisatioun vu Lizenzen ze ënnerstëtzen. Konkret Mesuren an deem Beräich wäerten ënner anerem am Kader vum Deep Tech Lab-Projekt wéi och duerch nei Professorships a Fellowships bei verschiddene Fuerschungsinstituter ëmgesat ginn.

ad 5. Am Beräich „Operating Environment“ ass Lëtzebuerg och scho relativ gutt klasséiert (Rang 21 – net 26). D'Regierung wäert och an Zukunft duerch geziilt

Co-Funding-Programmer, wéi thematesch Calls fir R&D-Projeten (z. B. am Beräich Data, KI a Quantum-Technologien) oder spezifesch Fit4-Programmer, Ureizer schafen, fir etabliert lëtzebuergesch Betriber ze ënnerstëtzen awer och fir jonk Entrepreneure bei der Implementéierung vun hire KI-Léisungen oder beim Developpement vun neie KI-baséierte Services a Produkter ze begleeden an domat en dynameschen operationelle Kader ze schafen. An deem Kontext stellt d'Luxembourg AI Factory-Initiativ eng attraktiv zousätzlech Opportunitéit duer, fir ënner dem Format vun engem One-stop-shop, d'Entreprise bei all Etapp vun hirer KI-Ambitioun ze ënnerstëtzen – onofhängeg vun hirer initialer KI-Maturitéit. All déi Mesuren an Initiativen erlaben et, den nationale KI-Ökosystem weider ze strukturéieren, an doduerch och d'Position vu Lëtzebuerg als eng attraktiv Destinatioun fir KI-Spezialisten, -Fuerscher an -Investissementer ze stäerken.

Introduction du passeport luxembourgeois à validité de dix ans | Question 3517 (22/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Aktuell kënnen lëtzebuergesch Staatsbiereger nëmme Päss mat enger Lafzäit vu fënnf Joer ufroen, wat am Géigesaz zu der Praxis a villen Nopeschlänner an aneren EU-Memberstaate steet, déi Päss mat enger Validitéit vun zéng Joer ubidden. De fréieren Ausseminister hat virun de Wale 2023 ugekënnegt, datt d'Aarbechte fir d'Aféierung vun neie Päss, inklusiv der technescher Bereitschaft an der néideger Gesetzgebung, bis d'Joer 2025 ofgeschloss solle sinn.

Dëst Zil gouf awer verpasst, an d'Aarbechten un der Verlängerung vun der Lafzäit op zéng Joer sinn am Retard. Wéi aus rezente Meedieberichte ervirgeet, huet de Ministère confirméiert, datt weider Informatiounen viraussichtlech eréischt am Laf vum Joer 2026 matgedeelt ginn, ouni awer konkret Grënn fir dës Verspéidung oder en neien Zäitplang ze nennen. Eng Verlängerung vun der Validitéit wier besonnesch fir lëtzebuergesch Biereger, déi am Ausland liewen an dacks wäit Réckweeër fir d'Erneuerung op sech huele mussen, eng grouss Erlichterung.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten des Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee Grënn, firwat den ursprénglech viséierten Datum vun 2025 fir d'Aféierung vum zéng-järege Pass net konnt agehale ginn?
2. Wéi gesäit den aktuellen an detailléierten Zäitplang aus, a wéini kënnen lëtzebuergesch Biereger konkret domat rechnen, Päss mat enger Validitéit vun zéng Joer unzefroen?
3. Op wéi eng spezifesch „nei Modalitéiten“, un deenen de Ministère schafft, bezitt sech d'Ausso vum Porte-parole, a wéi ënnerscheeden sech des vun deenen ursprénglech geplangten Upassungen?
4. Besteet d'Problematik vun der limitéierter Garantie vun den elektronesche Komponenten (Chips), déi an der Vergaangenheet als Ursach fir déi fënnjäreg Lafzäit genannt gouf, nach ëmmer, oder gouf mëttlerweil eng technesch Léisung fonnt?

Réponse (05/02/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Prozess vun der Konzéptéierung an der Productioun vun engem neie Pass ass vun Natur aus laang a komplex. Hien erfuert d'Anhale vun de Reegele vum öffentleche Marché, d'Koordinatioun vu ville verschiddenen Acteuren an d'Integratioun vu fortgeschrittene Sécherheitstechnologien, déi internationalen Normen entsprechen an déi

ëmmer weider evoluéieren. Well et wichteg ass, fir eise Biereger de beschte Produkt mat den héchste Sécherheitsnormen unzebidden, kann et sinn, dass déi éischt approximativ Datumsindicatioun, déi 2023 genannt ginn ass, an der Praxis no hanner réckelt.

ad 2. Wann de ganze Prozess bis fäerdeg ass, wäert den Ausseminister dat virstellen.

ad 3. Déi nei Modalitéite wäerten vum Ausseminister virgestallt gi wann den uewe genannte Prozess bis fäerdeg ass.

ad 4. Nee, déi nei elektronesch Komponenten (Chips) kënnen entre-temps op eng Dauer vu méi wéi 5 Joer ugepasst ginn.

Situation de la fourniture de cannabis médical au Luxembourg | Question 3518 (22/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Joren ass et zu Lëtzebuerg ëmmer erëm zu Rupturen an de Stocke vu medezinneschem Cannabis komm, déi zu Ënnerbriechungen an der therapeutischer Versuergung vu Patiente gefouert hunn. Dës Versuergungsproblemer goufe schonns a menge parlamentaresche Froen N° 0677, 0895, 4282, 4402, 4549, 5147, 6171, 6356, 6864, 7112 an 8319 thematiséiert. D'Ursache fir dës Rupturë waren ënnerschiddlech: Liwwerschwieregkeete bei de Fournisseuren, Problemer beim Wiessel vun engem Liwwerant op en aneren, Produktiounsproblemer, souwéi eng méi séier gewuessen Nofro wéi virgesinn.

Zënter dem 1. Januar 2025 sinn zousätzlech wichteg Ännerungen a Kraaft getrueden: THC-räich Cannabisbléie sinn net méi am medezinnesche Programm disponibel an d'Versuergung beschränkt sech nëmme nach op CBD-räich Bléien, balancéiert THC/CBD Bléien, an déi dräi Ueleg-Extrakten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet des Froe stellen:

1. Wéi ass d'aktuell Versuergungssituatioun vu medezinneschem Cannabis zu Lëtzebuerg? Sinn all déi virgesinne Produkter (CBD-räich Bléien, balancéiert THC/CBD Bléien, an déi dräi Ueleg-Extrakten) reegelméisseg an a genuch Quantitéite verfügbar?
2. Ass et 2025 zu Rupturen oder Versuergungspäss bei eenzelne Produkter komm? Wa jo, bei wéi enge Produkter, wat waren d'Ursachen a wéi laang hunn d'Rupturë jee weils gedauert?
3. Gëtt et de Moment Rupturen an de Stocke vu medezinneschem Cannabis, déi d'Versuergung vu Patiente beaflossen? Wa jo, bei wéi enge Produkter, a wéini ass mat enger Normaliséierung vun der Versuergung ze rechnen?
4. Wéi vill Patiente ware vun der Ofschaffung vun den THC-räiche Bléie betroff? Wéi gouf séchergestallt, datt des Patiente weiderhin eng adäquat therapeutesch Alternativ kréien?
5. Wéi evaluéiert d'Ministesch d'Funktionalitéit vum neie Kontrakt mat Tilray Deutschland GmbH zënter Ufank 2025? Goufe bis elo all d'Liwwerunge protokollgerecht erfëllt?
6. Wéi eng Mesur sinn ëmgesat ginn oder si geplangt, fir zukünfteg Versuergungsrupturen ze vermeiden an eng stabill Versuergung fir d'Patiente sécherzestellen?

Réponse (17/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Fir déi 3 Ueleg-Extrakte sinn onënnerbrach genuch Quantitéite verfügbar, an d'Reserve gutt gefëllt.

Fir d'Cannabis-Bléie kann et bei den CBD-räiche Bléie Mëtt Februar zu enger Rupture komme vun e puer Deeg. Aktuell ginn déi lescht CBD-Bléien an de Spideeler un d'Patienten delivriert. Déi nächst Liwwerung ass virgesinn tëscht dem 13. an 20. Februar.

ad 2. Vu Mëtt Oktober bis Mëtt November 2025 (ongeféier 4 Woche laang) ass et zu enger Rupture komm bei den CBD-räiche Bléien. Bedéngt wor dëst duerch d'Ofrafe vum Stock, an enger Verspéidung vu bal 2 Méint vun där neier Liwwerung.

Bei de balancéierten THC/CBD-Bléie gouf et och eng Rupture vu 4 Wochen tëscht ufanks Februar an ufanks März 2025.

ad 3. Zum Zäitpunkt vun dëser Äntwert ass nach kee Produit vun enger Rupture de stock beträff.

ad 4. D'Unzuel u Patienten, déi 2024 mat THC-räiche Bléie behandelt goufen, loung bei 783. Déi verbleiwend therapeutesch Alternative konnten d'Patiente mat hiren Dokteren exploréieren:

- medezinnesche Cannabis ass weiderhin eng Option bliwwen, entweeder ënnert enge vun deenen 2 verbleiwende Bléie-Formen (CBD-räich oder THC/CBD-balancéiert), oder ënnert enge vun deenen 3 Ueleg-Extrakten;
- konventionell Medikamenter oder Therapien.

ad 5. D'Versuergungssécherheet vu Cannabisbléie bleift leider och weiderhin eng Erausforderung, bedéngt duerch d'Onberechenbarkeet („imprévues“) vun enger Planz, där hir Bléien um Schluss vum Produktiounszyklus streng Krittäre muss erfëllen, fir als Medezinn genotzt dierfen ze ginn.

ad 6. D'Fro vun der Versuergungssécherheet ass mat Tilray ugeschwat ginn. Konform zum Kontrakt gouf 2025 och eng Strof-Tax applizéiert.

Changement d'affectation de logements | Question 3519 (23/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Joerzéngte leit eist Land ënnert engem Mangel un erschwénglechem Wunnraum, deen ëmmer méi Leit betrëfft, déi hei opgewuess sinn an ee groussen Deel vun der Bevëlkerung a prekär Situatiounen bréngt.

Et gëtt vill Grënn fir de Mangel u Wunnengen. Een dovunner ass, dass vill Wunnengen hei am Land der lokaler Bevëlkerung a potenzielle Locataireen net zur Verfügung stinn, well se engem kommerzielle Gebrauch zougefouert ginn. Dës Zweckentfremmung reduzéiert d'Offer u Wunnengen, verschäerft de Manktem u bezuelbarem Wunnraum an dréit indirekt zu steigende Loyerer a Präisser bäi.

Beispiller dofir gëtt et verschidder: d'Kuerzzäitverlounung, déi ech a menger Fro n° 3425 thematiséiert hunn, de Leerstand vu Wunnengen oder wa Wunnenge fir aner Zwecker genotzt ginn, zum Beispill als Büroen, Praxen, Atelierer oder kommerziell Raim.

D'Stad Köln definéiert d'Zweckentfremmung vu Wunnraum follgendermoossen:

„Zweckentfremdung ist jede andere Nutzung von Wohnraum als eine Wohn-Nutzung. Dazu gehört beispielsweise eine Umwandlung von Wohnraum in ein Büro oder einen Gewerberaum. Aber auch der Abbruch oder Leerstand einer Wohnung fallen ebenso darunter, wie eine Nutzung zur Kurzzeitvermietung (insbesondere die Vermietung als Ferienwohnung, Gästezimmer oder für eine von vorneherein nur kurzfristig oder vorübergehend angelegte Unterbringung zum Zwecke der Ausbildung, des Studiums oder

während eines Aufenthaltes zur medizinischen Behandlung).“

(Quell: <https://www.stadt-koeln.de/artikel/62031/index.html>)

D'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwer den Aménagement communal gesäit an den Artikele 37 an 107 vir, datt e Changement d'affectation vun engem Immeuble der Autorisatioun vum Buergermeeschter ënnerläit an, datt net autoriséiert Zweckentfremmung sanktionéiert kënne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Landesplanung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Autorisatiounen fir e Changement d'affectation vu Wunnenge goufen am Zäitraum vun 2014 bis 2024 vun de Buergermeeschteren autoriséiert, am Sënn vum Artikel 37 vum Gesetz vum 19. Juli 2004?
- Wéi vill Autorisatiounen betreffen d'Notzung fir kommerziell Zwecker?
- Wéi vill vun dësen Autorisatiounen betreffen d'Notzung vu Wunnengen als Büroo vum öffentleche Secteur?
2. Wéi vill net autoriséiert Changements d'affectation vun dësem Typ goufen am selwechten Zäitraum festgestallt (geschätzt op de penale Sanktiounen/administrative Moosnamen am Sënn vum Artikel 107 vum Gesetz vum 2004)?
3. Gëtt et zu Lëtzebuerg Donnéeën oder Schätzungen doriwwer, wéi vill Wunnengen aktuell net fir Wunnzwecker genotzt ginn, mee a Büroen oder aner kommerziell Notzungen ëmgewandelt goufen?

Réponse (12/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Weeder den Inneministère nach de Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung verfügen iwwert zentraliséiert Statistiken iwwert Autorisatiounen fir Changements d'affectation vu Wunnengen am Sënn vum Artikel 37 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwer den Aménagement communal.

ad 2. Am Bezuch op net autoriséiert Changements d'affectation vu Wunnengen a méiglech penal oder administrativ Sanktiounen am Sënn vum Artikel 107 vum virgenannte Gesetz vum 19. Juli 2004 leien dem Inneministère an dem Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung keng Donnéeën vir.

ad 3. Op nationalem Niveau gëtt et keng Donnéeën doriwwer.

Vols du Gouvernement dans le cadre du programme EATC/ATARES | Question 3520 (23/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi viereg Regierung hat an de leschte Joren héich Ausgaben a Militärfliigere fir Lëtzebuerg gemaach, dorënner fir den Airbus A330 MRTT, deen am Kader vun der NATO an dem EATC zesumme mat anere Länner finanzéiert a genotzt gëtt.

De lëtzebuergesche Staat dierf an dësem Programm eng 1.200 Fluchstonne pro Joer notzen, dëst iwwer eng Lafzäit vun 30 Joer, wat ronn 600 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kascht.

Dës Fluchstonne waren ursprénglech virgesi fir wichteg staatlech Aufgaben. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro n° 3961 aus dem Joer 2021 hat déi deemoleg Regierung nach erkläert, datt bis dohinner kee Regierungsmember op d'Transportméiglechkeete vun engem vun de lëtzebuergesche Militärfliigere zeréckgegraff hat.

Zënter dem Regierungswiessel huet sech dës Praxis awer geännert, wéi d'Zuelen aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro n° 3034 weisen. An där Äntwert gëtt op d'Flich am Kader vum EATC/ATARES-Programm verwisen, woubäi de Käschtpunkt bei 0 € leie soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Wat ass de Käschtpunkt vun den EATC/ATARES-Flich aus dem Tableau vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 3034, wann een d'Staatsausgabe fir den EATC/ATARES-Programm aus dem Budget mat de geflunnene Kilomeeter vergläicht?
2. Wéi héich ass de Käschtpunkt, wann een d'Staatsausgabe mat de Fluchstonnen aus dem Tableau géigeniwwer rechen?
3. Wéi eng aner Fligere, ausser dem A330, goufe fir d'Trajeten aus dem Tableau genotzt?
4. Wéi oft gouf den A330 fir d'Trajeten aus dem Tableau benotzt a wéi oft gouf een anere vun dësen Jets benotzt?
5. Wéi variéiert de Käschtpunkt fir d'Notzung vun den anere Fligertypen?

Réponse (26/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Et gëtt keng direkt Relatioun zwëschen de Staatsausgaben an den EATC Flich, déi am ATARES Programm kompenséiert ginn. Als Member vum EATC bezilt Lëtzebuerg administrativ Käschte vun ongeféier 70.000 Euro pro Joer.

ad 2. ATARES Stonnen hu kee finanzielle Géigewäert. Iwwert 30 Natiounen an deem Programm hu sech geeenegt, fir eng Äquivalenz-Rechnung zwëschen Fligertypen als Basis fir d'Kalkulatiounen ze huelen a keng finanziell Approche. Et gëtt keng Käschterrechnung pro Stonn oder Vol gemaach.

ad 3. Ech weisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 0474 vum 14. März 2024, déi en Aperçu vun de benotzte Fligertypen gëtt.

ad 4. Den A330 MRTT huet keng Missioun aus dem Tableau vun der Äntwert op d'QP 3034 geflunn.

ad 5. Ech weisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 0474 vum 14. März 2024, déi Erklärungen gëtt zum Kompensatiounsmechanismus am Kader vun dem ATARES Programm. Et gi keng finanziell Kompensatiounen gemaach am Kader vum ATARES Programm.

Périodicité du contrôle technique | Question 3521 (23/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Autoe mussen 6 Joer no der Immatrikulatioun alljoers an de Contrôle technique. Dëst gëllt onofhängeg dovun, ob et sech ëm Autoe mat Verbrennungsmotor oder ëm Elektroautoen handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Ass et, trotz den technologesche Fortschréitter, déi am Automobillesecteur an de leschte Jore gemaach goufen, nach ëmmer néideg, dass een all Joer an de Contrôle technique muss?
2. Wäert d'Regierung den Zäitintervall tëschent de Contrôles techniques no uewen upassen?
3. Ass d'Regierung sech bewosst, dass an Elektroautoe manner technesch Komponenten installéiert sinn an dowéinst manner Maintenancen oprieden an déi soumat net all Joer missten an d'Kontroll?

Réponse (12/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Periodizitéit vum Contrôle technique.

ad 1. D'Reglementatioun, no där zu Lëtzebuerg imatrikuléiert Gefierer vun der Kategorie M1 (Autoen) no enger Dauer vu sechs Joer järelech an de Contrôle technique mussen goen, gëllt fir all Zort vu Gefierer, onofhängeg vum technologesche Standpunkt vum Gefier an ob dës mat engem Verbrennungsmotor oder engem alternativen Undriff equipéiert sinn.

Et sief dorop hinzewisen, dass déi technologesch Fortschréttler an der Automobillindustrie net dozou féieren, dass Gefierer generell fräi vu Verschläiss, Alterungsprozesser oder Funktionsstéierung sinn. Mechanesch Komponente wéi Bremsen, Lenkung, Fuerwierk, Auspuffsystemer oder Pneuen, mee och elektronesch an digital Systemer, ënnerleien iwwer d'Zäit enger natierlecher Verännerung duerch hire Gebrauch a kënnen Onreegelméissegkeeten opweisen, déi net ëmmer duerch intern Diagnosesystemer erkannt ginn.

De Contrôle technique ass eng essenziell reglementaresch Moossnam, déi drop ofziilt, ënner anerem d'Vekéierssicherheit ze garantéieren an d'Ëmwelt ze schützen. Am Kader vun den Efforte vun der Europäescher Unioun, fir bis 2050 d'Zil „VISION ZERO“ ze erreechen, dat heescht null Doudeger am Stroosseverkéier, kënn dem Contrôle technique eng zentral Roll zou.

Aus deem Grund huet de järelech Contrôle technique dofir net nëmmen den Zweck, technesch Defekter festzustellen, mee dëngt virun allem der präventiver Sécherheet am Stroosseverkéier. De Contrôle technique erméiglecht eng onofhängeg a standardiséiert Iwwerprüfung vum allgemengen Zoustand vum Gefier an dréit domat zur Reduktioun vu Sécherheitsrisike fir all Verkéiersparticipantë bäi an déi aktuell Periodizitéit gëtt als proportionéiert ugesi fir d'Erreeche vun den europäesche Sécherheitsziler.

ad 2. D'Entwécklungen am Automobillsecteur gi weiderhin enk suivéiert an eng Adaptatioun vun der nationaler Reglementatioun, am Kader vun den europäesche Virgaben, déi momentan iwwerschaaft ginn, wäert iwwerprüft ginn, sollt sech dës aus Sécherheits- oder aus anere Grënn als noutwenneg erausstellen.

ad 3. D'Regierung ass sech bewusst, dass Elektroautoen am Verglach zu Gefierer mat Verbrennungsmotor eng méi einfach Undriffstechnik hunn an dass bestëmmt Komponente wéi Motorueleg, Kupplung oder Auspuffsystemer fort falen. Dës féiert an der Praxis dacks zu engem reduzéierter Maintenanceopwand am Beräich vum Undriff.

Allerdéngs bezitt sech de Contrôle technique net ausschliisslech op den Undriff wéi an der éischter Fro ugeschwat, mee ëmfaasst eng ëmfangräich Iwwerprüfung vun de Sécherheits- a Funktions-elementer vum Gefier. Dës betrëfft ënner anerem d'Bremsanlag, d'Lenkung, d'Ophänkung, d'Pneuen, d'Beliichtung, d'Karosserie souwéi déi ëmmer méi komplex elektronesch a softwarebaséiert Systemer, déi bei Elektroautoen eng zentral Roll spillen. Och weisen Elektroautoe bei verschiddene Komponenten eng méi héich Beusprochung op, wéi z. B. bei de Pneuen, duerch deen dacks méi héijen Dréimoment vun engem Elektromotor am Verglach zu engem Verbrennungsmotor.

Zousätzlech gëtt et bei Elektroautoe spezifesch Komponente wéi Héichvoltbatterien, Leeschtungs-elektronik a Sécherheitssystemer, deenen hir

funktionell Integritéit fir d'Sécherheet vun de Passagéier an anere Verkéiersparticipanten essenziell ass. Och dës Elementer kënnen Alterungs- oder Verschläisserscheinunge weisen, déi eng reegelméisseg technesch Kontroll noutwenneg maachen.

Aus dese Grënn gëtt den Ënnerschied am Maintenanceopwand tëscht den eenzelnen Undriffstechnologien aktuell net als ausräichend ugesinn, fir eng Differenzéierung bei der Periodizitéit vum Contrôle technique ze rechtfäerdigen. De järelech Contrôle technique fir Gefierer, déi méi wéi sechs Joer al sinn, bleift deemno och fir Elektroautoen eng wichteg Moossnam am Déngscht vun der Verkéierssicherheit.

Service bien-être au travail de la Police grand-ducale | Question 3522 (23/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell schaffe bei der Police ronn 3.250 Beamten. Polizist sinn ass een haarden Job, dee vill Energie, Engagement an Zäit erfuerdert. Et kënn een um Terrain a vill Situatiounen, déi ee Mënsch psychologesch extreem belaaschte kënnen.

D'Personalpolitik bei der Police huet dofir ee Programm, deen sech ëm d'Wuelbefanne vun de Polizist:innen këmmert, de sougenannten SBET (Service de bien-être au travail), dee Beamten:innen ënnerstëtze soll, déi wéinst gesondheetlechen oder psychesche Problemer eng ugepasste Betreuung oder Aarbechtsorganisatioun brauchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi vill Beamten an zivill Mataarbechter vun der Police grand-ducale ginn aktuell am Kader vum SBET-Programm betreit a wéi huet sech dës Zuel an de leschte fënnf Joer entwéckelt?
2. Wéi vill Beamte goufen zënter 2019 op aner Aarbechtsplazen detachéiert?
3. Wéi vill Beamte konnten zënter 2019, no hirem Detachement, erëm zu 100 % op hiren Posten agefouert ginn?

Réponse (10/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Am Virfeld ass unzemerken, dass de Service bien-être au travail vun der Police (SBET) kee Programm ass, wéi vum honorablen Deputéierte beschriwwen, mee e Service ënner der Leedung vun engem Psychologin.

ad 1. Den SBET besteet eréischt zanter 2020 a bitt kee psychologesche Suivi un, well säi psychologesch Personal net un de Secret professionnel gebonnen ass. Den SBET huet eng Vilmol vu Missiounen an Aufgaben, déi zu der Betreuung vum Personal dozou gehéieren.

D'Chiffere vun dësen Aufgaben hunn sech an de leschten 3 Joer follgendermoossen entwéckelt: ↑

ad 2. Eng Rei Detachementer ginn aus gesondheetleche Grënn gemaach. Fir déi betraffe Memberen net ze stigmatiséieren, ginn d'Donnéeën vun Detachementer net iwwert e längeren Zäitraum repertoriéiert, esou dass vun den Detachementer säit 2019 keng Zuele gehale goufen.

D'Zil vum Detachement „pour raisons de santé“ ass, dass den Agent spéider nees op sengem initiale Poste schaffe ka respektiv, dass en e Poste kritt, deen u seng Besoinen adaptéiert ass. D'Decisioun dozou läit beim Aarbechtsdokter, bei der Commission des pensions oder der Commission mixte.

Aktuell si 25 Memberen aus dem Policekader a 6 Memberen aus dem ziville Kader repertoriéiert, déi all aus gesondheetleche Grënn detachéiert sinn. Dat entsprécht ronn 0,96 % vum polizeileche Kader an 0,76 % vum ziville Kader.

ad 3. Aus den uewe genannte Grënn si keng Zuelen disponibel zu Polizisten, déi 100 % op hiren Posten zeréckgefouert ginn.

Facturation des structures d'accueil pour enfants | Question 3523 (23/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi schonn a virege parlamentaresche Froen (N° 2156 oder 3426) erkläert, verrechnet vill profitorientéiert Crèchen a Foyeren den Elteren integral ee gewëssene Stonnesaz pro Woch fir d'Kannerbetreuung. Heibäi verrechnen d'Profitcrèche systematesch maximal Forfaiten, onofhängeg dovunner, ob d'Kanner d'Stonnen notzen oder net.

An engem rezente Beispill verrechent ee Foyer während der Woch vun der Chrëschtvakanz mat 2 Feierdeeg ee Forfait/Stonnesaz vu 60 Stonnen. Realistesche gesi kéint d'Kand awer maximal 15 Stonnen den Dag an de Foyer goen, well d'Öffnungszäite vun deem Foyer maximal vu 5.00 bis 20.00 Auer sinn.

An der Chrëschttagswoch kéint d'Kand theoreetesche also just 3 ganzer Deeg (72 Stonnen) an d'Crèche goen. Bedeit also, dass d'Crèche sech d'Recht eraushëlt, fir den Eltere 60 Stonnen ze verrechnen, obwell et logistesche mol net méiglech ass, déi 60 Stonnen ze garantéieren.

Duerch dese Mechanismus hu vill Elteren an de leschte Jore missen an de Schoulvakanzeng kräfteg Schëpp Sue bäileeën, well d'gratis Kannerbetreuung hei net gëllt an d'Staatssubventioun da manner wéi 6 €/Stonn bedréit. Verschidden Elteren, ma och de Staat, bezuelen esou iwwert d'Veerkaanz vill Sue fir näischt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

1. Dierfen d'Crèchen ënner dem aktuelle Gesetz och Stonne während de Feierdeeg berechnen?
2. Dierfen d'Crèchen ënner dem aktuelle Gesetz och Stonne verrechnen, wann se zou sinn?
3. Aus dem uewe genannte Beispill: dierfen d'Betreiungsstrukturen ee Forfait vu 60 Stonne berechnen, och wann se theoreetesche just 45 Stonne kéinten den Accueil garantéieren?

Réponse (24/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am aktuelle System ginn d'Modalitéiten tëscht dem Gestionnaire an den Elteren an engem Betreuungsvertrag individuell festgeluecht a sinn an der Praxis heterogeen verbreet. Si enthalen zum Deel och d'Veerrechnung vun Deeg, un deenen d'Struktur net op ass. Dës ass ee vun den Haaptgrënn fir de Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum System vum Chèque-service accueil, wéi e rezent vun der Regierung an der Chamber deposéiert gouf.

Am Kader vun deem Gesetzesprojet ass virgesinn, déi gesetzlech festgeluechte Modalitéite vun der Facturatioun ze verdéieren an ze präziséieren, fir eng méi kloer, transparent an eenheetlech Applikatioun ze garantéieren. Eng vun dese Modalitéite gesäit explizit vir, dass keng Facturatioun dierf stattfannen, wann d'Struktur net op ass.

Zousätzlech gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Familjen eng Offer wielen, déi a maximal 2-Stonneléck opgedeelt ass, soudatt eng Forfaitslogik duerch gesetzleche Dispositiounen net méi méiglech ass. An d'Facturiatioun vu Supplemente wäert och gesetzleche verbuede ginn.

Résultats et suites de l'appel d'offres « agri-PV » au Luxembourg | Question 3524 (23/01/2026) de Mme Claire Delcourt | M. Georges Engel (LSAP)

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 2882 du 16 septembre 2025, le Ministre de l'Économie avait indiqué que, dans le cadre de l'appel d'offres « agri-PV », 21 dossiers avaient été remis avec une puissance totale de 73,3 MW.

Étant donné que la période d'instruction est désormais clôturée, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien de projets ont finalement été retenus et quelle est leur capacité de production photovoltaïque totale ?

2) Quel est le calendrier de mise en œuvre prévu pour ces installations ?

3) Quels critères ont été déterminants dans la sélection des projets retenus, notamment en ce qui concerne l'équilibre entre production d'électricité, activité agricole et préservation de la biodiversité ?

4) Le Gouvernement estime-t-il que les résultats de cet appel d'offres soient satisfaisants par rapport aux objectifs fixés en matière de développement des énergies renouvelables ?

5) Quelles sont les conclusions de l'analyse globale sur les suites à donner en matière de mobilisation de surfaces pour l'installation de centrales photovoltaïques au Luxembourg, annoncée dans la réponse à la QP n° 2882 ?

Réponse (27/02/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La capacité à allouer de ce deuxième appel d'offres agri-PV était de 75 MW. Comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2882, 21 projets ont été soumis avec une puissance d'environ 73,3 MW. Lors de l'instruction des dossiers, 5 de ces projets ont dû être éliminés pour non-conformité aux conditions d'admissibilité de l'appel d'offres. Les 16 offres admissibles ont toutes été retenues, avec une puissance totale d'environ 56,1 MW. Le détail des projets retenus, ainsi qu'un bref aperçu sont désormais disponibles sur guichet.lu.

ad 2) Conformément aux dispositions du cahier des charges, le temps de réalisation des projets est fixé à 24 mois à partir de la date d'attribution, qui se situe au 17 novembre 2025. Des possibilités de demandes de prolongation de ce délai en cas d'imprévus sont prévues dans le cahier des charges.

ad 3) Le classement des offres admissibles et les décisions d'attribution se font au seul critère du prix que les soumissionnaires indiquent pour chaque unité d'électricité injectée dans le réseau (€/MWh). Pour cet appel d'offres, qui était sous-souscrit dans sa globalité, toutes les offres conformes ont pu être attribuées.

La condition d'admissibilité liée à l'activité agricole et la préservation de la biodiversité quant à elle est évaluée globalement, sur base du concept technique que les

soumissionnaires doivent joindre à leur offre. Ce concept contient une description du projet photovoltaïque, du projet agricole, et une justification de l'amélioration de la qualité écologique de la surface projetée. Le cahier des charges définit également les indications précises que ce concept technique doit contenir. L'évaluation de ces concepts a été conduite conjointement par le Ministère de l'Économie (MECO), le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, les administrations et services compétents, ainsi que par des consultants externes mandatés par le MECO. Pour cet appel d'offres, tous les concepts des offres admissibles ont été jugés conformes (lors de l'appel d'offres pilote instruit en 2023, 5 sur 22 concepts techniques ont été jugés non conformes).

ad 4) Le résultat de cet appel d'offres peut être jugé satisfaisant par rapport aux objectifs, la puissance, ainsi que le nombre des offres remises, respectivement attribuées, étant à peu près au même niveau que lors de l'appel d'offres pilote (14 projets retenus avec 52,7 MW). En vue d'une continuation de ce type d'appels d'offres, des points d'amélioration dans le cahier des charges et dans le déroulement ont été détectés, et un tour de table avec le secteur – agriculteurs et développeurs photovoltaïques lauréats des deux appels d'offres – a eu lieu.

ad 5) L'analyse en détail est encore en cours, mais on peut déjà constater que, après une année record 2024 avec un ajout de 156 MW de puissance photovoltaïque, le résultat officiel pour l'année 2025 sera dans le même ordre de grandeur, voire supérieur, comme le laissent entrevoir les chiffres publiés sur energieaueur.lu (+160 MW). Ces deux records successifs, portés également par l'essor de nombreuses petites centrales sur surfaces imperméables, contribuent à rapprocher le pays d'une trajectoire conforme à l'objectif 2030 du PNEC. Comme convenu entre les trois ministères, le résultat de cette analyse sera partagé lors des concertations préalables au lancement d'un prochain appel d'offres.

Évolution du marché de l'emploi dans le secteur des technologies de l'information au Luxembourg | Question 3525 (23/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Ben Polidori (LSAP)

Des statistiques récentes de l'ADEM relatives à l'évolution du chômage et des offres d'emploi dans le secteur des technologies de l'information mettent en évidence une dégradation marquée de la situation de l'emploi au Luxembourg. Après plusieurs années caractérisées par une forte pénurie de main-d'œuvre et un nombre élevé de postes vacants, le marché connaît depuis 2022 une diminution significative des offres d'emploi, parallèlement à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Cette évolution s'explique notamment par une réorganisation des stratégies des entreprises, qui internalisent certaines fonctions IT au sein de centres de compétences délocalisés dans des pays où la main-d'œuvre est moins onéreuse, tels que l'Inde, le Maroc, la Pologne ou la Roumanie, et qui orientent leurs recrutements vers des profils très expérimentés, rendant l'accès au marché plus difficile pour les profils juniors et les jeunes diplômés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement peut-il préciser les principales raisons du retournement du marché de l'emploi dans le secteur IT au Luxembourg ?

2) Quels métiers et profils IT sont actuellement les plus touchés par cette évolution ?

3) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'impact des stratégies de délocalisation sur le décalage entre l'offre et la demande de compétences IT au Luxembourg ?

4) De quelle manière les personnes concernées, en particulier les demandeurs d'emploi et les jeunes diplômés, sont-elles informées de l'évolution du marché et des compétences recherchées ?

5) Quelles formations d'upskilling sont prévues ou mises en place afin de renforcer l'employabilité des personnes concernées dans le secteur IT ?

Réponse (13/02/2026) de M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1) Les données de l'ADEM montrent qu'après plusieurs années caractérisées par une pénurie de main-d'œuvre et un nombre particulièrement élevé de postes vacants, le secteur des technologies de l'information connaît, depuis 2022, un retournement marqué de la conjoncture.

Les offres d'emploi déclarées à l'ADEM témoignent d'une diminution progressive et marquée des postes IT au Luxembourg depuis 2022. Les offres vacantes pour les métiers ROME M18 (informaticiens) sont ainsi passées de 1.690 en fin d'année 2022 à seulement 454 en décembre 2025 (soit un delta de -1.236 postes). Cette baisse touche à la fois les métiers du développement informatique, de l'administration des systèmes, de l'expertise technique, ainsi que les fonctions de pilotage de projets et de consultance IT. (voir réponse question 2)

Alors que les offres d'emploi diminuent, le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles se déclarant en recherche dans les métiers IT, notamment dans les familles de métiers M1801, M1805 et M1806, augmente fortement depuis 2023.

Pour mieux comprendre ce retournement du marché, l'ADEM a publié, en juin 2025, une étude spécifique sur les évolutions et tendances récentes dans le domaine de l'informatique. Pour compléter l'analyse sur ses données chiffrées, l'ADEM a mené une enquête qualitative auprès de quelques sociétés actives dans les services de Programmation et de Conseil informatique et d'autres acteurs clés en informatique (voir zoom emploi). Ces sociétés du secteur J62 apparaissent comme les plus impactées par ces évolutions récentes.

Le revirement du marché IT s'explique par une conjonction de différents facteurs, traduisant la complexité du marché de l'emploi, notamment dans le domaine informatique. Les éléments de réponses apportés dans l'étude ne sauraient toutefois être généralisés à l'ensemble des entreprises, les enjeux quant à l'évolution de l'activité depuis 2022-2023 étant différents d'une entreprise à l'autre.

ad 2) Selon les données de l'ADEM, il apparaît que l'ensemble des métiers d'Informaticiens (famille ROME M18) est concerné par un déséquilibre entre, d'une part, une baisse progressive des postes à pourvoir, et d'autre part, une augmentation marquée du nombre de personnes en recherche d'emploi dans ces domaines.

Les métiers les plus touchés par cette évolution sont les suivants :

– M1801 – Administration de systèmes d'information
Ce métier regroupe les appellations d'administrateurs (bases de données, serveurs, réseaux, sécurité ou système informatique).

On observe une hausse très rapide du nombre de demandeurs d'emploi à partir de 2023, alors que les

offres d'emploi, initialement stables, commencent à diminuer progressivement au cours de la même période.

– M1802 – Expertise et support technique en systèmes d'information

Ce métier inclut l'architecture systèmes et réseaux, la cybersécurité, et l'audit informatique.

Depuis 2023, on constate une hausse continue du nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles ayant choisi ce métier M1802 comme premier métier recherché. Dans le même temps, le nombre de postes déclarés auprès de l'ADEM s'inscrit dans une dynamique baissière. Toutefois, le nombre d'offres d'emploi dans ce métier est reparti à la hausse en 2025.

– M1803 – Direction des systèmes d'information

Les fonctions de direction IT sont également touchées, bien que le volume d'offres d'emploi y soit historiquement faible. Le nombre de demandeurs d'emploi est en nette augmentation depuis mi-2024, alors que l'offre reste très limitée, oscillant entre 10 et 20 postes vacants au dernier trimestre 2025.

– M1805 – Études et développement informatique

Ce groupe constitue le plus grand volume du secteur IT, incluant notamment les appellations d'analystes et de développeurs informatiques, ainsi que de chefs de projets informatiques.

Après une forte croissance jusqu'au milieu de l'année 2022, les offres d'emploi connaissent une baisse continue, tandis que la demande repart nettement à la hausse à partir de la même période pour atteindre près de 1.200 personnes à la recherche d'un emploi fin 2025. Ce métier présente aujourd'hui le déséquilibre le plus marqué du secteur, tant en raison du volume que de l'écart croissant entre offre et demande.

– M1806 – Conseil et maîtrise d'ouvrage en systèmes d'information

Les métiers du conseil IT, de la coordination de projets ou encore de l'architecture fonctionnelle de systèmes d'information suivent une dynamique similaire à celle observée dans les études et le développement informatique. À la suite du pic d'activités en 2022, on observe une diminution continue du nombre d'offres d'emploi déclarées auprès de l'ADEM. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi n'a cessé d'augmenter.

Impacts sur la pénurie des métiers

Malgré la forte diminution du nombre de postes vacants déclarés à l'ADEM, le métier M1805 faisait toujours partie de la liste 2025 des métiers très en pénurie. Le déséquilibre entre les postes vacants et les demandeurs d'emploi disponibles auprès de l'ADEM restait suffisamment important. Les métiers M1801 et M1802 sont également restés sur cette liste.

En revanche, la dénomination M1806 en est sortie en 2025. Bien que cette profession restait en tension, le déséquilibre entre candidats et postes ne suffisait plus pour respecter les critères de la catégorie « très en pénurie ».

Pour rappel, la liste des métiers très en pénurie 2026 sortira courant mars prochain.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois suit ce phénomène à travers plusieurs stratégies centrées sur les compétences numériques, la souveraineté technologique et l'analyse des besoins du marché du travail.

La stratégie « Gouvernement numérique 2026-2030 », élaborée conjointement par le Ministère de la

Digitalisation et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), a été adoptée par le Conseil de Gouvernement le 17 décembre 2025. Cette stratégie marque une nouvelle étape dans la transformation digitale du Luxembourg. Elle s'articule également avec les stratégies et politiques nationales en cours d'implémentation en matière de données, d'intelligence artificielle et de technologies émergentes, talents ou inclusion numérique, afin d'assurer une cohérence et une harmonisation avec les initiatives en cours. Les politiques publiques se concentrent surtout sur la montée en compétences locale et l'anticipation des transformations liées au numérique.

ad 4) Les personnes concernées, et plus particulièrement les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans, sont informées de l'évolution du marché de l'emploi et des compétences recherchées par différents canaux mis en place par l'ADEM. Depuis le mois de septembre, l'ADEM a renforcé son dispositif d'information à destination des jeunes demandeurs d'emploi.

Dès leur inscription, ceux-ci sont systématiquement convoqués à des ateliers dédiés au marché de l'emploi. Ces ateliers présentent les tendances actuelles et perspectives du marché de l'emploi luxembourgeois, avec un focus particulier sur les secteurs en tension et les compétences les plus demandées.

Ces sessions visent à sensibiliser les demandeurs d'emploi aux réalités du marché, à améliorer leur compréhension des attentes des employeurs et à les aider à adapter leurs choix d'orientation, de formation ou de reconversion. Elles contribuent également à une meilleure préparation à l'insertion professionnelle, en tenant compte de l'évolution rapide des métiers et des compétences requises.

Ce dispositif s'inscrit dans une démarche globale de l'ADEM visant à renforcer l'employabilité, l'activation précoce et l'adéquation entre l'offre et la demande de travail, en particulier pour les jeunes diplômés entrant sur le marché de l'emploi.

ad 5) Afin de renforcer l'employabilité des demandeurs d'emploi dans le secteur ICT, l'ADEM a développé une offre d'upskilling reposant sur des partenariats structurés avec des acteurs clés de la formation au Luxembourg, notamment le Digital Learning Hub, le CNFPC et les chambres professionnelles.

Le partenariat avec le Digital Learning Hub, a permis aux demandeurs d'emploi d'accéder à un large catalogue de formations numériques, en grande partie gratuites ou à tarif réduit, couvrant notamment l'intelligence artificielle, la programmation, l'analyse de données et la cybersécurité. En 2025, plus de 3.000 participations de demandeurs d'emploi ont été enregistrées par l'ADEM dans le cadre de ces formations professionnelles continues auprès du Digital Learning Hub.

De plus, suite à l'annonce en novembre 2025 par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Digital Learning Hub, ce partenariat sera par ailleurs renforcé en 2026 suite au lancement des trois académies spécialisées en Données et IA, Cybersécurité et Quantum computing, avec un nombre de places réservées aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Les trois académies s'inscrivent dans le cadre de l'initiative stratégique « Accélérer la souveraineté numérique 2030 » du Gouvernement luxembourgeois, qui fait partie intégrante de l'accord de coalition 2023-2028 et s'aligne sur la feuille de route européenne de la Décennie numérique. Les débouchés professionnels de ces trois académies figurent sur la liste des métiers très en pénurie recensés dans le domaine de l'information et de la

communication (ICT). Les trois académies s'adressent tant aux professionnels de l'ICT souhaitant se spécialiser (upskilling), qu'aux jeunes diplômés désireux d'accéder rapidement au marché du travail avec une spécialisation ciblée, ainsi qu'aux personnes en reconversion professionnelle visant le développement de compétences en ICT (reskilling).

En 2026, l'ADEM poursuit sa collaboration étroite avec le CNFPC, notamment à travers le déploiement de formations ciblées dans le domaine des technologies de l'information, telles que Data Analyst, Data Scientist et Business Analyst, afin de répondre aux besoins en compétences identifiés sur le marché du travail.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une approche orientée compétences, visant à accompagner l'adaptation des profils IT et non IT aux évolutions technologiques et à soutenir une employabilité durable.

Situation et fonctionnement de la société Luxair | Question 3527 (23/01/2026) de M. Dan Hardy | M. Michel Lemaire (ADR)

D'Luxair, déi national Fluchgesellschaft vum Grand-Duché un där och de Lëtzebuurger Staat bedeelegt ass, spillt eng wichteg wirtschaftlech, strateegesch an och symbolesch Roll fir d'Land. D'Qualitéit vum Service, d'Sécherheet, d'Zouverlässegkeet an d'Governance vun där Gesellschaft sinn domat vun éffentlechem Interesse. An deene leschte Méint goufen an de Meedie reegelméisseg Tëscheffäll bei der Luxair thematiséiert. Gläichzäiteg huelen d'Reckmeldunge vu Clienten zou, déi feststellen, datt d'Qualitéit vum Service sech verschlechtert huet: Och bei der Organisatioun an der Kommunikatioun kënnst et ëmmer méi dacks zu Reklamatiounen. Zousätzlech zirkuléieren och Indikatiounen iwwert eng gewëssen Onzefriddenheet bannent der Luxair selwer.

An deem Zesammenhang wëlle mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert de Staat, als Aktionär, d'Entwécklung vun der operationeller Qualitéit a vum Service um Client bei der Luxair an de leschte Joren?
2. Leien der Madamm Minister Informatiounen aus internen Erhiewungen oder aner Rapporte vir, déi Aussoen iwwer d'Zefriddenheet an de soziale Klima beim Personal vu Luxair erlaben? Falls jo, wéi huet sech déi Situatioun an de leschte Joren entwéckelt?
3. Kann d'Madamm Minister an deem Sënn confirméiere respektiv dementiéieren, datt et bei der Luxair Indikatiounen vu verstärkter interner Onzefriddenheet oder Spannunge gëtt, an de Fall gesat, wéi reagiert si dorop?
4. Am Kontext vu wirtschaftlechem Drock a Käschterreduktiounen stellt sech d'Fro, ob an deene leschte Jore Moosnamen ëmgesat goufen, déi sech direkt oder indirekt op d'Qualitéit vum Service, d'Maintenance, d'Aarbechtskonditiounen oder d'Organisatioun ausgewierkt hunn?
5. Wéi gëtt aus Siicht vum Staat als Aktionär séchergehalt, datt d'Governance an d'strateegesch Féierung vun der Luxair den Erwaardunge vun de Passagéier, de Mataarbechter an dem éffentlechen Interessi och an Zukunft gerecht ginn?

Réponse (23/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zur Fluchgesellschaft Luxair.

Et sief rappeléiert, dass Luxair eng kommerziell Gesellschaft ass, déi sech an engem internationalen

haarde Konkurrenzëmfeld beweegt, an net am deegleche Betrieb duerch Instruktioune vun der Regierung gesteiert gétt, och wann de Staat ee vun den Aktiounären ass. Déi strategesch Entscheedunge vum Verwaltungsrot an déi operationell Decisioune vun der Direktioun, ginn am laangfristegen Interessi vun de Passagéierinnen a Passagéier a vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter getraff.

Follgend Informatiounen goufe vun der Luxair un de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwermittelt.

ad 1. D'Luxair investéiert konsequent an d'Qualitéit, an dat op allen Niveauen: an d'Flott, an de Confort fir d'Passagéierinnen an d'Passagéier, an d'Sécherheet, mee virun allem och an d'Mënschen, déi d'Entreprise ausmachen.

Verspéidunge sinn zum groussen Deel op Wiederkonditiounen oder op Restriktiounen vum Fluchverkäiersmanagement zeréckzeféieren. Dat si Faktoren, déi all Fluchgesellschaften gläichermoossen treffen a sech net verhénnere loosse.

Et ass wichteg kloer ze soen, datt eng Fluchgesellschaft d'extern Afloss op hir Operatioun net kontrolléiere kann, an dofir kloer Prozedure suivéiert, fir dass d'Sécherheit ëmmer als éischt Prioritéit garantéiert bleift.

ad 2. an 3. Op sozialem Niveau huet Luxair Ufank 2025 erfollegräich d'Erneuerung vum Kollektiv-aarbechtsvertrag ofgeschloss. Dese Kollektivvertrag steet och am Verglach mat aneren europäesche Fluchgesellschaften op engem ganz héijen Niveau. Dat reflektéiert sech och an der Attraktivitéit vun der Firma um Aarbechtsmarché: all Joer ginn e puer honnert nei Mataarbechterinnen a Mataarbechter agestellt, a Luxair bleift e gefrotene a stabillen Employeur. Dat huet sech och rezent nees confirméiert andeem, dass dese Januar bekannt gouf, dass Luxair 2025 deen attraktivsten Employeur zu Lëtzebuerg ass.

ad 4. De wirtschaftlechen Drock ass real: héich Energiepräisser, steigend Käschte bei Ersatzdeeler an externen Déngschtleeschungen, an zousätzlech en ëmmer méi héije regulatorischen Drock duerch europäesch an international Virschreften, déi zu Recht héich Sécherheits- a Qualitätsufoerderungen stellen.

Luxair investéiert geziilt an hir Flott. Déi nei Generatioun vun de Fligere ass operativ dättelech méi ekonomesch, mat muer Verbrauch, méi Effizienz an enger moderner Technologie. Dat erlaabt et, Käschten ze reduzéieren, ouni un der Qualitéit oder un der Sécherheet ze spueren. D'Zil ass kloer, wirtschaftlech Stabilitéit an Effizienz mat enger héijer Qualitéit an enger staarker Clientorientéierung ze verbannen.

Wat d'Maintenance ugeet, ass d'Positioun ganz kloer: Luxair spuert net op der Sécherheet an net op der Maintenance. Am Géigendeel. Et gétt konsequent investéiert, a Personal, an neit Tooling, a modern Infrastruktur wéi zum Beispill den neien Hangar an an d'Weiderqualifizéierung. D'Entreprise ass aktiv um Rekrutéieren, och am Hibleck op déi nei Fligere, déi an de kommende Méint a Jore bei Luxair an d'Flott kommen.

Gläichzäiteg investéiert Luxair geziilt an d'Qualitéit, souwuel am Airlinegeschäft wéi och am Tour Operator Geschäft. D'Entreprise bleift engagéiert, fir héich Service- a Produktstandarden unzëbidde, d'Clientserfahrung kontinuierlech ze verbessere an d'Mark Luxair als Qualitätsreferenz um Maart ze positionéieren.

ad 5. D'Governance an d'strategesch Féierung vu Luxair baséieren op enger kloer definéierter

Rollentrennung tëscht Verwaltungsrot an Direktioun. De Verwaltungsrot setzt de strategesche Kader, iwwerwaacht d'Ëmsetzung an assuréiert d'Kontroll, während d'Direktioun d'operativ Verantwortung dréit. Dëst garantéiert eng stabill, professionell a laangfristeg Orientatioun.

Strategesch Entscheedungen ginn am Kader vu Méi-Joer-Pläng geholl, déi Sécherheet, wirtschaftlech Stabilitéit, Servicequalitéit an d'Roll vun der Airline fir d'Connectivitéit vum Land berücksichtegen. D'Erwaardungen vun de Passagéier stinn dobäi am Zentrum: Zouverlässigkeet, Sécherheet, Qualitéit an Nohaltegkeet.

Zousätzlech ënnerläit Luxair enger strenger externer Regulatioun an Iwwerwachung duerch national an international Autoritéiten, wat Sécherheet, Compliance an operationell Qualitéit permanent ofsécher.

Prise en charge des patients atteints de brûlures graves au Luxembourg | Question 3528 (23/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Zurzeit gibt es in Luxemburg kein auf Verbrennungen spezialisiertes Krankenhaus. Wenn auch die Erstversorgung in unseren Kliniken gesichert wird, ist bei Patienten mit schweren bis lebensgefährlichen Verbrennungen eine schnellstmögliche Behandlung in spezialisierten Zentren unerlässlich für die bestmöglichen Genesungschancen.

Vor diesem Hintergrund richte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit:

1. Bestehen hierzulande Statistiken über Patienten mit schweren Brandverletzungen und diesbezügliche Todesopfer?

2. Werden Patienten mit schweren Brandverletzungen in spezialisierte Zentren überführt? Innerhalb welcher Fristen?

3. Mit welchen spezialisierten Zentren im Ausland bestehen Abmachungen zur Behandlung von Brandopfern aus Luxemburg?

Réponse (03/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Im Jahr 2024 übernahm die nationale Gesundheitskasse in Luxemburg die Kosten für 44 Krankenhausaufenthalte, die aufgrund schwerer Brandverletzungen⁵ erforderlich waren. ↑

Zwischen 2015 und 2024 wurden im Register der Todesursachen 24 Todesfälle aufgrund schwerer Verbrennungen erfasst (davon 13 in den letzten fünf Jahren (2020–2024):

- 18 Unfalltote durch direkten Kontakt mit Flammen
- 3 Selbstmorde durch Kontakt mit Flammen
- 1 Todesfall aufgrund von Körperverletzungen, die zu schweren Verbrennungen führten
- 1 tödlicher Autounfall, der zu schwerwiegenden Verbrennungen führte
- 1 Selbstmordverdacht durch Kontakt mit Flammen.

ad 2. Patienten mit schweren Brandverletzungen werden, da es in Luxemburg kein entsprechendes Zentrum gibt, sofern erforderlich zur Behandlung in spezialisierte Einrichtungen im Ausland überführt. Die Verlegung erfolgt, unter Berücksichtigung des Zustands des Patienten und der logistischen Möglichkeiten, zum schnellstmöglichen Zeitpunkt.

⁵ Ein Krankenhausaufenthalt aufgrund schwerer Brandverletzungen wird anhand der Hauptdiagnose gemäß ICD10CM sowie unter Berücksichtigung des Patientenalters, der Lokalisation und des Schweregrades der Verletzungen sowie der Dauer des stationären Aufenthalts identifiziert.

ad 3. Es bestehen für die Behandlung von Patienten mit schweren Brandverletzungen aus Luxemburg mit verschiedenen ausländischen Einrichtungen Abmachungen, darunter das Universitätsklinikum Lüttich oder das Krankenhaus in Metz.

Usage de technologies d'IA luxembourgeoises par des autorités étrangères | Question 3529 (23/01/2026) de M. Yves Cruchten | M. Ben Polidori (LSAP)

Des médias internationaux ont récemment rapporté que le « Department of Homeland » (DHS) des États-Unis a conclu un contrat de plusieurs années avec l'entreprise canadienne Hootsuite pour la fourniture de solutions de gestion et de surveillance des réseaux sociaux. Ce contrat inclurait l'utilisation du logiciel Talkwalker, un outil d'analyse et de « social listening » fondé sur l'intelligence artificielle, développé au Luxembourg. Cette technologie, aujourd'hui intégrée dans l'offre de Hootsuite à la suite du rachat de Talkwalker en 2024, serait mise à la disposition à l'agence « Immigration and Customs Enforcement » (ICE) dont les activités soulèvent régulièrement de majeures préoccupations au regard du respect des droits fondamentaux et de la protection des données.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement est-il informé de l'utilisation par le DHS et/ou ICE d'un logiciel d'intelligence artificielle développé au Luxembourg, en l'occurrence Talkwalker, dans le cadre de programmes de surveillance des réseaux sociaux liés au contrôle migratoire ou à la sécurité intérieure des États-Unis ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'engager un dialogue avec l'entreprise concernée Hootsuite, ou bien avec les États-Unis, afin de s'assurer que l'utilisation de technologies issues du Luxembourg respecte les standards européens en matière de droits fondamentaux, de non-discrimination et de protection des données personnelles ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il, à ce stade, d'une analyse des risques éthiques, juridiques et en matière de droits fondamentaux liés à l'exportation ou à l'utilisation, par des autorités étrangères, de systèmes d'IA développés au Luxembourg à des fins de surveillance, en particulier lorsque ces systèmes peuvent affecter des personnes migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées ?

4) Les autorités luxembourgeoises ont-elles été consultées ou informées lors du rachat de Talkwalker par Hootsuite en 2024, notamment quant aux usages sensibles de la technologie ?

5) Le Gouvernement estime-t-il que l'utilisation de Talkwalker par des autorités étrangères telles que le DHS ou l'ICE serait compatible avec les principes du RGPD, notamment en matière de finalité, de proportionnalité et de minimisation des données ?

6) Le Gouvernement considère-t-il que les usages évoqués relèveraient de systèmes d'IA à haut risque au sens du futur règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act), et quelles en seraient les conséquences ?

7) Le Gouvernement estime-t-il que les entreprises développant des technologies d'IA au Luxembourg devraient être soumises à un devoir de vigilance renforcé lorsque leurs produits sont utilisés par des autorités impliquées dans des pratiques controversées ?

8) Existe-t-il des mécanismes de suivi ou d'alerte lorsque des technologies développées au Luxembourg sont utilisées dans des contextes susceptibles de porter atteinte aux droits fondamentaux ?

9) Le Gouvernement considère-t-il que l'utilisation de technologies développées au Luxembourg à des fins de surveillance migratoire par des autorités étrangères est compatible avec la stratégie nationale en matière d'IA responsable et éthique ?

10) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour éviter que le Luxembourg ne soit perçu comme un pôle de développement de technologies de surveillance intrusive ?

11) Le Gouvernement envisage-t-il de proposer, au niveau européen, un encadrement renforcé de l'exportation de technologies d'IA de surveillance, en particulier lorsqu'elles concernent des populations vulnérables ?

12) Le Gouvernement a-t-il connaissance d'autres États qui utilisent des technologies développées au Luxembourg aux fins de surveillance numérique de leurs citoyens ? Dans l'affirmative, de quelles technologies et de quels États s'agit-il ?

Réponse (02/03/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Non.

ad 2) Le Gouvernement est d'avis que les cadres actuellement en place et en cours de mise en œuvre garantissent le respect des standards européens mentionnés.

ad 3) Dans l'Union européenne, y compris au Luxembourg, le règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act) est d'application. L'un de ses objectifs est de promouvoir l'adoption d'une intelligence artificielle axée sur l'humain et digne de confiance, tout en garantissant un niveau élevé de protection de la santé, de la sécurité et des droits fondamentaux. Pour cela, le règlement fixe des règles harmonisées concernant la mise sur le marché, la mise en service et l'utilisation de systèmes d'IA dans l'Union européenne.

Certains systèmes d'IA destinés à être utilisés dans un contexte de migration, d'asile et de gestion des contrôles aux frontières sont considérés comme étant à haut risque.

Il appartient aux autorités nationales de surveillance du marché, et de l'autorité coordinatrice CNPD, d'apprécier la conformité d'un système d'IA, y compris à haut risque, aux dispositions du règlement sur l'intelligence artificielle.

ad 4) Le Luxembourg a appliqué un mécanisme national de contrôle des investissements directs étrangers dans le cadre du rachat de Talkwalker par Hootsuite en 2024. En ce qui concerne des usages sensibles de la technologie de Talkwalker, les autorités luxembourgeoises ne disposaient d'aucune information.

ad 5) La réponse à cette question requiert une analyse approfondie de l'applicabilité des principes pertinents, fondée sur une situation factuelle clairement définie et tenant compte des caractéristiques propres au système concerné.

Il appartient aux autorités de protection des données en Europe – et, au Luxembourg, à la Commission nationale pour la protection des données d'apprécier la conformité d'un traitement de données à caractère

personnel avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD).

ad 6) Comme indiqué ci-avant, le règlement européen sur l'intelligence artificielle fixe des règles harmonisées concernant la mise sur le marché, la mise en service et l'utilisation de systèmes d'IA dans l'Union européenne.

Conformément à l'AI Act, il appartient aux autorités de surveillance du marché de déterminer si un système d'IA tombe dans son champ d'application et s'il doit être considéré comme étant à haut risque.

ad 7) La question de la vigilance est une question très importante et toute entreprise développant des technologies d'IA au Luxembourg est contrainte de respecter toute la législation européenne et nationale applicable, y compris les règles établies par l'AI Act.

Le Gouvernement défend une approche responsable et proportionnée basée sur un cadre juridique clair et cohérent, afin de soutenir l'innovation tout en garantissant un usage éthique des technologies.

ad 8) Comme indiqué ci-avant, toute technologie développée au Luxembourg doit respecter la législation européenne et nationale applicable. La surveillance du respect de ces dispositions est effectuée par les autorités compétentes respectives.

ad 9) La stratégie nationale luxembourgeoise en matière d'intelligence artificielle vise à promouvoir le développement et l'adoption d'une intelligence artificielle centrée sur l'humain et digne de confiance, tout en garantissant un niveau élevé de protection de la santé, de la sécurité et des droits fondamentaux, conformément au règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act) mentionné ci-avant. Comme indiqué précédemment, toute technologie développée au Luxembourg doit respecter la législation européenne et nationale applicable.

ad 10) Le Luxembourg suit de près les réflexions et discussions dans les fora multilatéraux à ce sujet, notamment au sein de l'Union européenne. Depuis début 2025, le Luxembourg participe au Processus de Pall Mall lancé par la France et le Royaume-Uni en 2024 qui vise à lutter contre la prolifération et l'usage irresponsable des capacités d'intrusion cyber disponibles sur le marché. Le Ministère des Affaires étrangères a mis en place un sous-groupe de travail sur la technologie et les droits humains où cette question peut être thématifiée.

ad 11) Le Gouvernement note que les cadres seront substantiellement renforcés avec l'application de l'AI Act et de sa mise en œuvre en droit national du AI Act, notamment en ce qui concerne les pratiques interdites de mise sur le marché européen. Sous l'article 5, l'AI Act interdit huit pratiques, notamment l'exploitation nocive des vulnérabilités fondée sur l'IA, la reconnaissance des émotions sur les lieux de travail et dans les établissements d'enseignement ou encore la catégorisation biométrique pour déduire certaines caractéristiques protégées.

ad 12) Le Gouvernement n'a pas de telles connaissances.

Indemnisation des détentions préventives injustifiées | Question **3530** (26/01/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 30 décembre 1981 prévoit qu'un droit à réparation peut être accordé à toute personne ayant fait l'objet d'une détention préventive de plus de trois jours, à condition que cette privation de liberté n'ait pas été provoquée par sa propre faute et qu'elle ait

abouti à une décision définitive de non-lieu, d'acquiescement ou à l'extinction de l'action publique par prescription.

La réparation vise à compenser le préjudice moral et matériel subi par la personne concernée. L'indemnisation, décidée par le Ministre de la Justice, repose sur un avis motivé d'une commission spéciale. Ce calcul prend notamment en compte les conditions personnelles du détenu ainsi que les pertes économiques, en particulier en lien avec la vie professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de demandes de réparation ont été introduites au cours des cinq dernières années ?

2) Quelle est la ventilation de ces demandes selon les trois hypothèses légales : non-lieu, acquiescement ou extinction de l'action publique ?

3) Quelles durées de détention préventive sont principalement concernées ? Des cas de détention dépassant les six mois ou un an sont-ils recensés ?

4) Quel est actuellement le montant forfaitaire journalier appliqué par la commission ? Ce montant est-il systématiquement modulé, et sur quelle base ?

5) Quels sont les éléments justificatifs exigés pour établir le préjudice matériel ? Des refus ont-ils été motivés par l'absence ou l'insuffisance de telles pièces ?

6) Combien de décisions ministérielles ont donné lieu à un recours en fixation de créance contre l'État devant les juridictions ? Et dans combien de cas les tribunaux ont-ils accordé un montant supérieur à celui fixé par le ministère ?

7) Existe-t-il une harmonisation ou une comparaison européenne en matière d'indemnisation des détentions injustifiées ? Le Gouvernement envisage-t-il une évaluation ou une révision de la loi du 30 décembre 1981 à la lumière des standards européens actuels ?

Réponse (25/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Tableau ↑

ad 3) Tableau ↑

ad 4) La commission fixe, en équité (ex aequo et bono), le montant forfaitaire journalier à octroyer, en tenant compte de la gravité du préjudice moral et matériel subi. Il n'existe pas de barème.

ad 5) La commission vérifie si la personne sollicitant une indemnisation a subi une perte de ressources financières en raison de la détention préventive injustifiée. Lorsque l'intéressé exerçait une activité professionnelle au moment de son arrestation, il lui est demandé de produire les fiches de salaire des trois derniers mois précédant la détention. Si les pièces sont versées, la commission accorde le préjudice matériel.

ad 6) Depuis 2021, il y a eu cinq recours en fixation de créance contre l'État devant les juridictions.

Dans deux cas, les tribunaux ont accordé un montant supérieur à celui fixé par le ministère.

ad 7) Il n'existe actuellement pas d'harmonisation ou de comparaison européenne en matière d'indemnisation de détention préventive inopérante. Cependant, l'octroi de l'indemnisation pour détention préventive inopérante et la procédure sont sensiblement les mêmes que dans nos pays voisins comme la France et la Belgique.

Une révision de la loi du 30 décembre 1981 n'est actuellement pas prévue.

Indemnisation des victimes d'infractions violentes | Question 3531 (26/01/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La loi du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction permet aux victimes d'actes de violence intentionnels d'introduire une demande d'indemnisation auprès de la commission d'indemnisation instituée auprès du Ministère de la Justice.

Le droit à indemnisation s'applique tant aux faits commis sur le territoire luxembourgeois qu'à ceux survenus à l'étranger, sous certaines conditions. Le dommage subi doit entraîner un trouble grave dans les conditions de vie, qui peut notamment résulter d'une perte ou d'une diminution de revenus, d'un accroissement des charges ou de dépenses exceptionnelles, d'une incapacité à exercer une activité professionnelle, d'une perte d'année scolaire, d'une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, d'un dommage moral ou esthétique, ou encore de souffrances physiques ou psychiques.

L'indemnité n'est due par l'État que dans la mesure où une indemnisation effective et suffisante ne peut être obtenue de l'auteur de l'infraction ou d'un tiers. Elle peut également être refusée ou réduite lorsque la commission estime que le comportement de la victime lors des faits, ou ses relations avec l'auteur, justifient une telle décision.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de demandes d'indemnisation ont été introduites auprès de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions au cours des cinq dernières années ?
- 2) Parmi celles-ci, combien concernent des faits commis à l'étranger, impliquant des victimes résidant au Grand-Duché ?
- 3) Combien de demandes ont été acceptées, rejetées ou sont actuellement en cours de traitement ?
- 4) Quels ont été les principaux motifs de rejet constatés au cours de la période considérée ?
- 5) Quelles ont été les principales infractions à l'origine de ces demandes ?
- 6) Quels montants ont été demandés et quels montants ont été octroyés ? Quel est le plafond d'indemnisation actuellement applicable ?
- 7) Dans combien de cas l'auteur de l'infraction était inconnu, introuvable ou insolvable ? Et dans combien de cas une indemnisation partielle versée par l'auteur a-t-elle été jugée insuffisante ?
- 8) Combien de recours en justice ont été introduits par les demandeurs suite à une décision défavorable du ministère ? Et quelles en ont été les issues ?
- 9) Le ministère dispose-t-il de données relatives à la prise en charge psychologique ou psychosociale des victimes ? Si oui, par quels canaux cette prise en charge est-elle principalement assurée ?
- 10) Le Gouvernement envisage-t-il une adaptation du cadre légal ou réglementaire relatif à l'indemnisation des victimes, en particulier en ce qui concerne les procédures transfrontalières ou les délais d'introduction des demandes ?

Réponse (02/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Parmi les demandes d'indemnisation qui ont été introduites auprès de la Commission d'indemnisation

des victimes d'infractions, une seule demande concerne des faits commis à l'étranger et impliquant des victimes résidant au Grand-Duché.

ad 3) Tableau ↑

ad 4) Les principaux motifs de rejet constatés au cours de la période considérée sont :

- Les conditions de gravité ne sont pas réunies : 13
- La demande n'a pas été introduite dans le délai prescrit par la loi : 8
- Une autre autorité a donné une indemnisation : 5
- Il n'est pas établi que le préjudice subi est le résultat de faits volontaires qui présentent le caractère matériel d'une infraction : 2

ad 5) Les principales infractions à l'origine de ces demandes sont : ↑

ad 6) L'évaluation des montants demandés et des montants octroyés repose sur une appréciation individualisée qui se base sur une méthodologie constante. En pratique, les sommes sollicitées varient selon les éléments propres à chaque dossier, tels que l'existence d'une expertise permettant de quantifier le préjudice, la présence d'un jugement ayant déjà fixé ou orienté l'évaluation, ou encore l'estimation réalisée par la victime, son mandataire ou son avocat. De même, les montants finalement accordés sont déterminés sur la base d'une analyse au cas par cas, tenant compte de la nature du dommage, de l'étendue du préjudice démontré et des pièces justificatives produites.

Le plafond d'indemnisation actuellement applicable est de 63.000 euros.

Il convient également de rappeler que l'indemnité n'est due par l'État que dans la mesure où une indemnisation effective et suffisante ne peut être obtenue de l'auteur de l'infraction ou d'un tiers.

ad 7) Dans 16 cas, l'auteur était inconnu.

Dans 5 cas, l'auteur était introuvable.

Dans 12 cas, l'auteur était insolvable. Dans 16 cas, l'auteur ne reçoit ni de salaire, ni de pension. Dans 6 cas, l'auteur n'a pas de revenu suffisant.

Dans 2 cas, l'auteur est décédé.

Dans 20 cas, une indemnisation partielle versée, respectivement une indemnisation échelonnée proposée par l'auteur a été jugée insuffisante.

ad 8) Depuis 2020, 4 recours ont été introduits dont 1 a été déclaré non fondé et les 3 autres affaires sont toujours en cours.

ad 9) Chaque victime obtient obligatoirement une fiche « infodroit » lorsqu'elle fait ses déclarations auprès de la police, voire auprès des autorités judiciaires. Cette fiche renseigne la victime de son droit d'obtenir une assistance psychologique ou psychosociale gratuite auprès de services d'assistance. Ces services sont assurés par le Service d'aide aux victimes du Parquet général, pour toutes les victimes, et par d'autres services d'assistance spécialisés, par exemple, en matière de violences sexuelles, violences domestiques, traite des êtres humains, etc.

Les données relatives à la prise en charge psychologique ou psychosociale des victimes dont dispose le Ministère de la Justice peuvent être trouvées dans les différents rapports d'activité.

ad 10) Au niveau européen, la refonte de la directive sur le droit des victimes est sur le point d'être formalisée. Dans le cadre des travaux de transposition de la prédite directive, le cadre légal, voire réglementaire, actuel relatif à l'indemnisation des victimes sera adapté.

Résultats du baccalauréat européen dans les écoles internationales publiques luxembourgeoises | Question 3532 (26/01/2026) de Mme Francine Closener (LSAP)

Dans le cadre d'une comparaison européenne des résultats du baccalauréat européen, les établissements luxembourgeois se situent globalement en dessous de la moyenne : la moyenne européenne s'élève à 77,72 points sur 100, tandis que les écoles internationales luxembourgeoises affichent des résultats compris entre 65,81 et 72,44 points.

Parmi les 32 écoles participantes, Mondorf enregistre un score moyen de 65,81 points et occupe la dernière place du classement. L'EIDE suit avec 70,42 points, tandis que le Lënster Lycée atteint 71,12 points. L'École internationale Edward Steichen de Clervaux obtient un résultat légèrement supérieur avec 72,44 points.

Étant donné que toutes nos questions concernant les écoles européennes publiques n'ont pas trouvé de réponse lors de l'heure des questions du 20 janvier 2026, nous nous permettons, dans ce contexte, de soumettre à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes :

- Suite aux résultats présentés, quelles mesures de suivi le Gouvernement entend-il mettre en place afin d'analyser et d'évaluer les performances des écoles internationales publiques luxembourgeoises dans le cadre du baccalauréat européen ?

- Quels dispositifs de suivi et d'évaluation le ministère met-il en œuvre pour monitorer la performance des élèves des écoles internationales publiques ? Ce suivi inclut-il également l'analyse des parcours des anciens élèves, notamment leur taux de réussite dans l'enseignement supérieur ou dans les formations professionnelles ?

- Les formations initiales, les qualifications professionnelles et les types de contrats des enseignants exerçant dans les écoles internationales luxembourgeoises diffèrent-ils de ceux des enseignants des autres écoles européennes participant au même programme ? Dans l'affirmative, le Gouvernement estime-t-il que ces différences pourraient avoir une influence sur les résultats observés ?

- Un facteur susceptible de contribuer aux écarts de performance observés pourrait être le profil socio-économique des élèves, celui-ci étant en moyenne plus modeste dans les écoles internationales publiques luxembourgeoises que dans des établissements publics comparables à l'étranger. Dans ce contexte, le Gouvernement peut-il indiquer dans quelle mesure les dispositifs existant permettent de compenser les inégalités sociales et de garantir l'égalité des chances au sein de ces établissements ? Quels indicateurs et quels outils d'évaluation sont utilisés pour mesurer l'efficacité des mesures de soutien mises en place ?

Réponse (03/03/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La comparaison des seules moyennes obtenues au baccalauréat européen par les élèves des différentes écoles est un exercice périlleux.

À l'instar de PISA, toutes les études internationales montrent en effet que des facteurs externes liés au contexte socio-économique des familles contribuent largement aux résultats scolaires. Ainsi, le niveau d'enseignement des parents détermine-t-il leur



capacité à aider les enfants à la maison, à leur fournir des cours particuliers et à leur offrir l'accès à des activités culturelles pendant leurs loisirs. Le revenu détermine quant à lui les conditions matérielles dans lesquelles les enfants peuvent travailler à la maison (accès à un espace calme pour travailler, livres, ordinateur, etc.).

Or, force est de conclure à une grande hétérogénéité des populations scolaires dans les différentes écoles : les écoles dites « de type 1 » rassemblent principalement des enfants de fonctionnaires européens, dont le niveau d'enseignement est généralement élevé. Quant à la population scolaire des écoles européennes agréées, elle reflète plus fidèlement le tissu local dans lequel les écoles sont enracinées.

Il s'ensuit que l'établissement d'un ranking sur la base des seules moyennes obtenues à l'examen du bac n'a guère de sens. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle mon Ministère s'abstient à publier un tel ranking dans le contexte de l'examen de fin d'études secondaires.

Le rapport du baccalauréat européen fournit un feedback intéressant aux écoles. J'ai d'ailleurs invité les écoles luxembourgeoises à analyser leurs chiffres avec leur communauté scolaire, notamment en vue d'améliorer l'orientation des élèves dans le choix de leurs cours à options.

Dans le cadre du monitoring des épreuves standardisées, j'ai demandé au Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET), en collaboration avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), d'établir un rapport sur les performances des élèves des écoles internationales publiques, en les comparant notamment à une cohorte semblable dans l'enseignement traditionnel. Les premières analyses de cette étude montrent que les performances en mathématiques sont meilleures pour les élèves qui ont pu suivre le cours de mathématiques dans leur langue maternelle ou dans une langue qui leur est plus proche. Tous les résultats et analyses peuvent être consultés à l'adresse <https://epstan.lu/fr/ips-fr/>.

Le monitoring de la qualité des écoles publiques internationales se fait aussi au niveau européen : tous les trois ans, les écoles doivent se soumettre à un audit exhaustif réalisé par le Bureau central des écoles européennes. Le but de l'audit est :

- i. d'assurer la qualité de l'enseignement
 - vérifier que les programmes respectent les standards fixés par le système des écoles européennes ;
 - évaluer les méthodes pédagogiques et les résultats académiques (notamment le baccalauréat européen).
- ii. d'améliorer la gouvernance
 - examiner l'organisation interne, la prise de décision et la gestion administrative ;
 - identifier les dysfonctionnements éventuels.
- iii. de proposer des recommandations
 - formuler des pistes d'amélioration pour renforcer l'efficacité, la transparence et la performance de l'école.

Tous les audits réalisés jusqu'à présent se sont soldés par la recommandation de confirmer l'accréditation des écoles européennes agréées luxembourgeoises. Ils ont aussi donné aux différentes écoles des pistes pour progresser. Ils constituent ainsi un élément important sur le plan du développement scolaire et de l'assurance-qualité.

Mon Ministère n'effectue pas l'analyse des parcours des anciens élèves en ce qui concerne leur taux de réussite dans l'enseignement supérieur ou dans les formations professionnelles, ni pour les élèves issus

des écoles publiques internationales ni pour les élèves des lycées appliquant les programmes nationaux.

Dans les écoles publiques internationales luxembourgeoises interviennent d'une part des enseignants fonctionnaires luxembourgeois et d'autre part des enseignants internationaux qui ont eu accès à la fonction enseignante dans un pays européen, qui ont une expérience professionnelle d'au moins cinq ans et qui maîtrisent une des trois langues officielles du pays. Beaucoup d'entre eux peuvent se prévaloir d'une expérience professionnelle dans une des écoles européennes « de type 1 ».

Dans ces écoles européennes « de type 1 », qui sont gérées par le Bureau central des écoles européennes à Bruxelles, on retrouve des enseignants détachés par les États membres de l'Union européenne et des enseignants recrutés localement. Les qualifications des enseignants sont les mêmes, voilà pourquoi j'estime que ce facteur est sans influence sur les résultats observés.

Le challenge des écoles européennes agréées est de donner une chance à la réussite scolaire notamment aux élèves issus de l'immigration et qui ne parlent pas le luxembourgeois à la maison, ainsi qu'aux enfants qui sont amenés à changer de pays dans le contexte du lieu de travail de leurs parents. Lors des premières épreuves du baccalauréat européen, les écoles internationales publiques ont su montrer qu'elles remplissent leur mission : le taux de réussite au baccalauréat international était très élevé.

Ce taux de réussite élevé me réconforte d'autant plus dans ma décision de créer des écoles internationales publiques que les critères de réussite ne sont pas fixés dans mon Ministère, mais au niveau européen : les critères de réussite se basent sur un consensus au niveau européen de ce qui représente la réussite à un examen de fin d'études secondaires et qui donne accès aux études supérieures.

.....
Demandes de révision des condamnations pénales définitives | Question 3533 (26/01/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Les articles 443 à 447 du Code de procédure pénale prévoient la possibilité de demander la révision des jugements criminels ou correctionnels devenus définitifs. Cette procédure constitue un mécanisme exceptionnel, destiné à corriger d'éventuelles erreurs judiciaires, dans des cas où de nouveaux éléments de nature à faire naître un doute sérieux quant à la culpabilité du condamné sont apparus. Le droit de demander cette révision est attribué à plusieurs catégories de personnes, y compris le Ministre de la Justice, le condamné lui-même ou ses proches après son décès.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de demandes de révision furent introduites au cours des cinq dernières années ?
- 2) Parmi ces demandes, combien ont été introduites par le Ministre de la Justice ? Combien par des personnes condamnées ou leurs ayants droit ?
- 3) Combien de ces demandes ont été jugées irrecevables ou rejetées, et pour quels motifs principaux ?
- 4) Combien ont été déclarées recevables ? Quels étaient les éléments nouveaux ou les faits invoqués ?
- 5) Quelles ont été les décisions rendues par la Cour de cassation à l'issue de ces demandes ?

6) Dans combien de cas l'État a-t-il été condamné à verser des dommages-intérêts à des personnes ayant obtenu la révision de leur condamnation ?

Réponse (02/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Tableau ↑

ad 3) Sur l'ensemble des demandes en révision enregistrées depuis l'année 2021, la situation se présente comme suit :

- 25 demandes ont été déclarées irrecevables ;
- 6 demandes ont été rejetées ;
- 3 demandes demeurent, à ce jour, en suspens, les dossiers correspondants étant incomplets et ne permettant pas leur instruction en l'état ;
- 21 demandes sont en cours de traitement ;
- 2 demandes ont été transmises au Procureur général d'État, conformément aux dispositions de l'article 444, alinéa 2, du Code de procédure pénale ;
- 2 demandes ont été renvoyées afin de permettre leur introduction devant la juridiction compétente.

Les demandes déclarées irrecevables, toutes introduites par une seule et même personne, émanaient d'un requérant qui n'a jamais été reconnu auteur d'un crime ou d'un délit par une juridiction répressive, qualité requise par les dispositions de l'article 443 du Code de procédure pénale.

Les demandes ayant fait l'objet d'un rejet avaient été introduites sur le fondement de l'article 443, point 4°, du Code de procédure pénale. En l'absence de réunion des conditions strictement posées par cette disposition en l'espèce et après avoir pris l'avis de la commission prévue à l'article 444 du Code de procédure pénale, la Ministre de la Justice a conclu au rejet des demandes en révision précitées.

ad 4) Parmi l'ensemble des demandes introduites, une seule, fondée sur l'article 443, point 4°, du Code de procédure pénale, a été transmise par la Ministre de la Justice au Procureur général d'État aux fins voulues par l'article 444, alinéa 4, du même Code. À l'appui de celle-ci, la personne condamnée se prévalait, en tant que pièces inconnues lors des débats, de plusieurs décisions de justice rendues postérieurement au jugement de condamnation dont la révision était sollicitée.

Par ailleurs, deux demandes, introduites sur le fondement de l'article 443, point 5°, du Code de procédure pénale ont été transmises directement au Procureur général d'État en vue de saisir la Cour supérieure de justice, siégeant comme Cour de cassation, conformément aux dispositions de l'article 444, alinéa 2, du même Code.

ad 5) À l'issue des demandes qui ont été transmises au Procureur général d'État au cours des cinq dernières années, la Cour de cassation a rendu trois décisions.

Une demande a été déclarée recevable mais non fondée, tandis que deux demandes ont été jugées recevables et fondées : l'une a entraîné l'annulation des décisions contestées avec réparation du préjudice moral du demandeur, et l'autre a conduit à la rétractation d'un arrêt antérieur avec renvoi devant une formation autrement composée de la Cour.

Les deux décisions fondées ont été prononcées postérieurement à des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme constatant une violation de la Convention, situation dans laquelle la révision est de droit en vertu de l'article 443, point 5°, du Code de procédure pénale.

ad 6) En application de l'article 443, point 5°, du Code de procédure pénale, l'État luxembourgeois a été condamné à verser des dommages et intérêts à des personnes ayant obtenu la révision de leur condamnation dans une seule affaire, et ce, à hauteur de 5.000 euros à titre de réparation du préjudice moral et atteinte à la réputation.

.....
Podcast gouvernemental destiné aux travailleurs frontaliers allemands | Question 3534 (26/01/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Den Här Familljeminister huet viru Kuerzem e Podcast lancéiert, dee sech un déi däitsch Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen, rücht. Dës Initiativ ass Deel vum „Biergerpakt“ a weist drop hin, wéi eng Rechter a Flichten d'Grenzgänger hunn. Wéinst der Bedeitung vun de Grenzgänger fir déi national Wirtschaft schéngt et ubruecht, méi detailléiert Informatiounen iwwert dës Initiativ ze kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi wäert d'Regierung den tatsächlechen Impakt vun deem Podcast op d'Integratioun vun däitsche Grenzgänger moossen?
2. Wéi eng Indicateure kënnen benotzt ginn, fir ze evaluéieren, ob Grenzgänger hir Rechter a Flichten dank deem Podcast besser verstinn?
3. Wat sinn d'Grënn, firwat d'Regierung de Podcast-Format an net en anere Medium gewielt huet?
4. Wéi ee Budget gouf fir d'Produktioun vun deem Podcast virgesinn, a wat ass d'Begrënnung dofir?
5. Plangt d'Regierung änlech Initiative fir Grenzgänger aus anere Länner?
6. Wéi kann d'Regierung dofir suergen, dass déi Informatiounen fir all Grenzgänger zougänglech sinn, onofhängeg vun hirer Sprooch?
7. Wéi goufen d'Theeme fir de Podcast erausgesicht, a wéi gouf consultéiert?
8. Waren d'Grenzgänger selwer un der Konzeptioun vum Podcast bedeelegt?
9. Plangt d'Regierung, sensibel Theeme wéi Steieren oder Homeoffice transparent unzegoen?

Réponse (03/03/2026) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. an 2. Et läit an der Natur vun der Saach, dass de geneeën Impakt vun deem Podcast schwierig ze moossen ass, besonnesch wat d'Kenntnisser vun de Leit betrëfft. Donieft ass allerdéngs ze soen, dass et eent vun den Ziler vum Podcast ass, de Biergerpakt ze promovéieren, an d'Leit dozou ze beweegen sech anzeschreiwen. Deemno kënnen d'Umeldungen am Biergerpakt e vagen Indiz sinn, quitt dass hei natierlech och vill Facteure spille kënnen.

Des Weideren erméiglecht den Hosting-Service et, genee Statistiken dorüwer ze féieren, wéi oft an op wéi enge Plattformen all Episod vum Podcast gelauschtert gëtt. Sou sinn op den 3. Mäerz 2026 5 vun den insgesamt 7 Episode publizéiert ginn a si bis elo vun iwwer 2.000 Persounen gelauschtert ginn.

Hei ënnendréiner sinn déi gängeg Benchmarks fir Downloads an deenen éischte 7 Deeg no der Verëffentlechung, déi d'Performance vun engem Podcast aschätzen:

– ≥ 27–30 Downloads am Mëttelfeld (Top 50 % vun alle Podcasts).

– ≥ 100–110 Downloads: ~25 % vun de beschte Podcasts.

– ≥ 450–460 Downloads: Top 10 %.

– ≥ 1.000 Downloads: Top 5 % vun de Showen.

Bei ganz spezialiséierten Theeme sinn dës Benchmarks méi niddereg. Besonnesch am däitschsproochegen Raum leien etabléiert Corporate-Podcasts ongeféier bei 150–500 Downloads no 30 Deeg.

Op Basis vun deem Benchmark kann een also soen, dass Grenzgeschichten, an domat och d'Iddi vun engem Podcast fir Grenzgänger op Interessi stéisst a gutt ugeholl gëtt.

ad 3. De Format vum Podcast huet sech generell als e beléifte Medium duerchgesat, dee parallel zu aneren Aktivitéiten ka konsuméiert ginn. Well Grenzgänger vill Zäit op hirem Wee fir op d'Aarbecht an zeréck verbréngen, ass e Podcast als eng sënnvoll Offer consideréiert ginn. Ausserdeem soll de Podcast als eng Porte d'entrée fir Grenzgänger fir déi weider Offer vum Biergerpakt funktionéieren, déi an hire Formater vill méi breet opgestallt ass.

ad 4. De Budget fir d'Produktioun vum Podcast an d'Ausschaffe vun enger Kommunikatiounsstrategie huet 25.000 Euro kascht. Dozou kommen nach 1.500 Euro fir den Hosting an 2.600 Euro fir d'Publicitéit, wat e Gesamtmontant vun 29.100 Euro mécht.

ad 5. a 6. Et ass geplangt, eng franséisch Versioun vun Grenzgeschichten, déi déi selwecht Theeme behandelt, am Laf vun 2026 erauszebréngen. Et gëtt donieft och Iwwerleeungen, en engleschsproochegen Podcast ze produzéieren.

ad 7. an 8. Grenzgeschichten ëmfaasst insgesamt 7 Episoden. D'Theemen, déi behandelt ginn, si follgend:

- Aarbechtsgesetz, Kannergeld an Elterecongé (Episod 1)
- Pensioun a Sozialwälen (Episod 2)
- Ausbildungsméiglechkeeten a Studiebäihëlfelefen (Episod 3)
- Schengener Ofkommen an d'Originne vun der Grenzgängeraarbecht zu Lëtzebuerg (Episod 4)
- Sproochen an Interkulturalitéit am Aarbechtsalldag (Episod 5)
- Aarbechtsbedéngungen a Wuelbefanne vu Grenzgänger (Episod 6)
- Participatiounsméiglechkeeten vu Grenzgängerinnen zu Lëtzebuerg (Episod 7)

D'Theeme vum Podcast goufen vun de Koordinatoren vum Biergerpakt an Zesummenaarbecht mat Experten am Beräich vun der Groussregioun a Grenzgänger ausgeschafft. Am Virfeld vun der Produktioun goufen Echangë mam Dr. Christian Wille, Direkter vum Center for Border Studies gefouert, fir pertinent Theeme fir de Podcast ze definéieren. Den Dr. Christian Wille huet duerch seng Fuerschung zu den Theemen Groussregioun a Grenzgänger e grousst Wëssen, wat pertinent konnt benotzt ginn. Zudeem sief ugemierkt, dass béid Koordinatoren vum Biergerpakt eng Dokteraarbecht iwwer Grenzgänger zu Lëtzebuerg geschriwwen hunn, esou dass si och hiert Wëssen an hir Kontakter an deem Beräich pertinent konnten abrëngen.

D'Podcast-Agentur, déi fir d'Produktioun vum Podcast engagéiert gouf, huet ausserdeem am Virfeld eng SEO-Schlagnortanalyse duerchgefouert fir erauszefannen, wéi eng Theemen oft um Internet recherchéiert ginn am Bezuch op Grenzgänger an den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg. Esou sinn zum Beispill d'Theeme Famill a Studien nach nodréiglech bäigesat ginn.

Grenzgeschichten ass konzeptuell als e Mix vun Expertewëssen an authentesch Geschichten opgestallt

ginn. Grenzgänger waren net an der Konzeptiounsphas bedeelegt, si goufen awer zu verschiddenen Theemen befrot, an hir Temoignagé sinn an de Podcast mat agefloss.

Heidrënner d'Lëscht vun de Partner, déi interviewt goufen:

- Martine Mirkes (Juristin bei der CSL)
- Myriam Schank (Direktesch vun der Zukunftskeess)
- Patrice Oster a Michel Kremer (CNAP)
- Sylvain Hoffmann (Direkter vun der CSL)
- Vibeke Walter (GERO)
- Mirko Mazzi (mengstudien.lu)
- Marc Sinner (Directeur adjoint vum Service formation professionnelle, MENJE)
- Martina Kneip (Direktesch vum Schengen-Musée)
- Marie Feunteun-Schmit (Fuerscherin bei der IBA)
- Lou Pepin (Fuerscher op der Uni.lu)
- David Buchel (Aarbechtspsycholog a Responsabel fir d'Enquête Quality of Work Index)
- Anne Daems, (Responsabel vun der Divisioun Zesummeliwien, Familljeministère)
- Max Hahn, Ministere fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwien an Accueil

ad 9. De Podcast abordéiert déi an der Äntwert op d'Fro 7 genannte Sujeten op eng sachlech an transparent Manéier. D'Zil ass et, d'Leit op eng objektiv Manéier iwwer Sujeten ze informéieren, déi fir si relevant sinn, Lëtzebuerg als Aarbechtsplaz ze promovéieren an e gutt Zesummeliwien tëscht Grenzgänger a Residenten ze féieren. Weider Informatiounen zu allen Theemen kënnen sech d'Noluschterer dann iwwer d'Links an de Shownotes siche goen.

.....
Honoraires médicaux et adaptation de la nomenclature de l'assurance maladie | Question 3535 (28/01/2026) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Aus dem „Rapport général sur la sécurité sociale 2025“ vun der IGSS geet ervir, dass Radiologen, déi Medeziner sinn, déi duerchschnëttlech déi héchsten Honorairen erwirtschaften. Sou belafen sech dës fir d'Joer 2024 op ronn 1 Millioun Euro d'Joer pro Radiolog. Am selwechte Rapport gëtt d'Beispill vun den Hausdokteren genannt, déi am Duerchschnitt Honorairen hu vu ronn 280.000 Euro d'Joer. Et wier awer ervirzehiewen, dass Radiologen hire Beruff – bedéngt duerch den aktuelle legale Kader – nëmme an Spidolsstrukturen ausüben kënnen. Deemno gi manner Käschten vun den Honorairen ofgerechent, fir d'Personal zum Beispill ze bezuelen, vu dass dës vum Spidol agestallt ass. Dës si Käschten, déi den Ament net an der Nomenclature mat abegraff sinn.

Am Koalitiounsaccord ass follgendes virgesinn:

„Au niveau de l'assurance maladie, le Gouvernement compte faire accélérer les procédures, notamment au niveau de la révision et de l'adaptation continues de la nomenclature. En particulier la nomenclature devra mieux tenir compte des prestations spécifiques des médecins généralistes et des médecins référents, et, le cas échéant, des frais de personnel et de location du matériel.“

An deem Kader woult ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froen stellen:

1. D'Nomenclatureskommissioun gëtt duerch de President aberuff. Wéi dacks huet sech d'Kommissioun zënter 2023 zesummegesat, fir d'Nomenclature ze aktualiséieren? kéint Dir dës de Joren no opschléssen?



2. Gëtt et an der Nomenclatureskommissioun verschidden Ënnerkommissiounen, jee no Spezialisatioun?

3. Goufen zënter 2023 och Drëttpersonen an dës Diskussioun mat agebonnen? Wa jo, wéi dacks war dat de Fall?

4. Wéi eng Facteure ginn a Betruecht gezunn, fir d'Tarififikatioun ze bestëmmen? Ginn do och nei Technologië consideréiert?

5. Wéi eng Initiative goufe bis ewell ënnerholl, fir d'Revisioun an d'Upassung vun der Nomenclature ze acceleréieren?

6. Gedenkt d'Madamm Minister, d'Frais de personnel an Zukunft ze consideréieren, wann et ëm déi Doktere geet, déi selwer Personal mussen astellen a Material kafen, fir dass si hire Beruff kënnen ausüben?

7. Ass der Madamm Minister bekannt, ob esou Diskrepanze vun den Honorairen och am Ausland bestinn?

8. Ass d'Madamm Minister a Kontakt mat den Homologen am Ausland, fir sech een un deem aneren ze alignéieren?

Réponse (18/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2023 huet sech d'Nomenclatureskommissioun 29-mol zesummegeat.

Am Joer 2024 goufen am Ganzen 28 Reunionen ofgehalen.

Am Joer 2025 huet sech d'Kommissioun 12-mol zesummegeat.

ad 2. Konform zum Artikel 61 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet bestinn an der Nomenclatureskommissioun verschidden Ënnerkommissiounen, déi no medezinneschen a paramedezinnesche Spezialisatiounen a Beruffsgruppen organiséiert sinn.

Am Kader vun dëser gesetzlecher Grondlag ass d'Nomenclatureskommission esou strukturéiert, dass 13 ënnerschiddlech Ënnergruppe bestinn, fir déi jeeeweils separat Konventiounen ofgeschloss ginn. Dës Ënnergruppen entspreche de verschiddene Kategorie vu Gesondheetsleschtungsbrénger, déi am Artikel 65 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet genannt sinn. Dës strukturéiert Organisatioun erméiglecht eng fachspezifesch, differenziéiert a kontinuierlech Aarbecht un der Aktualiséierung vun den Nomenclature.

Dës 13 Ënnergruppe sinn déi follgend:

1. Fir d'Medezinner, mat enger Differenziéierung tëscht der Kompositioun „médecins (extrahospitaliers)“ an der Kompositioun „médecins hospitaliers“, an där och Spidolsvertrieder vertruete sinn, notament Vertrieder vun der FHL (Fédération des hôpitaux luxembourgeois), souwéi Vertrieder vun der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD).

2. D'Zännokteren.

3. Separat fir déi verschidde Gesondheetsberuffer, wéi ë. a. Hiewannen, Masseurë-Kinéen, Orthophonisten, Infirmieren.

4. Fir d'Laboratoirë vu medezinneschen Analysen a klinischer Biologie.

5. Fir d'Institutiounen vun therapeutische Kueren.

6. Fir d'Prestatiounen am Beräich vun der Psychiatrie ausserhalb vum Spidol.

7. Fir Fournisseure vun orthopädesche Prothesen, Ortheesen an Epitheesen.

8. Fir d'Apdikteren.

9. Fir d'Optiker.

10. Fir d'Croix-Rouge luxembourgeoise am Kader vun der Bluttransfusioun, dem Conditionnement an der Liwwerung vu mënschlech Blut a sengen Derivate.

11. Fir Persounen, déi sech besonnesch ëm de Krankentransport këmmere.

12. Fir de Beräich vun de palliativen Ënnerstëtzung- a Fleegestrukturen, wéi an den Artikelen 389bis an 391 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn.

13. Fir d'Psychotherapeuten.

ad 3. Déi gesetzlech Dispositiounen erlaben et, dass och Drëttpersonen an d'Aarbechten an d'Diskussiounen vun der Nomenclatureskommissioun mat agebonne kënnen ginn, wat och reegelméisseg de Fall ass.

Den Artikel 2 Alinea 2 vum groussherzogleche Règlement vum 30 Juli. 2011 iwwert de Fonctionnement vun der Nomenclatureskommission⁶ gesäit vir, dass d'effektiv Membere vun der Kommissioun d'Méiglechkeet hunn, jee no Sujet oder Besoin, Drëttpersonen an d'Sëtzen anzebannen.

Dës Participatiounen geschéien op Ufro vun den effektive Membere vun der Kommissioun a betreffen ënner anerem d'Vertrieder vun den Doktere souwéi Vertrieder vu Spideeler an Institutiounen oder Vertrieder aus spezifesch medezinnesche Fachberäicher. Zousätzlech goufen och Vertrieder vun aneren Institutiounen aus dem Beräich vun der sozialer Sécherheet agebonnen.

Wat d'Unzel un Drëttpersonen ugeet, ka festgehale ginn, dass pro Reunion reegelméisseg tëscht enger an zwou Drëttpersonen dobäi sinn, déi net Deel vun der Nomenclatureskommissioun sinn, also keng Membere. All Invitatioun vun drëtte Persounen geschitt op Propositioun vun den effektive Membere an gouf systematesch vun der aktueller Presidentin approvéiert.

ad 4. Den Artikel 66 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir wéi den Tarif vun engem Akt fixéiert gëtt: „Les tarifs des actes et des services professionnels opposables aux prestataires sont fixés en multipliant les coefficients prévus à l'article 65, alinéas 2 et 3, par la valeur des lettres-clés⁷ respectives.“

Déi Faktoren, déi bei der Bestëmmung vum Coefficient⁸ vum Akt berücksichtegt ginn, sinn d'Zäit, d'Technicitéit an den intellektuellen Effort, déi de Prestataire fir d'Duerchféierung vum Akt brauch. Duerch de Faktor vun der Technicitéit, ma och duerch Aféierung vun neien Akten, ginn nei Technologië berücksichtegt.

ad 5. Konform zum Artikel 65 Alinea 12⁹ vum Code vun der sozialer Sécherheet kann, ënnert anerem, d'Gesondheetskeess (CNS) oder d'AMMD eng Ufro un d'Nomenclatureskommissioun riichte fir d'Revisioun oder d'Adaptatioun vun der Nomenclature fir d'Dokteren. Säit dem Joer 2020 sinn 68 % vun de Spezialitéiten, déi an dëser Nomenclature festgehale sinn,

⁶ Règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie

⁷ Artikel 66 Alinea 1 vum CSS: „Les valeurs des lettres-clés des nomenclatures des prestataires de soins visés à l'article 61, alinéa 2, points 1) à 3), 12) et 13) correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et sont adaptées suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'État.“

⁸ Artikel 65 Alinea 2 vum CSS: „Dans chacune des nomenclatures des prestataires de soins visés à l'article 61, alinéa 2, points 1) à 4), 12) et 13), chaque acte ou service est désigné par la même lettre-clé et par un coefficient. La lettre-clé est un signe dont la valeur en unité monétaire est fixée par voie conventionnelle. Le coefficient est un nombre exprimant la valeur relative de chaque acte professionnel inscrit dans chacune des nomenclatures visées au présent alinéa tenant compte de la durée, de la compétence technique et de l'effort intellectuel requis pour dispenser cet acte professionnel.“

⁹ Artikel 65, Alinea 12 vum CSS: „La Commission de nomenclature peut se saisir elle-même de toute affaire relative à ses attributions. Elle peut être saisie également de toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, services ou fournitures par les ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale ou la Santé, le Collège médical, le Contrôle médical de la sécurité sociale, la Caisse nationale de santé, la Commission de surveillance ou encore par les parties signataires des conventions.“

reviséiert ginn, an dëst duerch Ufroen, déi d'CNS bei der Nomenclatureskommissioun agereecht huet. Et ass virgesinn, fir bis Enn 2026 e Prozentsaz vu 84 % ze erreechen, wat den aktiven Engagement vun der CNS beleet.

ad 6. bis 8. Ewéi aus den Äntwerten aus de virleschte Froen ervirgeet, ass d'CNS an Zesummenaarbecht mat den Dokteren an de Gesondheetsberuffer am Gaangen déi eenzel Nomenclature ze reviséieren an d'Tarififikatioun un déi Leeschtungen unzepassen, déi effektiv erbruecht ginn.

Inégalités de genre dans le système de santé et recherche médicale | Question 3536 (26/01/2026) de Mme Nancy Arendt (CSV)

D'Medezinn orientéiert sech bis haut a ville Beräicher um männleche Kierper, sief et an der Fuerschung, an der Diagnostik oder an der Therapie. Dëst féiert dozou, dass Fraen am Gesondheetssystem strukturell benodelegt ginn. Si hunn aner Risikofaktoren, aner Symptomer an dacks och aner Krankheetsverleef. Bei schwéiere Krankheeten ewéi Häerzinfarkter weise Fraen zum Beispill dacks aner Unzeeche wéi Männer mat der Konsequenz, dass Diagnosen ze spéit oder falsch gestallt ginn an d'Behandlung net optimal ass.

Zousätzlech baséieren Therapien a Medikamenter nach ëmmer gréisstendeels op Fuerschung, déi sech u männleche Probanden orientéiert. D'Konsequenz sinn der Medezinn bekannt, ginn awer nach ëmmer net konsequent ugepaakt. D'Wëssen ëm dës Ongläichbehandlung setzt sech nëmme lues duerch, op Käschte vun der Gesondheet vu Fraen.

D'Gendermedezinn setzt genee hei un: Si analyséiert biologesch a sozial Ënnerscheeder tëscht de Geschlechter a soll dozou bäidroen, strukturell Versuerungslücken an der Fuerschung an an der medezinnescher Praxis ze schléissen. Aner Länner sinn hei schon e Schratt weider. An Däitschland gouf schon 2017 en nationalen Aktionsplang „Fraegesondheet“ vum Bundesministère fir Fraen, Wëssenschaft a Fuerschung presentéiert. Rezent huet d'Bundesfuerschungsministesch Dorothee Bär ugekënnegt, all Joer 18 Milliounen Euro geziilt an d'Gendermedezinn ze investéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet, un d'Madamm Minister fir Gläichstellung an Diversitéit an un d'Madamm Minister fir Fuerschung an Héichschoul stellen:

1. Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg nach keen Aktionsplang „Fraegesondheet“, a besteet d'Bereetschaft, esou en Aktionsplang op de Wee ze bréngen?

2. Wéi wëll d'Regierung sécherstellen, dass Dokteren a Fleegepersonal an de Spideeler a Fleegeheemer verpflichtend fir genderspezifesch Aspekter an Diagnos, Behandlung a Fleege sensibiliséiert a weidergebilt ginn?

3. Gedenkt d'Regierung, d'Fuerschung zum Thema Fraegesondheet an Gendermedezinn och zu Lëtzebuerg geziilt a finanziell ze fërderen, anstatt sech op auslännesch Erkenntnisser ze verlossen?

4. Firwat ass d'Gendermedezinn nach ëmmer net systematesch Bestanddeel vun der Medezinner-Ausbildung zu Lëtzebuerg? Ass virgesinn, dëst an Zukunft verbindlech ze verankeren?

5. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass genderspezifesch Donnéeën an der Gesondheetsfuerschung a bei klinische Studie systematesch erhuewe ginn, fir eng gerecht an evidenzbaséiert Versuerung vu Fraen ze garantéieren?

Réponse (25/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Am Mäerz 2025 huet de Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) den nationalen Aktionsplang (PAN) fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer presentéiert.

Dësen neie PAN fousst op dräi Prioritéiten:

- Prioritéit 1 – Biergerlecht a politesch Engagement fërderen an ënnerstëtzen
- Prioritéit 2 – Gläichheet an Diversitéit fërderen
- Prioritéit 3 – D'Entwécklung vun enger méi egalitärer Gesellschaft ënnerstëtzen

D'Moosnamen am Beräich vun der Gesondheet falen ënnert d'Prioritéit 3.

Am Kader vum PAN engagéieren sech déi zoustänneg Ministère an Institutionen, d'Recht op Gesondheet an d'Gesondheet vu Fraen ze stäerken. Um Niveau vun der Gesondheitsdirektioun gëtt dëst ënner anere d'Gesondheitsberäich moosnamen, déi sech un d'Populatioun richten, an Theemen, déi de Beräich vun der Fraegesondheet ofdecken, gemaach.

De PAN vum MEGA steet an enkem Zesummenhang mam nationale Plang fir d'Promotioun vun der affektiver a sexueller Gesondheet (SAS), deen ënnert der Responsabilitéit vun der Gesondheitsdirektioun läit. Dëse Plang behandelt Theemen ewéi Schwangerschaftsabbréich (IVG), Kontrazeptioun an Noutkontrazeptioun. D'Zesummenaarbecht tëscht de concernéierten Acteure gëtt kontinuierlech ausgebaut, notament am Kontext vun der Präventioun vun weibliche Genitalverstümmelungen.

D'Gesondheitsdirektioun ënnerstëtzt de Planning Familial, deen eng zentral Roll an der Begleedung bei Froen zur sexueller a reproduktiver Gesondheet spillt.

Am Kader vun der Sensibiliséierung fir d'Fraegesondheet ënnerstëtzt d'Gesondheitsdirektioun och d'Initiativ „Bus du cœur des femmes“ vun der Amicale des patients de l'INCCI. Dëse Projet richt sech u Fraen a vulnerabele Situatiounen a bitt gratis kardiovaskulär a gynekologesch Depistagen un.

Den M35 wäert am Joer 2026 am Kader vum uewe genannten nationalen Aktionsplang vum MEGA eng Woch vun der Fraegesondheet aféieren, fir déi bestoend Initiativen an dësem Beräich ze ergänzen an ze stäerken.

ad 2. Den Artikel 2 vum groussherzogleche Règlement vum 7. Oktober 2010 iwwer de Code de déontologie vu verschiddene Gesondheitsberuffer, gesäit vir: La qualité des prestations des professionnels de santé n'est jamais influencée par des considérations de race, de sexe, d'âge, de nationalité, de religion, de statut social, d'état de santé, de tendance sexuelle ou de conviction sociopolitique. D'Qualitéit vun de Prestatiounen dierf also net duerch esou Facteure beaflosst ginn, wat eng respektvoll a bedierfnisorientéiert Betreiwung vun de Patientinnen a Patienten implizéiert, fir all Form vun Diskriminatioun ze vermeiden.

D'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwer d'Rechter an d'Flichte vum Patient garantéiert all Patient e gläichberechtigten Zougang zu qualitativ héichwäerteg Gesondheitsleeschungen, déi am Aklang mat de wëssenschaftlechen Erkenntnisser an de gesetzlech virgeschriwwene Qualitéits- a Sécherheitsnormen erbruecht ginn. Dëse Prinzip implizéiert, datt d'medezinesch Versuergung d'individuell Spezifitéit vun de Patientinnen a Patiente berécksiichtegt,

dorënner och déi, déi mam Geschlecht zesummenhänken, an datt d'Organisatioun vun de Fleegleeschungen esou gestalt ass, datt d'Kontinuitéit vun der Fleeg assuréiert gëtt.

De gesetzleche Kader bitt domat eng zolidd Basis, déi duerch spezifesch Sensibiliséierungsmoosname fir Gesondheitsfachleit ergänzt gëtt, wéi beispillsweis d'Woch vun der Fraegesondheet, an där d'Erausforderungen am Zesummenhang mat der Gesondheet vun de Fraen thematiséiert ginn, mam Zil eng Präventiounskultur ze fërderen, déi d'Geschlechterdimensionen spezifesch berécksiichtegt, notament am Beräich vun der reproduktiver Gesondheet, der mentaler Gesondheet, der kierperlecher Gesondheet, de kardiovaskuläre Krankheeten, de chronische Krankheeten an de Kriibserkrankungen.

ad 3. Den Observatoire à l'égalité entre les genres vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) publizéiert zënter e puer Joer Zuelen an genderspezifesch Donnéeën iwwer de Gesondheitsberäich zu Lëtzebuerg.

2023 huet den Observatoire à l'égalité entre les genres en éischte Rapport d'activités verëffentlecht, deen de Schwéierpunkt op d'(On-)Gläichheeten tëscht Fraen a Männer am Gesondheitswiese gesat huet.

Donieft huet de MEGA och zwee national Fuerschungsinstituter mandatéiert, fir spezifesch Donnéeën zu verschiddenen Thematiken am Zesummenhang mat den Ënnerscheeder an der Perceptioun vun der Gesondheet bei Männer a Fraen ze sammeln an ze analyséieren:

– 2021/2022 huet de MEGA d'Etude „Covid-19 and Gender Equality in Luxembourg“ an Optrag ginn, déi vum LISER ausgeschafft gouf. An dëser Etude huet de LISER op verschiddene Froe geschafft:

- Ënnerscheeder tëscht Fraen a Männer mat Hibleck op Gesondheitsaspekter, déi am direkte Rapport zu Covid-19 stinn,
- Auswierkungen a Moosnamen, déi déi lëtzebuerger Regierung nom éischte Lockdown am Mäerz 2020 agefouert hat,
- Auswierkung vum der Pandemie op Fraen a Männer am Hibleck op Aarbechtslosegkeet a finanziell Ressourcen,
- D'Unhuele vum Teletavail duerch Fraen a Männer souwéi geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder an Hibleck op d'Zäitopdeeling vun der Hausaarbecht an dem Homeschooling/Heimunterricht,
- Ënnerscheeder an der Aart a Weis, wéi d'Pandemie am Allgemengem an d'Moosname géint d'Verbreedung vun Virus – wéi zum „gestes barrières“ – vu Fraen a Männer gesinn a bewäert goufen.

– 2024 huet de MEGA den LIH mat der Etude „Gender Matters in Health. Describing gender health gaps in Luxembourg“ (GHealth) beoptraagt. Zil vun der GHealth-Etude ass et, déi ënnerschiddlech Erfarunge vu Männer a Fraen a verschiddene Gesondheitsberäicher ze ënnersichen.

Zil vun dëser Etude ass et, bestoend Lacunen am Beräich vun de geschlechtsspezifischen Ongläichheeten am Gesondheitswiesen ze identifizéieren an dozou bäizedroen, se nohalteg ze reduzéieren. Heifir goufen Donnéeën aus Lëtzebuerg analyséiert, déi aus der European Health Interview Survey (EHIS) stamen. D'GHealth-Etude soll als wichteg Informatiouns- a Grondlag fir politesch Entscheidungsträger, Fachleit am Gesondheitssecteur souwéi fir d'Allgemengheet dëngen.

Am Beräich vun der Onkologie schafft den LIH un e puer Projeten zu Kriibsformen, déi exklusiv oder méi heefeg bei engem Geschlecht oprieden. Méi rezent gëtt Kënschtlech Intelligenz agesat, fir fréi

Kriibsmarker ze erkennen, nach ier Tumoren duerch Bildgeebungsverfahren detektierbar sinn. Dobäi hunn d'Fuerscher vum LIH Ënnerscheeder an der Entwécklung vun der chronischer lymphozytescher Leukemie tëscht Männer a Frae festgestallt, déi bekannt sinn, fir de Krankheitsverlaf ze beaflossen.

Am Kader vum nationale Plang fir de Kampf géint de Kriibsi si schonn eng Rei Fuerschungsaarbechten am Beräich vun der Fraegesondheet an de geschlechterspezifesch Besonneschkeeten an der Medezinn duerchgeféiert ginn. Dës Studien hunn zu verschiddene wëssenschaftleche Publikatiounen geféiert, déi am Peer-Review-Verfahren evaluéiert goufen¹⁰.

ad 4. D'Hauptléierzil (Lernergebnis/Résultat d'apprentissage) vum Bachelor an der Medezinn ass, dass d'Studenten d'Basiswësse kréien, fir dono an e Masterprogramm eranzeklammen an eng detailléiert klinesch Ënnersichung kënnen ze maachen, d. h. och Symptomer ze verstoen an anzeuerdnen. Souwuel männlech wéi weiblech Anatomie, Histologie, Physiologie a Krankheitsbiller gi geléiert.

Zudeem schafft de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul aktuell zesumme mam Gesondheitsministère en engem Avant-projet de loi duerch deen nei Spezialisatiounen an der Medezinn op der Uni Lëtzebuerg wäerten offréiert kënnen ginn. Am Kader vun deem Gesetz soll d'Médecine liée au genre och een obligatoresch Bestanddeel gi vun de Programmer, déi zu engem Diplôme d'études spécialisées en médecine op der Uni Lëtzebuerg féieren an dat souwuel bei de besteende Programmer wéi bei den neie Spezialisatiounen.

ad 5. D'Regierung ënnerstëtzt d'Berécksiichtegung vun der Sex- an Genderdimension an der Gesondheitsfuerschung an an de klineschen Studien, am Aklang mam europäeschen an nationale Rechtskader.

An hire Fuerschungsprojete féieren d'Wëssenschaftler souwuel Gesamtanalyse wéi och Analysen duerch, déi no biologeschem Geschlecht stratifizéiert sinn. Stratifizéiert Analysen hëlleflechen zu bestëmmen, ob Resultater op déi ganz Populatioun iwwerdrobar sinn oder nëmmen op ee Geschlecht zoutreffen. Déi meescht historesch Studien hunn Informatiounen iwwer dat biologesch Geschlecht gesammelt, mee an de leschte Jore gëtt et elo e kloert Engagement, systematesch och den Gender zousätzlech zum biologesche Geschlecht ze evaluéieren.

Wann d'Rekrutéierung vu Participanten erfuerderlech ass, bezéien d'Fuerscher systematesch béid Geschlechter, Männer a Fraen, an, mam Zil, souwäit wéi méiglech, e Geschlechtergläichgewicht ze erreechen. Wéinst der Natur an der Hierkonft vun den disponibelen Donnéeën konzentréieren sech aktuell Efforte virun allem op geschlechtsbezunnen Ënnerscheeder an net op Gender-Ënnerscheeder. De Beräich Santé ass ee vun de 7 thematesche Schwéierpunkte vum Observatoire an dohier ass de MEGA beméit an dësem Beräich, wéi och an allen aneren, systematesch geschlechterspezifesch Donnéeën engem breede Public zur Verfügung ze stellen. Dës zuelenorientéiert Approche vum MEGA erméiglecht et, bestoend Ongläichheeten ze benennen an déi néideg politesch Decisiounen ze huelen.

Nieft der Fuerschung, ënnerstëtzt de MEGA och bewosst d'Oplklärung iwwer Gendermedezinn a

¹⁰ Returning to work after breast cancer diagnosis: a cross-sectional study of socioeconomic and clinical factors associated with return to work in Luxembourg – PubMedCancer mortality trends in Luxembourg: A 24-year descriptive study (1998-2021) – PubMed Clinical outcomes by breast cancers diagnostic modes: A comprehensive evaluation of a national breast cancer screening programme – PubMed

Sensibiliséierung andeems Projeten an Eventer, wéi de „Bus du cœur“ an de Broschkriibslaf, mee awer och Konferenzen wéi „Go Red for Women“ oder „Menopause – Die ‚wahbelhaften‘ Wechseljahre“, promouvéiert ginn.

Suspension d'un chirurgien des HRS | Question 3538 (26/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Rezent Berichter an der Press hunn e Fall vun engem orthopädesche Chirurg thematiséiert, deen den 22. Januar 2026 vun der Gesondheitsministesch provisoersch suspendéiert gouf, dëst wéinst dem Verdacht op onnéideg Operatiounen a Gefäerdung vun der Patientesécherheet. Dës Decisioun baséiert op Avisen, déi vum Collège médical un de Ministère weidergeleet goufen, woubäi de Chirurg an deem Zesummenhang schwéier prozedural Feeler a Verletzung vum Rechter vun der Verdeedegung uféiert. Besonnesch gëtt kritiséiert, dass de Collège médical keng eegen disziplinaresch Enquête gefouert hätt, de Betreffenen net ugehéiert hätt an dass d'Decisioun deelweis op anonymiséierten Dossiere baséiert, déi der Verdeedegung net offe geluecht goufen.

Doriwwer eraus huet de Parquet matgedeelt, dass no aktuellem Stand keng konkret objektiv Elementer fir e stroferechtlech relevant Verhale virleien, a verweist op d'Noutwendegkeet vun enger disziplinarescher Prozedur. Och d'Formalitéite vun den Avisen vum Collège médical ginn a Fro gestallt, well onkloer ass, ob dës an enger reegelkonformer Sëtzung mat engem korrekten Quorum ofgestëmmt goufen. An deem Kontext stellen sech Froen iwwer d'Rechtssécherheet vun administrativen Prozeduren am Gesondheitswiesen an d'Gläichgewicht tëscht Patienteschutz a Rechter vun der Verdeedegung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch virun der Ënnerzeechnung vum Arrêté ministériel iwwerpréift, ob déi vum Collège médical eragerechten Avisen formell korrekt zustane koumen, besonnesch a Bezuch op d'Ofhale vun enger reegelkonformer Sëtzung an d'Existenz vun engem ofgestëmmten Beschloss?

2. Wéi rechtfertegt d'Ministesch den Zäitraum vu méi wéi engem Mount tëscht dem éischten Schreiwe vum Collège médical (16. Dezember) an der effektiver Suspendéierung (22. Januar), wann d'Mesure mat „Gefor am Verzug“ (Péil en la demeure) begrënnert gëtt?

3. Ass et gängeg administrativ Praxis, eng Suspendéierung op Basis vun Dokumenter (wéi dem Schreiwe vun de sechs CHL-Dokteren) ze baséieren, déi der betraffener Persoun nëmmen anonymiséiert oder geschwärtzt virgeleeën hunn, wouduerch eng effektiv Stellungnam erschwéiert gëtt?

4. Firwat gouf keng disziplinaresch Enquête duerch de Collège médical ofgewart oder gefouert, éier eng ministeriell Suspendéierung ausgeschwat gouf, besonnesch well de Parquet keng stroferechtlech Ermëttlungen ageleet huet?

5. Gëtt et eng standardiséiert Prozedur, déi festleet, wéi de Ministère d'Plausibilitéit vu virgeworfene medezinnesche Feeler verifizéiert, wann de Collège médical selwer keen detailléiert fachlecht Gutachten (Expertis) erstellt, mee leedeglech Aussoe vun Drëtter weiderleet?

Réponse (03/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Validitéit vun den Avisen vum Collège médical gëtt de Moment vum Tribunal administratif

iwwerpréift, an d'Regierung wäert sech an dëser Phase net zu dëser Affaire äusseren. Fir weider Detailler gëtt op d'Bemierkung vun der Ministesch verwisen, déi schonn an der Reunioen vun der Chamberskommission vum 25. Februar 2026 gemaach goufen (Punkt 3 op dem Ordre du jour).

ad 2. Och am Fall vun engem „péil en la demeure“ ass de Minister dru gehalen, eng detailléiert Analyse vum Fall virzehuelen, ënner anerem duerch d'Unhéierung vum Dokter, dee vun der temporärer Suspendéierungsbemaassung betrafft ass, dëst fir seng Perspektiv op d'Fakten ze kréien, déi vum Collège médical gemellt goufen.

ad 3. All Prozedur fir eng temporär Suspendéierung ass en aussergewéinleche Fall, deen individuell muss behandelt ginn. An deem Fall ass et um Tribunal administratif ze entscheeden, ob d'Rechter vun der Verdeedegung respektéiert goufen.

ad 4. D'Prozedur fir eng temporär Suspendéierung, déi am Artikel 16 Paragraph 2 vum Dokteschgesetz (Loi modifiée du 29 avril 1983) virgesinn ass, ass net vun enger disziplinarescher Enquête vum Collège médical oder enger Enquête pénale ofhängeg. Si ass eng Privileg vum Gesondheitsminister op Avis vum Collège médical eng Mesure provisoire conservatrice ze huelen, fir d'Sécherheet vun alle Patienten ze garantéieren a während där Zäit kënnen déi néideg Expertisen ausféieren ze loossen.

ad 5. De Collège médical huet all néideg Expertisen, fir d'Plausibilitéit vu virgeworfene medezinnesche Feeler ze verifizéieren. Wann de Collège médical en Avis ofgëtt, deen de Gesondheitsminister als net detailléiert genuch befënnt, behält de Minister d'Méiglechkeet vir, weider Detailler beim Collège médical ze froen.

Répression et intimidation exercées par la République islamique d'Iran | Question 3540 (27/01/2026) de M. Laurent Zeimet | M. Laurent Mosar (CSV)

Selon un article de presse publié le 17 janvier 2026, des autorités de sécurité allemandes s'attendent à une intensification des mesures de répression et d'intimidation exercées par la République islamique d'Iran à l'encontre de ressortissants iraniens vivant en Europe, y compris des opposants et des membres de leur entourage. L'article évoque notamment des pressions, chantages et tentatives de recrutement qui seraient facilités par l'identification de personnes actives publiquement (y compris via les réseaux sociaux) et par des risques lors de déplacements vers l'Iran.

Par ailleurs, le Parlement européen a récemment condamné la répression violente des protestations en Iran et a appelé à un renforcement des mesures restrictives de l'UE. Des dépêches récentes font également état de bilans humains très lourds et de restrictions de communication, ce qui nourrit des préoccupations sur l'extension de pratiques d'intimidation au-delà des frontières iraniennes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une évaluation actualisée du risque de répression transnationale (intimidation, surveillance, menaces, pressions sur les proches, chantage, cyberharcèlement) visant des ressortissants iraniens ou opposants en exil résidant au Luxembourg ?

2) Combien d'incidents de ce type (plaintes et signalements) ont été recensés au cours des 24 derniers mois, et quelle en est la typologie ?

3) Existe-t-il un point de contact clairement identifié (Police grand-ducale ou service spécialisé) pour les personnes s'estimant victimes d'intimidation ou de surveillance liée à une puissance étrangère ? Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il d'en mettre un en place ?

4) Quelles sont les modalités de coopération opérationnelle avec les partenaires (États voisins, Europol, etc.) pour détecter et prévenir ces menaces, notamment via les canaux de coopération policière transfrontalière ?

Réponse (02/03/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La répression transnationale visant des opposants en exil peut être considérée comme une forme d'ingérence étrangère. Une des missions légales du Service de renseignement de l'État consiste à rechercher, à analyser et à traiter, dans une perspective d'anticipation et de prévention, les menaces en lien avec l'espionnage et l'ingérence étrangère, susceptibles de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté de l'État, la sécurité et le fonctionnement des institutions, les droits fondamentaux et les libertés publiques, la sécurité des personnes et des biens, le potentiel scientifique et technique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg. Le Service de renseignement de l'État procède continuellement à l'évaluation de la menace émanant de l'ingérence de régimes autoritaires pour le Luxembourg. Cette évaluation de la menace est effectuée en collaboration étroite avec ses partenaires nationaux et internationaux.

ad 2) La police ne dispose pas de statistiques spécifiques concernant spécifiquement des ressortissants iraniens ou opposants iraniens en exil résidant au Luxembourg. Par conséquent, il n'est pas possible de fournir des données sur les plaintes ou signalements visés par les honorables Députés.

ad 3) Au sein de la Police grand-ducale, les commissariats sont les points de contact pour les personnes qui s'estiment victimes de tels actes.

ad 4) Il n'existe pas, au niveau de la police, des modalités spécifiques de coopération opérationnelle pour les cas de figure énoncés par les honorables Députés.

Aucun incident de cette nature n'a été signalé par les canaux de coopération policière transfrontalière.

Le Service de renseignement de l'État coopère de manière régulière et continue avec ses partenaires nationaux et internationaux pour anticiper et prévenir les menaces émanant d'acteurs étatiques hostiles pour le Luxembourg et ses habitants. En outre, le SRE sensibilise d'autres administrations nationales pour faciliter la compréhension du phénomène et le partage d'informations pertinentes.

Prise de position du Gouvernement suite aux événements liés à l'ICE aux États-Unis | Question 3541 (27/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Wochen ass et an den USA, ënner anere zu Minneapolis, zu schwéiere Virfälle komm, bei deene Bierger:innen am Kader vun Asätz vu staatlechen Autoritéiten, notament vun Immigration and Customs Enforcement (ICE), festgeholl goufen. An Tëschenzäit si souguer zwee Mënschen duerch déi exzessiv Gewalt vun den Autoritéiten ëm d'Liewe komm, wat an den USA an international Reaktiounen ausgeléist huet. Zuelräich Politiker:innen an och

Ex-US-Präsidenten hunn hir Stëmm géint dës staatlech Brutalitéit a fir d'Erhale vun der Demokratie a Rechtsstaatlechkeet erhuewen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu der aktueller Situatioun a wäert si sech op diplomateschem Plang dofir asetzen, dass d'Rechtsstaatlechkeet an den USA respektéiert gëtt?

2. Huet d'lëtzebuergesch Regierung sech mat der US-amerikanischer Ambassadrice zu Lëtzebuerg betreffend d'Virfäll an den USA ausgetosch?

Wat ass der Ambassadrice hir Positioun an d'Aschätzung betreffend d'Virfäll?

3. Wéi bewäert d'Regierung déi aktuell Relatiounen mat der neier US-amerikanischer Ambassadrice?

4. Huet de lëtzebuergesch Ambassadeur an den USA op diplomateschem Niveau zu dëse Virfäll intervenéiert?

Réponse (02/03/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung setzt sech weltwäit fir d'Anhale vun internationalem Recht an de Respekt fir d'Rechtsstaatlechkeet an d'Mënscherechter an. Lëtzebuerg wäert deementspreechend weiderhin an den internationale Fore fir dës Valeuren astoen an un all d'Länner appelléieren, fir dës Prinzipien ze respektéieren.

ad 2. D'Regierung huet sech net zu dëse Virfäll mat der Ambassadrice ausgetosch.

ad 3. D'Relatiounen mat der neier US-Ambassadrice si konstruktiv. Sie baséieren op engem offenen Echange zu de Sujeten, déi fir eis béid Länner vun Interêt sinn. D'Regierung consideréiert dobäi och den Zoustand vun den transatlantesche Relatiounen op europäeschem Niveau, deen och en Impakt op Lëtzebuerg kann hunn.

ad 4. Nee.

Pollution des eaux liée au dégivrage à l'Aéroport de Findel | Question 3542 (27/01/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Trotz jorelaangen Hiweiser aus der Zivilgesellschaft an x Presseberichter kënn et am Beräich vum Naturschutzgebitt „Birelergronn“ bei Sandweiler weiderhin zu gravéierende Gewässerverschmutzungen. No iwwereneestëmmenden Aussoe vun Naturschutzorganisatione geréit an de Wanterméint Entäisungswaasser – dat ë. a. Glykol, Korrosionsschutz- a Verdéckungsmëttel enthält – vum Flughafen Findel an d'Baach „Stackelgesgriech“, déi op e puer honnert Meeter als ökologesch zerstéiert gëllt.

Virun dësem Hannergrond hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Zënter wéini ass der Regierung bekannt, datt Entäisungswaasser vum Flughafen Findel an déi ëmleidend Gewässer geréit a wéi eng Kontrolle goufen an dësem Zesummenhang bis elo duerchgefouert?

2. Hält d'Regierung dës Aleeedunge vun Ofwässer fir konform mam nationalen Ëmweltrecht souwéi mat der EU-Waasserrichtlinn a goufen am Fall vum Flughafebedriewer lux-Airport Oplagen oder Sanktiounen verhaangen?

3. Wéi eng konkret Moosnamen ergräift d'Regierung kuerzfristeg, fir weider Aleeedungen ze verhënneren an de Schutz vum Naturschutzgebitt „Birelergronn“ sécherzestellen, soulaang d'Ofwässerinfrastruktur nach net genuch ausgebaut ass?

Réponse (02/03/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Der Waasserverwaltung ass d'Ausmooss vun Impakt vun dëser Aleeedung säit 2021 bekannt. D'modifizéiert Gesetz vum 22. Dezember 2004 iwwert d'„Mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport“¹¹ gesäit d'Moyenne fir den Ausbau an d'Verbesserung vum Ofwaasserreseau vum Flughafen vir. Säitdem gëtt e festgesate Programm ëmgesat, an déi eenzel Elementer entsprechen dann och ëmmer deenen zum Zäitpunkt vun der Realisatioun gëltegen Ëmweltschutzgesetz.

De Programm gesäit haaptsächlech eng Moderniséierung vum Ofwaasserreseau an der Reewaassergestioun mam Schafe vu Retentiounsbecken a Verbesserung vun de Kanalisatiounen vir. D'Ofwaasser aus de Retentiounsbecke gëtt duerno op déi jeeweileg Kläranlage geleet: fir den Deel vun Flughafen, deen a Richtung Uelzecht entwässert, geet et op eng Kläranlag vun der Stad Lëtzebuerg; a fir den Deel, deen a Richtung Syr entwässert, gëtt d'Ofwaasser op d'Kläranlag zu Iwwersiren ofgeleet.

Konkreet goufe respektiv gi säit 2004, ënnert anerem folgend Elementer ëmgesat:

– Ëmbau vum Becken S1, deen uewerhalb vum Birelergronn am Anzuchsgebitt vun der Syr implantéiert ass: Réckhaltevolume gouf vun 19.000 m³ op 36.000 m³ vergréissert (2008).

– Bau vum Becken S2 mat 9.500 m³. Dëse Becken, dee bei de Parkinge P7 a P10 implantéiert ass, ass complementaire zum Becken S1 a gëtt aktuell nach färdég equipéiert. Dëse Becke gëtt nach am Laf vum éischte Semester 2026 a Betrib geholl.

– Bau vun enger Kanalisatioun (S3), fir d'Reewaasser vun de Gebaier getrennt laanscht den „Tarmac“ ofzeleeden (2007).

– Bau vun de Becken A2 an A3 (2009), déi op der westlecher Säit implantéiert sinn, am Anzuchsgebitt vun der Uelzecht.

– Des Weidere si nach d'Becken A1 an S5 an der Planung.

– Am Laf vun de Jore gi Kameraninspektiounen vum Reseau duerchgefouert an déi Sektionen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, ginn ersat.

– D'Entwässerung vun der Pist gouf moderniséiert.

Zousätzlech zu dësem Programm gesäit d'Gesetz vum 14. September 2018¹² de Finanzemeng vum Ausbau vun der Kläranlag Iwwersiren vir, well dës net déi néideg Kapazitéit huet a reegelméisseg iwwerlaascht ass. Dës Aarbechten, fir déi den interkommunale Syndikat SIDEST Bauhär ass, sinn amgang.

Säit 2021 ass d'Waasserverwaltung a reegelméissegem Kontakt mat dem Bedriewer vum Flughafen, fir dass déi néideg Moosnamen effizient ëmgesat ginn, fir d'Situatioun ze verbessern an den Impakt op d'Gewässer ze reduzéieren.

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. D'Regierung setzt weiderhin de Programm vum Gesetz vum 22. Dezember 2004 ëm.

De Becken S2, deen een zousätzleche Retentiounsvolume vun 9.500 m³ mat sech bréngt, gëtt färdég equipéiert a soll nach am Laf vun dësem Semester a Betrib goen.

Aktuell ass och nach ee Projet um Becken S1 amgang. D'lescht Joer goufen déi ugesammelt Réckstänn gebotzt an eng éischt Inspektioun vun der Ofdichtungsmembran duerchgefouert. Dobäi goufen

e puer Lächer identifizéiert a reparéiert. Fir dës Joer sinn Ëmbaumarbechten um Ausflabauwierk virgesinn. Parallell dozou soll d'Membran am Detail kontrolléiert ginn.

Zënter dem leschte Joer ass e moderne Sprëtzcamioun am Asaz, dee mat engem daitleche optiméierte Sprëtzbild zu engem reduzéierte Verbrauch vum „De icing“-Produit op der Pist bäidréit. Parallell dozou hëlt de Fluchhafebedriewer lux-Airport säit e puer Joer de Glykol, dee beim Entäise vun de Fligere op de Buedem geréit, mat Kiermaschinnen op, an transportéiert dësen a Containeren op verschidde Kläranlagen. Duerch dës Moosname gëtt d'Quantitéit u belaschtem Waasser, déi an d'Kläranlag zu Iwwersiren ofgeleet gëtt, spierbar reduzéiert.

Weiderhi gëtt de gesamte Kanals-Reseau iwwerwacht an ënnerhalen. Problemer ginn deemno esou séier wéi méiglech behuewen.

Rénovation énergétique des logements existants | Question 3543 (27/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

De manière constante depuis 2022, le nombre de logements nouvellement construits ainsi que celui des transactions portant sur des logements existants connaît une chute significative. Par ailleurs, l'activité de rénovation de logements anciens a également enregistré un recul sensible.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Comment a évolué, depuis 2022, le nombre de demandes introduites au titre des primes d'amélioration et d'assainissement énergétique pour logements anciens ?

2) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il promouvoir les travaux de rénovation et d'assainissement énergétique des logements existants ainsi que les aides y afférentes, tant dans l'intérêt des ménages concernés que dans celui du secteur de l'artisanat ?

Réponse (03/03/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Un total de 1.028 demandes en obtention d'une prime d'amélioration ou d'une prime d'amélioration pour assainissement énergétique ont été introduites entre janvier 2022 et janvier 2026 auprès du service compétent du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire.

À l'égard de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique il convient toutefois de noter que cette aide n'a été introduite qu'en septembre 2023 avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement.

En détail, le nombre de demandes introduites se chiffre comme suit : ↑

La prime d'amélioration pour assainissement énergétique¹³ constitue un supplément soumis à certains plafonds de revenus et accordé par le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire aux bénéficiaires d'une aide financière « Klimabonus

¹¹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2004/12/22/n2/jo>

¹² <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/09/14/a853/jo>

¹³ Prime d'amélioration pour assainissement énergétique prévue par l'article 24, alinéa 1^{er}, point 2^o, de la loi modifiée relative aux aides individuelles au logement

Wunnen»¹⁴, elle-même octroyée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Il convient de préciser à cet égard que 3.101 demandes d'accord de principe ont été introduites entre 2022 et 2025 sous le régime « Klimabonus Wunnen » pour l'assainissement énergétique d'un bâtiment existant : †

ad 2) Il convient de rappeler que l'ensemble des mesures destinées à promouvoir les travaux de rénovation et d'assainissement énergétique des logements existants sont reprises au Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), tel que mis à jour en juillet 2024. À préciser aussi que le projet de loi n° 8585, déposé en juillet 2025, vise à prolonger au-delà du 1^{er} janvier 2026 le régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen ». En outre, une extension progressive des modalités de préfinancement de différentes composantes du régime « Klimabonus Wunnen » est prévue.

Pour ce qui est des mesures spécifiques à caractère social, prévues au titre de la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement, il y a lieu de préciser que les limites de revenu relatives à la prime d'amélioration et à la prime d'amélioration pour assainissement énergétique ont été adaptées à la hausse de manière à élargir le cercle des bénéficiaires potentiels.

En outre, dans le cadre du « Plan social pour le climat », il est envisagé d'analyser certains dispositifs de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement afin de rendre les aides à l'assainissement énergétique plus accessibles :

1) Démarches administratives liées à la prime d'amélioration pour assainissement énergétique.

Dans le cadre de l'introduction progressive de dispositions de préfinancement de différentes composantes du régime « Klimabonus Wunnen », le Gouvernement examinera également la possible mise en place d'un mécanisme de préfinancement de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique (« top-up social »).

2) Le pot d'aides en capital

Afin d'assurer l'efficacité du régime d'aides individuelles au logement, le Gouvernement exclura la prime d'amélioration pour assainissement énergétique du plafond du pot d'aides en capital – actuellement limité à 35.000 euros par bénéficiaire – afin de renforcer l'efficacité des mesures de soutien à la rénovation énergétique.

3) Refonte du « prêt climatique »

Alors que par une loi de 2022 (transposée par après dans la loi de 2023 relative aux aides individuelles au logement) le mécanisme du prêt climatique a été réformé, il est envisagé de réanalyser les démarches y afférentes en tenant compte des autres mesures prévues par le « Plan social pour le climat ».

En matière fiscale, et afin de promouvoir une politique de logement durable dans le contexte du changement climatique et en vue d'inciter davantage les propriétaires d'un logement mis en location de procéder à des rénovations énergétiques durables des habitations existantes, le taux d'amortissement accéléré pour les dépenses d'investissement réalisées a été augmenté de 6 pour cent à 10 pour cent à partir de l'année d'imposition 2026.

¹⁴ Aides financières « Klimabonus Wunnen » prévues par la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Attribution des lignes de bus RGTR à des opérateurs privés | Question 3544 (27/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Busnetz zu Lëtzebuerg gëtt vum Lëtzebuurger Staat iwwert den RGTR organiséiert. Am System vum RGTR vergëtt de Staat, iwwer Konzessionsverträge, ee Groussdeel vun de Busstrecken u Privatfirmen. Aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1932 geet ervir, dass hei eng Busfirma (Voyages Emile Weber SARL) dee gréissten Deel u Buslinnen a Kilometere vum Staat zougesprach krut. Wann een dozou nach den Deel vu WEmobility (Voyages Zenners) dobäi rechent (nämmlecht Bénéficiaires effectifs), dann ergëtt d'Bild, dass ee Bénéficiaire effectif ronn 40 % vun de Buslinnen a gefuerene Kilometer ofdeckt an dëst fir ee Gesamtmontant vu ronn 240 Milliounen Euro fir d'Joren 2022–2024, wat ronn 50 % vum Gesamtmarkt ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Ausschreiwunge beim Mobilitéitsministère goungen zënter 2020 un d'Firmen Emile Weber a WEmobility?

2. Wat ass de Gesamtmontant pro Joer u bezuelte Gelder zënter 2020, déi un dës Firmen ausbezuelt goufen?

Réponse (25/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Zënter 2020 huet de Staat, sou wéi den honorabelen Deputéierte schreift, e puer Marché-publics-Prozeduren duerchgefouert: z. B. fir den nationalen RGTR-Reseau, fir méi punktuell Linnen, fir Schülerlinnen an änlech Servicer. Dës Marché sinn awer keng Konzessionsverträge; et sinn entweeder Déngschtleeschtungsverträge (Contrat de service public) oder Kaderaccorden (Accord-cadre), a se hunn och ënnerschiddlech Enverguren a Lafzäiten. Wat d'Ausschreiwung fir den nationalen RGTR-Reseau betrëfft, goufen heizou vu mengem Virgänger schonn Explikationen a senger Äntwert vum 7. Juni 2021 op d'parlamentaresch Fro N. 4426 geliiwert.

Kaderaccorden, déi „multiattributaire“ sinn, erlaben et, jee no Besoin a Leeschtungsopruuff, verschidde Prestatiounen méttels „bons de commande“ bei deene wirtschaftleche Bedreiver ofzeruffen, déi am Virfeld festgeluecht goufen. An deem Sënn entsprécht d'Participatioun un engem Kaderaccord net automatesch enger eenzeler, individuell zougewiesener Ausschreiwung pro Leeschtung oder pro Joer.

Aus deem Grond wier et irrefürend, d'Attributioun vun ëffentleche Marchéen op eng numeresch Zuel vu „gewonnenen Ausschreiwunge“ pro Firma ze reduzéieren.

ad 2. A menger Äntwert vum 7. März 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 1932, op déi hie sech och referéiert, hunn ech déi vum honorabelen Deputéierte gefrotene Donnéeë scho bis 2024 matgedeelt, fir all d'Busbetreiber, déi d'Linne vum RGTR assuréieren. Sou datt ech mech hei am folgenden Tableau † op d'Budgetsjoer 2025 beschränken:

Systeme de péage pour l'utilisation du réseau routier | Question 3545 (27/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Belsch lafen Diskussiounen iwwert d'Afféierung vun enger Autobunnsmaut fir 2027. Laut engem „Wort“-Artikel vum 21. Januar soll eng allgemeng Maut agefouert ginn, bei där all Benotzer vun der

Autobunn fir d'Notzung bezilt. A Frankräich oder Italien existéiert de Mautsystem (Peage) scho laang.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Stroossen aus der Steuerkeess vum Steierzueler bezuelt, zum Beispill iwwert d'Autosteuer. Vill Gefierer, déi um Transit duerch Lëtzebuerg fueren, bedeelegen sech deemno net un de Käschte vun der Instandhaltung vum Stroossennetz.

Och hei am Land gëtt et zënter Jore Fuerderung fir d'Afféierung vun esou engem Mautsystem. 2019 haten d'Piraten eng Motioun an der Chamber deposéiert fir eng Stroosse-Vignette, mat där jiddereen, deen eist Stroossennetz notzt, och dofir bezilt.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Gëtt et Pläng oder Iwwerleeunge beim Ministère oder bei der Regierung, fir eng Maut fir d'Notzung vun all eise Stroossen hei am Land anzeféieren?

2. Falls an der Belsch eng Maut agefouert gëtt, wat fir een Impakt wäert dat op den Trafick op der A6 Richtung Arel hunn?

3. Wäert d'Regierung hei d'Gesprécher mat der belscher a wallounescher Regierung sichen a wat ass déi lëtzebuergesch Positioun?

Réponse (26/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob déi lëtzebuergesch Regierung eng Maut fir all d'Stroosse plangt, wéi eng belsch Autobunnsmaut den Trafick op der A6 beaflosse géif, an ob a mat wéi enger Positioun déi lëtzebuergesch Regierung doriwirer Gesprécher mat der belscher a wallounescher Regierung féiere wäert.

ad 1. Et ass drop hinczewisen, dass et zu Lëtzebuerg schonn zënter Joren e Mautsystem fir de Schwéierverkéier iwwer 12 Tonne gëtt, an zwar a Form vun der Eurovignette. Dëst gouf schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1857 vum 29. Januar 2025 vum Här Deputéierte Meris Sehovic detailléiert erkläert.

Am Koalitionsaccord ass d'Afféierung vun enger Maut fir d'Notzung vun all de Stroossen am Land net virgesinn. Et gëtt deemno keng Pläng oder Iwwerleeungen an dësem Kontext.

ad 2. Bei dëser Autobunnsmaut handelt et sech ëm eng „vignette autoroutière“, déi iwwert d'Plackennummer duerch Verkéierskameraen „Automatic Number Plate Recognition“ (ANPR) kontrolléiert soll ginn. Duerch dës technesch Gestaltung kënn et zu kenger physescher Ofbremung vum Verkéier, wéi zum Beispill duerch eng Barrière, deemno kënn et zu kengen direkten Auswierkungen op de Verkéiersfloss u sech, och net op der A6 a Richtung Arel.

Well zu dësem Zäitpunkt awer nach net genuch konkret Detailer iwwert d'Modalitéite bekannt sinn, kënnen Nieweneffekter, wéi eng eventuell Verlagerung vum Verkéier duerch eng Autobunnsmaut nach net ageschat ginn. Grondsätzlech ass awer dovun auszegoen, dass – jee no Modalitéiten a Käschte vun esou engem Peage – en Deel vun den Notzerinnen, déi d'belch Autobunnen net reegelméisseg notzen, fir hir sporadesch Faarten no Alternativstrecken oder no Alternativen am ëffentlechen Transport kéinte sichen.

ad 3. D'Regierung steet am reegelméissegem Kontakt mat den Nopeschlänner, dorënner och mat der Belsch, besonnesch bei Theemen, déi grenzüwwerschreidend Auswierkungen op de Verkéier hunn. Sollt d'Afféierung méi konkret ginn oder Auswierkungen op Lëtzebuerg hunn, géifen dës Froe selbstverständlech opgegraff an diskutéiert ginn.

Influence d'acteurs économiques et politiques étrangers sur la position luxembourgeoise dans le dossier CSDDD/Omnibus I | Question 3546 (28/01/2026) de **Mme Sam Tanson** (déli gréng)

Dans sa réponse à ladite question, le Gouvernement indique de manière générale que « des échanges ont lieu avec un large éventail de parties prenantes » et que « toute prise de position du Luxembourg sur les dossiers européens s'inscrit exclusivement dans le cadre des négociations formelles au sein des institutions de l'Union européenne ». Il ne précise toutefois pas si des contacts ont effectivement eu lieu avec les acteurs visés par la question, ni comment la position luxembourgeoise s'est concrètement articulée face aux revendications d'affaiblissement de la directive.

Afin d'obtenir des éléments plus précis, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Depuis le début des négociations sur la directive CSDDD et le paquet « Omnibus I », des membres du Gouvernement, de leurs cabinets, de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE ou de l'administration ont-ils eu des contacts formels ou informels, spécifiquement à ce sujet, avec :

- des entreprises ou plateformes d'entreprises mentionnées dans le rapport de l'ONG SOMO relatif à la « Competitiveness Roundtable »,
- des entreprises américaines actives notamment dans le secteur des combustibles fossiles,
- la représentation diplomatique des États-Unis ?

Le Gouvernement peut-il, pour chacune de ces catégories, indiquer clairement s'il y a eu des contacts ?

2) S'agissant de la transposition nationale de la CSDDD, le Gouvernement a-t-il l'intention de se limiter strictement au minimum requis par la directive, ou de maintenir et, le cas échéant, d'introduire des exigences plus élevées en matière de climat, de droits humains et de contrôle des grandes entreprises ? Le Gouvernement peut-il indiquer de manière générale dans quels domaines il envisage un niveau d'ambition supérieur au minimum européen et dans quels domaines il entend s'en tenir au cadre minimal ?

Réponse (03/03/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1)

– Il convient de noter que le Ministère de l'Économie entretient bien entendu des échanges réguliers avec des acteurs économiques, notamment des entreprises industrielles. À titre d'exemple, le « Haut-Comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie » oriente et coordonne les choix et actions gouvernementales affectant le secteur industriel au Luxembourg et permet un échange régulier entre des représentants du monde industriel luxembourgeois et les ministères concernés.

Dans le cadre des échanges avec des représentants industriels, le Ministre de l'Économie ainsi que des agents du ministère ont eu des réunions avec des représentants d'une entreprise en particulier. Lors de ces entretiens l'évolution de la situation économique et la complexité ainsi que la cohérence de plusieurs textes législatifs européens ont été discutées sans que des revendications particulières relatives à ces textes législatifs ont été exprimées.

À cela s'ajoute qu'en vue du dernier trilogue sur l'Omnibus I, le 8 décembre 2025, une entreprise avait

sollicité une entrevue avec l'ambassade luxembourgeoise à Washington pour encourager le Luxembourg à se coordonner avec d'autres États membres notamment sur la suppression des plans de transition climatique. Or, au moment de cette entrevue, le Comité des représentants permanents avait déjà conclu ses préparations pour ledit trilogue. Le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire lors du trilogue du 8 décembre.

– Il est renvoyé à la réponse à la première question.

– À la demande de la représentation diplomatique américaine, adressée au Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE), une entrevue s'est tenue fin 2025 dans les locaux du MAE, avec la présence de participants du Ministère de l'Économie et du Ministère des Finances.

ad 2) Le Gouvernement transposera la seule directive, sans aller au-delà des prescrits.

Utilisation de structures luxembourgeoises par des capitaux liés au régime iranien | Question 3547 (28/01/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 26 janvier 2026, le « Financial Times » a révélé qu'un empire immobilier d'une valeur estimée à plus de 400 millions d'euros aurait été constitué en Europe par l'homme d'affaires iranien Ali Ansari, récemment sanctionné par le Royaume-Uni en raison de ses liens présumés avec les Gardiens de la révolution islamique (IRGC), au moyen d'un réseau de sociétés, dont certaines sont établies au Luxembourg.

Or, bien avant l'imposition formelle de sanctions, les liens étroits de M. Ansari avec les cercles dirigeants du régime iranien, ainsi qu'avec les structures économiques contrôlées par l'IRGC, étaient largement connus. Dans le contexte iranien, il est de notoriété publique qu'une telle concentration de richesse et le contrôle de secteurs économiques stratégiques ne sont possibles que pour des personnes étroitement liées au pouvoir politique, bénéficiant d'un soutien ou d'une tolérance explicite de la part du régime et des forces sécuritaires telles que l'IRGC.

Cette situation soulève de sérieuses interrogations sur l'efficacité du cadre luxembourgeois en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, de transparence des structures juridiques, et de vigilance à l'égard des personnes à haut risque.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur l'existence de structures ou comptes bancaires liés à M. Ali Ansari ou à ses proches au Luxembourg ?

2) Sachant que certaines sociétés impliquées dans les montages financiers liés à M. Ali Ansari ont été constituées au Luxembourg, quelles vérifications ont été effectuées lors de leur création et durant leur fonctionnement par les autorités compétentes ainsi que par les organismes d'autorégulation ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur d'autres cas, en dehors de celui de M. Ali Ansari, dans lesquels des personnes étroitement liées au régime iranien ou aux Gardiens de la Révolution islamique (IRGC) auraient utilisé des structures juridiques ou des services financiers au Luxembourg ?

4) Les professionnels concernés (établissements financiers, avocats, fiduciaires) ont-ils correctement appliqué leurs obligations de vigilance renforcée,

sachant que les signaux d'alerte autour de cette personne existaient bien avant les sanctions ?

5) Le Gouvernement estime-t-il que le dispositif luxembourgeois de lutte contre le blanchiment et de détection des risques, tel qu'il est encadré par les textes AML/CFT et mis en œuvre par les organismes d'autorégulation, est suffisamment robuste pour anticiper et détecter des profils à haut risque, y compris ceux ne faisant pas encore l'objet de sanctions officielles ?

6) Ce cas révèle-t-il, selon le Gouvernement, la nécessité d'une révision des critères de vigilance renforcée, notamment à l'égard des personnes politiquement exposées (PEP) issues de pays à haut risque ou soumis à l'influence directe d'un régime autoritaire ou militaire, comme l'Iran ?

7) Quelles actions concrètes le Gouvernement entend-il initier, tant au niveau national qu'europpéen, pour garantir que le Luxembourg ne puisse plus être utilisé, même indirectement, comme plateforme d'accueil de capitaux liés à des régimes autoritaires ou à des structures militaires comme l'IRGC ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le Gouvernement rappelle que, lors de sa dernière évaluation mutuelle du GAFI en 2023, cet organe intergouvernemental a reconnu le très haut niveau de qualité de la conformité technique du Luxembourg quant aux 40 Recommandations du GAFI et l'efficacité du dispositif luxembourgeois en matière de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Ainsi, le Luxembourg a obtenu un bon résultat d'ensemble et se situe parmi les pays les mieux évalués lors du 4^e cycle d'évaluation. De même, dans le cadre de sa dernière revue horizontale portant sur les « gatekeepers » qui assument un rôle de contrôleur d'entrée au système financier en termes de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le GAFI a conféré au Luxembourg un score de 100 % pour la mise en place des mesures préventives requises (contrôles internes, mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et supervision).

Le dispositif légal luxembourgeois établi et tel que mis en œuvre par les autorités compétentes est apte à permettre de vérifier que les professionnels concernés respectent bien les obligations qui s'imposent à eux. Les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation sont en charge de veiller au respect des obligations professionnelles par les entités assujetties telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (« Loi du 12 novembre 2004 »), ainsi qu'au respect des mesures financières restrictives telles que définies par la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre des mesures restrictives en matière financière (« Loi du 19 décembre 2020 »).

Pour veiller au respect des obligations professionnelles, les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation sont investis de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquêtes nécessaires tels que définis par la Loi du 12 novembre 2004. Selon une approche de surveillance basée sur les risques, les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation déterminent eux-mêmes la fréquence et l'intensité de leurs contrôles. De manière générale, le plan de contrôle inclut néanmoins la vérification :

– du respect des obligations renforcées de vigilance à l'égard de la clientèle telles que prévues par l'article 3-2 de la Loi du 12 novembre 2004 ; ainsi que

– de l'obligation d'informer, sans délai, la Cellule de renseignement financier (CRF) en présence « des

motifs raisonnables de soupçonner qu'un blanchiment, une infraction sous-jacente associée ou un financement du terrorisme est en cours, a eu lieu, ou a été tenté, notamment en raison de la personne concernée, de son évolution, de l'origine des avoirs, de la nature, de la finalité ou des modalités de l'opération », tel que prévu par l'article 5 de la Loi du 12 novembre 2004.

En outre, suivant le cadre mis en place par la Loi du 19 décembre 2020, les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation sont chargés de la surveillance des personnes qui relèvent de leur compétence aux fins de la mise en œuvre de cette loi, et doivent assurer un suivi effectif de la mise en œuvre des mesures restrictives financières et prendre les mesures nécessaires à cet effet. De plus, cette même loi précise que les autorités de contrôle et organismes d'autorégulation disposent des mêmes pouvoirs que ceux qui leurs sont accordés par la Loi du 12 novembre 2004 en cas de non-respect de leurs obligations, et peuvent à ce titre imposer des sanctions.

Lorsqu'ils évaluent les risques de blanchiment et de financement du terrorisme, les professionnels tiennent compte au minimum des facteurs de situations de risque potentiellement plus élevé énoncés à l'annexe IV de la Loi du 12 novembre 2004. Cette annexe cite notamment le risque géographique provenant des pays qui financent ou soutiennent des activités terroristes ou sur le territoire desquels opèrent des organisations terroristes désignées.

En vertu de l'article 3-2 de la Loi du 12 novembre 2004, des mesures de surveillance continues et renforcées de la relation d'affaires s'appliquent aux professionnels ayant des transactions ou relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées (PEP).

Il importe de rappeler que le dispositif luxembourgeois LBC/FT est conforme aux exigences européennes et répond également aux standards internationaux en matière de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Ainsi, le Luxembourg a obtenu la notation la plus élevée (c'est-à-dire « conforme ») pour les Recommandations du GAFI traitant les devoirs de vigilance relatifs à la clientèle (Recommandation 10) ainsi que les PEP (Recommandation 12) lors de son 4^e cycle d'évaluation.

Il y a alors lieu de noter qu'en matière de sanctions financières, et en l'absence d'acte juridique au niveau européen ou onusien désignant spécifiquement la personne visée par l'honorable Député, il n'existe aucune base légale obligeant les opérateurs à geler, au sens de la loi du 19 décembre 2020, les avoirs de la personne en question, et à les déclarer au Ministère des Finances.

À la suite de l'inscription en date du 19 février 2026, du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) d'Iran sur la liste de l'Union européenne en matière de terrorisme, le CGRI est soumis à des mesures restrictives prévues par le régime de sanctions contre le terrorisme de l'UE. Ces mesures comprennent notamment le gel des fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques présents dans les États membres de l'UE, ainsi que l'interdiction pour les opérateurs de l'UE de mettre des fonds et des ressources économiques à la disposition de ce groupe. Les opérateurs luxembourgeois sont dès lors obligés de geler sans délai les fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques du CGRI et de notifier sans délai ce gel au Ministère des Finances.

Évidemment, le Luxembourg améliore sans relâche son régime de prévention et de répression en réponse aux risques tant actuels qu'émergents de

blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, et veille à ce que l'ensemble des acteurs comprenne les risques et agisse de manière concertée contre les menaces. Ainsi, le Luxembourg œuvre de manière continue en vue d'assurer une compréhension adéquate et efficace des risques BC/FT par l'ensemble des acteurs. Dans cette perspective, le Comité de prévention se trouve actuellement dans le processus de mise à jour de l'évaluation nationale des risques en matière de financement du terrorisme. Le processus de mise à jour de l'évaluation verticale des risques BC/FT des personnes morales et constructions juridiques sera également entamé mi-2026. Ces exercices permettent à l'ensemble des acteurs de maintenir une compréhension des risques à jour et d'adapter, le cas échéant, leur dispositif LBC/FT en fonction des risques identifiés. Les conclusions de ces exercices sont régulièrement présentées et expliquées aux acteurs du secteur privé, leur permettant ainsi de mettre à jour leur compréhension des risques et leurs procédures internes, ce qui mène, in fine, à une meilleure détection des signaux de risques.

.....

Reprise progressive du travail | Question 3548 (28/01/2026) de Mme Corinne Cahen | Mme Carole Hartmann (DP)

Le médecin traitant peut délivrer à un assuré un certificat attestant qu'une reprise progressive du travail peut être bénéfique pour l'état de santé dudit assuré. Avec l'accord de l'employeur, l'assuré peut alors soumettre une demande à la Caisse nationale de santé (CNS) en vue d'une reprise progressive de son activité professionnelle. Comme l'a confirmé Madame la Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n° 3014, des retards ont été constatés l'année dernière concernant les demandes de reprise progressive du travail. L'adaptation du poste de travail requerrait l'intervention d'un médecin du travail. Depuis le début de l'année 2025, le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne disposerait plus d'une compétence en médecine de travail, ce qui expliquerait ces délais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Pourquoi le CMSS ne dispose-t-il plus de compétence en médecine de travail ?
- 2) Quel est le délai moyen de réponse favorable ou défavorable aux assurés de la CNS à leur demande de reprise progressive du travail ?
- 3) Est-ce que Madame la Ministre saurait combien de personnes n'ont pas pu recourir à la reprise progressive du travail, parce que le délai n'a pas été respecté par le médecin du travail ?
- 4) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3014, Madame la Ministre indique avoir élaboré une solution aux retards en collaboration avec la STM, l'ASTF et ArcelorMittal. Madame la Ministre pourrait-elle préciser quelle solution a été élaborée ?
- 5) Cette solution est-elle d'ores et déjà mise en application ?
- 6) Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre évalue-t-elle l'efficacité de ces mesures ?

Réponse (23/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La raison en est le départ en retraite du dernier médecin-conseil disposant de compétences en médecine de travail fin 2024.

De plus, comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3014 et en fonction des

pathologies, l'intervention du médecin du travail en charge du demandeur de la reprise progressive du travail (RPTRT) peut s'avérer nécessaire parce que c'est lui qui connaît le détail concernant les aptitudes nécessaires pour pouvoir réaliser le travail visé.

ad 2) Actuellement, le délai moyen de réponse aux assurés de la Caisse nationale de santé (CNS) à leur demande de RPTRT est de trois semaines.

ad 3) Ce chiffre ne saurait pas être déterminé eu égard aux multiples évolutions que peut connaître le parcours d'une personne se trouvant en congé de maladie. Au cours du temps, celle-ci peut notamment :

- être déclarée capable de reprendre le travail par le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) au vu de l'amélioration de son état de santé ;
- elle peut avoir repris le travail de sa propre initiative ;
- elle peut renoncer à la mesure de la RPTRT ;
- elle peut présenter une dégradation de son état de santé rendant inadéquate une RPTRT suivant l'appréciation du CMSS.

ad 4) Ladite collaboration consiste à adresser au service de la médecine de travail compétent une demande pour un avis spécialisé en matière de la RPTRT.

ad 5) Oui, cette solution est en application depuis le 15 octobre 2025.

ad 6) Les nouvelles mesures semblent montrer leur efficacité. En effet, depuis l'introduction de ladite collaboration, il y a eu 83 demandes et 61 retours d'avis.

.....

Sécurité et climat scolaire à l'école primaire de Dommeldange | Question 3549 (28/01/2026) de M. Fred Keup (ADR)

De 15. Januar 2026 huet d'Elterevereenegung vun der Primärschoul zu Dummeldeng eng ëffentlech Petitioun lancéiert, an där et ënner anerem heescht:

„Nous, parents des enfants fréquentant l'école fondamentale de Dommeldange, nous adressons à vous car la situation actuelle au sein de notre école n'est plus acceptable.

Les enfants et les enseignants sont quotidiennement exposés à la violence, à des comportements agressifs et à de graves perturbations. La peur et l'instabilité font désormais partie du quotidien scolaire. Il ne s'agit ni d'un problème temporaire ni d'un cas isolé, mais d'un problème structurel et systémique persistant, qui continue d'être toléré.

Cette situation porte atteinte aux droits fondamentaux des enfants, notamment à leur droit à l'intégrité physique et psychologique ainsi qu'à l'éducation. Les cours sont régulièrement perturbés, entraînant un retard scolaire pour les élèves, et beaucoup subissent une détresse psychologique importante en étant témoins ou victimes de violence. Parallèlement, les enseignants sont soumis à une pression constante et ne disposent pas de moyens efficaces pour réagir de manière appropriée.

Le personnel enseignant est engagé et travaille avec un dévouement total, mais il a besoin des moyens et des ressources nécessaires. Les enseignants respectent les procédures en vigueur, signalent les incidents et agissent dans le cadre d'une marge de manœuvre très limitée. Même des comportements graves restent souvent sans conséquences notables. Cela est profondément alarmant. Les autorités sont pleinement conscientes de ces difficultés, mais les causes profondes demeurent non traitées.“

A weider: „Une intervention de crise de la police a récemment eu lieu à l'école. Même si une telle intervention peut être nécessaire dans certains cas, la question se pose de savoir si cela est destiné à devenir la nouvelle normalité dans les écoles luxembourgeoises.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister eis am Detail erklären, wat an der Primärschoul zu Dummeldeng virgefall ass, fir datt et zu esou enger alarméierender Petitioun komm ass?
2. Aus wéi enge konkrete Grënn kouw et zu enger Interventioun vun der Police an dëser Schoul?
3. Iwwer wéi eng Informatiounen verfüügt de Ministère, wat d'Zuel u Personal an dëser Schoul ugeet? Kann een hei vun engem Manktem u Personal ausgehen?
4. Wéi gedenkt de Ministère, déi fir d'Elteren inakzeptabel Situatiounen ze verbesseren?
5. Sinn dem Ministère änlech Virfäll an anere Primärschoule vum Land bekannt? Wa jo, wat gedenkt de Ministère, an de betreffende Fäll ze ënnerhuelen?

Réponse (03/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Aus Grënn vun der Confidentialitéit an der Protektioun vun de betraffene Mineure ka mäi Ministère keng Detailler zu spezifeschen Eenzelfäll kommunizéieren. Et kann awer festgehale ginn, datt vereenzelt Incidenten, an déi virun allem zwee Kanner mat Verhalensopfällegkeeten implizéiert waren, an der Primärschoul zu Dummeldeng zu der Petitioun gefouert hunn.

ad 2. D'Interventioun vun der Police ass an deem ënner 1) beschriwwene Kader geschitt.

ad 3. Déi lokal a regional Acteuren hunn an dësem Zesummenhang eng Rei vu koordinéierten a verstärkte Mesuren an d'Weeër geleet, fir eng adequat Betreiwung vun de Schüler ze garantéieren, enger Eskalatioun vu Konfliktsituatiounen entgéintzewierken an erëm en nohaltege rouegt a sécher Schoulklima hierzestellen.

Aktuell goufen ënner anerem follgend Mesuren ëmgesat: Dat ganz Léier- an Erzéiungspersonal hält u Formatiounen fir Deseskalatiounstechniken a Klassenmanagement deel. Bei all Tëscheffall am Zesummenhang mat Aggressioun, Gewalt oder enger schwéierer Stéierung vum Schoulalldag ginn d'Elteren direkt a proaktiv informéiert. Zousätzlech gouf e schrëftlechen, detailléierten Aktiounsplang ausgeschafft, an deem weider Schrëtt festgehale sinn, fir d'Sécherheet an e funktionnell Léierëmfeld dauerhaft ze garantéieren.

An der Schoul ass systematesch e qualifizéierte Schoulpsycholog present, deen d'Schüler psychosocial begleet an déi pädagogesch Ekkippen an der Analys an an der Gestiou vun sensible Situatiounen ënnerstëtzt. Zousätzlech gouf eng Educatrice graduée zur Verfügung gestallt, déi prioritär de sozioemotionale Suivi vun de betraffene Kanner iwwerhëlt. Ausserdeem goufen d'Stonnen, déi fir d'Interventioun vun engem Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) virgesi waren, bedéngt duerch d'Erausforderungen, déi sech weinst der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummesetzung vun der Schoulpopulatioun erginn, erhéicht. Zanter dem Dezember 2024 gëtt den I-EBS duerch een Assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) ënnerstëtzt, dëst, fir déi deeglech Begleedung vu Kanner mat besonneschem Ënnerstëtzungbedarf weider ze stäerken.

Donieft goufen en zousätzleche Vollzäitenseignantsposten, deen eng spezifesch pädagogesch Ekkip nohaltege ënnerstëtzt, an ee weideren zousätzlechen Enseignantsposte geschaf, deen zwee Deeg pro Woch flexibel jee no identifizéierte Besoinen agesat ka ginn.

Et ass wichteg ze betounen, datt de Schoulcomité an dat betraffent Léierpersonal an engem permanenten Austausch mat der Regionaldirektioun stoungen. D'Situatioun gouf reegelméisseg evaluéiert, fir op eventuell bestoend oder nei opriedend Problemer kënnen ze reagéieren.

ad 4. Well um lokalen an um regionalen Niveau schonn eng verstärkt Prise en charge vun de betraffene Schüler ëmgesat gouf, ouni datt dëst zu enger nohalteger Entlaaschtung vun der Situatioun geféiert huet, ginn aktuell weider strukturell Moossnamen ageleet.

Wat déi betraffe Schüler ugeet, ass aktuell eng Offer vu spezialisierter Beschoulung an Ausaarbechtung, esou datt si d'Grondschoul zu Dummeldeng an noer Zukunft wäerte verlossen, fir an engem méi ugepasste Kader encadréiert ze ginn.

Aus Grënn vun der Confidentialitéit vun den individuellen Dossier an der Protektioun vun de Mineure kann de Ministère keng detailléiert Informatiounen zu eenzelne Situatiounen kommunizéieren.

ad 5. De Ministère ass aktuell an engem Dialogprozess engagéiert mat wichtege Schoulpartner, fir sech e genaut Bild vun der aktueller Situatioun ze maachen. D'Conclusiounen aus dësem Prozess wäerten an deene kommende Méint virgestallt ginn.

.....

Prise en charge des élèves à besoins spécifiques | Question 3550 (28/01/2026) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Am Enseignement fondamental komme reegelméisseg Situatiounen vir, wou Kanner mat ausgeprägte Verhalensschwierigkeeten eng geziilt a strukturéiert Ënnerstëtzung brauchen, fir am Schoulkader kënnen stabil ze bleiwen. Nodeems den Dossier an der Commission d'inclusion evaluéiert gouf, kann eng Prise en charge iwwer d'Centres socio-thérapeutiques organiséiert ginn. Dës Centres proposéieren, jee no Bedarf vum Kand, eng méi intensiv a multidisziplinär Begleedung a schaffen dobäi och mat der Schoul an den Elteren zesummen, mam Zil, eng (Re-)Integratioun am reguläre Parcours ze erméiglechen.

Am Koalitiounsaccord 2023-2028 ënnersträicht d'Regierung, datt d'Inklusioun am Fondamental eng grous Prioritéit war a bleift, an datt et fir déi nächst Jore wichteg ass, d'Équipes de soutien pour enfants à besoins spécifiques (ESEB) och an den Etablissements vum Enseignement secondaire weider konsequent auszebauen.

Zousätzlech ass eis zougedroe ginn, datt an der Haaptstad an der Direktioun 1 eng sougenannte „classe de transition“ besteet, déi ënner anerem als Zil hätt, Kanner mat markante Verhalensschwierigkeeten temporär an engem adaptéierte Kader opzehuelen an eng Reintegratioun virzubereeden. An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi dës Klass am Gesamtsystem positionéiert ass, besonnesch am Verhältnes zur Commission d'inclusion an zu de Centres de compétences.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. No bal 8 Joer misst den Dispositif evaluéiert ginn. Wéi bewäerten sech d'Centres socio-thérapeutiques säit hirer Aféierung? Wéi laang dauert et am

Duerchschnëtt bis e Kand Hëllef an engem CST kritt? A wéi laang dauert am Duerchschnëtt d'Prise en charge vun engem Kand bis et nees an de reguläre Schoulsystem ka reintégréiert ginn?

2. Am Secondaire soll den Dispositif vun den CST och erweidert ginn. Wou sinn déi CST, déi fir de Secondaire virgesi waren, drun? Wéi ass de konkrete Zäitplang vun der Regierung, fir d'Méiglechkeet vun enger Prise en charge och fir Kanner am Enseignement secondaire ëmzesetzen?

3. Wat ass de geneeën Zweck a Mandat vun enger „classe de transition“ (Zilgrupp, Opnamkrittären, Dauer vum Openthalt, Betreiwungskonzept, Personalressourcen, Rôle vun der CI/CNI)? Steet dës Klass ënner dem Regimm vun der Commission d'inclusion?

Réponse (03/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zanter der Aféierung vum Dispositif CST am Joer 2018, ass d'Offer ëmmer méi ausgebaut ginn, fir der Demande gerecht ze ginn. Aktuell sinn zéng CSTen operationell a bidde Kanner mat ausgeprägte sozioemotionale Verhalensschwierigkeeten, deenen hir Besoinen am reguläre Schoulsystem net méi kënnen erfëllt ginn, e strukturéierte Kader, eng intensiv pädagogesch an therapeutesch Betreiwung an eng alternativ Beschoulung.

An deene leschten aacht Joer hunn insgesamt 140 Kanner vum Dispositif CST profitéiert, dorënner 60 Kanner, fir déi d'Prise en charge nach amgang ass, an 80 Kanner, fir déi d'Prise en charge ofgeschloss ass.

D'Zäit tëscht der dokumentéierter Proposition vum CST duerch d'CI an der Admissioun an de CST läit am Duerchschnëtt bei 71 Deeg. D'Duerchschnëttsdauer vum Openthalt an engem CST ass 828 Deeg.

Et ass wichteg ze präziséieren, datt dës Dauer och d'Reintegratiounsphas mat ofdeckt an net nëmmen déi intensiv Phas am CST, also och déi progressiv Virbereedung fir zeréck an eng regulär oder eng aner spezialiséiert Beschoulung.

De MENJE huet Enn 2025 eng Evaluatioun un en extern Institut an Optrag ginn, fir en éischte Bilan vum Dispositif ze zéien.

ad 2. Den Dispositif vun de CSTE gëtt den Ament fir Schüler mat ausgeprägte sozioemotionale Verhalensschwierigkeeten aus dem Enseignement secondaire ausgebaut, fir och dësen eng zousätzlech Moossnam kënnen ze proposéieren, déi hire spezifesche Besoinen gerecht gëtt a fir si eng alternativ Beschoulung duerstelt. Zil ass et, deene Jonken an enger akuter schoulescher Noutsituatioun e strukturéierte Kader an eng intensiv pädagogesch an therapeutesch Betreiwung ze bidden.

Et ass virgesinn, datt deen éischte Centre fir Lycéeschüler am Schouljoer 2026/2027 opgeet.

ad 3. D'Zil vun der Classe de transition an der Stad Lëtzebuerg besteet doran, Schüler, déi am reguläre schoulesche Kader op temporär Schwierigkeeten stoussen, fir eng begrenzten Zäit an engem adaptéierte pädagogesche Kader opzefänken. D'Zilgrupp si Kanner, bei deenen eng kuerz- bis mëttelfristeg, intensiv Begleedung als sënnvoll ugesi gëtt, fir hir weider schoulesch Orientéierung ze klären.

D'Opnam an d'Classe de transition geschitt aktuell nach am Kader vun de Moossnamen, déi eng Commission d'inclusion (CI) proposéieren kann. Dozou gehéiert d'Méiglechkeet, datt e Schüler fir eng temporär Dauer an enger anerer Klass beschoult gëtt. Am Virfeld mécht d'CI an dësem Zesummenhang eng éischt Observatioun fir feststellen, wéi eng Prise en

charge dem betriffene Schüler am beschte gerecht gëtt. D'CI ass domat aktiv an de Prozess agebonnen an elaboréiert déi entspreichend Propositionen.

Zanter der Rentrée 2025/2026 bitt de Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE), änlech wéi aner Kompetenzzentren, awer och regional Kohabitatiounsklassen un. Dëst am Aklang mam Regierungsprogramm, dee virgesäit, de Reseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentren auszubauen, fir datt all Schüler onofhängeg vu sengem Wunnuert vun där nationaler Offer profitéiere kann.

An deem Kontext kéint d'Classe de transition an Zukunft och als Klass vum CDSE fonctionéieren, an esou den Dispositif fir d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesche Besoinen integréieren. Dës Klasse si bewosst a reguläre Grondschoulen implantéiert a sinn domat no beim Wunnuert vun de Schüler a kënnen esou eng méi no Begleedung garantéieren.

D'Classes de cohabitation entspreichen enger spezialiséierter Beschoulung duerch e Kompetenzzentrum, wéi se am Gesetz iwwert d'schoulesch Inklusioun vun 2018 virgesinn ass. D'Admissioun an esou eng Klass gëtt vun der nationaler Inklusiounskommissioun (CNI) den Eltere proposéiert. De Modell vun de Kohabitatiounsklasse wäert an de kommende Jore weider ausgebaut a gestärkt ginn, an esou ze enger qualitativ héichwäerteger a regional accessibeler Offer am Sënn vun enger inklusiver Beschoulung bäidroen.

Avenir et valorisation de la « Gebléishal » sur le site d'Esch-Belval | Question 3551 (29/01/2026) de M. Georges Mischo (CSV)

Déi am Joer 1910 gebaute Gebléishal um Site Esch-Belval steet zanter méi wéi 20 Joer eidel. Am Kulturjoer 2007 ass d'Gebai eng leschte Kéier fir e gréissert Event, d'Ausstellung „All we need“, genotzt ginn. Duerno war d'Fourrière vun der Police fir eng Weil an der Hal ënnerbruecht. Fir d'Kulturjoer Esch 2022 konnt d'Gebléishal aus Sécherheetsgrënn net méi profitéiert ginn. Eng Etude vun der Uni Lëtzebuerg aus de Joren 2022–2023 am Optrag vum Kulturministère an dem Ministère fir ëffentlech Aarbechten huet ënnerschiddlech Méiglechkeete fir den Ëmbau an d'Notzung vum Gebai opgezeechent.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Kulturminister stellen:

1. Ass méttlerweil eng Decisioun getraff ginn, wéi d'Gebléishal um Belval soll an Zukunft genotzt ginn? – Wa jo, wat fir eng Notzung gouf zréckbehalen?
2. Steet schonn eng Zäitschinn fir d'Ëmbauarbechte fest?
3. Si bis zu enger definitiver Notzung Renovéierungsrespektiv Erhalungsarbechten un der Hal geplangt, vu de schlechten Zoustand vum Gebai?
4. Ass geplangt, d'Gebléishal ënner Denkmalschutz ze stellen, vu datt et sech beim Gebai ëm e wichteg Stéck vum industrielle Patrimoine vun der Stolindustrie zu Lëtzebuerg handelt?

Réponse (27/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. D'Motivoun vun der Chamber iwwert déi grouss Infrastrukturprojekten, déi am Kader vum Budget 2026 ugeholl gouf, erméiglecht et dem Fonds Belval, fir déifgräifend Etuden zur Valorisioun, Viabilisatioun an den dozou gehéierenden Aarbechten um Site virun ze entwéckelen. Dës Etudë wäerten och

d'Basis bilden, fir déi zukünfteg Notzung vum Site ze determinéieren a wäerten dann och de concernéierten Acteuren zäitno presentéiert kënnen ginn.

ad 2. Ouni definéierten an approvéierte Projet kann nach kee Projet vun engem Finanzierungsgesetz präparéiert ginn an an der Chamber presentéiert ginn. Deemno kann nach keen Ufanksdatum fir d'final Aarbechten um Site vun der Gebléishal avancéiert ginn.

ad 3. Bis zum finaliséierte Projet fir d'Entwécklung vum Site vun der Gebléishal, huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten de 6. Januar 2026 seng Zoustëmmung ginn, fir mat de Stabiliséierungs- an Dekontaminatiounsarbechten un der Hal weiderzemaachen.

Wéi bei anere komplexe Projete gouf decidéiert, dës Phas vun de Virbereedungsarbechten ze starten, déi onofhängeg vun definitive Projet néideg sinn.

Dës Aarbechte konzentréieren sech besonnesch op Dekontaminatioun. Wéinst de spezifesche strukturelle Charakteristike vum Gebai erfuerderen dës eng individuell Methodologie.

D'Aarbechte fir d'Sécherung vun de Fassadenelementer sinn och geplangt a fänken dëst Joer un.

ad 4. D'Gebléishal steet zanter dem 18. Juli 2000 um Inventaire supplémentaire des monuments nationaux.

Et ass och wichteg ze betounen, datt de PAG vun der Stad Esch d'Gebléishal als Environnement construit a Construction à conserver klasséiert huet.

Planification et dimensionnement des réseaux de distribution d'électricité dans le cadre de la transition énergétique | Question 3552 (29/01/2026) de M. Georges Engel (LSAP)

La loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit, à l'article 27bis, que chaque gestionnaire de réseau de transport et chaque gestionnaire de réseau de distribution établit un plan décennal de développement du réseau, mis à jour au moins tous les deux ans et soumis pour consultation des parties prenantes.

Par ailleurs, l'article 8 (1) de la même loi, ajouté en 2023, dispose qu'un règlement grand-ducal doit déterminer des critères de dimensionnement minimaux des réseaux de distribution en basse et moyenne tension, à respecter lors de la planification, du développement et du renouvellement des réseaux. Or, ce règlement semble toujours faire défaut.

Ainsi, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) relève en août 2025¹⁵ que, « à défaut de la mise en œuvre du règlement grand-ducal prévu à cet effet », il appartient aux gestionnaires de réseau de communiquer leurs prescriptions techniques et critères de planification de manière transparente. Dans le cadre de la même consultation publique, le Mouvement écologique constate l'absence d'un tel règlement et appelle le ministère à agir sans délai.

Dans un contexte où de nombreux projets d'énergies renouvelables décentralisées (notamment éolienne et photovoltaïque) se heurtent à des contraintes de raccordement et où l'acceptabilité de la transition dépend aussi de la visibilité sur le calendrier et les priorités d'investissement dans les réseaux, je souhaiterais

¹⁵ Institut luxembourgeois de régulation (2025, 5 août). Résultat de la consultation publique du 20 mars au 20 mai 2025 portant sur le plan décennal de développement du réseau à très haute tension sur base du document intitulé « Network Development Plan 2024-2034 (NDP) – Electricity Transmission Grid » (Rapport de consultation publique).

poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les quatre gestionnaires de réseau de distribution ont-ils déjà élaboré des projets de plans de développement des réseaux à haute, moyenne et basse tension ou mené des consultations avec les utilisateurs concernés à ce sujet, comme prévu à l'article 27bis (9) de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 ?

2) Quel est l'état d'avancement du règlement grand-ducal prévu à l'article 8 (1) de la loi modifiée du 1^{er} août 2007, relatif aux critères de dimensionnement minimaux des réseaux de distribution basse et moyenne tension ?

3) Dans l'attente de ce règlement grand-ducal, quels critères, prescriptions techniques et méthodologies de planification sont appliqués par les gestionnaires de réseau de distribution (basse, moyenne et, le cas échéant, haute tension) pour dimensionner et prioriser les renforcements du réseau ?

4) Le Gouvernement entend-il consolider et publier ces critères afin d'améliorer la transparence pour les communes et développeurs ?

5) Existe-t-il des obstacles qui ralentissent le développement du réseau nécessaire à la transition énergétique et, le cas échéant, une stratégie pour les surmonter ?

6) Comment progresse le développement de la capacité du réseau dans les réseaux de distribution régionaux et ce développement est-il conforme au calendrier du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), en particulier dans les régions rurales où l'on enregistre la plus forte croissance des installations de production d'énergie renouvelable ?

Réponse (02/03/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les quatre gestionnaires de réseaux de distribution sont en train de finaliser leurs projets de plans de développement de réseau qui seront soumis à une consultation publique sous peu, conformément à l'article 27bis, paragraphe 9, de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « Loi de 2007 »).

ad 2) Un avant-projet de règlement grand-ducal sur base de l'article 8 (1) de la Loi de 2007 est en cours d'élaboration. Dans ce contexte des pourparlers ont été entamés en 2025 impliquant les gestionnaires de réseau et l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

ad 3) Même en l'absence d'un règlement grand-ducal détaillant les critères minimaux de dimensionnement du réseau, la Loi de 2007 définit les principes de développement et de dimensionnement appliqués par les gestionnaires de réseau. Ainsi, le paragraphe 3 de l'article 9, prévoit que « Les gestionnaires de réseau de distribution sont tenus de garantir la capacité à long terme du réseau de répondre à des demandes raisonnables de distribution d'électricité, d'exploiter, d'assurer la maintenance et de développer, dans des conditions économiques acceptables, un réseau de distribution d'électricité sûr, fiable et performant dans la zone qu'ils couvrent, dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique ». De plus, des critères supplémentaires, tels que la prise en compte du potentiel d'utilisation de la participation active de la demande, des installations de stockage d'énergie ou d'autres ressources susceptibles de constituer une solution de substitution à l'expansion du réseau, sont prescrits par la Loi de 2007 pour l'établissement des plans de développement du réseau.

La supervision de l'accomplissement de la mission de service public des gestionnaires est assurée par le

régulateur ILR, notamment au niveau de l'efficacité des coûts engendrés.

En ce qui concerne le réseau de haute tension, le gestionnaire de réseau de transport, Creos Luxembourg SA, publie des critères de planification à long terme des réseaux, la version actuelle datant de 2023. Pour les réseaux de basse, moyenne et haute tension, les gestionnaires de réseaux ont élaboré conjointement, conformément à l'article 5, paragraphes 2 et 3 de la Loi de 2007, les conditions techniques de raccordement aux réseaux, lesquelles ont été soumises à une procédure d'acceptation du régulateur, après consultation.

ad 4) Tel que décrit à la réponse à la question 3 ci-dessus, différents éléments donnent déjà aujourd'hui une visibilité certaine sur les critères appliqués et les nécessités en vue du développement du réseau. Une transparence accrue en ce qui concerne le développement et le dimensionnement des réseaux sera assurée par le règlement grand-ducal en élaboration référé à la question 2 en déterminant des critères de dimensionnement minimaux des réseaux qui sont à respecter par les gestionnaires de réseau de distribution lors de la planification, du développement et du renouvellement du réseau. Ces éléments vont clarifier et formaliser les critères en question, tout en laissant les flexibilités requises par les situations de terrain.

ad 5) Le développement du réseau, outil nécessaire à un développement économique en adéquation avec la transition énergétique, se doit de pouvoir surmonter des obstacles tels que la complexité d'anticiper les évolutions structurelles rapides du système énergétique, les procédures d'autorisation ou les enjeux d'acceptabilité des nouvelles infrastructures par le public. Ces défis soulignent l'importance d'un cadre politique clair, stable et prévisible.

Le Gouvernement est en échange constant avec les acteurs du terrain, notamment les gestionnaires de réseau pour comprendre les points potentiellement bloquants et contribuer à surmonter les obstacles qui se présentent. Un élément important dans ce contexte a été, en 2024, la consultation nationale « Einfach – Séier – Erneierbar ». Ce processus participatif a permis d'identifier 51 mesures concrètes¹⁶, visant notamment à simplifier et accélérer les procédures, renforcer la coordination entre acteurs et créer des conditions plus favorables au déploiement des énergies renouvelables et des infrastructures de réseau. Les acteurs étatiques impliqués sont pleinement engagés dans l'implémentation de ces mesures en coopération avec le secteur privé, et le Gouvernement suit de près l'avancement des mesures.

La problématique étant présente partout en Europe, la Commission européenne a présenté, en décembre 2025 un « Paquet réseaux (Grids package) » visant à relever les principaux défis liés aux infrastructures énergétiques transfrontalières dans l'UE, en mettant l'accent entre autres sur l'accélération et la simplification des procédures d'autorisation pour les projets de réseaux, d'énergies renouvelables, de stockage et de stations de recharge, tout en assurant l'acceptation publique et le partage des bénéfices, offrant des outils additionnels pour surmonter des obstacles potentiels pour le développement des réseaux. Le Luxembourg s'investit pour une adoption rapide de ce paquet,

¹⁶ Présentation des mesures concrètes issues de la consultation nationale sur l'énergie renouvelable « Einfach – Séier – Erneierbar » : Un manifeste pour l'avenir énergétique du Luxembourg : https://gouvernement.lu/lb/actualites/agenda.gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiqués+2025+05-mai+16-delles-energiereouvelable.html

aligné avec les initiatives nationales. Au niveau stratégique, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) joue un rôle central en tant qu'instrument de pilotage de la transition énergétique au Luxembourg. Il fournit aux gestionnaires de réseaux une vision politique à long terme et des objectifs clairement définis, indispensables pour orienter les décisions d'investissement. Le PNEC actualisé et finalisé en 2024¹⁷ a été pleinement pris en compte dans le Scénario Report¹⁸ le plus récent de Creos, publié en 2025, et constitue la référence principale pour l'élaboration des plans de développement des réseaux. En complément, la « Späicherstrategie », publiée par le Gouvernement en juillet 2025, met également l'accent sur les répercussions sur les réseaux et l'amélioration de la flexibilité pour une gestion efficace des capacités disponibles.

Les plans de développement des réseaux traduisent ces orientations politiques en actions concrètes, en permettant une planification anticipative des infrastructures sur un horizon d'au moins dix ans. Ils constituent un outil essentiel pour garantir la cohérence entre les objectifs climatiques et énergétiques nationaux et l'évolution nécessaire des réseaux. En complément, les gestionnaires de réseaux réalisent des analyses prospectives afin d'affiner les prévisions et d'assurer une mise en œuvre efficace des priorités politiques.

ad 6) Le développement du réseau est en adéquation avec les objectifs PNEC. À ce jour, les capacités de raccordement des projets photovoltaïques et éoliens autorisées par les gestionnaires de réseau dépassent déjà les ambitions fixées pour 2030, démontrant l'engagement concret du Luxembourg en faveur de la transition énergétique.

Il est important de souligner que les objectifs nationaux en matière d'énergie évoluent constamment afin de répondre aux enjeux géopolitiques, climatiques et technologiques. Dans ce cadre, un projet de mise à jour du PNEC est prévu pour 2028, qui intégrera les dernières évolutions du secteur et fournira des orientations politiques renforcées aux gestionnaires de réseaux, leur permettant de planifier, de manière proactive, le développement futur des infrastructures énergétiques, et d'accompagner la trajectoire ambitieuse de la transition énergétique luxembourgeoise.

.....

Renforcement de la prise en charge spécialisée des mineurs et recours aux placements à l'étranger | Question 3553 (29/01/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans son rapport annuel, l'OKaju constate une problématique préoccupante : le manque d'infrastructures hautement spécialisées sur le territoire luxembourgeois pour la prise en charge de mineurs présentant des troubles du comportement graves, des profils complexes ou ayant commis des actes violents avant l'âge de la majorité pénale entraînant le recours systématique à des placements à l'étranger.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le 1^{er} octobre 2025, 75 enfants et jeunes adultes étaient placés en institution à l'étranger et 37 enfants et jeunes adultes bénéficiaient d'un accueil individualisé intensif à l'étranger. Bien que le placement à l'étranger puisse, dans certains cas, contribuer positivement au parcours du mineur en créant une mise à distance bénéfique avec son environnement antérieur, l'OKaju

¹⁷ Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) : <https://gouvernement.lu/fr/dossiers/2023/2023-pnec.html>

¹⁸ Creos Scénario Report 2040 : https://www.creos-net.lu/fileadmin/dokumente/downloads/20250625_Scenario_Report.pdf?t=1770104563092

souligne néanmoins que cette situation expose les enfants concernés à un risque de ruptures de parcours, ce qui peut considérablement compliquer leur suivi et créer un risque réel de non-respect de leurs droits fondamentaux.

Face à ce constat, l'OKaju appelle à un renforcement urgent des ressources et infrastructures spécialisées nationales, conformément aux recommandations européennes et internationales qui plaident pour une prise en charge de proximité respectueuse des droits de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles mesures concrètes le ministère entend-il mettre en œuvre pour renforcer l'offre de prise en charge spécialisée sur le territoire national ? Le ministère peut-il préciser le nombre de places supplémentaires envisagées ainsi que le calendrier de réalisation prévu ?

2) Par quels moyens le ministère garantit-il la qualité et le respect des normes de prise en charge des mineurs luxembourgeois placés judiciairement dans des établissements à l'étranger ? Des missions d'inspection ou de contrôle y sont-elles organisées et, dans l'affirmative, selon quelle périodicité et quels protocoles ?

3) Quels dispositifs concrets et effectifs sont mis en place pour garantir que tout enfant placé à l'étranger dispose, dans son quotidien et de manière adaptée à son âge et à sa capacité de discernement, d'un accès réel à une instance de contrôle luxembourgeoise lorsqu'il estime que ses droits ne sont pas respectés ?

Réponse (03/03/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Compte tenu de l'exigüité du territoire luxembourgeois, il est matériellement difficile d'offrir, pour chaque type de besoin très spécifique, une prise en charge spécialisée sur place. La taille réduite du pays limite en effet la possibilité de développer une offre exhaustive couvrant l'ensemble des problématiques rencontrées par les enfants et les jeunes.

Dans certains cas, une prise en charge à l'étranger peut d'ailleurs constituer une réelle plus-value pour le jeune : elle permet une césure bénéfique avec la situation existante, favorise un nouveau départ et donne accès à des structures hautement spécialisées qui n'existent pas nécessairement au Luxembourg.

En dépit de ce contexte géographique, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) soutient le développement de l'offre spécialisée afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques et évolutifs des enfants et des jeunes présentant des besoins particuliers. Pour améliorer la prise en charge des jeunes souffrant de troubles psychiques, le MENJE prévoit notamment l'extension de l'offre à travers des conventions de coopération avec des services de psychiatrie infanto-juvénile.

Dans cette optique, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le MENJE renforcent leur collaboration afin de définir des politiques publiques cohérentes, partager des ressources et des informations, et mettre en œuvre des actions qui répondent aux besoins spécifiques des enfants et des jeunes. Un groupe de travail conjoint a ainsi été mis en place afin de renforcer, structurer et rendre plus opérationnelle la prise en charge des enfants et des jeunes.

ad 2) La qualité et le respect des normes de prise en charge des mineurs placés à l'étranger sont assurés par l'Office national de l'enfance (ONE), organe de contrôle chargé, conformément à la loi du 16

décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille (articles 5 et 6), d'assurer la mise en œuvre et la réévaluation régulière de l'aide sociale des enfants et des jeunes adultes en détresse. Ce cadre légal est complété par un cadre contractuel conclu avec le prestataire à l'étranger, lequel prévoit notamment :

- l'obligation pour le prestataire d'élaborer un plan d'aide dans les trois mois, puis de produire régulièrement des rapports (semestriel, annuel) et des notes de suivi ;
- l'évaluation biannuelle du mineur par un pédopsychiatre ;
- la mise à disposition d'outils garantissant les droits du mineur et sa possibilité de contacter facilement le prestataire ou les instances luxembourgeoises ;
- la possibilité pour l'ONE d'effectuer des visites sur place et de contrôler la qualité des interventions.

Le suivi des enfants mineurs placés judiciairement dans des établissements à l'étranger est de ce fait assuré par l'ONE, qui veille au respect des normes de prise en charge et à la qualité des mesures mises en œuvre. Avant toute admission dans un projet ou une structure à l'étranger, l'ONE, le juge de la jeunesse en charge du dossier ainsi que le pédopsychiatre traitant procèdent à une évaluation préalable afin de s'assurer de l'adéquation de la prise en charge proposée avec les besoins spécifiques du mineur.

Une fois le placement effectif, l'ONE organise un entretien tous les six mois afin d'apprécier l'évolution de la situation du mineur, d'évaluer les objectifs visés par un entretien de plan d'aide Hilfeplangespräch (HPG) et ses besoins actuels. Le cas échéant, les objectifs de la mesure pourront être adaptés. Ces entretiens peuvent se dérouler dans les locaux de l'ONE, directement sur les lieux de la prise en charge à l'étranger ou par visioconférence.

En fonction des besoins, des échanges supplémentaires peuvent être organisés à tout moment. Par ailleurs, l'ONE maintient un contact régulier avec le prestataire, notamment par téléphone et par courriel, afin d'assurer un suivi continu et un échange d'informations fluide. Dans le cadre de ses missions, l'ONE veille également à ce qu'un contact régulier avec les parents puisse être garanti.

ad 3) Le prestataire de l'accueil à l'étranger s'engage de manière contractuelle à ce que le mineur puisse contacter à tout moment l'ONE, le juge de la jeunesse en charge de son dossier ou bien l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu).

Dans le cadre du suivi régulier assuré par l'ONE, des entretiens individuels sont organisés afin de permettre au mineur d'exprimer librement son point de vue et de faire entendre sa voix de manière neutre et indépendante.

L'ONE veille ainsi à ce que chaque mineur placé à l'étranger dispose, de manière adaptée à son âge et à sa capacité de discernement, d'un accès effectif aux instances susmentionnées, à ce qu'il connaisse ses droits et les procédures en cas de non-respect de ses droits et qu'une participation active à l'élaboration de l'aide soit garantie.

Délais de traitement et de versement des aides au logement | Question 3554 (29/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

An deene leschte Joren ass d'Zuel vun nei gebaute Wunnengen däitlech zrëckgaang. An der Konsequenz sinn och d'Demandé fir Wunnengsbäihëllefen, grad bei der Acquisitioun, zrëckgaang. An dëser Situatioun muss de Prinzipp vum „wie séier hëlleft, hëlleft duebel“ gëllen. Dat souwuel am Interêt vun de Leit, déi

eng Wunneng brauche wéi am Interessi vun der Relance vum Bausecteur.

Mir géifen dofir gär vum Wunnengsbau- a Landesplanungsminister wëssen:

- Wéi laang ass den Delai tëscht de Receptiounen vun den Demandé fir déi verschidden Hëllef an dem Accord dofir?

- Wéi huet deen Delai sech tëscht 2020 an 2025 entwéckelt?

- Wéi laang dauert et nom Accord bis déi verschidden Hëllef ausbezueelt sinn?

Réponse (03/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Bearbeitungszäit vun den Dossieren

Wat d'Delaie fir d'Bearbechte vun den Dossieren ugeet, ass fir d'alleréischte wichteg ze bemierken, dass et just méiglech ass den Temps de traitement brut unzeginn, also den Delai vum Erareeche vum Dossier bis zum Accord vun der jeeweileger Bäihëllef. Déi Zäit vum Echange vu Courrier – am Fall wou zousätzlech Dokumenter musse beim Demandeur ugefrot ginn – ass dofir och hei mat abegraff.

Hei ënnendrenner fannt dir eng Opschlësselung betreffend d'Bearbeitungszäit vun de verschiddenen individuelle Wunnbäihëllefen.

Aide au financement d'une garantie locative

Bei dëser Hëllef ass wichteg ze bemierken, dass den Demandeur d'Méiglechkeet huet eng Attestatioun beim Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung unzefroen, ier en e Contrat de bail ënnerschreift, fir ze gesinn, ob d'Konditiounen vun der Bäihëllef erfëllt sinn, a wéi héich de Loyer maximal däerf sinn (an deemno och de Montant vun der Garantie).

Déi gefroten Attestatioun gëtt dann och an der Moyenne bannent 1 Mount ausgestallt.

D'Gesetz iwwert déi individuelle Wunnbäihëllefe gesäit dozu dann och vir, dass déi genannten Attestatioun während dräi Méint gültig ass.

Allerdéngs gëtt net an all Fall um Enn eng Aide au financement d'une garantie locative decidéiert, sief dat well den Demandeur seng Demande zeréckzitt, kee Contrat de bail ënnerschriwwen gëtt oder well de Bailleur d'Garantie vum Staat net wëll unhuelen a léiwéier d'Kautioun direkt wëll iwwerwise kréien.

Wann de Locatiounskontrakt bis eragereecht gouf, an d'Konditiounen weiderhin erfëllt sinn, gëtt dës Garantie dann och prioritär traitéiert, soudass an der Reegel no 1 Mount de Certificat vun der Garantie kann ausgestallt ginn.

Subvention de loyer

Bei der Loyerssubventioun stellt sech d'Entwécklung vun der Bearbeitungszeit folgendermoossen duer: ↑

Garantie de l'État

Wat déi staatlech Garantie fir d'Kafen, Bauen oder Renovéiere vun enger Wunneng ugeet ass ze präziséieren, dass dës Aide beim concernéierte Service vum Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung prioritär behandelt gëtt.

An der Moyenne kritt den Demandeur (an och déi concernéiert Bank) d'Decisioun bannent 1 Mount kommunizéiert.

Prime d'accession à la propriété

Zu der Prime d'accession à la propriété ass wichteg ze erwänen, dass vill Leit hir Demande schonn dee Moment erareeche wou se bei der Bank déi éischt Ufro

fir den Hypothéikeprêt stellen oder e Compromis de vente ënnerschreiwten. Fir d'Prime d'accession à la propriété kënnen accordéiert ze kréien, muss den Demandeur allerdéngs ë. a. eng Kopie vum Kaf-Akt erareeche, deen eréischt méi spéit ënnerschriwwen gëtt. ↑

Prime d'épargne

Zu der Spuerprim ass wichteg ze erwänen, dass, mat der Reform vum Gesetz zu den individuelle Wunnbäihëllefen, de Berechnungsmodus vun dëser Prim iwwerschafft gouf an dass dofir och grondleeënd Ännerungen vum Gestionsystem hu missen technesch developpéiert ginn. Dofir konnten déi Primmen och eréischt ab Mëtt 2025 finaliséiert ginn.

Des Weideren ass och eng vun de Konditiounen vun dëser Hëllef déi, dass den Demandeur seng Erspuernisse zu 90 % bannent 2 Joer nom Kaf vun der Wunneng muss investéiert hunn. D'Spueprim kann deemno och eréischt dee Moment accordéiert ginn. ↑

Prime d'amélioration

Wéi och fir d'Spueprim huet de Gestionsystem missen technesch ugepasst ginn duerch déi nei Dispositiounen vum Gesetz vun 2023, wat dann och den Delai, fir d'Dossiere kënnen ofzeschlëssen, verlängert huet. ↑

Prime d'amélioration pour assainissement énergétique

Zu der Prime d'amélioration pour assainissement énergétique (och „Topup social Klimabonus“ genannt) ass drun ze erënnere, dass dës Prim ë. a. unhand vum Montant vum Klimabonus berechent gëtt, deen den Demandeur fir seng energieetesche Sanéierungsmossname vun der Ëmweltverwaltung accordéiert kritt.

An deene meeschte Fäll ginn déi verschidde staatlech Bäihëllefe fir dës Mesurë vum Bierger oft de selwechte Moment ugefrot, an der Reegel and virum Ufank vun de Sanéierungsarbeiten.

Fir eng Prime d'amélioration pour assainissement énergétique kënnen ze accordéieren, muss den Demandeur dem Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung allerdéngs eng Preuve virleeën, dass hien och fir déi ugefrote Mossnamen e Klimabonus accordéiert krut, wat dann eréischt nom Ofschluss vun den Aarbechte méiglech ass.

Während der Zäit vum Chantier kann den Demandeur da säin Dossier beim Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung vervollstännegen.

Delai fir d'Ausbezuere vun de Bäihëllefen

Staatlech Garantien

Bei dëse Bäihëllefen handelt et sech ëm eng Garantie vum Staat, fir déi an de meeschte Fäll kee Paiement iwwert de Staatsbudget muss gemaach ginn, ausser am Fall wou de Bailleur respektiv d'Bank en Appell op d'Garantie mécht.

Am Fall vun engem Appell op déi jeeweileg Garantië ginn dës Ufroe schnellstméiglech traitéiert an och bannent engem Mount ausbezueelt (un de Bailleur resp. d'Bank).

Direkt individuell Bäihëllefe fir d'Kafen, Bauen oder Renovéiere vun enger Wunneng

Wann de betreffenen Dossier komplett ass, gëtt déi jeeweileg Bäihëllef an der Reegel bannent 1-2 Méint un den Demandeur ausbezueelt.

Wat méi genee d'Loyers- an d'Zenssubventioun ugeet, ass d'Opschlësselung folgend:

Subvention de loyer ↑

Subvention d'intérêt ↑

Plans d'action contre le bruit du trafic aérien autour de l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 3555 (29/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

L'exposition au bruit généré par le trafic aérien autour de l'Aéroport de Luxembourg-Findel a des conséquences avérées sur la santé et le bien-être des riverains, notamment en perturbant leur sommeil, en augmentant les risques cardiovasculaires et en altérant leur qualité de vie. Conformément à la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit et au règlement grand-ducal modifié du 2 août 2006, transposant la directive européenne 2002/49/CE, le Gouvernement est tenu d'élaborer des plans d'action nationaux pour atténuer les nuisances sonores environnementales. Dans ce cadre, la phase de consultation publique relative au 4^e cycle de cartographie stratégique du bruit s'est achevée à la fin de l'année 2025.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quand le Gouvernement rendra-t-il public le résumé et l'analyse de l'enquête publique sur les plans d'action contre le bruit environnemental ?

2) Quand le Gouvernement présentera-t-il le plan d'action contre le bruit du trafic aérien, ainsi que les quatre autres plans d'action contre le bruit ?

3) Selon le Gouvernement, les valeurs limites de bruit (≥ 65 dB (A) le jour et ≥ 55 dB (A) la nuit) fixées en 2008 doivent-elles être révisées ?

4) Les dépassements des valeurs limites de bruit sont-ils sanctionnés ? Si oui, par quelle autorité et selon quelles modalités ? Combien de fois des sanctions ont été décidées endéans les cinq dernières années ?

Réponse (03/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le résumé et l'analyse de l'enquête publique seront intégrés dans la version finale des plans d'action contre le bruit environnemental. Leur publication se fera après leur approbation par le Conseil de Gouvernement, actuellement prévue pour le premier trimestre 2026. Les documents seront ensuite mis à disposition du public sur le site emwelt.lu.

ad 2) Les projets des plans d'action, y compris le projet du plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien, ont été présentés au public lors d'une séance d'information tenue le 30 juin 2025 au Centre culturel de Merl. Cette présentation, organisée dans le cadre de la consultation publique, a permis au public de poser directement ses questions aux experts des services étatiques. Dans le cadre de cette consultation, les citoyens ont pu soumettre leurs observations et suggestions par écrit auprès de leur commune. Ils avaient également la possibilité de formuler des observations via deux plateformes en ligne : le « Portail national des enquêtes publiques » et la plateforme « Zesumme vereinfachen ». La publication de la version finale des plans se fera après leur approbation par le Conseil de Gouvernement prévue pour le premier trimestre 2026.

ad 3) Les valeurs limites de 65 dB (A) le jour et de 55 dB (A) la nuit s'orientent aux valeurs limites appliquées dans les pays voisins, notamment celles utilisées dans le même contexte en Allemagne. L'Administration de l'environnement réévalue régulièrement les valeurs limites applicables dans le cadre des plans d'action, afin de tenir compte de l'évolution des connaissances.

ad 4) La directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement à base de laquelle les plans d'action sont élaborés indique que le dépassement des valeurs limites amène à envisager ou à faire appliquer des mesures de réduction du bruit. Il n'existe cependant pas de base légale qui prescrit des sanctions lorsque les valeurs limites des plans d'action sont dépassées.

Brevet de technicien supérieur (BTS) | Question 3556 (29/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Les formations en Brevet de technicien supérieur (BTS) forment un pilier de l'enseignement supérieur à vocation professionnalisante au Luxembourg. Elles durent deux ans et leur objectif consiste à conférer des qualifications professionnelles d'un niveau supérieur dans une spécialité déterminée tout en préparant à l'entrée sur le marché du travail.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) À l'heure qu'il est, quels sont les établissements scolaires qui proposent des BTS et comment ces formations sont-elles réparties sur le territoire national ?

2) Quels sont les BTS les plus fréquentés en termes d'effectifs (étudiants) et en distinguant selon le domaine de spécialisation ?

3) Quels sont les BTS qui ont dû être annulés ou qui n'ont plus vu renouveler leur accréditation depuis l'an 2020 ? Quelles auraient été les raisons ayant motivé ces éventuelles suppressions ?

4) Quels nouveaux BTS sont prévus ou en cours de préparation au fil des années à venir ?

Réponse (05/02/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) En 2025-2026, les lycées listés ci-après offrent des programmes d'études accrédités menant au Brevet de technicien supérieur (BTS) :

- Bouneweger Lycée Luxembourg (BLL) - Luxembourg
- École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management (ECG) - Luxembourg
- École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL) - Diekirch
- École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) - Luxembourg
- Lycée des Arts et Métiers (LAM) - Luxembourg
- Lycée technique agricole (LTA) - Gilsdorf
- Lycée technique du Centre (LTC) - Luxembourg
- Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt) - Ettelbruck
- Lycée Josy Barthel (LJBM) - Mamer
- Lycée Guillaume Kroll (LGK) - Esch-sur-Alzette
- Lycée Nic-Biever (LNB) - Dudelange
- Lycée Privé Émile Metz (LPEM) - Luxembourg
- Lycée classique de Diekirch (LCD) - Diekirch
- Lycée du Nord (LNV) - Wiltz
- Maacher Lycée (MLG) - Grevenmacher
- Atert-Lycée Redange (ALR) - Redange/Atert

La répartition géographique des lycées offrant actuellement de tels programmes est la suivante : \uparrow

À préciser que les données utilisées correspondent aux sièges principaux des établissements concernés, bien que certains enseignements soient dispensés dans d'autres locaux.

ad 2) Le tableau \uparrow ci-dessous renseigne sur les programmes de BTS les plus fréquentés en termes

d'effectifs à la rentrée 2025-2026, tout en établissant une distinction par domaine de spécialisation :

ad 3) Au cours des six dernières années, aucun programme d'études menant à un BTS n'a été « annulé ». L'intitulé de certains programmes d'études a changé, sans pour autant que l'accréditation en tant que telle de ces programmes n'ait été affectée.

Toutefois, le programme d'études menant au BTS Chimie analytique n'a pas été réaccrédité en 2024, ce qui aura comme conséquence que l'accréditation de la formation prendra fin définitivement au 14 septembre 2027 (période transitoire pour les étudiants inscrits en 2024-2025). Le non-renouvellement de l'accréditation dudit programme s'explique par le fait que le programme a souffert d'un manque chronique d'étudiants, qui s'est aggravé pendant la période d'accréditation écoulée.

Finalement, il y a lieu de signaler que pour les programmes d'études menant au BTS d'infirmier en anesthésie et réanimation, d'infirmier en pédiatrie, d'ATM de chirurgie, d'infirmier pédiatrique, de sage-femme et d'ATM de radiologie, l'ENSA, en raison du lancement des programmes de bachelor afférents auprès de l'Université du Luxembourg, n'admet actuellement plus de nouveaux étudiants. Par conséquent, les accréditations des programmes d'études BTS précités ne seront plus renouvelées après la période d'accréditation prenant fin respectivement le 14 septembre 2026 et le 14 septembre 2027.

ad 4) Considérant que l'initiative pour la mise en place de nouveaux programmes d'études BTS relève des lycées, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne peut se prononcer que par rapport aux programmes introduits dans la procédure d'accréditation.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler les programmes d'études ci-après, qui se trouvent actuellement dans la procédure d'accréditation :

- BTS Sport Development and Management (Sportlycée/BLL) - Luxembourg
- BTS Tourisme et communication (EHTL) - Diekirch
- BTS Technologie biomédical (ENSA) - Luxembourg.

Fiabilité de la desserte ferroviaire entre Luxembourg et Trèves | Question 3557 (29/01/2026) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Cette liaison constitue un axe essentiel pour de nombreux frontaliers ainsi que pour des étudiantes et étudiants qui dépendent quotidiennement des trains entre Luxembourg, Wasserbillig et Trier. Or, au cours des deux dernières années, cette ligne a été à plusieurs reprises fortement perturbée : suspension totale du trafic entre Luxembourg et Wasserbillig pendant plusieurs semaines à l'été 2025 avec mise en place d'un service de bus de substitution, interruption du trafic entre Wasserbillig et Trier en janvier 2025 suite à un incident technique, ou encore barrage de la ligne entre Luxembourg et Trier les 24 et 25 janvier 2026, à nouveau remplacée dans les deux sens par des bus de substitution.

Par ailleurs, les CFL indiquent un taux de ponctualité global de 90,8 % pour l'année 2024 et un taux de suppressions de 2,9 % sur l'ensemble du réseau, tout en soulignant que de nombreuses suppressions étaient dues à des grèves sur les réseaux voisins. Ces données nationales ne permettent toutefois pas d'apprécier concrètement la situation spécifique de la ligne Luxembourg-Trier, telle que perçue par les usagers et usagères concernés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pour les années 2024 et 2025, ainsi que pour la période déjà écoulée de 2026, Madame la Ministre peut-elle indiquer, pour la relation Luxembourg-Wasserbillig-Trier (dans les deux sens), le nombre total de trains prévus et, parmi ceux-ci, le nombre de trains a) totalement supprimés, b) partiellement supprimés, c) arrivés avec un retard égal ou supérieur à 6 minutes au point frontière ou au terminus, en ventilant ces données par mois dans la mesure du possible ?

2) Quelles sont, selon les informations disponibles, les principales causes des retards et suppressions constatés sur la ligne Luxembourg-Trier au cours des deux dernières années (travaux et maintenance sur le réseau luxembourgeois, travaux ou incidents sur le réseau allemand, grèves sur des réseaux voisins, défaillances de matériel roulant, conditions météorologiques, autres causes externes) et quelle part de ces perturbations est imputable au réseau luxembourgeois par rapport aux réseaux voisins ?

3) Quelles mesures concrètes le Gouvernement et les CFL ont-ils mises en place ou envisagent-ils, en coordination avec les partenaires allemands concernés, afin d'améliorer durablement la fiabilité et la ponctualité de la liaison Luxembourg-Trier ?

Réponse (25/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur la desserte ferroviaire entre Luxembourg et Trèves. Les informations suivantes ont été demandées auprès des CFL.

ad 1) Le tableau [↑] ci-dessous présente les données attendues pour la relation Luxembourg-Wasserbillig-Trèves.

Il convient de préciser que les décommandes de plus de 3 jours ouvrés à l'avance, en raison de travaux planifiés sur l'infrastructure, ne sont pas pris en compte dans les statistiques de suppressions.

Vous trouverez ci-après les barrages ferroviaires programmés ayant eu lieu sur la ligne pour les années 2024, 2025 et 2026 et qui ne sont pas à considérer comme des suppressions mentionnées dans le tableau précédent.

2024
Barrage ferroviaire avec bus de remplacement entre Luxembourg et Trèves pendant deux weekends (du vendredi soir au dimanche soir).

2025
Barrage ferroviaire avec bus de remplacement entre Luxembourg et Trèves pendant trois semaines (15 jours ouvrables) et neuf weekends (du vendredi soir au dimanche soir).

Barrage ferroviaire avec bus de remplacement entre Luxembourg et Oetrange pendant une semaine (5 jours ouvrables) et deux weekends (du vendredi soir au dimanche soir).

2026 janvier
Barrage ferroviaire avec bus de remplacement entre Luxembourg et Trèves pendant un weekend (du vendredi soir au dimanche soir).

ad 2) Ci-dessous les trois causes les plus fréquentes de retards et de suppressions pour les années 2024 et 2025.

– Retards :

- 2024**
1. Réseau voisin 73,3 %
2. Infrastructure et exploitation 7,1 %

3. Matériel et planification 5,2 %
73,3 % des retards sont imputables au réseau voisin.

- 2025**
1. Réseau voisin 77,2 %
2. Matériel et planification 7,3 %
3. Infrastructure et exploitation 4,5 %
77,2 % des retards sont imputables au réseau voisin.

– Suppressions :

- 2024**
1. Réseau voisin 82,5 %
2. Matériel et planification 10,6 %
3. Incidents/Accidents 2,0 %
82,5 % de suppressions sont imputables au réseau voisin.

- 2025**
1. Réseau voisin 63,2 %
2. Matériel et planification 17,3 %
3. Infrastructure et exploitation 11,8 %
63,2 % de suppressions sont imputables au réseau voisin.

ad 3) Afin d'améliorer durablement la fiabilité et la ponctualité de la liaison ferroviaire Luxembourg-Wasserbillig-Trèves, les CFL ont renforcé depuis plusieurs mois leurs échanges réguliers et structurés avec la Deutsche Bahn. Ces réunions permettent d'identifier conjointement des pistes d'amélioration concrètes pour le réseau concerné.

Une des mesures appliquées consiste à adapter l'organisation du matériel roulant au départ de Luxembourg, afin que les trains à destination de l'Allemagne puissent partir de façon indépendante, sans dépendre de l'arrivée d'un train éventuellement retardé en provenance d'Allemagne. Cette organisation, mise en place depuis plusieurs années et pratiquée de manière régulière dans l'exploitation quotidienne, permet de limiter les enchaînements de retards et contribue à réduire l'effet domino des perturbations transfrontalières.

Il convient toutefois de souligner que, malgré la volonté des CFL d'améliorer la situation, la majorité des facteurs à l'origine des retards se situe sur le réseau allemand, sur lequel les CFL et notre Ministère n'ont pas de maîtrise. Une amélioration durable dépend donc avant tout des efforts que la Deutsche Bahn doit poursuivre pour stabiliser son infrastructure et ses opérations, dans le cadre de la coopération constructive actuellement en place.

.....
Traitement des demandes de protection internationale de personnes originaires d'Iran | Question **3558** (29/01/2026) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Depuis la fin de l'année 2025, l'Iran connaît une nouvelle vague de manifestations d'ampleur nationale, marquée par une répression particulièrement violente et une forte dégradation de la situation des droits humains. Fuyant la répression et la persécution, des personnes originaires d'Iran cherchent à obtenir une protection internationale en Europe et aussi au Luxembourg, depuis plusieurs années déjà.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Considérant que les décisions octroyant le statut de protection internationale doivent être prises au cas par cas, quelle est actuellement la ligne générale du Département de l'immigration pour le traitement des demandes de protection internationale de personnes originaires d'Iran ?

2) Y a-t-il actuellement des demandes de personnes originaires d'Iran dont la demande est en suspens ? Le cas échéant, quelles en sont les raisons ?

3) Combien de personnes originaires d'Iran ont vu leur demande de protection internationale acceptée ou refusée au cours des trois dernières années, si possible ventilé par mois ?

4) Monsieur le Ministre considère-t-il l'Iran comme pays sûr dans lequel les personnes dont la demande de protection internationale a été refusée peuvent être renvoyées ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette position ?

Réponse (24/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Direction générale de l'immigration instruit toutes les demandes de protection internationale introduites par des ressortissants de pays tiers de manière individuelle, objective et impartiale conformément aux obligations découlant de la Convention de Genève et de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Pour ce faire elle se base sur l'ensemble des éléments figurant dans le dossier administratif du demandeur de protection internationale ainsi que sur toute une panoplie de rapports comprenant des informations sur l'Iran parmi lesquels figure la « Country Guidance : Iran » de janvier 2025 publiée par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile.

À ce jour chaque demande est analysée de manière individuelle à l'aune des motifs invoqués par le demandeur afin de déterminer si la personne craint personnellement en cas de retour dans son pays d'origine de devenir victime de persécutions ou d'attein-tes graves. Si tel est le cas elle se verra octroyer soit le statut de réfugié soit le statut conféré par la protection subsidiaire.

ad 2) À ce jour, le traitement des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants iraniens ne fait pas l'objet d'une quelconque suspension.

ad 3) Tableau [↑]

Pour des raisons de protection des données, une ventilation mensuelle ne peut être fournie lorsque les données sont inférieures à 5 personnes. En conséquence, seule une ventilation annuelle peut être communiquée.

ad 4) Le concept de pays d'origine sûr est un concept qui est utilisé dans le cadre du traitement de la demande de protection internationale qui permet d'accélérer une procédure. La notion de « pays sûr » ne s'applique donc pas en tant que telle au domaine du retour.

Le domaine du retour obéit en effet à un cadre juridique distinct, fondé notamment sur le respect du principe de non-refoulement. Dans le contexte de retours éventuels vers l'Iran, ce principe est scrupuleusement respecté.

.....
Application des règles linguistiques dans le cadre d'un recrutement communal | Question **3559** (30/01/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Mir gouf rezent e Virfall zougedroen, deen am Hibleck op d'Ästellungspolitik bei de kommunale Servicer – och legal gesinn – vill Froen opwerft. An der Gemeng Veiane gouf mengen Informatiounen no eng Persoun am Service technique an enger A1-Karriär agestallt, déi weeder Grondkenntnisser am Lëtzebuergeschen, nach am Däitschen huet. An der Stellenausschreibung

stoung iwwerdeems, wat d'Sproochekompetenz ueget, Follgendes: „Connaissance parfaite du luxembourgeois, de l'allemand, du français et de l'anglais.“

Ganz ofgesinn dovun, datt déi an der Stellenausschreibung fir dës Plaz gefuerdert Sproochekenntnisser net erfëllt sinn, kéint hei eng Violatioun vum gesetzlech festgehalene Prinzip vum Beherrsche vun den dräi Landessproochen beim ëffentlechen a kommunalen Déngscht virleien, ergo kéinten also déi gesetzlech a reglementaresch festgeschriwwene Kritäre bei der Stellenausschreibung am kommunalen Déngscht violéiert gi sinn. Entsprechend Beanstandunge vu kommunalpolitescher Säit sinn ofgewise gi mat der Begrënnung, et wär am Hibleck op den Artikel 105 vum modifizéierte Gemengegesetz keng Irregularitéit feststellen. Weider Nofroe si leider onbeäntwert bliwwen.

Wann eng Derogatioun geholl gëtt, misst kloer sinn, datt keng aner Persoun d'Ufuerderungen erfëllt, wat – mengen Informatiounen no – net de Fall ass.

Besonnenesch bedenklech ass iwwerdeems, datt déi agestallte Persoun duerch hir Aarbecht am Service technique vill am Kontakt mat der Bevëlkerung wäert stoen a grad zu Veianen, als Grenzstad, besonnenesch och déi däitsch Sprooch eng wichteg Roll spillt.

Et ass och kritesch, datt an deem Fall d'Persoun weeder eng schrëftlech Ufro verstoen, nach beäntwerte kann, et sief dann, si géif en Iwwersetzungsprogramm benotzen. Dëst ass awer sécherlech keng ideal Situatioun.

Am Artikel 4. vum Sproochegesetz vum 1984 steet awer kloer:

„Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.“

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt et am uewe beschriwwene Fall, wéi et schéngt, zu enger Violatioun vun de gesetzlechen a reglementaresche festgeschriwwene Kritäre bei der Stellenausschreibung am kommunalen Déngscht komm ass, ouni datt déi dofir zoustänneg Autoritéiten am Inneministère – en parfaite connaissance vun deem, wat passéiert ass – reagéiert hunn?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt weider Nofroe vu kommunalpolitescher Säit, déi iwwerdeems respektvoll, exakt a präzis formuléiert goufen, einfach onbeäntwert goufen?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, en parfaite connaissance vun deem, wat sech zougedroen huet, elo ze reagieren?

Réponse (10/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. Am Kader vun der Astellung vu Personal duerch Gemengenautoritéite gëtt dat ëmgeännert d'Gemengesetz vum 13. Dezember 1988 dem Inneministère d'Kompetenz, fir ze kontrolléieren, ob dës Entscheedungen net géint eng gesetzlech Bestëmmung oder géint den Interêt général verstoussen.

Wat d'Sproochekenntnisser vu Kandidaten fir e Posten am Gemengesektor ueget gesäit d'Gesetz vir, dass Kandidaten op e Posten ënner dem Regime vum Fonctionnaire oder Employé communal musse bewiesen, dass si déi 3 offiziell Sproochen, also Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch, ugepasst un de Profil vum Posten, beherrschen. Fir Posten ënner dem Regime vum Salaré gëllt dat just fir d'Astellung vun Enseignanten am kommunale Museksunterricht.

Am Fall op deen den honorabelen Deputéierte Michel Lemaire hiweist, huet d'Gemeng eng Persoun ënner dem Regime vum Salaré fir den technischen Déngscht agestallt. Deemo applizéieren sech a dësem Fall keng gesetzlech Forderungen wat d'Sproochekenntnisser ueget, esou dass et ausschlieslech de Gemengenautoritéiten iwwerloos war ze decidéieren, ob d'Sproochekenntnisser vu Kandidaten dem Besoin vum Posten entsprechen.

ad 2. E Gemengeconseiller vun der concernéierter Gemeng krut op Nofro vum Inneministère matgedeelt, dass dat ugeschwatent Engagement juristesch gepréift ginn ass an a kengem Punkt e Verstouss géint eng gesetzlech Bestëmmung festgestallt gouf.

Dono huet dee betreffende Conseiller dem Inneministère duerch e Mail seng Aschätzung vun dem Dossier matgedeelt, déi awer juristesch net zoutreffend war. Den Inneministère huet vun där Aschätzung Kenntnis geholl.

ad 3. Genee ewéi an der Vergaangenheet wäert den Inneministère och an Zukunft kontrolléieren, ob Kandidaten op e Posten am Gemengesektor déi néideg Sproochekenntnisser hunn an deene Fäll wou d'Gesetz hien dozou befuugt.

.....

Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles | Question 3560 (30/01/2026) de M. Georges Engel | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Le 27 janvier 2026, la Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont présenté un nouveau concept de toilettes et de vestiaires « unisexes » pour les futures infrastructures de l'enseignement luxembourgeois. Bien que le concept présenté en commission de la Chambre des Députés semble fournir des espaces privés et isolés aux enfants qui en ont besoin, inspirés de modèles complètement clos existants au Canada, aux États-Unis et en Suède, celui-ci a suscité une vague de commentaires polémiques. Ainsi, le CSV s'est prononcé sur le sujet en publiant un rejet du concept sur ses comptes de réseaux sociaux le 29 janvier 2026.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier ministre :

– Quelle est la position du Gouvernement au sujet des toilettes et vestiaires « unisexes » dans les écoles et lycées luxembourgeois ?

Réponse (06/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Le Gouvernement réfère à la réponse à la question parlementaire n° 3562 du 2 février 2026.

.....

Contacts gouvernementaux relatifs à la simplification réglementaire européenne | Question 3561 (30/01/2026) de M. Franz Fayot (LSAP)

Des révélations récentes de l'ONG SOMO et du média Euractiv exposent l'existence d'une alliance secrète de grandes multinationales, baptisée « Competitiveness Roundtable », qui aurait mené une campagne de lobbying d'envergure visant à affaiblir plusieurs législations européennes en matière de durabilité, notamment la directive sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises (CSDDD).

Ma collègue, la députée Sam Tanson, a posé une question parlementaire à ce sujet (question parlementaire n° 3337 du 11 décembre 2025), à laquelle le Gouvernement a répondu le 19 janvier 2026. Cette réponse reste toutefois vague et ne répond pas à nos

attentes en matière de transparence, car elle ne permet pas de déterminer clairement s'il y a eu des contacts avec les acteurs mentionnés dans le rapport de l'ONG SOMO.

En outre, en consultant le registre de transparence du Gouvernement luxembourgeois, j'ai constaté qu'en octobre 2025, deux rencontres ont eu lieu entre des représentants du Gouvernement et des acteurs économiques au sujet de la simplification réglementaire :

– Le 15 octobre 2025, une représentante du Ministère des Médias et de la Communication a participé à une visioconférence avec des représentants de META concernant notamment le train de mesures « Omnibus » sur le numérique, où META a plaidé pour une simplification dans le contexte européen du Digital Services Act (DSA), du Digital Markets Act (DMA) et du Digital Rulebook.

– Le 16 octobre 2025, un représentant du Ministère de l'Économie a participé à une visioconférence avec des représentants de Mondelez International où l'entreprise a soutenu une simplification, notamment en ce qui concerne le règlement européen sur la déforestation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les rencontres avec META et Mondelez International ont-elles influencé ou modifié la position du Luxembourg concernant les propositions « Omnibus » de simplification discutées au niveau européen ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

2) Le Gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés, contactés ou ont-ils eu des réunions avec Koch Inc., Koch Industries ou Koch Government Affairs, y compris lors de conférences ou d'événements internationaux ? Dans l'affirmative, quels représentants ont participé à ces rencontres et quelles positions ont-ils défendues ?

3) Le Gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés par Chevron, ExxonMobil, Dow Inc., Baker Hughes, Honeywell, Nyrstar/Trafigura Group, Enterprise Mobility, JPMorgan Chase, TotalEnergies ou par le think tank TEHA Group ?

Réponse (03/03/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Lex Delles, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Elisabeth Margue, Ministère déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) La position du Luxembourg dans les négociations européennes est élaborée sur la base d'un examen équilibré et complet des avis consultés, des objectifs nationaux et du contexte politique européen global.

La rencontre de la représentante du Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique avec la société META n'a pas modifié la position du Luxembourg concernant le dossier discuté, à savoir l'Omnibus VII.

Concernant la visioconférence du 16 octobre 2025 avec des représentants de Mondelez International, il importe de préciser qu'elle s'est tenue non pas avec un représentant du Ministère de l'Économie, mais avec des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture. Cette réunion portait sur le règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), qui ne fait pas partie du paquet Omnibus. La visioconférence n'a donc pas influencé ni modifié la position du Luxembourg concernant les propositions Omnibus.

ad 2) Veuillez-vous référer à la réponse à la question parlementaire n° 3546.

ad 3) Des représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Économie et du Ministère des Finances ont eu une réunion au sujet de la « Corporate Sustainability Reporting Directive » (CSRD) avec des représentants de l'une des entreprises précitées.

Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles | Question 3562 (30/01/2026) de Mme Barbara Agostino (DP)

Ee Joer no der parlamentarescher Debatt iwwert d'Petitiounen am Zesammenhang mat den LGBTQI+-Thematiken an der Schoul ass de 27. Januar 2026 an enger gemeinsamer Sëtzung vun der Familljen- an der Educatiounskommissioun en neit Konzept fir méi inklusiv sanitär Infrastrukturen a Vestiaires presentéiert ginn.

An deem Kontext wëilt ech der Madamm Ministesch fir d'Égalitéit an d'Diversitéit an dem Här Minister fir d'Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi ass dëst neit Konzept konkret ausgeschafft ginn, a wéi eng Acteuren oder Fachinstanze waren an dëse Prozess agebonnen?
2. Ass virgesinn, dës nei inklusiv Infrastrukturen an allen ëffentleche Schoulgebäier ëmzesetzen? Wa jo, wéi gesäit de konkreeten Zäitplang fir dës Ëmsetzung aus?
3. Ass et no dësem Konzept virgesinn, dass et an de Schoulen nëmmen nach gemeinsam Toilettë fir Schüelerinnen a Schüeler gëtt?
4. Trëfft et zou, dass et och am Beräich vun de Vestiaires an Zukunft nëmmen nach gemeinsam an net méi getrennten Infrastrukture soll ginn?
5. Wéi soll am Kader vun dësen neie Konzepter garantéiert ginn, dass d'Privatsphär an d'Intimitéit vun de Schüelerinnen a Schüeler zu all Moment respektéiert a geschützt bleift?

ad 1. D'Initiativ geet zeréck op eng gemeinsam Reunión vum 21. Juni 2021 vum Minister fir ëffentlech Bauten a vum Educatiounsminister.

D'Thema vun dëser Reunión waren d'Problemer vu Mobbing, Vandalismus an Diskriminéierung am Zesammenhang mat der Gestaltung vun de sanitäre Raim an de Lycéeën.

Dobäi sinn zwee Problemer identifizéiert ginn. Déi traditionell Toilettëberäicher sinn no baussen hin zou, esou datt se eng Surveillance dovun, wat banne geschitt, erschwéieren. No bannen hi sinn d'Kabinnen no uewen an ënnen op, esou datt se wéineg Intimitéit fir d'Schüelerinnen a Schüeler bidden an en iwwergrëffegt Verhalen erliichteren.

Op Basis dovun, ass den Educatiounsministère beoptraagt ginn, fir eng éischt Recherche ze maachen no Konzepter vun „inklusive“ sanitäre Raim, déi dës Problematik gënge verbesseren.

Am Mee 2022 huet den Educatiounsministère d'Resultater vun dëser internationaler Recherche, déi vum CePAS duerchgefouert gouf, un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weiderginn, mat der Demande, fir e Konzept fir Lëtzebuerg ze entwéckelen.

D'Bauteverwaltung huet doropshin en Architektbüro beoptraagt, e Konzept auszuschaffen. Dëst ass an enker Zesammenaarbecht mat dem Educatiounsministère, an och mat den zivillgesellschaftlechen Associatiounen am Beräich Inklusioun geschitt.

Fir de Pilotprojet vum neie Gebai vum LTC (Lycée technique du Centre) war d'Direktioun vum Lycée de Gespréichspartner.

Et ass hei drëms gaangen, e bessert Konzept fir Sanitäranlagen auszuschaffen. Inklusioun an all hire Facettë war hei genee esou wichtig, wéi konkret Äntwerten op Problemer ronderëm dës Infrastrukturen ze fannen. D'Konzept, dat zeréckbehale gouf, baséiert esou um Prinzipp vun enger méiglechst grousser Transparenz an Oppenheet vun der Gestaltung vum Virraum, an individuellen an zouenen Toilettëkabinnen, wou och eng Méiglechkeet besteet, e Lavabo an e Spigel ze hunn. Dëst gouf och genee esou an der Chamberskommissioun presentéiert.

Dat éischt soll verhënnere, datt et an dësem Beräich zu Vandalismus, Mobbing oder Diskriminéierung kënnt, a soll zu der Sécherheet vun de Schüelerinnen a Schüeler bäidroen. Dat zweet ziilt op eng méiglechst grouss Intimitéit vun de Schüelerinnen a Schüeler.

Dësen Design vun de Sanitäranlagen ass vun alle consultéierten Acteuren als besser empfunnt gi wéi déi aktuell Gestaltung.

ad 2. Nee, et ass net virgesinn, aktuell Schoulgebäier systematesch ëmzebauen, fir Sanitäranlagen oder Vestiaires no deem neie Konzept anzubauen. Wéi an der Kommissiounssëtzung erkläert, wäerten an enger éischer Phas déi Schoulgebäier, déi elo an d'Planung gi respektiv Gebäier, déi karsanéiert ginn, no deem neie Konzept ëmgebaut ginn.

Wichtig ass et an dësem Zesammenhang, den Ënnerschied ze maachen tëscht dem neie Konzept vu Sanitär- an der Notioun vun „Unisex-Toiletten“. Et geet hei ëm Sanitärinfrastrukturen, déi genuch Flexibilitéit erméiglechen, fir de konkreete Besoine vun de Lycéeën kënne gerecht ze ginn.

Wéi an der Kommissiounssëtzung erkläert gouf, war virgesinn, d'Signaletique vun den Toilettë mat all Schoul zesumme festzuleeën. Virum Hannergrond vun den aktuellen Diskussiounen wëlle mir awer kloerstellen, datt et an Zukunft an all Schoulgebäier dräi Méiglechkeete muss ginn:

Et wäert an all Schoulgebäier separat Jongen- a Meedercherstoilettë ginn, an Toiletten, déi keng spezifesch Beschëlderung wäerten hunn. D'Detailer hänke vun der Gréisst an der Gestaltung vun der schoulescher Infrastruktur of.

Dëst entsprécht den Ziler, déi d'Regierung sech am neie PAN LGBTQI+ ginn huet, an deen am Juli 2025 schonn der Chamber an der Ëffentlechkeet virgestallt gouf.

ad 3. Nee, et wäerten och weiderhin Toilettëbléck mat Kabinnen exklusiv fir Jongen, Toilettëbléck mat Kabinnen exklusiv fir Meedercher, an neutral Toilettëbléck an de Lycéeën ginn. D'Detailer wäerte vun der Schoul iwwert déi flexibel Beschëlderung festgeloucht ginn.

ad 4. Nee, hei handelt et sech, entgéint deem, wat iwwert déi lescht Deeg an der ëffentlecher Diskussioun behaapt gouf, ëm getrennte Jongen- a Meederchersvestiaires an Duschen. Hei ass ugeduecht, fir am Sënn vun der Inklusioun an der Intimitéit vun all eenzel Schüeler a Schüelerin, nieft de klassesche Vestiaires an Duschen, zousätzlech Kabinne mat jeeeweils enger separater Dusch derbäizesetzen, déi onofhängeg vun der Populatioun benotzt kënne ginn.

ad 5. Et ass hei, wéi schonn erwäant, drëms gaangen, e bessert Universalkonzept fir Sanitäranlagen auszuschaffen. Eng vun den Haaptprioritéite war hei d'Intimitéit vun de Schüeler a Schüelerinnen zu all Moment ze garantéieren, an dofir gëtt hei bei der Gestaltung

vun Toilettëbléck op en Zesummespill zwëschen Oppenheet an Intimitéit gesat. Dëst Konzept soll iwwert d'Dimensioun vu Geschlechterinklusioun erausgoen, fir och anere Consideratiounen oder kierperlech Aschränkungen, Rechnung ze droen. Respekt vun der mënschlecher Dignitéit, Sécherheet an Inklusioun si fundamental Mënscherechter, déi an den Educatiounsinfrastrukturen musse garantéiert ginn.

Generell wäert et bei esou engem sensibelen a komplexe Sujet och wichtig sinn, fir Erfahrungswäerter iwwert déi nächste Méint a Joren ze sammelen, souwéi eng objektiv an nuanciéiert Diskussioun mat allen Acteuren ze féieren.

Résidus de pesticides dans des pommes | Question 3564 (30/01/2026) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

„Mir sinn duerch déi national Press gewuer ginn, datt Äppel aus Lëtzebuerg staark mat Pestizide belastscht wieren. Dat beonrouegt eis och a grad well recommandéiert ginn ass, datt Kanner ënner dräi Joer där Äppel keng méi sollen iessen.“

Aus deem Grund wollt mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz gären d'urgence folgend Froe stellen:

1. Deelt d'Madamm Minister dës alarmant Aussoen?
2. Wat fir Pestizide sinn dem Landwirtschaftsministère an deem Kontext bekannt? Wat hunn d'Kontrolle vun der ALVA erginn?
3. Wéi a wéini wëll d'Madamm Minister d'Lëtzebuerger Konsumenten avertéieren, fir datt voll Transparenz an dësen Dossier kënnt?
4. Wat recommandéiert d'Madamm Minister den Uebstproduzenten, fir dës Belastschtung staark ze reduzéieren? Fir wéini ass do een Austausch mat hinne virgesinn?

Réponse (27/02/2026) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Fir Réckstänn vu Planzeschutzmëttel op frëschem Uebst gëllen an der Europäescher Unioun spezifesch gesetzlech Bestëmmungen. Dës baséieren op ëmfaassende wëssenschaftleche Bewäertunge vun der Europäescher Autoritéit fir Liewensmëttel-sécherheet (EFSA) a berécksiichtegen d'Ernährungsgewunnechte souwuel vun Erwuessenen ewéi och vu Kanner.

D'Conclusioun, déi am Rapport gezu gëtt, datt konventionell Äppel „net fir Klengkanner gëeegent“ wieren, baséiert op enger falscher an net zoulässeger Uwendung vun de Grenzwäerter fir verschafft Iesse fir Klengkanner.

Wichtig ass och ze betounen, dass d'Grenzwäerter fir Réckstänn vu Planzeschutzmëttel op gudder landwirtschaftlecher Praxis (GAP – good agricultural practice) baséieren an net op toxikologesche Grenzwäerter. Feststellbar Réckstänn, déi ënner de Grenzwäerter vu Planzeschutzmëttel sinn, bedeiten also net automatesch, datt e Gesondheitsrisiko besteet.

Déi offiziell Analyse-Resultater vun der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) bestätegen, datt Äppel aus Lëtzebuerg de gesetzleche Bestëmmungen entsprechen a souwuel vu Kanner wéi och vun Erwuessenen ouni gesondheetleche Risiko kënne konsuméiert ginn.

ad 2. Eng Lëscht vun de biologeschen a konventionelle Planzeschutzmëttel, déi zu Lëtzebuerg op den



Äppel zougelooss sinn, fënnt een ënner folgendem Link:

Planzeschutzmëttel ↑

D'Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) huet an de leschte 16 Joer (2009–2025) insgesamt 182 Äppelprouwen – dorënner 97 aus lëtzebuergescher Produktioun – op Reschter vu Planzeschutzmëttel analyséiert.

Vun dësen 182 Prouwe war eng Äppelprouf (net aus Lëtzebuerg) net konform wéinst enger ze héijer Belaaschtung mat Triadimenol.

An deene 15 Joer huet keng eenzeg Äppelprouf aus lëtzebuergescher Produktioun net konform Réckstänn vu Planzeschutzmëttel opgewisen.

ad 3. Lëtzebuerg schafft kontinuéierlech, transparent an op wëssenschaftlecher Basis drun, d'Risiko fir d'Konsumentinnen a Konsumenten ze miniméieren.

D'Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung féiert zanter Joren offiziell an transparent Liewensmëttelkontrollen duerch, fir d'Bevëlkerung ënner anerem och iwwer d'Risiko vun enger kumulativer Exposition mat Planzeschutzmëttel op Liewensmëttel ze informéieren.

D'Resultater vun dëser Kontrolle ginn dem interesséierte Public reegelméisseg iwwer de Portal fir Liewensmëttelsécherheet zur Verfügung gestallt.

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/organisme/pcnp/rpt.html>

ad 4. Den Departement vun Landwirtschaftsministère mécht selwer keng Recommendationen, mee subventionéiert am Uebstbau d'Berodung iwwer den Art. 71 vum Agrargesetz d'Berodungsmoduller 29 bis 31 (Règlement ministériel modifié du 26 novembre 2024 fixant le contenu des modules de conseil dans le domaine de l'agriculture et le montant de l'aide ainsi que les qualifications minimales des prestataires de services). Zil vun dëser Berodung ass, nieft de wirtschaftlechen Aspekter och de biologeschen an integrierte Planzeschutz ze féerden.

Des Weidere finanzéiert de Landwirtschaftsministère iwwer d'Artikele 67, 68 an 69 vum Agrargesetz innovativ Projeten. Fërderungsfäeg si Versich, fir manner Planzeschutzmëttel auszebréngen. Detailler vun dësem Programm sinn iwwer Règlement grand-ducal festgehal (Règlement grand-ducal du 12 mars 2024 relatif aux aides dans les domaines du transfert de connaissances, de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'agriculture).

Eng Entrevue zu deem Thema zwëschen den Uebstproduzenten an eise Planzeschutzexperten ass virgesinn.

Déploiement d'agents de l'ICE des États-Unis dans l'espace Schengen et respect de la souveraineté européenne | Question 3565 (30/01/2026) de M. Georges Engel | M. Franz Fayot (LSAP)

Selon des informations de plusieurs médias, des agents de l'« Immigration and Customs Enforcement » (ICE) des États-Unis seront déployés sur le territoire européen, notamment en Italie dans le cadre des Jeux Olympiques d'hiver de Milan-Cortina qui débutent le 6 février 2026. Cela soulève de graves préoccupations quant au respect des valeurs démocratiques et des droits humains qui fondent l'Union européenne et l'espace Schengen. L'ICE fait l'objet de critiques répétées pour ses méthodes violentes et son manque de respect des droits fondamentaux, notamment lors d'opérations d'expulsion récentes aux États-Unis.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelle est la position du Gouvernement concernant le déploiement d'agents de forces de l'ordre états-uniens, notamment de l'ICE, sur le territoire de l'Union européenne et dans l'espace Schengen ? Monsieur le Ministre est-il d'avis que la présence d'ICE dans l'espace Schengen constitue une atteinte à la souveraineté européenne et représente un risque direct pour les citoyens européens ?

2) Le Gouvernement luxembourgeois soutient-il l'initiative parlementaire européenne appelant à l'adoption de mesures restrictives visant à interdire l'entrée d'agents de l'ICE dans l'espace Schengen ?

3) Le Luxembourg compte-t-il porter cette question au niveau du Conseil de l'Union européenne afin d'obtenir une position commune des États membres sur la présence et les activités d'agents de forces de l'ordre de pays tiers dans l'espace Schengen ?

4) Quelles garanties le Gouvernement peut-il fournir concernant le respect de la souveraineté luxembourgeoise et européenne, ainsi que de la protection des droits fondamentaux de nos citoyens et résidents face à d'éventuelles opérations d'agences étrangères sur notre territoire ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'émettre un avis de voyage pour les États-Unis compte tenu de la politique menée à l'encontre des immigrants et des voyageurs ?

Réponse (23/02/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Il incombe à chaque État de déterminer les modalités de sa coopération policière avec des États tiers. Dès lors, il ne revient pas au Gouvernement de commenter les modalités de la coopération policière d'un autre État membre avec un État tiers dans le cadre d'un évènement sportif d'envergure se déroulant sur le territoire de cet État membre.

Le Gouvernement rappelle qu'il s'engage pour le respect du droit international et des droits fondamentaux. Toute coopération policière bilatérale entre le Luxembourg et des États tiers est effectuée dans le plein respect de la souveraineté et du droit national et international.

De manière générale, il est recommandé à tous les voyageurs de se tenir informés sur les réglementations légales en vigueur en matière de franchissement des frontières, sur l'actualité générale et sur les conditions de sécurité dans leurs pays de destination.

Participation du Luxembourg à la Biennale de Venise 2026 et utilisation de fonds publics | Question 3566 (30/01/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Lëtzebuerg bedeelegt sech un der 61. Biennale zu Venedeg mam Projet „La Merde“. Am Zentrum vun dësem staatlech ënnerstëtzte Projet steet eng personifizéiert Kackwurscht, déi laut Duerstellung vun de Verantwortlechen als feministesch Manifest a gesellschaftskritesche Kommentar ze verstoen ass. Den Här Kulturminister huet erkläert, dass der Kënschtlerin bei der Ausgestaltung vum Projet eng total Fräiheet accordéiert gi wier.

Am „Tageblatt“-Artikel „Luxemburg reist mit einer Kackwurst nach Venedig“ (27.1.2026) heescht et: „Die Gesamtkosten für den Luxemburger Pavillon in Venedig betragen 540.000 Euro. Was im Preis inbegriffen ist: die Bezahlung der Künstlerin, die Produktions-

Transport- und Reisekosten der Teams, die Kommunikationsarbeit sowie die Eröffnungsveranstaltung.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Minister déi am „Tageblatt“ mentionéiert Zomm fir d'Gesamtkäschte fir de Lëtzebuurger Pavillon zu Venedeg confirméieren? Wa jo: Hält den Här Minister et am Hibleck op déi aktuell Haushaltslag, déi sozial Erausforderungen am Land an déi allgemeng Belaaschtung vum Steierzueler fir vertrieubar, 540.000 Euro fir e Pavillon opzewenden, deem säin zentraalt Element mënschlech Exkrementer sinn? (Am Verglach: fir den nei geschafenen Observatoire de la culture si järelech 150.000 Euro virgesinn.)

2. Kann den Här Minister duerleeën, wéi déi 540.000 Euro sech opdeelen no Bezuelung vun der Kënschtlerin, Produktiounskäschten, Transportkäschten, Reeskäschte vun den Ekippen, Kommunikatiouns-/PR-Käschten a Käschte fir d'Ouverture?

3. Wéi bewäert den Här Minister den Impakt vun dësem Konschtwierk op den Image vu Lëtzebuerg am Ausland, wann d'Land sech op enger vun de wichtegsten internationale Konschtausstellungen mat engem Wierk presentéiert, dat vu groussen Deeler vun der Bevëlkerung warscheinlech als provokant, geschmacklos a respektlos géintwuer dem Steierzueler empfongt gëtt?

Réponse (03/03/2026) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. an 3. Virop wëllt d'Regierung un e puer grondleeënd Prinzipien erënneren: D'Konschtfreiheet ass e fundamentale Prinzip an eiser demokratescher Gesellschaft. Si garantéiert d'fräi artistesch Schafen an ëmfaasst all Element vun der kënschtlerscher Ausso – vun der Form iwwer d'Konzept bis hin zum Titel, deen en integralen Deel vum Wierk duerstellt.

Zudeem huet d'Konscht net d'Aufgab, nëmmen ze gefalen. Si soll uschwätzen, hannerfroen, provozéieren, an eventuell ee Reflexiounsprozess ustoussen, wéi dat bei der parlamentarescher Fro vun der honorabler Deputéierter de Fall ass. Domadder huet eleng den Titel vun Wierk schon eppes bewierkt. An enger oppener a pluralistescher Gesellschaft gehéiert et dozou, esou Spannungsfelder auszehalen an d'Fräiheet vum artisteschen Ausdrock ze respektéieren.

D'Auswiel vum Projet fällt ënner d'kënschtlersche Verantwortung vun der Kënschtlerin.

Wat den Inhalt ugeet, ass dësen am Presse-Dossier, deen zur Verfügung gestallt gouf, detailléiert beschriwwen. E kuerze Video op Lëtzebuergesch, realiséiert vun der Kënschtlerin selwer, presentéiert zousätzlech d'Approche an de Kontext vum Projet (<https://youtu.be/qW9TTq3fbD0?si=Bw3LNcj5Ne480oHu>). Et ass dofir wichteg, sech op dës Dokumentatioun ze bezéien, fir d'Wierk a senger Gesamtheit ze verstoen, an et net op den Titel vun engem eenzege Artikel ze reduzéieren.

D'Realisatioun vum Pavillon ass mat grousser Suergfalt gemaach ginn – sief et wat de Film ugeet, d'Skulptur oder déi zeenografesch Elementer – an déi déifgräifend Recherchen, déi d'Kënschtlerin ëm d'Thematik gemaach huet, erlaben et, dëse Sujet mat der néideger kënschtlerscher an ästhetescher Präzisioun unzegoen, déi am Kader vun enger internationaler Biennale erwaart gëtt.

Et soll ënnerstrach ginn, datt déi international Renommée vu Lëtzebuerg am Beräich vun der zäitgenëssescher Konscht net op Konsens oder moraleschem Confort baséiert ass.

D'Aline Bouvy, déi de Lëtzebuurger Pavillon zu Venedeg representéiert, ass eng unerkannte Kënschtlerin

souwuel op nationalem wéi och internationalem Niveau. Hiert Wierk war schonn Deel vu villen Ausstellungen, déi positiv vun der Kritik opgehooll goufen, dorënner z. B.:

- 4.4.2025–31.12.2025: Breaking the Joints, Gruppenausstellung, Sapiha Palace, Vilnius, Litauen
- 21.6.2025–12.10.2025: Hot Flashes, Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain
- 6.10.2024–26.1.2025: Le prix du ticket, La Ferme du Buisson, Noisiel, Frankräich
- 3.2.2024–1.9.2024: Le prix du ticket, Triangle – Astérides, Marseille, Frankräich
- 27.2.2022–18.9.2022: Cruising Bye, Musée des arts contemporains du Grand-Hornu, Boussu, Belsch.

Vill Institutioune hunn d'Wierker vum Aline Bouvy fir hir öffentlech Sammlunge kaf, dorënner: Kanal – Centre Pompidou Bruxelles, d'Vlaamse Collectie, de Musée des arts contemporains (Hornu), de Middelheim Museum (Antwerpen), de Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (Lëtzebuerg) souwéi de Lëtzebuurger Kulturministère. Dobäi kommen nach verschiddenen öffentlech Opträg, notamment fir d'Stad Ettelbréck, d'Stad Mechelen (Belsch) an de Stadspark vun Antwerpen.

De Projet, deen am Lëtzebuurger Pavillon presentéiert gëtt, gëtt duerno vum 12. Dezember 2026 bis de 13. Februar 2027 am Salzburger Kunstverein ausgestellt.

Et handelt sech ëm eng wichteg Geleeënheet, eng Kënschtlerin ze éieren, déi mat hirer Aarbecht zanter méi wéi zwanzeg Joer eng grouss kënschtlerschen an ästhetesch Relevanz fir wichteg gesellschaftlech Froen huet.

Zudeem goufen zanter der Annonce vill Messagé gedeelt, déi den Interessi, d'Ënnerstützung an d'Motivatioun fir de Projet ënnersträchen, dëst souwuel national wéi international. Dës positiv Reaktiounen kommen aus verschiddene Beräicher vum kënschtlerschen a kulturelle Secteur. D'Kënschtlerin deelt dobäi niewent ville Kënschtlerinnen, Kënschtler a Kuratorinnen a Kuratoren, déi dëst Joer un der Biennale deelhuefen, d'Gefill, dass dës Editioun e besonnesch markante Charakter wäert hunn.

De Budget fir de Lëtzebuurger Pavillon am Kader vun der Biennale 2026 zu Venedeg beleef sech op 540.000 Euro. Dëse Montant erkläert sech ënnert anere duerch d'Betrib- a Fonctionnementkäschten iwwer eng länger Period vum Méint, während deenen d'Ausstellung am Kader vun der Biennale fir de Public zougänglech ass.

ad 2. D'Participatioun vu Lëtzebuerg u wichtige internationale Manifestatiounen duerch national Pavillonen ass allgemeng mat engem grouss Budget verbonden. An de leschte Jore sinn d'Käschte fir dës Evenementer däitlech an d'Luucht gaangen, ënner anerem wéinst der Inflation an der Präiserhéijung an alle Beräicher vun der Eventorganisatioun, Logistik an Ausstellungsproduktioun.

Entwécklung vun de Käschte vun de Biennalen tësch 2023 an 2026

(Biennalen, bei deene Kultur | lx vum Kulturministère als Kommissär designéiert gouf)

Gesamtkäschte vun de Pavillonen (opgeronnten Zommen):

- Architektur-Biennale 2023: 418.600 €
- Konscht-Biennale 2024: 494.100 €
- Architektur-Biennale 2025: 521.400 €
- Konscht-Biennale 2026: 540.000 €

Opdeelung vun de Käschten am Budget 2026:

- Organisatioun (Mediatioun, Empfangs- a Sécherheetspersonal, Versécherungen, Maintenance a Botz

vum Pavillon während siwe Méint Ausstellung): ronn 8 % vum Budget;

- Produktioun (Produktioun vun der Ausstellung an der Publikatioun, Transport vun de Wierker a Material, Op- an Ofbau, Reise vun de kënschtlerschen an techneschen Equippe während de Recherchen, den dräi Wochen Opbau, de professionellen Deeg an der Ofbauwoch): ronn 66 % vum Budget;
- Kënschtlerschen Remuneratioun (Brutto-Remuneratioun vun der Kënschtlerin fir zwielef Méint Aarbecht): ronn 7 % vum Budget;
- Kommunikatioun (Presseagence, grafesch Konzeptioun, Iwwersetzungen, Drockaarbechten, digital Kommunikatioun a Marketing): ronn 12 % vum Budget;
- Offiziell Ouverture (Vernissage, Ouvertureseventementer an offiziell Aktivitéiten): ronn 7 % vum Budget.

De Budget vum Pavillon entsprécht dem internationalen Duerchschnëtt. Zum Verglach, sinn heidrënner e puer Budgete vu verschiddene Pavillonen op der Biennale 2024 (net all Länner sinn transparent an dem Beräich):

- Schwäiz: 550.000 CHF;
- Däitschland: 650.000 € (ouni Sponsoring an aner extern Finanzéierungen);
- Éisträich: 660.000 € (ouni Sponsoring an aner extern Finanzéierungen);
- Italien: 1,2 Milliounen €, dovunner 800.000 € vun der Generaldirektioun fir zäitgenëssesch Kreativitéit vum Kulturministère.

.....

Pannes de ventilation dans les tunnels Grouff et Stafelter | Question 3567 (30/01/2026) de M. Michel Lemaire (ADR)

Säit dem Freideg, 30. Januar 2026, sinn an den Tunnelen Grouff a Stafelter a béid Richtunge Spueren zou. Besonnesch zu Zäite vum Berufsverkéier kënn et zu kilometrelaange Stauen an deementspriedendem Stress bei Leit, fir déi et immens schwéier gëtt, den Trajet fir op d'Aarbecht nach zouverlässeg ze plangen. Och owes no Feierowend mussen si dann nach eng Kéier zousätzleche Stress a Kaf huelen. Als Ursach gëtt en Defekt un der Ventilatioun genannt, déi schonn an der Vergaangenheet fir Probleemer gesuergt huet. A béide Fäll handelt et sech den Informatiounen aus der Press no ëm Apparater vum selwechten Hiersteller. En Datum, wéini de Verkéier hei nees normal funktionéiere soll, gëtt net genannt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Firwat gëtt keen offiziellen Datum matgedeelt, bis wéini den Trafick an deene genannten Nordstroosstunnelen sech nees soll normaliséieren? Wéi een ongeféieren Zäitraum gëtt fir d'Aarbechten envisagéiert?
2. Wéi eng Firma huet déi aktuell Ventilatore geliwwert? Ass dës Firma och fir d'Maintenance zoustänneg?
3. Firwat gouf, sou wéi et sech de Presseinformatiounen no duerstellt, decidéiert, grad an deenen zwee Tunnelen mam System vun deem bestëmmten Hiersteller ze schaffen? Mat wéi vill verschiddenen Hiersteller schaffen d'Regierung an d'Stroossebauverwaltung bei der Ausstattung vun eisen Tunnelen mat Ventilatoren aktuell zesummen? Kann d'Madamm Minister an deem Sënn, souwäit et den Dateschutz zouléisst, eng Opschlësselung no Tunnel a Firma presentéieren?
4. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, de Kontrakt am Fall vu weidere Probleemer an deenen zwee spezifeschen Tunnelen nei auszuschreiwen, respektiv

direkt op ee vun deenen aneren etabléierten Ubidder ze wiesselen?

5. Wéi vill hunn d'Installatioun vun der Ventilatioun an deenen zwee Tunnelen souwéi den Ënnerhalt an de Joren 2015 bis 2025 alljoers kascht? Wéi presentéieren déi Zuelen sech am Verglach mat den Installatiounen an dem Ënnerhalt an eisen aneren Tunnelen?

Réponse (10/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen zu der aktueller Situatioun an den Tunnelen Grouff a Stafelter.

ad 1. Am Kader vun de reguläre Maintenancearbechten ass et zweemol zu engem Versoe vun engem Ventilator komm. Ufanks konnt een dobäi nach vun engem vu bausse verursaachte Schued ausgoen. Dës Hypothees konnt no detailléierten Analysen allerdingen net confirméiert ginn.

Well et zu strukturelle Problemer un de Ventilatoren komm ass, an ee potentielle Risk besteet, dass dës Problem och sämtlech aner vun den insgesamt 52 Ventilatoren betreffe kann, hu misse weider Analysen duerchgefouert ginn, well eng reng visuell Inspektioun eeben hei net duergaangen ass.

No de Resultater vun éischten Analyse konnt d'Stroossebauverwaltung elo eng Commande fir Ersatzdeeler an Optrag ginn. D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung stinn dobäi weiderhin a permanentem Austausch mat de Fournisseuren, fir eng zäitno Produktioun a Liwwerung vun de Stécker ze kréien, an domat de Problem sou schnell wéi méiglech ze behiewen.

En Datum ka leider haut nach net genannt ginn, well een hei op de Fournisseur ugewisen ass, an d'Austauschstécker mussen hiergestallt ginn.

ad 2. Wat gesot ka ginn, ass, dass fir déi zwee Tunnelen déi betreffe Ventilatoren vum selwechten Hiersteller sinn, woubäi och hei nach weider Analysen um Lafe sinn, fir sécherstellen, ob d'Materialien, déi verbaut goufen, effektiv identesch sinn. Beim Hiersteller handelt et sech ëm en englescht-schweedescht Konglomerat dat viru Kuerzem an e südkoreanesche Grupp integréiert ginn ass. D'Maintenance gëtt vun de Ponts et chaussées separat ausgeschriwwen, natierlech muss beim Remplacement op original Stécker zeréckgegraff ginn.

ad 3. Am Kader vun esou Projete ginn Ausschreiwunge mat spezifeschen techneschen Ufuerderunge gemaach, op déi sech dann d'Fournisseure mellen. Wann ee Fournisseur dës Ufuerderungen erfëlle kann, ass dësen eligibel, fir de Marché ze gewannen an deemno déi Equipementer kënnen ze liwweren.

Fir déi zwee spezifesche Tunnelen gëtt d'Maintenance zum Deel iwwert spezialiséiert Firmen an, wann néideg, och vum selwechten Fournisseur duerchgefouert, deen de Marché attribuéiert krut. D'Beléftung stellt am Tunnel allerdingen just een Element vu villen duer, esou dass et eng grouss Unzuel vun ënnerschiddleche Fournisseure gëtt mat deenen d'Stroossebauverwaltung zesummeschafft. Eleng fir d'Ventilatoren an all den Tunnelen huet d'Verwaltung véier verschidde Fournisseuren.

ad 4. Et gëtt weltwäit méi wéi eng Dosen namhaft Hiersteller vun esou Typen vun industriellen Ventilatoren. Am Fall, wou een de Fournisseur fir dës Maintenancearbechte wiessle géing, misst eng nei Ausschreiwung vun dem gesamte Ventilatorsystem stattfannen, wat natierlech net auszuschléissen ass, mä mat zäitleche Contrainde verbonden wier. Et ass nämlech esou, dass deem engen Hiersteller seng

Komponenten net op engem anere seng Ventilator-systemer passen.

ad 5. D'Installatioun vun der Ventilatioun am Tunnel Grouft (TGR) a Stafelter (TST) huet insgesamt ronn 1,3 Milliounen Euro kascht.

Hei ass eng Oplëschtung pro Joer vun de Maintenancekäschte vun de Ventilatiounen an den Tunnel Grouft a Stafelter: ↑

Sécurité et circulation des bus sur des routes réaménagées | Question 3568 (30/01/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

2025 goufe laanscht d'Rue de Michelbouch zu Mäerzeg, déi iwwert den CR360 verleeft, d'Trottoir méi breet gemaach an d'Strooss fir de motoriséierte Verkéier am selwechte Mooss méi enk gemaach. Dës Moosnam bréngt awer och Probleemer fir den öffentliche Transport mat sech, well keng zwee Busse méi laanschteekommen, ouni iwwert den Trottoir ze fueren. Streng nom Code de la route ginn d'Chaufferen domat an d'Illegalitéit gezwongen. Awunner schwätzen dovun, datt et och ëmmer rëm zu geféierleche Situatiounen kënnt, well besonnesch d'Kanner d'Brisanz vun esou Situatiounen ënnerschätzen. Am Artikel „Busfahrer müssen gegen ‚Code de la route‘ verstoßen, um ihren Job zu maachen“, deen den 21. Januar um Site vum „Tageblatt“ verëffentlecht gouf, gëtt eng quasi identesch Situatioun fir d'Victor-Hugo-Strooss zu Esch beschriwwen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersministerin gären dës Fro stellen:

1. Kann d'Madamm Ministerin eng Tabell presentéieren, déi erfaasst, op wéi enge weidere Staatsstroossen an, falls déi Donnéeë verfügbar sinn, Gemengestroossen d'Situatioun besteet, datt Bussen aus dem Beräich vum öffentlichen Transport sech kräizen, obwuel d'Begebenheeten op der Plaz dat net hierginn?

2. Kann d'Madamm Ministerin matdeelen, wéi eng baulech Moosname respektiv entsprechend Ännerung vun der Fuerpläng virgesi sinn, fir déi Situatioun fir d'Chauffere souwéi d'Awunner ze entschärfen, a prezisieren, a wéi engem Delai se sollen ëmgesat ginn?

Réponse (02/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten freet am Kader vun senger parlamentarescher Fro op wéi enge Staatsstroosse respektiv Gemengestroossen d'Situatioun besteet, dass Bussen sech kräizen, obwuel d'Plaz limitéiert ass, wéi eng baulech respektiv organisatoresch Moosnamen an der Rue de Michelbouch zu Mäerzeg virgesi sinn, fir d'Situatioun ze verbesseren, an a wéi engem Delai dës sollen ëmgesat ginn.

ad 1. Am ganze Land kënnt et vir, dass Bussen sech kräizen, esouwuel op Staats- wéi och op Gemengestroossen. Dat ass allerdéngs keng Situatioun, déi exklusiv op de Beräich vum öffentlichen Transport limitéiert ass. Och aner Gefierer, wéi landwirtschaftlech Maschinnen, Camionen oder aner breet Gefierer, stousse reegelméisseg op Passagen, wou d'Kräize vun zwee méi breede Gefierer eng erhéicht Opmierksamkeet verlaangt.

Am Stroosseverkéier gëllt generell de Prinzipp, dass all Automobilist-in hir Fuerweis un déi konkret Charakteristiken op der Plaz upasse muss. Dat ëmfaasst eng defensiv Fuerweis, eng ugepasste Vitess souwéi d'Bereitschaft, falls néideg, ze waarden oder stoen ze bleiwen.

Eng systematesch Tabell am Sënn vun enger landeswäiter Oplëschtung vu sämtleche Plazen, wou Kräizungssituatiounen mat méi breede Gefierer eng besonnesch Opmierksamkeet erforderen, gëtt et an där Form net, well et sech dobäi net ëm enzel aussergewöhnlech Situatiounen handelt, mee ëm eng allgemeng Charakteristik vum Stroossenetz, wéi et sech iwwer d'Joren entwéckelt huet.

ad 2. Wéi och schonn an der Äntwert op déi éischt Fro duergeluecht, ass dës Situatioun net exklusiv op de Beräich vum öffentliche Transport limitéiert an deemno och d'Fro zu Ännerungen am Fuerplang net pertinent. Dëst gesot, falls eng Gemeng den Tracé vun enger RGTR- (oder TICE-)Linn well upassen, kann dës eng argumentéiert Demande beim Ministère maachen. An deem Kontext gëtt dann enk mat de Gemengen zesummegeschafft, fir déi beschtméiglech Léisung zeréckzebehalen.

Baulech Moosnamen op Staatsstroosse ginn aus verschiddene Grënn ëmgesat, dorënner den Ënnerhalt, d'Verbesserung vun der Verkéierssicherheit an d'Upassung vun den Infrastrukturen un d'Besoinen vun allen Notzerinnen. Am Kader vu gréisseren Stroossenarbechten op Staatsstroosse gëtt deemno systematesch gekuckt, ob a wéi déi allgemeng Verkéierssicherheit verbessert ka ginn.

Dobäi gëtt sech ënnert anerem op d'Recommandatiounen vun der däitscher „Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen (FGSV)“ souwéi op déi ministeriell Richtlinnen „Apaisement de la circulation“ vun 2023 bezunn, déi och konkret Recommendatiounen fir d'Dimensiounen vun de Stroosse virgesinn.

An Zesammenaarbecht mat de Gemengen an op Basis vun techneschen Analyse gëtt evaluéiert, ob, wou an a wéi enger Form eng baulech Moosnam sënnavoll, noutwendeg a technesch machbar ass.

Grondsätzlech soll – punktuell Verkéiersberouegungsmesuren ausgeholl – op Stroossen, déi vu Busse befuer ginn, garantéiert sinn, dass zwee Busser sech ouni Probleemer kënnen kräizen. Dobäi ass ze berécksiichtegen, dass d'Parken oder d'Hale vu Gefierer laanscht d'Stroossen, dat iwwer Gemengereglementer gereegelt gëtt, déi effektiv disponibel Breet vun der Fuerbunn beaflossen.

Onofhängeg dovunner ass ze ënnersträichen, dass d'Verkéierssicherheit net eleng duerch infrastrukturell Moosname garantéiert ka ginn, mee och vum géigesäitege Respekt ënnert de Stroossenotzerinnen ofhänkt. Egal ob Foussgänger-in, Cyclist-in, Bus-, Camions- oder Autoschauffer-in, jiddwereen ass gefuerdert, säi Verhalten un d'Situatioun unzepassen an op déi aner Récksiicht ze huelen.

Wat déi konkret Situatioun an der Rue de Michelbouch zu Mäerzeg ugeet, ass festzehalen, dass den Aménagement vun den Trottoiren am Kader vun enger Verkéiersberouegung duerch d'Gemeng geschitt ass, ouni d'Breet vun der Fuerbunn ze änneren. Zousätzlech goufen héich Bordurë gesat, déi verhënnere sollen, dass Gefierer op den Trottoir fueren.

Wat d'Situatioun zu Esch an der Victor-Hugo-Strooss ugeet, déi an der parlamentarescher Fro ernimmt gëtt, ass drop hinzuweisen, dass et sech dobäi ëm eng Gemengestrooss handelt, déi deemno net am Kompetenzberäich vum Staat läit.

Pannes de ventilation dans les tunnels Grouft et Stafelter | Question 3569 (30/01/2026) de **M. Ben Poldori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

D'Nordstrooss ass déi eenzeg Autobunn, déi den Norde mat der Stad, an esou och dem Rescht vum

Land verbënnt. 2025 hunn am Schnëtt 48.000 Autosfuere pro Dag d'A7 benotzt, fir an d'Stad ze fueren.

Den 29. Januar 2026 huet d'Administration des ponts et chaussées gemellt, datt bei enger reegelméissegger Maintenance am Tunnel Grouft seriö technesch Probleemer mat der Ventilatioun entdeckt goufen, déi en normale Betrib vum Tunnel aktuell net méi erméiglechen. Aus Sécherheetsgrënn goufen déi zwou Schnellspueren an alle Richtungen zogemaach an d'Héchstgeschwindigkeit op 70 km/h limitéiert. Déi selwecht Moosname gëllen och fir den Tunnel Stafelter, deen identesch mat de selwechte Ventilatiounssystemer equipéiert ass.

Zäitgläich ass ze bemierken, datt am Joer 2015 wéinst änleche Probleemer de Gousselerbiertunnel gespaart gouf an och deemools Sécherheetsmoosname mat Spuerspärungen a Vitessreduktiounen ëmgesat goufen.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Ministerin fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte folgend Fro stellen:

1. Kann d'Madamm Ministerin mir Präzisierungen iwwert déi genee Ursaache vun den Anomalien nennen, déi bei de Ventilatoren festgestallt goufen?

2. Wéi laang wäerten déi zwou Spueren zoubleiw an d'Vitess limitéiert ginn?

3. Wéi eng präventiv Moosname gi geplangt, fir zukünftig technesch Ausfall oder virzäiteg Verschleiß un de Ventilatiounsanlagen ze vermeiden?

4. Sinn och aner Tunnelen am Land mat Ventilatiounssystemer vum selwechten Typ oder vum selwechte Fournisseur wéi déi am Tunnel Grouft a Stafelter equipéiert?

5. Ass der Ministerin bekannt, ob et an anere Länner zu vergläichbare Virfall mat dësem Typ vu Ventilator kounn?

6. Ginn an den Tunnel Grouft a Stafelter déi selwecht Ventilatoren wéi am Tunnel Gousselerbiertunnel agesat? Wa jo, firwat gouf nom Virfall vun 2015 net op eng Alternativ oder op en anere Fournisseur zeréckgegraff?

7. Wéi oft, a fir wéi vill Deeg jee weils, gouf den Tunnel Grouft an de leschte fënnef Joer gespaart oder a senger Benotzung beschränkt wéinst Tëschefäll, Maintenance-, Renovatiouns- oder Botzaarbechten?

Réponse (10/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert froen am Kader vun hirer parlamentarescher Fro no Informatiounen zu der aktueller Situatioun an den Tunnel Grouft a Stafelter.

ad 1. D'Ursach vun der Anomalie, déi opgetrueden ass, ass op en éischte Virfall vum leschte Joer zeréckzeféieren, wou ee vun engem Friemkierper als Ursach fir d'Versoe vum Ventilator ausgoe konnt. Dëst gouf och esou vum Hiersteller confirméiert. Wéi da bei der Maintenance am Hierscht dee selwechte Phänomeen nach eng Kéier opgetrueden ass, huet d'Stroossebauverwaltung eng onofhängeg Expertis duerchféiere gelooss, fir d'Schuedensbild ze analysieren. Well d'Verwaltung reegelméisseg präventiv a kurativ Maintenanzen duerchféiert, sinn dës Probleemer rechtzäitig opgefall fir, parallel zu der uewe genannten Expertis, een onofhängegen Ingenieurbüro mat der Analys ze beoptragen, wéi een d'Tunnelen trotz dëser Anomalie sécher exploitéiere kann.

Enn Januar huet sech aus dëser Expertis dann ee strukturelle Problem beim Material als méiglech Ursach erauskristalliséiert, wouduerch Verkéierssicherheitsrestriktiounen geholl hu misse ginn.

ad 2. Am Kader vun de reguläre Maintenanceaarbechten ass et zweemol zu engem Versoe vun engem Ventilator komm. Ofwäert kann een dobäi nach vun engem vu bause verursaachte Schued ausgoen. Dës Hypothees konnt no detailléierten Analysen allerdingens net confirméiert ginn.

Well et zu strukturelle Problemer un de Ventilatore komm ass, an ee potentielle Risk besteet, dass dës Problem och sämtlech aner vun den insgesamt 52 Ventilatore betreffe kann, hu misse weider Analysen duerchgefouert ginn, well eng reng visuell Inspektioun net duergeraangen ass.

No de Resultater vun éischten Analyse konnt d'Stroossebauverwaltung elo eng Commande fir den Ersatz vun Ventilatorelementer an Optrag ginn. D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung stinn dobäi weiderhin a permanentem Austausch mat de Fournisseuren, fir eng zäitno Produktioun a Liwwerung vun de Stécker ze kréien, an domat de Problem sou schnell wéi méiglech behuewe ka ginn.

En Datum ka leider haut nach net genannt ginn, well een hei op de Fournisseur ugewisen ass, an d'Austauschstécker mussen hiergestallt ginn.

ad 3. Et gi semestriell Maintenancen an all den Tunnelen duerchgefouert, fir esou méiglech Defekter präventiv kënnen feststellen an esou vétuste Equipementer auszetauschen. Am aktuelle Fall ass dëst och esou gewiescht an et muss elo op déi Virfäll reagéiert ginn. Déi meescht Sécherheetsequipementer an den Tunnelen sinn op Mooss gemaach, baséierend op den Tunnel-Sécherheetsgutachten a Virschrëften aus den nationalen an europäesche Bestëmmungen.

Konkreet bedeit dëst, dass Ventilatoren, Brandmeldekabelen oder soss Miessgeräater oft spezifesch fir ee Bauwierk ausgeluecht sinn, woubäi dës zum Deel aus sécherheetstechnesche Grënn redundant verbaut ginn. Fir e groussen Deel vun dësen Equipementer sinn och déi méi kleng Ersatzdeeler op Lager, fir am Bedierfnesfall séier kënnen ze reagéieren. Dëst kann natierlech nëmme bis zu engem gewëssene Grad garantéiert ginn.

Soubal den Defekt awer eng méi grouss Envergure hält, muss een op den Hiersteller selwer zeréckgräifen. Bei deene Ventilatoren, wou de Phänomeen festgestallt gouf, ass geplangt op sämtleche Ventilatore virsichtshallwer déi Komponenten ze tauschen, déi zu engem Versoe féiere kënnen.

ad 4. Deen Typ Ventilator ass nëmme am Tunnel Grouft a Stafelter verbaut, woubäi awer och Ventilatore vun engem aneren Typ am Tunnel Houwald vun dësem Hiersteller stamen.

ad 5. Bedéngt duerch deen heite Virfall, huet d'Stroossebauverwaltung Kontakt mat aneren Exploitanten am Ausland opgeholl. Bis dato ass nëmme ee Fall vu viru ville Jore fonnt ginn, wou d'Detailer zu dësem awer bis elo net bekannt sinn. De Fournisseur selwer huet och net op esou Fäll opmierksam gemaach.

ad 6. Am Tunnel Gousselerbiereg war et een anere Fournisseur an och een aneren Typ vu Ventilator, bei deem Problemer opgetaucht sinn. Zousätzlech dozou ass ze soen, dass béid Problemer net direkt verglach kënnen ginn.

ad 7. Hei ënnendréiner fannen déi honorabel Deputéiert eng Oplëschung vun der Unzuel vun all de Spärrunge vum Tunnel Grouft an de Joren 2021 bis 2025, déi am Kader vun de geplangten Aarbechte respektiv Interventioune stattfouert hunn:

– 2021: 24 Nuechten (Maintenance- a Botzaarbechten + Interventioun) a 4 Deeg am Trafick bidirektional (Interventioun);

– 2022: 22 Nuechten (Maintenance- a Botzaarbechten);

– 2023: 21 Nuechten (Maintenance- a Botzaarbechten) an een hallwen Dag (Exercice);

– 2024: 21 Nuechten (Maintenance- a Botzaarbechten);

– 2025: 38 Nuechten (Maintenance- a Botzaarbechten + Refonte Läschanlagen).

Dës Aarbechten an Interventioune ginn an der Reegel an der Nuecht duerchgefouert, fir esou den Impakt op den Trafick sou geréng wéi nëmme méiglech ze halen.

Heibäi ass awer ze betounen, dass Tëscheffäll, wéi zum Beispill een Accident oder ee Gefier en panne, wou zwar eng Spuer gespaart huet misse ginn an do duerch den Tunnel a senger Benetzung ageschränkt war, net an dëser Oplëschung berécksiichtegt goufen, well dës jeeweils nëmme e puer Stonne gedauert hunn.

.....

Mesures contre le Caller ID Spoofing et le SMS Spoofing | Question 3570 (30/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

De Phänomeen vun „Caller ID Spoofing“, bei deem d'Uruffer-ID manipuléiert gëtt, fir eng falsch Identitéit virzeginn, stellt eng ëmmer méi grouss Gefor fir d'Privatsphäre an d'Sécherheet vun de Bierger duer. Duerch dës Technik ginn dacks betrügeresch Uriff getarnt, wat zu engem Vertrauensverloscht an d'Telekommunikationsnetz féiert. An den USA gouf mam STIR/SHAKEN-Protokoll eng technesch Léisung agefouert, déi d'Authentizitéit vun der Telefonsnummer digital verifizéiert.

Och op europäeschem Niveau gëtt verstärkt iwwer d'Afféierung vu Standarden diskutéiert, fir de „Spoofing“ ze bekämpfen an d'Validitéit vun der Identifikatioun vum Uruffer ze garantéieren. Dëst betrëfft net nëmme numereesch Telefonsnummere, mee och sougenannten „Alpha-Sender-IDs“ (alphanumeresch Identifikatiounen), déi dacks bei SMS-Servicer vu Banken oder Administratioune genotzt ginn, fir d'Identitéit vum Absender ze fälschen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

1. Plangt d'Regierung, op nationalem Niveau oder an Zesummenaarbecht mat dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR), technesch Standarden no dem Virbild vun STIR/SHAKEN, fir d'Verifikatioun vun Telefonsnummere obligatoresch anzeféieren?

2. Wéi eng konkreet Moossname ginn ergraff, fir de Mëssbrauch vun Alpha-Sender-IDs bei SMS-Servicer ze verhënneren, fir datt dës net méi vun onautoriséierten Drëtter fir Phishing-Zwecker mësbrauchte kënnen ginn?

3. Sinn der Regierung Statistiken doriwwe bekannt, wéi vill Fäll vu Bedruch duerch „Caller ID Spoofing“ oder „SMS Spoofing“ an de leschten zwee Joer zu Lëtzebuerg gemellt goufen?

4. A wéi engem Mooss bedeelegt sech Lëtzebuerg un den Diskussiounen op EU-Niveau fir d'Harmoniséierung vun de Sécherheetsstandarder am Beräich vun der Identifikatioun vun der Kommunikatioun?

Réponse (02/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Fir datt de Stir/Shaken zu Lëtzebuerg kéint ëmgesat ginn a funktionéiere géif, misst de Stir/Shaken a ganz Europa en place gesat ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et haut awer schon e puer Schutzmoossname géint dës Bedruchsversich. Zum Beispill kënnen lëtzebuergesch Festnetznummere net méi aus dem Ausland op Lëtzebuerg uruffen. Dëst ënnerbënnt, dass lëtzebuergesch Festnetznummere fir de Spamming/Spoofing mësbrauchte ginn. D'Operateuren hunn och schonns Mesuren en place gesat, fir Spamming/Spoofing Appeller vu mobillen Nummere ze ënnerbannen.

ad 2. Haut ass keng gesetzlech Basis do, fir méi intrusiv Mesuren en place ze setzen, déi z. B. mat Hëllef vun artifiziereller Intelligenz SMSen analyséieren, fir Phishing SMSen erauszefilteren. Modern Smartphonë bidden hautdesdaags awer Optiounen, déi dëst um Niveau vum OS erméiglechen.

ad 3. Weeder bei der Direktioun fir Konsumenteschutz, nach bei der ULC oder dem CEC si Plainten an dësem Kontext erakomm.

ad 4. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ass a verschiddeenen internationale Greemie vertrueden a bedeelegt sech un deenen Diskussiounen. Dëst net nëmme op europäeschem Niveau mee och weltwäit. Et gëtt do zum Beispill eng Initiativ, déi nennt sech Global Informal Regulatory Antifraud Forum (GIRAF), an deem ass Lëtzebuerg och vertrueden.

.....

Décarbonisation de la navigation commerciale sous pavillon luxembourgeois | Question 3571 (30/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Die Internationale Seeschiffahrtsorganisation hatte in ihrer Strategie von 2023 das Ziel festgelegt, bis 2050 Netto-Null-Treibhausgasemissionen in der internationalen Handelsschiffahrt zu erreichen. Im April 2025 wurde diesbezüglich ein wegweisendes Regelwerk vereinbart. Jedoch wurde im Oktober 2025 die Verabschiedung dieses Regelwerks nach Druck der USA und Saudi-Arabiens um mindestens ein Jahr verschoben, wodurch die Umsetzung der Klimaziele massiv gefährdet ist.

Im August 2023 hatte die damalige Regierung eine „Green Shipping Initiative“ ergriffen, die erhöhte Steuervorteile für umweltfreundliche Schiffe vorsah.

In dem Zusammenhang möchten wir von der Regierung wissen:

1. Gehören die bestmöglichen Umweltstandards zu den Kriterien für eine Registrierung von Handelsschiffen unter luxemburgischer Flagge?

2. Sind die im August 2023 von der damaligen Regierung beschlossenen Maßnahmen noch in Kraft? Wenn ja, welche Ergebnisse wurden erzielt?

3. Welche anderen Maßnahmen hat Luxemburg ergriffen, um die Dekarbonisierung der unter luxemburgischer Flagge registrierten Handelsschiffe voranzutreiben, und wie wird deren Umsetzung überwacht?

4. Sind weitere Maßnahmen geplant?

Réponse (27/02/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jedes unter luxemburgischer Flagge fahrende Schiff ist verpflichtet die internationalen Abkommen einzuhalten, denen Luxemburg beigetreten ist, darunter Safety of Life at Sea (SOLAS), International Convention for the Prevention of Marine Pollution from Ships (MARPOL), International Convention

on Standards of Training, Certification and Watch-keeping for Seafarers (STCW) und Maritime Labour Convention (MLC). Ein solches Schiff hat darüber hinaus die geltenden europäischen und luxemburgischen Rechtsvorschriften einzuhalten und kann jederzeit von verschiedenen Akteuren, insbesondere vom Flaggenstaat und vom Hafenstaat, inspiziert werden. Diese Inspektionen dienen der Überprüfung der Einhaltung der geltenden Rechtsvorschriften, einschließlich der Umweltvorschriften.

Darüber hinaus sei darauf hingewiesen, dass Luxemburg derzeit den 9. Platz in der Paris MoU White Performance List belegt. Diese Klassifikation listet Flaggenstaaten auf, deren Schiffsflotten durch besonders hohe Sicherheits- und Umweltschutzstandards überzeugen.

ad 2. Die Initiative „Green Shipping“, die Reeder dazu anregen soll, in moderne und umweltfreundlichere Technologien zu investieren, wurde am 16. August 2023 öffentlich vorgestellt. Der Gesetzentwurf selbst wurde am 23. Juli 2024 im Parlament eingereicht. Der Staatsrat hat seine Stellungnahme am 29. April 2025 abgegeben, und das Gesetzgebungsverfahren ist derzeit im Gange.

Angesichts der Besonderheiten des luxemburgischen Seeverkehrssektors haben die meisten Reeder die Modernisierung ihrer Schiffe, insbesondere in Bezug auf digitale und ökologische Aspekte, lange vor Inkrafttreten der neuen Umweltvorschriften (2050 Netto-Null-Treibhausgasemissionen) vorgenommen.

Die Digitalisierung und der ökologische Wandel sind heute zwei wichtige Hebel für die Umgestaltung des Seeverkehrs, der etwa 3 % der weltweiten Kohlendioxidemissionen ausmacht. Diese beiden Elemente sind untrennbar miteinander verbunden und ermöglichen es, den Seeverkehr intelligenter, sauberer und nachhaltiger zu gestalten und gleichzeitig wirtschaftlich rentabel und wettbewerbsfähig zu bleiben.

ad 3. Der ökologische Bonus zur Steuervergünstigung für Schiffe wurde durch die Sonderabschreibung (Art. 32bis des Gesetzes über die Einkommensteuer) eingeführt. Seit Januar 2025 ist das Kommissariat für maritime Angelegenheiten für die Ausstellung einer Konformitätsbescheinigung für die in Artikel 32bis genannten Sachanlagen zuständig. Es oblag demnach dem Kommissariat, objektive Kriterien zu entwickeln, um diesen Mechanismus transparent anzuwenden, um so den Höchstsatz für umweltfreundliche Schiffe von 12 % auf 14 % anzuheben.

Während andere Länder ein Tonnagesteuersystem bevorzugen, sei daran erinnert, dass die Steuergutschrift derzeit der wichtigste Hebel des Sektors ist, um ihn bei der Finanzierung der enormen Investitionen im Zusammenhang mit dem ökologischen Wandel zu unterstützen.

Bisher haben drei unter luxemburgischer Flagge fahrende Schiffe von diesem finanziellen Bonus profitiert. Der Sektor wirbt weiterhin aktiv für diese Maßnahme, erwägt jedoch einen selektiveren Ansatz.

ad 4. Luxemburg setzt sich aktiv für die Erreichung der Klimaneutralitätsziele ein, die von der Europäischen Union und der Internationalen Seeschiff-fahrtsorganisation (IMO) für das Jahr 2050 festgelegt wurden. Diese Ziele stützen sich vor allem auf die beschleunigte Einführung alternativer Kraftstoffe wie Methanol, Ammoniak und Flüssigerdgas (LNG).

Ihre Umsetzung stößt jedoch auf Hindernisse auf Ebene der IMO. Auf einer Sondersitzung des

Ausschusses für den Schutz der Meeresumwelt (MEPC) im Oktober 2025 in London wurde beschlossen, die Verabschiedung des Net-Zero-Rahmenwerks um ein Jahr zu verschieben. Dieses Rahmenwerk sollte in eine überarbeitete Fassung des MARPOL-Übereinkommens Anhang VI aufgenommen werden, doch seine Verschiebung verzögert konkrete Maßnahmen zur Erreichung der CO₂-Neutralität.

Die MEPC-Sitzung im Oktober 2025 war geprägt von der Verschiebung einer wichtigen Vereinbarung über die CO₂-Bepreisung unter dem Druck der Vereinigten Staaten und anderer Länder. Diese Verzögerung schwächt die weltweite Dynamik zugunsten der Dekarbonisierung des Seeverkehrssektors.

Gleichzeitig hält die Europäische Union an ihren ehrgeizigen Zielen im Einklang mit dem Grünen Deal für Europa und dem europäischen Klimagesetz fest. Für den Seeverkehrssektor umfasst dies:

- ein erweitertes MRV-System (Überwachung, Berichterstattung und Überprüfung von Emissionen);
- die Einbindung des Schifffahrtssektors in den EU-Emissionshandel (EU ETS), wodurch die Emissionen von Schiffen dem europäischen CO₂-Markt unterliegen;
- die FuelEU Maritime-Verordnung, die den Einsatz nachhaltiger Kraftstoffe fördert;
- die verbindliche Nutzung von Landstrom (On-Shore Power), um Emissionen in Häfen zu reduzieren.

.....

Potentiel transfrontalier d'un gisement d'hydrogène naturel entre la Lorraine et le Luxembourg | Question 3572 (30/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Actuellement, un forage scientifique profond, dans le cadre du projet Regalor II à Pontpierre (Moselle), vise à confirmer l'existence d'un gisement d'hydrogène blanc dans le bassin minier lorrain, présenté comme l'un des plus prometteurs au monde et susceptible de changer la donne énergétique et industrielle de la Lorraine. Le périmètre d'exploration couvre environ 2.254 km² en Moselle et Meurthe-et-Moselle, ce qui pose la question d'un éventuel prolongement géologique du gisement vers les régions frontalières voisines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) Existe-t-il des indications scientifiques ou techniques, issues des services géologiques luxembourgeois ou d'études transfrontalières, que le gisement d'hydrogène naturel lorrain se prolongerait jusqu'au territoire du Grand-Duché de Luxembourg ?
- 2) Le Gouvernement est-il en discussion avec les autorités françaises ou les opérateurs sur une potentielle collaboration conjointe dans l'exploration ou l'exploitation de ce gisement ?
- 3) Dans l'affirmative, quelles sont les pistes concrètes envisagées et comment le Luxembourg entend-il défendre ses intérêts énergétiques et environnementaux dans ces échanges ?
- 4) Comment le Gouvernement évalue-t-il, du point de vue luxembourgeois, les risques pour la nature et l'environnement associés à ce gisement et au projet de forage profond ?

Réponse (25/02/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La géologie ne s'arrêtant jamais aux frontières nationales, le Service géologique de l'État considère la géologie des régions avoisinantes dans ses différents travaux. L'exploration d'hydrogène géogène en cours se concentre sur le bassin de charbon « carbonifère » sarro-lorrain.

D'après les connaissances actuelles, le bassin lorrain susmentionné ne se prolonge pas en direction du Luxembourg. Il n'existe, à ce stade, aucun élément permettant de considérer que ce gisement présumé d'hydrogène géogène s'étendrait sous le territoire luxembourgeois.

Il convient de noter que les hypothèses quant aux « réserves » potentielles d'hydrogène géogène (naturel ou « blanc ») en Lorraine sont loin de faire l'unanimité dans la communauté scientifique et certains experts ont formulé des doutes que les autorités luxembourgeoises considèrent également.

ad 2) Le Ministère de l'Économie et le Service géologique de l'État suivent les activités de recherche en cours en Lorraine depuis 2023 et sont en contact direct avec les chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France.

La profondeur du forage scientifique est intéressante pour les autorités luxembourgeoises et des échanges sont entretenus.

ad 3) Il convient, dans un premier temps, de différer toute démarche jusqu'à ce qu'il soit établi que l'exploitation est rentable.

ad 4) Au regard des éléments exposés ci-avant, le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer sur les risques éventuels pour la nature et l'environnement qui pourraient être liés à ce gisement présumé situé en Lorraine ou au projet de forage profond qui y serait associé.

.....

Ressources humaines et projets des initiatives sociales pour l'année 2026 | Question 3573 (30/01/2026) de M. Georges Engel | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Och an dësem Joer hunn d'Initiatives sociales dem Ministère eng Rei Projekte virgestallt. Fir dës Ëmsetzung am Sënn vun hirer gesellschaftlecher Verantwortung an am Kader vun der Sozial- a Solidarwirtschaft nohalteg kënnen ze realiséieren, sinn dofir och dës Joer zousätzlech mënschlech Ressourcen néideg.

An deem Kontext géinge mir dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit schaffen aktuell an den Initiatives sociales?
2. Wéi huet sech dës Zuel par rapport zu leschtem Joer entwéckelt?
3. Wéi eng nei Projekte goufe vum Ministère fir 2026 accordéiert a wéi vill Leit mussen an dësem Kontext nei agestallt ginn?
4. Ginn am Kader vun dësem Thema Projeten ofgeleent, a wa jo, aus wéi enge Grënn?
5. Sinn nach aner Mesuren am Kader vun der Sozial- a Solidarwirtschaft virgesi fir d'Joer 2026?

Réponse (02/03/2026) de M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1. an 2. Am Dezember 2025 waren 2.167,81 Persounen (ETP – Équivalent temps plein) als Beneficiairen an engem vun den insgesamt 30 konventionéierten Initiative beschäftegt. Fir de Mount Januar 2026 sinn nach keng validéiert Decompten disponibel.

Am Dezember 2024 louch dës Zuel bei 2.199,14 ETP.

Am Joer 2024 war e Maximum vun 2.218 Posten (ETP) konventionéiert, am Joer 2025 waren et maximal 2.229 ETP. Fir d'Joer 2026 läit dës Zuel bei 2.239 ETP.

ad 3. Fir d'Joer 2026 goufen dräi nei Projeten agreéiert: een am Beräich vum Recycling, een am Beräich vun der „aide à la personne“, an een am Beräich vum Jardinage. Zweek Projete sinn nach am suspens, well nach zousätzlech Informatiounen noutwenneg sinn, fir eng Decisioun kënnen ze huelen.

Insgesamt si fir d'Joer 2026 zéng zousätzlech Poste konventionéiert ginn. Wéi schonn an der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1783 vum 10. Februar 2025 erkläert gouf, bedeit den Agreement vun engem Projet net automatesch, dass och eng bestëmmten Unzuel vu Poste fir déi betreffend Aktivitéit konventionéiert gëtt. D'Zuel vun de konventionéierte Posten ass eng global Zuel fir d'Gesamtheit vun den Aktivitéiten vun der Beschäftigungsinitiative. Dëst gëtt den Initiativen eng gewësse Flexibilitéit, fir jee no Saison oder Nofro, awer och a Fonctioun vun de Profiller a Capacitéiten vun den encadréierte Beneficiairen, am Laf vum Joer mol méi, mol manner Leit op deem enge oder anere Projet anzesetzen.

ad 4. Fir d'Joer 2026 si keng nei Projeten definitiv ofgeleent ginn, zweek Projete sinn nach am suspens.

Allgemeng gëllt, dass de Minister seng Decisioun, fir en Agreement ze verginn oder ze refuséieren, op der Basis vun den Informatiounen hält, déi vun der jeeweileger Initiative an hirer Demande geliwert goufen, an op der Basis vum Avis vum Direkter vun der ADEM. An dës Appreciatioun fléissen eng Rei Critèren an, dorënner notament d'Ufuerderunge vun der Initiative an de Profil vum de Beneficiairen (z. B. gesondheetlech Voraussetzungen, Sproochekenntnisser, Führerschäin an eegenen Auto etc.); de proposéierte psycho-sozio-professionellen Encadrement; den Typ vun Aktivitéit an d'Perspektiven, fir d'Employabilitéit ze verbessern an dono eng Aarbecht um éischten Aarbechtsmaart ze fannen; de Risiko vun deloyaler Konkurrenz vis-à-vis vun aneren Acteuren um Marché etc.

ad 5. Déi national Strategie fir d'Sozial- a Solidarwirtschaft an d'sozial Innovatioun wäert dëst Joer virgestallt ginn. D'Aarbechten um legale Kader vun der Sozial- a Solidarwirtschaft esouwéi der sozialer Innovatioun gi weidergefouert. Schlussendlech wäerten d'Servicer vun Social Business Incubator am Kader vun engem europäesche Konsortium ausgebaut ginn, fir den éischten nationale Kompetenzzentrum an dese Beräicher ze schafen.

Politique européenne de régularisation des migrants | Question 3574 (30/01/2026) de M. Georges Engel (LSAP)

Am Kontext vun der Migratiounspolitik huet déi spuenesch Regierung rezent ugekënnegt, eng grouss Regulariséierungsmaassnam fir irregulär Immigranten anzeféieren. Per Regierungskreekt sollen all d'Personen, déi sech virum 31. Dezember 2025 a Spuenien opgehalen hunn an op d'mannst fënnf Méint Openthalt nowiese kënnen, eng Openthalt- a Schaffeneemegung kréien, virausgesat si sinn net stroferechtlech verurteelt. Dës Maassnam, déi oni parlamentaresch Zoustëmmung a Kraaft triede soll, kéint no Schätzungen tëscht ronn 500.000 an 840.000 Mënsche betreffen.

D'spuenesch Regierung begrënnt dese Schratt mat der Noutwendegkeet, enger bestoender sozialer Realitéit Rechnung ze droen an deene ville Mënschen, déi

aktuell oni rechtliche Status an am informelle Sec-teur schaffen, juristesche Schutz a sozial Ofsecherung ze ginn.

An deem Kontext géing ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Regulariséierungsmaassnam, déi rezent a Spuenien ugekënnegt gouf?

2. Plangt d'Regierung eng änlech Maassnam wéi a Spuenien?

3. Fënnt zu deem Thema en Austausch mat aneren EU-Memberstaate statt?

Réponse (20/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung äussert sech prinzipiell net zu nationale Mesurë vun anere Memberstaaten, well dës an der Kompetenz vun de respektive Staate leien. Am Koalitionsaccord 2023–2028 ass virgesinn, d'Opportunitéit ze analyséieren, eng Kommissioun fir Härtefall anzeféieren, déi a spezielle Situatiounen eng Avisfunctioun kéint iwwerhuelen. Well eng entspreichend Struktur zanter 2021 schonn ënnert der Form vum „Forum ONG“ besteet, deen d'Situatioun vu Persounen oni legalen Openthalt zesumme mat Verrieder vun der Zivilgesellschaft evaluéiert, huet d'Regierung decidéiert, dese Mechanismus bäizebehalen. An deem Kontext hu während dem Joer 2025 verschidde Reunioune vum „Forum ONG“ stattfonnt, un deenen déi dräi Haaptassociatiounen ASTI, HUT a CLAE deelgeholl hunn. 2025 konnte ronn 100 Persounen regulariséiert ginn, dat op Basis vum „Forum ONG“ an duerch déi verschidde Regulariséierungen, déi am ofgeännerten Immigratiounsgesetz vum 29. August 2009 virgesi sinn, wéi zum Beispill den Artikelen 78 (3) an 89.

ad 2. D'Regierung plangt keng änlech Regulariséierungsmaassnam wéi a Spuenien. Zu Lëtzebuerg gëtt weiderhin eng Approche verfollegt, d'Situatiounen enzel a vu Fall zu Fall ze analyséieren.

ad 3. Stand haut huet Spuenien net gefrot, fir dës Mesure op europäeschen Niveau ze diskutéieren. Och déi zyprotesch Presidence vum Conseil huet net proposéiert, de Punkt tëscht Memberstaaten ze diskutéieren.

Den 10. Februar 2026 huet den EU-Kommissär Magnus Brunner virum Europäesche Parlament erkläert, dass dës Regularisatioun eng souverän Decisioun vu Spuenien ass, déi d'Kommissioun zur Kenntnis hält. Dëst mam Vermierk, dass déi spuenesch Decisioun awer kee „Blanko-Scheck“ wier, fir sech an engem anere Memberstaat néierzelossen.

Résidus de pesticides dans des pommes | Question 3575 (30/01/2026) de Mme Claire Delcourt | M. Ben Polidori (LSAP)

Eng rezent Etüd vum Pesticide Action Network Euope (PAN Europe) warnt, dass 90 % vun de konventionellen Äppel aus Europa laut EU-Virschrëften net fir Kanner ënner 3 Joer geeegent sinn. Ënnert den 59 Prouwen, op déi sech d'Etüd baséiert, waren och 3 positiv Prouwen aus Lëtzebuerg dobäi. Am nämlechte Rapport warnt PAN Europe virum der Gefor, déi vu Pestizid-Cocktailen ausgeet. D'Mësche vu verschidde Spréizmittel kënnen op onerwaarten Aart a Weise matenee reagéieren an Niewewirkungen op d'Entwécklung vu virum allem Kanner hunn.

An deem Kontext wéilt mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet an der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Gesondheitsrisiken, besonnesch fir kleng Kanner, am Kader vun enger laangfristeger Expositioun u Pestizid Cocktails, déi an der Etüd ervirgehuewe gouf?

2. Ënnersicht d'ALVA oder soss eng Lëtzebuurger Autoritéit d'Toxicitéit vun esou genannte „Pestizid-Cocktailen“?

3. Wéi eng Pestizide ginn zu Lëtzebuerg am heefegste matenee benotzt? A gëtt et Mëschunge vu Pestiziden, déi net zougelooss sinn?

4. Wéi eng Moosname plangt d'Regierung, fir d'Be-laschtung duerch Pestizidréckstänn an Uebst a wei-dere Liewensmittel ze reduzéieren?

5. Gëtt et konkret Initiativen, fir d'Eltere wéi och d'Crèche, Spideeler an Altersheemer besser ze in-forméieren an ze ënnerstëtze bezüglech der Wiel vu gesondem a manner belaschtem Uebst a Liewens-mittelproduiten?

Réponse (03/03/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Regierung baséiert sech op déi an der EU zougeloosse Réckstänn vu Planzeschutzmittel, déi och zu Lëtzebuerg strikt iwwerwaacht ginn. Déi offi-zuell Analysen hunn an de leschte 15 Joer keng Iwwer-schreidung vun dese Limite bei Äppel erginn (eng Äppelproov – net aus Lëtzebuerg – war net konform wéinst enger ze héijer Belaschtung mat Triadimenol am Joer 2010). D'Autoritéiten ënnersträchen, dass déi Grenzwärter keng toxikologesch Referenzwärter sinn, mee op Basis vun enger gudder landwirtschaft-lecher Praxis erstallt ginn (GAP – good agricultural practice). Eng Iwwerschreidung vun dese Limite géif also nach net onbedéngt bedeiten, dass e Risiko fir d'Gesondheet besteet. Liewensmittel, déi den EU-Normen entspreichen, kënnen oni Risiko konsuméiert ginn.

D'Thema vum kumulative Cocktail-Effekt vu Réck-stänn – besonnesch fir kleng Kanner – ass eng wës-senschaftlech Erausforderung, déi op EU-Niveau nach net komplett ofgedeckt ass. Lëtzebuerg ënner-stëtzt dowéinst déi weider Entwécklung vun trans-parenten a wëssenschaftlech fundéierte Methoden, fir d'Gesondheet vun de vulnerabelste Gruppen nach besser ze informéieren an ze schützen.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt et keen nationaalt Risiko-bewäertungsinstitut, wéi zum Beispill an Däitschland (BfR) oder an Holland (RIVM). Lëtzebuerg orientéiert sech also haaptsächlech un den Etüd vum der EFSA. An Europa féiert d'EFSA zanter Jore kumulativ Risiko-bewäertungen duerch, déi gemeinsam Wirkmecha-nismen an additiv Effekter berücksichtigten an als Referenz fir all europäesch Liewensmittelautoritéiten déngen. D'Methodologie muss och esou ugepasst ginn, dass si fir eng progressiv Nutzung am Kader vun Risikomanagement geeegent ass. Dese Pro-jet gëtt vu Lëtzebuerg an den Aarbechtsgruppen zu Bréssel mat suivéiert.

ad 3. Am SER ginn op Basis vu Buchführungsdon-néeën (d. h.: akaafte Produit & Quantitéit, Zäitpunkt vum Akaf, Stock, gespréizte Kultur & ha), Schätzunge gemaach vun de Wirkstoff, déi op eng jeeweileg Kultur ausbruecht gi sinn. Et gëtt awer keng Informati-one wéi, zu wéi engem genauen Zäitpunkt oder iwwert déi enzel Parzellen op déi e Produit ausbruecht ginn ass. Dofir ass keng Ausso méiglech wéi eng Pes-tizide matenee benotzt ginn.

Bei bestëmmte Wirkstoff ass an de jeeweilege Spréizmittelzouloossunge virgeschriwwen, dass de Wirkstoff just maximal eemol – oder eng aner

definiert Heefegkeet oder Quantitéit – op der nämmelechter Fläch oder Kultur dierf benotzt ginn. Doduerch kënnen Mëschunge vun dese Sprëtzmittel indirekt verbuedt sinn. De Grond heifir ass net de Konsumenteschutz mee z. B. de Schutz vun der Ëmwelt.

ad 4. D'Regierung ass a priori ëmmer en faveur, d'Grenzwaerter fir Réckstänn vu Planzeschutzmittel an de Liewensmittel ze senken. Dëst passéiert an den entsprechenden Aarbechtsgruppen zu Bréissel.

Ausserdeem gëtt et op nationalem Niveau zum Beispill d'Fërderung vum integréierte Planzeschutz a Subventiounsprogrammer fir e reduzierte Gebrauch vu Planzeschutzmitteln.

Hei géllt och ze bemierken, dass zum Beispill am Uebstbau am Joer 2024 insgesamt 89 vun 198 Hektar Flächen ouni den Asaz vu Fungiziden an Insektizide bewirtschaft ginn – dat entsprécht bal der Hallschent vun der gesamter Uebstaufläch.

Zousätzlech ass zanter 2016 den Asaz vu Planzeschutzmitteln an der lëtzebuergescher Landwirtschaft insgesamt ëm méi wéi 50 % reduziéiert ginn.

ad 5. Uebst a Geméis, dat am Aklang mat der gültiger europäescher an nationaler Legislatioun op de Marché bruecht gëtt, géllt per Definitioun als sécher a féerderlech fir d'Gesondheet. Déi obligatoresch Etikettéierung vu Liewensmittel stellt sécher, dass Konsumenten iwwer all relevant Informatiounen verfügen, fir e fundéierten a bewusste Choix ze treffen, dee mat hiren individuelle Präferenzen an Iwwerzeugungen iwwereneestëmmt.

Et ass ubruecht, d'Belaaschtung mat Pestiziden duerch Liewensmittel besonnesch während der Schwangerschaft an an der fréier Kandheet esouwäit wéi méiglech ze limitéieren, fir eng optimal Gesondheitsentwécklung an deser wichtiger Liewensphas ze ënnerstëtzen.

D'Gesondheitsdirektioun informéiert d'Populatioun zu deem Thema iwwer verschidde Guiden a Broschüren, ënner anerem:

- an der Informatiounssektioun vum Carnet de maternité¹⁹,
- am Guide fir Crèche, deen de Moment finaliséiert gëtt,
- souwéi an der Campagne „1.000 premiers jours“, déi aktuell ausgeschafft gëtt.

Problèmes de ventilation et restrictions dans les tunnels de l'A7 | Question 3576 (02/02/2026) de M. Charles Weiler | M. Jeff Boonen (CSV)

Ewéi d'Administration des ponts et chaussées den 29. Januar matgedeelt huet, ass an den Tunnelle Grouft a Stafelter op der A7 bis op Weideres a béid Richtunge jeeeweils eng Spuer gespaart, an d'Vitesslimitatioun ass op 70 km/h reduziéiert ginn. Dës Mesurë si weinst neie Problemer mat der Ventilatioun néideg ginn.

Schonn am Joer 2015 hat et änlech Problemer mat der Ventilatioun an den Tunneln op der A7 ginn. Déi aktuell Restriktiounen wäerten d'Fuerzäiten tëscht der Stad an dem Norden dätlich verlängeren a virun allem an de Stousszäite fir bedeutend Stau suergen, esouwuel op der A7 selwer ewéi och op den Auswäichstroossen am Uelzchtall an an der Ëmgéigend.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi oft waren d'Tunneln op der A7 am Joer 2025 weinst Aarbechten zou?

2. Wisou trieden d'Problemer mat der Ventilatioun an den Tunneln op der A7 reegelméisseg erëm op?

3. Si just eenzel Elementer betraff oder ass et ee Problem vum gesamte Ventilatiounssystem?

4. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, wéi laang dës Aarbechten a Restriktiounen virgesi sinn?

5. Gëtt et keng aner Méiglechkeeten, ewéi eng Spuer ze spären an d'Vitess op 70 km/h ze limitéieren, fir de Risiko vu Stau ze minimiséieren?

6. Ginn d'Streckeradaren an den Tunneln ugepasst?

Réponse (10/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert froen am Kader vun hirer parlamentarescher Fro no Informatiounen zu der aktueller Situatioun an den Tunnelle Grouft a Stafelter.

ad 1. Fir sämtlech Tunnelspärungen, déi am Kader vun der reegelméisseg Maintenanceaarbechten néideg sinn, gëtt vun der Stroossebauverwaltung ee Pressecommuniqué publizéiert.

Am Joer 2025 hu sech op der A7 tëscht Schieren an der Jonctioun Gréngewald ronn 55 Spärungen erginn, fir geplangte Maintenanceaarbechten an den Tunneln oder tunnelänleche Bauwierker duerchféieren ze kënnen.

ad 2. Als Éischt ass feststellen, dass et sech heibäi net ëm e reegelméisseg Problem handelt. Eleng well een Tunnel gespaart ass, heescht dat net, dass et een technesche Problem gëtt. D'Perceptioun heivunner fir eis Matbirger*inne maach vläicht esou sinn, mee wéi an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen, gëtt et eng ganz Rei Maintenanceaarbechten, déi duerchgefouert ginn, fir effektiv esou Problematiken, wann nëmme méiglech, ze vermeiden. Et kann och drëms goen, fir se fréi genuch ze erkennen, fir esou gréisser Schied ze evitéieren, déi och méi grouss Implikatiounen op Reparatiounsaarbechten a Perturbatiounen op den Trafick mat sech géife bréngen.

ad 3. Am Moment ass tatsächlech dovunner auszegoen, dass et sech hei ëm Einzelkomponente vum Gebléis vun de Ventilatoren handelt.

ad 4. Am Kader vun der reguläre Maintenanceaarbechten ass et zweemol zu engem Versoe vun engem Ventilator komm. Ufanks konnt een dobäi nach vun engem vu bause verursaachte Schued ausgoen. Dës Hypothees konnt no detailléierten Analysen allerdéngs net confirméiert ginn.

Well et zu strukturelle Problemer un de Ventilatoren komm ass an ee potentielle Risk besteet, dass dese Problem och sämtlech aner vun den insgesamt 52 Ventilatoren betreffe kann, hu misse weider Analysen duerchgefouert ginn, well eng reng visueller Inspektioun net duergaangen ass.

No de Resultater vun éischten Analyse konnt d'Stroossebauverwaltung elo eng Commande fir den Ersatz vu Ventilatorelementer an Optrag ginn. D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung stinn dobäi weiderhin a permanentem Austausch mat de Fournisseuren, fir eng zäitno Produktioun a Liwwerung vun de Stécker ze kréien, an domat de Problem sou schnell wéi méiglech behuwe ka ginn.

En Datum ka leider haut nach net genannt ginn, well een hei op de Fournisseur ugewisen ass, an d'Austauschstécker mussen hiergestallt ginn.

ad 5. D'Sécherheet huet ëmmer déi allerhéichste Prioritéit.

An de 4 Tübe vun deenen 2 Tunnelle si Ventilatoren vun dem selwechten Hiersteller verbaut. Well do-duerch de potentielle Risk besteet, dass et an den aneren Tüben och zu engem änleche Versoe vun der

Ventilatioun kënn, ginn déi Preventiounsmesuren op déi 4 Tübe gläichermoossen applizéiert. Fir ee séchere Betrib konform nom Gesetz ze garantéieren, mussen Preventiounsmesuren, déi vun der Stroossebauverwaltung geholl ginn, vun der „Autorité administrative“ validéiert ginn. Dobäi geet et virun allem drëms, fir d'Sécherheet fir d'Benotzer*inne vum Tunnel ze garantéieren. D'Spärung vun enger Spuer an d'Reduktioun vun der maximal erlaabter Vitess sinn deemno Mesuren, ënnert deenen d'Nordstrooss respektiv d'Tunneln a Betrib bleiwe kënnen.

Parallél zu enger onofhängeger Expertis, déi d'Stroossebauverwaltung an Optrag ginn huet, nodeems Onreegelméissegkeeten u vereenzelte Ventilatoren festgestallt konnte ginn, gouf een onofhängegen Ingenieurbüro mat der Analys beoptraagt, wéi een des Tunnelle mat deser Anomalie sécher exploitéiere kann. Nodeems op Basis vun där éischer externer Expertis festgestallt gouf, dass et sech wuel ëm ee strukturelle Problem vun eenzelne Materialelementer un de Ventilatoren handelt, huet d'Verwaltung d'Propositioun ëngesat, déi de Sécherheetsniveau weiderhi garantéiert fir all Benotzer*innen. Et handelt sech hei, wéi scho beschriwwen, ëm eng Reduktioun vum Risk, fir dass am Fall wou et am Tunnel zu engem Accident mat engem Brand géif kommen, sämtlech Systemer esou funktionéieren, dass sech Persounen, déi sech zu deem Moment am Tunnel befannen, a Sécherheet kënnen bréngen.

ad 6. Jo, de System vun der Streckeradaren ass esou konfiguréiert, dass des op déi aktuell Vitesslimitatiounen adaptéiert ginn. Dat géllt fir all Tunnel wou Streckeradaren installéiert sinn.

Concept d'infrastructures sanitaires et de vestiaires inclusifs dans les écoles | Question 3577 (02/02/2026) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Rezent Meedieberichte vum RTL thematiséieren d'Diskussioun iwwer d'Aféiere vun Unisex-Toiletten an den ëffentlechen Infrastrukturen, besonnesch an de ländleche Lycéeën. An deem Kontext gëtt an engem oppene Bréif drop higewisen, dass den nationalen Aktiounsplang LGBTIQ+ an déi verbonne Moosname fir Unisex-Toiletten am Summer vum Regierungsrat guttgeheescht goufen.

Et gëtt behaupt, dass des Decisioun vum ganze Regierungsrat eestëmme an ouni Virbehalt ugeholl gouf. Fir d'Kohärenz vun der Regierungsaarbecht an d'Ëmsetze vum nationalen Aktiounsplang ze garantéieren, ass et vu grousem ëffentlechen Interessi, de genaue Prozess an den aktuelle Stand vun deser Decisioun ze klären.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Premierminister des Froe stellen:

1. Gouf den nationale Plang fir d'Fërderung vun der Rechter vun LGBTIQ+-Persounen, inklusiv der Propositioun fir Unisex-Toiletten an neie Lycéeën, vum Regierungsrat am Summer 2025 eestëmme ugeholl?

2. Goufen an deser Sëtzung vum Regierungsrat spezifesch Bedenken oder Oppositiounen u eenzelne Ministere géint d'Aféiere vun Unisex-Toiletten an de Lycéeën protokolléiert?

3. Wéi eng konkret Krittäre goufen an deem Plang definéiert, fir d'Ëmsetze vun desen Toiletten an den neie Gebaier vum Staat ze garantéieren?

Réponse (06/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Den nationalen Aktiounsplang fir d'Fërderung vun der Rechter vun LGBTIQ+-Persounen ass den 11. Juli

¹⁹ <https://santesecu.public.lu/dam-assets/fr/publications/c/carnet-maternite-2022/carnetmaternite-partie-informations.pdf>

2025 (als A Punkt*)²⁰ am Regierungsrat uegheoll ginn. Wat d'Fro vun den Toiletten a Vestiären an den neie Lycéee betrëfft gesäit hie Follgendes ënner Kapitel 1 Moosnam 5 vir: „Aménagement des futures infrastructures de l'enseignement secondaire avec des espaces sanitaires et des vestiaires inclusifs et neutres, conformément à un concept d'inclusion“. Fir weider Explikatioune verweisen ech op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 3562 vum 2. Februar 2026.

Maladies touchant les chevaux dans les régions frontalières | Question 3578 (02/02/2026) de **M. Gusty Graas** (DP)

Laut engem Artikel am „Lëtzebuenger Bauer“ (Edition vum 30. Januar 2026) goufen zanter dem Joreswiesel an eisem Nopeschland Frankräich bei Päerd Ausbréch vun der sougenannter Rhinopneumonie gemellt. Dës Erkrankung, déi duerch den Herpesvirus-Typ 1 ausgeléist gëtt, ka bei de betraffene Päerd zu Otem- an neurologesche Problemer souwéi zu Feelgebuerte féieren. Betraff sinn ënner anerem Päerd aus den Nopesch-Departementer wéi zum Beispill dem Département de Moselle oder dem Département du Bas-Rhin.

Doriwwer eraus hu säit dem Hierscht 15 Departementer Fäll vu Päerdsgripp gemellt. De franséische Krisestaf vum Netzwerk fir d'epidemiologesche Iwwerwachung vu Päerdskrankheete rëfft dozou op, adequat Virsichtsmaassnamen ze huelen an déi betraffene Päerd wäitreechend ze isoléieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Sinn der ALVA an de leschte Méint Fäll vu Päerdskränkke gemellt ginn? Falls jo, wéi eng Recommendation gëtt d'ALVA de Päerdsbesëtzer, fir d'Verbreedung vun de genannte Vire Meeschter ze ginn?

2. Ass déi Lëtzebuenger Regierung am Kontakt mat hiren Homologen aus den Nopeschlänner wat d'Ausbreedung vun deene Krankheeten uegeet?

Réponse (13/02/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Infektioun mat dem Equinen Herpesvirus 1 ass laut dem Code sanitaire vun der WOA, der Welt-Déieregesondheitsorganisatioun, meldepflichteg. D'ALVA huet 2025 an 2026 kee positive Fall vun dëser Krankheet bei Päerd matgedeelt kritt. Aner Päerdskränkke sinn der ALVA gemellt ginn, dës sinn an dem Rapport annuel nozeliesen. Well d'Infektioun mam EHV-1 net vun der EU-Gesetzgebung reglementéiert ass, gëtt et hei keng offiziell Recommendationen. Et soll, wéi bei all Infektiounskrankheet, d'Verschleefe vun Virus evitéiert ginn an déi erkrankten Déiere kënnen symptomatesch behandelt ginn.

ad 2. Well d'Infektioun mam EHV-1 net vun der EU-Gesetzgebung reglementéiert ass, ass hei op EU-Niveau keen Austausch virgesinn.

Versement des allocations familiales luxembourgeoises à l'étranger | Question 3579 (02/02/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

Esou wéi rezent an der däitscher Press ze liese war, huet eist Nopeschland während dem vergaangene Joer ronn 528 Milliounen Euro u Kannergeld an d'Ausland iwwerwisen. Hei handelt et sech an der Reegel ëm d'Kanner vun Elteren, déi am Kader vum EU-wäiten

²⁰ Punkten, déi ouni Diskussioun am Regierungsrat uegheoll ginn.

Zougang zum Aarbechtsmarché an Däitschland enger sozialversécherungspflichteger Aarbecht noginn, während hir Famill awer am Hierkonftsland wunnt.

Och zu Lëtzebuerg hu mir scho weinst de Frontaliere ganz vill Leit um Aarbechtsmaart, deenen hir Kanner am Ausland wunnen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Finanzminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert wéi vill Kannergeld jee weils a wéi ee Land iwwerwise gëtt a fir all Land d'Zuel vun den Empfängersteit souwéi der Zuel vun de Kanner preziséieren?

Réponse (18/03/2026) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Ewéi aus dem Aktivitéitsrapport vun der Zukunftskeess fir d'Joer 2024 ervirgeet, hunn op den 31. Dezember 2024 insgesamt 121.795 Famillje mat 201.342 Kanner vun der Allocation familiale profitéiert. Wat de Versement vum Kannergeld an aner Länner betrëfft, esou stellt sech d'Situatioun fir 2024 follgendermoossen duer: †

Investissements dans l'immobilier locatif | Question 3580 (02/02/2026) de **M. André Bauler** (DP)

La CSSF impose un apport de 20 % en fonds propres pour les investissements locatifs. Bien qu'une marge de flexibilité permette aux banques de déroger à cette limite à raison de 10 % de leur production de prêts octroyés (LTV jusqu'à 95 %), cette exception profite rarement aux jeunes actifs ne possédant pas encore de bien immobilier propre, mais habitant avec leur partenaire dans un logement appartenant à ce dernier.

Ces primo-investisseurs semblent ainsi être systématiquement défavorisés, ce qui freine la création de nouveaux logements locatifs privés. Partant, il serait opportun de réserver une part de cette marge de flexibilité spécifiquement aux primo-acquéreurs qui ne sont pas encore propriétaires d'un logement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Parmi les crédits immobiliers destinés à la location ayant bénéficié de la marge de flexibilité de 10 % (LTV jusqu'à 95 %) prévue par la CSSF, quelle est la proportion de bénéficiaires qui ne possédaient pas encore un logement au moment de l'octroi d'un crédit immobilier ?

2) Le Gouvernement entend-il instaurer une garantie d'État spécifique pour les primo investisseurs qui ne sont pas encore propriétaires immobiliers, voire abaisser, dans ce cas précis, le seuil de 20 % de fonds propres afin de lever cette barrière à l'investissement locatif ?

Réponse (04/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

ad 1) L'honorable Député M. André Bauler soulève des questions en relation avec l'exigence d'apport en fonds propres pour les investissements locatifs, imposée par le règlement CSSF n° 20-08 du 3 décembre 2020 fixant des conditions pour l'octroi de crédits relatifs à des biens immobiliers à usage résidentiel situés sur le territoire du Luxembourg, tel que modifié par le règlement CSSF n° 24-10.

Par dérogation aux dispositions imposant le respect d'un rapport « loan-to-value » (« LTV ») de 80 % pour les crédits immobiliers destinés à la location, les établissements prêteurs pouvaient, jusqu'au 30 juin

2025, accorder des prêts avec un rapport LTV allant jusqu'à 95 %, pour autant que le montant agrégé des prêts bénéficiant de cette dérogation ne dépassait pas 10 % du montant agrégé annuel de cette catégorie de crédits.

Au premier semestre 2025, la part des prêts immobiliers destinés à la location représentait 7 % du total des prêts accordés. Pour cette même période, le rapport LTV moyen de cette catégorie de prêts se situait à 65,9 %.

La CSSF ne dispose pas d'informations permettant d'identifier, parmi les bénéficiaires des prêts immobiliers octroyés pour des biens destinés à la location, la part des emprunteurs-investisseurs ne possédant pas encore de logement au moment de l'octroi du prêt immobilier.

ad 2) Il convient de noter que la fixation du niveau minimal d'apport en fonds propres exigé pour tout investissement locatif (20 %) relève de la compétence de la CSSF, qui agit sur recommandation du Comité du risque systémique (CdRS).

Concernant une éventuelle garantie étatique, la loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement dispose que « Dans le cas où un emprunteur ne peut pas fournir à l'établissement de crédit des garanties propres jugées suffisantes par celui-ci, le Ministre [ayant le Logement dans ses attributions] est autorisé à garantir, aux conditions et limites déterminées [par la loi en question], le remboursement en principal, intérêts et accessoires d'un prêt hypothécaire consenti à des personnes physiques en vue de l'acquisition, de la construction, de l'amélioration, de la transformation ou de la rénovation d'un logement qui est l'habitation principale et permanente de l'emprunteur. »

Conformément à l'accord de coalition 2023-2028, il n'est pas prévu d'étendre le champ d'application de ladite loi à l'investissement locatif indépendamment qu'il s'agisse de primo investisseurs ou non.

Traitement des demandes de redressement fiscal | Question 3581 (02/02/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir gouf e Fall zougedroen, datt et bei der Bearbeitung vu Steiererklärungen Fäll gëtt, wou Bierger vergiessen, eng Case unzekräizen, déi relevant ass fir hir Besteuerung. D'Steieramt mécht déi betraffe Persounen da schrëftlech drop opmierksam, datt dës Angab feelt.

Wann déi betraffe Bierger doropshin eng „demande de redressement“ stellen, fir dese Feeler ze korrigéieren, gëtt dës Rektifikatioun awer net ëmmer acceptéiert. An esou Fäll kréien d'Bierger dann net déi Deductionen oder Abattemente ugerechert, op déi si eigentlech e Recht hätten.

Besonnenesch problematesch ass, datt am Reglement vum Steueramt selwer virgesinn ass, datt een dräi Méint Zäit huet, fir eng Rektifikatioun unzefroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt d'Praxis vum Steueramt gerechtfäerdegt, Rektifikatiounen ze refuséieren, wann et sech offensichtlech ëm e Versinn oder e Vergiessen handelt, obwuel d'Reglementer eng Frist vun 3 Méint fir Korrektur virgesinn?

2. Wéi vill Demandes de redressement goufen an de leschten 3 Joer agerechert, a wéi vill dovunner goufen acceptéiert respektiv refuséiert? Kann eng Statistik nom Grond vun dem Refus zur Verfügung gestallt ginn?

3. Wat sinn déi exakt Krittären, no deenen d'Steieramt entscheet, ob eng Rektifikatioun akzeptéiert oder refuséiert gëtt?

4. Gëtt et eng kloer Distinction tëscht onbewusste Feeler a bewusste Falschangaben?

5. Ass d'Regierung bereet, d'Prozedur ze iwwerpräweien a méi Transparenz a Kulanz bei onbewusste Feeler ze garantéieren, fir ze vermeiden, datt Bierger duerch en einfacht Vergiesse finanziell benodelegt ginn?

Réponse (09/03/2026) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Et gëllt virop tëscht enger „demande de redressement du bulletin d'imposition“ nom § 94 1. Abschnitt vun der Abgabenordnung (AO), déi de Steuerpflichtigen um Steierbüro erarecht, an enger Reklamatioun, déi iwwert de § 228 vun der AO gereegelt a virum Steierdirekter ze presentéieren ass, ze ënnerscheiden.

Bannent dem Reklamatiounsdelai vun 3 Méint no der Zoustellung vum Steierbescheid, kann de Steuerpflichtigen eng „demande de redressement du bulletin d'imposition“ maachen, fir datt dann, am Ermiesse vum Preposé vum zoustännege Steierbüro, eng eventuell Ännerung vum Steierbescheid, déi dann och nach an dem selwechten Delai vun 3 Méint muss kënnen gemaacht ginn, virgeholl gëtt. Dës Redressementer limitéieren sech op Elementer an Informatiounen, déi keng nei ausgedeenten Instruktioun, déi am Virfeld vun der Besteuerung gemaach ginn ass, verlaangen. Sollt de Preposé déi gefrotten Ännerungen deelweis oder integral verwerfen, gëtt dëst dem Steuerpflichtige matgedeelt an op d'Rechtsmittel verwisen.

An dësem Kontext ass och ervirzehiewen, datt verschidden Demanden, wéi zum Beispill Deduktioune kloer mam Erareche vun der Steiererklärung muss formuléiert, respektiv virum Zoustelle vum Steierbescheid muss gemaach an net ex-post kënnen geännert ginn.

D'Instruktioun duerch den zoustännege Steierbüro vun der Steiererklärung, déi virum Ausstelle vum Steierbescheid gemaach gëtt, soll, nom § 205 vun der AO, Lücken ergänzen an Zweifel bei der Steiererklärung besäitegen. An dësem Kader gëtt dem Steuerpflichtige matgedeelt, wa weesentlech Ofwäichungen zu der Steiererklärung oprieden, an esou d'Méiglechkeet gebueden, Stellung ze bezéien. Iwwer d'Natur an d'Gravitéit vun dësen Ofwäichunge befénnt de Steierbüro.

Am Kader vun der Moderniséierung vun der Steiergesetzgebung wäerte méi allgemeng Vereinfachunge fir de Steierzueler diskutéiert ginn.

Fir d'Joren 2023 bis 2025 si folgend „redressements du bulletin d'imposition“, déi verschidde Steierjore betreffen, virgeholl ginn:†

Eng Statistik vun der Gesamtzuel vun den eragereechten Ufroen an nom Grond vun engem eventuelle Refus gëtt net vun der Steierverwaltung gefouert.

Impact des voitures d'origine chinoise sur la cybersécurité nationale | Question 3583 (03/02/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi chineesesch Automobilindustrie ass weltwäit um Virmarsch, bedénnt an eischter Linn duerch Dumpingspräisser, déi et erlaben, dass d'Autoen zu niddrege Präisser um internationale Marché kënnen ugebuede ginn.

Déi chineesesch Autoe sinn technologesch och um neiste Stand a mat präzise Sensoren a vernetzte

Softwaresystemer equipéiert. Dëst erlaabt et de Gefierer, fir eng grouss Quantitéit u sensibelen Donnéeën ze sammeln, dorënner Beweegungsdaten, Standuertiinformatiounen an Donnéeën iwwer d'Ëmgegend.

Et wier naiv ze gleewen, dass dës Donnéeë just fir kommerziell Aktivitéiten oder de Service Après-vente géife genotzt ginn. Ee Bäitrag am Deutschlandfunk vum 23. Januar 2026 mécht op déi potenziell Risiken op d'Cybersécherheet an Europa opmierksam a warnt, datt Donnéeën theoreetesch och fir Cybergrëffer, Spionage oder am militäresche Kontext kënnen genotzt ginn. Verschidde Länner hunn op dës Risike scho reagiert. Sou ass et beispillsweis a Polen dem Verdeedegungsministère no verbueden, chineesesch Gefierer an der Géigend vu militäreschen Infrastrukturen ze benotzen oder ze parken.

Mat enger zouhuelender Zuel u vernetzte Gefierer klëmmt och de Volume u potenziell notzbaren Donnéeën. Wann een d'Donnéeë vun den Immatrikulatiounen zu Lëtzebuerg kuckt, stellt ee fest, datt aktuell iwwer 2.000 chineesesch Gefierer am Land immatrikuléiert sinn, mat enger Tendenz, déi an noer Zäit weider klamme kéint.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung déi potenziell Risike fir Datschutz a Cybersécherheet am Zesammenhang mat der Notzung vu staark vernetzte Gefierer aus Drëttstaaten, notamment aus China, an?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg spezifesch Reegelen, Restriktiounen oder Recommandatioune fir d'Notzung vu sou Gefierer an der Géigend vu militäreschen, polizeilechen oder anere sensibelen Infrastrukturen, oder ass d'Regierung der Meenung, datt aktuell keen Handlungsbedarf besteet?

Réponse (06/03/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. All Gefier, dat um EU-Bannemaart zougelooss gëtt, muss onofhängeg vun der geographescher Origine eng Rei verbindlech technesch, date-schutzrechtlech a cybersécherheetsbezunnen Ufuerderunge respektéieren.

Esou gëtt d'Maartzouloossung vu Gefierer an der EU duerch d'Reglement (EU) 2018/858 strikt gereegelt. Dese Kader garantéiert, datt all Typ vu Gefier scho viru senger éischer Immatrikulatioun eng ëmfaassend technesch Evaluatioun duerchleeft. Dës Evaluatioun betrëfft och Aspekter, déi mat Software-Architektur, Dateflëss a Vernetzung verbonne sinn. Ergänzt gëtt dës Evaluatioun duerch d'Reglement (EU) 2019/2144 (General Safety Regulation), dat modern Sécherheitssystemer verpflichtend mécht.

Doriwwer eraus ass d'Applikatioun vun den internationalen UNECE-Reglementer R155 (Cybersecurity Management System) an R156 (Software Update Management System) obligatoresch fir all EU-Typprüfung. Dës Reglementer stelle sécher, datt Fuersystemer a Software-Update-Prozesser robust a géint Manipulatioun geschützt sinn, souwéi sécher a kontrolléiert ausgefouert ginn.

Nieft de verbindleche gesetzleche Bestëmmung ginn eng Rei international Normen applizéiert, déi als technesch Referenz fir d'Bewäertung vu Sécherheet am Automobilberäich déngen. D'Norm ISO 26262 definéiert d'Prinzipie fir funktional Sécherheet vun elektreschen an elektresch/elektronesche Systemer.

D'Norm ISO 21448 (SOTIF) adresséiert d'Sécherheet vun der Funktioun SOTIF, déi besonnesch relevant ass bei der Perceptioun vu Sensoren, déi an automatiséierte Fuersystemer agesat ginn.

D'Norm ISO/SAE 21434 schaaft en internationale Standard fir Cybersecurity-Engineering iwwert de komplette Liewenszyklus vun engem Gefier. Weider ginn d'Normen ISO 8800 (Sécherheet vu Kënschtlicher Intelligenz am Automobillsektor) an ISO/TS 5083 (Design, Verifizéierung a Validatioun fir automatiséiert Fuersystemer) als technesch Grondlag genotzt, fir d'Integritéit, Robustheet an Zouverlässigkeet vun innovativen, vernetzte Systemer an de Gefierer ze garantéieren.

D'Beaarbechte vu perséinlechen Donnéeën duerch vernetzte Gefierer ënnerläit sengersäits de Bestëmmung vum der „General Data Protection Regulation“ (GDPR). Zentral dobäi sinn d'Prinzipie vum „Privacy by Design“ a „Privacy by Default“, déi virschreien, datt d'Systemer vu Gefierer sou konzipéiert mussen sinn, dass si nëmme strikt néideg Donnéeë sammeln an déi mat adequate Sécherheitsmoossnamen traitéieren. Fir d'Veaarbechtung vu sensibelen Informatiounen wéi Lokalisatiouns- oder Verhalensdaten ass eng explizit an informéiert Zoustëmmung („informed consent“) vum Notzer obligatoresch. Weider mussen perséinlech Donnéeën am Prinzip bannent dem Europäeschen Wirtschaftsraum (EWR) bleiwen an eventuell grenzüwwerschreidend Transferte vun Date strikte GDPR-Mechanismen entsprechen, dorënner „Binding Corporate Rules“ (BCR) oder aner adequate Schutzgarantien.

Zusätzlech zum GDPR schaaft den EU-Data-Act e moderniséierte Rechtskader fir Donnéeën, déi vun enger vernetzter Mobilitéit generéiert ginn. Eng separat Guidance („Guidance on vehicle data“) detailléiert wéi Benotzer en erweiderten Zougang zu den Donnéeën, déi vun hire Gefierer generéiert ginn, kënnen kréien, a beschreift wéi dës Donnéeën un Drëtter op eng transparent a kontrolléiert Manéier weidergeliet kënnen ginn. Doriwwer eraus stäerkt den Data-Act d'Date-souveränitéit, notamment mat der Verpflichtung, datt Ubidder vun Dateveaarbechtungsdéngschter adequat technesch, organisatoresch a juristesch Mesuren huele mussen, déi en internationalen oder Drëttlands-Regierungszougreff, oder awer och eng Iwwerdroung vun net persounebezunnenen Donnéeën, déi an der EU gehal ginn, verhënnere kënnen, bezéiungswies, datt dëst nëmme ënner strenge Konditiounen un Drëttstaaten transferéiert kënnen ginn.

Mam EU-Cybersecurity-Act gouf zudeem e pan-europäeschen Zertifizéierungskader geschaf, deen d'Cyberresilienz vun digitalen a vernetzten Apparater stäerkt. Och wann d'Gefierer selwer prinzipiell ënner d'Typprüfungs-Reglement falen, droen déi Prinzippien, déi duerch dësen Act etabléiert goufen (notamment d'„Risk-Based Approach“, déi europäesch Zertifizéierungsniveauen an d'Roll vun der „European Network and Information Security Agency“ – ENISA), zur Harmoniséierung an zur Erhéijung vum generellen Niveau vun der Cybersécherheet an der EU bäi. Dëst spillt eng wichteg Roll bei Ecosystemer, déi aus Gefierer, Cloud-Plattformen, Mobilitéitsservicer an digitalen Infrastrukturen zesumme gesat sinn.

All Autoshersteller, onofhängeg vun senger Origine, mussen strikt nouweisen, datt hien déi héich technesch a rechtlech Ufuerderungen erfëllt, éier hien Zougang zum europäesche Marché kritt. Eng robust Maartiwewerwaachung stellt sécher, datt dës Bestëmmungen och no der Maartaféierung erfëllt ginn.

D'Regierung bleift aktiv an der kontinuéierlecher Evaluatioun vun der technologescher Evolutioun a setzt

sech op europäeschem Niveau fir eng weider Stärkung vu Cybersécherheet an Dateschutzstandarden an.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell kee spezifesch gesetzlecht Verbuet, dat déi Gefierer aus enger bestëmmter Origine bei militäreschen, polizeilechen oder anere sensibelen Infrastrukturen ausdrécklech ausschléisst. De Schutz vu kriteschen Infrastrukturen ass iwwert d'Gesetz vum 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale gereegelt, a wäert am Kader vum Projet de loi Nr. 8307 iwwert d'Ëmsetzung vum der Direktiv (EU) 2022/2557 iwwert d'Resilienz vun de kriteschen Entitéite renforcéiert ginn. Effektiv freet dës Projet de loi, dass all kritesch Entitéit eng Evaluatioun vun hire Risike mécht a preventiv Moosnamen hält, fir Incidenten ze evitéieren. Et ass deemno net auszuschléissen, dass dës Dispositiounen wäerten en Impakt op d'Zirkulatioun vu vernetzte Gefierer ronderëm kritesch Entitéiten hunn.

Position du Gouvernement sur des discussions directes avec la Russie | Question 3584 (03/02/2026) de **M. Fred Keup** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An engem Interview mat Euronews vum 29. Januar 2026 huet den Här Vizepremierminister an Ausseminister erkläert, dat déi Europäesch Unioun am Kader vum Krich an der Ukrain aktuell diplomatesch „absent“ wier an datt et noutwenneg kéint sinn, erëm direkt Gespréicher mat Russland ze féieren („We need to talk with them if we want a solution“). An dësem Kontext huet den Här Minister ugeschwat, dat Europa och eng Persoun misst hunn, déi fäeg wier, als Vermëttler am Dialog mat Russland opzotrieden. Hien huet och sech selwer als méigleche Kandidat fir esou eng Roll genannt, eventuell net an där éischter Rei mee „in the back“.

An deem Zesammenhang hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Spigelen d'Aussoe vum Här Bettel an dësem Interview d'Positioun vun der ganzer Regierung erëm, oder handelt et sech dobäi ëm eng perséinlech politesch Aschätzung vum Här Ausseminister?
2. Ass d'Iddi, dat Lëtzebuerg – respektiv den Här Bettel – eng vermëttelnd Roll am Dialog mat Russland kéint iwwerhuelen, formell am Regierungs- oder EU-Ministerrout proposéiert oder thematiséiert ginn? Wa jo, a wéi engem Kader a mat wéi engem Resultat?
3. Wéi hunn déi aner EU-Memberstaate respektiv d'EU-Institutiounen op dës Iwwerleeunge reagéiert? Gouf et explizitt Ënnerstëtzung oder Ofleennung vis-à-vis vun enger méiglecher vermëttelnder Roll vum Här Bettel oder vu Lëtzebuerg?
4. Hält d'Regierung weiderhin un hirem Wonsch fest, op EU-Niveau en direkten Dialog mat Russland ze féieren, och am Licht vun de rezenten Aussoe vum der EU-Aussebeopraachte Kaja Kallas, déi drop higewisen huet, dat d'EU aktuell net géif mat Russland verhandelen, well dës Roll scho vun den USA iwwerholl gi wär?

Réponse (23/02/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

A menger Funktioun als Ausseminister representéieren ech d'Lëtzebuurger Regierung an all hiren offiziellen an auswärtigen Engagementer.

D'Iddi, dat Lëtzebuerg eng vermëttelnd Roll an der Kommunikatioun mat Russland kéint iwwerhuelen wär keng Ausso, mee eng Fro vun der Journalistin.

Generell bleift den Dialog d'Fundament vun der Diplomatie, ouni dat dat zwangsléifeg zu

Concessiounen féiere muss. Datt op europäeschem Niveau le moment venu nees eng direkt Kommunikatioun mat Russland entsteet, wier eng Konsequenz aus den Entwécklungen iwwert déi lescht Méint. An dësem Kontext ass eng eenheetlech europäesch Stëmm, an enker Koordinatioun mat den Ukrainer an den USA, essentiel fir d'Zukunft vun Europa an eis eegen Interessen.

Organisation du transport des détenus | Question 3585 (03/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Transport vu Gefaangenen duerch d'Police ass eng deeglech Aufgab vun enger Spezialitéit vun der Police, der UGAO. Schonn zënter der Gambia-Regierung froe souwuel d'Policegewerkschaft, wéi och d'Giischercher, dass den Arrestantentransport soll vun de Giischercher iwwerholl ginn, well domadder d'Policebeamte fir aner Missiounen kéinten agesat ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi vill Arrestantentransporter sinn an de leschten dräi Joren, opgeléicht pro Joer, duerch d'Police duerchgefouert ginn?
2. Wéi vill Policebeamten a wéi vill Aarbechtszäit ginn aktuell fir den Arrestantentransport agesat?
3. Wäert d'Regierung dru festhalen, dat den Arrestantentransport weider vun der Police duerchgefouert gëtt oder kënn et dës Legislatur nach zu enger Ännerung?

Réponse (12/03/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

An der parlamentarescher Fro N° 3160 vum 5. November 2025 vun den honorabelen Deputéierten André Bauler a Simone Beissel gouf den Arrestantentransport thematiséiert a chifféiert.

Zu der Unzuel vun den Transporter zwëschen deene verschiddene Prisongen an deene verschiddene Gerichter an der Stad Lëtzebuerg an zu Dikrech, kann d'Police folgend Zuelen aus de leschten dräi Joer matdeelen:†

Et ass och an där Fro präziséiert ginn, dass Transporter tëscht deenen zwee Prisongen an de respektive Gerichter just een Drëttel vun de Missiounen vum Service vun der Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO, Service de garde et de protection), dee mat esou Transporter beoptraagt ass, ausmaachen. Zu deenen Transporter kommen ënner anere Transporter fir medezinesch Visitten, Transporter zwëschen de Prisonge selwer, wéi och Transporter aus dem Centre de rétention an der Unisec, dobäi.

Den Total vun den Transporten an de leschten dräi Joer beleeft sech op:†

Den Impakt vum Total vun dësen Arrestantentransporter op den Aarbechtsopwand vun der Police ass am Tableau† heidrënner chifféiert. Dobäi ass weiderhin eng konstant Erhéijung vum Aarbechtsopwand duerch den Arrestantentransport²¹ ze vermierken. Dës Erhéijung ass ënnert anere och d'Konsequenz dovunner, dat d'Unzuel vun de Prisonéier déi leschte Méint an d'Luucht gaangen ass, wat dozou féiert, dass méi Prisonéier transportéiert mussen ginn. Et ass och d'Konsequenz vu verstärkten operationellen Aktivitéiten, besonnesch méi Interpellatiounen a judiciaire Prozeduren, déi zu méi Transferte féieren. Och déi verstärkt Policepresenz dréit zu dëser Erhéijung bäi.

Aus dësem Tableau ergëtt sech deemno virun allem:

- de Stonnevolum („heures/hommes“) fir d'Missioun vum Arrestantentransport ass vu 47.401 Stonnen 2023 op 51.264 Stonnen 2025 geklommen;
- d'Missioun vum Arrestantentransport huet am Joer 2025 ganzer 46 Agente pro Dag mobiliséiert, géint 42 Agenten am Joer 2023 a 44 Agenten am Joer 2024 (op 250 jours ouvrables gerechent);
- d'Missioun vun de „gardes hôpitaux“ representéiert bei Wäitem de gréissten Deel vun dësen Aktivitéite vun UGAO, am Joer 2025 hunn dës 30 %, also bal een Drëttel, vum totale Stonnevolumen duergestallt.

All Arrestantentransport wäert ëmmer Personalressourcë kaschten. Fir d'Regierung ass et dohier emol wichteg, dat insgesamt d'Unzuel un Arrestantentransporter esouwäit wéi méiglech reduzéiert gëtt. Gläichzäiteg ass et wichteg, dat och an Zukunft déi Arrestantentransporter, déi mussen stattfannen, sou gutt ausgefouert ginn, wéi dat haut awer assuréiert gëtt.

No Consultatioun mat alle betroffenen Acteuren, gouf vun de verschiddenen Acteuren um Terrain, vun der Police, de Justizautoritéiten an der Administration pénitentiaire, dofir zesammen dru geschafft, fir verschidde Mesuren ëmzesetzen, déi d'Gefaangentransporter solle reduzéieren. Dës mam klaren Zil, fir d'Police an enger éischter Phas emol maximal ze entlaaschten.

An enger Reunion vum Inneministère mat de Policesyndikater vum Dezember 2025 ass de Sujet nach emol opgeworf ginn. Dobäi gouf vun de Policesyndikater awer bemierkt, dass d'Efforten, déi bis dato gemaach gi sinn, definitiv net duerginn, a just ee klengen Impakt haten, well ë. a. parallel zu den Efforten och d'Zuel vun Gefaangenen duerch déi verstärkten Aarbecht vu Police a Justiz an d'Luucht geet.

Zu der Unzuel u Prisonéier ass deemno dës Tendenz feststellen:†

Dofir gouf sech politesch engagéiert, fir zäitno nach emol no weidere Léisungen ze sichen an zousätzlech Mesuren en place setzen, fir d'Transporter kënnen ze reduzéieren.

Menaces iraniennes à l'encontre des forces armées des États membres de l'UE | Question 3586 (03/02/2026) de **M. Laurent Mosar** | **M. Laurent Zeimet** (CSV)

No der Decisioun vun der Europäescher Unioun, d'Islamistesch Revolutiounsgardë vum Iran (IRGC) op d'EU-Lëscht vun den Terrororganisatiounen opzehuelen, hunn iranesch Autoritéiten ëffentlech erkläert, als Géigemoosnam d'Sträitkräfte vun den EU-Memberstaaten als „terroristesche Organisatiounen“ anzeschloen.

Dës Ukënnegung werft Froen op, souwuel wat hir vëlkerrechtlech Tragwäit ugeet, wéi och wat déi méiglech Sécherheets- an diplomatesch Konsequenze fir d'Europäesch Unioun an hir Memberstaaten – dorënner och Lëtzebuerg – betrëfft.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un de Minister fir auswärtig Ugeleeënheiten an d'Madamm Verdeedegungsministesch stellen:

1. Wéi bewäert d'Lëtzebuergesch Regierung d'Aussoe vun den iranischen Autoritéiten, no deenen d'Sträitkräfte vun den EU-Memberstaaten als terroristesch Organisatiounen solle gëllen?
2. Mat wéi enge konkrete rechtlechen oder praktesche Konsequenze rechent d'Regierung, besonnesch fir d'Membere vun der lëtzebuergescher Arméi?
3. Gouf et op EU-Niveau schon eng ofgestëmmt Reaktioun op dës Ukënnegung vum Iran, a wa jo, wéi eng Positioun hält Lëtzebuerg dobäi an?

²¹ Arrestantentransport regroupéiert Transport vu „prévenus“ a „condamnés“

4. Gesäit d'Regierung Risike fir d'Sécherheet oder d'Bewegungsfräiheet vu Memberen aus der EU oder der NATO, besonnesch am Kader vun internationale Missiounen oder diplomateschen Aktivitéiten an der Regioun?

5. Plangt d'Regierung Upassunge vun hirer diplomatescher oder sécherheetspolitescher Approche vis-à-vis vum Iran am Kontext vun dësen Entwécklungen?

6. Huet d'lëtzebuergesch Regierung vir, géint dës Ukënnegunge vun den iraneschen Autoritéite formell Protest anzeleeën, notament duerch eng diplomatesch Demarche – bilateral oder am Kader vun enger ofgestëmmter Aktioun op EU-Niveau?

Réponse (27/02/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. D'lëtzebuergesch Regierung hält déi besuergneserregend Aussoe vun den iraneschen Autoritéiten zur Kenntnis an hofft, datt d'Situatioun diplomatesch entschäerft ka ginn.

ad 2. D'Decisioun vum Iran ass haaptsächlech politescher Natur an am Prinzip entsti keng direkt Konsequenze fir d'Membere vun der Lëtzebuurger Arméi ausserhalb vum Iran, vu dass dës iranesch Appreciatioun keng international juristesche Valeur huet.

ad 3. Op EU-Niveau gëtt et de Moment keng ofgestëmmt Reaktioun op dës Ukënnegung.

ad 4. Nee.

ad 5. Nee.

ad 6. D'lëtzebuergesch Regierung suivéiert d'Koordinatiounen op EU-Niveau zu deem Thema a géif Decisiounen, déi kollektiv getraff géife ginn, ëmsetzen.

Saisies douanières | Question **3587** (03/02/2026) de **M. André Bauler** (DP)

Le grand public vient d'apprendre que, durant l'année 2025, l'Administration des douanes et accises a saisi, à la suite de contrôles douaniers, quelque trois millions de cigarettes de contrebande provenant de pays divers, en particulier d'Europe de l'Est.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de saisies ont été réalisées par l'Administration des douanes et accises dans le cadre de ses contrôles réguliers depuis l'année 2020 ? Peut-on parler d'une évolution croissante, décroissante ou aléatoire ?

2) Quelles ont été les catégories de marchandises et de drogues saisies ? Quelle en a été la valeur estimée par catégorie et quelle a été la valeur globale par année ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de personnes ont été interpellées dans ce contexte par les autorités luxembourgeoises ?

4) Quel a été le montant du préjudice fiscal évité grâce à la détection de ces fraudes ?

Réponse (09/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Quant aux saisies annuelles de produits du tabac manufacturé effectuées par les services de l'Administration des douanes et accises depuis l'année 2020, il est renvoyé au tableau [†] figurant ci-dessous :

ad 2) Il est renvoyé aux rapports d'activité annuels de l'Administration des douanes et accises.

ad 3) Le ministère ne dispose pas de statistiques en rapport avec les personnes interpellées par les autorités luxembourgeoises.

ad 4) Le ministère ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

Actifs de l'ancien Gouvernement vénézuélien au Luxembourg | Question **3589** (04/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Schwäizer Autoritéiten hunn d'Verméige vum fréiere venezuelaneschen Diktator Nicolás Maduro agefruert. D'Finanzaktiva an d'Suen, déi méiglecherweis illegal erwirtschaft goufen, kéinten dem venezuelanesche Staat iwwerwise ginn, fir esou dem venezuelanesche Vollek ze dëngen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass der lëtzebuergesch Regierung bekannt, ob an a wéi engem Ëmfang Kapital oder Verméigen, dat mat dem fréiere Staatschef Nicolás Maduro verbonnen ass, zu Lëtzebuerg gehal gëtt oder registréiert ass?

2. Wéi steet d'Regierung zum Afréiere vun de Finanzaktiva vum fréiere venezuelaneschen Diktator a senger Regierung?

Réponse (09/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Am Beräich vun de Finanzsanktiounen, gëtt et, ouni ee legalen Text, op europäeschem Niveau oder op Säite vun der UNO, deen eng Persoun spezifesch viséiert, keng gesetzlech Basis, déi d'Operateuren dozou verflücht, am Sënn vum Gesetz vum 19. Dezember 2020, d'Avoire vun enger Person anzefréieren a se beim Finanzministère ze mellen.

Lëtzebuerg wäert sech och an Zukunft u seng Engagementer op europäeschem an internationalem Plang halen.

Décisions de renvoi scolaire et procédures d'annulation | Question **3590** (04/02/2026) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Dans le cadre de la discipline scolaire, les conseils de discipline des établissements peuvent être amenés à prononcer des mesures de renvoi. Il ressort toutefois de témoignages récents que certaines de ces décisions feraient l'objet d'une annulation ultérieure par le ministère, notamment à la suite de recours introduits par les élèves concernés ou par leurs parents, le cas échéant assistés d'un avocat.

Il apparaît par ailleurs que, dans certains cas, les établissements scolaires ne seraient pas informés des motifs précis ayant conduit à l'annulation d'une décision de renvoi pourtant prise par leur conseil de discipline, ce qui peut susciter des interrogations quant à la compréhension et à l'application cohérente des règles disciplinaires.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de décisions de renvoi ont été prononcées par les conseils de discipline au cours des cinq dernières années scolaires ?

2) Quels en étaient les principaux motifs ?

3) Combien de décisions de renvoi prononcées par des conseils de discipline ont été annulées par le ministère au cours des cinq dernières années scolaires ?

4) Pour quels motifs principaux ces décisions de renvoi ont-elles été annulées ?

5) Combien de ces annulations sont intervenues à la suite d'un recours introduit par l'élève concerné ou par ses parents, le cas échéant avec l'assistance d'un avocat ?

6) Pour quelles raisons les établissements scolaires ne sont-ils pas systématiquement informés des motifs détaillés ayant conduit à l'annulation d'une décision de renvoi, et le Gouvernement envisage-t-il d'améliorer la communication entre le ministère et les écoles dans ce type de situation ?

Réponse (23/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau [†] suivant indique le total du nombre de renvois prononcés par les différents conseils de discipline depuis l'année scolaire 2021-2022 :

ad 2) De 2021-2022 à la date de la présente réponse, les motifs de renvoi les plus récurrents sont principalement l'absence injustifiée (plus de 60 leçons, ou 30 leçons en classes comcomitantes) et les actes de violence (voies de fait, menaces, incitation à la violence envers un membre de la communauté scolaire), qui apparaissent de manière constante chaque année.

Reviennent également de façon régulière les décisions de renvoi pour insulte grave ou suite à des exclusions répétées (trois exclusions d'au moins une journée sur une même année).

ad 3) Depuis l'année scolaire 2021-2022, et jusqu'à la date de la présente réponse, sur un total de 77 recours introduits auprès de la commission de recours en matière disciplinaire, 23 annulations ont été prononcées par ladite commission. [†]

ad 4) Depuis l'année scolaire 2021-2022 et jusqu'à la date de la présente réponse, les décisions d'annulation reposent principalement sur la disproportion de la sanction au regard des faits reprochés. Elles sont également fondées, dans plusieurs cas, sur l'insuffisance ou l'absence de preuve des faits invoqués et, plus rarement, sur un vice de forme. Dans le cas récemment évoqué par les syndicats, et qui semble également être à l'origine de la question posée par l'honorable Députée, de nouveaux éléments matériels ont été mis en évidence dans le cadre du recours gracieux, qui ont conduit à la réhabilitation de l'élève concerné.

ad 5) Les recours auprès de la commission de recours en matière disciplinaire doivent obligatoirement être introduits par l'élève concerné, par ses parents s'il est mineur ou par son avocat.

En effet, l'article 43quater, alinéa 1, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées prévoit que :

« L'élève majeur ou les parents de l'élève mineur peuvent introduire par lettre recommandée un recours motivé contre un renvoi auprès de la commission de recours en matière disciplinaire, ci-après "la commission de recours", instituée par le ministre, dans un délai de huit jours après la notification de la décision. Ils peuvent demander dans cette lettre à être entendus par la commission de recours. L'inscription au lycée et le contrat d'apprentissage restent en vigueur jusqu'à la décision finale de la commission de recours. »

En conséquence, chaque annulation est nécessairement intervenue à la suite d'un recours introduit par l'une de ces parties.

ad 6) Il convient de préciser que le président du conseil de discipline ayant prononcé le renvoi, d'office membre de la direction du lycée, est convoqué afin de participer à la procédure devant la commission de



recours en matière disciplinaire. À cette occasion, ce dernier peut s'exprimer et exposer les motifs ayant conduit à la décision de renvoi de l'élève concerné.

À l'issue des délibérations, la commission de recours en matière disciplinaire transmet systématiquement à la direction du lycée une copie de sa décision d'annulation ou de confirmation. Les motifs détaillés figurent dans la décision elle-même. Cette procédure est conforme aux dispositions de l'article 43quater, dernier alinéa, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées.

.....

Augmentation du montant de l'exonération fiscale des activités bénévoles | Question **3591** (04/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Koalitionsaccord huet d'Regierung festgehalen, fir de Benevolat steierlech ze entlaaschten, andeems den aktuelle Montant vu 5.000,00 € am Joer, dee steierlech exoneréiert ass, no uewen ugepasst gëtt. An der Steierreform (Dossier N° 8676) ass dozou awer näischt festgehalé ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung nach ee separate Gesetzesprojet presentéieren, fir d'Erhéijung vum steierfräie Montant fir Indemnitéiten aus dem Benevolat ze erhéijen?

Réponse (02/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte bezitt sech a senger Fro op déi steierlech Exoneratioun vun Akommes aus benevollen Aktivitéiten.

An deem Kontext sief op de Regierungsprogramm an op d'Antwort vum 29. Oktober 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 2954 verwisen.

.....

Évolution du chômage par nationalité | Question **3592** (04/02/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

D'après le Portail Open Data de l'ADEM (cf. tableau [†] ci-dessous), le chômage des nationaux luxembourgeois, relativement stable entre les mois de décembre 2013 et décembre 2023, a fortement augmenté (+24 %) depuis deux ans.

La part des demandeurs d'emploi de provenance de pays tiers dans le nombre total de demandeurs d'emploi est passée de 11 % en décembre 2013 à 21 % en décembre 2023 et 23 % en décembre 2025. Le nombre de demandeurs d'emploi avec une nationalité d'un pays tiers a progressé de 25 % entre décembre 2023 et décembre 2025.

Il semble donc, s'agissant des inscriptions à l'ADEM, qu'il y a une forte hausse pour les résidents de nationalité luxembourgeoise et les résidents de pays tiers depuis 2 ans (+25 % grosso modo entre décembre 2023 et décembre 2025) et une hausse plus mesurée (+6 %) pour les résidents de nationalité européenne autre que luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications quant à l'augmentation significative des demandeurs d'emploi de nationalité luxembourgeoise et de demandeurs d'emploi originaires de pays tiers au cours des deux dernières années ?

Réponse (06/03/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

Selon les dernières données Eurostat disponibles (1^{er} janvier 2025), la population résidente en âge de

travailler (15-64 ans) au Luxembourg a augmenté de 2,9 % par rapport au 1^{er} janvier 2023 (soit, +8.014 personnes en termes absolus, pour un total de 471.208 personnes).

La composition reste relativement stable : parmi l'ensemble des résidents en âge de travailler, la population de nationalité luxembourgeoise représente 49,3 % au 1^{er} janvier 2025, soit une variation de +0,2 point de pourcentage par rapport à 2023, tandis que les ressortissants des pays tiers représentent 12,6 %, en augmentation de 0,6 point de pourcentage sur la même période.

Cette mise en perspective est à prendre en compte pour comprendre la hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur la période.

La part des demandeurs d'emploi de nationalité luxembourgeoise résidents disponibles parmi la population totale des demandeurs d'emploi résidents disponibles est en augmentation entre décembre 2023 et décembre 2025, passant de 31,3 % à 33,7 %, tandis que la part de ressortissants de pays tiers passe de 22,3 % à 23,9 %.

Pour récapituler :

– Début 2025 (dernières données disponibles), les ressortissants de pays tiers âgés de 15 à 64 ans représentaient 12,6 % de l'ensemble des résidents en âge de travailler. À la fin du mois de décembre 2025, ils constituaient 23,9 % des demandeurs d'emploi résidents disponibles inscrits auprès de l'ADEM. Compte tenu de la faible variation de la population sur une année, ces deux proportions peuvent être mises en perspective, tout en gardant à l'esprit qu'elles se rapportent à des périodes distinctes couvrant douze mois. Dans ce contexte, il convient également de souligner que la population des demandeurs d'emploi ressortissants de pays tiers se caractérise par une grande hétérogénéité. Elle comprend les bénéficiaires de protection internationale ou temporaire, et les personnes admises pour d'autres motifs de séjour (travail, regroupement familial, études...).

– Début 2025 (dernières données disponibles), la population de nationalité luxembourgeoise représentait 49,3 % de l'ensemble des résidents en âge de travailler. À la fin du mois de décembre 2025, elle constituait en revanche 33,7 % des demandeurs d'emploi résidents disponibles inscrits auprès de l'ADEM.

Il existe une combinaison de facteurs pouvant expliquer la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de nationalité luxembourgeoise et de celui des demandeurs d'emploi ressortissants de pays tiers.

Ils peuvent être liés, par exemple, aux secteurs d'activité dans lesquels ils travaillaient précédemment ou bien à une inadéquation entre les compétences disponibles et les exigences des employeurs.

.....

Fermeture de CFL Évasion et vente de billets internationaux | Question **3593** (04/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Ufangs leschter Woch hunn d'Lëtzebuenger Meeiden d'Noricht opgegraff, datt CFL Évasion no méi wéi 25 Joer seng Dieren zoumécht. Als Grond fir dës Entscheidung gouf, ënner anerem, eng Verännerung vum Tourismus-Secteur genannt.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung d'Schléissung vun CFL Évasion als e Réckschlag fir d'Reese mam Zuch?

2. Wéi vill Zuchtickete fir an d'Ausland sinn, opgeschlësselt op d'Joer, an de physeschen CFL-Guicheten op der Gare 2023, 2024 an 2025 verkaf ginn?

3. Wéi vill Tickete sinn am nämmlechten Zäitraum, opgeschlësselt op d'Joer, iwwert Ticketsautomate verkaf ginn?

4. Wéi vill Leit hunn an der nämmlecher Period, erëm opgeschlësselt op d'Joer, Tickete fir an d'Ausland online, zum Beispill iwwert d'CFL International App, gebucht?

5. Wéi eng fënnef Länner waren an deene Joren déi heefegst Reesdestinatioun?

Réponse (09/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Zoumaache vun der CFL-Évasion-Filial souwéi de Verkaf vun internationalen Zuchbilljeeën. Déi follgend Informatiounen hunn d'CFL eis matgedeelt.

ad 1. D'CFL Évasion huet niewent Zuchreesen och aner Reese verkaaft wouduerch d'Schléissung net als Réckschlag fir d'Reese mam Zuch gewäert ka ginn. Wéi Clienten hir Reese buchen huet sech iwwert déi lescht Jore verännert an dat ass och de Fall bei den Zuchreesen.

ad 2. D'Zuele vun de physeschen an de Guichete verkaaft internationalen Zuchbilljeeën hunn sech an de leschte Jore wéi follegt entwéckelt:

2023: 249.679 Ticketen
2024: 237.589 Ticketen
2025: 242.989 Ticketen

ad 3. Iwwert d'Ticketsautomate goufen an deem selwechten Zäitraum follgend Unzuele verkaaft:

2023: 173.557 Ticketen
2024: 186.690 Ticketen
2025: 166.022 Ticketen

ad 4. D'Online-Buchungen iwwer déi digital CFL-Kanal hunn dës Entwécklung gewisen:

2023: 163.334 Ticketen
2024: 175.645 Ticketen
2025: 169.033 Ticketen

ad 5. Op Basis vun de virleiende Verkafsdonnéen zielen déi follgend fënnef Länner zu de meescht gefrote Reesdestinatiounen:

1. Belsch
2. Däitschland
3. Frankräich
4. Holland
5. Schwäiz

.....

Mobilitéé touristique et développement durable | Question **3594** (04/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Am Nohaltegkeetskonzept fir den Tourismus zu Lëtzebuerg ënnersträicht d'Regierung ënner anerem d'Wichtigkeet vun enger nohalteger Tourismusoffer fir jiddereen. Dozou zielt ënner anerem den Ausbau vun der ëmweltfrëndlecher, touristescher Mobilitéit zu Lëtzebuerg. Fir d'Ëmsetzung vun deem Konzept ze moossen, huet de Ministère verschidde Moossnamen an Indicateure virgesinn.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt eng nohalteg Entwécklung vum Tourismus op Lëtzebuerg och Hand an Hand mat dem Ausbau vun nohaltegen Ureesméiglechkeete geet?

2. Gi bei der Moosnam, eng ganzheetlech touristesch Mobilitéitsanalys ze maachen, och d'Ureesméiglechkeeten op Lëtzebuerg mam Zuch a Betruecht gezunn?

3. Wéi moosst d'Regierung d'CO₂-Emissiounen am Tourismus? Gëtt d'Urees vun Touriste mat a Betruecht gezunn?

4. Wat ass d'Gesamtziel vun Iwwernuechtungsgäscht, déi 2025 mat Bus an/oder Zuch ugereest sinn?

5. Gouf et zanter November 2023 formell Echangingen tëschent dem Mobilitéitsministère an der Direktioun vum Tourismus vum Wirtschaftsministère iwwert den Notze vun enger besserer Ubannung vu Lëtzebuerg un d'europäescht Zuchnetz an/oder d'Nuetszuchnetz fir d'Attraktivitéit vum Land an d'Promotioun vun enger méi doucer Form vun Tourismus?

Réponse (23/02/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo, eng nohalteg Entwécklung vum Tourismus zu Lëtzebuerg geet Hand an Hand mam Ausbau vun nohaltegen Ureesméiglechkeeten. An deem Kontext gouf et rezent Initiativen an Iwwerleeunge vum Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte mat Homologen aus dem Saarland, Rheinland-Pfalz an dem Grand Est, fir den Zuchreseau an der Groussregioun weider auszubauen an ze optimiséieren, an – à terme – iwwert d'Grenze vun der Groussregioun eraus besser u grouss Zuchlinnen ugebonnen ze sinn.

Vum touristesche Standpunkt aus gëtt an der Promotioun vun der Reesdestinatioun Lëtzebuerg zënter Joren e staarke Fokus op d'Nomäert geluecht. Ronn 70 % vun eise Visiteure sinn 2024 aus Holland, Däitschland, der Belsch a Frankräich ugereest. Mat de rezenten Diskussiounen iwwert eng Verbesserung vun den Zuchverbindungen an der Groussregioun wäert domadder och ee groussen Deel vum Public cible erreecht ginn.

Zudeem sief dorop higewisen, datt d'energiepolitesch Strategie vu Lëtzebuerg eng héich Prioritéit op den Ausbau vun enger dicht verdeelter Opluedinfrastruktur fir elektresch Gefierer am ganze Land setzt. Eng performant Luedinfrastruktur gëtt ënner anerem duerch Appels à projets a weider Hëllef fir Entrepreneuren, déi Luedstatiounen – effentlech zougänglecher oder privater fir hir Clienten – installéiere wëllen, séchergestallt. Duerch den Ausbau vun der effentlech zougänglecher Luedinfrastruktur gëtt garantéiert, datt Touristen och mat hirem Elektroauto op Lëtzebuerg an d'Vakanz komme kënnen. Letztlech déngt dëst net nëmmer der nationaler Elektromobilitéit, mee soll och d'Attraktivitéit vum Land fir Touristen erhéijen, déi mat elektresche Gefierer ënnerwee sinn.

ad 2. An der Mobilitéitsanalys, ewéi am Nohaltegkeetskonzept virgesinn, steet d'Ubannung vum effentlechen Transport un touristesch Sitten a Plazen hei am Land am Fokus. Et geet also dorëms, wéi séier a wéi bequeme een dës Plaze mam effentlechen Transport erreche kann. Dës Froe sinn net nëmme fir eise auslännesch Visiteure relevant, mee och fir d'Residenten, déi en Ausflug am Land plangen.

Aus enger Ëmfro vun LFT vun 2024 an 2025 bei eisen Dages- an Iwwernuechtungsgäscht wësse mir, datt 45 % de Bus, 40 % den Tram an 21 % den Zuch als Transportmëttel op der Plaz genotzt hunn. De gratis effentlechen Transport ass ee feste Bestanddeel an eiser touristescher Kommunikatioun. Ëm 19 % vun eise Gäscht ginn un, datt dat ee vun de Grënn war, wéisou si sech dozou entscheet hunn op Lëtzebuerg ze reesen.

ad 3. Den Tourismus ass ee secteur iwwergräifende Beräich. Esou sinn den Hotel- a Restaurantssecteur, den Transportsecteur (souwuel d'Urees ewéi den

Deplacement op der Plaz) a Fräizäitaktivitéiten Deel vum Tourismus, mee natierlech kënnen net all d'Emissiounen aus dese Secteuren dem Tourismus zougerechent ginn. Och wann et op internationalem Niveau schonn eng Rei Berechnungsmodellier fir d'CO₂-Emissiounen am Tourismus gëtt, gëtt et keen internationale Standard an dës Berechnunge sinn de Moment nach net harmoniséiert.

Follgend Indicateuren zur Urees vun eise Gäscht gi suivéiert:

- d'Transportmëttel, mat deenen eis Gäscht an d'Land kommen;
- d'Ureeslänner vun de Visiteuren.

An deem Kader spillt et eng zentral Roll, datt zënter Joren eng kloer Strategie verfolgegt gëtt: Lëtzebuerg gëtt prioritär an den Nomäert promovéiert – wat d'Emissiounen, bedéngt duerch kuerz Distanzen an nohalteg Ureesméiglechkeeten, positiv beaflosst.

ad 4. Déi komplett Zuele vun 2025 sinn aktuell nach net disponibel. 2024 ware 17 % vun den Arrivéeeën op Lëtzebuerg mam Zuch a 5 % mam Bus. Dat sinn 317.000 vun 1.825.000 Arrivéeeën mam Zuch an 83.000 mam Bus. Dës Zuele bezéien sech op sämtlech Arrivéeeën mat Iwwernuechtung, deemno ginn hei och d'Arrivéeeën a Short-Term Rentals an am net bezuelten Hebergement consideréiert.

ad 5. An der Ausschaffung vum Nohaltegkeetskonzept, datt am Dezember 2024 präsentéiert gouf, war de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten agebonnen. Zur Ubannung vu Lëtzebuerg un d'europäescht Zuchnetz an/oder d'Nuetszuchnetz gouf et kee formellen Echange tëschent der Generaldirektioun Tourismus vum Wirtschaftsministère an dem Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten.

Développement des liaisons ferroviaires internationales | Question 3595 (04/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

De PNM 2035 gesäit niewent de Verbesserung vum Schinnennetz zu Lëtzebuerg och eng Verbesserung vun den Zuchverbindungen an d'Ausland vir. Am Regierungsprogramm gëtt op deem Punkt haaptsächlech iwwer eng besser Ubannung un dat däitscht Schinnennetz, iwwert eng erhéichte Frequenz vun Zich tëschent Lëtzebuerg an Diddenewen, an iwwert eng verbesserten Zuchverbindung tëschent Lëtzebuerg a Bréissel geschwat. Dës Verbesserung si mat dem Ënnerschreiw vum enger Absichtserklärung iwwert d'Verstärkung vun der Eisebunnszesummenaarbecht den 29. September 2025 tëschent der Madamm Ministesch an hirem belschen Homolog formaliséiert ginn.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte gäre follgend Froe stellen:

1. An der Absichtserklärung hu sech déi belsch an déi lëtzebuergesch Regierung engagéiert eng Etüd iwwert d'Méiglechkeet vun enger Zuchverbindung tëschent Bréissel a Basel, iwwert Lëtzebuerg a Stroosbuerg, ze maachen. Ass dës Etüd schonn an Optrag gi ginn?
– Wann net, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheidung?

2. Ass d'Méiglechkeet vun enger direkter Nuetszuchverbindung tëschent Lëtzebuerg an dem Süde vu Frankräich souwéi Spuenie respektiv Italie schonn exploréiert ginn?
– Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Efforten?
– Wann net, wéini gedenkt d'Mobilitéitsministesch, dës Efforten unzestoussen?

3. Ginn den Ament nach aner international Zuchverbindungen mat Lëtzebuerg als Haltestell während dem Dag oder der Nuecht studéiert?

Réponse (09/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Entwécklung vun den internationalen Zuchverbindungen an de Méiglechkeete vun eventuellen Nuetszuchverbindungen.

ad 1. D'Méiglechkeet vun enger Zuchverbindung tëschent Bréissel a Basel, iwwert Lëtzebuerg a Stroosbuerg, ass dobäi studéiert ze ginn. Dës Etude befënnt sech aktuell awer nach am Ufank vun hirem Prozess. De Lead ass dobäi op Schwäizer Säit a momentan schaffe si mat hire franséschen Homologen zesummen dorun. Lëtzebuerg an d'Belsch ginn iwwert d'Suitten an dëser Etude informéiert.

ad 2. A puncto Nuetszich ass Lëtzebuerg ofhängeg vun den auslänneschen Eisebunnssecteuren. Héich Käschte fir spezifesch Rullmaterial an déi néideg Disponibilitéit vun zousätzleche Sillone maachen et quasi onméiglech, en Nuetszuch vu Lëtzebuerg a Richtung Süde vu Frankräich, Spuenien oder Italien ze fueren, deen och rentabel wier. Lëtzebuerg bleift awer oppe fir en zukünftigen Nuetszuch an observéiert deementsprechend opmierksam wou sech Opportunitéiten an Zesummenaarbecht mat auslänneschen Eisebunnssecteuren kéinten erginn.

ad 3. Eng Zuchverbindung, un där aktuell geschafft gëtt, betrëfft d'Verbetterung vun der Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Köln iwwer d'Eifelstreck. Am Kader vun den Onwiederer am Summer 2021 gouf d'Eifelstreck op grouse Streckenabschnitter schwéier beschiedegt. Lëtzebuerg ënnerstëzt an deem Kontext den däitsche Projet, fir d'Streck erëm opzebauen an ze moderniséieren.

De Projet gesäit ënner anerem d'Realiséierung vu resilienten, héichwaassersécheren Ingenieursbauwierker, d'Aféierung vun enger moderner digitaler Signaltechnik souwéi d'Elektrifikatioun vun der ronn 160 Kilometer laanger Streck vir.

D'Aarbechte sinn amgaang a sollen no däitsche Plannunge bis Dezember 2028 ofgeschloss ginn. No der Fäerdegstellung vun der Eifelstreck ass virgesinn, Köln iwwer Tréier an engem zweestënnegen Takt unzufueren. Dës Verbindung wäert während dem Dag an ouni Ëmklammer realiséiert ginn.

Eng Schinnendirektverbindung tëschent Lëtzebuerg, Saarbrécken an dem wichtegen däitschen Eisebunnsknet vu Mannheim gouf iwwert déi lescht Jore studéiert. An der Theorie wier esou eng Verbindung méiglech, allerdéngs just progressiv an a verschidde Etappen, awer net viru Mëtt den 2030er Joren a mat der Viraussetzung, dass verschidde Punkte vun technescher, infrastruktureller, juristescher a finanzieller Natur mat den däitsche Partner gekläert sinn. Heibäi géif et sech och ëm eng Dagesverbindung handeln.

Service de transport professionnel de personnes par route pour le compte de l'Office national de l'accueil | Question 3596 (04/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Office national de l'accueil (ONA) gräift op privat Transportentreprisen zeréck, fir Asylmandeuren a BPIen hei am Land tëschent de Flüchtlingsfoyeren, Gerichter a Verwaltungen ze transportéieren. Den ONA huet d'Petitiounskommissioun informéiert, dass et heizou eng effentlech Ausschreiwung (Marché public) gouf mam Numm „Service de transport

professionnel de personnes par route pour le compte de l'Office national de l'accueil".

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Asyl dës Froe stellen:

– Ënnert wéi enge(r) Referenznummer(en) ass dës Ausschreiwung um Portail vun de Marchés publics ze fannen?

– Wéi eng Firma/Firme kruten den ëffentlechen Optrag?

– Wat ass de Budget vun dëser Ausschreiwung?

Réponse (18/03/2026) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Ausschreiwung mam Numm „Service de transport professionnel de personnes par route pour le compte de l'Office national de l'accueil" huet als Zil, vulnérable Persounen, déi net op den ëffentlechen Transport kënnen zeréckgräifen, ze transportéieren, sief et tëscht verschiddene Strukturen vum ONA, sief et op aner Destinatiounen ewéi bei den Dokter. Dës Ausschreiwung ass ënner der Referenznummer 2502722 um Portail vun de Marchés publics ze fannen. D'Firma, déi den ëffentlechen Optrag krut, ass Demy Schandeler. De Budget vun dëser Ausschreiwung läit bei 110.000 EUR/HTVA d'Joer, fir eng Durée initiale vum Marché vun 2 Joer.

Procédure de recrutement exceptionnelle dans la fonction publique | Question 3597 (04/02/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Laut Artikel 2 (5) vum Statut vun de Staatsbeamten souwéi dem Artikel 2 (6) vum Statut vun de Gemengebeamten ass et méiglech, dass Persounen op engem fräie Poste beim Staat oder bei der Gemeng agestallt kënnen ginn, ouni dofir mussen de klassesche Parcours vum Staatsexamen an dem Stage mussen ze duerchlafen, déi am Prinzip all Beamte muss duerchlafen. Dofir mussen d'Persounen op d'mannst eng professionnell Erfahrung vun 12 Joer an déi néideg spezifesch Qualifikatiounen fir de betrouffene fräie Poste virweisen.

De Regierungsrat respektiv de Gemengerot kënnen dës Persounen fir eng Mindestdauer vun engem Joer als Employé beim Staat respektiv als Salarié bei der Gemengustellen. No engem Joer kënnen dës Persounen direkt an de Beamtestatut gehuewe ginn, mat engem Classement individuel an engem belibige Grad an Echelon.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Astellunge goufen an de leschten 10 Joren opgrond vun dëser exceptioneller Astellungsprozedur gemaach (opgeschlüsselt no Ministère, Verwaltung, Gemeng, Gemengesyndikat, Établissement public) an a wéi ee Grad an Echelon goufen dës Beamten:innen an deenen 10 Joer placéiert?

2. Wéi gëtt déi exigéiert professionnell Erfahrung vun 12 Joer determinéiert?

– Gëtt hei einfach d'Zäit gekuckt, dass een 12 Joer aktiv war oder muss ee konkrete Lien do si mam Posten an deenen 12 Erfahrungsjoren?

– Ginn d'Studieuren an déi 12 Joer Erfahrung bäigezielt a mussen dës universitär sinn?

– Evaluéiert de Regierungsrat respektiv de Gemengerot no eegenem Ermiessen d'Experience oder no festgelegte Kriterien?

– Ginn d'Kritikere fir dës 12 Joer Erfahrung scho bei der Schaffung vum Posten opgestallt oder eréischt bei der Astellung iwwert dës Prozedur?

3. Bei der Astellungsprozedur op der Gemeng muss, nom Vott vum Gemengerot, fir de Salarié à tâche intellectuelle nach eng Transmission obligatoire op den Inneministère gemaach ginn. Huet den Inneministère heifir eege spezifesch Kriterien, fir déi professionnell Experience vun 12 Joer an déi spezifesch gefrote Qualifikatiounen ze evaluéieren, oder suivéiert den Inneministère d'Kritikere, déi vum Gemengerot fixéiert goufen?

4. Kënnen och Persounen, déi aktuell schon am Staats- oder Gemengendéngscht schaffen (onofhängeg vun hirem aktuelle Statut) an d'Konditiounen vun 12 Joer Experience an déi néideg Qualifikatiounen fir de fräie Poste matbréngen, iwwert dës Prozedur nei agestallt ginn?

– Falls jo, geet dat och an der nämmelechter Verwaltung?

– Falls nee, firwat net?

5. Firwat gëtt bei dëser spezieller Astellungsprozedur een Ënnerschied tëscht Staat a Gemeng gemaach, andeems déi betrouffene Persoun bei der Gemeng als Salarié a beim Staat als Employé d'État agestallt gëtt?*

*wann ee weess, dass

• bei der Gemeng d'Persoun an d'Dispositiounen vum Code du travail fält, während beim Staat den Employé d'État de Schutz ënner d'Konditiounen vum Regime als Employé ka profitéieren;

• d'Virdeeler vum Beamtestatut kloer op der Hand leien: Aarbechtsschutz a Kënnegungsschutz als Employé communal/d'État, konkret Disziplinarprozedur souwéi d'Remuneratioun, déi un den Tableau indiciaire ugegliedert ass.

Réponse (11/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wat de Gemengesector betrëfft, gëtt et keng statistesch Donnéeën iwwer d'Zuel vun den Astellungen no der spezieller Astellungsprozedur, wéi se am Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut steet respektiv iwwer d'Klassement vun de betrouffene Beamten.

Wat de Staat betrëfft, sinn zanter 2017 am Ganzen 105 Rekrutementer iwwer den Artikel 2 (5) vum Staatsbeamtestatut gemaach ginn (cf. Tableaux ↑). Virdu sinn déi detailléiert Zuelen dozou net erfaasst ginn.

ad 2.

– Den Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut applizéiert sech ausschliesslech op Kandidaten, déi e Bachelor oder e Masterdiplom hunn. Ugerechent ginn nëmme déi Joren, déi ee geschafft huet nodeem een den akadeemeschen Diplom kritt huet. Déi professionnell Erfahrung muss och a Relatioun mam Profil vum fräie Poste stoen.

De Staatsbeamtestatut gesäit vir, dass net nëmme op d'mannst 12 Joer Berufserfahrung verlaangt sinn, mee och besonnesch Qualifikatiounen a Bezuch zum Posten.

– Nee, Studiejore ginn net ugerechent, well se keng Berufserfahrung duerstellen.

– Wann et sech ëm e Posten am Gemengesector handelt, decidéiert de Gemengerot, ob d'Experience vun engem Kandidat dem Profil vum Posten entsprécht.

Beim Staat saiséiert den zoustännege Regierungsmember de Minister fir d'Fonction publique mat enger motivéierter Demande. Dës mécht dann eng Propositioun fir de Klassement an der Employéskarriär an, fir

de Fall vun enger spéiderer Nominatioun als Fonctionnaire, de Grad an Echelon an der Fonctionnaireskarriär. No dem Accord vum zoustännege Regierungsmember gëtt vum MFP de Regierungsrat mam Dossier saiséiert, fir d'Decisioun fir dës spezielle Rekrutement ze huelen. D'Formaliteiten (Kontrakt, Klassement, Nominatioun) ginn dono vun deenen Autoritéiten geholl, déi normalerweis dofir zoustännege sinn.

– Bei engem Posten am Gemengesector decidéiert de Gemengerot op Grond vun de Kandidaturen, ob d'Prozedur vum Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut applizéiert gëtt.

Beim Staat ginn déi Posten och net ausgeschriwwen mat engem Kriterium vu minimum 12 Joer Berufserfahrung. Dës spezifesch Prozedur ergëtt sech am Laf vun der Astellungsprozedur.

ad 3. Den Inneminister kontrolléiert am Fall vun enger Astellung iwwer Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut, ob de Kandidat en akadeemeschen Diplom huet an ob déi 12 Joer Berufserfahrung sech no dem Zeitpunkt situéieren, wou de Kandidat säin Diplom kritt huet.

ad 4.

– Den Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut gesäit vir, dass Kandidaten, déi déi betreffend Konditiounen erfëllen, vun enger Gemeng kënnen agestallt ginn. Dat bedeit, dass et sech ëm e Kandidat muss handelen, deen nach net bei der Verwaltung schafft, déi dee fräie Poste huet. Deemo applizéiert sech den Artikel 2.6 op Kandidaten, déi aus dem Privatsector, vum Staat oder aus enger anerer Entitéit aus dem Gemengesector kommen.

Wat de Staat betrëfft, ass et esou, dass eng Persoun, déi schon als Employé an enger Verwaltung schafft, sech och op en Employéposten an enger anerer Verwaltung melle kann. Dës ass méiglech, well et fir esou e Wiessel keng speziell Prozedur gëtt (am Géigendeel zu de Fonctionnaires, wou d'Gesetz iwwert de Changement d'administration spillt). Fir déi Employéen net ze benodelege géintwärtig ze externe Kandidaten, ass et och méiglech, den Artikel 2 (5) spillen ze loossen. Et ass awer esou, dass an deem Fall net déi beruflech Erfahrung beim Staat gerechent gëtt (well déi gëtt jo duerch d'Avancementer unerkannt), mee just déi, déi ee virdu konnt sammelen.

– Well e Kandidat net dierf bei der Gemengenentitéit iwwer Artikel 2.6 als Beamten agestallt ginn, wou hie scho virdu ënner engem anerem Regime geschafft huet, ass et net méiglech, déi speziell Astellungsprozedur op e Kandidat ze applizéieren, deen zënter 12 Joer bei der selwechter Verwaltung agestallt ass. Dës Prozedur gëtt dem Kandidat d'Dispens vu Formationen am Service provisoire a vun allen Examen. Dofir wier och et net am Sënn vum Gesetz, dës Prozedur ze applizéieren am Fall, wou de Kandidat sech déi Berufserfahrung bei der selwechter Verwaltung ugëeegent huet. An deem Fall géif fir d'Verwaltung keng Plus-value duerch d'Berufserfahrung vum Kandidat entstoen.

ad 5. Dee Moment, wou dës speziell Astellungsprozedur am Gemengesector agefouert gouf, war et nach net méiglech, e Kandidat ënner dem Regime vum Employé communal mat engem zäitlech befristete Kontrakt anzustellen, esou wéi den Artikel 2.6 vum Gemengebeamtestatut et fir 1 Joer virgesäit. Dofir konnt de Gemengebeamtestatut och nëmme virgesinn, dass déi Kandidaten als Salarié agestallt ginn, ier se no engem Joer eng definitiv Astellung als Gemengebeamte kréien. Well en Employé communal eréischt no 10 Déngschtjoren ënner de Régime disciplinaire vum Gemengebeamten fält, bitt de Regime vum Employé communal dat éischt Joer no der Astellung



engem Kandidat net méi Schutz ewéi de Regime vum Salaré.

Suppressions d'emplois chez ArcelorMittal et accord tripartite sidérurgie | Question 3599 (04/02/2026) de **Mme Octavie Modert** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon le secrétaire du comité d'entreprise européen, la dernière restructuration d'ArcelorMittal à l'échelle européenne met à l'étude jusqu'à 1.150 profils d'emploi au Luxembourg. Cette mesure menacerait environ un tiers des effectifs d'ArcelorMittal dans notre pays. Cette annonce de suppression potentielle d'envergure d'emplois met en doute le futur du site de production de sidérurgie et présente une très mauvaise nouvelle pour l'emploi dans le secteur de l'industrie. Cette annonce vient également à un moment clé des négociations entre les partenaires sociaux au sujet du renouvellement de l'accord tripartite sur la sidérurgie. Cet accord, arrivé à échéance en décembre 2025, vise à pérenniser les activités de la sidérurgie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Messieurs les Ministres ont-ils été informés des plans de restructuration et de suppressions d'emplois d'ArcelorMittal au Luxembourg ?
- 2) Le cas échéant, le Gouvernement est-il en dialogue avec ArcelorMittal concernant ces plans ?
- 3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement du renouvellement de l'accord tripartite sur la sidérurgie, venu à échéance en décembre 2025 ?
- 4) Comment Messieurs les Ministres voient-ils le futur de la sidérurgie dans notre pays ?

Réponse (06/02/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1) à 3) Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et le Ministre du Travail sont en contact régulier avec la direction d'ArcelorMittal, ainsi qu'avec les syndicats (OGBL, LCGB), dans le cadre des réunions tripartites « sidérurgie ».

Une telle réunion s'est tenue en octobre 2025. À cette occasion, les ministres avaient rencontré les partenaires sociaux pour lancer les discussions en vue de la négociation d'un nouvel accord tripartite sidérurgie, l'accord LUX2025, qui devait initialement arriver à échéance en décembre 2025, ayant entre-temps été prolongé jusqu'au 31 mars 2026.

Actuellement, les échanges entre le Gouvernement, les partenaires sociaux et la direction d'ArcelorMittal relatives à la situation actuelle du secteur, à la pérennité des activités, à l'évolution des effectifs et aux futurs projets d'investissement de l'entreprise se poursuivent dans ce cadre établi.

ad 4) L'industrie sidérurgique est un secteur industriel traditionnel de longue date au Luxembourg. Les usines de production d'acier long situées à Belval, Differdange et Rodange reposent sur des fours à arc électrique, dont les émissions de CO₂ ont été largement réduites depuis les années 1990 par rapport à la filière traditionnelle de production d'acier à partir de minerais de fer et de charbon.

Cette transformation, amorcée en amont dans de nombreuses autres usines sidérurgiques, a permis de

maintenir une production d'acier au Luxembourg fondée sur des technologies avancées. Le Gouvernement est en contact régulier avec ArcelorMittal afin de faciliter des investissements continus dans les équipements, pour garantir que ces installations restent compétitives, et est convaincu que la production d'acier demeure un secteur industriel fortement ancré au Luxembourg.

Au-delà de la production d'acier par les usines d'ArcelorMittal, le Luxembourg accueille également un certain nombre d'entreprises d'ingénierie actives dans le domaine de la sidérurgie, parmi lesquelles la société Paul Wurth. Les compétences de ces entreprises servent une clientèle mondiale et contribuent à renforcer le secteur sidérurgique au Luxembourg.

Accès aux alarmes incendie adaptées pour les personnes sourdes et malentendantes | Question 3600 (04/02/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Depuis le 1^{er} janvier 2023, les détecteurs de fumée sont obligatoires dans tous les immeubles comprenant au moins un logement. Ces détecteurs doivent être placés dans les chambres à coucher et dans les chemins d'évacuation. Les personnes sourdes et malentendantes bénéficient d'une couverture de la part de l'assurance dépendance pour l'installation d'alarmes incendie adaptées. Le détecteur de fumée joue un rôle essentiel en cas d'incendie survenant la nuit. La fumée ne réveille pas les personnes endormies ; au contraire, elle les endort davantage et provoque une intoxication par la fumée.

La législation en vigueur prévoit que la capacité auditive ouvrant droit aux prestations de l'assurance dépendance est évaluée sur base de la meilleure oreille avec correction par appareillage permanent, avec un seuil de perte auditive égal ou supérieur à 75 dB.

Si cette méthode d'évaluation est adaptée à une appréciation générale de l'autonomie fonctionnelle, il apparaît qu'elle peut présenter des limites spécifiques lorsqu'il s'agit de la sécurité incendie des personnes sourdes et malentendantes. En effet, les appareils auditifs ne sont pas portés en permanence, notamment durant le sommeil, et ne garantissent pas toujours la perception fiable des signaux sonores continus ou stridents émis par les alarmes incendie.

Il en résulterait que certaines personnes présentant une perte auditive sévère sans appareillage ne rempliraient plus les critères d'accès aux aides techniques pour dispositifs d'alarme incendie adaptés (signaux lumineux ou vibratoires) une fois l'audition corrigée prise en compte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale dispose-t-il de données concernant des refus d'aides techniques pour alarmes incendie adaptées liés à l'évaluation de l'audition « avec correction par appareillage » ?
- 2) Le Gouvernement considère-t-il que l'audition corrigée constitue un indicateur suffisant du risque réel en matière de sécurité incendie, notamment durant le sommeil ?
- 3) Une réflexion est-elle en cours afin d'adapter les critères d'évaluation pour ce type spécifique d'aide technique ?
- 4) Le Gouvernement envisage-t-il de permettre, pour les dispositifs d'alarme incendie adaptés, une

évaluation de la perte auditive sans correction par appareillage ?

Réponse (06/03/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le tableau ci-dessus indique le nombre de demandes de détecteurs autonomes de fumée pour personnes malentendantes ou sourdes refusées par l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (AEC) pour les années 2024-2025.

L'examen des données recueillies pour la période concernée révèle qu'un total de huit demandes a fait l'objet d'un refus.

Pour ces huit demandes refusées, les motifs ont été les suivants :

- cinq ont été rejetées pour non-conformité avec les critères établis à l'article 2 du règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance,
- deux demandes ont été rejetées en raison de l'absence d'un accord explicite écrit du propriétaire du logement occupé,
- une demande a été refusée en raison du lieu de résidence du demandeur, celui-ci résidant à l'étranger.

ad 2) Il n'est pas possible de répondre de manière générale à cette question, car plusieurs facteurs individuels doivent être pris en compte, tels que le degré de perte auditive, l'intensité et la fréquence du signal d'alarme, ainsi que sa localisation dans le bâtiment.

Cela étant, il est pertinent d'évaluer les besoins en dispositifs d'alerte incendie d'une personne malentendante sur base de son audition non corrigée. En effet, les aides auditives ne sont pas destinées à être portées en permanence : elles peuvent être retirées durant le repos ou le sommeil, être en recharge, ou encore subir des dysfonctionnements techniques. Dans ces situations, la personne malentendante peut ne pas percevoir une alarme sonore standard et doit pouvoir compter sur des moyens d'alerte alternatifs, tels que des dispositifs visuels et/ou tactiles.

ad 3) et 4) La loi du 6 décembre 2019 relative à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance impose l'installation de détecteurs autonomes de fumée standards dans chaque chambre à coucher ainsi que sur le chemin d'évacuation. Or, les personnes malentendantes ou sourdes ne peuvent pas se servir des détecteurs autonomes de fumée standards du marché.

Consécutivement à l'entrée en vigueur de cette loi, la prise en charge par l'assurance dépendance de détecteurs autonomes de fumée pour personnes malentendantes ou sourdes, alertant la personne par des signaux lumineux et des vibrations a été introduite, pour autant que la capacité auditive corresponde aux critères de l'article 21 du règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance.

La prise en charge par l'assurance dépendance ne peut intervenir que dans les limites des dispositions légales telles que prévues à l'article 2 du règlement grand-ducal précité.

Interventions de journalistes en milieu scolaire | Question 3601 (05/02/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

An engem Artikel vun RTL Lëtzebuerg „Alldag an Erausfuerderunge vum Journalismus“, deen den 22. Januar 2026 publizéiert gouf, gëtt op den Asaz vu

Journalisten a Schoulen am Kader vum Projet „Lie Detectors“ verweisen. An deem Kontext stelle sech verschidde Froen iwwer d'Roll vun dese privaten Acteuren am nationale Bildungssystem an d'Garantië fir Neutralitéit, Transparenz a Pluralismus, déi domadder verbonne sinn.

Dës Workshope riichten sech u mannerjäreg Schüler, déi e kritescht Denken entwéckele sollen, an et stellt sech d'Fro, awéiwäit si mam Bildungsoftrag vun den öffentliche Schoulen a mat gesetzleche Verpflichtungen am Beräich vun der Bildung iwwerteneestimmen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi garantéiert d'Regierung, datt d'Interventioune vu Journalisten a Schoulen am Kader vun „Lie Detectors“-Programm sech strikt un déi politesch an ideologesch Neutralitéit am Schoulgesetz halen?

2. Gëtt et e Kontrollmechanismus, fir ze iwwerpräiwen, ob dës Interventioune keng parteiesch Haltung oder Wäerturteeler iwwer spezifesch Meedien oder Denkrichtungen vermëttelen?

3. Wéi eng Critèrë goufen ugewannt, fir d'Journaliste vun RTL Lëtzebuerg auszewielen, déi an de Klassenäll schwätzen?

4. Plangt de Ministère, Spriecher vun anere Meedien anzebannen, fir e richtege Pluralismus an der Presentatioun vun der journalistescher Aarbecht ze garantéieren?

5. Kann de Ministère d'Léiermaterialien, déi bei dese Workshope benotzt ginn, zur Verfügung stellen?

6. Ginn d'Elteren am Virus iwwer dës Workshopen informéiert a si si berechtigt, Widdersproch géint si anzeleeën?

7. Wéi héich ass de geneeë Betrag vun de Finanzéierungsmëttel fir de Programm „Lie Detectors“ zu Lëtzebuerg?

8. Wéi eng Verpflichtungen entstinn aus der Participatioun vu Lëtzebuerg un dësem europäesche Programm (EDMO)?

9. Enthält de Programm Beispiller aus alternativen, onofhängegen oder net traditionelle Meedien, fir d'Diversitéit vun der Meedielandschaft ze illustréieren?

10. Wéi garantéiert de Ministère, datt d'Studenten a Schüler eng ausgeglache Presentatioun vun de verschidde Formen vu Journalismus an de verschidde redaktionellen Approchë kréien?

11. Wéi schätzt d'Regierung de Risiko an, datt Acteuren aus private Meedien d'Wahrnehmung vun de Studenten iwwer d'Zouverlässigkeet oder d'Legitimitéit vu bestëmmte Meedie beaflosse kéinten?

12. Gouf eng Analys iwwer d'Auswierkung vum dese Workshopen op d'Entwécklung vum kriteschen Denke vun de Schüler duerchgefouert?

Réponse (16/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Interventioune vu Journalisten am Kader vum Programm „Lie Detectors“ orientéieren sech strikt un de Prinzipie vun der politescher an ideologescher Neutralitéit, wéi se am Schoulgesetz an an de fundamentale Wäerter vun eise Bildungssystem verankert sinn.

D'Journalisten, déi sech engagéieren, ënnerleien als professionell Meedieschaffend de berufflechen

Deontologie-Prinzipie vum Conseil de presse an internationale Standarde vum eethesche Journalismus (Genauigkeit, Onofhängegkeet, Fairness, Mënschlechekeet, Verantwortlechekeet). Dës Prinzipie ginn och explizit an de Léiermaterialien opgegraff.

D'Workshope si keng politesch Coursen, mee konzentréiere sech op d'Erkennung vun Desinformatioun a Mesinformatioun, an op d'Erklärung vum journalistesche Beruff a senge Methoden.

ad 2. Et besteet kee fräie Raum ouni pädagogesch Opsiicht: D'Journaliste si während de Visitten net eleng mat de Schüler, mee ëmmer a Präsenz vum Léierpersonal.

Zousätzlech gesäit d'Konzept Feedback- an Evaluationsformulairë vir, déi systematesch agesammelt ginn. Dëst erlaabt eng kontinuéierlech Qualitätskontroll.

D'Thematik vun der Desinformatioun gëtt neutral, an onofhängeg vu parteieschen Haltungen oder Denkrichtungen abordéiert. Si betrëfft all gesellschaftlech Schichten a bezitt sech op de verantwortlechen Ëmgang mat Informatiounen, besonnesch am Kontext vu soziale Meedien.

ad 3. D'Auswiel vun de Journaliste geschitt op Basis vu kloer definéierte Critèren:

– Fräiwëllegkeet: Kee Journalist gëtt dozou verpflichtet. Et handelt sech ëm eng bewosst Entscheedung am Kader vun der berufflecher Aktivitéit.

– Zousätzlech Formatioun: Virum Asaz an de Klassen huelen d'Participanten un enger spezieller Dagesformatioun vum Programm deel, an där si mam pädagogesche Konzept a mat didaktesche Methode vertraut gemaach ginn.

D'Interventioune limitéiere sech dobäi net exklusiv op Journaliste vun engem eenzegen Haus.

ad 4. De Programm ass keng Initiativ vun engem eenzele Medium. Iwwer de Conseil de presse gouf en Oupriff lancéiert, un deem sech all interesséiert Meedie konnte bedeelegen.

Et hunn och Journalisten aus verschidde Redaktiounen Formatiounen absolviert. De Programm ass prinzipiell op a pluralisteschem Ugeluecht.

ad 5. D'Léiermaterialie ginn duerch de SCRIPT an am Kader vum Programm zur Verfügung gestallt. D'Didaktik an d'Struktur vun de Workshope sinn transparent dokumentéiert.

ad 6. Vu datt d'Inhalter an d'Zilsetzung vum Programm sech un de Programmer aus dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire orientéieren (<https://edumedia.lu/uebersicht/>), ass net virgesinn, datt d'Elteren extra informéiert gi resp. aus iergendengem Grond kéinte Widdersproch aleeën.

ad 7. Den europäesche Projet EDMO (European Digital Media Observatory) ass net vum Lëtzebuurger Staat kofinanzéiert.

ad 8. D'Participatioun vu Lëtzebuerg um EDMO implizéiert keng politesch Interventioun an d'Schoulprogramm, mee en Engagement am Kampf géint Desinformatioun.

Fir déi bedeelegt Redaktiounen ëmfaasst d'Participatioun ënner anerem:

- Sensibiliséierungscampagnen zur digitaler Sécherheet („Safety First“),
- Publikatioun vu Faktenchecks a
- Schoulvisitten am Kader vum „Lie Detectors“-Programm.

D'Initiativ fir eng Interventioun geet dobäi vun de Schoulen aus. D'Meedie ginn net aktiv op d'Schoulen duer.

ad 9. bis 11. D'Material ass net exklusiv op traditionell Meedie limitéiert. Et geet ëm Methoden, net ëm d'Promotioun vun enger spezifischer Meedielandschaft. De pedagogesche Fokus läit op der Analys vu Quellekritik, net op enger Presentatioun vum nationale Meediesecteur.

D'Garantie vun enger ausgeglachener Presentatioun ass primär am pädagogesche Kader vum Enseignement verankert. D'Journaliste vermëttelen d'Grondprinzipie vum eethesche Journalismus, dorënner Onofhängegkeet a Fairness.

Professionell Meedie si gesetzlech an deontologesch verpflichtet, sachlech, fair a professionell ze berichten. Si ënnerleien dem Kader vun der modifizierter Gesetzgebung vum 8. Juni 2004 iwwer d'Meenungsfreiheet an de Meedien an de Kontrollmechanisme vum Conseil de presse.

Doriwwer eraus, sief nach eng Kéier betount, datt de Programm, wéi an der Äntwert op d'Fro 4 schonns exposéiert, pluralisteschem Ugeluecht ass a keng Initiativ vun engem eenzele Medium ass. An datt, wéi schonns an der Äntwert op d'Fro 2 betount gouf, och eng pädagogesch Opsiicht besteet.

ad 12. Dëse Programm steet nieft aneren Initiativen, déi d'Stärkung vun der Meediekompetenz vun de Schülerinnen a Schüler viséieren, wéi zum Beispill de Meediekompass, dat neit Fach Digital Sciences an och nach d'Interventioune vu BEE SECURE. Aus deene Grënn ass et net méiglech, den isoléierten Impakt vu sou enger punktueller Initiativ ze ermëttelen.

Situation des femmes en prison | Question 3602 (05/02/2026) de Mme Carole Hartmann (DP)

Dans son rapport consacré à la situation des femmes en détention, le Service du contrôle externe des lieux privés de liberté (CELPL) souligne que les femmes incarcérées constituent une minorité particulièrement vulnérable au sein du système pénitentiaire et met en évidence plusieurs réalités structurelles et organisationnelles ayant un impact spécifique sur leurs conditions de détention et sur l'effectivité de leurs droits.

Au regard des éléments relevés et des recommandations formulées, il apparaît nécessaire de disposer de précisions quant aux mesures actuellement mises en œuvre ainsi qu'aux adaptations envisagées par les autorités compétentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Dans l'attente de la restructuration annoncée du Centre pénitentiaire de Luxembourg, des mesures transitoires sont-elles prévues afin de limiter les tensions liées à la cohabitation de détenues condamnées et prévenues au sein du bloc F et, le cas échéant, lesquelles ?

2) Quelles solutions transitoires sont prévues pour garantir une prise en charge psychiatrique adéquate des femmes détenues dans l'attente de la mise en œuvre de l'UPSJ ?

3) Quelles mesures sont envisagées pour réduire la segmentation genrée des activités en détention et renforcer l'accès des femmes détenues à des formations qualifiantes favorisant leur réinsertion ?

4) Sur quels critères précis et documentés repose l'appréciation du caractère « nécessaire » du menottage lors des consultations médicales de personnes détenues, et existe-t-il un mécanisme de traçabilité ou de contrôle a posteriori de ces décisions ?

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**



IBRS/CCRI n°1001256

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

5) Comment le Ministère de la Justice apprécie-t-il la compatibilité du cadre juridique actuel encadrant la présence policière lors des consultations médicales de personnes détenues avec les exigences du secret médical et de la vie privée ?

Réponse (10/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Des réaménagements et modifications ont d'ores et déjà été réalisés :

- Les salles communes et les cuisines du bloc F ont été réaménagées et entièrement rénovées.
- Un réaménagement du régime en commun a eu lieu.
- Les cellules ont été repeintes.
- Des activités avec les éducateurs du SPSE sont organisées.
- Des cours spécifiques sont organisés par le Service Éducation Formation, à la demande des femmes.
- Une mixité a été instaurée lors de différentes activités culturelles et artistiques.
- Une mixité a été instaurée dans le cadre de la Suchthëllef.
- De nouveaux appareils sportifs ainsi que des bancs – construits dans les ateliers du CPL – ont été installés dans la cour du bloc F.
- La salle de sport a été réaménagée et rénovée ensemble avec les détenues. Des séances sportives spécifiques pour femmes sont organisées par les moniteurs sportifs.
- Il est prévu de réaménager l'atelier des femmes.

La Direction de l'Administration pénitentiaire n'a pas connaissance d'éventuelles tensions au sein du bloc F. En principe, les femmes prévenues et les femmes

condamnées sont séparées et hébergées sur deux étages distincts. Dans certains cas exceptionnels, elles peuvent toutefois être logées sur un même étage, en raison d'un manque de place ou des limites inhérentes à l'infrastructure actuelle.

Des tensions peuvent en revanche survenir entre détenues qui ont été co-autrices d'une même infraction. Dans de telles situations, il est possible de procéder à leur séparation, notamment en transférant l'une des détenues vers le Centre pénitentiaire de Givenich.

ad 2) Les femmes détenues bénéficient, comme les hommes, d'un suivi psychiatrique assuré par le service psychiatrique en milieu pénitentiaire (SPMP). Les femmes concernées se rendent régulièrement dans la section où est localisé le SPMP, où elles bénéficient d'une prise en charge psychiatrique adaptée.

Par ailleurs, deux nouvelles salles ont récemment été aménagées et mises à disposition du SPMP pour leurs activités psychiatriques, dont profitent également les femmes détenues.

Des groupes thérapeutiques mixtes peuvent d'ores et déjà être autorisés et organisés lorsque cela est pertinent.

ad 3) L'Administration pénitentiaire prévoit de développer et de mettre en place de nouvelles formations professionnelles davantage adaptées aux besoins des femmes détenues, afin de favoriser leur future insertion professionnelle.

Il est d'ailleurs déjà possible pour une détenue de travailler dans un atelier traditionnellement réservé aux hommes, pourvu qu'une demande en ce sens soit formulée et que son profil permette une mixité sans difficultés.

De plus, les travaux d'agrandissement et de réaménagement de l'atelier réservé aux femmes détenues sont programmés, avec un démarrage prévu avant la fin de l'année 2026.

ad 4) La Police grand-ducale et le Ministère des Affaires intérieures ont pris position quant à la recommandation n° 42 de l'Ombudsman, visée par la question de l'honorable Députée. La réponse détaillée, comprenant les instructions et missions de la police dans le cadre particulier des consultations médicales de personnes détenues, peut être relue à partir de la page 25 du « Rapport CELPL – La situation des femmes en prison : Commentaires et réactions » publié en janvier 2026. Le rapport peut être consulté sur le site Internet www.ombudsman.lu.

ad 5) Le cadre juridique actuel est compatible avec les exigences du secret médical et du respect de la vie privée, dès lors qu'il repose sur un principe de proportionnalité et sur une appréciation individualisée des risques.

La présence policière lors des consultations médicales de personnes détenues poursuit un objectif légitime de sécurité – notamment du personnel médical et d'atteinte à l'ordre public. Elle ne saurait, en revanche, porter atteinte au contenu de l'échange médical ni permettre l'accès des agents aux informations couvertes par le secret médical.

En pratique, la présence des forces de l'ordre est limitée au strict nécessaire. Elle est toujours adaptée aux circonstances concrètes, notamment au profil de risque de la personne détenue. Lorsque les impératifs de sécurité le permettent, les consultations se déroulent hors de portée auditive des agents, afin de garantir la confidentialité des échanges entre le patient et le professionnel de santé.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur chd.lu

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.

[Instagram](#) [Facebook](#) [X](#) [YouTube](#) [LinkedIn](#)


chd.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799